

* Présentation

Ni patrie ni frontières reparait après un an de silence. Nous espérons que nos lecteurs ne nous en tiendront pas rigueur et que le volume et l'intérêt de ce numéro compenseront notre retard... D'octobre 2008 à septembre 2009 un certain nombre de débats ont traversé les milieux militants et notre revue tente de s'en faire ici l'écho.

Tout d'abord, la crise économique mondiale, abordée par des camarades espagnols et néerlandais. Les auteurs utilisent des mots simples et le lecteur n'aura nul besoin de se plonger dans un dictionnaire pour en comprendre la teneur.

Ensuite, la revue s'interroge de nouveau sur les rapports entre les « soutiens » [voire, pour certains, les « aidants » ! (1)] et le mouvement des « sans papiers ». *Ni patrie ni frontières* publie des extraits d'une brochure qui, loin de tout misérabilisme ou paternalisme, relate la lutte des travailleurs « clandestins » du Comité de grève de Viry-Chatillon. Nous reproduisons aussi la réponse de la Coordination des sans-papiers 75 au tract de la CGT qui a préparé le terrain à l'intervention du commando syndical du 21 juin 2009 contre les occupants des bâtiments de la rue Charlot, à Paris, et deux autres textes qui traitent des problèmes posés par cette intervention. Une ex-adhérente nous donne son avis très critique (et souvent injuste) vis-à-vis du Réseau Education sans frontières. Et nous nous interrogeons sur les limites de la forme Réseau à travers le compte rendu d'un livre intitulé *La Chasse aux enfants*. Un article analyse « La grande loterie des camps », c'est-à-dire des centres de rétention administrative, les CRA. Son auteur pose de bonnes questions mais offre une vision caricaturale de l'intervention des militants de base de la CIMADE sur le terrain, militants qui combattent les expulsions gouvernementales, même si les textes de cette organisation sont – jusqu'ici – très en retrait.

La revue s'intéresse ensuite aux courants spontanéistes du « gauchisme post-moderne » (2). Pour ce faire, nous reproduisons les éléments d'une discussion réalisée, entre décembre 2007 et février 2008, avec trois militants de sensibilité libertaire autour de deux petits livres : *Les mouvements sont faits pour mourir* et *L'insurrection qui vient*. Bien avant donc que le second ouvrage ne devienne un « best-seller » (du moins son éditeur...) et qu'un présentateur de la chaîne réactionnaire Fox News ne conseille aux téléspectateurs américains d'en acheter la version anglaise pour démasquer le « véritable ennemi intérieur » aux... Etats-Unis ! Au-delà des différences importantes entre ces deux ouvrages (le premier étant nettement plus intéressant que le

second, exactement à l'inverse de sa promotion médiatique), l'objectif était pour nous de comprendre ce qui pouvait, après le mouvement anti-CPE de 2006, expliquer le succès de tels bouquins parmi les étudiants les plus révoltés – il s'agissait aussi de dévoiler la confusion de l'idéologie radicale-spontanéiste, qu'elle se réclame de l'autonomie, du post-situationnisme, des «mouvements sociaux» ou d'un patchwork de références allant de Nietzsche et Foucault aux diverses versions des théories de la décroissance, en passant par un «conseillisme» privé de toute substance, car il fait totalement abstraction de l'existence et du rôle de la classe ouvrière.

Pour illustrer la répression actuelle qui frappe certains militants étiquetés « anarcho-autonomes » par les RG et les médias, il valait mieux donner la parole à ceux qui sont emprisonnés, raison pour laquelle nous reproduisons trois de leurs lettres. Claude Guillon expose ce qu'est, selon lui, la «Généalogie d'une invention» à propos de cette «mouvance» introuvable. «Des précaires» expliquent pourquoi la gauche et l'extrême gauche ont eu peur, dans un premier temps, de s'engager autour des inculpés de Tarnac. Un article de la brochure « Mauvaises intentions » n° 2 expose ce que pourrait être cette solidarité à propos de trois jeunes (Isa, Juan et Damien) qui sont emprisonnés depuis plusieurs mois et dont les «affaires» n'ont jamais bénéficié de la moindre médiatisation. Et des camarades italiens donnent leur point de vue sur la stratégie de défense des inculpés de Tarnac et surtout de leurs «soutiens». Cette partie se conclut par une «Mise au point du Comité invisible» datée du 5 février 2009, suivie d'un texte sur les mirages de l'illégalisme, auparavant publié par la revue anarchiste *À corps perdu*.

Nous reproduisons ensuite plusieurs textes sur les limites et l'utilité des «contre-sommets» dont l'idéologie est souvent douteuse et confuse. Dans le même ordre d'idées, nous publions deux articles de Sacha Ismail et Colin Barker sur les aspects réactionnaires de l'anti-impérialisme de gauche, idéologie très présente dans ces «contre-sommets». Ces deux articles constituent une bonne introduction générale aux articles et interviews sur l'Iran et le Venezuela. L'expérience de ce dernier pays est souvent présentée, par ses partisans comme par ses adversaires, à travers une propagande aussi grossière que fallacieuse. D'où l'intérêt des articles à propos de la grève du métro de Caracas, de la répression antisyndicale et de la visite du «libertaire» Chomsky au Caudillo de Caracas.

La dernière intervention israélienne a Gaza a suscité, comme d'habitude, beaucoup de polémiques et d'interventions intempêtes

de ces mêmes militants anti-impérialistes réactionnaires, solidaires de la prétendue «révolution bolivarienne». Plusieurs articles expriment des points de vue différents sur le sionisme. Les « Luftmenschen » tentent de cerner les particularités de l' «antisionisme à la française», « Sinistre Spectacle » démonte le pantin qu'est Alain Soral et le Collectif RTO relate la visite du Dieudobus à Argenteuil.

Revenant à une question qui rôdait dans le débat autour des inculpés de Tarnac, nous offrons quelques éléments de réflexion sur les rapports conflictuels entre anarchisme et insurrectionnisme (ce dernier courant étant influencé par les écrits d'Alfredo Maria Bonanno dont nous traduirons prochainement quelques textes).

Le groupe Mouvement communiste revient sur la grève des ouvriers de la raffinerie de Lindsay et ses limites.

Antoine Hasard présente «La Garde rouge raconte», livre d'Emilio Mentasti sur le comité d'usine de Magneti Marelli en 1975-1978.

Le Colectivo Passa Palavra (Portugal/Brésil) nous expose quels sont ses « Points de départ » et les camarades de De Fabel van de illegal nous expose quelle est la situation des Antillais néerlandais dans ce paradis de la « tolérance » qu'est la Hollande...

Bonne lecture et... à bientôt (3) !

* *Ni patrie ni frontières*

1. J'ignore si ce terme est courant dans les milieux militants, mais je l'ai entendu dans la bouche d'une membre de RESF, ce qui m'a particulièrement choqué, étant donné que ce vocable fait partie du langage paramédical. Un aidant est en effet une « personne qui prête son concours à quelqu'un ayant une déficience, une incapacité ou se trouvant en situation de handicap ». On parle des « aidants » d'une personne atteinte de la maladie d'Alzheimer. Comparer les « sans-papiers » à des personnes atteintes d'un handicap est pour le moins inquiétant, du moins sur le plan politique !

2. Ce qualificatif déplaira certainement aux plus radicaux d'entre eux. Bien qu'ils se retrouvent ponctuellement sur des actions ou dans des manifestations communes, il faut distinguer les courants spontanéistes radicaux (les électrons libres de l'anarchisme et de l' «autonomie») des courants légalistes qui, parmi les altermondialistes, les «désobéissants», les écologistes, les mouvements gays, lesbiens, antiracistes, etc., ont une orientation réformiste, se sentent partie prenante de la «gauche de la gauche», voire de la gauche officielle.

Les partisans de cette gauche post- moderne légaliste désirent ardemment que leur association ou leur ONG reçoive une plus grosse part de la manne de l'Etat- providence. Ils n'imaginent même pas pouvoir «militier» sans subventions publiques et ne peuvent donc pas mordre la main qui les

nourrit. Par conséquent, ils se refusent à tout affrontement avec la police (contrairement aux radicaux spontanéistes et aux gauchistes ou libertaires post-modernes). Ces lobbies citoyens (et citoyennistes) peuvent parfois gauchir un peu leur langage mais ils respectent l'ordre capitaliste, et se sont résignés à ne pas tenter de le renverser.

En ce sens, ils sont très différents des premiers mouvements féministes ou homosexuels des années 60 qui considéraient que seule une révolution sociale et socialiste pourrait libérer les femmes, briser les chaînes du patriarcat, en finir avec l'homophobie, etc. C'est ainsi qu'on est passé du FHAR à la Gay Pride (pardon, la «Marche des Fiertés») subventionnée par les grandes entreprises et la Mairie de Paris, du MLF à la lutte pour la parité et le «respect des différences et de l'Autre» au sein des institutions bourgeoises.

3. Le prochain numéro sera composé d'un recueil de textes de Loren Goldner. Un premier volume a déjà été publié sous le nom de « Demain la révolution ». Le second contiendra uniquement des textes inédits en français.

* Sommaire

Quatre crises

- Quatre crises et aucune solution en vue (Eric Krebbers, *De Fabel van de illegaal*), 10 ;
- Cinq thèses fondamentales sur le capitalisme d'aujourd'hui (*Balance, Cuadernos de historia*), 19

Mouvements autonomes de «sans papiers» et «soutiens»

- Réponse au quatre pages de la CGT, 24 ;
- Pourquoi nous refusons de quitter le boulevard du Temple, 27 ;
- Ceux qui ont approuvé l'évacuation (blog ouvalacgt), 29 ;
- RESF : point de vue d'une ex-militante, 33 ;
- La chasse aux enfants*, un livre du Groupe Miroir de RESF, Michel Bennassayag et Angélique del Rey (*Y.C.*), 44 ;
- La grande loterie des camps, 52 ;
- Comité de grève de Viry-Châtillon (Waara), 61

Gauchisme post-moderne, néogauchisme ?

- Manifeste pour la désobéissance générale (Sous-Comité décentralisé des gardes-barrières en alternance), 95 ;
- Introduction au débat sur *L'insurrection qui vient* et *Les mouvements sont faits pour mourir*, 107 ;
- À propos de *L'insurrection qui vient* (débat), 115 ;
- À propos de *Les mouvements sont faits pour mourir* (débat), 126

Tarnac et après ? 137

- Lettres de prison, 138 ; «Nous n'avons que trop de raisons de nous révolter» (Juan), 138 ; «Aller en taule tout en continuant à lutter pour la liberté» (Damien), 141 ; «Nous ne serons ni des boucs émissaires, ni des martyrs» (Isa), 143 ;
- «Dissociés» italiens ... et radicaux chics hexagonaux (*Y.C.*), 148 ;
- Mouvance anarcho-autonome : généalogie d'une invention (Claude Guillon), 151 ;
- La Catenaire qui cachait la Forêt, (Des précaires) 155 ;
- Qu'est-ce que la solidarité ? 166 ;
- Editeur «révolutionnaire» cherche auteurs travaillant gratos (*Y.C.*) , 168 ; Les rapports de classe, ça existe aussi dans l'édition dite «de gauche» (*Y.C.*) , 170 ; Qui tient la plume et qui remplit l'encrier ?

(Y.C.) 173 ; «Gauche radicale» : Discussions et régressions (Y.C.), 176 ;

-Mise au point du Comité invisible, 178 ;

-Violence et sabotage : pendant les «affaires», le débat continue (Claude Guillon), 185 ;

-Lettre ouverte aux camarades français (Quelques anarchistes italiens), 188 ;

-Les cendres des légendes. Pour en finir avec l'apologie illégaliste, 191

Luttes dans l'Education nationale (*Temps critiques*), 201

Contre-sommets

-Casser du flic ou devenir indicateur ? (Y.C.) 212 ;

-Contestation du G20 ;

-Une manifestation ou une diversion ? (Communist Workers Organization), 215 ;

-Manifester contre le G20 ? (Socialisme mondial) 218 ;

-De la nécessité de déserteur les contre-sommets illustrée par le siège de Strasbourg (Fred, CNT-AIT) 220 ;

-Sur les contre-sommets (compte rendu d'une discussion) 225

Sur l'anti-impérialisme réactionnaire, 237

-L'islamisme et la nouvelle gauche arabe (Sacha Ismail) 238;

-La gauche et l'anti-impérialisme réactionnaire : la théorie de l'adaptation (Colin Barker)

– **Venezuela** ; Grève des travailleurs du Métro de Caracas, 250 ; Le gouvernement bolivarien contre l'autonomie des syndicats, Rafael Uzcategui ; Interviews d'El Libertario, 258 ; Chomsky, le bouffon de Chavez, 273

– **Iran** : Un regard anarchiste sur les mouvements de protestation en Iran ; Les superstitions, les lois et les coutumes religieuses sont la honte du XXI^e siècle (Houzan Mahmoud)

Massacres à Gaza. Sionisme et antisionisme

-Pour l'arrêt immédiat de l'offensive israélienne contre Gaza ! (texte collectif), 291 ;

-Le drame palestinien (Michel), 295 ;

-À propos de «Pour l'arrêt immédiat de l'offensive israélienne contre Gaza» (Patsy), 296 ;

- Questions-réponses sur le sionisme, Israël et le soutien au «peuple palestinien» (*Y.C.*), 297 ;
- Guerre et génocide (Will Barnes), 319 ;
- Qui a eu raison, les sionistes ou les socialistes ? (Socialisme mondial) 328 ;
- Un problème bien mal posé (*Y.C.*), 332 ;
- Une politique internationaliste est-elle encore possible en Israël-Palestine ? (Débat révolutionnaire), 335 ;
- Limites de l'antisionisme (11) (*Y.C.*), 344 ;
- Sur l'antisionisme à la française (Luftmenschen), 352 ;
- Antisionistes encore un effort ! (Luftmenschen), 360 ;
- À propos d'Alain Soral (Sinistre spectacle), 368 ;
- Le Dieudobus (Collectif RTO) 382

L'insurrectionnisme en débat, 389

- Notes sur l'anarchisme insurrectionnel (Venomous Butterfly, Willful Desobedience), 392 ;
- Sur les noyaux ouvriers de base, 400 ;
- Critique de l'insurrectionnisme (Joe Black), 403 ;
- Quelques précisions, José Antonio Gutiérrez D., 423 ;
- Réponse de Peter Gelderloos (extraits), 431

International : Grande-Bretagne, Italie, Brésil

- Lindsey : une lutte empêtrée dans le nationalisme (Mouvement communiste), 434
- Préface à *La Garde rouge raconte* d'Emilio Mentasti (Antoine Hasard)
- Points de départ, Colectivo Pasa Palavra, 462

* Quatre crises

Quatre crises et aucune solution en vue

De Fabel van de illegaal 97/98, hiver 2009

* Il est difficile d'assimiler pleinement toute l'étendue du phénomène. L'humanité est actuellement confrontée à au moins quatre crises simultanées. En dehors de la crise économique, on assiste à une crise alimentaire, à une crise de l'énergie, tout cela sur le fond de la crise écologique la plus menaçante que l'humanité ait jamais connue : celle du changement climatique. La restructuration économique de ces dernières décennies montre que nous ne pouvons attendre aucune solution réelle des cercles dirigeants. Quant à une solution venant de la gauche révolutionnaire, elle est plus nécessaire que jamais.

La crise de crédit, qui a éclaté au début de l'automne de 2008, commence à avoir des répercussions sur la vie quotidienne aux Pays-Bas. Aux États-Unis, où la crise est apparue, les effets sont déjà visibles depuis un certain temps. La crise du crédit a commencé lorsqu'un nombre croissant de propriétaires se sont révélés incapables de payer l'hypothèque de leur logement et ont été jetés à la rue.

Pendant ce temps, le taux de chômage a augmenté de façon spectaculaire. Aux Pays-Bas, les investisseurs ont perdu des sommes importantes sur les marchés boursiers et beaucoup d'épargnants ont vu fondre une partie de l'argent qu'ils avaient placé dans des banques islandaises. En outre, le nombre de chômeurs augmente régulièrement. En particulier, les travailleurs soumis à un emploi flexible sont les premiers licenciés. Il faut savoir que les Pays-Bas comptent un nombre relativement important de travailleurs précaires. Parmi ceux-ci, on trouve beaucoup de femmes et de «migrants non occidentaux», ainsi que leurs enfants. Ce sont eux les premières victimes de la crise.

* **Thatchérisme.**

La crise économique actuelle est née de la précédente, celle des années 1970. Le capitalisme est un système agressif : le Capital cherche constamment de nouvelles opportunités d'investissement— il veut faire du profit, croître, et sans cesse trouver de nouvelles occasions de stimuler sa croissance. Au cours des années 1970, les possibilités de faire des profits ont commencé à diminuer. Le système dans lequel

chaque État régulait son économie en augmentant les déficits budgétaires – le keynésianisme – a atteint ses limites. A la même période, la gauche et l'extrême gauche se sont renforcées un peu à l'échelle mondiale, et les travailleurs ont pu exiger des salaires plus élevés et donc se laisser exploiter moins facilement qu'avant. Cela a également conduit à une restructuration mondiale de l'économie, ce que l'on a appelé le thatchérisme ou la «Reaganomics», et que l'on désigne aujourd'hui sous le nom de «néo-libéralisme».

Pour restaurer leurs profits, les capitalistes ont notamment transféré des branches entières de l'industrie dans des pays du tiers monde où les salaires sont plus bas. À l'époque, une crise de crédit a aussi éclaté. De nombreux pays du tiers monde ont emprunté des sommes importantes aux banques occidentales pour reconstruire leur économie après la domination coloniale. Mais lorsque les taux d'intérêt ont augmenté, la plupart de ces Etats ne pouvaient plus rembourser leur dette et ils ont été plongés dans une crise. Ils ont alors demandé de l'aide au FMI et à la Banque mondiale. Mais ces deux institutions leur ont imposé des mesures néolibérales dites d'«ajustement structurel» dont le blocage des salaires et des coupes drastiques dans les dépenses sociales (soins, éducation, logement). Des centaines de millions de personnes ont été durement touchées par ces mesures.

Les pays affectés par cette politique ont dû également ouvrir leurs portes aux capitaux occidentaux. Les multinationales ont pillé des matières premières, détruit des forêts entières, et pollué l'eau. En outre, elles ont acheté, pour une bouchée de pain, des terres où elles ont créé des plantations, sur lesquelles une partie des indigènes ont été autorisés à travailler, contre des salaires de misère. Tous ces nouveaux phénomènes ont provoqué une augmentation exponentielle du nombre de migrants et de réfugiés dans le monde entier. Plus récemment, des entreprises de services, telles que les centres d'appel, ont commencé à être délocalisées vers les pays à bas salaires. Généralement, au bout de quelques années, les travailleurs de ces sociétés ont commencé à protester contre l'aggravation de leurs conditions de travail et leurs bas salaires. Les patrons ont résolu cette situation en entamant une nouvelle «course vers le bas» , en délocalisant des industries entières, mais surtout les entreprises de technologie informatique, vers des pays à la main-d'œuvre encore moins chère. Ce processus a maintenant presque atteint son terme– il n'existe plus désormais de pays «vierges» ayant des salaires inférieurs à ceux, par exemple, de la Birmanie et du Népal. L'expédition des produits vers les pays riches devient de plus en plus chère à cause de la

hausse des prix de l'énergie. En bref, la croissance de la rentabilité du tiers monde est de plus en plus remise en cause. Le Capital peut de moins en moins facilement s'accroître et c'est une des causes profondes de la crise.

* **Privatisations.**

La restructuration a également entraîné la création de nouvelles possibilités d'investissement dans les pays riches d'Occident, y compris par le biais de la privatisation du secteur public, dont la santé, le logement, les services postaux et les transports publics. Dans ces secteurs il était possible de réaliser d'énormes profits. La flexibilisation de la main-d'œuvre a joué un rôle en maintenant les coûts salariaux à un niveau bas. L'innovation technologique a offert des possibilités supplémentaires d'investissement pour les capitaux. Les technologies de l'information ont stimulé l'économie, rôle qu'avait joué la production automobile lors des précédentes crises. Les manipulations génétiques et les biotechnologies ont créé un espace pour de nouveaux investissements. Le Capital avait conquis la terre, mais, à l'échelle microscopique, il restait encore un monde à conquérir. Cette dernière révolution technologique peut encore progresser, mais les technologies de l'information et la biotechnologie ne sont pas des secteurs assez importants pour prévenir de nouvelles crises.

* **Automatisation de l'industrie.**

Le Capital a besoin de croître sans cesse et il lui faut donc toujours de nouvelles zones d'investissement. Cependant, s'il investit dans une trop grande variété de secteurs, on arrive à une surcapacité et à la surproduction. Et si les salaires de la plupart des travailleurs n'augmentent pas, la demande ne peut suivre l'accroissement de l'offre, les ventes baissent et les profits aussi. L'un des moyens permettant aux Etats de maintenir la demande est d'appuyer l'industrie d'armement, en produisant sans cesse davantage de nouvelles armes. Cette méthode a fait ses preuves. Mais, aujourd'hui, le moyen qui est peut-être le plus largement utilisé pour soutenir la demande, c'est le crédit. La restructuration néo-libérale rend la distribution du crédit de plus en plus facile, sans que l'on demande beaucoup de garanties. Le crédit permet de repousser le paiement d'une dette, mais ce n'est, en fin de compte, rien de plus qu'un report de son exécution. En particulier lorsque la dette augmente continuellement. L'effondrement de ce système de secours est la véritable raison de l'éclatement de la crise actuelle.

Le capitalisme essaie également de se sauver lui-même de ce borbier. Il fabrique de l'argent, par exemple en achetant et vendant

des actions. Les opérations boursières ont très mauvaise réputation, comme si tous les maux du capitalisme se résumaient à celui-ci (1). Mais les actions et les investissements boursiers sont indissolublement liés au capitalisme. Le prétendu «capitalisme de casino» a aidé l'ordre capitaliste actuel à survivre encore un certain temps. Parce que l'augmentation de la quantité d'argent en circulation provoquait en partie une augmentation de la demande.

* **Crise alimentaire.**

Beaucoup d'Etats semblent croire qu'ils pourront résoudre la crise en augmentant les crédits et les prêts pour stimuler la demande. Ils proposent donc de continuer à faire ce qu'ils faisaient déjà. Mais, en fin de compte, la crise va probablement conduire à l'effondrement de la demande, et donc au chômage, à la baisse des salaires et à l'aggravation des conditions de travail, dans le riche Occident, mais surtout dans les pays du tiers monde. Dans beaucoup de ces pays s'est produite une crise alimentaire à la fin de 2007 et au début de l'année 2008, crise qui a relativement peu attiré l'attention du monde occidental. Les prix du riz et d'autres denrées alimentaires de base se sont envolés, ce qui a plongé dans une misère encore plus noire plusieurs centaines de millions de personnes qui avaient déjà à peine de quoi survivre. Heureusement, les prix ont chuté à nouveau quelques mois plus tard, à la suite de la crise du crédit. Mais les émeutes de la faim qui se sont produites entre-temps ont donné un avant-goût de ce qui attend le monde si la crise économique actuelle devait se poursuivre de manière significative. Les prix de la nourriture ont quelque peu baissé, mais dès que les revenus diminueront un peu, les problèmes seront rapidement de retour. Les stratèges géopolitiques préconisent depuis des années d'accroître les possibilités d'interventions militaires, spécialement dans les mégapoles du tiers monde car des émeutes massives de la faim risquent d'y éclater (2). La gestion des migrations devra être menée de façon encore plus stricte et sera sans doute encore plus militarisée car on s'attend à d'autres flux de migrants et de réfugiés qui voudront atteindre l'Amérique du Nord et les frontières de l'Europe.

La crise alimentaire qui se développe est aussi étroitement associée à la rapide augmentation de la demande mondiale de produits animaux. Pour produire un kilo de viande on gaspille entre 10 et 20 kilos d'aliments végétaux. Les Chinois et les Indiens des classes moyennes ont vu leur niveau de vie augmenter— ils veulent de plus en plus copier le niveau de consommation absurdemement élevé des pays occidentaux. Il en résulte un manque croissant de nourriture. La crise rampante de

l'énergie joue aussi un rôle dans cette situation. En effet, jusqu'à récemment, les prix élevés du pétrole poussaient les agriculteurs à se spécialiser dans les biocarburants au lieu de cultiver et produire pour les êtres humains.

La crise de l'énergie représente déjà un problème fondamental qui mine les fondements du capitalisme. Sans matières premières fossiles, la formidable expansion économique qui a eu lieu au cours des deux derniers siècles n'aurait même pas été possible. Mais les stocks sont limités et ils s'épuiseront un jour. La production mondiale de pétrole est probablement déjà à son apogée et va bientôt décliner lentement, puis de plus en plus rapidement. Dans un avenir proche, les stratégies des principales puissances prévoient des conflits économiques énormes et peut-être même des conflits militaires au sujet de l'énergie.

* **Le changement climatique.**

La crise économique, la crise alimentaire et la crise de l'énergie se déroulent toutes dans le contexte d'une crise écologique encore plus grave. L'évolution rapide du réchauffement de la planète menace la vie de milliards de personnes et risque de rendre impossible, à terme, la vie de l'humanité et de détruire presque toute vie sur Terre (3). En juillet 2008, des écologistes ont calculé que l'humanité ne disposait que d'environ 100 mois pour éviter d'atteindre un point de non-retour sur le plan climatique, après quoi le réchauffement ne pourra plus s'arrêter et une catastrophe après l'autre frappera l'humanité. En novembre 2008, certains écologistes ont même affirmé que nous avons déjà atteint ce point de non-retour. La catastrophe écologique est déterminée par la croissance capitaliste forcée, qui se combine avec un phénomène beaucoup plus ancien et fondamental : le dualisme patriarcal qui sépare l'humanité de la nature et accorde à la première une place supérieure, tout comme il sépare l'homme de la femme et le place au-dessus d'elle. Cela conduit à la conviction que l'on peut intervenir dans la nature et la détruire à volonté, sans que jamais l'humanité elle-même n'en pâtisse. Cependant, même l'abolition de l'exploitation capitaliste ne mettra pas automatiquement un terme à la destruction de l'environnement, si l'on ne s'attaque pas au patriarcat et aux mystifications qu'il engendre.

Les mesures environnementales annoncées par les différents gouvernements sont toutes incapables de freiner la catastrophe écologique – en admettant que ce soit possible. On retrouve cette attitude dans les propositions de «solutions» à court terme de la crise économique. Le capitalisme n'est pas prêt à faire une pause dans la chasse aux profits. Certains médias vont jusqu'à présenter les

nationalisations temporaires de certaines banques et de quelques milliers de travailleurs comme du socialisme. En fait le gouvernement est seulement entré sur le marché, comme une banque ou une institution publique temporaire, bond en avant effectué dans un moment d'urgence pour transférer les pertes des entreprises sur le dos de l'Etat et des contribuables.

* **Crise du travail.**

La crise du crédit est une crise du capitalisme dans son ensemble, et donc du travail. Le capitalisme repose sur le rapport de force entre le Capital et le Travail (1). Le Capital actuel est le produit de 500 ans d'histoire : il s'est construit grâce à l'oppression et l'exploitation des esclaves et des travailleurs «libres», noirs et blancs, hommes et femmes. Le Capital a su même tirer profit du travail de reproduction «libre» des femmes et des hommes. Et n'oublions pas le «travail» fourni par la nature vivante : les animaux et les plantes. Le capitalisme a mis des centaines d'années pour transformer violemment le travail humain et la nature (vivante ou inanimée) en marchandises et finalement en Capital. Les possibilités que ce processus continue à se poursuivre et s'intensifier ont toujours rencontré la résistance des hommes. Mais les «ressources» mortes comme les combustibles fossiles sont désormais en train de s'épuiser, et la nature vivante – y compris l'humanité – semble peu à peu se diriger vers un effondrement, car le capitalisme a désormais atteint ses limites objectives.

Les crises «ordinaires» ne posent pas de problème fondamental au capitalisme. Au contraire, il s'en sert comme d'une sorte de thérapie de choc pour démolir les obstacles qui empêchent d'exploiter davantage la population. Des tentatives de résistance précoce peuvent donc provoquer d'énormes blocages– toutes sortes de relations sociales et d'idéaux de solidarité peuvent empêcher que les patrons dressent les salariés les uns contre les autres sur le marché du travail. À chaque fois, après une crise, comme celle des années 1970, le capitalisme élabore de nouvelles façons de s'étendre. La résistance de ceux d'en bas doit aussi rechercher de nouvelles méthodes de lutte. En réalité, le capitalisme peut se définir comme une lutte de pouvoir continuelle, extrêmement complexe, entre le Capital et le Travail. Ce qui ne veut pas dire que la «classe ouvrière» soit constamment consciente de sa force collective et en train de résister. Mais on observe toujours une certaine grogne et une inertie qui s'expriment, au niveau individuel et collectif, et une créativité, individuelle ou collective, qui se manifeste pour échapper aux chaînes de l'oppression capitaliste. Pour mettre en place ses restructurations, le capitalisme essaie fréquemment de suivre ces

tendances et de s'y adapter. C'est ainsi que l'augmentation de la flexibilité de l'emploi en Occident répondit au désir d'une fraction significative de la jeunesse occidentale des années 1960 et 1970 de ne plus être prisonniers, toute leur vie durant, d'un même travail ennuyeux.

*** Des «règles du jeu» pipées.**

Le capitalisme n'est pas un phénomène naturel, mais le produit de l'action humaine. Les États et les institutions internationales se concertent avec le Capital pour adapter continuellement les «règles du jeu», forçant ainsi les gens à y obéir. Les règles garantissent le droit à la propriété privée et la valeur de l'argent. Pour la plupart des individus, les règles du «jeu» sont rigoureusement fixées et ils doivent les respecter. Mais pour certains des plus gros propriétaires de capitaux, c'est beaucoup moins le cas. En dernière analyse, il n'existe pas de code de conduite capitaliste à laquelle tout le monde obéirait. Avec la crise actuelle on a pu voir avec quelle facilité ont été modifiées les «règles» néo-libérales prétendument «permanentes» (comme l'interdiction, par l'Union européenne, des déficits publics et des subventions de l'État aux entreprises).

À la lumière des problèmes fondamentaux qui sous-tendent la crise économique actuelle, il n'est pas impossible que les «règles du jeu» capitaliste changent tellement, à long terme, que le capitalisme sera difficilement reconnaissable. On peut envisager l'apparition, par exemple, d'une nouvelle forme de capitalisme d'État autoritaire, pas très différent du système économique qu'a connu autrefois la Russie et où la spéculation, les actions et la Bourse n'existaient plus. Un nouveau système où, les «ressources» naturelles étant désormais très limitées, les classes dominantes pourraient continuer à jouir de la prospérité, tout en faisant une croix sur une grande partie de l'humanité et en maintenant un contrôle strict sur la populace des sans-réserves. Ne persisterait plus alors que le rapport de force essentiel dans le capitalisme, celui qui opposerait la classe des privilégiés à celle des sans réserves, et deviendrait parfaitement visible. Un certain nombre de jalons ont déjà été posés pour l'imposition d'un système économique dictatorial dans de nombreux pays occidentaux : l'apparition d'un populisme de droite manipulant les masses– l'adoption d'une quantité impressionnante de lois répressives depuis le 11 septembre 2001– et la conviction très largement partagée qu'il n'existerait pas de solution alternative viable au capitalisme.

*** Des sociétés créées par les hommes.**

La seule véritable solution aux crises gigantesques qui nous attendent réside dans l'élimination du capitalisme, du patriarcat et du racisme. Des changements révolutionnaires sont en principe possibles. Les sociétés et les économies dans lesquelles nous vivons sont, après tout, le fruit de l'action humaine et peuvent donc être radicalement changées. Mais en cette période, où prédominent les idées conservatrices et libérales, ce ne sera pas le cas tout de suite car il n'existe aucune solution alternative clairement définie pour changer le système économique et social. Il est clair qu'il faudrait instaurer une démocratie à l'échelle mondiale, et donc planifier démocratiquement ce qui serait produit et pour qui. Créer un système où les besoins humains – et non ceux du Capital – seraient primordiaux. Un système dans lequel les relations humaines ne seraient pas déterminées par l'argent et les différences structurelles de pouvoir entre les individus et les classes. Un système qui prendrait en compte le sort des générations futures et de la nature.

Pour cela, il faut un pouvoir, construit à partir de la base, et qui dépasse les lignes de démarcation entre Noirs et Blancs, femmes et hommes. Il faut un large mouvement qui ne craigne pas la confrontation, et qui s'appuie sur des expériences alternatives dans le domaine de l'administration des choses, de la démocratie de quartier, de la production, de la santé et des soins. Ainsi des idéaux pourront être testés et des expériences partagées pour la définition d'une société future. À court terme, il faudrait un certain nombre de revendications et de réformes fondamentales pour la lutte, telles que la reconversion de la production militaire mondiale dans le développement de technologies vertes, et la répartition équitable des «ressources» naturelles restantes. Aux Pays-Bas, dans ce contexte, il faudrait aussi investir bien davantage dans la gratuité des soins accessibles à tous, le logement social, l'éducation et les transports publics. Ce qui serait un premier pas vers des changements plus fondamentaux.

* **Eric Krebbers**

1. Eric Krebbers, «ATTAC laisse la porte ouverte à des alliances douteuses», cf. la compilation n°3 de *Ni patrie ni frontières* : La Fable de l'illégalité, Sans-papiers, immigration et intégration forcée aux Pays-Bas, 350 pages, 10 .

2. «Kneden en schuiven voor het kapitaal», Eric Krebbers. Rubrique Fabel Archief sur le site Internet de *De Fabel van de illegaal*.

3. «Rechts en de milieuvluchtelingen», Eric Krebbers. Rubrique Fabel Archief sur le site Internet de *De Fabel van de illegaal*.

* Cinq thèses fondamentales sur le capitalisme d'aujourd'hui

1. - Le capitalisme est une relation sociale qui se noue entre les capitalistes, qui achètent la marchandise force de travail, et le prolétariat, qui vend sa force de travail contre un salaire.

2. - Le capitalisme est une relation historique entre deux classes antagoniques, relation qui contraint et force la majorité de la population à vendre sa force de travail au Capital en échange d'un salaire. Sans ce processus historique d'accumulation primitive du capital et d'expropriation et d'expulsion des paysans des communautés rurales vers les usines et les grands centres industriels, la relation sociale évoquée au point 1 n'existerait pas.

3. - Le capitalisme crée un conflit, ou une contradiction, entre le développement social des forces productives et les relations sociales de production actuelles, fondées sur l'appropriation privée de la valeur, qui ne correspond pas au caractère social de ces forces productives. Cela se traduit par une répartition inégale de la richesse dans le monde : en 2007, trois citoyens américains (Bill Gates, Paul Allen et Warren Buffett) possédaient, ensemble, une fortune supérieure au PIB des 42 pays les plus pauvres, où vivent 600 millions de personnes– les revenus des 356 personnes les plus riches du monde dépassent le revenu annuel de 40% de l'humanité– les États-Unis représentent 6% de la population mondiale, mais consomment 48% de la richesse totale de la planète.

4. - On se trouve aujourd'hui face à une crise (qui a commencé au milieu des années 1970), des rapports de production capitalistes, rapports qui ne garantissent plus le processus de reproduction de la force de travail. Une énorme armée de réserve industrielle (mondiale) apparaît en raison de l'insuffisante absorption de la force de travail dans le processus de production capitaliste, ce qui à son tour produit de nouveaux phénomènes :

a) le démantèlement des acquis sociaux du prétendu Etat-providence–

b) l'exclusion de pays et de continents entiers du processus de production capitaliste– on assiste à des migrations massives à cause de

raisons économiques, de guerres ou de catastrophes naturelles, sans que pour autant le moindre pays ou la moindre région du monde ne leur «offre» autre chose qu'un accueil partiel et sélectif–

c) les processus d'accumulation primitive du capital en Chine et en Inde–

d) les limites écologiques à l'exploitation massive et aveugle des ressources naturelles, sans que soient prises des mesures efficaces contre la pollution. L'espèce humaine est en danger d'extinction, sans que des mesures adéquates de prévention soient mises en place–

e) l'émergence de multiples poches et secteurs de travail pour les enfants réduits en esclavage–

f) l'apparition d'une économie virtuelle, résultat d'une énorme spéculation financière incontrôlée, qui provoque une coupure irrécyclable avec l'économie réelle, d'où le risque accru de crises financières et d'une dépression économique–

g) des guerres impérialistes pour le contrôle du pétrole et d'autres ressources naturelles–

h) la croissance économique sans création d'emplois–

i) le développement du toyotisme, ou de nouvelles formes d'organisation industrielle pour accroître la productivité du travail, la flexibilité de la force de travail (sur le plan des salaires comme de la disponibilité spatiale des travailleurs)– détruire les acquis sociaux de l'Etat-providence– et empêcher la création d'associations syndicales dont l'action déborde le strict cadre de l'entreprise.

j) Au Japon, le toyotisme est apparu dans les années 1950 pour répondre aux besoins militaires des États-Unis durant la guerre de Corée. Les syndicats nationaux ont été détruits manu militari, et remplacés par des organisations dociles. Les grandes entreprises se sont concentrées dans des cartels qui dominent le pays de façon despotique. On a créé des cercles de qualité qui ont réussi à imposer la concurrence entre travailleurs comme une norme pour atteindre les objectifs de l'entreprise. Le phénomène de la sous-traitance à d'autres entreprises s'est développé, favorisant une échelle de salaires qui diminue à chaque échelon de la sous-traitance. La tension au travail s'est accentuée, devenant un phénomène «normal», qui provoque environ 10 000 décès par an à cause de ce qu'on appelle le karoshi. Karoshi est un mot composé de deux termes «karo» et «shi», qui signifient respectivement «surmenage» et «mort». L'expression signifie donc «mort subite suite à une surcharge de travail», en d'autres termes un décès dû au stress.

5. - Le communisme n'est pas un bel idéal, mais une nécessité matérielle, dont les bases ont été posées par le capitalisme, grâce à une

croissance des forces productives qui peut assurer aujourd'hui une société qui couvre déjà tous les besoins matériels de l'humanité.

Marx, dans *L'Idéologie allemande*, définit le communisme comme «le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses». Il situe la conscience révolutionnaire dans l'existence d'une classe révolutionnaire, et définit explicitement la conscience révolutionnaire comme une émanation historique du prolétariat exploité. La continuité avec les «Thèses sur Feuerbach», qui stipulent que les éducateurs doivent aussi être éduqués, est évidente. Dans ces deux textes, Marx rejetait déjà tous les prétendus «sauveurs» du prolétariat, tous ceux qui croient que ce sont les intellectuels et les dirigeants, dont personne n'a besoin, qui apporteront, de l'extérieur de la classe ouvrière, la conscience communiste aux humbles travailleurs.

Le communisme n'est pas un bel idéal mais une nécessité matérielle, et la seule solution réaliste face aux crises du capitalisme, dans sa phase actuelle de décadence. Communisme ou barbarie.

BALANCE, *Cuadernos de historia*, 11 octobre 2008

* Du soutien des «sans-papiers» à leur organisation autonome

Les « sans-papiers » sont à la mode dans les médias, dans la littérature, au cinéma et chez les spécialistes des sciences sociales. Ils sont l'objet des attentions de toutes sortes d'associations, des plus louches au plus désintéressées. Au-delà de ce fonds de commerce pour certains, de ces travailleurs dont nombre d'entre nous se sentent sincèrement solidaires, il faut s'interroger sur le contenu des rapports entre les prolétaires immigrés et ceux qui font profession de les soutenir, qu'il s'agisse des syndicats, de RESF, de la CIMADE ou des partis de gauche ou d'extrême gauche. Sans complaisance et sans misérabilisme.

* *Ni patrie ni frontières*

* Réponse au 4 pages de la CGT

«Un an d'occupation de la Bourse du travail ! Et après ?»

Sous ce titre a paru un tract de 4 pages («à diffuser largement dans les arrondissements, aux militants, aux syndiqués, au collectif immigration, etc.») de l'UD-CGT de Paris sur l'occupation que nous menons depuis plus d'un an déjà à la Bourse du travail.

Ce tract vise expressément à semer la division en notre sein, entre «initiateurs» et «occupants», par exemple, ou entre sans-papiers et «individus» qui nous soutiendraient pour «surfer sur un mouvement lancé en dehors d'eux». Il contient des affirmations erronées ou fausses, voire calomnieuses, comme les derniers mots rapportés. Il est donc nécessaire, malgré nous, et sans aucun esprit polémique, de balayer quelques-unes de ces affirmations, les principales. Ce qui nous permettra de conclure sur le fond du sujet.

Il est dit que «cette opération globalement ne bénéficie d'aucun soutien associatif, syndical, politique». Tout au contraire : nous avons acquis très vite la solidarité de la Fasti (Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés), et le Gisti (Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés) aussi nous a à plusieurs reprises manifesté son soutien, quoique nuancé— des membres de Resf continuent de venir nous apporter leur soutien actif et quotidien— des militants syndicaux, de la CGT notamment, sont à nos côtés— des membres du NPA et des Verts continuent de participer à nos initiatives publiques. Sans oublier la contribution précieuse du Haut Conseil des Maliens de France.

Il est dit que «le but de ceux qui ont poussé à cette opération» était de poser «un problème sérieux à la CGT» et d'«entraver l'activité des syndicats». Tout au contraire, le but, maintes fois exprimé publiquement et dans des rencontres avec la CGT avant et après l'occupation, (en particulier dans plusieurs réunions tripartites, CGT, CSP75, Haut Conseil des Maliens), était dans la droite ligne de la nouveauté de l'action cégétiste, de solliciter et d'obtenir son appui pour l'élargissement de cette ligne à tous les travailleurs sans-papiers, même ceux isolés, et non seulement à un petit nombre travaillant dans

des entreprises avec représentation syndicale et choisis au crible de «la médiatisation de la grève» : c'est-à-dire pour l'élargissement à l'immense majorité des sans-papiers, attendu que tous travaillent, forcément, pour vivre et faire vivre leurs familles au pays.

Il est dit que «cette irruption du syndicat à côté des collectifs, des associations, a été vue aussi en termes de rivalité, de concurrence— en tout cas, et cela ne fait aucun doute, pour la CSP 75». Ce n'est pas à nous de parler pour les autres collectifs, mais pour ce qui est des 4 de la CSP 75, c'est le contraire qui est vrai. Ce qui nous distingue, et cela depuis l'occupation de Saint-Bernard en 1996, c'est justement notre collaboration avec les syndicats et notamment avec la CGT. Nous avons participé activement au lancement du mouvement des grèves le 15 avril 2008. C'est lorsque la CGT a refusé, les jours suivants, de prendre en charge aussi, dans ce mouvement, la revendication des travailleurs sans-papiers isolés, que nous avons pris là-dessus notre propre position, et c'est ce qui nous a poussés à occuper la Bourse du travail.

Une sorte d'anti-syndicalisme, alors, de la part de la CSP 75 ? Allons donc ! L'ensemble de nos positions et des raisons qui nous ont amenés à cette action ont été largement exposées et commentées dans les 12 numéros parus de notre journal, dont deux expressément consacrés à «la question syndicale». Dès octobre 2008, et aussi par la suite, notre journal a avancé des propositions visant à la constitution d'un «syndicat de sans-papiers», intérieur à la CGT si cette organisation syndicale le veut bien, et sinon autonome. Et c'est justement ce que vient de faire l'Ud-CGT de Lyon ! (Voir n° 12 de notre journal.) Les faits sont là pour prouver justement le contraire de ce que veut faire accroire le tract en question.

Il est dit encore, à ce propos, que la CGT intervient «sur ce dossier» (des travailleurs sans-papiers) «à qualité en quelque sorte» (en tant que syndicat), et que «personne ne peut nous le contester». Nous ne le contestons pas, tout au contraire. Ce que nous contestons, ce sont des comportements que nous avons eu l'occasion de qualifier de «colonialisme syndical» : la CGT, comme toute autre organisation, syndicale ou non, ne peut pas prétendre venir imposer d'en haut sa volonté dans les luttes des travailleurs sans-papiers, sans avoir leur accord. Or, de même, personne ne peut contester que la CSP 75 est, sous cet angle, une des plus importantes réalités existant en France : nous aussi nous avons notre mot à dire «sur ce dossier», toute légitimité à discuter ou contester les propositions des autres et à vouloir que nos propositions aussi soient prises en compte.

Nous n'avons jamais songé à contester la légitimité de l'action de la CGT. Nous voulons en discuter les formes, l'ampleur, et les résultats. Car ces résultats, après plus d'un an, sont sous les yeux de tout le monde.

La «régularisation par le travail» (l'application du «fameux article 40»), personne ne peut plus nier qu'elle peut être une arme à double tranchant, et qu'elle est en train de devenir le véritable instrument de l'«immigration choisie», dans la mesure où elle est en train, non pas d'être un critère à côté d'autres, mais de supplanter les autres critères : d'aboutir à des régularisations précaires, à la merci des patrons et des préfetures, pour remplacer les régularisations de longue durée sur la base de critères tels que «la vie familiale», etc.

Il faut renverser cette tendance, voilà le fond du problème. Cela ne peut se faire qu'avec la participation la plus large, directe et commune, de tous les travailleurs sans-papiers aux décisions concernant les formes et le déroulement de leurs luttes. Nous ne sommes aucunement fermés aux propositions de la CGT. Sans aucun doute, nous aussi nous voulons nous «en sortir». Mais, «comment» ? Les propositions doivent être des propositions, et non des ultimatums : c'est-à-dire qu'elles doivent être faites pour être discutées, approuvées d'un commun accord, dans un esprit de collaboration et pour trouver une solution de «sortie» viable pour tout le monde, et surtout efficace, visant la régularisation de tous les travailleurs sans-papiers isolés de la Bourse du travail. Des propositions et non des provocations comme celles qui, par deux fois, ont conduit des responsables de l'UD-CGT à venir distribuer assez vigoureusement leur tract polémique aux sans-papiers de la Bourse.

Paris, le 8 juin 2009

* Pourquoi nous refusons de quitter le boulevard du Temple

Le 24 juin dernier, nous avons été gazés, sauvagement matraqués, expulsés de la Bourse du travail de Paris au moyen d'une opération paramilitaire de la CGT appuyée par les forces de police. Les sans–papiers de la CSP 75 (coordination des sans– papiers 75) sont des travailleurs, et nous occupions ce haut lieu des luttes ouvrières depuis 14 mois, depuis le 2 mai 2008, pour faire valoir notre droit à la régularisation en tant que travailleurs isolés, notre droit d'avoir des papiers tout comme les autres travailleurs sans– papiers.

Lorsque nous avons été expulsés, nous sommes restés camper sur le trottoir de la Bourse du travail. C'est comme cela qu'en ont décidé spontanément les sans– papiers, par un refus unanime de quitter les lieux, malgré les appels contraires des dirigeants de la CSP 75. Plus tard, pour faire partir du boulevard les sans– papiers qui y campaient à plusieurs centaines (entre 400 et 500 à se relayer, la nuit venue, pour coucher à même le sol), la préfecture a proposé d'examiner «avec bienveillance» 300 dossiers. Déjà ce nombre réduit ne pouvait pas avoir l'approbation de la majorité des sans– papiers : cela revenait, pour beaucoup, à partir sans avoir obtenu gain de cause, sans un titre de séjour objet d'une lutte si longue et pour laquelle tant d'efforts ont été dépensés.

Alors, par un vote improvisé et bidon, les dirigeants ont passé outre la volonté des sans-papiers et ont fait passer leur acceptation de la proposition de la préfecture et de la ligne des associations (quitter le trottoir coûte que coûte) comme une décision de l'assemblée générale. Ils ont ensuite dressé une liste de 300 noms tenue secrète, et, quand les premières convocations ont commencé à arriver, nous avons pu constater qu'il y en avait qui étaient pour des personnes que nous n'avions jamais vues, ni à l'occupation, ni aux manifestations, ni sur le trottoir. Comment pouvions-nous accepter ces procédés arbitraires !

Pour finir, le vendredi 17 juillet, les dirigeants, en accord avec les associations, ont appelé à un rassemblement place du Châtelet. Ils ont

ordonné à tout le monde de partir, de prendre ses affaires. Nous ne savions pas qu'après le rassemblement on allait occuper un autre lieu. La plupart ne voulaient pas partir. Alors les dirigeants ont eu recours au chantage, d'abord personnel puis public. Pour faire partir les sans-papiers récalcitrants, le coordinateur est passé parmi les gens qui ne voulaient pas bouger en criant et insistant avec le mégaphone : « Qui ne quitte pas le trottoir ne fait plus partie de la CSP 75 ! » .

Plusieurs sont partis, se joignant à la centaine qui attendait dans la rue pour prendre le métro à République. Mais nous sommes 104 à être restés sur le boulevard en face de la Bourse du travail et à continuer à nous relayer pour l'occupation du trottoir. Personne parmi nous n'a reçu de convocation en préfecture. On nous a déclaré que nous ne faisons plus partie de la CSP 75. Nous avons donc formé un autre collectif de sans-papiers : le «CSP Solidaire de Paris». Et nous avons élu deux représentants.

Nous faisons appel à tous les soutiens, à toute personne de bonne volonté, aux médias, pour nous aider et pour faire connaître les raisons de la continuation de notre lutte.

Nous faisons appel à Monsieur le Préfet de police pour que nos représentants soient reçus en Préfecture, ou pour qu'un représentant de la Préfecture vienne nous voir, afin que nous puissions expliquer nos raisons et instaurer un dialogue. Nous ne demandons que des papiers, notre régularisation sans conditions. Dès que nous l'obtiendront nous quitterons définitivement le trottoir du boulevard du Temple.

Oser lutter, c'est aussi oser dire la vérité! Régularisation des tous les sans-papiers !

25 juillet 2009

«CSP Solidaire de Paris»

* 20 juillet 2009 – Extrait du blog ouvalacgt

* Bourse du Travail : ceux qui ont approuvé l'évacuation

Vendredi 17 Juillet a vu un tournant significatif dans la lutte des sans– papiers de la CSP75. Une majorité d'entre eux a quitté le trottoir du Boulevard du Temple pour occuper un immeuble dans le 18ème arrondissement, une minorité est restée sur place. Nous ne rentrerons pas dans les divisions de cette lutte, car nous n'avons pas tous les éléments, et de plus ce n'est pas l'objet de ce blog. Par contre, c'est l'occasion de revenir sur le soutien aux sans– papiers et son contenu.

Vendredi après– midi, en sortant avec les camarades de la CSP75 du métro pour arriver place du Châtelet, il y avait quelque chose d'indécent à être applaudis par tous les "soutiens" qui avaient soigneusement évité de venir sur place devant la Bourse, ce qui aurait marqué une prise de position explicite face à la CGT. D'une certaine manière, on pouvait entendre ces applaudissements et mots d'ordre comme "bravo, enfin vous abandonnez votre conflit avec la CGT, enfin on peut oublier l'occupation de la Bourse"... Oui, un côté indécent quelque part.

Car avec les sans– papiers, devant la Bourse, très rares étaient les soutiens. Quelques camarades de RESF, la présence remarquée de représentants de la CGT Saint– Gobain, mais bien seuls, et les soutiens issus du courant libertaire et autonome.

La vérité, c'est que les prétendus "soutiens" d'aujourd'hui à la CSP75, on ne les a pas vu pendant les 14 mois d'occupation. Pire même, ils se sont prononcés CONTRE l'occupation de la Bourse, et les divers communiqués embarrassés suite à l'expulsion ne peuvent pas masquer ce qu'ils ont défendu. Et tout tourne autour de l'attitude à l'égard de la CGT.

Avec quels arguments ?

Les arguments sont de trois ordres :

– Quand même, c'est scandaleux de s'attaquer à la CGT qui fait justement revivre la solidarité des travailleurs. Il ne faut pas se tromper d'ennemi.

– C'est la Confédération qui lance la grève le 15 avril, l'occupation de la Bourse le 2 mai est incompréhensible.

– A qui profite le crime ? L'occupation de la Bourse est un complot contre la CGT et ne profite qu'au ministère et à la préfecture.

Il y a d'abord quelque chose de frappant : jamais ces soutiens ne s'interrogent pourquoi la Bourse a été occupée. Quand on insiste, la seule réponse qu'on a, c'est que c'est la Préfecture qui a renvoyé la CSP75 sur la CGT, et que les sans-papiers ont donc été manipulés.

La réalité, c'est que le mouvement n'a pas commencé le 15 avril comme le prétend la CGT. La vérité c'est qu'il a commencé dès 2007, et que à l'époque (et bien avant d'ailleurs), des collectifs de sans-papiers existaient et travaillaient de concert avec la CGT. Cela, Chauveau le sait très bien, puisqu'il a été un des instigateurs de ce mouvement à ce moment.

La réalité, c'est que fin 2007, la Confédération prend les affaires en mains, sur une base extrêmement restrictive : limitation des grèves à quelques actes symboliques pour faire pression, acceptation des bases de l'économie capitaliste et de l'immigration choisie. Provoquant au passage la démission de plusieurs responsables du Collectif Immigration.

La réalité, c'est que la CSP75 préparait depuis des mois ce mouvement, de concert avec la CGT. Et que les camarades se sont rendus compte, le 15 avril que l'objectif de la Confédération n'était pas d'élargir le mouvement, d'avancer en quelque sorte vers un mouvement d'ensemble des sans-papiers, mais de médiatiser quelques exemples symboliques pour arriver en position de force pour négocier au ministère. D'où le sentiment d'abandon, voire de trahison, et l'occupation de la Bourse. Nous renvoyons à l'article que nous écrivions le lendemain de l'occupation.

La réalité c'est que la Confédération s'est alignée sur Hortefeux, l'acceptation de l'immigration choisie sur critères, et qu'elle a d'ailleurs tenté de le faire valider par les associations.

Nous affirmons que la CSP75 ne s'est jamais trompée d'ennemi. Toutes ses déclarations, toute son attitude a cherché à amener la Confédération à reprendre en main son combat. Beaucoup d'illusions au contraire, on l'a encore vu dans le communiqué après l'évacuation.

Nous affirmons, dans notre combat pour l'égalité des droits et la libre circulation depuis des décennies, pour avoir suivi de près tout ce

combat que la responsabilité principale de l'occupation de la Bourse du Travail est du côté de la Confédération et de sa conception de la lutte, de sa tentative de manipulation des sans-papiers au profit de ses objectifs propres. D'ailleurs, rien de vraiment surprenant, c'est exactement ce qu'on nous a joué avec les journées d'action bidon, ou les mobilisations éparpillées mais surtout sans mouvement d'ensemble, par exemple dans l'automobile...

Alors, bien sûr, la Confédération a développé la lutte, permettant de faire passer dans l'opinion publique que les sans-papiers étaient bien des travailleurs, ce que souligne Emmanuel Terray. Mais il est impossible en juillet 2009, d'en rester à la situation de début de 2008, en escamotant toutes les contradictions qui se sont développées avant et depuis. Car, comme le soulignent nos camarades sans-papiers, "au début la CGT a favorisé la lutte des sans-papiers, ensuite elle a été un frein, aujourd'hui elle est un obstacle".

Aussi, quand nous voyons tous ces arguments hypocrites qui tentent de ré-écrire l'histoire, qui veulent absolument "oublier" le passé, "sortir de la crise par le haut" mais sans surtout revenir sur le passé, nous comprenons bien. Nous avons là des camarades qui considèrent que la direction de la CGT, ce sont des amis qui se trompent, pas des ennemis qui se cachent.

Et nous, sur ce blog, nous disons l'inverse, et nous l'assumons. Nous avons en face de nous dans les directions diverses de la CGT de prétendus syndicalistes qui ne cherchent qu'à négocier le capitalisme, dans une relation de coopération conflictuelle avec Sarkozy. Et nous disons que tous ces "soutiens" de la dernière heure permettent à la direction de la CGT de redorer son blason, de faire passer son orientation pourrie de collaboration de classe et de négociation clandestine dans les ministères. Enfin, un mot pour conclure sur une position qui a le mérite d'exister, tant la plupart des structures se sont contentées de rediffuser honteusement le communiqué de l'UD de Paris, sans plus de commentaire.

La CGT de PSA Aulnay (dont on sait qu'elle est dirigée par Lutte Ouvrière, ce n'est pas un secret, plusieurs délégués ont été candidats à diverses élections) a produit un tract approuvant l'évacuation.

Ce document a d'ailleurs fait pas mal de vagues dans le syndicat, car plusieurs militants n'étaient pas d'accord – les camarades immigrés en foyer sont nombreux dans l'usine..

Il faut dire que le contenu du tract est un peu nauséabond. La CSP75, "par démagogie ou autre, s'attaque aux syndicats au lieu de s'en prendre au patronat et à son gouvernement".

Un mépris certain envers la CSP75 – qui ne s'est jamais "attaquée aux syndicats", la défense inconditionnelle de la "famille" CGT sans chercher même à comprendre ce qui s'est passé, aucune réserve... Bref, bien dans la ligne,

On retrouve le mépris, teinté de paternaliste envers nos camarades sans– papiers, qui ont l'affront de s'organiser par eux– mêmes et de vouloir diriger eux– mêmes leur lutte, sans remettre leur sort dans les mains des experts syndicaux, fussent– ils CGT... Et nous, militants avec papiers, nous avons quelque part le même problème !

* Interview d'une ex-militante de RESF

Réalisée par le journal Incendo, le 18 avril 2009 à Avignon.

– Peux-tu te présenter ?

Je m'appelle Estelle, j'étais militante à RESF mais j'me casse. A la suite de la réunion nationale à laquelle je suis allée, y'a beaucoup de choses qui ne m'ont pas plu. Du coup, je préfère militer pour les sans-papiers d'une autre manière et aller ailleurs.

– Pour quelles raisons es-tu entrée à RESF ?

Il y a un an et demi j'avais aidé à organiser le concert de soutien à Youness¹. Quand j'ai emménagé sur Avignon il y a un an, je me suis rapprochée d'eux.

Sur Avignon, c'est pas vraiment le même fonctionnement que sur le national, donc je vais pas trop leur casser du sucre sur le dos. Mais rien que le fait qu'on dise «RESF national» alors que c'est censé être un réseau, y a déjà un souci.

– Quelles étaient tes attentes en entrant à RESF ?

Soutenir et aider des personnes sans papiers. J'avais un ami sans-papiers, expulsé maintenant, alors forcément j'étais un peu plus sensible sur ces sujets-là. Après, faire des actions, des rassemblements devant la préfecture, faire que les choses changent. Mais, vu la politique actuelle, faire changer les choses c'est assez improbable.

– Est-ce que tu peux nous décrire les activités auxquelles tu participais à travers RESF, au niveau local ?

Il y a les cercles de silence, mais RESF les arrête. Parce qu'à l'origine, ce sont les franciscains de Toulouse qui les ont mis en place. On n'avait pas du tout envie que les gens croient qu'on était attachés sous quelque forme que ce soit à la religion catho.

Au niveau des actions c'était surtout du cas par cas. Quand Nabil a été menacé d'expulsion, on a été devant la préfecture, on a essayé de faire bouger les choses. Faire signer des pétitions, monter les dossiers.

Y a deux jeunes qui ont obtenu leurs papiers comme ça, une Cubaine et un Marocain. C'est les points positifs.

Mais à part descendre à Marseille devant le CRA pour untel ou untel, y a pas énormément d'actions qui ont été très porteuses. Quand on veut faire des actions plus radicales, y'en a à qui ça fait peur.

– Y'a-t-il des sans-papiers à RESF ?

Non. Les sans-papiers sont pas intégrés à RESF, ils sont à part. Généralement ils montent des collectifs en parallèle, qui sont soutenus par RESF.

Nous ici on est en réseau, mais ailleurs, certains sont en association, c'est plus compliqué. Quand je suis entrée, le fonctionnement était complètement horizontal. Chacun s'organise comme il veut.

– Quels sont les liens avec les sans-papiers et avec les collectifs de sans-papiers ?

Dans le Vaucluse, y a pas de collectif. Donc le problème est vite réglé.

Ici, les liens avec les sans-papiers, c'est surtout les tracts qu'on a distribués, avec un numéro de téléphone. Donc s'ils appellent, ils ont des conseils. Après ici, personne n'est trop spécialisé, donc on les renvoie plus facilement vers le MRAP ou la CIMADE qui ne nous font pas de retours. Après on en connaît quelques-uns, y a aussi pas mal de parrainages. Mais les liens sont difficiles à établir.

– Un parrainage, c'est quoi ?

Un parrainage, c'est censé leur donner des personnes qui vont les aider et les soutenir dans les démarches administratives. Parce que quand t'es sans-papiers, si tu vas retirer ton dossier à la préfecture tout seul, il y a quand même une probabilité que tu partes en CRA. Donc c'est vrai qu'avoir une personne qui est là, ou qui peut retirer le dossier à ta place, c'est rassurant. Les autorités ne s'octroient pas les mêmes droits. Ils vont hésiter à t'arrêter sous les yeux d'une personne qui peut passer trois coups de téléphone, et ramener du monde. Parce qu'à l'heure actuelle, en préfecture, c'est la chasse, la loi des quotas.

Mais c'est vrai qu'il y a beaucoup de parrains qui sont surtout là pour le folklore, ils font «Ah moi je parraine quelqu'un», mais ils ne prennent pas de nouvelles.

– Est-ce que ça vous est déjà arrivé d'essayer d'empêcher une expulsion ?

Oui. A l'aéroport. Mais c'est toujours sur des cas particuliers, ponctuellement. C'est pas de la sensibilisation au niveau du personnel de l'aéroport, pour qu'ils mettent en place un système. On prévoit des tracts disant «untel (en racontant un peu sa vie) va être expulsé à bord de cet avion. Demandez au pilote qu'il soit débarqué». Ça marche pas toujours. Généralement, tu peux pas descendre, ni avoir accès aux

avons, donc tu le vois se faire massacrer sur le tarmac en bas. T'es impuissant².

– Quand est-ce que tu as commencé à te poser des questions sur cette organisation ?

Déjà en septembre-octobre, quand une nouvelle personne a intégré le réseau. Elle était sur les positions du national, et elle a commencé à dire «il faut défendre que les enfants». Alors que nous, c'est RESF-UCIJ³ 84, avec une banderole «des papiers pour tous».

Sur les actions, par exemple pour Nabil, elle a jamais pointé son nez. C'était un gars de trente ans, qui était en instance de divorce avec une Française, pour elle, il avait donc plus rien à foutre sur le territoire français.

Elle a fait du harcèlement sur internet. Elle inondait de mails les gens quand ils n'étaient pas d'accord. Du coup à la fin, tu craques, tu dis «Ecoute ma belle hystérique tu fais ce que tu veux mais nous on s'arrache.»

Au niveau local, tu veux dire qu'une seule personne a pourri tout le truc ?

Elle a été suivie par quelques autres, forcément. Mais y a des personnes qui sont dedans depuis longtemps et qui se font pourrir. Quand elles écrivent un mail ou un tract, elles se font insulter et tout. Au bout d'un moment, elles ont des trucs en parallèle. Donc elles préfèrent se barrer. Sur ce qu'on décidait en réunion, après elle avait tendance à appeler les gens et faire des choses par-derrière. Au niveau local elle a réussi à tuer le groupe. On est vraiment beaucoup à quitter RESF, mais c'est pour monter autre chose.

– Il y a des projets ?

Ouais. Si un comité de sans-papiers se crée, les soutenir. Mais pas pour agir et prendre les décisions à leur place.

Et quand on voit en plus comment s'est déroulée la réunion nationale, ça donne pas envie de rester à RESF. C'est quelques personnes qui avaient pris quasiment toutes les décisions avant.

– Justement, comment s'est passée cette réunion nationale ? Pourquoi t'as été te fourrer là-bas ?

Bon moi, j'avais pas spécialement envie d'y aller parce que ça faisait déjà un moment que je voulais me barrer de RESF, mais finalement, j'ai accompagné des amis.

Quand on est arrivés, je suis allée dans les ateliers pour les Jeunes majeurs, l'atelier travail/apprentissage.

– C'est quoi les Jeunes majeurs ?

Les sans-papiers entre 18 et 25 ans. Donc en théorie ça englobe tous les jeunes. Mais au début, ils ne voulaient soutenir que les Jeunes majeurs scolarisés. C'est après la réunion d'Orléans en janvier, qu'ils ont ajouté «éventuellement les déscolarisés». Mais ils n'apportent aucune réponse à leur question, y'a zéro suivi.

Dans les ateliers, on leur donne vraiment peu d'échappatoire, c'est «Surtout, ne sortez jamais du cursus scolaire et faites des études pour les métiers en tension.» Ça limite beaucoup les choix, et leur solution c'est «Tant que vous faites des études vous pouvez avoir éventuellement une carte de séjour, et si vous travaillez bien vous vous ferez peut-être embaucher pour peut-être avoir une régularisation.» Je trouve que c'est très réducteur et je l'ai pas bien vécu.

En plus y a des jeunes qui se sont déjà barrés du système scolaire parce que ça les a saoulés et ils bossent au black. Ceux-là, quand ils sont intervenus dans l'atelier, on leur a répondu : «Mais pourquoi vous êtes sortis du système scolaire, voyons qu'est-ce qui vous est passé par la tête ?» C'était un peu violent pour eux, mine de rien.

– Il y avait plusieurs ateliers ?

Oui, il y en avait quatre. Après, mise en commun des ateliers. Chacun a donné un peu son expérience, a échangé. Mais pour tout ce qui était «alors qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse après derrière ?», c'était ceux du national qui avaient bien tout organisé, bien tout ficelé. Je suis pas sûre que les sans-papiers avaient réellement la parole.

Ça a été comique parce que tous les ateliers ont fait un compte rendu, mais par contre ceux qui faisaient la réunion nationale en parallèle n'ont fait aucun compte rendu de ce que eux avaient fait pendant la journée. Ce qui avait été décidé au niveau du budget, ce genre de chose, rien. On sait pas de quoi ils ont parlé, on doit être trop bêtes et ça nous regarde pas. C'était gênant quand même. RESF c'est censé être fait pour les sans-papiers, et si on veut qu'ils s'investissent un peu, ils ont peut-être le droit de savoir ce qu'il se passe dans ces réunions.

– C'était quoi le but annoncé ?

Le but annoncé, c'était rencontrer les jeunes, échanger, créer un projet. Mais c'était aussi de lancer une campagne pour les Jeunes majeurs avec de jolies affiches Ce qu'il en est sorti, c'est l'organisation d'une manif le 13 mai. Une manifestation de lycée en lycée. Beaucoup de jeunes voulaient la faire un jour de cours, que ça foute vraiment la merde, que ça soit en période pré-examens, donc que ça ait vraiment un sens. Soit le mardi soit le jeudi. Des gens leur ont répondu clairement que non. Un gros con de CGTiste a dit que de toute façon,

aucun prof n'allait poser un préavis de grève pour les soutenir. Du coup, le mercredi restait.

– C'est juste une manif pour les scolarisés ?

Pour RESF il faut greffer le cas des déscolarisés sur ceux qui sont scolarisés. Ils partent du principe que, quand tu es scolarisé, il faut que tu fasses ton «coming out» de sans-papiers. Du coup il va y avoir un grand mouvement de solidarité autour de toi, parce que les gens sont profondément enclins à l'amour, «vite tu as besoin d'aide, tu as besoin de soutien, on sera là pour toi, on va te soutenir!». Et tout le lycée va se sentir solidaire. Du coup, ceux qui sont déscolarisés et qui ont moins la capacité de soulever cet énorme élan de solidarité, vont devoir se greffer sur ces personnes-là qui vont entraîner des masses, pour faire une manifestation. Et s'il y a pas de scolarisés, y a pas de soutien pour les déscolarisés. Mais nous, ici, on n'a pas de cas connus dans les lycées, donc vous êtes bien gentils ! Et puis les lycéens on a déjà essayé de les sensibiliser, mais ils s'en foutent complètement des sans-papiers.

Donc là va y avoir les superbes affiches qui étaient censées être débattues à la réunion nationale, mais qui étaient déjà imprimées : «jeunesse sans-papiers, jeunesse volée» et puis le slogan en bas : «la loi doit changer». La loi doit changer pourquoi ? Y a beaucoup de légalistes à RESF— pour eux, on est dans un Etat de droit, il faut faire changer les choses de l'intérieur, faire voter des lois, il faut un Etat, des chefs, des règles. On entre dans le jeu du gouvernement, et puis on change la loi pour que de nouveaux critères un peu plus souples soient mis en place. Mais y'en a toujours qui vont être écartés, donc c'est ridicule de marquer ça.

– Mais est-ce que c'est pas la logique même de RESF de ne soutenir que les scolarisés et les «bons sans-papiers» ?

En fait, très sincèrement je pense maintenant que oui, au niveau du national, c'est complètement ça. C'est vraiment les familles et ceux qui sont à l'école. Mais ici, nous on réagissait pas comme ça.

– En gros l'Ecole sert à former les futurs travailleurs qui manquent aujourd'hui sur le marché ?

Oui, mais il y a que 4 ou 5 métiers qui sont en tension sur le national, après ça change selon les régions. Donc si tu te formes pour un métier en tension dans une région, s'il est pas en tension dans la région d'à côté, pour déménager ça devient problématique. Eventuellement dans une région tu peux avoir tes papiers, mais pas dans l'autre ! Faut bien consulter les listes en préfecture. C'est des métiers très spécialisés la plupart du temps, (ingénieur en BTP, ingénieur informaticien, etc.) qui demandent des hauts niveaux

d'études, alors on leur dit «Faites des études le plus longtemps possible.» C'est quand même des métiers qui sont très chiant, je comprends qu'ils soient en tension. Et puis sinon c'est des boulots de merde, c'est technicien de surface, la restauration et le bâtiment.

Dans le Vaucluse, c'est principalement agricole. Y a pas si longtemps, y avait des sans-pap qui étaient logés sur une exploitation agricole sous une grande buse de tunnel. Il y a aussi un jeune qui fait 3 marchés par semaine, il bosse 24 h sur les trois marchés, et il touche 75 euros par semaine. C'est des jeunes qui sont exploités.

Après dans les revendications qui ont été proposées à la réunion, ils ont fait «pour les patrons, il faut comprendre, ça leur coûte trop cher de faire une promesse d'embauche à un sans-papiers, ils doivent payer une taxe de 2000 . Du coup, il faudrait supprimer cette taxe, voyons !»

Et puis leur gros cheval de bataille c'est d'arriver à «éveiller les consciences de la France entière» pour que «la ménagère qui regarde TF1» se pose des questions sur le cas des sans-papiers, pour qu'il y ait plus de monde dans les manifs. L'éveil des consciences, ils sont bien gentils, mais moi, j'y crois pas. Les gens sont bien assez grands pour trouver l'info quand ils en ont envie et faire leur chemin par eux-mêmes.

Y a eu à un moment un débat monstre pour savoir «est-ce qu'on va au congrès du PS ou pas ?». Et au final, ils y sont allés, et après, ils ont fait celui du NPA, du PC... Pour eux c'est très important, d'attirer du monde de partout.

– Pour la visibilité ?

Oui. Ça les dérange pas de manifester à côté de personnes qui disent «Les enfants et les Jeunes Majeurs, moi je veux bien qu'ils soient régularisés, mais les vieux et compagnie, là, ceux qui nous font chier, ils rentrent chez eux.» Ça fait des personnes en plus dans les manifs.

A la réunion du national, ils disaient «Les partis, ils nous rejoignent qu'à nos conditions, voyons !». Bien sûr ! Ils en tirent pas du tout profit, et ils te font pas marcher sur la tête. Moi je trouve qu'ils fricotent beaucoup trop, avec des choses qui, mine de rien, les dépassent. Chercher l'appui des partis politiques, ils savent pas du tout ce que ça peut leur apporter derrière. Il faut quand même pas oublier que les premiers charters ont été faits par les socialistes. Ils promettent des régularisations de masse au moment des élections et après plus rien ! Que dalle ! RESF, ils ont envie de leur faire confiance. Sachant que ceux qui disent ça, ils ont plus de 50 piges généralement, s'ils font

encore confiance aux partis à cet âge-là, je pense qu'ils sont un peu dans l'utopie.

– Mais tu dis que ça a provoqué un gros débat à RESF, il y avait donc des gens qui n'étaient pas d'accord ?

Oui, nous sur le Vaucluse, on a envoyé une réponse négative, disant que RESF ne devait rien faire avec les partis politiques. Mais après, y a un noyau, un peu sur Lyon, un peu sur Paris... quelques-uns à avoir fondé RESF, qui prennent des décisions. Ils disent, «on va faire une concertation». Ils envoient un mail à chaque collectif. Nous on demande l'avis de tout le monde et puis on envoie une réponse. Par contre on ne sait jamais combien de départements ont répondu ou ce qu'ils ont dit, ils disent simplement «ah ben ça a été positif donc on y va».

C'est comme pour l'argent. Y a des gars qui sont allés à «Qui veut gagner des millions ?» et qui ont remporté 72 000 pour RESF. Une sacrée cagnotte ! On a demandé des milliers de fois où passait cet argent, à quoi il servait. Y a quasiment jamais eu de réponse. Et après, les badges on les achète à 1 au national !

Ce qu'ils disent, c'est qu'y a eu les défraiements pour la réunion Jeunes Majeurs, que les jeunes qui avaient pas les moyens n'ont rien payé...

– Tu parlais des liens avec les partis politiques ? Comment ça se passe ça au niveau local ? J'imagine qu'il y a des gens qui sont membres de partis, d'associations, de syndicats ?

Oui, mais il y a quand même une indépendance. Certes y avait des signataires (pour des tracts), Sud, la CNT, et même la CGT à un moment donné, mais bon la CGT était signataire pour être signataire, parce que quand on leur a demandé de faire des photocopies, ils nous ont toujours envoyés bouler. Y a la FCPE aussi, celle qu'a foutu la merde est de la FCPE.

– Mais quand ces orgas sont signataires, est-ce que ça entraîne des concessions dans les prises de décisions ?

Au début non... enfin celle de la FCPE a un peu tendance à penser que de toute façon elle «représente» plus de monde que nous tous réunis. C'est vrai qu'à la fin, les tracts s'étaient un peu ramollis, y avait plus trop marqué «des papiers pour tous».

Les tracts étaient faits pour rejoindre les positions du national, du coup c'était forcément plus mouligas.

– Est-ce qu'il est arrivé que des élus ou des membres de partis apportent leur soutien à RESF ?

Pour Youness oui, y en a eu un. Après de temps en temps y en a quelques-uns qui viennent. Mais c'est surtout pour se faire voir. C'est clair qu'avec les européennes qui se préparent, avoir des partis en poche, c'est pas compliqué.

Mais le PS est quand même pour l'immigration choisie. Après, le NPA, ils sont un peu moins mous mais bon ça reste quand même un parti, ils sont nouveaux, ils ont besoin de racler de partout pour trouver de nouveaux adhérents. Ça reste des politiques, purement intéressés. Après y en a peut-être de bonne foi là-dedans, mais à partir du moment où c'est un parti, où y a une étiquette... je suis assez sceptique.

– Est-il possible d'avoir un positionnement et des réflexions politiques au sein de RESF ?

Au niveau local chacun peut bien avoir ses idées. Mais au niveau national c'est plus compliqué. Quand on a dit «Vu qu'ici, dans cette salle, on est d'accord pour la régularisation de tout le monde, pourquoi on l'affirme pas clairement ?». Ils ont répondu «ça c'est le problème de l'UCIJ» et ils ont gueulé très fort tous en même temps, donc on s'est barrés. Ils sont fermés à toute discussion. Il faut que ça s'inscrive dans les règles, que tout soit légal. «Les manifs sauvages, non, non, non !»

– Au niveau local, l'objectif «des papiers pour tous», ça fait débat aussi ?

Avec certaines personnes, même avec la CGT, on a eu quelques accrochages. Parce que, au niveau national, leur position c'est «régulariser tous ceux qui sont régularisables». C'est comme le MRAP et la CIMADE, quand ils ont aucun espoir pour un sans-papiers ils disent «Ton cas, il est pas régularisable donc je le traite pas».

La CGT, eux, ce qu'ils veulent vraiment c'est pouvoir faire des coups de pub comme y a eu à Paris.

– A propos des manifs sauvages, vous avez discuté de celle de Nîmes ?

Pas en réunion, mais en dehors. Je leur ai dit que RESF-Nîmes avait refusé d'y participer. Ils ont répondu «Oui, mais quand même, c'est pas notre mode d'action, c'est pas légal, c'est pas des manifs déclarées, on peut pas faire ça. Nous on a une légitimité au niveau du national, donc il faut qu'on conserve cette image-là de faire les choses bien et dans les règles. Les autres, c'est très bien ce qu'ils font mais nous on peut pas y adhérer.» Ils préfèrent majoritairement avoir l'appui de partis, de personnes bien dans les rangs, bien dans les cases, plutôt que de se rapprocher de personnes beaucoup plus radicales qui leur font peur. Faut surtout pas copiner avec eux.

– Mais y en a quand même certains qui sont allés à cette manif ?

Oui, mais à titre personnel. RESF Vaucluse ne voulait pas spécialement qu'ils y aillent. Certains étaient vraiment contre.

Après, il y a eu des discussions. Certains, qui parlent beaucoup mais qui sont pas dans l'action, ont fait «Ah mais j'y serais bien allé en fait ça aurait pu être bien...». Ben t'avais eu l'info donc tu pouvais bouger ton cul. Mais, si c'était parti en live ou je ne sais pas trop quoi, ils auraient dit «Ah mais non, bien sûr, nous on y aurait jamais mis les pieds.»

– Est-ce que RESF entretient aussi des liens avec des collectifs plus radicaux, ou pas du tout ?

Non pas trop. Mais il faut quand même savoir que une ou deux semaines après Sète, le blocage et le débarquement des 3 sans papiers, y a eu une autre expulsion. Au niveau national, ils voulaient pas se charger de ça et ils ont demandé «Qui est-ce qui a le contact de ceux qui y sont allés la dernière fois, on pourrait pas les rappeler ?» Y en a quand même un qui leur a fait «Je pense que ce ne sont pas des prestataires de services.»

– Est-ce qu'à cette action à Sète, il y a avait des gens de RESF ?

Deux ou trois à ce qu'il paraît, mais en bas, pour dire au revoir aux sans-papiers. Leur rendez vous c'était 19 h, heure de départ du bateau. Donc je sais pas ce qu'ils comptaient faire pour faire débarquer qui que ce soit.

– Ceux qui sont favorables à la régularisation de tous les sans-papiers, majoritaires au niveau local, comment ils espéraient lutter à travers RESF qui se centre uniquement sur les scolarisés ?

Je crois qu'on pensait que le sigle RESF était plus parlant. Mais moi j'ai porté le badge pendant quasiment 1 an et partout où j'allais les gens demandaient «Ça veut dire quoi RESF ?». Et ici on a toujours voulu que ce soit plus UCIJ que RESF. Mais c'est vrai qu'après, RESF est plus présent sur le national, ça parle à un peu plus de monde, ça a une certaine légitimité. Ça aurait pu ouvrir à plus de possibilités, mais vu comment ça fonctionne, c'est pas possible.

– Dans le cadre d'un soutien au cas par cas, est-ce qu'il peut y avoir un discours, une critique plus large ?

Oui, ça on l'a fait, pour Youness, on a essayé de sensibiliser au niveau de son cas, qui était certes un cas particulier, mais qui concernait beaucoup de jeunes. Dans le Vaucluse la plupart des jeunes sans-papiers sont déscolarisés, c'est des gamins d'immigrés qui sont venus bosser et se faire exploiter en tant qu'ouvriers agricoles. Ils ont ramené un de leurs gamins lors d'un voyage, généralement un mec, qui avait

plus de treize ans (ou dix ans si c'est des Algériens)⁴. Arrivé à 18 ans, il se retrouve sous le coup d'une OQTF.

Mais même si on essaie parfois de généraliser des trucs, le cas par cas c'est rarement porteur.

– Même si le soutien au cas par cas paraît inévitable, tu penses pas que ça amène un discours intégrationniste ? Que ça met en valeur des critères de bon immigré, de bon sans-papiers ?

Le cas par cas, moi je suis complètement contre. Après, quand il y en a un qui se retrouve en CRA et qui va être expulsé, ben on va faire du cas par cas, parce qu'on a pas trop d'autre choix. Et après quand on veut faire des manifs avec «des papiers pour tous», on se retrouve à quelques pélots ici. Ça semble un peu ridicule. Il faudrait vraiment passer à des actions plus dures mais elles entrent pas dans le cadre de RESF, elles seraient pas soutenues. Mais on a déjà des idées !

– Et que penses-tu de «plus de papiers du tout» ?

Ben ça c'est... très bien. Mais je peux t'assurer que si tu vas dans mon village natal, tu trouveras un paquet de papis et de mamies qui te diront que le village d'à côté c'est des étrangers, alors leur dire «plus de papiers du tout» c'est pas possible. Mais bon, quand on aura réussi, la révolution la question se posera plus.

– Le mot de la fin ?

Ben, RESF, ils ont réussi une chose, c'est qu'à être trop légalistes et à vouloir absolument être amis avec tout le monde, ils vont perdre les militants qui sont vraiment convaincus. Je leur souhaite bon vent et j'espère que le réveil ne sera pas trop dur le jour où seuls les militants de l'immigration choisie rempliront les jolis amphis de leurs jolies réunions, dans lesquelles toutes les décisions sont prises à l'avance.

Tous les prénoms ont été changés.

¹ Voir «Concert de soutien à un bon sans-papiers», Incendo, n° 2, mai 2008. [Ajout de *Ni patrie ni frontières* : Pour plus de clarté, et parce qu'elle pose des questions intéressantes, nous reproduisons ici une partie de ce texte, dont nous avons supprimé les tics orthographiques gauchos-élitistes, du type «les organisateurices» : «*Le 21 mars, pleins de bonnes volontés, deux envoyés ciaux d'Incendo sont allés à Sarriens au concert de soutien à Youness, un sans-papiers menacé d'expulsion depuis dix mois. Eh bien ils ont été déçus... L'affiche à l'entrée aurait dû leur mettre la puce à l'oreille : «Ce soir soyons solidaires et exemplaires.» Cette mise en garde se référerait au fait que les organisateurs ne désiraient pas que les gens fument ou consomment de l'alcool dans la salle des fêtes. Mais cet avertissement a pris plus de sens une fois rentrés dans la salle. Sur les murs encadrant une foule morne, pullulaient des*

affiches expliquant que Youness est un sans-papiers «exemplaire», qu'il a une promesse d'embauche et que lui et sa choubidoute ne désirent qu'une seule chose : être heureux ensemble pour toujours. Etre heureux, c'est tout le bien que je leur souhaite. Je comprends qu'il faille à des moments montrer ce que les gens attendent de toi pour avoir ce que tu veux. Il y a malheureusement plus de chance d'empêcher une expulsion en montrant l'image que la société attend de toi. Tout le monde le fait dans certaines situations que ce soit devant un proprio, un juge, un conseiller ANPE ou un prof (liste non exhaustive). Mais c'est peut-être pas la peine d'en faire des caisses. Dans cette salle, il n'y a que des gens qui veulent que Youness reste en France (hormis quelques flics qui ont bien dû passer voir ce qui se passait), faut-il encore afficher cette façade de «gentil sans papiers méritant» pour faire pleurer Margot ou Jamila ? Les personnes venues assister à ce concert se mettraient-elles à arrêter de soutenir Youness s'il renonçait à l'idée de créer une famille ? Que Youness privilégie cette défense devant la cour peut s'entendre. Mais que des associations de soutien ne donnent que ce type d'argument ne fait qu'accentuer l'écart entre les sans-papiers «intégrés» et les autres. Faire ça renforce l'idée que d'être sur le territoire français serait un droit qui se mériterait. Personne ne mérite plus d'être en France qu'un autre.»]

² S'il est vrai que la machine à expulser se durcit sans cesse, qu'elle se renforce souvent de ses erreurs commises, cela n'empêche pas ces rouages de toujours comporter des failles, où il est possible de s'engouffrer afin de les enrayer. Bloquer un avion, un bateau, un train, etc., fera toujours parti des possibles.

³ Unis Contre l'Immigration Jetable.

⁴ Un jeune majeur peut être régularisé s'il est arrivé en France avant l'âge de 13 ans (avant l'âge de 10 ans pour les Algériens).

* Quelques questions à propos de «La chasse aux enfants»

* *La chasse aux enfants*, L'effet miroir de l'expulsion des sans-papiers, Miguel Benasayag, Angélique del Rey et des militants de RESF, collection «Sur le vif», La Découverte, 2008, 10

Ce petit livre rédigé par un psychanalyste-philosophe, une professeure de philosophie et des militants de RESF part d'une excellente et courageuse intention : dénoncer les effets délétères de la chasse aux enfants de sans-papiers non seulement sur les personnes directement touchées (les enfants et leur famille) mais aussi sur leurs copains de classe, leurs enseignants, les parents d'élèves, leurs voisins, et même plus généralement sur toute la société française.

Les auteurs (1) font un certain nombre de constats évidents pour des militants, mais qu'il est bon de répéter dans un livre destiné au «grand public» :

– les menaces d'arrestation et les arrestations, les conditions de séjour dans les commissariats et les centres de rétention, les procédures d'expulsion, et enfin les expulsions elles-mêmes ont de graves effets traumatisants sur les sans-papiers (adultes et enfants),

– le «pouvoir» (on remarquera que, pour les auteurs, ce pouvoir n'a qu'une seule couleur – celle de la droite – car le livre est muet sur la politique de la gauche et ne mentionne même pas les lois Chevènement¹) qui se targue d'agir dans l'«intérêt des familles» (argument invoqué à chaque fois devant le tribunal administratif) viole les droits les plus élémentaires des personnes. Il utilise la peur et la répression comme une arme de dissuasion à la fois contre les sans-papiers mais aussi contre ceux qui les soutiennent,

– ceux qui réagissent contre ces expulsions ont un rôle de salubrité publique pour le corps social, pour la vie en commun de tous les habitants du territoire français.

En dehors de ses trois constatations fondamentales, l'ouvrage reproduit un certain nombre de témoignages, trop brefs malheureusement, de personnes engagées dans RESF et éclaire bien leurs motivations individuelles et, dans une certaine mesure, collectives.

Les concepts «psy» sont-ils utiles pour l'analyse sociale ? Si le contenu de ce livre s'était borné à ces éléments, il ne soulèverait pas la moindre critique. Malheureusement, les auteurs tiennent à employer un vocabulaire psy pour soutenir leur démonstration. Ainsi Bennassayag écrit dans un autre texte : «Le sens profond de l'effet miroir est que, de façon générale, ce qui arrive à certains membres de la société concerne tout le monde. C'est pourquoi, dès lors qu'il devient conscient, l'effet miroir implique que ce qui arrive à d'autres soit perçu comme quelque chose qui n'arrive pas qu'aux autres, mais aussi à soi. On se sent «concerné» et c'est alors que les représentations sont susceptibles de changer (ce changement est cependant loin d'être systématique). Car là où on avait tendance à croire que les autres étaient «autres», séparés de soi, voilà que l'on découvre que l'on partage une réalité commune. Et c'est précisément cette réalité commune qui nous engage – nul n'est bien sûr «forcé» de s'engager, mais si on le fait, cela aura été par une sorte de glissement existentiel. La naissance et la propagation de RESF manifeste, pour la plupart de ses membres, ce moment d'émergence».

En clair, et en peu de mots, quand on est concerné, solidaire, on défend aussi sa propre peau. Pas vraiment une nouveauté !

Autant la psychothérapie et la psychanalyse peuvent être utiles pour certains individus (et inutiles, voire destructeurs, pour d'autres), autant l'apport psy dans l'analyse sociale et historique globale est fort maigre jusqu'ici. Il suffit d'ailleurs de lire la phrase de Wilhelm Reich citée par les auteurs², pour comprendre que les explications «psy» ont une portée singulièrement limitée quand elles prétendent expliquer les grands événements historiques.

Enfin, on peut et doit s'interroger sur la façon dont les pys sont désormais utilisés, des tremblements de terre, en passant par les accidents de la route, les émeutes, les cyclones ou les attentats, pour suppléer aux carences des services publics et de l'Etat. Les pys véritablement critiques vis-à-vis de la société capitaliste (une bonne partie d'entre eux ne sont que les remplaçants, dans les sociétés occidentales, des curés et des pasteurs : des types ou des nanas sympas qui vous écoutent et vous conseillent de prendre les maux sociaux en patience, et de vous concentrer sur votre petite personne sans avoir la moindre capacité de vous «guérir» car, de toute façon, c'est à vous de faire le boulot) doivent se sentir bien seuls...

En dehors des trois constats ci-dessus mentionnés, que n'importe quelle personne ayant l'esprit critique peut établir sans avoir recours aux concepts «psy», les auteurs ne nous démontrent pas en quoi leur qualité «scientifique» de psy nous aiderait à mieux comprendre les

problèmes des enfants sans-papiers ou les problèmes plus généraux provoqués par l'accroissement du fichage et du flicage des enfants et des adultes en France et en Europe.

Les auteurs isolent tellement la question des sans-papiers des autres questions sociales qu'ils ratent l'essentiel, le «tableau général». La construction de la personnalité d'un enfant ne se réduit pas à ses seuls rapports avec les enfants sans-papiers. Les causes de traumatisme, de mise à l'écart, de séparation, de deuil (symbolique ou réel), pour un enfant, sont multiples.

Grandir c'est mourir un peu.

La première séparation douloureuse, après celle de l'accouchement, est celle de l'entrée en crèche, mais elle est suivie de bien d'autres : celle de l'école primaire, puis du collège, voire du lycée. L'enfant puis l'adolescent perd complètement de vue beaucoup de bons copains, voire des amis ou amies intimes au cours de son «intégration» dans ces structures éducatives successives. Ses parents parfois se séparent (un enfant sur deux), perdent leur boulot, ce qui les amène à déménager dans un quartier éloigné, quand ce n'est pas une autre ville. L'enfant perd parfois l'un de ses parents, un frère, une sœur, un grand-parent, une tante, un oncle, un cousin germain.

Et dans la vie scolaire rien n'est rose : certains enfants ne sont jamais invités aux anniversaires, aux fêtes, et donc encore moins dans les résidences secondaires des plus fortunés pendant les vacances scolaires. Certains sont plus ou moins discrètement mis à l'écart, voire boycottés, en raison de leur handicap physique (bégaiement, boîtement), de leur personnalité «collante», de leur nom (antisémitisme, racisme anti-Arabs), de leur couleur de peau, de leur origine sociale ou nationale, de leur religion, voire simplement de leur style vestimentaire ou de leur acné ! Certains sont victimes de brimades, de harcèlement moral ou physique de la part de leurs camarades. Certains n'ont jamais de copains ou de copines de l'autre sexe, etc.

Réduire donc la question des traumatismes de l'enfance et de l'adolescence uniquement à l'expulsion des enfants de sans-papiers est donc très insuffisant.

Pourquoi les auteurs ont-ils fait ce choix ? Certainement pas par ignorance, puisque, dans leur pratique professionnelle quotidienne, ils sont confrontés aux phénomènes décrits ci-dessus et parfaitement capables d'en rendre compte et de faire des analyses subtiles à ce sujet. Malheureusement, ils ont sans doute cru politiquement efficace de se concentrer uniquement sur les traumatismes provoqués par les

expulsions et le climat de peur instauré par la police et l'administration françaises, pour mieux souligner le caractère irréversible des traumatismes ainsi créés pour les enfants et leur entourage.

Or, cet argument (juste) ne convaincra que les convaincus car toute personne ayant des enfants, ou les côtoyant au quotidien, sait que la construction de la personnalité d'un enfant et d'un ado est un long processus douloureux, où les différences sociales, les discriminations en tout genre, la structure hiérarchique et élitiste de l'Ecole, et les difficultés psychologiques et familiales frappent tout autant les enfants que la seule question de la «chasse aux enfants» de sans-papiers.

De l'inconvénient de «tordre le bâton» dans un seul sens.

On se retrouve ici devant un problème fréquent en politique : si l'on veut par exemple sensibiliser les gens aux discriminations contre les Africains et les Antillais en France, il faut le faire de telle façon que nos interlocuteurs comprennent que nous ne nous désintéressons pas complètement du sort des millions de «Gaulois» qui vivent en dessous du SMIC, qui sont mal logés et ont des boulots de merde, quand ils ne sont pas chômeurs ou SDF. Si l'on ne tient pas les deux bouts du raisonnement, on provoque l'effet inverse à celui désiré. Plutôt que la solidarité, on déclenche une réaction de rejet.

Curieusement, les auteurs qui semblent vouloir prendre leurs distances avec le simplisme et le dogmatisme des organisations de gauche et d'extrême gauche traditionnelles, à force de «tordre le bâton» dans un sens, font preuve, dans ce livre, du même simplisme, de la même vision partielle et unilatérale, même si c'est certainement pour des raisons «pédagogiques» qu'ils ont fait ce choix.

Les seuls défenseurs de «la vie» ?

Les auteurs se réclament à plusieurs reprises de la défense de «la vie». On retrouve d'ailleurs ce concept chez d'autres individus critiques comme les situationnistes, les écologistes, et même certains autonomes ou libertaires. Cette expression (la défense de la vie) repose sur une opposition politique artificielle. D'un côté, il y aurait les défenseurs de la vie et de l'autre quoi ? Les défenseurs de la mort ? La «défense de la vie», pas plus que l'empathie ou la solidarité, n'est le monopole des gens de gauche ou «anti pouvoir». Se présenter en seuls défenseurs de la vie n'est pas plus convaincant que le discours des révolutionnaires qui prétendent être les seuls à empêcher l'avènement de la barbarie ou des écologistes qui prétendent sauver la planète.

Un remède miracle ?

Le troisième problème de ce livre est son contenu politique. Cet ouvrage est tout à fait dans l'air du temps. Il critique de façon allusive

les travers des organisations politiques traditionnelles de gauche et d'extrême gauche et fait l'apologie du Réseau (en l'occurrence le Réseau Education sans frontières). On remarquera que l'idée de Réseau est très populaire au sein d'ATTAC et qu'elle a donné naissance, dans ce dernier cas, à une structure encore moins démocratique qu'un parti régi par le centralisme démocratique puisque ses instances ne sont même pas élues mais cooptées ! Ou qu'elle a été populaire au sein d'Action contre le chômage et a abouti à l'exclusion d'une bonne partie des individus les plus militants.

Dans *La chasse aux enfants*, la notion de Réseau est adoptée sans le moindre esprit critique, comme s'il s'agissait d'une solution miracle. Les auteurs nous servent quelques belles phrases ³, mais elles cachent un vide de la pensée critique (la nôtre), ou plutôt un trou noir, qui nous affectent tous, surtout ceux d'entre nous qui avons un passé militant et avons eu (ou partageons encore) des illusions sur le modèle d'organisation social-démocrate, léniniste, stalinien, maoïste ou trotskyste, et sommes à la recherche d'un nouveau modèle... ou tout simplement avons renoncé à cette quête.

Le Réseau est certainement un bon palliatif mais il n'est certainement pas LA solution pour nous débarrasser de l'exploitation capitaliste dans toutes ses dimensions. On m'objectera que ce n'est pas la fonction du RESF. Mais comparer, comme le font les auteurs, les solutions mises en avant par les partis ou organisations d'extrême gauche à l'absence de programme du Réseau n'a pas grand sens, puisque justement les terrains d'action et de réflexion ne sont pas les mêmes. En se livrant à une description enthousiaste du Réseau Education sans frontières, les auteurs ne prennent aucune distance vis-à-vis de leur objet.

Richard est le seul (en quelques lignes) à manifester son scepticisme par rapport au refus de «structuration»⁴, mais l'ouvrage ne nous présente pas les éléments du débat, comme s'il était déjà réglé, tranché. Il ne fait que l'effleurer tout en prenant parti, ce qui n'est pas un mode d'exposition très clair et transparent... Pour ceux qui sont extérieurs au Réseau ou pour les nouveaux adhérents, le consensus idéologique au sein de RESF semble miraculeusement coïncider avec celui des auteurs, mais qu'en est-il exactement ?

Les débats sur la façon de structurer un mouvement social durent depuis un siècle et demi. Il est curieux que les auteurs fassent comme si une seule voix s'était élevée depuis 150 ans, celle des constructeurs d'appareils et de bureaucraties, comme si les anarchistes, les libertaires et les conseillistes ne tentaient pas depuis des dizaines d'années

d'apporter des solutions et des réflexions à ce problème. On pourrait d'ailleurs remonter encore plus loin d'ailleurs dans le temps, puisque la question du mandat impératif est encore plus vieille, comme en témoigne le récent ouvrage de P. H. Zaidman.

*** Les spécialistes des sciences sociales sont-ils les bienvenus ?**

Les auteurs souhaitent qu'une grande enquête dotée de moyens financiers conséquents soit menée⁵ pour mieux mesurer les traumatismes causés par la chasse aux enfants. On peut s'interroger sur la fonction de telles enquêtes. Les camarades de *De Fabel van de illegaal* qui mènent le combat pour la défense des sans-papiers depuis 18 ans en Hollande refusent systématiquement d'aider les sociologues ou les spécialistes des sciences sociales qui veulent les interviewer ou interviewer des sans-papiers à leurs permanences. Ils considèrent en effet que ces enquêtes ne peuvent qu'aider l'Etat à mieux cerner les points faibles des sans-papiers et de leurs soutiens.

Il est dommage que les auteurs de ce livre ne se soient pas au moins posés la question. Que l'Etat finance des chercheurs pour mieux assurer le contrôle social sur la population, c'est le choix du «pouvoir». Mais devons-nous l'y encourager ? Pour ne prendre qu'un exemple récent, quand on compare d'un côté, les dizaines de livres et de colloques qu'ont suscités les «émeutes» de novembre 2005 (sans parler des ouvrages et débats savants sur la «politique de la ville» qui durent depuis trente ans), et de l'autre les mesures concrètes prises dans les quartiers populaires, on ne peut qu'éprouver le plus grand scepticisme sur l'efficacité de la production des spécialistes des sciences sociales pour influencer la réalité politique et le combat social.

Un énorme soufflé qui se dégonflera à la première régularisation massive ?

Dernière question, et non des moindres : dans sa préface, Stéphane Hessel, affirme :

«»

Et dans le texte lui-même Richard reprend à peu près la même idée quand il pronostique que «»

Le propos central du livre est remis de fait en cause par de telles affirmations : si la chasse aux enfants, et de façon plus générale, la chasse aux sans-papiers est génératrice de traumatismes graves pour les individus concernés et même pour toute la société française comme l'affirment (justement) les auteurs, suffira-t-il d'une simple régularisation massive (qui sera suivie évidemment par un nouvel afflux de sans-papiers) pour que le combat de RESF s'effondre et que le Réseau se transforme en un groupuscule impuissant ?

Si c'est effectivement ce que pensent les auteurs, alors cela ne valait pas la peine de tresser tant de louanges à la forme Réseau et à tout le potentiel créatif que cette forme d'organisation sait mobiliser. S'il ne s'agit que d'un phénomène passager, à la merci d'une mesure démagogique gouvernementale, alors la société française et les sociétés européennes sont bien malades, et ce n'est pas le Réseau qui leur fournira des «anticorps» durables, pour reprendre la métaphore des auteurs.

Ce livre aurait gagné à aborder moins de sujets complexes et à être écrit dans un langage plus simple, plus direct, moins encombré de références pour initiés (notamment une citation de Gilles Deleuze dont la pertinence et l'intérêt m'échappent⁶). Si les auteurs avaient au moins mentionné dans un chapitre la complexité des problèmes personnels et sociaux avec lesquels les enfants (de sans-papiers ou pas) doivent se débattre, leur ouvrage aurait été plus efficace et surtout plus convaincant pour ceux qui hésitent encore à s'engager parce que la «situation économique est complexe», parce que «la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde», ou tout simplement parce qu'ils n'ont pas envie de vivre aux côtés de personnes originaires d'autres coins de la planète.

Y.C.

12/08/2008

1. En lisant ce livre on ne comprend pas bien qui sont les auteurs : tous ceux dont le nom est mentionné, seulement certains, les auteurs plus le Groupe de réflexion sur l'effet miroir, ou seulement ceux dont les noms sont mentionnés en couverture : Michel Benasayag et Angélique del Rey ? J'ai donc choisi l'expression passe-partout «les auteurs» sans savoir qui exactement peut être concerné par mes critiques.

2. La notion de «structuration» elle-même n'est pas précisée : s'agit-il de créer une association bureaucratique comme le MRAP ou SOS Racisme, une fédération de groupes hétérogènes comme la Fédération anarchiste, un Réseau avec une base idéologique comme la CNT-AIT, un Réseau altermondialiste (au fonctionnement antidémocratique) comme ATTAC, un organisme régi par le centralisme démocratique avec des tendances et des fractions ? Mystère.

* La Grande Loterie des Camps

** Pour en finir avec les centres de rétention
et le monde qui va avec*

Dans un monde basé sur la misère, la guerre et les désastres écologiques, certains se rassurent par l'idée qu'il reste des âmes suffisamment charitables pour s'occuper des damnés de la Terre. Au nom de la «solidarité» et de la «fraternité», ces institutions humanitaires auxquelles on peut donner un sou de temps en temps (déductible des impôts, faut pas charrier), essaieraient au moins de soigner les blessures et d'atténuer les souffrances de ce monde, à défaut de le changer. Telle est du moins l'image qu'elles vendent à coups de matraquage publicitaire et d'appels doucereux à la compassion.

C'est sans doute pour cela que plusieurs d'entre elles n'ont pu résister à l'envie de participer à la grande kermesse du ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale lancée le 22 août dernier. Après plusieurs péripéties et un long suspens, comme il sied à toute tombola bien organisée, les résultats ont enfin été annoncés le 10 avril 2009 : Cimade, France Terre d'Asile, Assfam, Forum Réfugiés, Ordre de Malte et Collectif Respect en sont les heureux gagnants. La première décroche sans surprise le gros lot, vu qu'elle est depuis longtemps dans les petits papiers des organisateurs et connaît bien le sujet, et les autres touchent les lots de consolation. La raison d'Etat et le cœur humanitaire ont donc fait bon ménage, et pour une fois l'important était plus que de participer.

Il fallait donc avoir l'esprit bien chagrin en ce début de printemps pour émettre quelque doute sur cette tombola un brin particulière. Car, enfin, de quoi parle-t-on exactement ? De rien moins que l'attribution à différentes «personnes morales» du travail juridique auprès des sans-papiers enfermés dans les 30 centres de rétention du territoire, répartis en 8 lots. Qu'on en juge : 560 000 euros pour les CRA de Bordeaux, Nantes, Rennes, Toulouse, Hendaye (lot 1, 270 places) – 560 000 euros pour les CRA de Lille 1 et 2, Metz, Geispolsheim (lot 2, 270 places) – 620 000 euros pour les CRA de Lyon, Marseille, Nice (lot 3, 299 places) – 430 000 euros pour les

CRA de Nîmes, Perpignan, Sète (lot 4, 208 places) – 175 000 euros pour les CRA de Guadeloupe, Martinique et Guyane (lot 5, 84 places) – 660 000 euros pour les CRA de Mesnil Amelot 1, 2 et 3 (lot 6, 380 places) – 505 000 euros pour les CRA de Palaiseau, Plaisir, Coquelles et Rouen-Oissel (lot 7, 244 places) – 380 000 euros pour les CRA de Bobigny, Paris-dépôt, Paris 1, 1bis, 2, 3 (lot 8, 215 places puis 275 places pour 570 000 euros en fin de contrat après reconstruction de Vincennes). Et puis rassurons-nous, ces sommes s'entendent hors taxe et annuellement à partir du 2 juin 2009 (jusqu'en 2012), afin que ces généreuses associations ne risquent pas à l'improviste de se retrouver sur la paille.

A la lecture de cette valse de chiffres, on est loin de la légende dorée de bénévoles qui portent assistance à des individus vulnérables : c'est l'autre face de l'humanitaire qui saute à la gueule de chacun, celle d'entreprises prestataires de l'Etat.

On sait en effet depuis longtemps que la domination actuelle ne repose pas que sur le seul pouvoir de la matraque, mais fonctionne aussi sur la collaboration de chacun à son propre écrasement et sur l'intégration des mécanismes de contrôle. Dans ce jeu subtil de la carotte et du bâton, chacun se voit sommé de participer à sa propre servitude. De la même façon, les centres de rétention, rouages importants de la machine à expulser, ne fonctionnent pas uniquement sur la seule contrainte policière : l'Etat a besoin de leur assurer un visage démocratique, celui de pouvoir tenter d'ultimes recours juridiques. Ils servent d'un côté à donner un semblant de légalité à des déportations de masse dont le nombre est fixé d'avance. Mais également d'un autre à gérer l'inévitable colère liée à un enfermement toujours plus long, en entretenant un dernier espoir alternatif à l'émeute et à l'évasion. C'est dans ce cadre que les associations qui ont souscrit à l'appel d'offre du Ministère prennent toute leur place, et cette question va bien au-delà des individus singuliers qui les composent.

«La Cimade travaille avec les flics. Pour moi, c'est la même chose. Quand les nouveaux arrivent, ils leur demandent s'ils ont un avocat, s'ils ont fait une demande d'asile. Mais ils bougent tous dans le même système.» Témoignage d'un sans-papier de Vincennes avant l'incendie, 9 avril 2008

Si on ne saisit pas la fonction réelle de la Cimade et de ses nouveaux partenaires, on ne peut pas comprendre pourquoi elles souhaitent profiter de ce marché rémunérateur. Sauf bien sûr à tomber dans la

dénonciation de telle ou telle association qui aurait trahi, voire dans l'indignation citoyenne sur un supposé dévoiement de l'humanitaire.

D'une part, il y a bien longtemps que ces entreprises de service ont abandonné toute velléité d'autonomie pour devenir de simples rouages du dispositif étatique contre les étrangers.

Un organisme comme la Cimade (lots 1, 4, 6) intervenait par exemple en centres de rétention depuis 1985, dans le cadre d'une convention avec l'Etat, ce qui en faisait déjà un de ses collaborateurs attitré, et non une structure extérieure indépendante. En 2003, cette présence devient un marché avec appel d'offre sur un lot unique, qu'elle remporte chaque année haut la main, vu qu'il est taillé sur mesure. Elle devient alors directement sous-traitant de l'Etat. Puis en 2007, comme n'importe quel entrepreneur du BTP, elle délègue à son tour trois centres au Secours Catholique pour baisser encore les coûts. Car comme on sait depuis longtemps que la charité – même chrétienne – a un prix, elle touchait tout de même pour cela 3,44 millions d'euros par an (plus 2,55 millions de subventions). La nouveauté de cette année qui a hypocritement agité la scène médiatique n'est donc ni qu'il s'agisse d'un marché, ni son caractère concurrentiel : c'est qu'il a été divisé en différents lots.

Pour ne prendre que quelques exemples, France Terre d'Asile (lot 7) et Forum Réfugiés (lot 3) s'étaient déjà depuis des années placés sur un autre marché, celui des réfugiés et demandeurs d'asile. C'est à ce titre qu'ils gèrent des structures de premier accueil (les plates-formes), des centres de transit et des centres d'hébergement (CADA). Marché rentable puisqu'on est passé de 17 000 demandes d'asile en 1996 à 52 000 en 2003, et de 2000 places en CADA en 1996 à 21 000 en 2008. France Terre d'Asile a ainsi vu son budget subventionné exploser de 4 millions d'euros en 2002 à 37 millions en 2007 et Forum Réfugiés de 4 millions en 2000 à 13 millions en 2006. L'augmentation du nombre de réfugiés ayant allongé les délais d'instruction des dossiers, ces deux associations en ont profité pour se lancer sur le créneau de l'hébergement et de l'assistance professionnalisés. A présent que l'Etat reprend ces structures en main et baisse ses budgets liés à l'asile, il était donc logique de les retrouver sur le nouveau marché en expansion, celui des centres de rétention. Le même raisonnement vaut aussi pour l'Assfam (lot 8), spécialisée depuis les années 50 dans l'accueil et l'«intégration» des migrants pour le compte du Ministère, avec sa cohorte d'assistantes sociales. Là encore, face à des problèmes budgétaires liés au redéploiement des crédits destinés aux immigrés, on la retrouve miraculeusement sur le marché des centres. mais aussi sur

celui des «contrats d'accueil et d'intégration pour la famille» créés par Hortefeux en 2007, obligatoires et introduisant la possibilité de suspendre les allocations familiales.

D'autre part, accepter une cogestion de l'horreur des camps avec la police n'est en fin de compte que la conséquence profonde des logiques juridiques et humanitaires dont elles se revendiquent.

Dans les centres de rétention, le rôle d'associations comme la Cimade se borne souvent à faire le tri entre les "bons" et les "mauvais" dossiers, entre ceux qui ont une dernière chance et tous les autres. Elles acceptent et font accepter qu'un destin personnel soit fonction de lois, c'est-à-dire du pouvoir des classes dominantes et de l'Etat. De lois dont l'application même fluctue en fonction de tout un tas de critères abstraits : selon les périodes, certains pays deviennent tricarats et d'autres bénéficient d'accords spéciaux – en fonction des préfetures ou de l'humeur du fonctionnaire, on est jeté ou accepté, etc. Faire uniquement appel à un «droit» formel qui se durcit sans cesse et dont l'application n'est qu'une suite d'arbitraires, revient donc en réalité plus largement à renforcer une terreur étatique qui élimine d'emblée ceux qui n'auront jamais le "bon profil" ou les papiers administratifs nécessaires (liés au travail, au logement,...). C'est se mettre au service d'un cas par cas qui ne vise pas à expulser tous les sans-papiers mais à les maintenir dans une exploitation forcenée (par un abaissement du coût du travail qui fonctionne comme une délocalisation interne) et un contrôle qui s'imposent à nous tous.

Ce travail juridique des associations n'a pour autant pas qu'un rôle de soutien de l'Etat à l'extérieur des camps, qui s'opposerait par exemple à des luttes pour une régularisation globale comme en ont déjà menées des collectifs de sans-papiers, ou de légitimation des expulsions à l'intérieur suite à l'épuisement des recours : elle joue aussi un rôle pacificateur. Nul besoin en effet d'être un grand intellectuel de gauche pour comprendre que l'enfermement est une raison suffisante en soi pour se rebeller contre les geôliers et leurs murs barbelés. La série de révoltes, mutineries ou évasions qui jalonnent l'histoire de ces prisons pour étrangers en témoigne s'il en était besoin. Le terrain d'intervention qu'elles ont choisi, celui qui donne l'espoir que sa situation personnelle ne peut se résoudre qu'en "jouant le jeu" plutôt qu'en luttant, est aussi celui de la prévention des inévitables révoltes. Elles isolent à coup de "c'est bon, on s'occupe de tout", de délégation de son destin dans les mains d'experts, ramènent chacun au cas particulier de son dossier et finalement séparent là où il pourrait y avoir de la solidarité.

Cet autre aspect de leur travail a été clairement exposé dans l'appel d'offre du Ministère du 18 décembre 2008, réécrit suite à une première annulation. A côté des «compétences juridiques de l'équipe» comptant pour 40%, l'un des critères pour emporter le marché était en effet la «compréhension des enjeux et engagements de services» (25%), c'est-à-dire le fait d'intégrer correctement la logique étatique à laquelle les souscripteurs allaient participer. De même, une note du Ministère datée du 30 janvier dernier et détaillant les conditions de l'offre est plus qu'explicite à propos de l'intégration à la machine à expulser des employés des associations : ils seront ainsi habilités et révocables par le Préfet, mais aussi tenus d'«émarger la feuille de présence tenue par le chef de centre» (le tabasseur en chef), c'est-à-dire de pointer chaque matin au même titre que n'importe quel autre employé du ministère de l'Intérieur. Cela pour nous rappeler qu'un flic se définit d'abord par sa fonction et pas par son uniforme, même quand il se planque derrière le sourire d'un chrétien humaniste de gôche.

Défendre que puissent exister des expulsions «à visage humain» est l'autre perspective de fond de l'idéologie humanitaire. Au-delà du fait que nombre d'associations soient devenues de véritables entreprises ou que leur fonction en fasse à la fois des accompagnateurs et des soutiens des politiques de l'Etat, c'est en effet tout un rapport au monde qui se trouve exposé crûment dans leur participation aux déportations.

La Cimade et les autres n'ont jamais eu pour objectif la destruction des centres de rétention, mais leur meilleure gestion : elles voudraient que tout se passe au mieux, à défaut que cela se passe bien. Même s'il était possible de se placer de leur point de vue, elles pourraient peut-être obtenir une diminution provisoire des auto-mutilations, des suicides ou des révoltes, mais certainement pas des expulsions. De plus, qu'est-ce que cela signifie que «tout se passe au mieux»? Au mieux pour qui? Il n'est par exemple pas étonnant qu'on retrouve la Croix-Rouge aussi bien à la tête de camps de rétention en Europe (Italie, Espagne), de zones d'attente (aéroport de Roissy), de centres pour demandeurs d'asile (Belgique) que de camps concentrant ceux qui fuient les guerres, la misère ou les catastrophes écologiques un peu partout à travers la planète. Comme il n'est pas surprenant de retrouver les spécialistes de la gestion des réfugiés comme France Terre d'Asile ou Forum Réfugiés se tourner vers la cogestion de centres de rétention, qui renverront ces mêmes indésirables à leur sort initial : d'un bout de la chaîne à l'autre court le même fil invisible de la soumission à la politique des puissants, pourvu que les apparences soient sauvées et que rien ne change.

Lors d'une guerre, le rôle de ces entreprises humanitaires est ainsi de s'occuper des survivants et des évacués (c'est-à-dire d'appliquer un pouvoir d'organisation et de gestion sur la vie des autres – trier les pauvres pour les mettre dans les tentes, stipendier des interlocuteurs/médiateurs, distribuer la nourriture, organiser les soins, etc.)... le tout sous contrôle de l'armée et de la police. Mais c'est aussi de décourager toute rébellion et de fixer, pour mieux les contenir, ces mouvements incontrôlés de population potentiellement dangereux pour la stabilité des Etats et de l'exploitation des richesses locales. Les fils barbelés qui entourent ces différents camps illustrent plutôt bien ce que signifie la «guerre humanitaire». Sans jamais combattre les causes et les raisons de ces désastres, elles s'occupent d'«adoucir» les immenses souffrances provoquées par les opérations en kaki. C'est l'autre face du militarisme, celle qui donne une crédibilité à une grande partie des mensonges racontés pour justifier les bombardements et les massacres.

En fin de compte, avec cet appel d'offre portant sur les «prestations juridiques» que l'Etat consent à apporter formellement aux prisonniers dans les centres, on est bien dans une gestion démocratique des expulsions. Et la tendance à l'industrialisation de ces dernières pour lier toujours plus contrat de travail et durée de séjour (voir l'Italie, l'Espagne ou les accords entre la France et le Gabon, le Sénégal, le Congo-Brazzaville, le Bénin et la Tunisie) n'y change rien. C'est même précisément cet ensemble juridique matériel dans lequel sont pris les sans-papiers, et nous aussi, qui fait fonctionner leur contrôle.

Comment en effet s'opposer réellement aux centres de rétention lorsqu'on défend les droits qui l'encadrent (durée, procédures de reconduite à la frontière, assistance légale, visites,...), ne serait-ce que pour simplement les réformer ? On ne peut oublier que ces droits supposés, qui ne sont en réalité qu'une manière d'imposer un modèle de pensée et de soumission, ont pour contrepartie des devoirs régis à coups de matraque. On ne peut oublier que les centres sont légaux (et même légitimes pour une grande partie de la population), et que se battre sans médiation contre eux signifie donc aussi affronter la loi, le droit et finalement la démocratie, qui est la forme actuelle de l'Etat. Lutter pour améliorer leur fonctionnement signifierait qu'un autre capitalisme ou un autre Etat seraient préférables. Or, on sait bien par expérience que l'idéologie du vote et de la délégation, une des bases de l'exploitation démocratique, n'est que la marque du renoncement de l'individu à sa révolte. Une révolte qui est de l'ordre du vécu, d'une

tension irréprésentable, sinon justement pour être domestiquée et intégrée par l'Etat et le Capital.

Les centres de rétention, un des rouages d'une machine à expulser qui a pour finalité de renforcer l'exploitation et le contrôle sur les sans-papiers, et par ricochet sur tous, ont plusieurs facettes. A l'heure où l'une d'elles se fait plus diffuse, et donc plus atteignable par les bras et les coeurs non résignés, il serait opportun de signifier à la fois notre dégoût et notre opposition à cette participation aux déportations.

Les six entreprises caritatives qui ont choisi de répondre à l'appel d'offre pour faire des affaires avec les prisons pour étrangers se trouvent sur le chemin de tous ceux qui pensent que les centres de rétention sont à détruire sans attendre. Les centres, et le monde qui les produit : des entreprises qui les construisent aux architectes qui les conçoivent, de celles qui leur fournissent la bouffe à celles qui les équipent en appareils de contrôle, des lois qui les instituent aux flics qui les gardent, des journalistes qui en taisent les finalités et les conditions réelles aux professeurs qui les justifient, des réformateurs qui veulent les perfectionner aux humanitaires qui les cogèrent.

Dans cette guerre sociale sans trêve, attaquons tout ce qui fait de nous des indésirables.

NB : Les bénéficiaires du premier appel d'offre, annulé en octobre 2008, ont été les mêmes que ceux du second (rendus publics le 10 avril 2009). Le résultat de cette loterie des camps est pour l'instant suspendu jusqu'au 7 mai, suite à un énième référé de la Cimade. Ces périphéries judiciaires, qui ne feront au mieux que retarder l'installation de nouveaux collabos, ne changent cependant pas la donne. Elles offrent même, a contrario, plus de temps pour approfondir toute critique pratique contre ce volet supplémentaire de la machine à expulser.

Quelques citations

* *«Que fait-on des gens qu'on veut éloigner du territoire si on ne les place plus en centre de rétention ? Soit on a une conception plus "libre circulationniste". Soit on pense qu'ils [les centres de rétention] ne sont pas un inconvénient car ils organisent les flux. C'est mon cas.»* – Olivier Brachet, directeur de Forum Réfugiés. Le Progrès de Lyon, 11 avril 2009.

«Nous nous interdisons une prise de position publique sur la politique des gouvernements quels qu'ils soient» – Alain Tonquedec,

directeur de la communication de l'Ordre de Malte. La Croix, 25 janvier 2009.

«Nous ne fonctionnons pas avec des bénévoles mais des professionnels, des travailleurs sociaux formés au droit des étrangers. La baisse des crédits à l'intégration nous oblige à reconvertir nos 110 salariés sur d'autres missions» – Christian Laruelle, directeur de l'Assfam. La Croix, 25 janvier 2009.

«Il convient d'instaurer un temps de négociation individuelle sur les modalités de réalisation du retour forcé, et notamment de développer des alternatives à la rétention comme l'assignation à résidence et la négociation du départ. Le recours au placement en rétention ne devrait intervenir qu'en cas d'échec de ces alternatives». Cimade, 75 propositions pour une politique d'immigration lucide et réfléchie, 2007.

«En France on est gavé, on a l'impression qu'on ne peut plus circuler sans que tout le monde nous surveille. Mais ce n'est pas le cas de la majorité des gens sur la planète. Beaucoup aimeraient être surveillés par quelqu'un qui s'occupe d'eux. On a une vision de riches. Le progrès, ce serait plus d'administration des individus. C'est le seul moyen de garantir l'équité». – Olivier Brachet, directeur de Forum Réfugiés. Le Progrès de Lyon, 11 avril 2009.

* Quand un système bafoue la dignité humaine, quand les hommes politiques, du Nord ou du Sud (les CRA, Centres de Rétention Administrative d'ici sont aussi les leurs), de gauche ou de droite piétinent et violent les droits de l'homme comme si c'était une banalité, la lutte doit être un sacré et indispensable devoir de toutes les classes opprimées, pour faire place à cette fraternité universelle tant attendue par les travailleurs, avec ou sans papiers, du Nord ou du Sud. Tel était le rêve d'un enfant du tiers-monde. Vous lirez dans cette brochure comment il s'est retrouvé à la tête d'un comité de grève de travailleurs. Si la lutte lui a beaucoup apporté, beaucoup appris, nous avons souhaité que d'autres bénéficient de cette expérience.

Pour nous contacter vous pouvez vous rendre sur le site de Matière et Révolution <http://www.matierevolution.fr>

Un nouvel épisode de la lutte des sans-papiers : le comité de grève des intérimaires sans-papiers de Viry-Chatillon, un founou-founou* dans l'Essonne.

(juin 2008 - janvier 2009)

par Waraa

* un founou founou c'est un tourbillon d'air ou un petit cyclone

Avec 30 camarades sans-papiers, j'ai fait la grève de juin 2008 à janvier 2009. Je présente en ce début janvier 2009, à toi lecteur, avec ou sans-papiers, mes meilleurs voeux pour, comme dit le poète, la faim universelle, la soif universelle, nos sommets libres ...

Cher lecteur,

Une des particularités de la lutte des intérimaires sans-papiers de Viry-Châtillon est qu'elle a été dirigée par un comité de grève des travailleurs en lutte. Le protocole de fin de conflit a été signé le 5 janvier 2009 entre ce comité de grève et la direction de l'entreprise. Nous avons été capables de diriger notre lutte, de la gagner (30 régularisés sur 31), par nous-mêmes de bout en bout. C'est parce que nous n'avons pas attendu des sauveurs (syndicats, associations, partis politiques), que nous nous sommes même opposés à eux lorsqu'ils ont voulu nous déposséder de la direction de notre lutte, la freiner, au nom de notre intérêt, que nous avons gagné. J'espère que l'histoire de cette lutte dans l'Essonne sera instructive pour les travailleurs, afin qu'ils dirigent eux-mêmes leurs luttes à venir. C'est une des conditions nécessaires à leur victoire.

Waraa, janvier 2009

Je vous présente quelques-uns des acteurs :

Waraa, militant sans-papiers – Bertrand, dirigeant syndicaliste – Alexandre, militant révolutionnaire – Chantale, dirigeante syndicaliste et élue locale – Anne, militante associative – Jacqueline, militante associative – Pierre, écrivain et militant associatif religieux – Bernadette, Maire et militante religieuse – Abdel et Mouloud, syndicalistes

Merci à toutes les personnes qui sont passées nous soutenir sur le piquet de grève. Nos sincères hommages à l'une d'entre elles qui nous a quittés fin 2008. Je lui dédie cette brochure et la salue pour le courage qu'elle a montré face à la maladie qui ne l'a pas empêchée de participer à nos actions jusqu'au bout. Merci pour tout ce que tu fis pour nous, repose en paix.

* Du Mali à Paris

Je m'appelle Waraa. Je suis né au Mali. J'y ai étudié la comptabilité à l'Ecole Spéciale de Gestion et d'Administration des Affaires (ESGAF), puis occupé quelques emplois. J'ai fait partie de l'Association des élèves

et étudiants du Mali et fut secrétaire général des Jeunes Panafricanistes de l'ESGAF. Arrivé en France en 2001, je suis entré légalement avec un visa touristique. Dès l'arrivée à l'aéroport, il m'a fallu trouver un endroit où dormir. Je me suis rendu au foyer de la Commanderie de la porte de la Villette où je fus hébergé par un compatriote. Le lendemain, je sortis comme les autres pour aller chercher du travail. Nous n'avions pas besoin d'aller trop loin. Des recruteurs venaient à proximité du foyer et nous emmenaient dans leurs camionnettes, pour aller travailler au noir. Je travaillais à la journée. Je ne savais pas, le matin en me levant, si je trouverais du travail. Mon visa était valable pour un mois.

A Paris, j'ai été impressionné par tous ces trains souterrains, ces gratte-ciel, ces personnes venues de tous les continents, ces rues goudronnées. Bref, je me suis dit qu'il ne me restait plus qu'à chercher là où je pourrais trouver moi aussi un gros sac d'argent, le prendre et rentrer au Mali. Mais la réalité est très différente : l'argent ne va pas à tout le monde – il est gardé, protégé à une échelle inimaginable, pour ne profiter qu'à certains. J'ai pas mis beaucoup de temps à voir l'écart entre la grande richesse et la grande pauvreté et cela m'a coupé le souffle, à commencer par ma propre situation de sans-papiers, et celle de milliers d'autres personnes, avec ou sans papiers.

Un de mes premiers chantiers : la Bibliothèque François Mitterrand

J'ai travaillé pour une entreprise de nettoyage industriel sur le chantier de la Bibliothèque François Mitterrand, qui était en construction. L'entreprise appartenait à un Tunisien, il faisait de la sous-traitance. Je lavais les vitres, transportais du matériel en le portant sur le dos, en montant et descendant à pieds huit étages. En travaillant pendant trois mois, j'ai gagné un assez de sous pour me faire faire une fausse carte de séjour pour 1500 FF (environ 200 euros).

Sur le chantier de la Bibliothèque François Mitterrand j'ai été repéré par Armand, un Ivoirien. Son entreprise était aussi en sous-traitance avec la société TQ4, une des grandes entreprises de nettoyage en France. J'étais très mal payé et Armand disait avoir une proposition plus intéressante à me faire. Il m'a proposé de devenir chef d'équipe pour lui. J'ai également travaillé à la Tour Gambetta à la gare de Lyon. Il me fit travailler dans le quartier d'affaire de La Défense, à la tour Le Coeur de La Défense. Ce chantier, sur lequel je travaillais donc en sous-traitance pour TQ4, appartenait à Bouygues. Mon travail consistait à recruter d'autres sans-papiers qui, comme moi, avaient du mal à trouver du travail, à pointer les arrivées et les heures travaillées

par les gars sur le chantier, à planifier leur travail. Les heures supplémentaires n'étaient pas payées. Trois mois après, j'ai été embauché par une entreprise.

Quand j'ai quitté SP3.

Souvent, on travaillait 24 heures d'affilée. Je commençais à 7 heures du matin, finissais à 7 heures le lendemain matin, rentrais chez moi, puis le même jour revenais à 14 heures pour travailler jusqu'à 20 ou 21 heures, et recommencer à 7 heures le lendemain matin. TQ4 a fait venir d'autres boîtes de nettoyage en sous-traitance, car Bouygues voulait finir le chantier dans les délais, alors que du retard avait été pris. Une cinquantaine de sans-papiers furent recrutés pour accélérer le travail. On n'avait pas de syndicat. Sur le chantier, nous étions quasiment tous Africains, dont deux Maghrébins, l'un chef d'équipe et l'autre conducteur d'engins.

On a eu des problèmes de paye. Comme je l'ai dit, TQ4 avait le marché, mais il le sous-traitait à Tenlos, l'entreprise d'Armand. Parfois, Tenlos payait avec un retard d'un mois, sans fiche de paye, et le salaire n'était pas complet. C'est là qu'un autre responsable de TQ4 m'a repéré. Un chargé d'affaire de cette entreprise voulait me recruter. Lors d'un entretien, ils se sont aperçus que je n'avais pas de papiers. Ils ne pouvaient donc pas m'intégrer dans l'équipe prévue. Cependant, le chargé d'affaire m'a proposé de travailler, avec ma fausse carte de séjour, pour une autre entreprise, qui soi-disant appartenait à son ami. Ils ont accepté de me recruter pour cette société.

C'était une société de démolition. J'ai fait des chantiers à Levallois, à la tour PB12, près de La Défense, et à Paris, près de la rue de Solférino, pour un chantier du grand groupe Petit. Au total nous étions une quarantaine à travailler sur ces chantiers. Seuls deux ou trois avaient des papiers. Nous travaillions toujours sous les cris des chefs. Pas le droit de répondre au téléphone. Impossible d'aller boire deux fois dans la journée sans avoir la remarque «Tu passes ta journée à aller boire!» En plus du poids du sac de gravats sur le dos, on devait supporter de se faire hurler dessus. Sur un chantier, on nous a fait démolir des bâtiments pleins d'amiante. Sans aucune protection. Normalement, les bâtiments auraient dû être désamiantés avant leur démolition. Et nous n'aurions dû intervenir qu'après le désamiantage. Dans les faits, on a détruit des bâtiments qui étaient en partie seulement désamiantés.

La responsabilité de la démolition était confiée à un ouvrier, chef d'équipe de fait... mais sans la paye correspondante. Et cela avec de multiples accidents. Il n'y avait aucune coordination entre les

différentes équipes et les règles de sécurité n'étaient pas respectées. L'un d'entre nous a voulu soulever avec un pied de biche des cloisonnements de vitres. La vitre s'est brisée et un éclat l'a blessé au mollet. Il y avait du sang partout. Cela a nécessité l'intervention des pompiers. Les chefs ont demandé qu'on évacue les lieux et qu'on se cache. Ils nous ordonnaient de ne surtout pas décliner notre identité à l'inspection du travail, appelée par les pompiers. En effet, quand un inspecteur du travail arrive, il cherche habituellement les consignes de sécurité mais en plus, parfois, il peut faire un contrôle d'identité.

J'étais «chef d'équipe» du blessé. Je voulais témoigner et suis resté dans ce but, bien que n'ayant pas de papiers. Il n'y eut pas de contrôle d'identité. Le blessé était le seul de l'étage à avoir des papiers. Je me permets au passage un petit saut vers le futur.

L'hypocrisie de l'Etat face au système des vrais-faux papiers.

Le nom que je lus sur les papiers du blessé, je le retrouvai cinq ans plus tard sur la liste des grévistes de chez G. dont je parlerai plus loin en détail. Or ce nom était trop rare pour qu'il s'agisse d'une coïncidence, c'était forcément le nom de la même personne. Mais le gréviste portant ce nom n'était pas le blessé du chantier. Je me permis donc de demander discrètement au camarade gréviste des nouvelles du blessé. Il me répondit qu'il travaillait toujours dans le bâtiment, et qu'ils étaient plusieurs à travailler sous son identité, donc avec le même numéro de Sécurité sociale et plusieurs cotisations mensuelles, chacun étant déclaré dans une entreprise distincte. Aucun ne peut faire un arrêt de travail à son nom, ni toucher des indemnités chômage, par peur de déclencher une enquête.

Mais, bien sûr, sans enquête, les organisme de l'Etat qui sont concernés savent que plusieurs personnes travaillent sous la même identité, mais tant qu'il s'agit d'encaisser les cotisations, ça passe. Dans l'autre sens, quand il s'agirait de verser des prestations, des scrupules naissent, cela nécessite des enquêtes. Ceux qui travaillent sous une fausse identité remplissent tout de même une déclaration de revenus à leur vrai nom d'un montant de 0 euros pour laisser une trace de leur présence en France pour une année, document qui appuiera leur future demande de régularisation. Mais les revenus qu'ils ont reçus sous un faux nom sont inscrits sur la déclaration de revenus faite à ce nom. Cette déclaration fait donc apparaître plusieurs salaires d'une seule personne qui aurait travaillé au cours d'une même année, à temps plein, à temps partiel, en CDI, en CDD, pour différentes entreprises, et même dans une mairie. Les services de l'Etat savent qu'une seule personne ne peut travailler plus que 24 heures par jour, mais cela ne les

gêne pas de participer à ces déclarations frauduleuses. Nous partageons bien sûr l'impôt à payer avec le camarade qui nous prête son nom. Ce système fait que nous payons des impôts en permanence, sans pouvoir jamais recevoir les prestations auxquelles nous devrions avoir droit.

Revenons sur le chantier.

*** Mon premier licenciement : une sanction disciplinaire**

Dans l'entreprise de démolition, j'avais un CDD d'un an. C'était mon premier contrat écrit. Face à tous les problèmes qui surgissaient entre salariés et chefs de chantier, je commençais à réagir. Un conducteur des travaux a repéré mes interventions – il ne les appréciait pas. Je devenais pour lui un élément récalcitrant. Effectivement, je demandais des gants, des masques et je revendiquais que les règles de sécurité les plus élémentaires soient respectées. J'ai été licencié au bout d'un an et demi. Motif officiel : fin de chantier – en réalité une sanction disciplinaire. J'avais fait des dizaines de chantiers. Celui-ci se termina par un licenciement.

*** Tour Gambetta, Gare de Lyon**

Je commence à chercher du travail par les boîtes d'intérim. L'une me propose d'aller faire du nettoyage industriel à la Tour Gambetta, Gare de Lyon, après présentation d'une simple photocopie d'une pièce d'identité française et sans certificat de travail. Ma feuille de mission remplie, rendez-vous est pris avec le patron, devant la tour Gambetta, Gare de Lyon. Nous sommes deux intérimaires. Le patron nous amène dans un local technique (au lieu d'un vestiaire), où nous nous changeons. Nous montons sur le toit de la tour de quatorze étages pour vérifier la nacelle. Nous recevons un talkie-walkie, moyen de prévenir la sécurité en cas de problème. Nous nous retrouvons à deux dans la nacelle et après une heure ou deux de nettoyage des vitres, la nacelle se bloque entre le 11^e et le 12^e étage, la commande de la nacelle ne fonctionnant plus. Nous ne pouvons plus ni monter ni descendre. Nous appelons la sécurité qui cherche pendant des heures une solution, en vain. Le patron est prévenu – il arrive en hâte, courant dans tous les sens. Il semble inquiet. Nous sommes tous dans le pétrin, à différents points de vue. Sans papiers, je risque d'être placé en centre de rétention et expulsé. Lui risque d'être mis en cause : a-t-il fait respecter les consignes de sécurité, les vérifications techniques pour la nacelle, sait-il qu'il emploie un sans-papiers ? Il a raison de s'inquiéter car, comme dit plus haut, la boîte d'intérim m'a envoyé sans m'avoir demandé de certificat de travail, ni mon habilitation à monter dans une nacelle.

Finalement, des pompiers descendent par une corde jusque dans la nacelle, nous fixent des harnais et nous descendent le long d'une corde jusqu'au sol. Je ne suis jamais parti en vacances à la montagne, et j'ai eu là ma première aventure d'alpiniste. Je n'ai pas manqué de demander aux pompiers de m'envoyer leurs photos de la scène pour en garder un souvenir, ce qu'ils ont fait. La boîte d'intérim a mis fin à ma mission, il a fallu que je me batte pendant une semaine pour que cette journée me soit payée.

* **Mon arrivée à G. comme intérimaire**

J'ai cherché du travail dans une autre agence d'intérim, sur le boulevard Magenta, que j'ai surnommé boulevard de la Honte, expression reprise dans le titre d'un article du journal Le Monde consacré à notre grève. Cette fois-ci je me présentais avec la carte d'identité française d'un cousin. Outre le cousin qui travaillait sur deux emplois (comme éboueur pour une mairie et dans une société de nettoyage), ses deux frères travaillaient déjà avec cette même carte d'identité. Ils travaillaient comme moi dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics.

Une boîte d'intérim m'a proposé d'aller travailler comme terrassier. On aurait dû me demander un certificat de travail, attestant de mon expérience dans ce métier. Je ne savais même pas ce qu'était un terrassier. Mais la boîte d'intérim ne me demanda rien. Etre terrassier, c'est simplement avoir la force de manier la pelle et la pioche. Le travail consistait à casser avec le marteau piqueur de 7 heures du matin jusqu'à 16 heures, et creuser des trous d'un mètre quatre-vingt toute la journée, 3 ou 4 trous par jour au minimum. Je commençais donc à travailler comme terrassier chez G. en 2004. Conscient de la précarité de ma situation : intérimaire et sans-papiers, je devais non seulement ne pas me mettre à dos le chef de chantier, mais travailler deux fois plus que les autres et faire profil bas.

Le chef de chantier ne savait pas que j'étais sans-papiers.

Après deux ans, j'ai décidé d'arrêter de travailler sous le nom du cousin car j'avais finalement gagné la confiance du chef de chantier qui appréciait mon travail. J'ai recommencé à travailler avec la fausse pièce d'identité qui portait mon vrai nom. Ce changement de nom, du jour au lendemain, avec de faux papiers, au vu et au su de la boîte d'intérim et de mon chef de chantier, n'a posé aucun problème. Le chef de chantier disait qu'il allait s'arranger avec la boîte d'intérim, ce qui fut fait. Les collègues du chantier se sont eux aussi habitués très vite à mon nouveau nom, sous lequel je suis devenu aide-plombier. Je changeais des compteurs, des colliers, posais des paragrêles, faisais le tirage pour

remplacer les tuyauteries en plomb. J'ai demandé une formation pour passer le CACES pour la conduite d'engins, que j'effectuais quand je faisais le tirage. Cette proposition n'a pas plu à la responsable de la boîte d'intérim qui m'a toujours dit que même si j'y avais droit, elle ne pouvait pas m'y envoyer, car je n'avais pas de papiers.

De plus, il y eut à partir de juillet 2007 un durcissement des contrôles sur les boîtes d'intérim, initié à cette époque par le ministère de l'immigration. Tout cela m'a conduit à être le premier sur les listes de ceux dont le CDD ne fut pas renouvelé. Après trois ans et demi j'ai donc été licencié en 2007, sous prétexte que je n'avais pas de papiers.

Les contrats n'étaient pas établis avec exactitude. Ils étaient souvent signés tardivement, juste avant ou après la date de fin de contrat officielle. Ce système permettait de pouvoir nous licencier du jour au lendemain. C'était mon deuxième licenciement – il était justifié verbalement par ma situation de sans-papiers. Les motifs invoqués dans les deux lettres de licenciement étaient : fin de contrat de chantier pour la première et fin de mission après trois ans et demi pour le deuxième. C'était la goutte d'eau qui fit déborder le vase !

En route vers la grève

Le chef de chantier de chez G. m'a proposé de continuer en empruntant les vrais papiers de quelqu'un d'autre et en m'inscrivant dans une autre boîte d'intérim. Certains d'entre nous le firent. J'ai refusé pour ne pas simplement déplacer mon problème, car j'avais déjà demandé à mon conducteur de travaux de faire une démarche administrative pour ma régularisation. Sachant qu'il y avait beaucoup de sans-papiers qui pourraient prendre exemple sur ma demande, ils ont refusé de faire des démarches.

Finalement je me suis inscrit sous un troisième nom avec des vrais papiers d'emprunt dans une autre société du Bâtiment, TJFR, tout en restant en contact avec les camarades de chez G. qui avaient accepté de revenir travailler pour ce groupe sous un autre nom et en passant par une autre boîte d'intérim. Je contactais également ceux qui avaient été licenciés comme moi pour leur demander d'agir.

J'ai proposé à tous ces camarades d'aller protester contre ces licenciements à la boîte d'intérim, pour dénoncer son hypocrisie, complice de celle du groupe G.. Mes camarades étaient d'accord sur le fond, mais redoutaient les représailles. Le 15 avril 2008 une vague d'occupation d'entreprises par les sans-papiers est organisée par l'UL CGT de Massy et l'association Droit Devant. Je saisis l'occasion du licenciement du plus ancien des intérimaires sans-papiers (10 années chez G.) pour allonger ma liste de contacts parmi les travailleurs sans-

papiers de chez G. J'explique aux camarades que, si on ne fait rien, personne ne sera épargné par les licenciements, puisque le plus ancien lui-même était licencié, alors qu'il revenait chez G. sous un autre nom par le biais d'Adecco. C'est ainsi qu'ils prennent conscience qu'il faut rejoindre le mouvement des sans-papiers. Cela démontre l'espoir qu'a suscité ce mouvement, que nous étions très nombreux à vouloir rejoindre. Le moment était venu de mettre fin à toute cette hypocrisie.

Un autre coup s'était ajouté à tout cela, la mort de mon père.

La mort de mon père et autres tranches de vie de sans-papiers

Mon père était un ancien combattant de l'armée française. Non seulement il n'était pas favorable à mon départ pour la France, mais il tenait à m'expliquer que partir non seulement ne résoudre pas mon problème, mais que j'allais repartir à zéro avec d'autres dans la même situation que moi.

Aujourd'hui mon père n'est plus, ce père qui s'est battu «pour la France» et reçut comme récompense une carte d'ancien combattant, délivrée par la France en 1982 à tous ceux qui ont servi l'armée française et un petit pécule comme pension. Il est décédé le 31 janvier 2008, ayant toujours en mémoire ses faits d'armes et ses séjours en France dans le cadre de ses missions.

On m'annonce le décès de mon père la nuit du jeudi. Je ne pouvais retenir mes larmes toute la nuit face à ce malheur et à ma condition de prisonnier français, privé de la liberté la plus élémentaire, qui est simplement la libre circulation, pour rendre un dernier hommage à mon père ! Le pire c'est que le matin, je devais reprendre le travail, me contenter simplement d'informer le chef de chantier que je venais de perdre mon père. Le chef m'a demandé de prendre mes congés le jour même, précisant que les jours me seront payés par la sécurité sociale. Simplement, il ne savait pas que je n'avais pas de papiers !

Je lui réponds "ça peut aller". Je ne lui ai pas dit que, travaillant sous un nom d'emprunt, il m'est impossible de fournir les justificatifs pour obtenir le congé, car je risquerais de perdre mon emploi. De ce fait, je reprends ma pelle et ma pioche, les larmes aux yeux. A chaque larme qui coule, mon coeur se durcit de colère aux souvenirs du père qui défilent sous mes yeux toute la journée.

De la prison où je vis depuis 8 ans, je me contente avec un coeur plein de douleur, de faire mes condoléances. Encore une fois, papa, que la terre te soit légère, ton fils, si loin et si triste, est près de toi. Ajoutez à cela l'accouchement de ma femme en 2006. Je travaillais chez G., mais je ne pouvais pas bénéficier de congés paternité. Cela aussi j'y avais renoncé. Quand je suis malade ou blessé, je suis obligé

de serrer les dents. Cinq à six ans de travail, sans arrêt, sans congés ... nos chefs de chantier le savent très bien. Les indemnités chômage, je n'en rêve même pas ! Oui, c'est ça aussi la vie d'un travailleur sans-papiers. Privé de toutes les libertés : on se cache pour travailler, on se cache pour circuler, et on n'a pas le droit de se promener n'importe où, n'importe quand, n'importe comment, car nous sommes des proies. Chaque sans-papiers est un prisonnier, et chaque prisonnier a une histoire, qui a besoin d'être racontée. Je me donne pour devoir de raconter celle de mes camarades de chez G., qui ne font pas exception à la règle. Voici des épisodes de la vie de deux d'entre eux.

Moussa est arrivé en France quand il avait 20 ans. Il en a aujourd'hui quarante. Il est toujours sans-papiers. Il a été expulsé trois fois. Il s'est retrouvé menotté, la bouche bâillonnée afin de l'empêcher d'interpeller les passagers de l'avion. Il est allé plusieurs fois en prison en France, quinze mois en tout, pour avoir résisté à d'autres tentatives d'expulsion. Comme les autres, il travaillait avec une fausse carte, et fut arrêté arbitrairement par la police, pour contrôle d'identité.

Moussa est finalement libéré, mais il écope de dix années d'interdiction de séjour sur le sol français. Tenez-vous bien, sous le coup de cette interdiction, Moussa travaillait. Il versait des cotisations sociales et il payait des impôts que l'état encaissait. Son interdiction de séjour a expiré en juin 2008. Quelle hypocrisie !

Ousmane, né à Sadiola dans une famille paysanne, fut attiré par la mine d'or de cette ville, exploitée par la SOMADIX (Société Malienne d'exploitation), filiale de Bouygues. Il y a travaillé comme manoeuvre parmi ces gigantesques machines qui dévorent les paysages, pour un maigre salaire qui permet juste de subsister. Le reste du fruit de la production va dans les poches de Bouygues et de ses partenaires maliens. La population ne reçoit que les dégâts sur l'environnement, la pollution. La population ne connaît pas encore tous les effets de ces produits chimiques. Il n'y pas d'hôpital digne de ce nom, de réseau routier etc... Ousmane a quitté son Sadiola natal malgré lui, mais s'est promis d'y retourner car, me disait-il, c'est à la jeunesse de faire la gloire de Sadiola, de la bâtir à son image. C'est Ousmane qui recevra les coups des cadres de G. et sera envoyé à l'hôpital.

Les préparatifs de la grève

J'ai décidé d'organiser une rencontre dans un café. Nous fûmes trois la première fois. J'avais une liste d'une quarantaine de camarades (comptés une seule fois chacun, malgré nos multiples identités !). Ils avaient donné leur accord pour se joindre à nous ultérieurement. Sur les conseils de syndicalistes rencontrés lors des manifestations qui

ponctuaient le mouvement des sans-papiers, je suis passé, avec ma liste, à l'UL-CGT de Viry-Châtillon pour expliquer notre situation. Pouvaient-ils nous aider ? Pourrions-nous faire partie des entreprises occupées lors de la prochaine vague de grève ? Ils nous répondirent qu'ils ne pouvaient pas nous laisser partir en grève, car ils manquaient de militants pour piloter le mouvement.

Avec un camarade, nous avons assisté, au côté de 2000 autres sans-papiers le 12 juin, au grand meeting de la Halle Carpentier. Les orateurs, parmi eux Bertrand, annonçaient, sous les applaudissements enthousiastes des sans-papiers, une troisième vague de grève avec occupation. Comme d'autres, nous avons donc donné aux organisateurs le nom de notre entreprise avec la liste des sans-papiers prêts à l'occuper pour demander leur régularisation. J'étais heureux d'avoir un bon contact avec Bertrand, ce qui me donnait de l'espoir. Pour moi Bertrand était LE sauveur. Il m'a dit qu'il me rappellerait pour prendre rendez-vous. Il ne m'a pas rappelé. De même, j'ai recontacté à de nombreuses reprises, en vain, l'UL-CGT de Viry. Je tenais mes camarades informés chaque jour de mes démarches. N'ayant plus d'espoir dans la CGT, je contactai Droit-Devant, co-organisateur des deux vagues de grève et du meeting du 12 juin. Droit-Devant nous a proposé de passer les voir la semaine d'après, ce que nous avons fait. Une vingtaine d'entre nous a adhéré à leur association. Ils nous demandèrent de patienter et d'attendre que vienne notre tour pour nous mettre en grève. Je ne pouvais plus attendre et rester dépendant de leurs atermoiements. J'ai décidé de convoquer une assemblée des sans-papiers pour leur proposer de lancer nous-même notre mouvement.

Une Assemblée Générale s'est tenue le 28 juin dans un foyer de travailleurs africains, elle a réuni 38 camarades sans-papiers.

J'ai expliqué aux camarades que nous sommes simplement des travailleurs, la force vive de la société, une puissance qui ignore son pouvoir. Avoir peur des représailles aujourd'hui, c'est ignorer le fait qu'on souffre déjà de ces représailles.

Avant cette assemblée, j'avais adressé, le 23 juin, une lettre à la direction de l'entreprise du groupe pour l'informer de notre situation et solliciter une rencontre, en toute urgence, pour mettre fin à cette situation qui durait depuis 10 ans. Cette lettre était restée sans réponse.

J'expliquai aux gars que la CGT et Droit Devant ne pouvant pas nous aider, nous devons décider par nous-même de nous mettre en mouvement ou pas. Prenons l'initiative de la grève, les appareils nous

suirons ! Pour gagner notre liberté, qui n'a pas de prix, nous ne devons pas avoir peur de prendre des risques. Nous devons le faire pour nous, et nous servirons d'exemple pour ceux qui sont encore dans la crainte. Nous avons voté la grève avec occupation du site à Viry. Certains voulaient l'occupation des boîtes d'intérim. J'expliquai qu'occuper directement le siège de G. qui nous employait depuis 10 ans sans interruption aurait plus de poids que l'occupation dispersée des différentes boîtes d'intérim. Les syndicalistes nous avaient aussi conseillé d'occuper les boîtes d'intérim. Mais nous voulions mettre l'entreprise qui nous utilisait face à ses responsabilités. Nous avons décidé qu'à partir du lundi 30 juin nous occuperions le siège du groupe G. à Viry-Châtillon. Cette décision, comme toutes celles que nous avons prises ne devait être connue que de nos camarades.

La grève avec occupation commence

Lundi, personne ne devait rejoindre son chantier mais chacun devait se rendre à 6h45 devant la gare de Viry-Châtillon. Je demandais aux camarades de ne pas former d'attroupement devant la gare, mais de se séparer en petits groupes. Nous nous sommes retrouvés à une trentaine. Je suis parti avec deux camarades en reconnaissance vers le site situé à 300 m de la gare. Après inspection, nous demandons par téléphone portable aux camarades de venir nous rejoindre par petits groupes.

A 7h30 l'occupation a démarré. Nous nous tenions devant l'accueil avec neuf drapeaux CGT. J'ai été demander à la secrétaire d'informer la direction de notre présence : "Nous sommes des travailleurs sans-papiers du groupe G. en grève avec occupation du site."

Un DRH s'est présenté et a aussitôt pris contact avec un délégué syndical CGT de l'entreprise, Fernandez. J'avais déjà rencontré Fernandez qui, bien que se disant solidaire avec nous, n'avait pas agi. Une fois arrivé, Fernandez est invité par la direction pour parler de la situation. Ensuite Fernandez et la direction me demandent de proposer aux grévistes de s'installer dans le local syndical de Fernandez. Clairement, ils veulent protéger l'image de l'entreprise. Avec Samba et Boulai nous allons rencontrer la direction, pendant que les autres vont rejoindre le local syndical.

Pendant la négociation, la direction, par derrière, a appelé la police nationale. A la grande satisfaction de la direction, qui espérait peut-être que nous serions immédiatement menottés, deux policiers font irruption dans la salle de réunion. Un policier demande : qui est le responsable du mouvement ? Je me manifeste. Ils me demandent pourquoi nous manifestons sur la voie publique. Je réponds que nous

ne manifestons pas sur la voie publique. Nous sommes des travailleurs sans-papiers du groupe G., en grève pour demander notre régularisation. Très bien, répond-il, nous nous reverrons bientôt !

La direction nous demande la liste des grévistes. Nous leur communiquons 38 noms. La direction contacte les boîtes d'intérim concernées et les invite sur le site. Ils viennent le jour même. Le ton monte entre la direction de G., les boîtes d'intérim et nous. La direction feint de découvrir que nous avons utilisé de multiples identités : nous avons été abusés par les boîtes d'intérim, dit le DRH d'une entreprise de G. Il menace de porter plainte contre nous pour usurpation d'identité. Je réplique que, si nous avons pu changer 2 ou 3 fois de noms au vu et au su des boîtes d'intérim, des chefs de chantiers et des conducteurs de travaux, c'est que l'entreprise du groupe G. était complice de ces usurpations d'identité. Compte-tenu de la solidité de mes arguments, appuyés par des preuves, à ce jour, le groupe G. n'a jamais porté plainte contre nous pour usurpation d'identité. Les négociations continuent jusque tard dans la soirée. Puis, elles reprennent le lendemain et le surlendemain, du matin au soir. La direction fait l'historique des contrats de chaque salarié. Nous sommes tous des intérimaires. Elle propose finalement, en tenant compte de l'ancienneté, 12 requalifications en CDI, 12 CDD avec le groupe G., 7 autres CDD avec les boîtes d'intérim. Sur les 38 cas, seuls ceux des 31 grévistes présents sur le site sont donc étudiés. Nous refusons les 19 CDD.

Il a fallu l'intervention du PDG d'une des entreprises du groupe pour obtenir 12 autres CDI. Pour les 7 restants, la situation restait bloquée. La tension était montée en flèche, à plusieurs reprises, pendant les discussions.

Régulièrement, j'appelais Bertrand pour le tenir au courant de la situation. "Ah vous avez démarré ?", fut sa première réaction. "C'est bien, je vous soutiens". Il est venu après quelques jours d'occupation et a assisté à certaines négociations. Mais, une fois les 24 dossiers constitués, aucun syndicat ou association n'était plus présent pour nous accompagner déposer les dossiers à la Préfecture de l'Essonne. C'est même le PDG qui les a déposés, le 11 juillet.

Lors des négociations nous avons obtenu que les dossiers soient déposés collectivement à la préfecture de l'Essonne, et non dispersés selon nos lieux de résidence. Une fois les dossiers déposés, nous avons eu la visite du journal Le Parisien qui m'a interviewé. L'article qui est paru, a fait bondir la direction, qui exigeait de nous de la discrétion.

Le 14 juillet, nous avons eu la première visite de Jacqueline, de Droit-Devant et, vers le 16, la visite de Chantal, du syndicat CGT, pour les fiches de synthèses des dossiers déposés. Quelques jours plus tard, Chantal revient accompagnée d'un autre responsable de l'UD-CGT. Ils nous demandent de lever l'occupation du site, condition selon eux pour que nos dossiers soient traités. Nous refusons et leur demandons d'obtenir de la Préfecture une garantie écrite, seule condition pour que nous envisagions de reprendre le travail. Après notre refus, l'UD nous tourne le dos. Mais Bertrand continue à revenir nous voir de temps en temps.

Les conditions de l'occupation sont très difficiles : des cartons trouvés dans les poubelles pour dormir, à 20 dans un local de moins de 20 mètres-carrés et les autres dans la cage d'escalier qui mène à la cantine de l'entreprise, devant les toilettes, avec des couvertures qui ont déjà servi en 2006 aux travailleurs sans-papiers de Buffalo Grill. Et pour manger, on cotise 5 euros chacun pour aller acheter la nourriture dans un foyer africain à 20 km de là. Les repas arrivés, on mange debout, car nous n'avons qu'une seule table, qui nous sert aussi de bureau lors de nos réunions. Car, nous travaillons régulièrement sur nos dossiers. La cantine de l'entreprise est à quelques mètres de notre local. Les salariés du groupe nous voient manger debout les uns contre les autres et passent sans nous saluer, y compris les délégués syndicaux du groupe. Il y a des exceptions. L'une d'elle est Fatima qui, dès les premiers jours et pendant toute la grève, vient nous rendre visite après sa journée de travail. Ne pouvant plus cotiser chacun pour 5 euros tous les deux jours, ce qui avait couvert nos frais, nous commençons, après deux mois, à organiser des collectes. Les collectes sur le marché avaient parfois lieu sous la menace de la police qui nous demandait de quitter les lieux, car nous n'avons soi-disant pas le droit de distribuer des tracts ou de collecter de l'argent sans les syndicats. Nous n'avions que peu de tracts, car nous les tirions à nos frais. Nous avons pris contact avec les managers des restaurants des alentours (dont Mac Donald's, KFC, etc) pour qu'ils nous donnent leurs restes du soir, en leur expliquant que nous étions en grève, que la direction misait sur l'épuisement de nos ressources en argent et en nourriture, afin que nous quittions les lieux. Ils n'ont pas accepté. A ce moment nous avons reçu le soutien de l'association d'Anne, d'Evry, qui avait déjà aidé les sans-papiers grévistes d'une entreprise de nettoyage urbain implantée dans cette ville.

Après plus de deux mois de grève, les sept dossiers restants n'avaient toujours pas pu être déposés, l'entreprise du groupe concernée refusant

de remplir les deux CERFAs, formulaires indispensables pour les formalités. La raison invoquée par l'entreprise était que cinq ne totalisaient pas une ancienneté suffisante, et que les deux autres étaient des employés extérieurs. Une délégation s'est rendue à l'accueil de l'entreprise pour recueillir des informations sur ces deux dossiers, informant qu'elle ne quitterait pas ce bâtiment avant d'avoir été reçue par la direction. La direction a choisi l'épreuve de force, demandant à des cadres de l'entreprise de nous faire sortir manu militari, en ayant eu soin que cette scène ait lieu devant un huissier convoqué par ses soins. Nous résistons. Ils en viennent aux mains, coups de pieds, insultes. D'autres grévistes nous rejoignent pour s'interposer. Un des deux salariés concernés est blessé à la main, les pompiers l'évacuent vers l'hôpital, où il reçoit 10 jours d'ITT (incapacité totale de travail). La police intervient, nous demande de sortir après avoir écouté la version des cadres. Nous refusons, demandons de rester pour faire entendre notre version des faits, et préciser que ce n'est pas à la police de décider de notre évacuation. Après le départ de la police la direction revient à la raison, et accepte de nous recevoir. La blessure du camarade nous a conduit à porter plainte contre la direction. Informée, la direction décide de faire les deux dossiers et s'associe à la négociation avec l'autre entreprise pour les 5 autres dossiers, à condition que nous retirions la plainte. La presse locale s'empare de cet incident, le relatant dans deux articles. La situation est enfin débloquée, les dossiers de tous les grévistes sont maintenant déposés en préfecture, après trois mois de grève !

Peu à peu, les régularisations arrivent. Une au bout d'un mois, puis 8 autres après deux mois. Une vingtaine en tout après 5 mois. Les convocations à la Préfecture restent angoissantes, car on ne sait pas toujours à quoi s'attendre : s'agit-il d'une régularisation, ou d'une arrestation ?

Le silence des élus locaux

Dès les premières semaines de l'occupation, nous avons adressé un courrier aux élus de Viry-Châtillon pour une demande de soutien, financier ou moral. Nous n'avons jamais eu de réponse. C'est pourquoi nous nous sommes déplacés à plusieurs reprises pour les rencontrer dans leur mairie.

En effet, dans cette lutte de sans-papiers le pire est de rester isolés et invisibles. C'est ce qui m'a poussé à continuer de tendre la main à tous les élus de l'Essonne. D'autant plus que nous avons travaillé pour leurs villes. Dans nos courriers de demande de soutien adressés à ces élus, on faisait allusion à la précarité de nos conditions d'occupation (on

rappelait qu'on dormait sur des cartons ramassés dans les poubelles, sous les cages d'escalier sans-chauffage, même par terre, sur des tables, des chaises). Et tout cela simplement parce que nous exigeons notre régularisation, pour vivre dans la légalité et le respect de nos droits en tant que travailleurs, ce qui est une simple exigence de justice sociale.

Nous nous disions que le premier soutien des travailleurs au sein d'une ville devrait être son maire. C'est ce qui nous motivait pour leur écrire, les appeler, nous déplacer jusqu'à leur mairie pour leur demander de venir sur le piquet nous soutenir. Ce soutien que nous cherchions n'était pas forcément matériel, financier ou alimentaire. Il était surtout moral. Mais nous l'avons cherché en vain ! Ces appels au secours étaient des cris dans le désert. Aucun coup de fil de la maire de Viry, pour prendre des informations, aucun élu ne vint spontanément sur le piquet. Chantal, qui faisait partie de l'équipe de la Maire, nous rendit visite, mais à titre de représentante de l'UD91, pour nous demander ensuite de lever l'occupation, puisque nos dossiers étaient déjà déposés en Préfecture ! Certes nous avons reçu une aide alimentaire pendant trois semaines, mais elle s'est interrompue sans que l'on sache pourquoi.

Des élus de Viry, vus lors des deux rencontres que nous avons eues avec la maire et son équipe, je ne peux garder que de mauvais souvenirs. Madame la maire tapait du poing sur la table en nous disant : "mais nous comprenons votre situation, elle est injuste. Mais ce problème des sans-papiers est un problème national. Nous ne pouvons pas nous mettre au-dessus de la loi. Les sans-papiers, nous les avons soutenus lors de l'occupation du restaurant B.G.". Non, madame la maire, ce n'est pas un problème national, mais international. C'est la précarité, la misère. Ces sont ces guerres impérialistes qui dévastent nos pays, en pillant leurs richesses qui nous font fuir. Et cette exploitation que nous subissons ici, vous en connaissez très bien la cause. Mais, je ne sais si vous la combattez ou la soutenez. Six mois de grève et d'occupation dans des conditions d'hygiène épouvantables, avec parfois des camarades qui tombent malades, avec seulement de l'aspirine pour les soigner. Ils disaient que cela leur suffisait. Mais je savais que c'était la fatigue, le stress, le sentiment d'abandon, d'injustice qui les frappaient, alors qu'ils avaient accompli leurs devoirs : travail, cotisations sociales, impôts nationaux ... et locaux (taxe d'habitation), Madame la maire ! ce dont les politiques ne veulent pas parler. Et Madame la maire nous disait qu'elle était au courant de toutes nos difficultés et même de l'incident qui avait conduit à la blessure d'un camarade évacué à l'hôpital de

Juvisy, avec 10 jours d'ITT, l'incident évoqué par la presse locale. Elle nous disait être au courant des incidents par les journaux, et suivre l'évolution de la situation par l'intermédiaire de Chantal (que pourtant nous ne voyions plus depuis des semaines). Nous avons même été mieux accueillis dans une mairie de droite, dont le maire a reconnu l'absurdité de la situation des sans-papiers, y compris dans sa commune.

Face au même silence des élus de Grigny, la ville voisine, que nous sommes allés leur rendre visite à deux reprises, l'accueil fut plus chaleureux qu'à Viry. Ils étaient gênés, mais nous écoutaient et ne nous coupaient pas la parole. A l'issue de notre deuxième visite, nous avons eu des coups de fil et reçu douze lits de camps. Ils se sont engagés à soutenir les dossiers restants.

Dans l'Essonne, il existe un centre de rétention. Elus de l'Essonne, allez-vous laisser ceux qui, comme nous, construisent et entretiennent vos villes y être enfermés et expulsés ? Un de ceux qui a participé à la construction du centre de rétention du Mesnil-Amelot y a été placé par la suite ! Quelle horreur ! Dans ces centres passent des milliers de travailleurs, et même des enfants. Et nous qui n'y sommes pas encore placés ni expulsés, nous vivons dans une prison à ciel ouvert. Les droits de l'homme ne sont pas respectés dans les pays les plus pauvres, mais c'est aussi parce qu'ils ne le sont non plus en France, qui est dite être le pays des Droits de l'Homme.

La lutte des sans-papiers et la politique de la CGT

Ce qui a caractérisé la lutte des sans-papiers depuis le jour où ils ont décidé de cesser de se cacher et ont commencé, avec les "saint Bernard" en 1996, de manifester au grand jour, c'est d'affirmer une exigence claire : des papiers pour tous ! Par la suite, dans toutes la manifestations, les sans-papiers et ceux qui luttent avec eux ont affirmé haut et clair : «Le cas par cas, on n'en veut pas !»

Ce qui a étonné les sans papiers engagés dans les grèves pour des papiers, c'est que cette affirmation était battue en brèche, non par le pouvoir, mais par des organisations -syndicats, associations et partis politiques - qui étaient censés militer à leurs côtés. Si les sans-papiers de Viry-Chatillon ont été amenés à s'organiser indépendamment en comité, c'est que les organisations qui menaient cette lutte ont refusé de les soutenir et, pire, ont considéré que leurs dossiers n'étaient même pas déposables !

La CGT, en particulier, du moins celle qui participait à cette lutte - puisque l'essentiel de la CGT n'y participait même pas - a eu un espèce de monopole des relations avec le pouvoir pour déposer des dossiers,

au nom duquel la CGT avait accepté des critères pour prendre les dossiers plus restrictifs que les critères légaux. Cela signifiait que des travailleurs isolés, seuls en grève, ou dans de petites entreprises, n'ayant travaillé qu'en intérim ou ne satisfaisant pas pour une raison ou une autre aux critères établis par la CGT se voyaient refusé leur dossier, non par la préfecture mais, par avance, par... la CGT ou les militants qui agissaient à ses côtés !

La meilleure preuve du fait que la CGT était en dessous de la loi, c'est qu'elle a refusé les grévistes de Viry-Chatillon, alors qu'ils ont obtenu satisfaction par la lutte et sans passer par la CGT.

Bien des sans papiers sont reconnaissants à la CGT d'avoir pris la tête de la lutte mais ils ne savent pas que la véritable force, celle que craignait le pouvoir, ce n'était pas la force de la CGT mais la force des sans papiers en lutte. Ce que craignait particulièrement le pouvoir, c'est que les salariés s'organisent indépendamment. C'est cela qui a donné un créneau à la CGT pour prendre la tête de la lutte sans du tout se mettre à dos patrons et gouvernement, au contraire. Mais, ce faisant, ils n'agissaient pas véritablement dans l'intérêt des travailleurs puisqu'ils les empêchaient de prendre conscience de leur force et de s'organiser.

Après deux mois d'occupation, nous avons reçu la visite d'Alexandre qui a été le premier à me demander si je savais quelque chose sur la révolte du peuple malien en 1991 contre le dictateur Moussa Traoré. Alexandre était le premier à approuver que les travailleurs s'organisent eux-mêmes, mais, cela nous allions le réaliser progressivement. Nous avons déjà commencé à organiser nous-mêmes le piquet de grève sans être dirigés par un syndicat ou une association, à négocier nous-mêmes avec la direction et à rédiger et distribuer nos tracts. Nous avons mis sur pied la répartition des tâches de piquer, de repas, d'accueil sur le piquet, la trésorerie et les parties occupées du siège. Il y avait cinq d'entre nous à l'entrée, cinq à la sortie, cinq à l'accueil, cinq devant le local syndical et la pharmacie. Les tracts écrits étaient proposés à l'assemblée et, une fois adoptés, étaient tirés et signés du «collectif des travailleurs sans-papiers de Viry-Chatillon». En utilisant la reprographie de son entreprise, Alexandre a pu nous tirer quelques milliers de tracts. J'ai repris le texte complet d'un tract que j'avais écrit auparavant, mais que l'UD avait censuré, et on l'a imprimé après l'avoir transformé. Comme depuis deux mois nous dirigeons notre grève par nous-même, Alexandre, qui voyait cela d'un bon œil, nous suggéra que ces tracts soient signés "Comité de grève des sans-papiers du groupe G., site de Viry-Châtillon". C'est ce que nous avons fait

sans encore mesurer l'importance et les conséquences de ce geste, - l'importance même du mot - même si Alexandre nous avait déjà prévenu que nous faisons un geste important qui allait susciter de nombreuses réactions hostilités de la part des «soutiens».

Un comité de grève, ce n'est pas rien...

Nous avons donc été amenés à fonder un comité de grève parce que nous nous dirigeons déjà nous-mêmes, et cela parce que ceux dont nous attendions une aide d'organisation nous avaient dit d'arrêter notre lutte, que ce soit des syndicats, des associations, des élus, et des militants politiques, y compris ceux de gauche ou de la gauche de la gauche ... Tous voulaient nous convaincre que nous ne correspondions pas aux critères, que nous devions cesser la grève, cesser de populariser notre lutte, cesser d'interpeller tout le monde, etc...

Du coup, nous étions bien obligés de nous organiser nous-mêmes. Mais nous n'imaginions pas à quel point la formation d'un comité de grève, et parfois ce nom lui seul, allait susciter de réactions violentes de la part de tous ces gens-là. Bien des grévistes, sous la pression de tous ceux qui auraient dû soutenir notre lutte, ont hésité et des conflits en sont sortis. L'importance d'être organisés en comité de travailleurs n'apparaît pas du tout comme quelque chose qui va de soi, que les travailleurs doivent défendre à tout prix. Et pourtant, c'est de cela qu'il s'agit. C'est du soutien que va venir l'attaque contre notre organisation.

Nous n'avons pas attendu des sauveurs (syndicats, associations, partis politiques). Nous nous sommes même opposés à eux lorsqu'ils ont voulu nous déposséder de la direction de notre lutte, la freiner, au nom de notre intérêt. Je pense que c'est parce que nous avons agi ainsi que nous avons gagné. J'espère que l'histoire de cette lutte dans l'Essonne sera instructive pour les travailleurs, afin qu'ils dirigent eux-mêmes leurs luttes à venir.

Il est important de comprendre que, même si les travailleurs ne la soutiennent pas spontanément, même s'ils la craignent, cette idée doit être défendue avec acharnement. Elle seule est la garantie que les travailleurs mènent eux-mêmes la lutte jusqu'au terme qu'eux-mêmes auront fixé et pour les objectifs qui soient vraiment les leurs.

Pourquoi les travailleurs eux-mêmes craignent de s'organiser en comités ? Parce qu'ils n'assument pas d'affirmer qu'ils sont eux-mêmes la force. Ils acceptent que les organisations les traitent en assistés et parfois, ils demandent aux organisations qui prétendent les soutenir un tel paternalisme.

Nous organiser nous-mêmes, c'est le pas fondamental. (...)

A Viry, on avait donc décidé de nous organiser en comité de grève ... et ce n'était pas sans susciter des réactions...

Un comité de soutien : le loup dans la bergerie

Il y a eu plusieurs incidents qui ont commencé à me montrer que nous allions dans un sens qui ne plaisait plus aux soutiens. Un jour, Bertrand a rencontré Alexandre au piquet. Comme Alexandre soutenait l'idée du comité de grève, Bertrand m'a pris à part pour m'expliquer qu'Alexandre ne devait pas rester au piquet de grève : «Eloignez ce mec du piquet, c'est un agitateur». En fait, Alexandre était militant CGT en même temps que militant révolutionnaire. J'ai commencé à comprendre pourquoi Bertrand, et bien d'autres, ne voulaient pas que nous nous organisions en comité de grève.

Il faut rappeler les circonstances. Nous affrontons l'hiver dans ces conditions rudes, les coeurs serrés et grelottant de froid de jour comme de nuit, mais avec un seul mot d'ordre jusqu'à la victoire : notre unité. Quand soudain, les sociaux-démocrates ont cherché à infiltrer le comité de grève.

Par sociaux-démocrates, j'entends ici les ennemis politiques des travailleurs, déguisés en amis, politique, syndical et associatif, des travailleurs.

Ils formèrent sur le piquet un relais des dirigeants politiques et syndicaux locaux qui n'avaient pas réussi à arrêter l'ouragan. Sous la forme d'un Comité de Soutien, ils ont cherché à se substituer au comité de grève pour prendre la direction du mouvement afin de l'étouffer. Ce comité de soutien formalisé le 1er novembre était leur outil de travail. Ils se servaient de notre lutte pour faire de la publicité à leurs organisations, se servant de nous comme des hommes sandwich. Ils nous dissuadaient d'interpeller les élus de l'Essonne. Ces manifestations seraient soi-disant contre productives, comme disait Bertrand et certains membres du comité de soutien. Au fond des choses, ils souhaitaient que nous restions cloîtrés dans le silence. Quand je leur expliquai que le comité de grève reste au dessus de tout, cela leur déplaisait, même s'ils répondaient démagogiquement : "bien sûr", avec un sourire.

Ce sont de très bons acteurs, je ne comprenais pas au début pourquoi Alexandre m'avait dit que j'introduisais le loup dans la bergerie. Camarades, si de cette brochure vous retenez une chose, c'est j'espère apprendre à repérer ces faux qui sont pires que des adversaires, et à ne jamais lâcher la direction de votre lutte. Que ceux qui veulent vous soutenir se mettent individuellement aux ordres du comité de grève. Vos camarades auront du mal à comprendre pourquoi vous vous

opposez à ces "camarades" si sympathiques ! Mais c'est votre devoir de combattant dans une lutte de le faire, dans l'intérêt de vos camarades qui ne comprendront pas forcément que vous appeliez "ennemi invisible" celui qu'ils voient comme leur ami, leur sauveur. Vous serez peut-être traité de dictateur, mais c'est le seul chemin qui vous permettra de tenir la barre jusqu'à la victoire. Nous avons fini par dissoudre ce comité de soutien. J'aurais dû dès le départ m'opposer à sa mise en place. Le bateau du comité de grève a tangué, mais nous avons remis ces pirates dans leur petite chaloupe, qui retourna surfer sur le web. Le complexe d'infériorité des travailleurs sans-papiers doit disparaître pour céder la place à leur unité. Pour ceux qui pensent que les travailleurs sans-papiers sont des travailleurs fragiles, incapable de gérer leurs luttes, nous avons été un contre-exemple.

Au départ, moi comme chacun de mes camarades, nous n'avions vu aucun problème à la manière dont «le soutien» pouvait interférer dans notre lutte. C'est l'expérience qui m'a montré que c'était loin d'être aussi simple. Les travailleurs, comme ceux qui affirment vouloir seulement les aider, défendent des buts, des conceptions, des objectifs plus ou moins clairement, plus ou moins consciemment. Pour les travailleurs, c'est souvent la première expérience alors que les militants du soutien savent où ils veulent en venir et ce qu'ils ne veulent pas. Et «le soutien» entendait non seulement proposer, convaincre, mais même imposer ses conceptions aux travailleurs en lutte. Parmi «les soutiens», il y avait des réformistes, des religieux, des syndicalistes, des maoïstes, des communistes révolutionnaires, etc, etc. Les désaccords avec «les soutiens» se sont révélés profonds, philosophiques même. Certains s'interrogeront sans doute sur ce que vient faire la philo là-dedans. Bien sûr, chacun vient à la lutte avec sa propre façon de défendre ce qu'il pense et cela pose des tas de problèmes mais, lorsqu'ils sont partie prenante du combat, cela est très différent. La lutte peut rassembler des gens d'horizons très divers avec un but commun et les aléas de la lutte montrent à chacun quelle conception choisir. Mais justement, dans les conceptions philosophiques qui nous ont opposé au soutien, il y a justement ces fameux buts et conceptions communes. Ainsi, je pense que le comité de grève, c'est-à-dire une organisation indépendante des travailleurs en lutte, est incompatible avec les conceptions de toutes les autres organisations traditionnelles. Celles-ci cachent derrière leurs buts organisationnels, leurs objectifs derrière des idéologies qui combattent, dominent, écrasent, divisent, trahissent toute les luttes des exploités. Leur idéologie, c'est d'abord l'idée que nous sommes de pauvres travailleurs

qui ont besoin de leur paternalisme, qui ne sauront pas se diriger eux-mêmes, qui ne sauront que nous faire tromper ou exploser de colère sans but, que nous avons besoin d'organisations qui écrivent à notre place, qui soient nos contacts avec l'administration et que nous serions en somme des malheureux faisant de la peine et trop heureux que l'on prenne des décisions à leur place !!! Certains travailleurs, y compris des travailleurs qui ont la nationalité, ont des papiers et un emploi, ont tendance à accepter ce rôle, tant qu'ils ne voient pas que cela nuit considérablement à leur cause et que cela détourne leur combat de ses vrais objectifs.

Cette lutte, pour moi, a été plus que riche. Dans le fond, on a lutté, on a gagné, difficilement, mais on a gagné quand même. Mais dans le fond, dans cette lutte pour de simples droits démocratiques, je me suis demandé : comment ça se fait que des personnes engagées comme Alexandre, des militants communistes révolutionnaires qui militent pour l'abolition des frontières entre les pays, pour un monde sans papiers, pour l'égalité de fait sur l'économie du monde qui ne peut se faire qu'en expropriant les grands détenteurs des richesses du monde par les exploités, pour l'égalité des sexes, pour l'abolition des classes sociales au niveau mondial, etc, etc, bref comment cela se fait, que, contrairement aux réformistes, il se trouve aux côtés des ouvriers sans papiers, qu'il les aide sans chercher à parler, à agir à leur place, qu'il défend par exemple un comité de grève des sans papiers, dirigé par eux-mêmes, tire des tracts écrits par eux-mêmes, etc, etc... Mes amis, ces questions m'ont fait énormément de bien, parce que j'ai compris qu'avoir des idées et les défendre, c'est important à une échelle incroyable. Et la première de ces idées est : travailleurs, défendez-vous vous-mêmes. Personne ne peut rien faire pour vous à votre place !

Travailleurs de tous les pays, avec ou sans-papiers, à vos marques, unissons-nous !

{«J'ignore où se livrera le combat entre le vieux monde et le nouveau, mais peu importe : j'y serai. Que ce soit à Rome, à Berlin, à Moscou, je n'en sais rien, j'irai et sans doute bien d'autres aussi. Et quelque part que ce soit, l'étincelle gagnera le monde – les foules seront debout, prêtes à secouer les vermines de leurs crinières de lions.»}, comme l'écrivait la révolutionnaire Louise Michel dans ses «Mémoires».

Enfin la victoire !

Le centième jour d'occupation, on a pris soin d'inviter une animatrice de la radio F.P.P. à l'assemblée générale ainsi que certains cadres de chez G. qui n'ont pas répondu à l'invitation par peur des représailles de la part de leurs directions respectives. Ce centième jour

était l'un des moments les plus déterminants de l'occupation, nous subissions en effet une énorme pression morale, suite à la menace d'expulsion transmise par un courrier adressé par la direction à chacun d'entre nous. Moralement éprouvés, physiquement à bout, sous-alimentés, squelettiques, certains étant sous contrôle médical, nous devions subir en plus la pression due au fait qu'il fallait payer nos loyers, payer les tickets de transport pour aller nous changer à la maison. Les taxes d'habitation tombaient également à ce moment.

Après 6 mois de grève, nous avons gagné : 30 sur 31 grévistes ont été régularisés.

"Je suis enfin un homme libre me dit, les larmes aux yeux, l'un d'entre eux. Après 8 années de clandestinité, je pourrai enfin aller voir ma femme et mes enfants au pays, relever la tête et être fier de moi. Il était temps de mener cette lutte."

Oui mon cher camarade, mieux vaut tard que jamais. Mais simplement si nous la classe pauvre, les misérables de la société, les inférieurs, les humiliés, les exploités, nous les travailleurs avec ou sans-papiers, si on pouvait simplement se rendre compte de notre puissance au sein de la société, on se serait servi depuis longtemps de ce pouvoir pour redresser toutes les barres.

Conclusion et bilan

Nous qui avons fui nos pays respectifs, assiégés par les impérialo-capitalistes, ou dont les Etats sont en guerre pour leurs intérêts et pas pour ceux des peuples, nous nous sommes retrouvés dans un monde sans droit. Car quels sont les nôtres ?

Après avoir traversé la Méditerranée au risque de nos vies, même si nous venons d'un pays en état de guerre, il n'est pas facile d'obtenir en Europe le fameux statut de réfugié. Un tel refus est-il acceptable ? Michel Rocard a dit que la France ne peut accueillir toute la misère du monde, sans poser la question de l'origine de cette misère. Mais les politiques comme lui connaissent la cause de cette misère. C'est l'impérialisme qu'ils défendent. Ils nous claquent les portes par-ci par-là. On a même du mal à se faire soigner, à obtenir les droits élémentaires. Mais aux aéroports, à l'Elysée, à Matignon, ils déroulent le tapis rouge à nos dirigeants, pour des négociations confidentielles et souterraines ! Que font-ils d'autre ensemble ? En tout cas ils ne parlent pas des droits des sans-papiers expulsés, des anciens combattants, pas des droits des travailleurs qui voudraient bénéficier de leur retraite en rentrant «au pays», pas non plus de faire la lumière sur le cas des sans-papiers qui laissent leur vie dans les centres de rétention ou dans les bavures policières. Sinon Hortefeux ne se serait pas vanté de son score

de personnes expulsées par la force, avec une fierté à rougir pour longtemps. Cette situation est non seulement une réalité mais est devenue une banalité, car la presse relate régulièrement ces expulsions, ces bavures, ces morts, les incidents dans les centres de rétention. Aux membres des classes dirigeantes, aux bourgeois, à leurs confrères de classe du monde entier, ils ne fermeront jamais la porte. Ils viennent passer leur visite médicale, leur bilan de santé à l'Hôpital du Val-de-Grace et repartent en catimini, comme si de rien n'était. Le lendemain, on entend à la télé que tel ou tel pays capitaliste occidental a donné une aide de 800 millions au Mali pour l'«aide au développement». Et c'est ainsi qu'on essaye de nous voiler la face, par ces cadeaux empoisonnés.

Oui, mon cher camarade, nous avons entendu ce qu'un Etat occidental nous a offert. Alors qu'avons nous fait pour qu'il nous fasse ce cadeau ? Quelle démagogie ! Car, au fait, où passent nos matières premières (l'or, le pétrole, le bois, le fer, l'uranium, le cotran, la bauxite etc). Ces Etats qui défendent les intérêts des entreprises comme Bouygues, Total, Bolloré, nous prennent cent fois plus qu'ils ne nous donnent, et ce n'est pas avec autant de publicité. Ce cadeau est aussi le prix du silence sur l'exploitation de cette jeunesse, des sans-papiers expulsés, sans droits. L'amélioration du sort des peuples des pays opprimés n'aura pas sa source dans ces cadeaux empoisonnés ni dans aucune mesure prise par ce système. La jeunesse ne veut pas du poisson, elle veut le droit de pêcher. C'est à nous, les travailleurs, les exploités de redresser la barre. Combien nos associations de sans-papiers ont-elles construit de routes, de dispensaires, d'écoles, creusé de puits, fondé des coopératives d'aide alimentaire, investi pour l'irrigation, financé des soutiens scolaires. Nous avons compris que l'aide la plus utile et la plus rentable est celle qui vient de nous-même, et pas des états impérialo-capitalistes, ni du "codéveloppement". Nous les travailleurs, nous sommes les vrais vecteurs du développement de nos pays. Nous apportons des projets concrets pour la population qui gémit toujours sous le poids des guerres, de l'exploitation, de la corruption, de l'oubli. Nos aides sont largement supérieures à celles des cadeaux empoisonnés. Les richesses du monde doivent appartenir aux travailleurs qui les produisent. Nous, les sans-papiers, ne nous faisons pas d'illusion, ce ne sont pas les appareils syndicaux qui éclaireront notre histoire. C'est à nous de la faire, de parler en notre nom. De ce que l'on a vécu, de ce que l'on vit, de notre devenir. La blessure c'est la nôtre, l'humiliation, c'est nous qui la vivons tous les

jours. C'est nous qui avons perdu des camarades en traversant la Méditerranée, laissant derrière nous toute une vie, toute une histoire.

Aujourd'hui, nous sommes le 14 juillet 2009 qui symbolise la prise de Bastille, ce qui m'amène à avoir une profonde pensée pour ces prolétaires du monde entier qui sont en lutte et particulièrement ceux de la Bourse du travail de Paris expulsés par ces méthodes barbares de la CGT ! En tant que militant ouvrier et solidaire de tous les travailleurs je condamne avec toute fermeté cet acte inadmissible de la CGT ! Après ces gestes honteux de la CGT en tant que premier syndicat de France mais qui a eu aussi le monopole de discussion avec le sommet de l'Etat sur cette lutte de sans papiers ! Le but de la réunion du premier au 8 impasse Crozatier était simplement de faire table rase de cette violence perpétrée contre ces travailleurs sans papiers qu'ils traitaient d'anarchistes, etc... Je comprends parfaitement le mépris qu'ils pouvaient avoir envers ces travailleurs !

Nous, travailleurs, ne manquons pas ce rendez-vous. Cette histoire, c'est nous qui devons la raconter. Chacun est son propre historien, son propre écrivain. L'essentiel c'est cette histoire authentique que nous racontons, ce qu'aucun historien ne peut faire sans nous. Prendre ce bâton de pèlerin est un devoir, pour expliquer, informer, former pour mieux préparer les prochaines luttes. Bref, enseigner les conditions de la libération de la classe ouvrière.

L'objectif numéro un, selon la philosophie que je défendrais dorénavant, c'est que les travailleurs eux-mêmes apprennent qu'ils sont, eux, la force. Et c'est là que la connaissance du passé est indispensable, même dans une simple grève, dans tous les combats, petits et grands, des travailleurs, avec ou sans papiers. Le combat pour des conceptions justes dans ce domaine est toujours un grand combat qui se heurte à tous les préjugés, à tous les fatalismes et à tous les paternalismes. Parce que je pense que personne ne peut dissocier le cultivateur et la semence – en termes clairs, pour les idées communistes révolutionnaires dans le monde du travail, la lutte est plus que considérable au plein sens du terme. Voilà pourquoi je pense que lire les Marx, Engels et les révolutionnaires qui ont fait la révolution de 1917 est très important pour nous, les exploités.

La philosophie est un des aspects importants pour chaque ouvrier, pour chaque exploité. Comprendre le monde qui nous entoure est indispensable à tous les travailleurs. Et c'est possible. Croire que le monde est figé, qu'il ne peut pas changer, c'est une philosophie, mais ce n'est pas celle qui convient à la classe opprimée. Croire qu'il y aura toujours des oppresseurs, que le système que nous avons connu depuis

notre naissance est éternel, ce n'est pas un fait : c'est également une philosophie. Elle est diffusée partout, mais elle n'est pas plus définitive pour autant. Les travailleurs sont, bien entendu, influencés largement par l'opinion générale et donc sont tributaires de ces préjugés. Les faits, les vrais, disent tout autre chose. L'histoire, la science, les philosophies apprennent, au contraire, que les conceptions peuvent changer, que le monde a changé, que les Empires ont chuté, que les systèmes ne sont pas éternels, que la lutte des opprimés a changé le monde, que les travailleurs sont la force, que les masses font l'Histoire, comme les masses pauvres de Paris qui ont fait tomber, non seulement la Bastille, mais la royauté et le système féodal.

L'évènement de cette année fut l'élection d'Obama aux Etats-Unis et mes collègues de lutte avaient regardé la télé jusqu'à petit matin et moi je pense que quelque soit le président élu ? aux Etats-Unis ou ailleurs, noir, blanc, marron, asiatique, ce qui compte, c'est qu'elle classe sociale il va servir, parce que je pense que les problèmes du monde du travail ne sont rien d'autre que ceux de la lutte entre intérêts opposés des classes sociales. Des travailleurs ont été touchés qu'un noir accède à la présidence et ont pensé que cela signifiait un recul du racisme aux USA. Bien entendu, les nuances politiques, sociales et économiques des classes dirigeantes ne sont pas à négliger ou à ignorer. Nous devons combattre des courants racistes, antisémites, machistes. Le génocide des Juifs comme le massacre du Rwanda nous en disent long sur la capacité des classes dirigeantes à aller très loin dans l'horreur si elles se sentent menacées dans leur domination par la montée de la lutte des classes. Mais, dans mon for intérieur je pense que, vu l'ampleur de la crise économique mondial, les classes dirigeantes peuvent choisir qui que se soit qui est capable de défendre leurs intérêts, quelle que soit la couleur de peau, le sexe, etc..., du moment que, dans l'immédiat, il peut les sauver de la lutte des opprimés.

Le militantisme et l'engagement ne sont pas innés et personne ne naît avec des idées déjà établies. Et encore moins pour militer que pour quoique ce soit. L'existence d'un individu est tellement aléatoire que, en tant travailleur, on n'est absolument pas à l'abri de quoi que soit et il est difficile, dans ces conditions, d'envisager de militer. Mais, au fait, militer pour quelles idées ? Je me suis rendu compte que, même au Mali, avec nos camarades de l'école, je militais, à mon échelle très petite, contre la dictature, pour une «démocratie», pour le multipartisme, etc, etc. Sans même le savoir, nous militions pour des objectifs démocratiques bourgeois. Sans savoir, surtout, que d'autres

objectifs étaient possibles pour les opprimés : ceux qui consistent à se battre véritablement pour eux-mêmes en tant qu'opprimés.

En fait, ce que je veux dire à tous les travailleurs, du monde entier, c'est qu'il nous faut non seulement travailler et lutter dans ce monde mais comprendre le monde, comment il fonctionne : son économie, sa politique, son histoire. Je pense qu'aujourd'hui je tente de comprendre le monde son économie, sa politique, son idéologie etc. c'est vrai que l'existence d'un homme est complètement «imprédictible». Qu'on le veuille ou non, que, du lever du soleil au coucher du soleil, de jour comme de nuit, on fait ou on dit des choses qui peuvent avoir un but précis, sciemment ou inconsciemment, souvent contre le monde, souvent pour le monde – or, que je ne vois rien autour de moi qui soit un faveur d'un monde vivable pour les exploités. Nous disposons seulement de notre force de travail, quand on a la chance d'en avoir. Rien d'autre n'est fait pour nous, exploités. Mais nous devons non seulement le dénoncer mais le comprendre.

J'ai toujours entendu dire partout que le communisme c'est le sang, la dictature, la guerre, que le mur de Berlin est tombé, que le communisme, c'est le pire des projets pour la société humaine, et pourtant Alexandre se dit communiste révolutionnaires donc internationaliste de fait, je ressens que j'ai toujours été communiste révolutionnaire. Même si j'ignorais cette façon de voir et d'expliquer le monde en tant société de classe, je pense que c'est ce qu'il y a de le plus important, contrairement à ce qui nous a été enseigné à l'École, à ce que l'on nous dit tous les jours. A mon avis, cela signifie qu'il faut complètement repenser le monde y compris sa philosophie.

* Le gauchisme post-moderne en débat

* *«Aujourd'hui une poignée d'autonomes et d'anars nourris à l'insurrectionisme le plus naïf font quasiment office de porte-parole autoproclamés des idées libertaires, et tout le monde semble d'accord pour qu'ils continuent leur petite entreprise de sabotage inconscient.*

«On n'entend qu'eux dans les médias alternatifs avec leur "hauts faits d'armes" et leurs "barricades héroïques" qu'ils ont dressées là où la domination les attendait depuis des mois. Jusqu'au prochain "contre-sommet", où ils nous remettront une couche de "faut tout péter" sans en avoir jamais les moyens. C'est quoi ces types ?

«C'est quoi leur but ? Se construire leur propre mythe ? A qui, à quoi servent réellement leurs "actions" ? Quel enseignement en tirent-ils ? Qu'ils sont les super warriors /résistants de l'époque ? Pour moi c'est juste une version viriliste du Bisounours qui croit encore naïvement que ces démonstrations sont "de force" alors qu'ils sont pilotés et/ou canalisés depuis des plombs par leurs adversaires (et non, ce n'est pas défaitiste de considérer la puissance adverse comme énorme). Dans cette société de contrôle que nous dénonçons quotidiennement, oui l'adversaire est tout-puissant et nos marges de manoeuvres faibles, et particulièrement "risibles" sur le terrain de la confrontation par la force.»

Un internaute anonyme sur Rebellyon. info, le 5 novembre 2008

* Pourquoi avons-nous choisi d'utiliser l'expression gauchisme post-moderne pour nommer cette partie ? «Gauchisme» parce que ce courant se veut plus radical que les partis de gauche traditionnels et que l'extrême gauche trotskyste. Et post-moderne parce qu'il reprend un certain nombre de thèmes du postmodernisme appliqué aux sciences sociales.

Les études culturelles (ce que les Anglo-saxons appellent les «cultural and gender studies») et qui consistent à «déconstruire» les discours des «mâles blancs occidentaux» sexistes et colonialistes), l'environnement, l'écologie, les «nouveaux mouvements sociaux» sont les sources d'inspiration et les sujets de réflexion des intellectuels postmodernes. Ils ne s'intéressent ni à la division du travail, ni aux classes sociales ni à l'exploitation capitaliste, ni à la destruction de l'Etat, questions «ringardes», selon eux.

Les intellos postmodernes conçoivent «le monde social comme un enchevêtrement de flux» et se passionnent pour les «micro-pouvoirs». Leur hostilité aux Lumières, au marxisme et au rôle de la classe ouvrière, leur scepticisme face à la science et au rationalisme, le rôle déterminant qu'ils accordent aux différentes formes d'oppression (raciale, sexuelle, familiale, etc.) les rapprochent politiquement des anarchistes, des libertaires voire des autonomes – à part le courant de l'Autonomie ouvrière italienne¹, courant peu connu en France, et n'ayant pas eu d'équivalent dans les usines et les quartiers de l'Hexagone.

C'est ainsi que l'on peut constater, dans le vocabulaire des radicaux-spontanéistes, de nombreux emprunts de thèmes et de concepts à l'idéologie post-moderne. Il est probable que les «gauchistes» post-modernes français récuseront d'autant plus violemment une telle appellation que le post-modernisme n'a pas été la cible de violentes critiques des marxistes, comme cela s'est passé dans le monde académique anglo-saxon, où tout ce beau monde s'est retrouvé en concurrence et a dû se battre féroce pour l'attribution de chaires dans les universités. Sur le plan philosophique, le gauchisme post-moderne gaulois prospère sur les ruines intellectuelles des compagnons de route du mao-spontanéisme (Foucault) et de ses avatars post-soixante-huitards (MLF, FHAR, etc.), du situationnisme (Debord, Vaneigem), voire même de quelques idées prises chez un ex de Socialisme ou Barbarie (Lyotard).

Ce courant protéiforme va bien au-delà du mouvement anarchiste traditionnel, d'autant plus qu'il rejette ou ignore, le plus souvent, l'histoire du mouvement ouvrier et ses grandes tendances. Ses adeptes combinent un certain nombre de thèmes à la mode depuis une trentaine d'années pour créer leur propre cocktail idéologique en utilisant la totalité ou une partie des ingrédients suivants :

- l'écologie et son catastrophisme apocalyptique–
- la fin des idéologies (qui se traduit par une aversion pour le marxisme et un relativisme antirationaliste)–
- un féminisme ignorant les oppositions de classe–
- une aversion pour la «société de consommation» (qui aboutit souvent à une sorte d'élitisme et de mépris pour les prolos «aliénés par la marchandise et la télé»), dénonciation d'autant plus absurde que les

¹ On lira à ce sujet un livre d'Emilio Mentasti, traduit et publié en 2009 aux Nuits rouges : La Garde rouge raconte. La comité ouvrier de la Magneti Marelli, 1975-1979.

seules «victimes» d'une éventuelle surconsommation se trouvent dans la petite bourgeoisie (traditionnelle ou salariée), et non chez les ouvriers, les salariés précaires, les chômeurs et les RMistes–

– la valorisation acritique des «cultures indigènes» du Sud (parfois teintée de mysticisme)–

– le tiersmondisme (et une indulgence particulière pour les nationalismes et les régimes dictatoriaux du Sud)–

– une défiance, voire un mépris, vis-à-vis de tout discours centré sur la classe ouvrière (qui s'accompagne souvent de la dénonciation de l'«ouvriérisme»)–

– une apologie du «précariat» qui ignore les intérêts sociaux opposés au sein de cette catégorie souvent plus statistique que sociale, du moins dans les pays du Nord–

– une indifférence à la question des droits démocratiques au nom d'un amalgame plus ou moins assumé théoriquement entre démocratie, fascisme et dictature (cf. l'usage de concepts comme «démocrature», «totalitarisme soft», «total-démocratie», etc.)–

– un rapport au politique centré sur le «festif», l'accomplissement des «désirs» et l'épanouissement individuel dans les activités de résistance et de désobéissance généralisée au Capital et à son Etat–

– et même parfois une référence positive à l'autogestion, vieux mythe que l'on croyait définitivement enterré, grâce aux échecs retentissants des autogestions yougoslave et algérienne et à la façon dont ce thème avait été utilisé par la CFDT et le PS dans les années 70.

Cette partie de la revue commence par le Manifeste pour une désobéissance générale, texte moins connu que L'Appel ou *L'insurrection qui vient*, mais dans lequel le lecteur retrouvera la plupart des thèmes du gauchisme post-moderne évoqués ci-dessus. La discussion à propos de *L'insurrection qui vient* et de Les mouvement sont faits pour mourir que nous reproduisons ci-après a eu lieu par écrit et oralement entre un membre de la revue et plusieurs étudiants et ex-étudiants entre décembre 2008 et février 2009. Elle est donc un peu hétérogène au niveau du style des interventions mais, à l'heure où le gouvernement Sarkozy tente de criminaliser certains éléments dits «ultra-gauches» ou «anarcho-autonomes» (termes passe-partout, délibérément choisis pour s'appliquer à peu près à n'importe quel partisan de l'action directe) en obligeant l'extrême gauche électoraliste à choisir le camp de l'Etat et à se démarquer de toute action violente, il peut être utile de s'interroger de façon critique sur le contenu de certains discours politiques «radicaux», tels qu'on les retrouve dans des tracts, sur des sites Internet ou dans deux livres assez représentatifs de

ces tendances confuses, et aussi sur leur réception chez les jeunes et plus spécifiquement chez les étudiants. Le débat est ouvert.

* *Ni patrie ni frontières*

* Adversaire résolu de graphies ridicules comme «illes», «tou- t- es» et autres «ceulles» (?!!!), je me suis permis de corriger cette orthographe élitiste pour obtenir une langue lisible et compréhensible. Les partisans du politiquement correct – gauchiste ou pas – me pardonneront- ils ? (Y.C.)

* Manifeste pour une désobéissance générale

La terreur d'État, l'asservissement industriel, l'abâtissement capitaliste et la misère sociale nous frappent tous et toutes. Insidieusement et continuellement, ces forces néfastes séparent notre être intime. Une partie de nous se voit subrepticement contrainte à être le bourreau de notre autre moi, celui qui rêve, sait et veut que ce monde ne soit pas celui-là. Combien d'entre les citoyens tentent difficilement de défaire la nuit ou pendant leur maigre temps libre ce dont ils ont été complices chaque jour travaillé ? Ce mépris dans lequel nous tient le système est essentiel, comme est fondamentale la négation de nos envies authentiques au profit d'un seul désir : consommer. Au moment où la perspective de l'implosion du système capitaliste devient enfin plausible, il s'agit d'accompagner son effondrement et de s'organiser en «communes» qui privilégient l'être à l'avoir (parce qu'il n'y a plus rien à attendre de l'État) et offrent la possibilité à chacun d'entre nous d'accéder librement (en limitant dans la mesure du possible les échanges d'argent) à la nourriture, à un logement, à l'éducation, et à une activité choisie.

Sous-Comité décentralisé des gardes-barrières en alternance

Ne sauvons pas le système qui nous broie !

Le Sous-Comité décentralisé des gardes-barrières en alternance peut être contacté par mail : sccdgbear@free.fr.

«Aujourd’hui, c’est l’empire des multinationales qui implose sous nos yeux, et la plupart continuent à se lamenter plutôt que de mettre en place une société où la solidarité et le bien commun seraient restaurés. Il s’agit de rompre avec un système qui nous détruit et de bâtir des collectivités et un environnement où il nous sera donné de commencer à vivre. [...] En dépit de la répression meurtrière, des exactions et des tortures, la résistance n’a pas cessé à Oaxaca. Le feu est entretenu sous la cendre. Le mouvement des barricadiers, des libertaires et des communautés indiennes s’est débarrassé des ordures gauchistes – lénino-trotskyto-maoïstes – qui prétendaient récupérer le mouvement. Les choses sont claires et quand le combat reprendra, il sera sans crainte et sans ambiguïté. En revanche, en Europe, où l’on ne fusille plus personne, ce qui domine c’est la peur et la servitude volontaire. Le système financier s’écroule et les gens sont encore prêts à payer leurs impôts pour renflouer les caisses vidées par les escrocs qu’ils ont portés à la tête des États. Ici, à la différence d’Oaxaca, les citoyens élisent le boucher qui les conduira à l’abattoir.» Raoul Vaneigem, octobre 2008

«Les mots nous divisent, les actes nous unissent.»

Tupamaros (Uruguay)

DEPUIS DES DÉCENNIES, LES DIRIGEANTS DE LA PLANÈTE SÈMENT UN VENT MAUVAIS. L’INSTABILITÉ DES VIES DES INDIVIDUS, BALLOTTÉS ENTRE UN PRÉSENT PEU SATISFAISANT ET UN no future érigé en idéal de la soumission a été, pour «nos» dirigeants, ainsi que celles et ceux qui les servent, une excellente façon d’asseoir leur domination, ôtant aux individus toute perspective d’avenir sûr. Tel est le fond de la thèse du dernier livre de Naomi Klein, qui affirme que nous sommes entrés dans l’ère de «la stratégie du choc», selon son titre même : le système soumet les populations à des catastrophes sociales, économiques et guerrières répétées, désorganisant la vie des individus, lesquels ne cherchent plus qu’à se préserver du mieux possible des drames alentour. C’est le chacun-pour-soi généralisé, sous prétexte de sauver encore les médiocres avantages que nous espérons conserver contre toute évidence. Cette thèse est étayée avec beaucoup plus de brio dans *Catastrophisme. Administration du désastre et soumission durable*, de René Riesel et Jorge Semprun, dont le titre dit avec exactitude ce qu’est l’époque dans laquelle nous nous engouffrons. Il est temps, aujourd’hui, que «nos» dirigeants soient balayés par la tempête qu’ils annoncent. Ce système aboutit à la misère de deux ou trois milliards

d'êtres humains, selon les statistiques des organismes officiels eux-mêmes— 963 millions de personnes étaient sous-alimentées en 2008, soit 120 millions de plus que trois ans auparavant. Cette misère est liée au système économique bien sûr, aux transnationales sans aucun doute. Elle a des conséquences non seulement sociales et individuelles, mais aussi culturelles, écologiques – par exemple, c'est bien la misère des paysans du Nordeste qui les pousse à participer à la dévastation de l'Amazonie – , et ainsi de suite. Dans le même temps, les alternatives semblent incertaines, ou peu crédibles. La fin et surtout le refus de la croissance sont encore loin d'être acceptés dans la pensée politique ici, pour ne rien dire des États-Unis ou de la Chine. Quant aux réformes profondes, qui prônent une redistribution totale des cartes sur un mode humaniste radical, elles semblent à beaucoup d'entre nous irréalistes.

Pourtant, il n'y a rien là d'extraordinaire. Ce système nous a proposé jusqu'à maintenant d'accumuler, de vivre à fond dans l'avoir. Et il a acheté notre complicité, alors que des êtres humains n'avaient même pas la possibilité de vivre décemment. Cette misère s'étend à tout être vivant. La terreur d'État, l'asservissement industriel, l'abêtissement capitaliste et la misère sociale nous frappent tous et toutes. Insidieusement et continuellement, ces forces néfastes séparent notre être intime. Une partie de nous se voit subrepticement contrainte à être le bourreau de notre autre moi, celui qui rêve, sait et veut que ce monde ne soit pas celui-là. Combien d'entre les citoyens tentent difficilement de défaire la nuit ou pendant leur maigre temps libre ce dont ils ont été complices chaque jour travaillé ?

Ce mépris dans lequel nous tient le système est essentiel, comme est fondamentale la négation de nos envies authentiques au profit d'un seul désir : consommer. Or, avec le krach, possible ou probable voire proche, de l'économie, il s'agit maintenant d'être, et de nous passer de ces avoirs frelatés. Car le système, dans les mois qui viennent, va se montrer de plus en plus incapable de satisfaire nos simples besoins, même de produits empoisonnés.

Au moment où la perspective de l'implosion du système capitaliste devient enfin plausible, dans la mesure où la consommation qui semble la condition de son maintien, est en train de chuter, il s'agit d'accompagner son effondrement et de s'organiser en «communes» qui privilégient l'être à l'avoir (parce qu'il n'y a plus rien à attendre de l'État, comme le montre l'analyse des démocraties sud-américaines qui suit) et offrent la possibilité à chacun d'entre nous d'accéder librement (en limitant dans la mesure du possible les échanges

d'argent) à la nourriture, à un logement, à l'éducation, et à une activité choisie.

Des «démocratures» annoncées par l'histoire politique et sociale de l'Amérique latine entre 1970 et 2000

Qu'y aura-t-il demain à la place du système actuel ? Ne soyons pas naïfs, le système politique en place a déjà construit sa réponse. Il s'est doté en France (aux États-Unis et dans la plupart des pays d'Europe) depuis les années 1980 d'une législation spéciale dite antiterroriste qui l'autorise à se passer désormais de la «justice». Dans le même mouvement, il a déjà effectué le transfert de ses moyens de sa main gauche à sa main droite : de la main qui soigne à celle qui punit, des services sociaux et hospitaliers aux bons soins de la police et de la prison. Nous sommes entrés, déjà, dans une période d'interpellations arbitraires, de comparutions immédiates suite à des manifestations, ou encore de condamnations à des amendes disproportionnées.

Le système est donc prêt à fonctionner, d'autant qu'il a déjà été testé grandeur nature en Amérique latine dans les années 1970-2000. On se contentera de tracer les grands traits d'une analyse de la dictature démocratique, ce qu'Eduardo Galeano appelle la «démocrature», une dictature ayant l'apparence formelle de la démocratie (élections libres, notamment). Pour plus de détails, nous renvoyons, encore, à Naomi Klein, René Riesel et Jorge Semprun, Angela Davis et ses Goulags de la démocratie, ou d'autres analyses prenant en compte l'évolution récente du système capitaliste, sur un mode non paranoïaque – car nous refusons les théories du complot qui n'effleurent que la superficie des choses, tout en anticipant la défaite et «justifiant» ainsi le refus préalable de livrer combat.

En 1973, Augusto Pinochet et l'armée chilienne, puissamment aidés par la CIA, ont mis à bas un régime qui était de toute façon devenu impopulaire – il ne faut pas oublier que Allende n'avait pas su gagner à lui de larges secteurs de la population pauvre des grandes villes. Ce qui nous intéresse surtout est que Pinochet a mis en place une Constitution conforme à sa dictature, mais qui permettait aussi de repasser à la «démocratie», et cela sans remettre jamais en cause le système économique chilien. Le Chili est en effet une réussite en Amérique latine du point de vue du système économique, puisque le pays est passé sans encombre d'une dictature musclée à une démocratie. C'est une leçon que n'oublie pas Sarkozy, Berlusconi et tous les autres : on peut passer de la démocratie à la dictature puis à la démocratie sans que cela gêne en quoi que ce soit le système économique. Point fondamental dans une société où le seul horizon

que les dirigeants offrent aux masses est de travailler pour produire pour consommer. Dans les années 1990, deux pays firent l'expérience inverse de celle du Chili : l'Argentine et le Pérou.

En Argentine, Carlos Menem fut élu en 1989, fit modifier la Constitution qui ne prévoyait qu'un seul mandat pour être réélu en 1995. Il ne quitta le pouvoir qu'à reculons en 1999, après avoir mis le pays à sac. Menem ne vit plus en Argentine, et, jouant le rôle trop théâtral du bon dictateur désavoué par un peuple ingrat, a pris la route de l'exil doré – comme le Péruvien Fujimori, le Zaïrois Mobutu ou le Mexicain Salinas de Gortari. L'étonnant dans le cas Menem est qu'il a pu procéder comme un véritable dictateur tout en étant élu et réélu de manière démocratique. Tel est son tour de passe-passe réalisé de façon magistrale. Plus besoin de coup d'État pour faire parvenir au pouvoir des oligarchies aux vues étroites qui servent les intérêts de groupes extrêmement restreints. Mais la démocratie n'est rien sans la volonté républicaine, au sens étymologique du terme, *res publica*, « chose publique », c'est-à-dire un pouvoir exercé au nom de tous, pour leur intérêt. Or, il y a bien longtemps désormais que la démocratie n'est plus républicaine : les élections ne sont plus qu'un rite creux, lors duquel on nous demande de choisir entre l'un et l'un, ou l'autre et l'autre, tandis que les intérêts de tous – la *res publica* – sont constamment bafoués par la tyrannie économique et le profit de quelques-uns.

Au Pérou, Alberto Fujimori fut élu en 1990, réélu en 1995 et encore en 2000 – après avoir dû modifier la Constitution et avoir été accusé de corruption, de pratiques électorales frauduleuses, etc. Peu importe : aucun argument n'a atteint le tyran, car il en fut bien un. Fujimori a tiré argument de la lutte contre le terrorisme et le narcotrafic pour faire avaliser des pratiques illégales, de la part de l'armée et des escadrons de la mort – militaires ou paramilitaires – , allant jusqu'à l'assassinat collectif d'étudiants, par exemple. La torture est redevenue sous son règne monnaie courante dans cette démocratie d'Amérique du Sud. La démocratie au Pérou n'a pas été « remise en cause », pas plus que la démocratie américaine après les actes inhumains commis par des militaires à Abou Ghraïb ou à Guantanamo. Il nous faut réfléchir à ces faits fondamentaux, et suivre Angela Davis dans *Les Goulags de la démocratie* lorsqu'elle constate que la démocratie s'accommode d'actes qui n'ont rien à voir avec l'idée que l'on peut se faire d'un peuple exerçant son propre pouvoir sur lui-même...

Un système total-démocrate peut-il s'imposer aussi en France ?

Et en France ? «La démocratie ne fait pas toute la légitimité d'une république. Un pouvoir tyrannique peut se mettre en place démocratiquement. Depuis des années, il est déjà à l'oeuvre pour des catégories de population telles que les habitants des quartiers (pourtant déclarés sensibles), les sans-papiers, la jeunesse dans son ensemble – et n'oublions pas que l'âge de la responsabilité pénale vient d'être porté à douze ans tandis que le dépistage de la déviance commence à la maternelle ! L'histoire comme on sait ne se répète pas et les formes de totalitarisme à venir sont forcément inédites. Nous sentons bien qu'une nouvelle sorte de régime politique, insidieusement, se met en place. Quand, à l'heure du laitier, un journaliste est brutalement interpellé chez lui, devant ses enfants– quand des enfants innocents sont arrachés de l'école et renvoyés dans leur pays d'origine– quand une association caritative est condamnée à de lourdes amendes pour être venue en aide aux sans abris– quand...» Tel est le constat de Jacky Dahomay, professeur de philosophie à la Guadeloupe, démissionnaire du Haut-Conseil à l'Intégration.

Certains diront qu'il existe encore des contre-pouvoirs, que l'on peut «faire confiance» à nos concitoyens, à nos qualités d'humanité, que les pouvoirs quels qu'ils soient n'ont pas encore réussi à extirper. Il serait facile d'allonger la liste de ces exhortations pieuses qui reposent sur quelle analyse ? Car, faire confiance a priori aux êtres humains, aux Français et aux autres, au moment même où ils sont le plus gangrenés, isolés, acculturés, par des conditions de travail et d'éducation dégradées et par la télévision et l'Internet qui déversent leur message de consommation à outrance est de plus en plus difficile – c'est d'ailleurs une des clés de la réussite de ce système qui nous oppresse – , et à la fois dangereux et injustifiable.

Vers un monde totalitaire et mortifère ?

Le système actuel représente le danger majeur, celui de la continuation de cet existant qui détruit la planète, qui nie les vies humaines, qui insuffle dans nos esprits les relents mortifères de l'individualisme jusqu'à la désintégration du corps social. Le système n'est pas en train de s'effondrer du fait de notre contestation ou de quelque cause qui lui serait externe. Ce que nous vivons en 2009 est l'effondrement du système sous le poids de ses propres contradictions. Pensons par exemple à la crise écologique, qui est née de l'explosion de la consommation couplée à la nécessité de produire à bas prix, donc en ne respectant aucune des limites qu'impose la préservation de notre environnement.

Bien entendu, le système n'a pas une seule carte à jouer, celle de la dictature. Il espère par exemple que le «réalisme» l'emportera dans les familles et que nous nous contenterons d'une vie au rabais, comme les Français des années 1940-1944 soumis aux restrictions des libertés et de la nourriture. Les États engagent aussi une course effrénée au «capitalisme vert», à cette écologie à la Al Gore, qui espère ou prétend que nous pouvons sortir de tous les gouffres à la fois – écologique et économique, financier et social – en devenant tous de bons petits citoyens écolos, capables de réduire leur consommation, de se serrer la ceinture et de laisser nos élites actuelles continuer à nous diriger, et à voyager en avion de congrès en symposium. Il faudrait dans ce cas que tout se passe sans heurts et que nous réprimions la montée de nos envies contestataires, au nom de la survie du vaisseau planétaire... que nos élites elles-mêmes conduisent dans le mur.

Là encore, nous pourrions allonger la liste des «solutions» qui s'offrent au système. N'oublions pas d'en citer encore une, la guerre, tout simplement, car un bon moyen pour les États-Unis d'effacer leur dette serait de faire comme l'ont toujours fait les États endettés : refuser de payer leurs créanciers. C'est ainsi que le Régent, en France, a renfloué les caisses du Trésor grâce à la banqueroute de Law – c'est-à-dire la faillite des bourgeois créanciers du Trésor royal. Mais le hic, aujourd'hui, est que les créanciers des États-Unis s'appellent la Chine et les pays arabes producteurs de pétrole – refuser de les rembourser de façon unilatérale, cela signifie sans doute la guerre. En temps de guerre, la dictature s'imposerait d'elle-même... D'ailleurs, le capitalisme vert dans sa version la plus crédible est dictatorial : imposition sans discussion de nouveaux critères de consommation, que seuls les puissants pourront ne pas respecter, s'assurant ainsi, comme toujours, la position dominante et le pouvoir réel sur l'emploi de nos vies.

Il faut donc oeuvrer à l'effondrement rapide de ce système. On peut espérer que cet effondrement aboutira de fait à des recompositions des solidarités, à des niveaux locaux et non plus transnationaux – les AMAP (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), les SEL (systèmes d'échanges locaux), les jardins solidaires en sont quelques exemples. On peut envisager que les individus et les groupes sociaux chercheront enfin à sortir du système qui ne pourra même plus satisfaire les envies qu'il suscite pour subsister – car la consommation est le moteur de la croissance, mais pas seulement : elle est le boulet au bout de notre chaîne qui nous attache à la conservation de nos «avantages» (mal) acquis, envers et contre tout.

Au lieu de ce monde mortifère et bientôt dictatorial, nous nous entendrons ensemble, sur place, découvrant à la fois notre capacité à nous organiser et en même temps l'impossibilité de compter sur un système failli. Ce peut être du rêve que de penser cela. Une utopie ! Quoi qu'il en soit, avant l'effondrement, il serait dramatique d'y renoncer d'emblée. Déclarer le combat perdu avant même de l'engager reviendrait à souhaiter que, d'une façon ou d'une autre, ce système perdure, avec son cortège d'iniquités, de destructions, d'inhumanité. C'est pour cela que nous devons retrouver la confiance perdue en nos propres utopies. Ce n'est pas de « croyance » dont il s'agit ici, mais plutôt de construction d'un futur à la fois utopique et réaliste.

Non-coopération intégrale ! Désobéissance civile généralisée !

Les dernières décennies ont été fécondes en luttes diverses partout dans le monde. Certaines peuvent nous inspirer dans le contexte actuel. En Uruguay, les Tupamaros avaient lancé comme slogan, au début des années 1970, « Les mots nous divisent, les actions nous unissent ! » C'est un excellent début. En France, et sans doute dans d'autres pays d'Europe, nous pourrions peut-être sortir de nos éternelles manies de cogitations stériles et à perte de vue, qui n'entraînent entre nous que des divisions microscopiques. On dirait que nous prenons un malin plaisir à chercher ce qui nous divise et nous singularise plutôt que ce qui pourrait nous réunir dans une action contre un ennemi commun. Tel est le fond du problème : nous imposer en tant qu'individu singulier, même si le prix est de ne pouvoir coopérer dans nos luttes. Or, nous avons un ennemi commun sans nul doute, du moment que nous le désignons ainsi : la dictature qui monte et qui, de jour en jour, nous force de fait à coopérer avec elle pour sauver de médiocres avantages matériels.

Le pouvoir cherche à nous faire adhérer de fait, par de petites renonciations, à sa politique. Ce n'est pas entièrement nouveau, peut-être, mais ça l'est quand même dans la mesure où la situation économique, sociale et politique se dégrade, pour le pouvoir et pour l'État d'une façon brusque et rapide. Il est donc amené à resserrer les rangs. Ainsi, dans l'Éducation nationale, les enseignants et les chefs d'établissement sont forcés d'appliquer des circulaires diverses dont ils ne veulent pas et sur lesquelles ils n'ont pas été consultés.

Puisque l'État exige notre soumission...

Les personnels des services sociaux se retrouvent face aux mêmes contraintes, en gros gérer – c'est bien de cela qu'il s'agit – le cheptel humain défavorisé avec des moyens de plus en plus réduits. Ces fonctionnaires comprennent bien désormais que c'est sur leur

humanisme et leur dévouement que l'État compte pour faire passer ses propres mesures antisociales. C'est un réalisme du pire : «On ne peut pas faire mieux et ça pourrait bien être pire.» Réalisme de pacotille, mais formidablement efficace dans un contexte catastrophiste de prétendue guerre économique, de restriction des subventions et des crédits sociaux tous azimuts.

Autre exemple : dans les centres de rétention des aéroports dans lesquels attendent les expulsés, les bénévoles des associations les moins compromises avec l'État, sa police et son Ofpra, sont aux prises chaque jour avec ce dilemme. Les bénévoles de l'Anafé et de la Cimade doivent continuer à aider les migrants sans papiers tout en sachant que la majorité d'entre eux seront expulsés, ou cesser la mascarade mais alors abandonner les migrants à leur triste sort. On pourrait multiplier à l'infini les exemples. Chacun sent confusément ou précisément cette montée de la demande de l'État, qui exige, mais en douceur, que nous consentions à ses décrets et lois, de plus en plus iniques.

Il convient ici de rappeler que le processus, dans l'Allemagne nazie, a été exactement du même ordre. Les «ennemis de l'État», les juifs et autres «ennemis» de la prétendue race aryenne n'ont pas été conduits directement en camps de concentration et d'extermination. Le cas des juifs est exemplaire : ils ont d'abord été contraints de s'identifier en tant que juifs, de se déclarer, puis spoliés de leurs biens, avant d'être contraints à quitter leurs domiciles, puis leur ville de résidence pour être confinés dans certains quartiers, dans des ghettos puis expédiés dans des camps, d'abord de concentration, et enfin exterminés comme on le sait. Le processus, on ne devrait pas l'oublier, a été graduel et non brutal. D'ailleurs, tout avec Hitler fut graduel— c'est Mussolini qui a avancé le plus brutalement. De nos jours, en France et en Europe, le modèle est bien l'organisation dictatoriale avançant pas à pas, légiférant sans cesse et créant de multiples étages administratifs dans le but de mettre en oeuvre sa politique en divisant et en répartissant les tâches ignobles, les faisant ainsi accepter par la majorité. La dictature qui se profile s'avance en tâchant de ne pas nous laisser la moindre possibilité de refus. Le système s'est attelé depuis longtemps à modeler la langue pour qu'elle serve à domestiquer les esprits. Dans son ouvrage, LQR, la propagande du quotidien (pour *Lingua Quintae Republicae*), Éric Hazan analyse la langue de la Cinquième République et rend hommage aux analyses de Victor Klemperer, qui dans un essai sur la langue du III^e Reich, paru en 1947, expliquait comment la propagande nazie avait pu s'insinuer dans toutes les couches de la population allemande et rendre acceptable l'inacceptable.

Il montre ainsi comment «par imprégnation lente, la langue du néolibéralisme créée et diffusée par les publicitaires et les économistes, reprise par les politiciens et les journalistes, est devenue l'une des armes les plus efficaces du maintien de l'ordre».

C'est la même politique que le «Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous» de George W. Bush au moment de la guerre en Afghanistan puis contre l'Irak en beaucoup plus subtil !

... refusons de nous soumettre !

La réponse à apporter se dessine d'elle-même : non-coopération radicale à partir de maintenant avec le pouvoir. Refusons dès maintenant d'appliquer les lois et de mettre en oeuvre la politique qu'il nous impose, que nous soyons fonctionnaire, cheminot, enseignant, policier, magistrat, élève ou étudiant, ou encore que nous travaillions dans le privé, car là aussi nous devons appliquer des politiques ignobles, cela dans à peu près tous les secteurs, y compris dans l'édition, prétendu bastion culturel.

Pour cela, nous pouvons nous inspirer du mouvement de désobéissance civile mis en oeuvre en Inde par tous ceux qui ont voulu chasser les Britanniques de leur pays dans les années 1920-1947. Durant toutes ces années, des Indiens ont refusé de payer l'impôt sur le sel, de remplir les tâches administratives imposées par les Britanniques, ou d'acheter des marchandises fabriquées au Royaume-Uni. cela n'a pas suffi à obtenir le départ des Britanniques d'Inde, puisqu'il a fallu attendre la fin de la guerre pour que Londres, subissant la pression idéologique et diplomatique des États-Unis, soit contraint de liquider son empire colonial. Mais, de nos jours, le contexte est différent, et il est plus favorable. Nous vivons dans un pays dominant – nous n'avons pas à lutter, comme les Indiens de la première moitié du XX^e siècle, contre l'illusion que le progrès viendrait de la puissance coloniale installée chez nous – illusion qui a tant retardé la mise en marche du monde indien vers la liberté, comme l'explique Nehru dans *La Découverte de l'Inde*, ou encore Tagore dans *Vers l'homme universel*. Sans oublier que le pays n'avait jamais été vraiment uni dans les siècles précédent la domination britannique.

En France, la situation est très favorable à l'extension de la désobéissance généralisée. Elle se développe d'ailleurs chez tous ces professeurs ou directeurs d'établissements scolaires qui refusent d'appliquer les directives gouvernementales, à commencer par celles qui concernent le fichage administratif et policier des élèves, ou encore l'installation de dispositifs biométriques pour contrôler l'accès aux cantines. Cette désobéissance est aussi celle des autoréducteurs qui

recupèrent gratuitement dans les supermarchés des marchandises qu'ils redistribuent aux pauvres et aux sans-abri qui en ont un besoin impérieux. Et elle est en germe ou fleurit dans nombre de luttes des sans-abri, dans la lutte permanente des squatteurs, dans le mouvement de 1995 et dans l'embrasement de 2005. La désobéissance se généralise sous nos yeux ! Et si parfois nous nous trompons de colère, n'oublions pas qu'elle existe et sourd partout et à tout moment dans chaque coeur de tout citoyen du monde qui a maille à partir avec les pouvoirs. Faisons savoir que, décidément, nous refusons dès maintenant d'appliquer les mesures dictatoriales ou pré-dictatoriales que le gouvernement fait voter presque chaque jour.

Nous appelons les individus qui n'acceptent plus les faux semblants démocratiques à désobéir aux lois injustes qui criminalisent le mouvement social et enferment nos camarades, à désertter les partis et les organisations qui collaborent avec les démocraties en place, à préparer la grève générale et à se joindre à toutes les actions de démonstration de force, dans la rue et ailleurs. Saisissons toutes les occasions pour construire au quotidien, dans les rencontres et dans la lutte, l'outil dont nous avons besoin pour mener nos actions. Parti pour certains, syndicat, coordination ou organisation révolutionnaire pour d'autres, peu importe si l'objectif de ces formes politiques est d'établir la démocratie directe que le pouvoir en place et les capitalistes craignent bien plus que la dictature policière et militaire qu'ils préparent activement. Agissons dès maintenant en profitant du peu de liberté qui nous reste, pour construire ensemble par la grève générale cette démocratie directe qui nous permettra de nous regrouper, de lutter, de nous organiser et de vaincre.

Sous-Comité décentralisé

des gardes-barrières en alternance

* Introduction au débat sur L'insurrection qui vient et Les mouvements sont faits pour mourir

Yves : Les «émeutes» de 2005, le mouvement contre le CPE en 2006 et celui contre la LRU en 2007, d'un côté, le style de gouvernement brutal et ouvertement répressif développé par Sarkozy d'abord au ministère de l'Intérieur puis à la présidence de la République, de l'autre, ont créé un contexte favorable à la résurgence de certains discours faisant l'apologie de l'«action directe» violente, de la castagne avec les flics, voire du sabotage (comme celles de quelques installations de la SNCF en novembre 2007) et du «tir au poulet» (comme à Villiers-le-Bel). Le tout dans un contexte :

– où les jeunes des classes populaires savent que, pour la plupart, ils vivront moins bien que leurs parents,

– où ils galèrent pendant des années avant de trouver un boulot «fixe» et mal payé,

– où, à partir d'environ 50-55 ans, on leur prédit qu'ils galèreront à nouveau et dans des conditions encore plus défavorables que pendant leur jeunesse. On peut considérer que l'on a désormais en Europe occidentale un noyau dur de travailleurs qui ont un emploi salarié à peu près stable entre 25-30 ans et 50-55 ans, mais que, avant et après ces deux étapes de leur vie, la précarité fait et fera des ravages pendant une période dont on ignore absolument quand – et si – elle se terminera un jour. Bref une génération no future.

C'est dans une telle situation que l'on assiste à la diffusion de tracts et de brochures au ton incendiaire voire apocalyptique– à la republication de textes des autonomes italiens ou français des années 70– à la remise en circulation de films ou de livres sur les Weathermen, le MIL, la Fraction Armée rouge ou les Black Panthers– et à l'édition de livres comme *L'insurrection qui vient* ou *Les mouvements sont faits pour mourir*. On pourrait aussi évoquer le

contenu très ambigu de la campagne en faveur de la libération immédiate des prisonniers d'Action Directe. Cette campagne est absolument justifiée dans la mesure où elle dévoile et dénonce la barbarie du système pénitentiaire actuel qui cherche à ce que les militants d'Action Directe crèvent de mort lente en prison. Donc, pour des raisons à la fois politiques et humanitaires, il est indispensable que les militants d'AD soient libérés tout de suite. Mais cette campagne interdit, de fait, toute discussion sur les «théories» politiques qui ont abouti aux meurtres de George Besse et du général Audran. Elle va même jusqu'à présenter Action Directe comme le prolongement pur et simple de la lutte armée contre le franquisme, lutte jugée, elle aussi, intouchable car «antifasciste». Ce qui verrouille et délégitime doublement toute remise en cause des positions militarostalinienne encore défendues par les militants d'Action Directe dans des livres comme *Le prolétariat précaire*, par exemple.

Mais la diffusion de ces idées a d'autres conséquences graves : certains de ceux qui croient à ces discours favorables à la lutte armée ou au sabotage dans la situation française actuelle, ou qui en partagent les raisonnements même s'ils n'ont jamais lu ces bouquins ou ces brochures, passent à l'acte. Et ces actions «illégal» leur valent de lourdes condamnations, comme cela a été le cas pour ceux qui ont été arrêtés lors de saccages de permanences de l'UMP, de bris de vitrines au cours de manifestations étudiantes, d'occupations de facultés en 2006 et 2007, de protestations contre l'élection de Sarkozy aux présidentielles, etc.

Dans un tel contexte, les journalistes recherchent évidemment des boucs émissaires (les «jeunes de banlieue» qui «glandouillent», comme dit l'inénarrable Fadela Amara), mais cela ne leur suffit pas pour noircir du papier et intoxiquer les téléspectateurs. Ils aimeraient bien trouver un Etat-Major Insurrectionnel Secret (un «Comité invisible» justement) – et les «autonomes» (surnommés les «totos») font donc une cible de choix. Notre objectif ici n'est pas de chercher à identifier un chef d'orchestre clandestin (de toute façon inexistant) mais de nous demander pourquoi des textes comme *Les mouvements sont faits pour mourir* ou *L'insurrection qui vient* ont surgi à l'occasion des «émeutes» de 2005 et des récents mouvements étudiants et pourquoi leur langage est repris dans un certain nombre de tracts, dans des discussions sur Internet, et par une petite minorité de jeunes révoltés qui ne se reconnaissent dans aucune des organisations officielles de l'extrême gauche ou du mouvement libertaire. Il doit bien y avoir une raison en dehors du mimétisme «pro-situs» (pro-situationnistes) ou «pro-totos»

(pro-autonomes) pour que ces textes circulent et soient édités. Cela correspond forcément à quelque chose dans la situation politique actuelle. Et c'est sur ce «quelque chose» qu'il serait utile de s'interroger.

On pourrait aussi se demander :

– pourquoi les mouvements étudiants et lycéens sont-ils quasiment annuels en France depuis 40 ans ? Sont-ils une expérience sociale réservée grosso modo aux 15-25 ans, un «rite de passage» typiquement français et qui n'a aucune conséquence politique significative ? Ou ont-ils un sens particulier et lequel ?

– pourquoi le discours que les marxistes appellent «anti-organisation» ou «spontanéiste» a-t-il un certain succès à la fois dans les milieux lycéens et étudiants, mais aussi dans les milieux altermondialistes ?

– ce discours apparaît-il plus radical (ou plus authentique) que celui de l'extrême gauche ou des libertaires ? Plus antibureaucratique ? Sur quel genre de pratiques débouche-t-il ? Quel genre de gens (étudiants ou pas) se reconnaissent-ils dans ce discours dit «toto» ou «pro-situ» ? J'ai l'impression que les idéologies radicales (je ne parle pas de l'extrême gauche qui s'adresse fondamentalement aux employés, aux fonctionnaires, aux profs et aux classes moyennes inférieures syndiquées) ont un public potentiel dans la jeunesse assez important. Cela ne concerne plus simplement ceux qui veulent se la jouer bohème ou ont des vellétés artistiques comme les situationnistes des années 60, mais tous ceux qui galèrent, et ils sont aujourd'hui des millions. Cela m'a frappé en discutant avec deux jeunes Américains qui participent à un réseau informel dans des boutiques, des restaurants et des bars dans leur pays : ils filent de la marchandise gratuitement à certains clients, ne font pas de tickets de caisse, offrent parfois le café à toute la salle, bref, ils font des trucs illégaux et dangereux pour eux s'ils se faisaient piquer par leurs patrons et surtout si les flics pouvaient établir l'existence d'un réseau de fraude et de redistribution gratuite généralisée. Ce sont des étudiants, des ex-étudiants, des précaires qui ont l'impression que les textes des situs ont été écrits pour eux aujourd'hui, que la description de la société qui est faite dans leurs textes correspond exactement à celle de leur réalité quotidienne actuelle aux États-Unis, etc.

En quoi le discours des «post-autonomes» ou «post-situationnistes» se différencie-t-il du discours anarchiste classique ?

- Généralement ces textes ne mettent pas au centre de la transformation sociale «le prolétariat», la «classe ouvrière» ou les «travailleurs», mais plutôt les «précaires», ou tout simplement les «individus». Est-ce parce que la société capitaliste a radicalement

changé ? Parce que les grandes concentrations industrielles n'existent plus ? Que la classe ouvrière traditionnelle aurait disparu ? Ou parce que ce discours est porté par des étudiants – peu ou pas insérés dans le moule du travail ? Et de quel travail ? Je ne me sens pas capable de répondre à toutes ces questions. Je ne peux qu'avancer quelques hypothèses pour lancer la discussion :

* L'université et le milieu étudiant en général sont devenus le lieu d'expérience d'une catégorie sociale (la jeunesse), en tout cas d'une fraction importante de celle-ci. Dans ce sens, d'ailleurs, l'idéologie «post-situationniste» ou «post-autonome» séduit peut-être autant des jeunes «petits bourgeois» que des jeunes révoltés (d'origine plus populaire), tant il est vrai que l'on se révolte plus facilement quand on est boursier, que l'on est obligé de bosser pour payer ses études et que l'on est fils ou fille de petits salariés.

* Le fait qu'une fraction importante de la jeunesse n'arrive pas à s'intégrer» socialement (donc à accepter, de gré ou de force, la discipline capitaliste) avant 25-30 ans fait qu'effectivement les rapports avec la famille sont beaucoup plus longs et tendus qu'auparavant. Pour une partie des jeunes, cela se termine parfois par l'exclusion du foyer familial, des séjours à la rue ou dans des squats extrêmement précaires, la manche, la consommation d'alcool ou de came pour tenir le choc, etc.— pour d'autres, cela se traduit par des allers-retours chaotiques et vécus comme humiliants dans la maison familiale en fonction des aléas professionnels jusqu'à un âge beaucoup plus avancé qu'il y a trente ans. Dans un tel contexte, la frustration, l'exaspération, le ras-le-bol contre toutes les formes d'oppression (y compris familiale), contre la consommation effrénée promue par le système mais hors de portée pour ces jeunes (à moins qu'ils ne fauchent – avec tous les risques que cela comporte), ne peuvent que s'exacerber. Toutes choses qu'expriment assez bien (même si c'est dans un style verbeux) des livres *L'insurrection qui vient* et *Les mouvements sont faits pour mourir*.

* Le rapport des étudiants les plus radicaux à leur milieu (milieu qui les fait «gerber», dixit Cédric) est justement le signe que le statut social de l'étudiant a changé. On est passé d'une minorité élitiste, réactionnaire et privilégiée (disons jusqu'à la fin des années 50) à une couche sociale beaucoup plus large et socialement hétérogène. La montée du chômage et les changements intervenus dans la place et le statut du travail intellectuel et même des connaissances acquises à l'université ont fait que les étudiants ont beaucoup moins d'illusions sur leur savoir ainsi que sur la factibilité et le réalisme de leurs aspirations sociales. En clair, ils ne croient plus pouvoir grimper aussi

facilement dans la société. (Une prof de lycée du SNES qui manifestait récemment contre la venue de Sarkozy à Lille racontait qu'elle touchait proportionnellement en fin de carrière – 2000 euros – ce que touchait un prof en début de carrière il y a 20 ans.)

* Il y a une spécificité du milieu étudiant qui tient à ce qu'est devenue l'université dans les pays capitalistes avancés : un sas pour passer de la vie scolaire à la vie professionnelle – un lieu où s'établit une sélection sociale féroce – une institution où les rejetons des classes moyennes apprennent à prendre au sérieux leur future identité professionnelle et à acquérir une haute idée de leur statut social potentiel – mais aussi un milieu où il y a des contre-tendances : une distribution de savoirs souvent totalement inutiles – sur le plan social, intellectuel ou professionnel – pour ceux qui vont jusqu'au bout de leurs études – mais aussi la révolte de tous ceux qui sont rejetés pour leurs mauvais résultats, et celle de ceux qui perdent leurs illusions sur le savoir, les professeurs, l'esprit critique, voire tout simplement l'intérêt du métier qu'ils pensaient apprendre et exercer. Là encore, on comprend pourquoi des livres comme *L'insurrection qui vient* peuvent trouver un écho dans un tel public.

Pétunia : La question de savoir pourquoi des textes comme *L'insurrection qui vient* ou *Les mouvements se cachent pour mourir* ont un petit impact sur le milieu étudiant est vaste et subjective. Elle répond à mon avis à plusieurs causes. Je vais en citer certaines qui sont parfois un peu anecdotiques et que je vous livre en vrac.

D'abord, comme tu le soulignes, Yves, la reproduction sociale des classes moyennes n'est plus assurée, et les possibilités d'ascension sociale se réduisent depuis les années 80 (je dis ça à la louche, mais c'est l'impression que j'en ai). L'apparition d'«intellectuels précaires» l'illustre bien. Il y avait, par exemple, dans le mouvement contre la LRU (ou loi Pécresse) en 2007 une prof ATER, qui affirmait venir d'un milieu ouvrier – mais à la prononciation bourgeoise marquée – -, qui vit avec 1 200 euros par mois dans une chambre de bonne. Elle était plutôt modérée dans ses interventions en assemblée générale, mais elle s'y impliquait d'abord pour des raisons individuelles, sociales et économiques. Elle ne rentre donc pas dans le cas des jeunes séduits par les discours «totos».

Ce changement pour les classes moyennes semble créer du malaise (et de la mauvaise conscience) chez ces catégories et dans la société en général – on peut toujours être dans une situation sociale pire. Je ne pense pas spécialement que c'est parce qu'on est un «galérien» qu'on va se révolter – ces discours ont l'air de fonctionner chez des individus

assez hétéroclites. Cela dit, le mouvement contre la LRU (ou contre le CPE ??) a plus touché les étudiants des facultés d'art, de philo, et de sciences humaines... et pas ceux d'économie-gestion ou de droit – dans les facs populaires aussi hétérogènes socialement, on trouve davantage de fils de prolos dans ces filières. Les personnes les plus sensibles aux discours «totos» viennent même parfois carrément de la bourgeoisie (fils de professions libérales, chirurgiens, etc. , et qui ont leur appart' dans Paris), mais ne collent pas aux envies de leurs parents.

Les gens impliqués ont aussi souvent une tradition familiale politique, une culture politique, sont parfois les enfants d'ex-soixante-huitards. J'ai ainsi découvert que les parents d'une rebelle plutôt «toto» qui partait en vacances de ski étaient trotskystes. Je pense donc que l'intérêt de ces textes vient du fait qu'ils formulent de manière confuse des questionnements profonds, diffus et partagés dans la jeunesse, c'est-à-dire chez ceux qui ont le plus le loisir de se poser des questions, raison de plus chez les étudiants.

Il y a dans le discours «toto» un fourre-tout de références historiques (recyclage de mai 68 à toutes les sauces...) qui ont une sorte d'aura magique, qui permet de se reconnaître sans trop savoir de quoi il s'agit exactement, et ce à un âge où l'on est indécis et inquiet par rapport à l'avenir. Dans ce type de discours, on trouve toute une série de projections (politiques, sociétales, et personnelles) qui s'édifient dans le verbe tout-puissant. C'est souvent un bric-à-brac d'idéologies (situs, anarchistes..., avec parfois certains relents maoïstes), on reste la plupart du temps dans l'absence d'autodéfinition et davantage dans l'auto-affirmation.

Je crois aussi que les «désirs» de l'individu s'opposent irrémédiablement à un monde terriblement compliqué, que l'on n'arrive pas à saisir. L'impuissance à changer quoi que ce soit se transforme en un discours magique, prophétique, mystificateur, et en une toute-puissance fantasmée (celle que procure l'illégalité...). Et de là, la radicalité devient une fin en soi, car elle donne une identité, un sens à ce qu'on fait, et ce qu'on dit. Bref, c'est la seule fuite possible dans le discours militant radical.

Théodule : Je ne crois pas que la «capacité» de révolte soit liée directement à (et donc déterminée par) la condition économique de la personne, disons de l'étudiant vis-à-vis d'un mouvement social qui se profile sur son lieu d'étude. Dans le dernier mouvement, j'ai vu aussi bien des boursiers en galère, des ex-galériens qui avaient passé une ou plusieurs années à la rue à faire la manche, que des bobos, ou des personnes comme moi, c'est-à-dire dont les parents ont les moyens de

me donner 50 euros d'argent de poche par mois. Bref, je pense que c'est assez complexe. Surtout qu'en face, dans ma fac, les seules personnes qui se sont montrées violentes avec les grévistes, ce sont trois mecs qui galéraient vraiment pour trouver à bouffer et à ramener un peu de thune chez leur parents. Au premier abord, ils nous prenaient vraiment pour des ennemis, des bourgeois qui foutaient la merde pour délirer et s'amuser un peu. Après discussion, on a pu s'expliquer, et ils ont pas mal revu leur point de vue, mais il a fallu beaucoup de temps, de patience et de calme pour y arriver. Au final, ça a juste permis qu'ils ne reviennent pas nous balancer de la gazeuse sur la tronche, mais pas qu'ils rejoignent le mouvement.

Je ne reviens pas sur l'intervention de Pétunia avec laquelle je suis d'accord, mais je pense qu'elle a soulevé un point vraiment fondamental pour comprendre l'influence que ce genre de textes peut avoir sur certaines personnes. Cela rejoint, je pense, ce que disait Yves à propos des jeunes aux Etats-Unis qui se reconnaissent dans les discours situationnistes. Et c'est aussi, mais de manière bien plus distanciée peut-être, ce qui m'intéresse et m'interpelle dans ce genre de textes (je parle des textes situationnistes en général là, pas précisément de ceux dont nous discutons aujourd'hui). L'impression de vivre dans un monde totalement artificiel, où les relations sociales n'ont plus de véritable sens. Je pense au passage de *L'insurrection qui vient* sur les réunions de familles ou d'amis, ou de réseaux de relations où chacun feint d'avoir du plaisir à être ensemble. Ces relations sociales n'existent le plus souvent que par l'intermédiaire de moyens technologiques. Les gens sont complètement drogués à leur portable et totalement dépendants de leur répertoire— ils finissent par n'avoir l'air d'exister que par cela— le développement des «relations» sur Internet aboutit à ce que l'on passe des heures à discuter avec plein de monde sur des forums, ou sur MSN, plutôt que d'aller boire un verre et avoir des liens «réels» et directs avec les personnes. Ça aussi, ça crée une addiction. Ces relations sociales ne sont parfois pensées qu'en termes de réseau d'influence, de cercle de relation, etc. , je ne sais pas exactement comment le formuler. Cela renvoie à l'auto-marketing que nous sommes censés apprendre à maîtriser pour être en permanence en train de nous vendre pour pouvoir accéder à telle école de formation ou à tel emploi, même peu qualifié. La nécessité d'une telle autopromotion nous conduit à penser l'ensemble de nos relations sociales de cette manière. Cela rejoint un passage du bouquin de Christophe Dejours (Travail et souffrance) ou sa vidéo sur

Dailymotion, je ne me souviens plus : on ne considère plus autrui que comme un moyen pour parvenir à une fin, dit Dejours.

Dans pas mal de foyers pauvres, tu trouveras tout juste de quoi bouffer des merdes achetées dans les magasins Lidl, mais tu auras plusieurs télévisions, lecteurs DVD et tout un tas de gadgets... Le monde de la télévision et de l'image écrase tout. (J'ai entendu l'autre jour dans une bande annonce pour une émission de télé, une nana qui demande à son mec passionné de «tuning» de passer plus de temps avec elle et le gars lui répond : «Je comprends pas, t'as tout ce qu'il te faut : la télé, la chaine hifi, donc t'es pas seule», ou un truc dans ce style. Ce n'est qu'un exemple, mais c'est révélateur d'une certaine mentalité, à mon avis pas mal diffusée aujourd'hui.) Le système promeut une vie permanente par procuration, de la réussite sociale (machins people) au cul (pornographie)... Avec en plus, bien sûr la spectacularisation de la politique, où le fond n'a plus aucune espèce d'importance, et son corollaire dans le milieu militant : la joie de se faire inviter par les médias et la quête de ces apparitions médiatiques comme une reconnaissance, à défaut d'être «reconnus» par les gens qui pourraient se sentir concernés par le combat mené. J'oublie certainement des tonnes de choses, mais en tout cas, voilà pourquoi, sans avoir lu une seule ligne du bouquin de Guy Debord, le terme «société du spectacle» me semble tout à fait juste, et pourquoi j'ai une tendance naturelle à apprécier les textes situationnistes (même si c'est moins vrai depuis que j'ai lu le texte de Guy Fargette – «Principes du verbalisme radical» – qui m'a fait réfléchir sur le sujet). Je n'ai pas relu l'Avertissement aux lycéens de Raoul Vaneigem depuis longtemps, mais je me rappelle que, lorsque j'étais en terminale, cela m'avait également profondément touché, comme De la misère en milieu étudiant quelques années plus tard.

* À propos de L'insurrection qui vient

Yves : L'insurrection qui vient a, pour moi, huit défauts rédhibitoires.

1) Son catastrophisme, qui est annoncé dès le titre et se traduit par toute une série de clichés : l'auteur dénonce un «présent sans issue», l'«impasse du présent», l'«état pathologique» de la société, la «décadence de l'institution scolaire», des «rapports sociaux» qui «agonisent», un «quadrillage policier», un «mur invisible» et la présence de drones – allusion à la Palestine et parallèle implicite et grotesque entre les opérations de la BAC et des CRS en banlieue et l'occupation de l'armée israélienne. Face à une telle situation, «tout ne peut aller que de mal en pis», car «dans la marmite sociale... la pression ne cesse de monter», que «les milices se multiplieront», qu'une «coexistence cessera bientôt», et que, bien sûr, «une décision est proche». L'auteur fait par ailleurs l'apologie d'une «envie de destruction salvatrice», sans préciser ce qu'il souhaite voir détruire ni comment ni par qui.

2) Une surinterprétation de faits isolés, sans lien les uns avec les autres, et l'absence de données concrètes, chiffrées, sur la société française.

C'est ainsi que l'auteur affirme péremptoirement : «c'est en fait contre le vote lui-même que l'on continue de voter» (on retrouve la même idée bancale dans *Les mouvements sont faits pour mourir*), alors que les chiffres de participation record aux dernières présidentielles et ensuite la grogne des jeunes dans les manif contre l'élection de Sarkozy montrent, au contraire, que beaucoup de gens croient encore aux élections, y compris parmi les jeunes des banlieues populaires – sinon on se demande bien pourquoi ils auraient voté en masse pour Ségolène Royal ! L'auteur fait une référence chic et choc à l'Argentine : «Que se vayan todos» (Qu'ils s'en aillent tous) «commence à sérieusement hanter les têtes dirigeantes». Un, la crise économique de la société française n'a rien à voir avec celle de l'Argentine en 1999– et deux, l'Argentinazo s'est terminé en eau de boudin, et le retour de Menem au pouvoir n'a vraiment pas de quoi inquiéter les bourgeois ni argentins ou...français !

Autre exemple de tarasconade : des «rues entières de Barcelone ont brûlé en solidarité» avec les émeutes parisiennes. La formule est suffisamment vague pour être inattaquable (si deux rues ont «brûlé»,

cela suffit pour être exact), mais elle ne nous apprend rien ni sur l'Espagne, ni sur ce qui serait advenu de merveilleux après cet «incendie» contestataire....

Un optimisme qui n'a besoin de fournir aucune preuve

C'est ainsi que, d'après l'auteur, nous serions dans une «décennie pleine de promesses», marquée par des «frappes nocturnes, des attaques anonymes, des destructions sans phrases» (sans plus de précisions). Les émeutes de 2005 seraient un «quasi-soulèvement» (on admirera l'usage du mot «quasi» qui permet d'affirmer... quasiment n'importe quoi). Et l'auteur voit «naître de troublantes formes d'affectivité collective» dont il se garde bien de préciser la nature, la durée et l'étendue. La volonté d'exprimer la révolte d'un public très restreint : les djeuns.

L'auteur fait exclusivement référence aux «mouvements autonomes de la jeunesse depuis 30 ans» et au «refus du travail d'une fraction de la jeunesse». J'avais plutôt l'impression qu'en fait de «refus du travail», c'est plutôt un refus des capitalistes de leur donner du boulot qui caractérisait la période actuelle....

Une critique ambiguë des effets de la mondialisation : «nous avons été expropriés de notre langue par l'enseignement, de nos chansons par la variété, de nos chairs par la pornographie de masse». L'auteur tombe dans la nostalgie d'un mythique paradis perdu : «tout ce qui a si évidemment déserté les rapports sociaux contemporains : la chaleur, la simplicité, la vérité, une vie sans théâtre ni spectateur». Comme si dans les sociétés d'exploitation antérieures, féodale ou esclavagiste, il faisait bon vivre ! La citation de faits divers mis bout à bout sans offrir la moindre analyse

«Deux enfants de 10 ans [ont été] inculpés pour l'incendie d'une ludothèque», s'indigne l'auteur sans nous indiquer ce qu'il pense de l'acte lui-même et ce qu'il faudrait faire face à un tel événement. On suppose qu'il approuve tout simplement cette action imbécile puisqu'en parlant d'une école qui a brûlé, il écrit «nous nous souvenons combien, enfants, nous en avions rêvé». Ce n'est plus «Prolétaires de tous les pays unissez-vous», mais «Enfants de tous les pays brûlez les livres et les écoles !» Il dénonce, sans le nommer, «un intellectuel de gauche» qui éructe «sur la barbarie des bandes de jeunes qui hèlent les passants dans la rue, volent à l'étalage, incendient des voitures, et jouent au chat et à la souris avec les CRS». Comme si ces différents actes étaient commis par les mêmes personnes, avaient les mêmes significations et la même portée sociale et politique. On dirait du Finkielkraut en verlan...

Le comble du ridicule est atteint lorsque l'auteur se plaint de vivre dans un «pays où un enfant que l'on prend à chanter à son gré se fait inévitablement rabrouer d'un Arrête tu vas faire pleuvoir» !

Un programme très limité, voire politiquement indigent : «se battre dans la rue, s'accaparer des maisons vides, ne pas travailler, s'aimer follement et voler dans les magasins». Un vrai inventaire à la Prévert : : il aurait pu ajouter jouer du banjo et faire du deltaplane !

Un usage immodéré et suspect de l'expression «le Français». Retourner le discours nationaliste contre lui-même n'aboutit qu'à une «haine de soi» suspecte. «Le Français» n'existe que dans la tête du Front national ou des chauvins de droite et de gauche.

L'insurrection qui vient n'offre aucune analyse des classes sociales, de la réalité économique en France ou en Europe, des rapports de forces, de la période dans laquelle on se situe aujourd'hui. Ce n'est qu'un long discours bavard et anhistorique. La seule référence militaire est une allusion à la Résistance de Guingouin, un vieux mythe stalino-maoïste que l'on croyait définitivement enterré. L'auteur fait preuve d'une naïveté sans bornes s'il croit que les forces de répression et l'appareil d'Etat s'écrouleront tout seuls. Son discours antiflics (pas plus radical que celui des rappeurs moyens partisans du capitalisme de la petite entreprise), ses brèves références emphatiques à la révolution de 1848, à la Commune de Paris ou à Octobre 1917, lui permettent de faire l'économie d'une analyse des forces de répression et d'un travail politique éventuel à mener en leur sein ou en leur direction. Après nous avoir dressé l'éloge de la Résistance bourgeoise stalinienne (qui n'avait qu'une seule qualité, celle de ne pas être pacifiste), voilà que l'auteur prétend qu'il faudrait s'emparer des armes... pour ne pas s'en servir. Désopilant...

On retrouve la même absence de sérieux dans l'apologie de «l'interruption des flux» qui aurait, selon l'auteur, des vertus révolutionnaires. Dans la situation actuelle, bloquer des autoroutes, des voies de chemins de fer, des gares, ne peut que désigner des cibles minoritaires et isolées à la répression étatique. De plus, il s'agit dans l'esprit des «interrupteurs» d'obliger les prolétaires à rompre avec la dynamique métro/voiture-boulot-dodo. Une telle attitude est bien typique de militants qui croient que les exploités ne sont pas capables de prendre eux-mêmes la décision de refuser d'aller travailler, d'occuper leurs lieux de travail, etc.

Si je voulais absolument chercher à sauver ce livre, je dirais qu'il y a quelques aspects (pas du tout originaux mais c'est une autre question) qui m'ont plu ou dans lesquels j'ai pu me reconnaître de façon fugace :

la critique de l'individualisme, des mécanismes de la domination, de la famille, de la publicité, du rôle des psy– l'éloge de l'inadaptation, de la révolte– la critique du rôle de l'État, de la xénophobie, de l'École (sélection, compétition), du couple, la critique de l'écologie comme soutien à un capitalisme éthique. Malheureusement toutes ces questions sont abordées à toute vitesse sans jamais approfondir une seule idée, un seul thème. On a vraiment l'impression que l'auteur, dans la bonne tradition situationniste, a surtout cherché à écrire des phrases ronflantes, sans chercher à argumenter ni convaincre. Bref qu'il était dans un trip narcissique radical.

Théodule : Personnellement, je trouve *L'insurrection qui vient* assez rigolo, parce que je n'arrive pas à le prendre au sérieux. Comment en effet prendre au sérieux une brochure d'une telle violence et d'une telle prétention radicales, lorsqu'elle est vendue 7 euros à la FNAC ? Pour moi, cette brochure, c'est une posture esthétique, un exercice de style, de la «poésie radicale», peut-être comme diraient les situs. C'est une sorte de mélange entre du pompage de classiques de la science fiction, et de la littérature pour adolescent mal dans sa peau. On peut objecter qu'on trouve bien d'autres ouvrages politiques à la FNAC, mais je regrette, quand on veut jouer les «comités invisibles», que l'on parle de faire sécession avec notre monde, de vivre le communisme ici et maintenant, d'être le plus autonome possible, de cultiver son potager pour sortir si possible du système marchand... et que tout cela est propagé dans les présentoirs de la FNAC et à un tel prix, je trouve que cela prête à rire, et tend à confirmer mon intuition sur le côté essentiellement littéraire de l'ouvrage. Je trouve cela révélateur de l'état d'esprit des auteurs, surtout si l'on considère, au moins un peu, que la séparation entre moyens et fins est arbitraire. A moins qu'ils ne veuillent nous faire le coup de la société du spectacle à l'envers ?

Là où ça commence à m'emmerder, c'est quand je vois que certaines personnes prennent ce texte au sérieux. Cela me dérange pour au moins 4 raisons :

1) le côté religieux de l'ouvrage : ton prophétique, une sorte de lien mystique unit plein de monde sans que les gens le sachent et les pousse vers la même chose, la fin des temps approche, l'apocalypse est à nos portes, le jugement dernier ne saurait tarder, l'insurrection vient ! C'est marrant comme aussi bien dans ce genre de textes que chez certains militants anarcho-syndicalistes, un fort côté religieux domine aujourd'hui : pour les uns, c'est l'Apocalypse– pour les autres, au contraire, il faut «y croire», «avoir la foi», et l'«espoir» car la révolution est proche... Tout cela relève à mon avis du même problème, l'époque

apparaît particulièrement sombre et désespérée, donc chacun se réfugie dans ce qu'il peut pour s'illusionner sur la situation, et supporter sa vie.

2) *L'insurrection qui vient*, cependant, va encore plus loin puisqu'il se place en porte-parole de l'humanité, prétendant n'être qu'une mise en mots de la réalité du monde et des pensées des gens. On trouve trace de cela à plusieurs reprises dans le livre mais la fin de l'introduction est à ce sujet éloquent : «Ce livre est signé d'un nom de collectif imaginaire. Ses rédacteurs n'en sont pas les auteurs. Il se sont contentés de mettre un peu d'ordre dans les lieux communs d'une époque, dans ce qui se murmure aux tables des bars, derrière la porte close des chambres à coucher. Ils n'ont fait que fixer les vérités nécessaires, celles dont le refoulement universel remplit les hôpitaux psychiatriques et les regards de peine. Ils se sont fait les scribes de la situation.». D'ailleurs cela a un côté un peu paradoxal puisqu'ils prétendent dire ce que tout le monde sait déjà de manière diffuse, tout en nous expliquant la vie : nous, Comité invisible, écrivons ici ce que les gens pensent mais ne mettent pas en mots, et vous dévoilons en avant-première les ficelles du grand théâtre humain qui se déroule sous vos yeux !

3) un simplisme assez effrayant : la lutte d'après ce livre, c'est brûler une voiture de flics. Plus généralement le Comité invisible se contente de mettre côte à côte des faits et de plaquer dessus la signification qu'ils veulent. La simple «volonté de destruction» serait suffisante pour voir une alliance et la construction d'un mouvement souterrain de dépassement du monde actuel, pour qui le problème serait avant tout, et même parfois uniquement, la police.

C'est, par ailleurs, à mon sens, prendre le problème à l'envers : se contenter d'un fait pour en tirer les conclusions sans s'intéresser aux motivations, aux circonstances des faits observés. Tout ce qui fait la complexité des êtres humains et des rapports humains disparaît. Or, ce sont ces circonstances et ces motivations qui donnent un sens précisément à ce qui est fait. Un acte, pris pour lui-même, peut tout et rien dire à la fois, car il ne va pas avoir le même sens suivant le contexte.

En matière de simplisme, l'auteur a l'air de complètement fantasmer sur un prototype de «bande de banlieue» : «Ces bandes qui fuient le travail, prennent le nom de leur quartier et affrontent la police sont les cauchemars du bon citoyen individualisé à la française : ils incarnent tout ce à quoi il a renoncé, toute la joie possible et à laquelle il n'accédera jamais.»

4) Ce texte a un problème concernant les questions du genre et de la sexualité, la confusion du politique et du personnel. Je comprends que l'on refuse la notion d'espace privé / espace public dans le sens où cela justifie et légitime généralement des oppressions qui ont lieu dans le cercle familial. Mais ici, il ne s'agit pas de cela, mais plus de la poursuite à son terme de la logique affinitaire pour entrer dans un délire communautaire. Toute l'idée de la mouvance dans laquelle évolue ce livre (j'inclus dedans l'Appel, des textes totos de Rouen...) est qu'il faut communiser, partager tout ici et maintenant, «du sperme et des larmes» comme dit l'appel de Rouen du dernier mouvement étudiant (fin 2007). *L'insurrection qui vient*, avec ses «s'aimer follement» et autres «forms troublantes d'affectivité collective» est assez ambigu, mais si l'on met cela en lien avec d'autres textes de la mouvance, cela peut aider à se faire une idée plus précise de ce que cela peut vouloir dire. Toujours dans l'appel de Rouen, on peut lire : «Tous ceux qui savaient qu'on avait 20 matelas pour 60 occupants et qui ne sont pas venus nous rejoindre, c'est parce qu'ils étaient dépourvus de toute imagination sexuelle.» Je ne vois pas où est la liberté de l'individu là-dedans, encore moins le progrès social. Normaliser le sommeil (acte individuel) comme quelque chose de collectif (voire plus apparemment) frôle le totalitarisme. Par ailleurs ces communautés censées libérer les individus se révèlent souvent des lieux où la violence exercée sur l'individu est énorme. En tout cas cette confusion entre ce qui relève du collectif et ce qui relève de l'intime m'est insupportable.

Cédric : Je vous trouve tous les deux un peu sévères envers *L'insurrection qui vient*. Il me semble que dans sa description d'un capitalisme no future, sans avenir, il y a quelques passages intéressants, notamment sur la destruction des concepts de ville et de campagne, et plus généralement sur la destruction des personnes en tant qu'individus originaux.

Cela dit, c'est vrai que certains passages sont très confus, en particulier, je trouve qu'il y a une incohérence entre l'absence de perspectives positives que l'auteur décrit et la lueur d'espoir qui y serait liée. Il y a un petit côté prophète qui pense que la névrose généralisée mènera tôt ou tard à l'insurrection spontanée, MAGIQUE. Je suis loin de partager ce point de vue, je suis d'une part trop pessimiste pour ça, et d'autre part, le mystique ne m'a jamais trop fait fantasmer. En fait, sous ses côtés apocalyptiques, ce livre est étonnamment positif...

En fait, je me demande si l'auteur ou les auteurs sont forcément des étudiants, il peut s'agir de plusieurs personnes. Elles ne représentent pas forcément le milieu «toto». D'ailleurs, il peut y avoir des passerelles

dans «ce» milieu, et il n'existe pas de texte qui représenterait l'ensemble des points de vue. Dans ce texte il y a des énormités (comme cette idéalisation des «bandes de banlieue qui rendraient tout le monde jaloux de leur solidarité») et aussi des choses intéressantes. On peut idéaliser la solidarité de ces bandes (et encore faudrait-il en être sûr), mais il faudrait aussi s'interroger sur les valeurs que portent ces «bandes» (terme fourre-tout). Dans cette optique, cela implique de connaître ces bandes, toutes ces bandes, chaque personne qui y prend part, mais ce n'est évidemment pas l'objet d'un bouquin qui prône l'insurrection (insurrection tout court d'ailleurs, pas «insurrection anarchiste» ou «révolution sociale ou libertaire»).

Ce qui me dérange avec ce terme «toto», c'est qu'il pue le mépris le plus âcre, comme s'il désignait des groupes détestables pour les «militants» qui les qualifient ainsi.

Yves : Au lieu de «totos», je veux bien dire «autonomes», si tu as l'impression que c'est méprisant pour eux. Ou «post-autonomes», mais cela fait un peu pédant. Le problème c'est que ceux que l'on appelle «les totos» n'ont pas grand-chose à voir avec l'autonomie des années 70, qu'elle soit italienne, française ou allemande. Même si quelques «vieux» viennent, paraît-il, de l'Autonomie historique. Si tu vois un terme plus adéquat pour qualifier la nouvelle génération qui se réclame à la fois de l'autonomie, du situationnisme et de l'anarchisme, aucun problème pour changer de dénomination.

Quant à la question de savoir si ce sont des étudiants, je n'ai pas de renseignements particuliers, mais tous les totos que je connais sont des étudiants ou des ex-étudiants. De plus, je crois que c'est le seul milieu où ce genre d'idées est susceptible d'avoir un petit impact. Je ne vois pas d'autre milieu social qui pourrait lire ce genre de prose et la prendre au sérieux plus d'une seconde. Et je ne crois pas que les jeunes prolos s'expriment ainsi s'ils n'ont jamais été à la fac, ou ne fréquentent pas le milieu étudiant. Leurs tracts ne sont pas diffusés aux portes des usines que je sache (contrairement à l'Autonomie italienne justement, mais conformément à l'Autonomie française des années 70)... Le fait que justement tu ne te sentes «plus concerné» par les questions étudiantes, mais qu'en même temps tu sois retourné à la fac au moment du mouvement contre la LRU, tout comme Théodule, c'est quand même un indice de quelque chose, et pas simplement sur le plan personnel. J'ai eu les mêmes échos dans plusieurs villes de province (Lyon, Tours, Angers, Montpellier) sur le retour d'ex-étudiants ayant «fait le CPE» qui sont retournés à la fac pour participer au mouvement. Les facs sont donc quelque part des lieux d'action et

de réflexion, de discussion et de circulation de certaines idées, notamment celles que l'on trouve exposées dans *L'insurrection qui vient* et Les mouvements se cachent pour mourir.

Cédric : Pour être franc, si je suis retourné à la fac pendant le pseudo mouvement anti-LRU, c'est parce que pas mal de mes amis, des amis proches, y étaient et avaient participé activement au lancement du mouvement. Je pensais qu'ils auraient besoin d'un coup de main, étant donné la masse de connards réacs qu'ils auraient en face d'eux. D'ailleurs, ça a été au-delà de ce que je pensais, bien plus réac, et surtout bien plus déterminé que pendant le CPE, où les casseurs de grève se réunissaient à trente pèlerins devant la fac, mais fermaient leur gueule ensuite, parce qu'ils ne sentaient pas en position de force. Si je suis retourné à la fac en novembre 2007, alors que j'avais arrêté mes études, c'est pas par plaisir de me confronter de nouveau à un milieu qui m'avait fait gerber d'hypocrisie, mais pour aider des copains et copines qui allaient faire face à cette hypocrisie, qui cette fois, était violente, et de plus, assistée par les flics. Je n'attendais rien de cette «mobilisation», si ce n'est de voir si les gens qui luttaient encore montreraient une solidarité entre eux qui seraient à la hauteur de la connerie décomplexée d'en face. Malheureusement ça n'a pas été le cas, loin de là.

Théodule : C'est vrai qu'il y a aussi des choses intéressantes dans *L'insurrection qui vient*. Le problème, c'est que les trucs intéressants (sur la famille, l'École, les vraies-fausse relations sociales, le côté superficiel de tout un tas de choses) c'est pour moi de la redite de trucs qui ont déjà été exprimés mais avec en plus une louche de «plus radical que moi tu meurs». Et la logique poussée à son maximum, ça donne la satisfaction de voir tous les liens sociaux se disloquer, au niveau éducatif une posture de rejet de tout, y compris des parents et ce dans tous les cas, comme si un gamin pouvait s'éduquer lui-même, une apologie de l'illégalité tout azimuts sans qu'on comprenne bien où ça mène ni quelle cohérence éthique se place derrière... Donc, oui, il y a des éléments intéressants, et peut-être suis-je trop dur parce que je ne les ai pas mentionnés, mais très sincèrement, à côté des autres trucs qui me semblent être des énormités, c'est vrai que ce n'est pas ce que je retiens le plus dans ce texte.

Ce dernier est bourré de contradictions : il n'y aura pas d'issue sociale, mais la fin du système est proche (et l'issue sera comment alors ? On va tous mourir ?). Il n'y a rien à attendre du futur, mais l'insurrection arrive. On nous explique que «constituer un sujet «banlieue» qui serait l'auteur des «émeutes de novembre 2005» aura été

l'une des premières manœuvres défensives du régime», pourtant force est de constater que ce livre fantasma lui aussi sur une caricature de «bande de banlieue». On se réjouit de la «décomposition de toutes les formes sociales» pour finalement... se réjouir de la réapparition de liens sociaux traditionnels à l'occasion d'une coupure EDF dans un immeuble. On s'attaque violemment à la structure familiale, tout en affirmant : «Ce qu'il y a d'inconditionnel dans les liens de parenté, nous comptons bien en faire l'armature d'une solidarité politique aussi impénétrable à l'ingérence étatique qu'un campement de gitans». Enfin le seul point concret qui se dessine dans la conclusion rompt assez radicalement avec le florilège d'envolées radicales des 7 cercles : on nous parle de sabotage, et même de communes qui, ô miracle, pourraient se lier entre elles et s'étendre ! L'argent devrait y être aboli (alors que, quelques pages avant, tous les -moyens étaient bons pour s'en procurer). En gros on nous ré-explique des choses assez classiques dans l'histoire ouvrière. Alors, tout ça pour en arriver là ? Le moins que l'on puisse dire c'est que cette partie ne colle pas du tout avec le reste de la brochure qui ressemble plutôt à une espèce d'idéologie confuse qui reprend à son compte les projections distopiques de films comme Mad Max.

Un autre endroit où l'on voit que l'auteur mélange tout en mettant côte à côte et en vrac des affirmations sans grand rapport, c'est quand il expose son modèle en prenant «les bandes de banlieues» et se réjouit, quelques pages plus loin, de la disparition de la virilité et de la féminité. Ces deux éléments sont parallèles mais ne s'interpénètrent certainement pas : ce phénomène concerne peut-être un pan de la société (et encore, ça se discute), mais il est très loin de concerner la majorité de la population et particulièrement celle des quartiers populaires. Ce n'est pas dans ces bandes idéalisées qu'il trouvera la disparition des rôles sexués, ces groupes étant plutôt empreints de machisme et de virilisme ! Et cela, l'auteur se garde bien de le dire. Je ne comprends donc pas l'intérêt d'évoquer des tendances qui n'existent que dans un certain milieu et qui ne touchent pas effectivement la majorité des gens— les capacités omniscientes de l'auteur commencent sérieusement à laisser à désirer, à moins encore une fois qu'il ne s'agisse effectivement que de posture esthétique-littéraire. En fait on se demande à qui le texte s'adresse, et ceci peut être une explication : il n'est nulle part question des classes, et peut-être que le refus des auteurs de les voir conduit forcément à mélanger un peu tout et n'importe quoi, comme s'il s'adressait à «la société» tout en prétendant qu'elle n'existe pas.

Là où je te rejoins c'est qu'effectivement ce texte ne me fait pas du tout penser à un truc étudiant. *L'insurrection qui vient* est du même acabit que l'Appel, ce sont des textes qui m'ont l'air tellement décalés que, même à la fac, je ne comprends pas qui ces textes pourraient convaincre, qui les prend au sérieux. Je serais bien incapable de répondre aux questions d'Yves d'un «point de vue» étudiant, dans la mesure où je ne le suis plus et ne l'ai probablement jamais été (pour moi la fac a toujours été un lieu pour être en sursis avant d'entrer dans le salariat et j'ai toujours détesté les étudiants).

Petunia : Je dois dire que j'ai des réticences vis-à-vis de l'idéologie de la «débrouille», de la récupération individuelle, du braquage des banques ou des supermarchés. *L'insurrection qui vient* fait l'éloge de Mesrine mais, que je sache, Mesrine ce n'était pas Robin des Bois, il ne distribuait pas son pognon dans les bidonvilles ou aux SDF de l'époque. Il me semble que les braqueurs ont une idéologie aussi consumériste que les riches qu'ils dépouillent. Quand je vois ces éloges de la «débrouille», j'ai l'impression que l'imaginaire de ces gens-là n'est pas très loin de films comme Scarface : on peut finir par se faire l'avocat politique de tout et n'importe quoi, pourvu que la cause semble anti-système.

Un autre truc que je voudrais dire c'est que *L'insurrection qui vient* est un texte qui reste au niveau des émotions (révolte, malaise, mal-être des jeunes), des sentiments, et qui va rarement au-delà. C'est peut-être efficace pour un roman, mais pour un écrit politique, cela te laisse un peu sur ta faim. Si *L'insurrection qui vient* se lit rapidement (tout au long de ses 7 «cercles»), il s'adresse pourtant à un public bien restreint, tout le monde n'étant pas féru de références situationisto-artistiques. On reste souvent dans le mystique et le grandiloquent. Ce que je trouve insensé, c'est de croire que l'issue du système capitaliste serait pour tout un chacun de passer à l'état de participants à des squats ou des communautés. Autant dire qu'on ne retrouve pas du tout le souci d'universaliser leur discours, bien au contraire. Il n'est pas facile d'assumer un discours aussi vague, qui a la prétention de posséder un sorte de vérité. On a l'impression que ces gens-là détiennent «la» prophétie, d'où un retranchement quasi sectaire de ce type de groupes (sous la forme d'un fameux «Comité invisible» en expansion si l'on en croit les auteurs), ce qui est en contradiction totale avec une quelconque possibilité de changement de société.

Théodule : A mon avis Pétunia soulève deux points très intéressants ici et cela rejoint aussi ce que dit *Cédric* plus haut. Je reviens donc d'abord sur la question de la criminalité. Il y a une phrase où l'auteur

fait l'éloge de l'économie parallèle : «Le Français (...) ne peut s'empêcher d'envier ces quartiers dits de «relégation» où persistent encore un peu de vie commune, quelques liens entre les êtres, quelques solidarités non étatiques, une économie informelle, une organisation qui ne s'est pas encore détachée de ceux qui s'organisent». On sait pourtant très bien que cette économie n'est généralement qu'une reproduction du modèle capitaliste et hiérarchisé. Certes, elle permet à certaines personnes de survivre, mais la présenter comme quelque chose d'enviable, comme un modèle, entre la solidarité et le maintien d'une vie commune, c'est une complète aberration ! Finalement ce n'est pas si étonnant car ce livre incarne d'une certaine manière, derrière ses airs radicaux, le summum de la résignation : en effet la quasi-totalité des pistes proposées par l'ouvrage ne sont que des moyens de débrouille, de survie, car les auteurs, finalement, ne conçoivent plus de changement social possible. Mais ces pistes de débrouille qu'ils proposent pour «se venger» du système, ce n'est ni plus ni moins que ce que font nombre de pauvres depuis toujours afin de survivre, les fameux «arrangements» du début du XIX^e siècle, et cela ne trace en rien de nouvelles perspectives !

Ensuite, sur la question des émotions : on dirait qu'il faudrait se fier à notre instinct, avoir le plaisir de détruire vitrines et voitures... En fait, on est proche de la rébellion adolescente, du plaisir de la transgression de la norme comme fin en soi. Mais cela ne suffit pas à changer quoi que ce soit socialement.

* À propos de Les mouvements sont faits pour mourir

Yves : Tout d'abord, une remarque sur la forme. J'avoue que la féminisation à outrance du langage m'est insupportable, que je la trouve incompréhensible et élitiste. De plus, elle repose sur une conception totalement idéaliste du rôle politique du langage : pour simplifier, changeons le nom des choses, et cela contribuera à changer la réalité. C'est parfait pour des universitaires qui cherchent à se faire une niche dans l'université (c'est comme cela que cela a commencé aux Etats-Unis avant de s'étendre aux milieux libertaires ou d'extrême gauche) mais je ne vois pas ce que cela à faire dans des textes militants.

Passons maintenant au contenu. *Les mouvements sont faits pour mourir* est nettement plus intéressant que *L'insurrection qui vient* sur plusieurs points. Il décortique avec beaucoup plus de précision les problèmes du mouvement étudiant, le fonctionnement des AG, les phénomènes de délégation de pouvoir, les obstacles internes au mouvements (les manœuvres de l'UNEF, des antibloqueurs, des profs, de l'administration, etc.). C'est un livre beaucoup plus conscient des limites non seulement du militantisme classique, mais aussi de l'alternativisme (la recherche de solutions alternatives au sein du capitalisme) et de l'activisme. Je suis néanmoins en désaccord sur un certain nombre de points. Tout d'abord, les auteurs prétendent que le mouvement anti-CPE était bien plus large que les étudiants, que le livre est un ouvrage collectif, mais ils ne parlent que du vécu des étudiants, de leur routine, de leur peur des examens, des fêtes étudiantes, du restau U, etc. Bref il s'agit d'un témoignage rédigé de l'intérieur du milieu étudiant, sans référence à un autre vécu social.

Cela n'enlève rien à la valeur de leur témoignage mais cela marque ses limites.

Mais il y a plus ennuyeux. J'ai retrouvé plusieurs points communs politiques (négatifs de mon point de vue) entre les deux livres :

- la dénonciation du «démocratisme». Je me méfie toujours des militants qui dénoncent la démocratie en général, sans spécifier de quelle démocratie ils parlent. Je dois dire que les auteurs sont nettement plus subtils que l'ultragauche ou l'internaute «toto» moyen, quand ils proposent l'idée que l'assemblée générale serve à la

confrontation des idées et des projets entre les groupes actifs. Cette piste est intéressante mais on ne trouve aucune critique détaillée du rôle des grandes gueules, des hiérarchies clandestines, dans les AG radicales. Il me semble aussi qu'ils sont d'une extrême naïveté quand ils évoquent les techniques pour dépister les indicateurs de la police et la façon dont la police infiltre les petits groupes.

Pétunia : La critique des assemblées générales dans *Les mouvements sont faits pour mourir* m'a semblée très intéressante. Je partage en effet ce sentiment de perte de temps, lorsque, arrivée en AG, je m'aperçois que la tribune est toujours accaparée par les mêmes têtes. Qu'elle semble dès le départ du vu et du revu. Qu'elle entretient une routine : AG, tracts du matin, manif l'après midi... Qu'il n'en ressort que du tract appris par cœur, un peu remixé selon l'organisation politique qui cherche à l'imposer. Le vote systématique sans implications derrière, les commissions informelles-bureau politique... Ce qui me frappe le plus c'est la permanence du décalage qui se maintient du début à la fin de la lutte entre la masse-passive et les gens-qui-s'impliquent... J'ai fini par aller aux AG juste pour rire à la fin. Ainsi se passent les AG qui sont pendant quelques mois un petit feuilleton à épisodes avec parfois quelques rebondissements, des rivalités entre orgas, individus, des feintes, des tactiques...

Théodule : Je ne crois pas que l'on puisse, dans les mouvements raisonner en termes de tout ou rien. Dans certains cas on fait des compromis. Le plus dur est peut-être là, comment être réellement dans le mouvement tout en gardant sa marge de manœuvre. Quoi qu'il en soit je pense qu'il est très important de veiller en permanence à ne pas tomber dans l'avant-gardisme, de résister à la tentation (si elle existe) de vouloir imposer ses vues au mouvement (Par exemple s'accrocher coûte que coûte au blocage quand ce n'est plus un moyen d'action plébiscité par la grande partie des acteurs du mouvement, et que le rapport de force change dans le mauvais sens.)

Yves : Ce livre reste tout le temps dans une sorte de flou artistique, il fait la promotion des groupes affinitaires tout en signalant brièvement les limites. En même temps, il critique de façon assez pertinente la délégation de pouvoir, la séparation entre action et réflexion, entre tribune et AG, le rôle mi-positif des commissions.

Théodule : Je crois qu'il faut réfléchir à la façon dont les AG se passent et précisément ce livre en propose une très bonne analyse. En fait, je dois dire que ce qui m'a intéressé ce sont surtout les 35 premières pages et que le reste m'est un peu passé au-dessus de la tête. Ces quelques pages m'ont paru en tout cas beaucoup plus intéressantes

que *L'insurrection qui vient*. Peut-être est-ce dû à la réalisation collective du bouquin, toujours est-il qu'il est bien plus modéré dans la forme— je veux dire qu'il me paraît plus posé, insistant régulièrement pour dire que les auteurs ne prétendent pas détenir la vérité sur ce qu'il se passe mais qu'ils exposent leur manière de voir, assez simplement.

Alors certes dans l'introduction on retrouve quelques fantasmes sur le mouvement, mais finalement pas plus que dans les autres textes «totos» ou militants puisqu'en général c'est le propre des militants de tous poils de chercher à plaquer sur un mouvement ce qu'ils aimeraient qu'il soit.

Une fois cette limite établie, je peux dire que je me suis vraiment retrouvé dans les propos exprimés au sein de la première partie sur la question des AG et de la démocratie dans les luttes étudiantes. Je trouve l'analyse très juste : contrairement à *L'insurrection qui vient*, ce bouquin fait preuve d'un réel effort d'observation, on sent que ce qui y est dit part d'une expérience réelle et pas des fantasmes radicaux d'un pseudo Comité invisible.

1) Tout d'abord je remarque que ce texte ne laisse pas du tout de côté la question des classes, il y est fait mention dès le début, dans l'introduction, qui donne une place centrale à la question du travail. Par ailleurs on est bien dans le domaine politique et non pas affinitaire, même si cela est loin d'être permanent dans le livre et que ressurgit rapidement le délire sur le développement de nos désirs et autres trucs du style : «L'intérimaire qui passe de mission en mission, mis à disposition de ses employeurs (...) réduit à une simple variable d'ajustement de main-d'œuvre... Le cadre qui ramène sa journée de travail à la maison... L'étudiant qui s'inscrit pour une année supplémentaire, comme on traîne des pieds, pour gagner un an sur l'inéluctable avenir salarié (...). Ce qui fait défaut ce sont les communautés d'expérience susceptibles de cristalliser, de se recomposer politiquement en communautés de lutte (sur le mode des sociétés secrètes ouvrières, par l'organisation syndicale à la base, la constitution de caisses de solidarité ou de groupes de sabotage...)». Plus loin dans la partie sur les AG il est relevé que celles-ci, dans l'état actuel des choses, servent finalement à étouffer les antagonismes de classe.

2) La première partie du livre sur les AG étudiantes contient donc un grand nombre d'observations critiques tout à fait justes et intéressantes, du rôle de la tribune, des tours de parole, des faux débats qui conduisent à la polarisation des participants en deux camps, du côté avant tout spectaculaire des AG où on assiste à un concours

d'acteurs et de sophistes, de la place des leaders non encartés, du rapport de consommation qui se met en place dans la lutte entre les acteurs et les passifs, de la disparition des antagonismes entre exploités et exploités, et enfin de la soumission des lutteurs aux règles de l'adversaire : gages démocratiques, importance donnée à la crédibilité du mouvement, et surtout recherche de propositions alternatives comme si le problème du gouvernement ne tenait pas à sa nature même mais au fait qu'il n'avait pas trouvé la bonne idée de réforme. Évidemment listés comme cela, ces différents éléments ne sont peut-être pas très clairs mais j'invite les lecteurs à se référer directement au chapitre des Mouvements sont faits pour mourir.

3) J'apprécie également le fait que les auteurs ne tombent pas dans le délire anti-militant de base : «Il est intéressant de noter qu'on a souvent retrouvé (...) une défiance envers les partis et syndicats étudiants, chez la grande majorité des personnes engagées dans la lutte (...). Mais ce rejet s'est aussi exprimé dans la valorisation du fait d'être «sans étiquette», voire «apolitique», et se présenter ainsi dans une AG participait d'assurer la sympathie de l'auditoire. Comme si ce qui était reproché aux bureaucrates n'était pas de confisquer l'expression et la direction du mouvement mais le simple fait de s'organiser pour faire exister ses convictions politiques».

4) Ce qui ne m'a par contre pas convaincu du tout dans ce chapitre, c'est la position favorable aux commissions qui y est exprimée. En effet, je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'établir des commissions pour que les gens puissent discuter, échanger des points de vue et construire ensemble des propositions. D'ailleurs, c'est ce que propose l'ouvrage un peu plus loin lorsqu'il parle de «forces de proposition autonomes» et cela me paraît en contradiction avec la position exprimée sur les commissions, d'autant qu'il critique également le saucissonnage aberrant en différents thèmes que le système de commissions induit. De ce que j'ai pu observer personnellement dans le mouvement anti-CPE, les commissions sont précisément des outils contraires à l'auto-organisation des personnes en lutte, car plutôt que d'inciter tout le monde à se concevoir comme force de proposition, elles délèguent à certains le soin de s'en charger, et ainsi les propositions en AG ressemblent finalement plus à des plébiscites qu'à une élaboration collective de la lutte. Par ailleurs, c'est assez curieux de voir les auteurs défendre les commissions, car si les AG sont le théâtre des politiciens, on sait très bien qu'on retrouve ces parasites dans les commissions où ils peuvent, plus encore que dans l'AG où les choses se font aux yeux de tous, faire leur petite tambouille entre eux.

Pétunia : À mon avis, le formalisme ne règle pas la question de savoir si les gens sont prêts à se mobiliser sérieusement.

Cédric : Il y a une différence entre l'AG et la démocratie parlementaire. C'est une sorte d'agora qui nécessite l'implication de chaque personne, pour qu'il y ait un débat possible. Je la vois plus comme un espace de discussion ouvert que comme un lieu où se prennent des décisions en rapport avec l'élaboration du mouvement social. Ce qui me gêne dans ce genre d'AG, c'est que l'on se sent toujours en position où l'on veut convaincre à tout prix les personnes à qui l'on s'adresse— je ne sais pas convaincre les gens, et je ne ressens pas tellement l'envie de le faire. Les fois où je prenais la parole en assemblée, c'était pour inciter tout le monde à venir prendre la parole, pour qu'on écoute pas tout le temps les dix mêmes personnes, et pour poser des questions sous forme d'invectives, le plus souvent pour interroger sur la situation sociale actuelle, et toujours de façon globale, mais alors on se fait rabrouer : «aucun rapport», «on s'en fout, c'est pas la question», «olala, mais il est même pas étudiant celui-là, qu'est-ce qu'il vient parler ici ?!»

Théodule : Comme j'ai pu le dire plus haut, je suis d'accord avec certaines de tes critiques concernant les AG, cependant, d'une part je ne suis pas du tout opposé au vote dans les AG, d'autre part si ce n'est pas là que s'élabore le mouvement, si ce n'est pas là que se prennent les décisions, alors celles-ci se prennent comment ? Je pense qu'il faut faire attention à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Je suis d'accord que le mouvement c'est ce que les gens en font au quotidien et à toute heure, et pas seulement pendant le temps de l'AG. Cependant le problème de fond tient à mon sens au statut de l'AG qui n'est jamais défini : assemblée de fac, ou assemblée de lutte ? Personnellement, je pense qu'un des moyens de remédier au problème serait de mixer une AG annoncée par semaine par exemple, qui serait effectivement un lieu de discussion, et des AG décisionnelles, qui seraient plus improvisées et surtout pas annoncées, de sorte que seuls les acteurs réels du mouvement (c'est-à-dire ceux qui sont là au moment de l'AG pour le faire vivre) y prennent part et décident de ce qu'ils veulent faire.

Yves : J'ai apprécié, dans ce livre, la critique du citoyennisme et de ses effets dans les AG, de la collaboration avec l'administration, de la gestation spontanée de bureaucrates en dehors même des organisations syndicales ou politiques.

Pétunia : Oui, mais, en positif, les auteurs n'ont pas grand-chose à proposer. Du moment que cela explose et que l'on change de monde, ils sont contents. Comme si les êtres humains pouvaient passer

magiquement de l'état de révolté à celui de participants à des squats ou des communautés. Ils n'ont pas le souci d'universaliser ce qu'ils disent.

Cédric : A la limite, ils sont fiers de leur marginalité. A des moments cela tombe dans le mépris de toutes les personnes qui n'ont pas le courage de vouloir rompre avec le quotidien (j'entends «mépris» de façon a-critique).

Pétunia : Ce type de discours n'attire que des étudiants.

Théodule : Ce genre de texte crée des liens entre des gens, il crée un milieu pour ceux que les militants politiques énervent. La dimension collective, d'un changement social collectif, est mentionnée de façon vague. L'ouvrage est surtout centré sur le mal-être individuel des étudiants qui ne sentent pas à leur place dans les AG, et se cherchent alors une bande de potes. Il n'y a pas de dimension véritablement collective.

Pétunia : Oui, il s'agit d'une projection par rapport à un délire personnel. Tu plaques des visions d'individu sur un collectif de copains.

Cédric : Que l'on me comprenne bien, je ne crois pas que soit incompatible de dénoncer son mal-être individuel et de vouloir relier sa révolte à un combat collectif. En ce qui concerne les antibloqueurs, je trouve très fatigant de discuter avec les étudiants qui veulent étudier. Je l'ai fait quelques fois. Les antibloqueurs pas virulents pensent qu'ils ont affaire à un bloc homogène. Il faut donc au moins tenter de dissuader les étudiants de ne pas devenir des antibloqueurs militants.

Théodule : Le plus important pour les grévistes c'est d'être compris des non-grévistes. Le blocage est seulement un moyen.

Cédric : Moi, Je ne centrerais pas la discussion sur le blocage. Ceux qui sont contre le blocage quand ils viennent aux AG sont souvent écoeurés.

Théodule : Les AG fonctionnent sur le mode huées/applaudissements. Elles ne représentent pas un espace pour discuter, un espace où des points de vue s'échangent, où il y aurait un processus d'élaboration collective

Pétunia : Bien que les deux bouquins entretiennent les mêmes fascinations pour les voitures qui brûlent, souvent repris en illustration dans Les mouvements... comme le summum de l'œuvre d'art et évoquées maintes fois dans L'insurrection..., le premier livre me semble plus honnête et utile dans le sens où il part de témoignages et de visions de participants à un mouvement social (CPE), tandis que le deuxième voit et extrapole un concentré en boîte de mouvements un peu partout, invérifiables.

Yves : En ce qui concerne les antibloqueurs et leur participation aux AG je suis d'accord : c'est absurde de vouloir les faire voter dans le cadre d'AG de grévistes. Mais je ne suis pas d'accord pour les qualifier comme «ennemis» au sens militaire. Il faut se montrer beaucoup plus subtil, surtout vis-à-vis de tous les étudiants salariés, fils et filles de prolétaires, qui ne peuvent pas se permettre de louper leurs examens car ils n'ont pas papa ou maman pour payer les factures.

Je voudrais revenir sur les qualités et les limites de ce livre.

– Tout d'abord, il me semble que la question des liens des grévistes avec le personnel de l'université et même d'une tactique vis-à-vis des vigiles est évacuée. Les enjeux matériels ne sont pas les mêmes pour l'étudiant et le salarié de la fac. Ces questions ne sont pas du tout prises en compte par les auteurs.

– Ils se moquent de la «peur du désordre, de la peur de l'inconnu» que ressentiraient une partie des étudiants modérés. Ces peurs me semblent tout à fait normales. Et la fuite en avant dans la confrontation violente avec les vigiles et les flics, le pillage de magasins ou même la vie en communauté sont des contre-modèles très faiblarde et peu attirants.

– Les auteurs se montrent très hostiles aux services d'ordre mais très indulgents pour les bandes organisées. Pour moi, c'est exactement la même chose, sauf que, dans le premier cas, les gens se regroupent sur une idéologie toto et dans le second sur une idéologie stalinienne ou trotskyste.

Théodule : Je ne suis pas du tout d'accord, un SO est un groupe séparé d'un cortège et qui préexiste à l'apparition d'un problème, alors qu'une bande existe quoi qu'il arrive et ce que décrivent les auteurs du bouquin c'est pour moi ce que devrait être un cortège de manif : un groupe de personnes vigilantes et si quelque chose se passe les gens qui le sentent montent au carton.

Yves : *Les mouvements sont faits pour mourir* soulignent les aspects positifs de l'occupation des facs, et c'est vrai qu'il y en a. Mais en même temps, cette occupation ressemble furieusement à une gestion de la misère et à un éloge de la frugalité : couchage collectif obligatoire (un dortoir est-il plus un lieu d'émancipation qu'une chambre individuelle ?), potager planté dans un coin de la pelouse (j'en comprends la valeur symbolique mais l'énergie qu'il faut dépenser pour planter et surtout entretenir un potager vaut-elle la chandelle ? Sans compter que soit il sera détruit dès la fin de la grève, soit – pourquoi pas ? – il sera récupéré par l'administration), etc. En fait, l'occupation d'une fac aboutit à la construction d'un lieu où le temps

est suspendu, où l'on ne dort presque plus, où l'on vit sur son adrénaline Et les auteurs en sont conscients puisqu'ils écrivent que «l'injonction à ouvrir un lieu de vie comme valeur en soi pose problème». Je l'ai déjà dit à propos de *L'insurrection qui vient*, mais pour moi le «blocage des flux» est une fumisterie pseudo-radical : puisque les gens ne veulent pas faire grève, on va les empêcher d'aller au travail ! «Provoquer la grève par le fait», voire même bloquer l'économie, «saboter par petits groupes des entreprises», tout cela n'est que du pipeau quand c'est organisé par des étudiants totalement extérieurs aux entreprises.

Le livre fait l'apologie de la violence contre le mobilier urbain, les agences d'intérim, les flics pour «augmenter la tension» et provoquer le «désordre généralisé». On est toujours dans la vision du cycle provocation-répression-solidarité. Cette vision politique me semble désespérément stérile.

Théodule : Les attaques contre les boîtes d'intérim relèvent-elles de la vision action-répression-solidarité ??? Je n'en suis vraiment pas sûr...

Yves : Les auteurs évoquent «nos rôles d'étudiants, nos statuts de salariés même précaires». Qu'il s'agisse des étudiants ou même de la jeunesse précaire, on retrouve ici une vieille idée : celle de l'«avant-garde tactique» qui va réveiller les exploités, les sortir de leur léthargie supposée. La JCR puis la Ligue communiste défendaient déjà cette idée de l'«avant-garde tactique» dans les années 1960 et 1970. On la retrouve ici avec un vocabulaire plus radical, mais il s'agit de la même quête d'un raccourci qui part d'un même constat d'impuissance implicite.

En ce qui concerne l'action directe, il me semble qu'on ne peut en faire l'apologie de façon indiscriminée. Certaines actions directes sont positives : la «récupération collective» dans les supermarchés, les déménagements de mobilier (à condition de bien prévoir le coup et de ne pas se faire prendre)– d'autres actions me semblent inutiles voire dangereuses pour ceux qui les mènent : la casse de voitures, de magasins ou de vitrines, et même les actions antipub qui reposent sur un moralisme assez insupportable.

Le slogan «Ni CPE ni CDI» me semble particulièrement maladroit, et sa lisibilité pour les exploités pas évidente.

Dans *Les mouvements sont faits pour mourir* on retrouve malheureusement les mêmes expressions ronflantes et creuses que dans *L'insurrection qui vient* : «climat pré-insurrectionnel», «onde insurrectionnelle», «perspectives insurrectionnelles», «perspectives

révolutionnaires», «menace subversive», «l'émeute est permanente», etc.

– En même temps ce livre pose de vraies et de bonnes questions et qui reposent sur des observations fines quand, par exemple, il fait la différence entre :

– le militant pour qui «on ne peut rien faire tout de suite» – l'activiste pour qui «on doit absolument faire quelque chose»,

– et l'alternativiste qui, en se construisant un mode de vie idéal, a tendance à se couper de la société.

Malheureusement, face à ces trois modèles de militantisme, le quatrième que nous propose *Les mouvements sont faits pour mourir* me semble un peu court : le réseau est présenté comme la solution miracle, sans que soit jamais posé le problème central des individus qui font le lien entre les réseaux et deviennent des chefs occultes.

On retrouve dans *Les mouvements sont faits pour mourir* un fantasme qu'il y avait aussi dans *L'insurrection qui vient* : contrairement à ce que croient les auteurs, la délinquance n'est pas du tout opposée à l'enrichissement personnel bien au contraire (cf. la référence positive à Mésrine dans le livre précédent)

Le thème de la «guerre» et les métaphores guerrières sont omniprésents dans *Les mouvements sont faits pour mourir*. Je trouve cette démarche pas très convaincante pour des non-militants. Il me semble plus efficace et juste de parler de contrôle social que de guerre. De même parler d'un «Etat totalitaire et démocratique» n'a guère de sens.

On retrouve dans les deux livres la même apologie des squats et des maisons collectives, qui ne sont que des manières (parfois sympathiques) de gérer la misère.

Enfin sur la question de la violence, la réflexion des auteurs est pour le moins inaboutie : «la violence est la façon la plus directe de montrer le rejet profond du pouvoir», écrivent-ils. On a l'impression que, pour eux, la politique se résume à exprimer la rage ou les désirs de communauté des individus. Le texte fait mention des rapports de force, mais comme les auteurs refusent toute négociation (perte d'énergie) et toute médiation juridique (tout en étant conscient de la nécessité d'avoir des avocats donc une culture juridique de compromis...) on ne voit pas très bien où ils veulent en venir, à part à un Grand Soir apocalyptique.

Théodule : Ce n'est pas parce qu'une action va être dure que ce qu'il y a derrière politiquement l'est, et inversement. Ces 2 ouvrages ont tendance à le croire. En fait j'ai l'impression que finalement ces

bouquins posent la question de : de qui voulons nous nous faire (re)connaître ? en effet, ils ont beau parler de la conspiration à l'abris des regards, d'être invisibles, etc, au final, dans ce qu'ils proposent de faire je trouve que les auteurs de ces deux bouquins recherchent au fond avant tout à être RECONNUS PAR LEUR ENNEMI : j'entends par là, qu'ils proposent des actions assez spectaculaires (vitrines et compagnie) qui visent finalement à cracher à la gueule des flics, de la justice, comme si c'était finalement de la condamnation des juges qu'ils comptaient tirer la preuve de leur propre légitimité. Or à l'inverse il me semble que l'important n'est pas de se faire reconnaître de son ennemi, mais de «se faire connaître» de ses potentiels alliés (pour moi c'est une question de classe, pour ceux qui ne reconnaissent pas cette grille de lecture c'est vrai que je vois mal comment cela peut se goupiller du coup).

*

Tarnac...
et
après ?

* «Nous n'avons que trop de raisons de nous révolter»

«Durant la période électorale qui a vu l'arrivée de Sarkozy à la présidence, l'ambiance est à la colère et à la révolte. De manif's sauvages à des bris de vitrines de permanences d'élus, de nombreux actes marquent cette période. Début mai, il y a eu aussi une tentative d'incendie d'une voiture de flics (dépanneuse) devant un commissariat de Paris.

C'est pour cette tentative qu'Isa, Juan et Damien sont en détention préventive, au motif que leurs ADN, pris à leur insu ou de force, auraient été retrouvés sur l'engin incendiaire.

Tous les trois sont sous le coup d'une instruction antiterroriste.»

(Présentation du texte sur Indymedia Nantes. Ce texte se trouve aussi dans Cette Semaine de décembre 2008)

LETTRE DE JUAN DEPUIS LA PRISON DE ROUEN(OCTOBRE 2008)

J'écris depuis la prison de Rouen, qui s'est une nouvelle fois illustrée le 10 septembre par la mort d'un détenu, victime de la folie... de l'Administration Pénitentiaire.

Ca fait maintenant quatre mois que je suis en détention provisoire pour terrorisme.

Terrorisme ! Quel outil formidable pour l'Etat ! Le terrorisme vient aujourd'hui justifier des mesures de contrôle et de fichage de plus en plus poussées au nom de notre sécurité. On ne s'étonne même plus de croiser dans les gares des militaires, mitraillettes à la main. Démocratie ou pas, la peur reste le meilleur moyen pour soumettre et gouverner.

Dans l'imaginaire collectif, le terroriste, avec le pédophile, est devenu une des figures même du mal. D'un côté il a le visage de monsieur tout le monde, ce qui en fait une menace permanente et insidieuse qui ne peut se combattre que par un contrôle généralisé de plus en plus strict. Et de l'autre, il a le visage repoussant d'un monstre sanguinaire, fasciné par la violence et n'ayant plus rien d'humain ni de commun avec nous pour éviter qu'on le comprenne et que de tels actes se propagent. Apposer l'étiquette de terroriste sur quelqu'un, c'est donc le condamner au bannissement. Qui soutiendrait des barbares pareils ?

C'est une habile manoeuvre politique pour isoler et affaiblir. On fait passer des amis, des camarades de lutte pour des illuminés en décrédibilisant les moyens considérés comme violents (sabotage, bris de vitrine, etc) autant que le sens politique de leur action. Diviser pour mieux régner, rien de nouveau. On fait le tri entre la contestation «raisonnable», que l'Etat tolère, voire intègre pour se renforcer– et celle sauvage et non autorisée, plus difficilement récupérable. On frappe fort sur quelques-uns pour que tout le monde ferme sa gueule et sache à quoi s'en tenir. Evidemment pour être efficace, ça doit servir d'exemple, on ne peut pas faire de tout le monde des terroristes.

La Mouvance Anarcho-Autonome Francilienne (MAAF), l'organisation terroriste à laquelle nous sommes supposés appartenir, rend bien compte de cette intention. Vous n'avez jamais vu de tract ou d'attentat au nom de la MAAF. Et pour cause : ce sexy sigle est une invention policière, le titre d'une catégorie de classification des RG (Renseignements Généraux). Le mot «mouvance» montre à quel point c'est flou. Il peut suffir d'un contrôle d'identité au cours d'un moment de contestation sauvage, de la fréquentation d'un lieu ou d'une personne, d'une lecture ou d'une opinion subversive. Certains thèmes aussi sont plus sensibles comme les prisons ou les sans-papiers– RESF par exemple est qualifié de mouvement "quasi-terroriste".

Cette histoire de tentative d'incendie est loin d'être l'affaire du siècle. Et si le pouvoir, relayé par les médias, l'a gonflée au maximum, ce n'est pas que l'Etat craignait de ne pouvoir se relever de ce coup. Malheureusement, il faudra plus qu'un incendie – même réussi - pour mettre vraiment en danger le système. Si l'Etat est attentif et soucieux de ces "menaces" politiques et que cet affront devait être puni, il en a surtout profité pour faire de cette affaire un exemple, répondre à la contestation sociale, et remettre à jour quelques fichiers de renseignements et bases de données policières.

Nous nions tous les trois notre implication dans cette tentative d'incendie. Mais en vérité c'est un détail.

D'abord parce que face à la supposée irréfutabilité de la preuve par l'ADN des scientifiques, il est difficile d'expliquer la présence de poils qu'on a pu éventuellement semer, si tant est que ce soient les nôtres !

Ensuite parce que la Justice donne peu d'importance à ce qu'on a à dire. Elle n'a pas besoin de toi pour te juger. Qu'importe ce que tu as réellement fait. Si tu as le profil, et il peut suffir d'une garde-à-vue, de la participation à une manif ou d'opinions affichées, ça suffit à être condamné. Tout le reste est du théâtre.

En ce sens, la Justice ne s'est sans doute pas trompée. Je crois bien avoir le profil recherché. Non pas celui d'un fanatique qui veut semer la terreur dans la population pour arriver à ses fins – c'est plutôt l'apanage des gouvernements, qu'ils soient despotiques ou démocratiques -, mais plutôt celui d'un révolté parmi les autres.

Dans ce monde régi par le fric où la plupart des gens crèvent de faim pour soutenir le rythme de vie des riches – où le seul horizon pour beaucoup est un travail de merde qu'on est réduit à pleurer au moment de perdre – où l'ennui et la dépression sont la norme – où ceux qui n'ont pas de papiers doivent raser les murs – où la nature devient un luxe pour touristes – où notre pouvoir sur nos vies se limite au choix de la chaîne télé, du bouffon qui nous gouverne, et de la marque de lessive – où la police te rappelle à chaque instant de fermer ta gueule – et où la prison t'accueille si tu déroges à la règle.

Dans ce monde moisi, il serait malvenu de pleurer la carcasse cramoisie d'une voiture de flics. Nous n'avons que trop de raisons de nous révolter.

Ce n'est pas la répression qui nous les enlèvera.

En taule comme dans la rue, que la lutte continue avec rage et joie !

* «Aller en taule tout en continuant à lutter pour la liberté»

Salut à tous les camarades,

C'est une triste nouvelle qui me pousse à écrire cette lettre. A l'heure où elle sera rendue publique, je serai en prison, enfermé dans une cellule pour un temps que j'ignore. Il y a une semaine j'ai reçu une convocation de la juge antiterroriste Houyvet pour le 14 août en tant que mis en examen dans le cadre de l'instruction sur la supposée «Mouvance Anarcho-Autonome Francilienne». Pour mémoire, j'avais déjà été interpellé le 19 janvier avec Ivan et Bruno qui étaient en possession de fumigènes. J'avais alors été placé sous contrôle judiciaire.

Je suis donc convoqué le 14 août car les flics et les experts en charge de ces affaires prétendent avoir recoupé mon ADN prélevé sur un de mes habits en Garde-à-vue le 19 janvier (j'avais alors refusé de le donner volontairement) avec l'un de ceux relevé sur une bouteille remplie d'essence retrouvée sous une dépanneuse de la police en mai 2007, au moment de l'élection présidentielle. Dans cette affaire, Isa et Juan sont déjà incarcérés. Je sais donc en me rendant à cette convocation que je n'ai aucune chance d'en sortir à l'issue et pourtant je m'y rends. Si je tiens à écrire cette lettre, ce n'est pas pour me justifier ni pour chercher un assentiment collectif. J'ai fait ce choix après réflexion et après en avoir discuté longuement et collectivement. Ce fut évidemment une décision difficile mais je l'assume pleinement. J'avais seulement envie d'expliquer cette décision à toutes celles et tous ceux avec qui j'ai déjà partagé des moments de vie et de lutte et parce que cette situation peut toucher d'autres personnes et qu'il est bon de partager les expériences. Si je le fais dès aujourd'hui, c'est parce que je sais bien qu'il sera plus difficile de communiquer ensuite.

Dans cette affaire, mon ami Bruno a fait un choix différent, il a préféré la cavale pour des raisons tout à fait compréhensibles. Je lui souhaite de tout cœur bon vent et j'espère que tous les charognards de la répression ne retrouveront jamais sa piste. Nos choix ne sont pas les mêmes mais ne s'opposent pas entre eux. Libre, en cavale, sous contrôle judiciaire ou enfermé, ces situations sont différentes mais

quelle qu'elles soient, nous restons animés par le même désir de liberté et le même envie de révolte face à ce qui nous opprime.

Dans ma situation, il n'y avait que peu de possibilités : partir ou me rendre à la convocation, soit l'exil ou la prison. Je ne voulais pas ne pas m'y rendre et attendre qu'ils viennent m'arrêter chez moi ou m'enlever en pleine rue. Quant à partir, je ne me voyais pas refaire ma vie à des milliers de kilomètres ni vivre caché dans la crainte permanente d'être arrêté. Bien que, je le répète encore, je comprends et soutiens tous ceux qui ont fait ces choix, mais moi je ne me le sentais pas, voilà tout. Restait donc me rendre à cette convocation et aller quelques temps en taule, ce qui ne signifie pas que j'accepte mon sort. Aller en taule tout en continuant à lutter pour la liberté, sans oublier ce qui nous anime politiquement, sans renier ce qu'on est, des révoltés contre l'ordre des choses, contre la marche de ce monde qui se prétend naturelle et contre la résignation.

Quant aux faits qui me sont reprochés, je nie une quelconque participation à cette action, je conteste ce rapport d'expertise et par là tout le système judiciaire et sa cohorte d'experts qui font maintenant de l'ADN l'élément indiscutable prouvant la culpabilité, l'empreinte génétique devenant la preuve absolue. J'affirme néanmoins ma pleine solidarité avec toutes celles et tous ceux qui, lors de la dernière élection présidentielle, ne se sont pas contentés de rester dans leur coin mais sont descendus dans la rue pour gâcher la fête de l'arrivée au pouvoir d'un nouveau chef et exprimer avec rage leur refus d'être gouvernés, chacun à leur manière.

Cette révolte se poursuit aujourd'hui de différentes manières, dans les centres de rétention, dans les lycées ou dans les rues et j'espère de toute ma détermination et de toute ma rage que les murs qu'ils construisent ne suffiront à nous séparer et à briser nos solidarités et nos révoltes.

A bientôt, Damien.

(Ce texte se trouve aussi dans Cette Semaine de décembre 2008.)

* «Nous ne serons ni des boucs émissaires, ni des martyrs»

Nouvelle lettre d'Isa (mai 2008) depuis la prison de Lille Séquedin

En janvier 2008, Isa et Farid sont arrêtés par les douanes à Vierzon en possession de chlorate de soude, de plans de la prison pour mineurs de Porcheville et de manuels de sabotages. L'ADN d'Isa, prélevé pendant la garde-à-vue correspondrait avec celui retrouvé sur des engins incendiaires sous une voiture de police en mai 2007 à Paris.

Le 20 juin, le frère d'Isa, Juan, est arrêté à son tour et directement incarcéré à la prison de Fresnes, au motif que son ADN aurait également été identifié dans l'affaire de mai 2007. Il a ensuite été transféré à Rouen. Ces affaires sont instruites sous juridiction anti terroriste (voir «Anti terrorisme encore»).

Ce texte a été écrit par Isa en mai 2008 alors qu'elle venait de se faire transférer de la maison d'arrêt de femmes de Fleury-Mérogis à celle de Lille-Séquedin. Aujourd'hui elle se trouve à la prison de Rouen où elle vient de sortir de 10 jours de mitard pour avoir été classé «meneuse» par l'administration pénitentiaire pour un blocage de la cour de promenade suite au tabassage d'une prisonnière (voir «Solidarité avec les prisonnières en lutte de Rouen»). (Présentation extraite du site Indymedia. Ce texte se trouve aussi dans Cette Semaine de décembre 2008.)

Je me décide enfin à écrire, 4 mois et demi après mon incarcération en mandat de dépôt, parce que cette cage gigantesque mais étriquée qui nous traque dehors et dedans, m'écoeure d'un dégoût incommensurable. Comment ne pas penser à la chasse policière qui se rabat sur nous, dehors, comme un poison qui se répand, déterminé à étrangler la révolte et asphyxier les solidarités. Comment oublier nos proches qui se font suivre et épier, arrêter, contrôler. Comment ignorer la politique d'un pouvoir qui, soucieux de survivre à sa propre nuisance et médiocrité, bâtit la légitimité de sa gouvernance sur le sentiment d'insécurité et sur la division de ses sujets... La crainte d'un crime macabre et de hordes de barbares, tantôt spontanés, tantôt organisés, est indispensable à l'Etat pour justifier une stratégie répressive, sécuritaire et policière qui pérennise ses pleins pouvoirs. Les

citoyens peuvent dormir tranquille, l'Etat veille et condamne les pédophiles criminels, les terroristes assassins, les malfrats sanguinaires, qui foisonnent dans nos quartiers... La menace est partout. Et les mots sont puissants pour créer le danger.

La réalité est que l'économie de la peur est un marché fructueux et très épanoui. Les caméras de surveillance pullulent, ainsi que les sociétés privées de surveillance. Les nouvelles technologies excellent en matière de sécurité et de mouchards. De même, la police grouille dans nos rues et dans nos gares, la justice est mécanique et expéditive— les prisons de toutes sortes fleurissent et se surpeuplent.

C'est évident le monde est partagé entre les honnêtes gens d'une part— et puis les pauvres, les chômeurs, les sans papiers, les immigrés, les jeunes, les grévistes, les sans permis, les escrocs de la sécu, les fraudeurs, les petits trafiquants du marché noir, les voleurs de pomme, les agités qui outragent et se rebellent, les insoumis qui refusent l'identification et le fichage, les alcooliques, les drogués, les adeptes de pétards et de fumigènes, les prostituées, les dépressifs, les bagarreurs, les faucheurs, les casseurs, les saboteurs, les fainéants, les curieux de lectures subversives, les vagabonds.... Dans un monde gouverné à la faveur des honnêtes gens, on ne peut accepter un écart de conduite coupable et la lutte pour accéder à cette classe est vorace et se mesure au mérite. Travaille avec zèle, dénonce ton voisin, élève tes enfants à la grandeur de l'identité nationale, suit avec docilité les directives du «parti».

Existe-t-il réellement une conscience du monde aussi servile et exiguë ? Est-ce le triste ordre qui nous régit ? Nous ne sommes pas dupes et n'entrons pas dans ce jeu. Nous n'incarnerons pas ces épouvantails. Nous ne serons ni des boucs émissaires ni des martyrs. Dans une société où il est bon de se taire et de rester à sa place, la révolte peut être combattue à coups de matraque, de murs et de barbelés, d'irradiations au discours dominant et calomnieux, elle ne sera pas vaincue. Les idées et la pensée critique n'ont ni maître ni frontière et les esprits libres auront toujours la rage de vivre du carcan éternel des oppresseurs exploitants et des exploités opprimés.

En 4 mois, j'ai exploré la Maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis et le quartier des femmes de Lille-Séquedin. D'ici un mois, je devrai fouler le centre pénitentiaire de Rouen... Que dire de cette expédition disloquée et inattendue qui nous arrache les pieds de la terre et la tête des nuages pour nous compartimenter, nous morceler, nous réduire en mille espaces temps, en mille lieux et réalités, en un fouillis de «soi», d'image de soi, visages multiples, difformes ou

amnésiques... Comment définir ce parcours du moi incertain entre police, justice, prison ?... Chaque pas est une progression dans une jungle de cages imbriquées les unes dans les autres comme des poupées russes, muettes et censurées. Et chaque pas doit être un retour en soi pour recomposer les pièces dispersées de l'esprit, et détruire les barreaux qui s'ébauchent dans les tréfonds du corps. Ce serait une folie que ma situation pénale et carcérale me colle à la peau ! Nier notre propre conscience pour une paranoïa d'Etat est un acte suicidaire !

Je ne sais pas exactement comment s'articulent le pouvoir et les responsabilités entre les instances judiciaires et pénitentiaires. Toujours est il que mon transfert à Séquedin a été motivé « officiellement » par des dessins que j'avais fait de ma cellule et de la cour de promenade, susceptibles de nuire à la sécurité de l'établissement (prétexte)... Alors qu'un rêve d'évasion est sans doute la plus juste cause qui peut tenir éveillé un prisonnier (enfin, de là à franchir le pas, la réalité est complexe... !). Il paraîtrait que mon transfert immédiat en région parisienne serait empêché par ce genre de querelle : la délicate question des détenus particulièrement surveillé (DPS)... Voilà, du coup, si jamais je n'étais pas libérée d'ici là, un transfert à Fresnes serait envisagé au mois de septembre... Entre temps la seule solution intermédiaire qui m'est proposé pour me rapprocher de Paris est Rouen. Ce que j'ai accepté étant donné que la maison d'arrêt est plus accessible pour mes proches... Mais je ne cesserai de rappeler la précarité et l'illusion de mes droits de prévenue présumée innocente— qui semblent pourtant tout à fait concordant avec l'incarcération, une enquête à charge et puis ma supposée dangerosité. Cela entraîne un contrôle renforcé, justifie l'éloignement et l'isolement vis-à-vis des proches et de la défense.

Pour illustrer l'insignifiance de cette condition je pourrai par exemple raconter comment j'ai passé 2h30 dans une cage à lapin d'un fourgon de la gendarmerie avec les mains menottées, quelques trous d'aération, à peine la lumière du jour, sans boire ni manger, jusqu'à arriver au tribunal de Paris, discuter quelques minutes avec l'avocat que je n'avais pas vu depuis ma dernière extraction, et enfin être interrogée devant le juge avec un mal de crâne infernal— en sachant qu'il faudra envisager le retour de la même manière... C'est une représentation tout à fait précise du sens de nos droits. Et c'est bien connu.

Pour revenir un peu en arrière, rentrer en prison a été un bouleversement terrible. Après 5 jours d'un cauchemar sous tension, en garde à vue, avec des accusations lourdes et dans des proportions

que je n'aurai même pas soupçonné, l'attente interminable a commencé... Jusqu'à quand ?? Au bout de 2 mois j'avais cependant retrouvé un certain équilibre, lier des connaissances... Seulement on a préféré me casser encore un peu, dans la logique punitive et vengeresse, et j'ai atterri à Lille-Séquedin, prison moderne surgie de la terre il y a 5 ans.

Une fois encore c'était l'effondrement des repères. Je rentrais dans un environnement en apparence plus sécurisé, lisse, propre mais glacial. De larges couloirs éclairés, ponctués de caméras sous des globes de protection, une petite cour sans âme sous vidéosurveillance, tapissée de goudron et cerclée d'une double rangée de grilles et de barbelés, une cellule munie d'une douche, d'une télé d'office et de 5 prises électriques (!)... Et pour peupler de fantômes cet espace morne, une rationalisation et discipline des mouvements, attachées à réprimer la vie dans ses moindres recoins. L'esprit du lieu a fort bien marié le confort et la propreté au service de l'ordre. Les flux et les effectifs sont réduits au minimum et strictement réglementés (3 tours de promenade pour 150 détenues, des activités limitées et à petit nombre). Les temps de promenade n'excèdent pas la limite obligatoire (1h15 par demie journée). Les échanges et solidarités entre détenues (à part les trafics de cachetons) sont particulièrement compliqués à mettre en œuvre dans une ambiance où la répression est diffuse (même un papier et un stylo sont interdits en cour de promenade)... Et à ne pas s'y confondre, si un service de buanderie est proposé c'est pour éviter le désordre et la confusion du linge aux fenêtres– pour empêcher que les prisonnières puissent se «réapproprier» et détourner l'espace dans lequel ils survivent...

D'ailleurs dans cette nouvelle prison gérée en partie par une société privée (la SIGES -filiale de SODEXHO-) qui s'occupe du travail, la buanderie est le pôle d'activité essentiel pour les femmes. Je crois que 1,5 tonne de linge est traitée par jour, provenant des différents centres pénitentiaires de la région. Pour les hommes, il s'agit de la cuisine. Sur le même principe Séquedin fournit des repas en barquettes à toutes les prisons de la zone. Les salaires sont inférieurs à 200 euros pour les femmes (pour un temps plein), 100 de plus pour les hommes.

Depuis l'ouverture d'un EPM (établissement pour mineur) à Quièvrechain, le quartier mineur de l'établissement a été fermé. Aujourd'hui en travaux, il est en phase de devenir un quartier ultra-sécurisé. Alors l'ouvrage sécuritaire se poursuit aveuglément : une nouvelle file de barbelés vient d'être ajoutée au mur d'enceinte, les tuyaux souterrains d'évacuation des eaux ont été grillagés, etc... Je

compare cette platitude pacifiée à l'ambiance de la Maison d'arrêt des femmes de Fleury qui a son histoire, ses luttes, ses évolutions, ses acquis... Et puis ce qui caractérise les vieux centres pénitentiaires comme les douches «collectives» ou la distribution d'eau chaude le matin... Le dimanche après-midi la promenade s'étend sur 3h avec une autorisation de «pique-nique». Et jamais une surveillante ne poserait un pied dans la cour de promenade... En fait le front est plus présent dans l'absolu.

A Séquedin, c'est comme si la division et l'effacement avaient opéré. On entend rarement les détenues frapper sur les portes des cellules à l'unisson. Mais j'espère que le quartier des femmes se secouera dans l'avenir pour refuser la résignation, conquérir de nouveaux «droits» et libertés, ici et ailleurs. Et enfin, partout, mettre à bas ces lieux de l'enfermement. A l'heure qu'il est j'attends toujours, mais avec plus de confiance et avec une compréhension progressive des mécanismes qui tentent de nous gérer... La lutte continue !

Isa

* «Dissociés» italiens ... et radicaux chics hexagonaux

Certains internautes ont réagi à la discussion que nous avons publiée sur la Toile à propos de *L'insurrection qui vient* et de *Les mouvements sont faits pour mourir*, au début de «l'affaire de Tarnac» (discussion qui, rappelons-le, s'était déroulée plusieurs mois auparavant) en l'amalgamant à une «dissociation» vis-à-vis des inculpés. De plus, ils ont assimilé cette prétendue «dissociation» à une collaboration avec la police. On remarquera, au passage, que les mêmes accusations ont été proférées par certains sur le Net, lorsque j'ai critiqué les propos cyniquement mercantiles de Eric Hazan, éditeur de *L'insurrection qui vient*.

Premier point : la dissociation est une pratique qui a été mise en œuvre de façon individuelle et collective en Italie. La dissociation collective la plus célèbre est celle du groupe Prima Linea dont 923 militants emprisonnés se sont dissociés de la lutte armée en 1982, et ont invoqué la nécessité de faire un bilan de leurs erreurs politiques et stratégiques. On peut approuver ou désapprouver le contenu de leurs textes de l'époque ou le principe même de cette démarche et son opportunité politique, mais il est particulièrement calomnieux de l'associer à la démarche des «repentis», individus qui donnèrent des noms et des informations à la police pour alléger considérablement leur peine ou être remis en liberté.

Rappelons par exemple que Valerio Morucci des Brigades rouges est resté en prison encore dix ans après avoir démissionné des BR et s'être «dissocié» et qu'il a fait en tout 22 ans de prison. Ou que Sergio Segio, dirigeant de Prima Linea, a passé 22 ans en taule et a été libéré 13 ans après sa dissociation. Cherchez l'erreur de nos inquisiteurs franchouillards....

Ceux qui parlent à tort et à travers de «dissociation» ne citent jamais les propos des dissociés. Prenons l'exemple des dissociés de Prima Linea. Qu'ont-ils écrit en 1981 et 1982 ?

«La possibilité de notre mémoire permet la dissolution de la culture fétichiste des armes et des organisations. Cela ne signifie pas que nous critiquions la violence de classe tout court parce que celle-ci a été un élément de la phase qui a vu la naissance des organisations communistes combattantes, phase comprise comme une forme de

libération ultime de l'esclavage du travail salarié. (...) Je ne suis ni un repentir ni un délateur. Je procède simplement à l'autocritique d'un terrorisme destructeur de tout espoir et qui repose sur des reconstructions historiques fausses et déformées» (Roberto Vitelli, 1981)

«Il nous faut ouvrir une phase de profonde critique et autocritique. (...) Cela ne veut pas dire liquider dix ans de luttes, de pratique combattante, de développement de la lutte armée, avec tout ce que cela implique. Non, nous ne jetterons pas le bébé avec l'eau du bain (...). Il s'agit d'examiner la validité stratégique de la lutte armée, en tant qu'instrument adéquat au développement des contradictions sociales, sa transformation en guérilla urbaine, en guerre sociale désespérée» (Sergio Segio et Diego Forastieri Molinari, 1982).

On est très loin de propos pacifistes ou pro-policiers, comme certains «radicaux» français tentent de nous le faire croire à propos des dissociés !

Cette confusion entre «dissociés» et «repentis» a été abondamment diffusée en France par des ex-militants «irréductibles» (comme on disait en Italie) appartenant à des groupes ayant pratiqué la lutte armée et qui étaient en exil et en LIBERTE contre des dissociés qui, eux, ont passé de longues années en PRISON.

Où est l'erreur ?

La dénonciation de la «dissociation» est encore plus douteuse quand elle est le fait de perroquets gaulois qui n'ont jamais passé un seul jour dans une cellule et se font un plan «radical chic» à bon marché dans l'Hexagone.

En ce qui concerne «*L'insurrection qui vient*», il ne s'agit pas de se dissocier d' «actes» (quels actes ? pour le moment il n'existe aucune preuve officielle de liens entre les inculpés de Tarnac et les sabotages d'installations ferroviaires, et s'il y en avait, qu'elles ne soient pas fabriquées par la police, et que ces actes soient revendiqués par les inculpés, on pourrait alors effectivement en discuter et prendre position à leur propos). Mais il s'agit seulement, et c'est pour nous l'essentiel, de discuter d' «idées» qui sont répandues dans certains milieux de jeunes révoltés par l'exploitation et l'oppression capitalistes.

Si l'on suit le raisonnement de ceux qui lancent l'accusation de «dissociation» (1) à notre encontre, remettre en cause les idées de quelqu'un serait collaborer avec la police.

Inutile de préciser à quelle sinistre école de pensée ils ont été formés.

Pour notre part, nous continuerons à promouvoir la discussion politique entre militants qui souhaitent comme nous une révolution sociale. Sans tabous ni préjugés ni calomnies.

Y.C.

18/11/2008

1. Pour être précis rappelons que la loi italienne sur la dissociation (article 1 de la loi n° 34 du 18 février 1987) considère comme dissociés «ceux qui ont définitivement abandonné l'organisation ou le mouvement terroriste et subversif auxquels ils appartenaient précédemment, qui ont admis avoir accompli ces activités, dont le comportement est objectivement incompatible avec de telles associations et qui rejettent la violence comme méthode de lutte politique». On voit donc qu'il y a une grande marge (ce qui n'est pas étonnant, du point de vue de l'Etat bourgeois italien) entre la dissociation telle que la concevaient les militants de Prima Linea et les termes de la loi de leur pays.

Et on constate aussi que les «irréductibles» en exil et en liberté qui calomnient les «dissociés» retournent les termes de la loi bourgeoise italienne contre des militants qui ont été emprisonnés pendant des années. Ils sont d'ailleurs rejoints dans cette confusion par une partie de la presse et de la magistrature italiennes qui assimilent délation et dissociation pour mieux embellir la première.

Ou alors, comme Moretti, des BR, ce sont des militants qui portent un jugement «beaucoup plus sévère» contre les dissociés que contre les repentis qui «trahissent et passent de l'autre côté». Curieuse logique...

Pour notre part, nous ne voyons aucune raison de prendre parti dans ces règlements de comptes, et de calomnier des camarades qui ont payé très cher leurs écrits et leurs actions, mais aussi le droit de réfléchir politiquement.

* «Mouvance anarcho-autonome» : Généalogie d'une invention

1^{er} décembre 2008

L'article de Claude Guillon qui suit se trouve sur son site www.claudeguillon.internetdown.org/article.php?id_article=241.

Victor Hugo se flattait d'avoir «mis un bonnet rouge au vieux dictionnaire [1]». C'est aujourd'hui la cagoule des policiers antiterroristes que l'on enfile sur le vocabulaire. Chacun choisit son symbole : la coiffe des sans-culottes de 1793 ou le masque anonyme du bourreau.

Néologismes et sémantique sont des moyens de la lutte des classes. Lewis Carroll a résumé le problème dans un court dialogue : «La question, dit Alice, est de savoir si vous avez le pouvoir de faire que les mots signifient autre chose que ce qu'ils veulent dire. La question, riposta Humpty Dumpty, est de savoir qui sera le maître... un point c'est tout [2]».

Voilà. Ceux qui sont les maîtres, c'est-à-dire ceux qui disposent de la gendarmerie et des télévisions, ont le pouvoir de donner aux mots le sens qui leur convient. Ils ont le pouvoir de faire en sorte que les mots les servent, qu'ils soient le moins importuns possible pour eux. «Ils disent «voici telle ou telle chose», remarquait Nietzsche, ils apposent sur toute chose et sur tout événement un son qui les différencie et par là même ils en prennent pour ainsi dire possession [3]». Les mots, et partant les choses qu'ils désignent, sont serfs. Il n'est pas étonnant que les écrivains se soient soucié du sort du langage, leur outil, leur jouet, leur arme. Les écrivains, dit Hugo dans *Les Contemplations*, «ces bandits», «ces terroristes», «ont mis la langue en liberté». Le souci de tous les pouvoirs est de la remettre en cage, de re-nommer sans cesse ce qui leur déplaît et les importune. Nommer pour normer. Définir pour en finir avec. Anarcho-libertaire ou anarcho-autonome

La police a hésité, depuis le début des années 1990, entre plusieurs appellations pour désigner les milieux ou la mouvance qui se situent hors de l'extrême gauche (par ex. LCR, LO) et de l'anarchisme organisé (par ex. FA, OCL). La première expression, bel exemple de redondance, était «anarcho-libertaire». Elle englobait aussi bien des

militants de la CNT anarcho-syndicaliste que les antifascistes radicaux du SCALP. Puis vient «anarcho-autonome».

On peut prendre comme point de repère commode du passage d'une expression à l'autre le rapport des Renseignements généraux sur l'extrême gauche, produit en avril 2000 (Extrême gauche 2000, 116 p.). Classés parmi les «électrons libres», figurent les «anarcho-autonomes» : «Rassemblant de façon informelle des éléments se signalant par une propension à la violence, la mouvance autonome, regroupée pour l'essentiel dans la capitale, compte également des ramifications en province. Hors les organisations transversales qu'elle s'emploie à dévoyer, cette sensibilité se retrouve dans les squats politiques et également dans des structures spécifiques, plus ou moins éphémères, voire de circonstance, s'interpénétrant peu ou prou, au nombre desquelles : [le Scalp, Cargo, collectif agissant au sein d'AC !, le Collectif des papiers pour tous, etc.].» (p. 32) Dans l'une des annexes, intitulée «Les manifestations d'une violence marginale de janvier 1998 à avril 2000» (pp. 79 à 84), énumération d'actions plus ou moins illégales, on trouve les deux expressions, utilisées pour désigner tel militant censé y être impliqué, mais avec une nette prépondérance d'«anarcho-autonome» (15 contre 2, et, pour être tout à fait complet, 2 «anarcho-punks»).

Certes l'hybride «anarcho-autonome» est à peine moins ridicule que l'«anarcho-libertaire», mais il présente l'avantage de combiner le vieil épouvantail de l'anarchiste poseur de bombes avec une «autonomie» qui tient davantage de l'adjectif - bel adjectif d'ailleurs ! - que de la filiation réelle avec les mouvements autonomes italiens et français des années 1970.

Il faut attendre la deuxième moitié des années 2000, et l'arrivée de Michèle Alliot-Marie au ministère de l'Intérieur pour que le vocabulaire policier évolue. Encore le phénomène est-il lent et contradictoire, comme en témoigne les articles de la presse. Le Figaro (8 juin 2007) titre «L'extrême gauche radicale tentée par la violence». Il est question dans le corps de l'article d'«une mouvance particulièrement active ces dernières semaines. Qualifiés d'«anarcho-autonomes» par les services de police [...].» Le Monde (1er février 2008) titre «Les RG s'inquiètent d'une résurgence de la mouvance autonome». L'article parle d'une «mouvance, qualifiée pour l'heure d'«anarcho-autonome»» puis utilise, sans guillemets, l'expression mouvance autonome.

C'est, à ma connaissance, dans une nouvelle note, produite cette fois par la Sous-direction anti-terroriste de la Direction centrale de la

Police judiciaire, et datée du 26 janvier 2008, que s'achève la formation de l'expression qui fait son titre : Renseignements concernant la mouvance anarcho autonome francilienne (cf. article de Nicolas Beau et Jacques-Marie Bourget sur le site bakchich. info, 14 novembre 2008). Voici donc la «mouvance anarcho-autonome» qui, pour avoir perdu un trait d'union, a enfin gagné sa cohésion. Et elle gagne encore, détail décisif, une localisation géographique : «francilienne». Certes, cela peut signifier simplement la modestie de l'objet envisagé (on ne traitera pas de la mouvance toulousaine...). Cependant, l'adjectif francilienne, s'il est réducteur dans l'espace géographique, ouvre des perspectives «organisationnelles» et donc policières intéressantes [4]. Au prix de son troisième adjectif qualificatif, la «mouvance», terme par définition vague, acquiert un semblant de consistance... Bref, par la vertu d'un mot, nous avons affaire à une organisation, à un groupe constitué, autant dire à un parti ! Lequel s'exprime, selon la note de la PJ, «par des actions concertées à l'encontre des forces de l'ordre et de symbole du capital (banques, agences d'intérim, compagnies d'assurances, sociétés commerciales internationales...), préparées par les intéressés lors de rencontres dans les squats, à la fois lieu de vie, de réunion et de passage [5]».

Il manquait une touche, logique, à cette élaboration. Elle est fournie par une note, en date du 13 juin 2008, de la Direction des affaires criminelles et des grâces du ministère de la Justice, adressée aux magistrats parquetiers de toute la France. Il s'agit de faire face «à la multiplication d'actions violentes commises sur différents points du territoire national susceptibles d'être attribuées à la mouvance anarcho-autonome.» La Chancellerie demande par cette note aux parquets locaux «d'informer dans les plus brefs délais la section anti-terroriste du parquet de Paris [de toute nouvelle «affaire»] pour apprécier de manière concertée l'opportunité d'un dessaisissement à son profit [6]». La «mouvance anarcho-autonome» est donc bien l'équivalent d'une organisation structurée au niveau national, et comportant des ramifications ou des «cellules» locales.

Ce laborieux effort de visibilisation d'un ectoplasme permettra d'accuser demain tel individu interpellé et mis en examen, pour possession d'un fumigène par exemple, d'appartenir à la Mouvance anarcho-autonome, comme on est délégué Force ouvrière ou agent de la CIA. L'intérêt étant que, aussi minuscule et dérisoire que puisse être le prétexte de son arrestation et de sa mise en examen, il sera considéré comme un élément d'un ensemble d'autant plus dangereux pour

l'ordre social qu'il est flou. À travers lui, c'est «le parti» que l'on frappera ! Ultra-gauche

Annonçant les interpellations de Tarnac, le 11 novembre 2008, la ministre de l'Intérieur Michèle Alliot-Marie ajoute un terme à la déjà indigeste «mouvance anarcho-autonome», la faisant précéder du terme «ultra-gauche». Ce qui donne, sans respiration : «ultra-gauche mouvance anarcho-autonome». Mentionnons pour mémoire que le terme Ultras désigne, au début du XIX^e siècle, les ultra-royalistes.

Ultra-gauche a d'abord été employé au milieu des années 1920 pour désigner des militants léninistes, membres du KPD (parti communiste allemand pro-soviétique), qui déviaient de la ligne officiel de Moscou, en s'opposant par exemple à la politique de front unique avec les sociaux-démocrates. Par la suite, il a été utilisé de manière vague et confuse pour désigner les communistes de conseils (Pannekoek, par ex.) et de manière générale les marxistes antistaliniens [7].

Rien ne dit que le vocabulaire politico-judiciaire soit fixé. On peut cependant prévoir qu'il sera difficile, ne serait-ce que d'un point de vue euphonique, d'allonger encore cette suite de trois termes, dont deux sont composés. Il sera plus simple d'utiliser, comme en d'autres temps, le mot «terroriste».

Claude Guillon

* [1] Les Contemplations, 1834.

[2] De l'autre côté du miroir.

[3] Généalogie de la morale, Éd. 10-18, p. 130.

[4] Paradoxe : à ma connaissance, seuls des textes militants ont utilisé, par dérision et pour moquer la volonté policière d'inventer une organisation à partir de rien, le sigle «MAAF».

[5] Le rapport de la sous-direction antiterroriste de la direction centrale de la police judiciaire au procureur de Paris, en date du 15 novembre 2008, reprend ce passage mis en ligne ici.

[6] Le Syndicat de la Magistrature (SM) faisait observer, dans un communiqué du 26 juin 2008, que cette manière de procéder est de nature à centraliser et renforcer «la répression à l'encontre des différents acteurs du mouvement social». Guillaume Didier, porte-parole du ministère de la justice, affirmait en réponse que «la définition de la «mouvance anarcho-autonome», des organisations et des membres qui la composent, viendra des services de renseignements spécialisés» (Mediapart, 26 juin 2008), ce qui revient à reconnaître qu'il s'agit d'une formule creuse promise au rôle de joker et de fourre-tout.

[7] Sur la critique de la notion d'ultra-gauche, cf. Charles Reeve, «Ultra-gauche en salade», Oiseau-tempête, n° 11, été 2004.

* La Catenaire qui cachait la Forêt

23 novembre 2008

Dans ce pays, l'inflation répressive n'a d'égale que l'inflation verbale généralisée qui l'accompagne.

D'un côté dix personnes interpellées après que plusieurs sabotages de caténaires aient eu lieu, et selon plusieurs méthodes différentes. Les sabotages en question ont occasionné quelques heures de retard, ont été réparés en moins de vingt quatre heures, c'est-à-dire à peu près autant de dégâts que lorsqu'une vache s'avise de traverser la voie.

Mais au grand regret des médias et du Ministère de l'Intérieur, la théorie d'un complot terroriste bovin paraît encore un peu saugrenue, même pour le Figaro.

Tant mieux pour les vaches, tant pis pour les habitants de ce pays qu'on peut désormais perquisitionner et placer en garde vue quatre jours de suite, puis emprisonner en préventive sur la base d'une «mauvaise réputation», de quelques bouquins écrits ou possédés, et de rumeurs de «preuves».

Inflation verbale sur les faits, le sabotage devient du terrorisme. Il est vrai que les retards de train occasionnés par les grèves font déjà des millions d'«otages», contrairement aux accidents causés par le mauvais état des trains et du réseau, qui ne font que des «victimes» au temps de parole plus limité, quand elles ont la chance de s'en sortir vivantes.

Ainsi, le sabotage de plusieurs caténaires par un Invisible particulièrement efficace, en l'occurrence le Vent, ne donnera lieu qu'à une couverture modérée, et «étrangement" les dépêches des principales agences de presse sur ce sujet ne feront aucun lien entre ces caténaires là, bousillés essentiellement à cause de la vétusté des installations et ceux qui ont fait la une dix jours plus tôt, et dont la mise hors d'état de fonctionner a été érigée au rang de drame national.

Inflation verbale sur les auteurs supposés.

A droite, mais aussi et surtout à gauche, peu de «démocrates» pour crier à l'iniquité des procédures terroristes applicables à tout et n'importe quoi. Trop occupés à faire concurrence de qualificatifs criminalisants avec le Ministère de l'Intérieur. «Terrorisme» pour Sud Rail, «provocation» pour la LCR. ...

Inflation verbale, aussi sur la précision de l'enquête. Précision telle, que vingt personnes ont été arrêtées et que la moitié a été libérée quelques heures après. Vingt quatre heures après le début de la garde à vue, le parquet annonce qu'il n'y pas de preuves et dément certaines informations sur les indices concordants. Finalement, les cinq qui restent en prison ne le sont que sur la base d'une infraction d'intention l' «association de malfaiteurs», qui donne à la police le pouvoir non seulement de réprimer, mais aussi celui de créer l'objet répressif quand il fait défaut : en l'occurrence, décréter l'existence d'une organisation sur la base d'idées communes publiquement affirmées, de liens entre individus, peu importe le sens que ceux-ci lui donnent.

Bref, après cent pages de dépêches, d'articles, d'entretiens avec des experts es ultra gauche et anarchisme, la conclusion s'impose : on vient d'emprisonner cinq personnes sur la base de pas grand-chose.

Et qu'elles soient ou non les auteurs des fameux faits, la solidarité de tous ceux qui se revendiquent acteurs des luttes sociales devrait leur être acquise tout naturellement. Parce que ces personnes se définissent comme des acteurs et actrices des luttes en cours, et dans la mesure où les sabotages effectués n'ont causé, quels qu'en soient les auteurs, aucun dommage à d'innocentes victimes et sont du même ordre que les pratiques de lutte, non seulement des salari(é)es des transports mais aussi du mouvement de classe européen dans son ensemble, voire en deçà.

Christian Mahieu de Sud Rail a cru bon de mettre en garde «ceux qui frisent la diffamation (bigre !) en voulant confondre terrorisme et action syndicale». En tout cas, avec de telles déclarations, personne ne risque plus de confondre l'action syndicale telle que la conçoit SUD Rail et la réalité de la résistance massive dans ce secteur et au-delà.

Le 12 novembre, jour de cette fracassante déclaration, en Italie, les salari(é)es d'Alitalia ont déclenché une grève surprise qui a paralysé le transport aérien plusieurs jours de suite. La grève était illégale, et les conséquences en terme de répression judiciaire et sociale suivront. En attendant ce type de grèves fait mal au portefeuille, très mal, si elle vient à se répéter, là il ne s'agit plus de quelques trains en retard..

En Bourgogne, plusieurs conducteurs ont fait face cet été à des sanctions de leur direction, pour avoir refusé de démarrer sans la présence d'un deuxième salarié dans les TER. Pratique illégale, là aussi, mais au lieu de brailler à la catastrophe pour les «clients», les syndicalistes ont paralysé le réseau tout le week end du 15 août.

A l'examen des conflits de ces dernières années, on comprend mieux les déclarations de Pépy, le directeur de la SNCF, sur son soulagement que les arrêtés ne soient pas des cheminots.

Soulagement qui risque d'être bien précaire, dans le camp d'en face : de fait, un double mouvement s'est à nouveau propagé ces dernières années, mu dans les deux cas par la conscience intuitive que la circulation ou le blocage des flux de marchandises et de personnes nécessaires à la bonne marche des profits est un enjeu central pour la réussite des luttes. En mettant en scène une «mouvance» isolée, en faisant tout un cinéma de quelques dégradations parmi d'autres, on tente de dissimuler les coups portés de manière extrêmement massive à cette libre circulation.

Les salariés du secteur des transports pratiquent l'immobilisation

Coups portés par les salari(é)s de ce secteur d'emploi : le sabotage a fait les gros titres l'hiver dernier lors des grèves contre la réforme des retraites. «Bizarrement», le CV des inculp(é)es a donné lieu à beaucoup moins de couvertures et d'analyse sociologique. Evidemment, beaucoup étaient syndicalistes, et l'un d'eux avait la Médaille du Travail. Les médias ont ensuite pratiqué le black out quasi-total sur la suite des événements dans ce secteur d'emploi : grève historique et victoire partielle en Allemagne quelques temps plus tard, où le trafic fret et voyageurs a été totalement paralysé plusieurs jours de suite, juste après la grève en France. Dans le même pays, les salari(é)s de Lufthansa ont mené contre l'avis de leur direction syndicale des grèves massives quelques mois plus tard.

En France, quelques jours à peine après la fin des grèves SNCF et RATP de novembre 2007, plusieurs conflits localisés et beaucoup plus durs éclataient en Ile de France, par exemple sur le réseau Paris Saint Lazare. Mais aussi à Roissy, du côté des personnels de l'aéroport et presque simultanément dans une compagnie de bus privés desservant une bonne partie de la grande couronne (CIF, Courriers d'Ile de France, février 2008). Du côté patronal, plaintes et assignations se succédaient, tandis que les salari(é)s tenaient bon sur le blocage des dépôts jusqu'à ouverture des négociations, au départ refusées par la direction. Cette grève s'est notamment accompagnée de dégradations visant tout simplement à s'assurer que les bus ne rouleraient pas.

Tous ces conflits, pour localisés qu'ils soient, montraient que malgré les politiques de division et de privatisation de la main d'œuvre (éclatement des statuts, multiplication des sous-traitances...) des conflits simultanés éclosent, même s'ils s'ignorent souvent mutuellement, Cette simultanéité multiplie de fait l'impact sur la

production et les profits, non seulement dans ce secteur mais aussi dans tous ceux qui en dépendent.

Quelques jours plus tard, c'est une catégorie de salari(é)s pourtant très minoritaire numériquement, qui va semer la panique dans tous les secteurs de la production industrielle en Ile-de-France. Les éclusiers déclenchent une grève illimitée et paralysent de fait le trafic fluvial dans la région. Là encore, la contre offensive patronale et policière est extrêmement dure mais fait face à une résistance acharnée. La police vient chercher à leur domicile les éclusiers réquisitionnés qui ont refusé d'obtempérer, les emmène menottés sur leurs lieux de travail. Peine perdue, ils se mettent en arrêt maladie, d'ailleurs justifiés par le traumatisme de l'intervention policière.

Tous d'ultra gauche, anarchistes,, les conducteurs de bus, les éclusiers, les bagagistes ?

Loin s'en faut. Pour la plupart, réalistes tout simplement. Tout salari(é)e doué d'un minimum de bon sens sait désormais que se mettre en grève classique et se contenter d'une éventuelle manifestation n'a aucune utilité, d'où le faible taux de grévistes qui répondent aux appels nationaux des grandes centrales.

Les permanents l'oublie souvent, mais la grève coûte cher au salarié, par conséquent le caractère souvent minime des revendications (augmentations de salaire, grèves défensives contre les restructurations et la réorganisation de l'emploi dans le sens de l'aggravation des conditions de travail) n'empêche pas que les gens soient suffisamment intelligents et rôdés pour savoir qu'en face le patron utilisera tout l'arsenal de la criminalisation et du contournement (embauche de précaires, lock-out) avant de céder.

Dans ce contexte, l'illégalité devient une nécessité, d'une part parce que l'arsenal législatif anti-grèves se durcit, d'autre part parce que celle-ci ne suffit plus, dans ses modalités encore légales à toucher le portefeuille de ceux d'en face. Même si elle reste dans tous les cas la manifestation d'une conscience collective et d'une volonté d'en découdre et de sortir de la passivité individuelle.

La grève, souvent illégale s'accompagne donc de méthodes diverses et variées pour que l'outil de travail ne fonctionne plus, mais aussi de résistance physique à l'évacuation des piquets de grève et des blocages

De même l'indifférence grandissante envers le «respect de l'outil de travail», autrefois bien ancré notamment dans le secteur des chemins de fer, ne s'explique nullement par la lecture de textes sur l'aliénation salariale. Simplement, l'ex service public des transports n'existe plus. Les cheminots voient au quotidien la dégradation réelle de l'outil de

travail, le réseau de moins en moins dense, la fermeture des gares au nom de la rentabilité. Mais aussi l'état des voies «secondaires», la dégradation de la sécurité du trafic due à l'intensification de la charge de travail, aux économies partout. L'«outil de travail» de fait est dégradé quotidiennement par la direction, et en ce sens, qu'importe une dégradation de plus si cela peut paradoxalement stopper la destruction totale ?

Quant au service rendu aux usagers devenus clients, là aussi, ceux qui ne sont pas aveuglés par les discours sécuritaires voient bien que le «service public» ne profite plus qu'à ceux qui en ont les moyens. Et chez beaucoup, lorsque le «travail» autrefois perçu comme utile malgré sa dureté est de plus en plus parasité par les tâches de contrôle imposées, par exemple pour les chauffeurs de bus, il devient de toute façon un objet de répulsion.

D'ailleurs du côté «clients», le tapage médiatique autour des caténaires sabotés doit en faire ricaner plus d'un, comme le discours de Pépy qui pleure sur les horribles sévices infligés. En effet, les retards sont chose fréquente depuis longtemps et d'ailleurs le client roi n'est remboursé qu'au-delà de quatre heures d'attente. Donc nombre des «victimes» caressées dans le sens du poil devront se contenter de la matraque publiquement infligée aux auteurs présumés, à part ça ils n'auront pas un rond.

Masquer l'état réel des luttes dans ce secteur, l'incapacité grandissante des directions syndicales de museler les grèves locales, voilà donc un objectif évident de la propagande de ces derniers jours. La grève plon-plon ou l'isolement et la répression, tel est le message que le pouvoir veut faire passer, et les directions syndicales et politiques aussi, qui mettent en avant la «vraie» mobilisation» entamée le 12 novembre contre la réorganisation du fret : «vraie mobilisation», «vraie action syndicale», qui n'aura guère mobilisé, qui aura été quasi invisible et évidemment sans aucun résultat revendicatif, pour s'achever sur le triste spectacle de directions syndicales qui se divisent, et sont capables de retirer leur préavis deux fois en trois jours, au cas où la démotivation des salari(é)es ne serait pas encore acquise.

Mais ces formes de luttes, ce dépassement localisé des consignes syndicales évoqué plus haut n'aurait pas de quoi faire paniquer le camp patronal et son appendice étatique à eux tout seuls. Le fait est que les dommages objectifs au profit causés par ces conflits parfois simultanés, s'accompagnent d'une absence quasi-totale de la conscience des coups globalement portés. Là-dessus, le jeu médiatique et l'absence de véritables liaisons entre les salari(é)es jouent un rôle bien plus

important que la confiance dans les dirigeants syndicaux, de moins en moins répandue hors et au-dedans des syndicats. Ce manque d'espaces concrets de liaison, de réflexion et de coordinations, voire même d'information sur les autres luttes en cours empêche pour l'instant toute réappropriation de la lutte à un niveau plus large. Ceci explique notamment que des conflits très durs dans les pratiques ne remettent que très rarement en cause les revendications minimales voire nuisibles des directions syndicales. Mais aussi le fait que certaines grèves s'arrêtent dès que l'employeur accepte d'ouvrir les négociations ou dès que des concessions minimales sont faites, alors qu'un observateur extérieur, informé de l'état global des luttes voit immédiatement le gâchis du potentiel réel ouvert par un rapport de forces qui existe mais n'en est pas moins invisible aux yeux des concerné(e)s.

Un potentiel qui vient aussi de ce que l'immobilisation des circulations de biens et de passagers est une pratique qui dépasse les cheminots ou les chauffeurs.

Car les salari(é)es du secteur ne sont pas les seuls à avoir saisi les enjeux du blocage des transports de marchandise comme des personnes. Pour chaque mouvement salarial ou non, la question se pose, et devient plus aigue au fur et à mesure que la lutte s'étend.

Au départ, dans la mémoire collective récente, il y a vraisemblablement une victoire, même partielle, décembre 95 et une défaite d'autant plus rageante qu'elle ne tenait pas au nombre de grévistes mais au degré de perturbation trop faible du processus économique dans son ensemble, mai juin 2003 et le conflit sur la réforme des retraites.

Lors de la première lutte, le pays est de fait paralysé. Les métropoles prennent un visage inédit, les rapports sociaux, notamment de solidarité se transforment au quotidien. La pression économique est immense. En 2003, les contre feux sont là. Les syndicats des transports parviennent à empêcher une extension de la grève aux salari(é)es de la SNCF et de la RATP, et même si le nombre de grévistes dans les autres catégories du secteur public est très élevé, en face, on peut se montrer ferme, la rue a une apparence de normalité, ça roule.

Les enseignements de cette défaite, ce sont les jeunes mobilisés pendant la tentative d'imposition du CPE qui la tirent de manière massive : la libre circulation des biens et des personnes pendant un mouvement de masse entrave celui-ci. En effet, un des seuls effets négatifs de la grève de 95 était la difficulté à se déplacer, notamment pour se rendre aux manifs. Mais cette difficulté est tout aussi grande pendant le CPE : car les déplacements sont soumis à un contrôle

permanent, l'enjeu est d'empêcher les jeunes, notamment ceux «des banlieues» de venir dans la capitale. Barrages au départ des gares de RER, nouveaux barrages filtrants et nombreuses arrestations préventives dans les gares parisiennes, et même, l'occasion fait le larron, blocages de trains ou de RER mais à l'initiative...de la police et de la SNCF.

Par contre, ce que comprennent rapidement les jeunes en lutte, c'est que le blocage est une arme alternative aux manif de rue. Les gares sont investies, les affrontements sont parfois violents et nombreux sont les endroits où les gares ou les moyens de transport sont mis hors d'état de rouler, notamment par d'anonymes sabotages. Encore une fois l'illégalisme de masse ne se théorise pas, il se pratique et il n'est en rien incompatible, chez certains participants, avec une revendication somme toute très raisonnable, le retrait d'un contrat de travail précaire parmi tant d'autres.

Déjà, l'épouvantail du groupuscule radicalo-gauchiste / anarcho-autonome est agité. Mais l'anarchisme, en tant que volonté de transformation radicale de la société, pas plus que l'autonomie, c'est-à-dire la prise en main par les premiers concernés, sans soutien ni médiation, de leurs problèmes, n'étaient malheureusement au rendez-vous, en tout cas pas sur la durée. Toutes les thèses policières sur la manipulation du mouvement par des éléments «radicaux», comme d'ailleurs leur pendant militant, l'exaltation optimiste de la nature révolutionnaire du mouvement aboutissent à un non sens : le mouvement s'arrête dès lors que le CPE est retiré.

Reste l'importance généralisée sur l'ensemble du territoire d'actions publiquement revendiquées ou pas qui ont visé à paralyser le trafic ferroviaire et routier.

Lorsque le mouvement contre les suppressions de poste dans les lycées éclate en région parisienne, un an et demi plus tard, cet acquis est immédiatement présent, et c'est là qu'on voit à quel point sa transmission dépend finalement très peu d'une quelconque organisation d'extrême gauche : le mouvement d'abord lycéen, puis presque immédiatement élargi aux personnels de l'Education nationale et aux parents d'élèves se diffuse essentiellement en grande banlieue dès la fin de l'hiver 2007, il a un caractère spontané, très loin des AG interminables des facs de la capitale et ne soucie que fort peu d'exprimer par écrit sa révolte. Les syndicats de leur côté se contentent d'appels à des journées d'action au niveau régional, puis national, mais ils ne contrôlent rien sur le terrain et de fait, à nouveau l'attention se tourne vers des stratégies de blocage des transports ferroviaires et

routiers. Localement cette stratégie paiera au niveau de revendications, alors même que les grandes manifestations organisées à Paris deux mois plus tard ne donneront pas grand-chose. Mais celles-ci seront très médiatisées, notamment dans la traque par les médias du moindre acte de « violence », alors que le mouvement en grande banlieue massif et long de plusieurs mois ne donnera lieu qu'à une couverture dans la presse locale, malgré l'usage de méthodes qui vont de la pétition à l'affrontement direct avec la police lors des blocages de voies ou de routes, sans qu'aucune trace de division n'apparaisse à propos de l'usage de telle ou telle de ces méthodes. (pour de nombreux exemples d'actions de ce type voir une chronologie non exhaustive ici).

Encore une fois, ces actions témoignent avant tout de la recherche de pratiques efficaces, d'un pragmatisme où l'illégalisme n'est ni une frontière infranchissable, ni une position de principe.

On fait tout simplement ce qui dérange le plus ceux d'en face, dans le cadre d'un mouvement multiforme où ce type d'actions cohabite avec les pétitions, les occupations d'écoles et les éventuelles négociations. Encore une fois, la véritable dangerosité de ces pratiques ne se lit que dans leur contexte : la totale indifférence d'un mouvement encore globalement réformiste et revendicatif aux consignes de respect de la loi et des « usagers » données par les organisations de la gauche officielle.

Et l'identification du blocage des moyens de transport comme un des enjeux majeurs de n'importe quelle lutte se vérifie aussi dans les mobilisations récentes contre le nucléaire, dans le blocage des voies d'accès à Quimper lors des affrontements contre la fermeture de l'hôpital de Carhaix, dans les luttes de solidarité avec les sans papiers.

Et dans toutes ces luttes, ce que ne peut masquer le pouvoir, c'est l'efficacité immédiate du blocage des transports quel que soit le moyen : à Carhaix et Quimper, par exemple, ce sont aussi les cris d'alarme des syndicats de gros commerçants qui vont déterminer le recul, même temporaire sur la fermeture.

Au regard de ce qui précède, la baudruche médiatique et policière du « terrorisme » anti-catenaires apparaît pour ce qu'elle est : un vaste écran de fumée, un scénario pré-établi où chacun serait prié de s'insérer.

La réforme triste et perdue d'avance ou la révolte solitaire, comme un témoignage qui se paye au prix fort.

Quelques dégradations parmi tant d'autres érigées en incompréhensibles « attentats », terriblement destructeurs. Quelques

poissons au milieu d'une mer de résistances multiformes érigés en requins tueurs qu'il faudrait neutraliser à tout prix.

Les débats qui sont mis en scène médiatiquement mais aussi au sein de l'extrême gauche portent en réalité sur des problématiques surannées, déjà dépassées par les mouvements de lutte et le camp qui leur fait face.

Respect de la légalité ou illégalité revendiqué ? Les quelques mouvements que nous avons cités, qu'ils émanent de salari(é)es du secteur des transports ou d'autres ne se posent pas, de fait, la question en ces termes. Parmi d'autres, un moyen d'action efficace, l'immobilisation des transports a été massivement reconnu, et d'autres sont de plus en plus désertés, pas tant parce que ceux qui les initient, gauche et direction syndicales sont contestés en tant que tels, mais parce que de plus en plus de concernés font le constat de leur inefficacité.

C'est à la fois une faiblesse et une force, mais c'est un fait sur lequel la réflexion devrait se concentrer, au lieu de s'égarer sur les divisions que le pouvoir met en scène. On peut être adhérent et même actif dans n'importe quel syndicat, et saboter son outil de travail sans rendre sa carte. On peut bloquer les voies et les autoroutes pendant des semaines, s'adonner à l'action directe donc, et reprendre le chemin de l'université, du composteur et même de l'isoloir une fois un projet de loi retiré. On peut finalement avoir une réflexion très poussée pratiquement sur l'un des «maillons faibles» de la machine capitaliste, en l'occurrence la relation contraignante entre le taux de profit et la circulation non entravée et dirigée des personnes et des marchandises, tout en n'ayant aucunement l'intention de consacrer sa vie à la destruction de ce même capitalisme.

Voilà où nous en sommes, collectivement en tout cas, voilà d'où doivent partir les analyses et les actions de ceux, qui sont, pour diverses raisons, déjà conscients de la nécessité d'une réflexion pratique qui porte sur une rupture totale avec le capitalisme et son monde.

La violence est là, dans les deux camps, et le caténaire est bien là pour cacher la forêt, pour que chaque arbre se sente seul dans son coin face à la hache du bûcheron, en l'occurrence une éventuelle inculpation pour terrorisme, passible de dizaines d'années de prison.

La solidarité est donc une nécessité, mais pas seulement sous sa forme de réaction épisodique à tel ou tel acte répressif. Sous cette forme réactive, elle est de toute façon difficile à grande échelle, pour toutes et tous. Quand les réprimés s'inscrivent dans le cadre d'un mouvement massif mais temporaire, ou ont la chance d'avoir un

nombre élevé de compagnons plus ou moins proches, elle se fait. Mais de fait, lorsque le mouvement s'arrête, ou quand on ne connaît personne, comme ce fut le cas, par exemple de ces ouvriers du Val de Marne, pas tellement jeunes qui avaient brûlé leur boîte pour se venger de leur patron pendant les émeutes de 2005, on a moins de chances d'y échapper ou d'en minimiser les conséquences.

De fait la solidarité avec tous les «inculpés de la guerre sociale» n'est possible que si elle consiste à amplifier l'ampleur de cette guerre généralisée qui se mène au corps à corps avec la réalité quotidienne du capitalisme et les contradictions qui nous agitent en tant que classe sociale exploitée.

Et ça passe d'abord par rendre possible l'émergence d'une conscience globale de cette guerre au moment où elle se mène. Nous n'avons pas tant besoin aujourd'hui d'une critique radicale de ce que sont la gauche et l'extrême gauche officielle que d'inventer les moyens pour se passer d'elles de manière massive. Diffuser l'information rapidement sur des luttes qui se déroulent isolément, qui sont volontairement mises en scènes comme étrangères les unes aux autres. Ouvrir, partout où c'est possible des espaces collectifs d'élaboration des revendications, et le débat sur la nécessité de s'inscrire ou pas dans le cadre revendication/négociation. Bref autre chose que les assemblées générales souveraines à deux cent spectateurs désinformés et dix comédiens professionnels, chacun dans son rôle, du syndicaliste raisonnable au motivé de la convergence (des directions syndicales) en passant par le jusqu'aboutiste enflammé plus doué pour les belles phrases que pour les perspectives concrètes.

Sortir des cases définies par le pouvoir, enfin, est une nécessité qui vaut pour tout le monde. Pas seulement pour ceux qui voient des «terroristes» partout, mais aussi chez ceux qui traquent le «réformiste», ou le «vendu aux orgas» chez les compagnons et dans tous les mouvements.

Il est grand temps de réfléchir sur l'efficacité des méthodes, à un moment donné, et non pas sur la base illusoire de leur nature immuablement révolutionnaire ou pas. Comme nous l'avons vu c'est ce que font la majorité des gens en lutte, qui explorent les possibles encore ouverts au lieu de s'en tenir aux parcours figés une fois pour toutes qu'auraient définies les prétendues leçons de l'Histoire. La violence de masse ou individuelle ne mène pas toujours à la révolution sociale, pas plus qu'elle ne conduit irrévocablement au «suicide du mouvement». C'est son contexte, les espoirs et la conscience

d'appartenir à un mouvement de libération sociale collectif qui importent avant tout.

Ce n'est pas par adhésion globale qu'aujourd'hui, les salari(é)es, les précaires se tournent en masse vers les syndicats du type Sud Rail ou vers le NPA. Comme on l'a vu, leurs discours contre les «saboteurs» ou les «provocateurs», ne correspondent en rien aux pratiques des mouvements de masse qu'elles tentent de maîtriser.

Mais faute de grives, on mange des merles et on en finit toujours par avaler des couleuvres. La masse des gens en lutte n'écrira son propre menu que lorsqu'elle aura conscience qu'elle fait déjà la cuisine et ne s'en sort collectivement pas si mal. Si le désir croissant d'une coordination des résistances, de quelque chose qui soit aussi l'élaboration d'un autre projet de société, s'exprime par l'adhésion à des syndicats aussi corrompus que les autres, mais au discours plus «radical», ou par le vote, c'est d'abord parce que n'émerge pas clairement d'autre possibilités immédiates et concrètes.

Il ne s'agit pas tant pour nous tous d'Appeler ou de répondre à l'Appel, que ce soit celui des Urnes ou de l'Insurrection, que d'inventer ensemble les moyens de nous écouter mutuellement, face à la cacophonie permanente orchestrée par le pouvoir et ses divers organes, médiatiques, politiques, syndicaux, pour nous rendre sourds les uns aux autres.

Nous n'avons pas besoin de prophètes plus ou moins lucides, auto proclamés ou désignés comme tels par les médias, encensés ou criminalisés par le pouvoir, peu importe, pour définir une Ligne, et une Méthode, mais d'explorateurs des surfaces qu'ouvre chaque lutte, dès lors qu'elle porte même en germe, la conscience de la nécessité de l'auto organisation et de la solidarité.

Si vous souhaitez manifester votre solidarité envers les prisonniers et les mis en examen arrêtés le 11 novembre, un comité de soutien s'est notamment créé joignable ici

* Des précaires

* Qu'est-ce que la solidarité ?

http://infokiosques.net/mauvaises_intentions

Les mots ont toujours été un point de rencontre entre des personnes pour comprendre le monde et agir. Mais, il existe une manipulation générale du langage au sein de laquelle la multiplicité de sens du mot solidarité amène des confusions et conduit à la perte progressive de son application réelle et quotidienne. Aujourd'hui, une des acceptions les plus courantes est celle de la société capitaliste qui fait que la solidarité devient une marchandise. Les parrainages financiers orchestrés par les organisations humanitaires permettent de se donner bonne conscience et d'avoir l'impression de «faire quelque chose». Aussi, nous connaissons tous cet usage hypocrite de la solidarité, particulièrement obscène des partis et organisations de gauche qui soutiennent les «victimes de la répression». Ceux-là même qui se disent combattre les «injustices» mais qui n'ont pour objectif que de distinguer les «bons des mauvais citoyens», ceux-là même qui lorsqu'ils sont au pouvoir répriment de la même manière les révoltés.

D'un autre côté, dans les communautés de lutte, la solidarité est presque devenue un concept, une idée transcendante, sorte de baguette magique, qui revient souvent à être très peu de choses : un ensemble de mots à la fin d'un texte. Poser la solidarité comme une évidence fait qu'elle en devient abstraite, inaccessible, trop distante, en définitive impraticable. Mais la solidarité n'est ni une marchandise, ni une idée en l'air. La solidarité, c'est une expérience qui nous fait sentir que l'on partage des mêmes situations d'exploitation et de contrôle, et que c'est à partir de ce commun que se construit l'agir collectif. De là peuvent naître des révoltes.

Le contraire de la solidarité c'est la séparation, l'isolement qui sont en même temps, les causes et les effets de la peur et de cet ordre social. Dans ce contexte, nous nous trouvons empêtrés dans une routine qui nous pousse à la solitude et qui nous habitue à l'impuissance. Et cela se produit car nous sommes pris par un travail, un crédit, assommés par la télévision et le prozac, par la violence quotidienne. Briser cet isolement n'est pas une chose facile. Nous ne sommes pas extraordinaires. Souvent, il y a la tentation de faire l'autruche qui met la tête dans un trou jusqu'à ce que le problème la déborde d'une telle manière qu'elle a déjà perdu d'avance. Néanmoins, de certains

événements, surgissent des moments où nous laissons parler notre colère et notre rage, où nous éprouvons qu'ensemble nous devenons un peu plus forts, que la peur devient moins un obstacle, et que ce qui nous apparaît comme une condamnation devient discutable, changeable et combattable— même si tout cela est fragile. On pourrait parler de la révolte de Novembre 2005, du mouvement lycéen et anti-CPE qui a suivi, des manifestations après l'élection de Sarkozy, des luttes contre les centres de rétention et contre les rafles de sans-papiers. Toutes ces luttes qui se font écho sans pour autant toujours se répondre les unes aux autres.

Alors lorsqu'on est confronté à la machine judiciaire, il est important de tenter de maintenir cet équilibre, faire que ces situations individuelles posent des questions et des réponses collectives. Il faut se défaire de l'idée de penser ces situations de répression en termes d'exceptions. Il y a souvent un raisonnement étrange qui voudrait que la répression mette en suspens le reste, comme si on pouvait s'extraire de la société et des rapports sociaux qui la traversent. Il faut donc toujours se demander ce qu'on porte et défend politiquement à travers la solidarité avec les personnes mises en causes judiciairement, et au delà du fait qu'elles soient coupables ou innocentes. Cette exigence est d'autant plus nécessaire lorsqu'il s'agit de répression qui touche des personnes avec qui nous avons partagé des moments de luttes. En soulignant que ce qui est attaqué par ces procédures policières et judiciaires, c'est, plus que des actes, une manière de considérer la société, la solidarité montre que ces manières de voir le monde et d'y agir ne disparaîtront pas avec des attaques judiciaires et des incarcérations, elle prouve que d'autres personnes se reconnaissent dans ces idées.

Pour ne prendre qu'un exemple, cela fait bientôt un an qu'ont eu lieu des arrestations qui ont conduit successivement six personnes en prison et dont trois d'entre elles Isa, Juan et Damien sont encore aujourd'hui en détention provisoire. Pour les uns, il s'agit d'un fumigène artisanal qui devait être utilisé lors de la grande manifestation du 19 janvier 2008 devant le Centre de rétention de Vincennes. Les autres sont accusés d'une tentative d'incendie de voiture de police pendant l'entre deux tours des présidentielles.

La solidarité envers elles et eux tente de répondre à ces exigences au sein des luttes par la parole et dans les actes.

* **Editeur**
«révolutionnaire»
cherche auteurs
travaillant gratos
pour alimenter sa caisse,
pardon,
sa méga «guerre civile» !

L'éditeur Eric Hazan, a déclaré dans une interview sur Daily motion et Mediapart du 15 novembre 2008 que «*L'insurrection qui vient*» était une bonne affaire pour sa maison d'éditions, même s'il s'était «moins vendu qu'un prix Goncourt» (sic). Un prix Goncourt est censé se vendre en moyenne 237 000 exemplaires, même si certains atteignent 700 000 exemplaires.

Soit, si l'on en croit les chiffres (très pessimistes pour les éditeurs et très optimistes pour les auteurs) fournis par Eric Vigne, sur le prix de vente au public «5,5 % de TVA, 10 à 12% pour l'auteur, 5 à 8% pour l'équipe de représentants (diffusion) - 10 à 12% pour la chaîne de la distribution et du stockage, 35 à 40% pour le libraire, 12 à 20% pour l'imprimeur», il reste entre 8 et 23 % pour l'éditeur.

Donc admettrons que «*L'insurrection qui vient* " se soit vendu à 135 000 exemplaires (la moitié de la moyenne des ventes d'un Goncourt), cela rapporte à l'éditeur entre 8 et 23 % de presque un million d'euros soit entre 75 000 et 217 000 euros. Comme en général les éditeurs «de gauche» rognent au maximum sur leurs marges et paient leurs auteurs (surtout si c'est leur premier livre et qu'ils sont «gauchistes») avec un élastique (les auteurs reçoivent souvent un forfait de 1000 ou 2000 euros), je parierais plutôt sur la fourchette haute des chiffres ci-dessus. Finalement, c'est pas mal comme opération financière, surtout si l'on calcule que les ventes peuvent être «boostées» par l'actualité, et des tournées promotionnelles de l'éditeur un peu partout en France.

Les considérations mercantiles et financières ne sont jamais bien loin quand un éditeur (de gauche ou de droite) décide de publier un auteur qui dénonce la «société du spectacle»...

C'est un des pièges dans lequel tombent la plupart des «radicaux» qui décident de donner leur prose à un éditeur. L'unique solution qui leur resterait, s'ils voulaient rester fidèles à leurs principes, serait de vendre à prix coûtant, en auto-édition, mais évidemment, dans ce cas-là, la voie vers la renommée est nettement plus escarpée...

La FNAC (ce temple de la consommation qu'ils dénoncent pour mieux s'y montrer) ne leur ouvrirait pas aussi facilement les bras.

Cruel dilemme !

20/11/2008

PS. Interviewé dans Libération le 8 janvier 2009, Eric Hazan a finalement déclaré, à propos de la rémunération des auteurs du livre : qu'il n'avait pas signé de contrat avec eux, qu'il n'y avait pas de droits d'auteur prévus (les droits d'auteur sont la seule rémunération d'un auteur), et que «la seule chose qu'ils demandaient, c'est d'avoir des exemplaires gratuits».

En clair, ils ont bossé gratos et cet éditeur «révolutionnaire» touche de l'argent sur les fruits de leur travail intellectuel (fruits un peu riquiqui, de notre point de vue, mais bon, tout travail même «immatériel» mérite rémunération non ?). On nous permettra donc d'être sceptique sur les déclarations «radicales" d'un éditeur qui déclare «dans la guerre civile en cours, avec mes faibles moyens, je me bats pour mon camp. Le camp des opprimés»....

Les opprimés, même végétariens et bio, ont besoin de bouffer dans la «guerre civile» en cours !

Y.C.

* Les rapports de classe,

ça existe aussi dans l'édition «de gauche"

(Réponse inspirée par les commentaires parus sur le site de l'Endehors qui a eu la gentillesse de reproduire le texte ci-dessus)

Un des thèmes favoris des situationnistes et des post-situationnistes, courant auquel se rattachent les auteurs de *«L'insurrection qui vient"»* est justement de dénoncer la marchandisation des idées, fussent-elles les plus radicales, en apparence ou en réalité.

Je n'ai jamais été un fan de la «théorie du spectacle" (et surtout du snobisme élitiste de ses partisans), mais il me semble que ce qui se passe autour de ce livre illustre bien la cécité politique de certains lecteurs de textes propositus.

On a d'un côté des auteurs généreux (ceux de 'L'insurrection... ') qui ne veulent pas se faire payer (notons que leur éditeur aurait très bien pu accéder à leur désir de ne pas recevoir d'argent tout en prévoyant un contrat et des droits d'auteur qui seraient reversés, en cas de succès, à telle ou telle bonne cause. Mais il s'est bien gardé de leur faire cette proposition puisqu'il se vante dans «Libération" de ne leur avoir fait ni contrat, ni promesse de leur verser la moindre rémunération à part quelques exemplaires gratuits en guise d'aumône).

En refusant de se faire payer, non seulement les auteurs de «*L'insurrection qui vient* " ont fait un joli cadeau financier à leur éditeur (leur patron, car ne l'oublions jamais un éditeur, même s'il se dit «du côté des opprimés", reste un employeur qui vit des bénéfices financiers qu'il tire de ses salariés et du travail intellectuel de ses auteurs) mais ils font plus largement le jeu de tous ces éditeurs qui refusent de payer les écrivains ou les sous-payent (1000 ou 2000 euros un livre), quand ils ne les obligent pas à financer eux-mêmes l'impression de leurs livres.

Ils les invitent dans de bons restaurants et leur vantent les qualités de leur roman, de leurs poèmes ou de leurs essais, mais «vous comprenez, mon cher ami, votre oeuvre s'adresse à un public trop restreint pour que je puisse vous rémunérer". Ou tout autre prétexte sur la crise, les charges sociales, les mauvais résultats de cette année, etc.

Si n'importe quel patron d'une usine automobile ou le directeur d'une radio ou d'un restaurant refusait d'établir un contrat à ses salariés, refusait de leur verser une rémunération, on verrait tous les «radicaux" de France et de Navarre le dénoncer comme un exploiteur, un suceur du sang des prolétaires. Quand c'est un éditeur «radical" qui exploite un ou des auteurs, et qui de surcroît s'en vante ouvertement lors de plusieurs interviews, alors certains trouvent cela normal...

Quel mépris inconscient pour le travail des auteurs de «*L'insurrection qui vient* " s'exprime dans une telle complaisance !

Travaillant depuis près de quatre décennies dans l'édition, dans la précarité permanente (aucune garantie de rémunération fixe– travail le week-end et les jours fériés à cause de délais très courts– chômage intermittent qu'il est pratiquement impossible de faire reconnaître comme du chômage, etc.), en tant que correcteur et en tant que traducteur, je connais trop bien ce milieu pour croire en l'innocence ou en la radicalité des structures d'édition reposant sur l'exploitation des salariés «maison" et des auteurs ou des traducteurs «extérieurs".

Dans l'édition aussi, une frontière de classe sépare les petits salariés et la plupart des auteurs ou traducteurs, d'un côté, et, de l'autre, leurs

patrons éditeurs, qu'ils soient propriétaires de leur boîte ou salariés eux-mêmes. C'est une des mystifications les plus courantes du milieu éditorial que de considérer que nous ferions tous partie, exploités et exploités, d'une grande famille, celle de la Culture, celle de l'Édition. Et plus les livres édités sont à gauche ou de qualité, plus la mystification opère facilement chez les petits salariés ou les collaborateurs extérieurs de ces maisons. Pour moi, de la part d'un patron, je n'attends qu'une seule forme de respect tangible, c'est le montant de la rémunération qu'il m'accorde. Tout le reste n'est que... littérature.

Il est cruellement ironique que nous ayons ce débat à propos d'auteurs qui dénoncent justement dans leurs écrits les faux-semblants, les mirages multiples de la société capitaliste moderne, et dont les lecteurs enthousiastes devraient être les premiers à posséder un sens critique aiguisé²...

² On peut douter du sens critique du lecteur moyen de *L'insurrection qui vient* quand on lit les propos de «Déluge» sur le site de Rue 89 «Les intellectuels (ce qu'est Coupat) ont une fonction bien précise qui est justement de penser pour ceux qui n'en ont pas la possibilité [c'est nous qui soulignons] d'analyser le réel et lui rendre sa "plasticité".»

Ces propos élitistes n'ont bien sûr été critiqués par aucun des 200 commentateurs de l'article de Serge Quadruppani «Julien Coupat : six mois pour rien ? Oh que non !» (<http://www.rue89.com/2009/05/28/julien-coupat-six-mois-pour-rien-oh-que-non?page=1>).

Cela dit, quand on connaît la façon dont les «chercheurs en sciences sociales», sympathisants d'ATTAC, expliquent leur fonction politique, on ne s'étonnera pas que ce type de discours élitiste passe comme une lettre à la poste dans un média de gauche.

C'est ainsi que la revue trimestrielle *Savoir/agir* (organe de l'association Raisons d'agir fondée par Pierre Bourdieu) publie un éditorial de Frederic Lebaron pour présenter son numéro de mars 2009, texte dans lequel il affirme candidement qu'«il s'agit aussi d'inventer de nouvelles relations entre intellectuels et mouvement social»– après avoir attaqué les organisations militantes pour leur «anti-intellectualisme», leur «ouvriérisme» et leurs «demandes de prophéties fondatrices», il réclame qu'on respecte «la multiplicité des savoirs disciplinaires et des sous-espaces de production savante» pour faire naître un «discours politique alternatif» «éloigné aussi bien du verbalisme d'avant-garde que de la doxa rationalisée».

Il ne vient pas une seconde à l'idée de nos chercheurs de gauche que les prolétaires puissent penser par eux-mêmes et aient parfaitement les capacités de penser la réalité et de construire un discours politique.

La critique radicale n'a d'intérêt que si elle ne reste pas dans le ciel éthéré des idées, des proclamations de bonnes intentions, et si elle devient une arme politique.

PS : Un internaute ayant remarqué que le «Comité invisible" ne pouvait être ramené à une démarche d'«auteurs" (c'est très curieux, ce mépris pour les écrivains de la part de gens qui, en principe, lisent des livres, de surcroît écrits par des personnes affichant ouvertement leurs prétentions de style et qui parsèment leurs textes d'allusions littéraires ou philosophiques), voici quelques témoignages éclairants :

Selon les sites, info-palestine et alterinfo : «Julien Coupat est un écrivain très intéressant.»

Selon son père, Gérard Coupat : «Je connaissais ses activités d'écrivain.»

Selon son ami Olivier Pascaut, c'est une «excellente plume littéraire».

Et enfin selon Arnaud Viviant et France Culture :

«Julien Coupat dirigeait bel et bien, jusqu'en 2001, une revue aussi intellectuelle que confidentielle, Tiquun (...) que France Culture décrivait comme ayant été dans le droit fil des grandes revues d'avant-garde, comme l'Acéphale ou Le Grand Jeu (...). D'ailleurs, deux articles de cette revue ont fait l'objet de publications en livres, Théorie de la jeune fille aux éditions Mille et une Nuits et Théorie du Bloom aux éditions de la Fabrique.»

Pour ceux qui l'ignoraient, «Acéphale" est une revue dans laquelle écrivait des «auteurs" aussi prestigieux que George Bataille, Pierre Klossowski, Roger Caillois et Jean Wahl. Quant au «Grand Jeu», cette revue bénéficia des plumes de René Daumal et Roger Vailland.

Bref, tous des potaches inconnus et anonymes qui n'ont jamais eu la moindre ambition d'être des «auteurs» ?

Y.C.

* Qui tient la plume et qui remplit l'encrier ?

Il est intéressant de voir dans le «débat» engagé sur le site de l'en-dehors l'intensité des réactions épidermiques face à la question de l'anonymat des écrits dits politiques.

Tout d'abord deux précisions :

- de nombreux penseurs révolutionnaires de toutes tendances ont écrit en leur nom propre et n'ont pas pour autant cherché à faire une carrière éditoriale ou mondaine— il n'y a donc pas de lien automatique entre le dévoilement de l'identité d'un auteur et son ascension sociale dans la société capitaliste— il s'agit d'avoir et de respecter certains principes politiques élémentaires et de refuser toute une série de compromis, d'invitations, de portraits personnels (dans Libé par exemple...), de refuser de répondre à des questions sur sa vie privée, de refuser de participer à n'importe quelle émission avec n'importe qui (je pense à Krivine présent dans la même émission que Soral par exemple), etc. Et si l'on est publié par une maison d'édition d'une certaine taille les pressions sont très fortes sur l'auteur. A lui ou à elle de montrer s'il tient à ses principes, à l'augmentation de son compte en banque ou s'il a un grand besoin de satisfaction narcissique... quitte à ne pas toucher un rond...

- les groupes qui veulent vraiment protéger l'anonymat des militants qui écrivent des articles ou des brochures pour eux y arrivent parfaitement. Et j'en connais de nombreux exemples. Evidemment cela suppose d'éditer soi-même ces textes, d'en contrôler la diffusion et de ne pas confier ses écrits à une maison d'édition qui a besoin des médias, de l'exposition au grand jour pour exister.

Mais dans l'affaire qui nous occupe, je crois que l'hypersensibilité par rapport à la question des auteurs de «*L'insurrection qui vient*» (non pas de leur identité précise, mais du fait qu'un livre soit tout simplement écrit par un ou des individus) tient à un vieux mythe situ et post situ.

C'est l'idée que les membres d'un groupe participent tous de manière égalitaire à l'écriture d'un texte, ne serait-ce parce qu'ils donnent leur opinion, que cette opinion est prise en compte, ou alors qu'ils font des recherches collectives pour étoffer l'argumentation, ou encore même que certaines parties sont écrites ou corrigées par plusieurs personnes. En théorie, cet égalitarisme devant l'écriture peut sembler une bonne idée. Néanmoins quiconque a participé à la simple discussion

collective autour d'un tract sait que cela peut prendre plusieurs semaines pour se mettre d'accord sur un texte de deux pages, même quand il s'agit de dénoncer un truc assez évident. Alors personne ne me fera croire qu'il soit vraiment réalisable d'écrire un livre à 10 ou à 20 personnes.

En général, qu'est-ce qui se passe ? Un individu a des capacités d'écriture reconnues par le groupe dont il fait partie— ses amis ou camarades discutent avec lui de ce qu'ils aimeraient mettre dans le texte (enfin là je prends la version la plus optimiste, mais certainement pas la plus courante), l'«écrivain" fait son boulot et ensuite il le soumet à la discussion et aux amendements, etc.

Vu le style volontairement recherché (même si pour ma part je le trouve ampoulé et prétentieux) de «*L'insurrection qui vient*" il est peu probable que 10 personnes (je donne ce chiffre au hasard) soient arrivées toutes à maîtriser de la même façon ce style auquel les post-situs tiennent tant. Donc au mieux, si écriture collective il y a, une personne retravaille tous les matériaux dans le même style pour qu'il y ait unité de ton. C'est en fait elle le véritable auteur car elle réécrit tout et y met une patte très personnelle, même si son intervention est acceptée par tous.

La mythologie de l'écriture collective repose sur l'idée que tous les membres d'un groupe seraient au même titre et également non seulement coresponsables du contenu politique (ce qui est une bonne idée et une valeur juste) mais aussi littéralement tous co-auteurs (ce qui est une escroquerie).

En effet, vu les effets de la division du travail sur les individus dans la société capitaliste, il est illusoire de penser que, même au sein de la petite couche privilégiée des étudiants disons en lettres ou en philo ou en sciences humaines tout le monde possède la même maîtrise de l'écriture, ait lu et assimilé les mêmes livres.

Si l'on voulait réaliser une telle égalité devant l'écriture, il faudrait que les tenants de cette idéologie organisent des ateliers d'écriture et sans doute qu'au bout de deux ou trois ans on arriverait à ce qu'un certain nombre de gens soient beaucoup plus à l'aise pour écrire, non seulement d'un point de vue psychologique (écrire c'est s'exposer à la critique et au regard sans pitié des autres), mais aussi du point de vue technique (grammaire, orthographe, construction, trucs d'écriture, etc.).

En général, quand on écrit des textes politiques, c'est dans l'urgence pas avec 2 ou 3 années de délais pour peaufiner un texte

collectivement. Donc on pare au plus pressé et on met à contribution celui ou celle qui écrit le plus vite et le mieux...

D'où mes doutes quant à l'écriture collective en matière politique. Doutes renforcés par l'expérience des situationnistes, où l'on a bien vu, avec le temps, qui tenait la plume et qui remplissait l'encrier, qui a fait carrière et qui est resté anonyme.

Il me semble donc que derrière les réactions passionnées provoquées par mes critiques, il y a un mythe auquel certains croient aussi fanatiquement que d'autres à la virginité de la Vierge Marie. C'est leur droit le plus strict de tenir à cette fiction ou à celle de l'édition généreuse de gauche.

Il faut néanmoins tenter d'instiller un peu de réalisme dans la discussion sans que quiconque perde sa part de rêve et d'utopie, qui nous est à tous nécessaire. Mais évidemment cela ne plaît pas aux bonimenteurs et aux phraseurs radicaux...

Enfin, il est curieux que parler d'argent, de droits d'auteur, de chiffres de vente, de contrat, etc. , à propos de la production intellectuelle (fusse-t-elle «révolutionnaire») suscite de telles réactions de colère.

Ce sont les toujours les exploiters (de l'édition ou d'ailleurs) qui mettent l'accent sur les satisfactions symboliques qu'apporte un travail prestigieux (manuel ou intellectuel), l'appartenance à une entreprise prestigieuse ou la renommée dans les médias ou ailleurs. Et ce sont les mêmes qui se mettent en colère quand on leur oppose que l'Homme ou la Femme ne se nourrit pas que de compliments, de médaille du travail ou de diplômes destinés à être encadrés.

Ceux qui n'aiment pas parler de fric (car «nous sommes au-dessus de ça») sont généralement ceux qui en ont...

Y.C.

* «Gauche radicale»,

Discussions et régressions

Quiconque s'est intéressé aux années 60 et 70 (ou a milité durant cette période) sait que la discussion et la polémique faisaient rage entre les militants, et n'empêchaient pas la solidarité face à la répression. Cependant, les souvenirs et les traditions de cette période-là ont été en grande partie effacés et remplacés par le sectarisme et le repli sur soi, mais aussi par un fossé plus grand entre les tendances de l'extrême gauche «extraparlamentaire» (devenue, depuis, municipale et parlementaire, et ceci à l'échelle non seulement française mais aussi européenne) et les courants anarchistes ou spontanéistes les plus radicaux.

D'autre part, suite à la grande explosion de «la parole» en Mai 68, à la contestation systématique et parfois brouillonne du pouvoir des détenteurs du savoir et de l'expertise, les idéologues de la classe dominante ont cherché à reprendre la main. À cette fin, ils ont su développer et mettre en pratique toute une série d'idées qui ont progressivement contaminé les habitudes des militants d'extrême gauche ou «radicaux» (autonomes compris), et que ceux-ci ont intégrées ou reprises à leur compte sans en être vraiment conscients : la «fin des idéologies» (= pourquoi s'emmerder à lire des textes poussiéreux et ringards ?), l'apologie du «pragmatisme» et du «travail de terrain» (= noyons-nous dans l'activisme ou l'action directe), l'assimilation de toute polémique à de la «violence» et/ou à une démonstration de machisme (= restons dans notre cocon partisan, affinitaire ou identitaire).

Trois autres facteurs ont paradoxalement facilité une certaine dépolisation des militants : la perte d'hégémonie des PC sur le mouvement ouvrier n'oblige plus les «gauchistes» à constamment affûter leurs arguments et leur esprit critique, la disparition du Bloc de l'Est et donc des illusions sur ces pays, et le passage au pouvoir des partis sociaux-démocrates et/ou staliniens.

Dans la décennie 1968-1978, les militants d'extrême gauche devaient non seulement discuter entre eux car ils étaient en concurrence pour conquérir de nouveaux adhérents, mais aussi fourbir des arguments contre le PCF et le PS. Il leur fallait expliquer pourquoi le socialisme et le communisme pour lesquels ils luttait n'avaient rien à voir avec le régime des pays de l'Est ou avec le modèle

scandinave— ils devaient constamment tenter de dissiper les illusions des travailleurs sur les programmes des partis réformistes, et prévenir les électeurs qu'un gouvernement de gauche ne changerait rien. Tout cela ils n'ont plus guère besoin de le faire désormais. Ou du moins ils ont cessé de s'y intéresser, pensant sans doute avoir gagné la manche.

Aujourd'hui, plus aucune discussion de fond n'est ni vitale (le PCF et le PS se sont largement discrédités aux yeux de la classe ouvrière) ni possible, au boulot comme à la télévision ou à la radio, tant on vante le consensus et loue l'absence de passion, l'«empathie» vis-à-vis des individus qui profèrent des conneries monumentales quand ce n'est pas des saloperies.

Le maître mot, y compris chez les rappeurs, est devenu le «respect», notion qui a un sens quand elle s'applique aux êtres humains, à leur personne, mais certainement pas à toutes les idées. Ségolène Royal est, à gauche, sans doute celle qui incarne le mieux, jusqu'à la caricature, cet affadissement généralisé dans son mélange de références chrétiennes et citoyennistes, à peine relevées par une pincée d'idéologie national-sécuritaire. À droite, aussi, y compris chez les sarkozystes, on n'a que les mots «tolérance», «respect», «dialogue» et «pédagogie» à la bouche, même si dans la pratique la réalité est évidemment tout autre. Les sans-papiers ou les individus les plus radicaux et les plus révoltés en font l'amère expérience.

Dans les milieux militants, évidemment, on ne tient pas le même type de discours mais qu'ils soient anars, trotskystes ou post-autonomes, les militants d'aujourd'hui ont été fortement influencés par les changements intervenus. Désormais votre interlocuteur, paniqué, rapidement à court d'arguments parce qu'il n'est jamais sorti de son petit cocon organisationnel ou affinitaire, ne voit d'autre porte de sortie que de vous traiter de «flic», d'«intello» ou de «lecteur du Figaro» si vous souhaitez engager le fer avec lui !

Il ne s'agit pas d'idéaliser les années 60-70, période marquée elle aussi par le sectarisme (sous d'autres formes pesantes), simplement de souligner que les groupes prenaient la peine dans leur presse, et dans les contacts humains fréquents entre militants de base, au moins dans les lycées, les facultés et les quartiers, d'échanger quelques arguments politiques, et pas simplement des injures, comme c'est le cas à toute heure sur les forums Internet de toutes tendances.

Y.C.

* Mise au point du Comité Invisible

Tout le monde s'accorde. Ça va péter. On en convient, l'air grave ou crânement, dans les couloirs de l'Assemblée, comme hier on se le répétait au bistrot. On se complâit à l'estimation des risques. Déjà, on détaille par le menu les opérations préventives de quadrillage du territoire. Les festivités de la nouvelle année en prennent un tour décisif. «C'est la dernière année où il y aura des huîtres !» Pour que la fête ne soit pas totalement éclipsée par la tradition du désordre, il faut les 36. 000 filics et les seize hélicoptères dépêchés par Alliot-Marie, elle qui, lors des manifestations lycéennes de décembre, guettait en tremblant le moindre signe d'une contamination grecque. On entend toujours plus clairement, sous les propos rassurants, le bruit des préparatifs d'une guerre ouverte. Nul ne peut plus ignorer sa mise en oeuvre affichée, froide et pragmatique, qui ne prend même plus la peine de se présenter comme une opération de pacification. Les journaux dressent consciencieusement la liste des causes de l'inquiétude soudaine. Il y a la crise, bien sûr, avec son chômage explosif, son lot de désespérance et de plans sociaux, ses scandales Kerviel ou Madoff. Il y a la faillite du système scolaire qui ne parvient plus à produire de travailleurs, ni à calibrer du citoyen— plus même à partir des enfants de la classe moyenne. Il y a le malaise, dit-on, d'une jeunesse à laquelle aucune représentation politique ne correspond, tout juste bonne à jeter des voitures-bélier sur les vélos gratuits qu'on veut bien mettre à sa disposition. Tous ces sujets d'inquiétudes ne devraient pourtant pas paraître insurmontables à une époque où le mode de gouvernement prédominant consiste justement en la gestion de situations de crise. Sauf à considérer que ce que le pouvoir affronte n'est ni une crise de plus, ni une succession de problèmes chroniques, de dérèglements plus ou moins attendus. Mais un péril singulier : que se manifestent une forme de conflit, et de positions, qui précisément ne soient pas gérables. * * * Ceux qui, partout, sont ce péril, ont à se poser des questions moins oiseuses que celle des causes et des probabilités de mouvements et d'affrontements qui, de toute façon, vont avoir lieu. Dont la suivante. Comment le chaos grec vient-il résonner dans la situation française ? Un soulèvement ici, ne peut être pensé comme la simple transposition de ce qui s'est produit là-bas. La guerre civile mondiale a encore ses spécificités locales, et une situation

d'émeutes généralisées provoquerait, en France une déflagration d'une autre teneur. Les émeutiers grecs ont eu à faire à un État faible, tout en disposant d'une forte popularité. Il ne faut pas oublier que contre le régime des colonels, la démocratie s'est reconstituée, il y a tout juste trente ans, à partir d'une pratique de la violence politique. Cette violence, dont le souvenir n'est pas si lointain, semble encore une évidence pour la plupart des Grecs. Même les pontes du PS local ont tâté du cocktail Molotov dans leur jeunesse. En retour, la politique classique connaît des variantes qui savent très bien s'accommoder de ces pratiques, et propager jusque dans l'émeute leurs niaiseries idéologiques. Si ce n'est pas dans la rue que s'est décidée et terminée la bataille grecque — la police y étant visiblement débordée — c'est que sa neutralisation s'est jouée ailleurs. Rien de plus épuisant, rien de plus fatal en effet que cette politique classique, avec ses rituels desséchés, sa pensée qui ne pense pas, son petit monde clos. Désserter la politique classique signifie assumer la guerre, qui se situe aussi sur le terrain de langage. Ou plutôt sur la manière dont se lient les mots, les gestes et la vie, indissociablement. Si l'on a mis tant d'effort à emprisonner pour le terrorisme quelques jeunes paysans communistes qui auraient participé à la rédaction de *L'insurrection qui vient*, ce n'est pas pour un «délit d'opinion», mais bien parce qu'ils pourraient incarner une manière de tenir dans la même existence des actes et de la pensée. Ce qui n'est généralement pas pardonné. Ce dont on accuse ces gens, ce n'est ni d'avoir écrit quelque chose, ni même de s'être attaqués matériellement aux sacro-saints flux qui irriguent la métropole. C'est qu'il s'en soient possiblement pris à ces flux, avec l'épaisseur d'une pensée et d'une position politique. Qu'un acte, ici, ait pu faire sens selon une autre consistance du monde que celle, désertique, de l'Empire. L'antiterrorisme a prétendu attaquer le devenir possible d'une «association de malfaiteurs». Mais ce qui est attaqué en réalité c'est le devenir de la situation. La possibilité que se propage une idée du politique, anonyme mais rejoignable, disséminée et incontrôlable, qui ne puisse être rangée dans le cagibi de la liberté d'expression. Il ne fait plus guère de doute que c'est la jeunesse, la première, qui s'en prendra sauvagement au pouvoir. Les dernières années, des émeutes du printemps 2001 en Algérie à celles de l'hiver 2008 en Grèce, ne sont qu'une succession d'avertissements à ce propos. Ceux qui, il y a trente ou quarante ans se révoltèrent contre la morale de leurs parents ne manqueront pas de réduire cela à un nouveau conflit de génération, si ce n'est à un effet prévisible de l'adolescence. Le seul avenir d'une «génération» c'est d'être la précédente— sur un chemin qui,

invariablement, mène au cimetière. La tradition voudrait que tout commence par un «mouvement social». Surtout au moment où la gauche, ne finissant plus de se décomposer, cherche benoîtement à se refaire une crédibilité dans la rue. Sauf que de la rue, elle n'a plus le monopole. Il n'y a qu'à voir comment, à chaque nouvelle mobilisation lycéenne — comme avec tout ce qu'elle ose encore soutenir — c'est un fossé qui ne cesse de se creuser entre ses revendications geignardes et le niveau de violence et de détermination du mouvement. Ce fossé, il nous faut en faire une tranchée. Si nous voyons les «mouvements sociaux» se succéder et se chasser les uns et les autres, ne laissant visiblement derrière eux, force est de constater que quelque chose y persiste. Une traînée de poudre relie ce qui à chaque événement ne s'est pas laissé mettre au pas par la temporalité absurde du retrait d'une loi ou de quelqu'autre prétexte. Par à-coups, et à son rythme, nous voyons quelque chose comme une force se dessiner. Une force qui ne subit pas son temps mais l'impose, silencieusement. Le temps n'est plus de prévoir les effondrements ni d'en démontrer la possibilité joyeuse. Qu'ils viennent tôt ou tard, il faut s'y préparer. Il n'y a pas à faire le schéma de ce que devrait être une insurrection, mais à ramener la possibilité du soulèvement à ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : un élan vital de la jeunesse autant qu'une sagesse populaire. À condition de savoir s'y mouvoir, l'absence de schéma n'est pas un obstacle mais une chance. C'est, pour les insurgés, le seul espace qui puisse leur garantir l'essentiel : garder l'initiative. Reste à susciter, entretenir comme on entretient un feu, un certain regard, une certaine fièvre tactique qui, le moment venu, maintenant même, se révèle déterminante, et constante source de détermination. Déjà resurgissent certaines questions qui hier encore pouvaient paraître grotesques ou surannées— reste à s'en emparer, non pour y répondre définitivement, mais pour les faire vivre. Les avoir reposées n'est d'ailleurs pas la moindre des vertus du soulèvement grec : Comment une situation d'émeutes généralisées devient-elle une situation insurrectionnelle ? Que faire une fois la rue acquise, parce que la police y a été durablement défaite ? Les parlements méritent-ils toujours d'être pris d'assaut ? Que veut dire pratiquement déposer le pouvoir localement ? Comment se décider ? Comment subsister ? COMMENT SE RETROUVER ? En France, nos bureaucrates socialistes les plus exaltés ne furent jamais que d'austères noyauteurs d'assemblées, des pisse-froid responsables. Ici, tout concourt plutôt à annihiler la moindre forme d'intensité politique. Ce qui permet que l'on puisse toujours opposer le citoyen au casseur. Et puiser dans un réservoir sans

fond d'oppositions factices : usagers contre grévistes, antibloqueurs contre preneurs d'otages, braves gens contre racailles. Une opération quasi linguistique qui va de pair avec des mesures quasi militaires. Les émeutes de novembre 2005 et, dans un contexte différent, les mouvements sociaux de l'automne 2007 ont fourni quelques exemples du procédé. L'image des étudiants à mèche de Nanterre applaudissant aux cris de «Allez les bleus» l'expulsion de leurs condisciples par la police, ne donne ainsi qu'un mince aperçu de ce que l'avenir nous réserve. Il va sans dire que l'attachement des Français à l'État — garant des valeurs universelles, dernier rempart contre le désastre — est une pathologie dont il est compliqué de se défaire. C'est surtout une fiction qui ne sait plus durer. Nos gouvernants eux-mêmes la considèrent chaque jour un peu plus comme un encombrement inutile, puisqu'eux, du moins, assument le conflit, militairement. Qui n'ont plus aucun complexe à envoyer les unités d'élite antiterroriste pour mater les émeutes de banlieue, comme pour libérer un centre de tri occupé par ses salariés. À mesure que l'État providence se craquelle, l'affrontement brut entre ceux qui désirent l'Ordre et ceux qui n'en veulent plus se fait jour. Tout ce que la politique française parvenait jusque là à désactiver est en train de se déchaîner. De tout ce qu'elle a réprimé, elle ne se relèvera pas. On peut compter sur le mouvement qui vient pour trouver, dans le niveau de décomposition avancé de la société, le souffle nihiliste nécessaire. Ce qui ne manquera pas de l'exposer à tout autres limites. Un mouvement révolutionnaire ne se répand pas par la contamination, mais par résonance. Quelque chose qui se constitue ici résonne avec l'onde de choc émise par quelque chose qui s'est constitué là-bas. Le corps qui résonne le fait selon son mode propre. Une insurrection n'est pas comme l'extension d'une peste ou d'un feu de forêt — un processus linéaire, qui s'étendrait de proche à proche, à partir d'une étincelle initiale. C'est plutôt quelque chose qui prend corps comme une musique, et dont les foyers, même dispersés dans le temps et dans l'espace, parviennent à imposer le rythme de leur vibration propre. À prendre toujours plus d'épaisseur. Au point que tout retour à la normale ne puisse être désirable, ou même envisageable. Lorsque nous parlons d'Empire, nous nommons les dispositifs du pouvoir qui, préventivement, chirurgicalement, retiennent tous les devenirs révolutionnaires d'une situation. En cela, l'Empire n'est pas un ennemi qui nous fait face. C'est un rythme qui s'impose, une manière de faire découler et s'écouler la réalité. C'est donc moins un ordre du monde que son écoulement triste, pesant et militaire. Ce que nous entendons du parti des insurgés, c'est l'ébauche

d'une toute autre composition, d'un tout autre pan du réel, qui de la Grèce aux banlieues françaises cherche ses accords. * * * Il est désormais de notoriété publique que les situations de crise sont autant d'occasions offertes à la domination de se restructurer. Ainsi Sarkozy peut-il, sans trop avoir l'air de mentir, annoncer que la crise financière correspond à la «fin d'un monde», et que l'année 2009 verra la France entrer dans une nouvelle ère. Cette fumisterie de crise économique serait en somme une nouveauté. L'occasion d'une belle épopée qui nous verrait, tous ensemble, combattre les inégalités en même temps que le réchauffement climatique. Ce que pour notre génération, qui est justement née dans la crise et qui n'a connu que cela — crise économique, financière, sociale, écologique — est, vous l'avouerez, relativement difficile à admettre. On ne nous refera pas le coup de la crise, du «on va repartir à zéro» et «il suffira de se serrer la ceinture pendant quelques temps». À vrai dire l'annonce des chiffres désastreux du chômage ne provoque chez nous aucun sentiment. La crise est une manière de gouverner. Quand ce monde ne semble plus tenir que par l'infinie gestion de sa propre déroute. On voudrait nous voir derrière l'État, mobilisés, solidaires d'un improbable rafistolage de société. Sauf que nous répugnons tellement à la rejoindre, cette mobilisation, qu'il se pourrait bien que l'on décide, plutôt, à abattre définitivement le capitalisme. Ce qui est en guerre, ce ne sont pas des manières variables de gérer la société. Ce sont, irréductibles et irréconciliables, les idées du bonheur et leurs mondes. Le pouvoir le sait, nous aussi. Les résidus militants qui nous voient — toujours plus nombreux, toujours moins identifiables— s'arrachent les cheveux pour nous faire rentrer dans les petites cases de leurs petites têtes. Et pourtant ils tendent les bras, pour mieux nous étouffer— de leurs échecs, de leur paralysie, de leurs problématiques débiles. D'élections en «transitions», ils ne seront jamais rien d'autre que ceux qui nous éloignent chaque fois un peu plus de la possibilité du communisme. Heureusement, on ne s'accommode pas longtemps de trahisons, ni de déceptions. Le passé nous a donné beaucoup trop de mauvaises réponses pour que nous ne sachions désormais que c'étaient les questions elles-mêmes qui étaient mauvaises. Ainsi, il n'y a pas à CHOISIR : Le fétichisme de la spontanéité OU Le contrôle par l'Organisation Le bricolage des réseaux militants - La baguette de la hiérarchie Agir désespérément maintenant - Attendre désespérément plus tard Mettre entre parenthèses ce qui est à vivre et à expérimenter ici et maintenant au nom d'un paradis qui à force de s'éloigner ressemble toujours plus à un enfer OU Remâcher du cadavre à force de se persuader que planter des

carottes pourrait suffire à nous sortir de ce cauchemar Choix de l'embarras. Les Organisations sont un obstacle au fait de s'organiser. En vérité, il n'y a pas d'écart entre ce que nous sommes, ce que nous faisons et ce que nous devenons. Les organisations — politiques ou syndicales, fascistes ou anarchistes — commencent toujours par séparer pratiquement ces aspects de l'existence. Elles ont ensuite beau jeu de présenter leur formalisme stupide comme le seul remède à cette séparation. S'organiser ce n'est pas donner une structure à l'impuissance. C'est avant tout nouer des liens, des liens qui ne sont pas neutres, des liens terriblement orientés. Le degré d'organisation se mesure à l'intensité du partage, matériel et spirituel. D'ores et déjà, donc : «s'organiser matériellement pour subsister, s'organiser matériellement pour attaquer». Qu'un peu partout s'élabore une nouvelle idée du communisme. Dans l'ombre des bars, des imprimeries, des squats, des cages d'escalier, des fermes, des salles de sport des complicités offensives peuvent naître— de ces complicités depuis lesquelles le monde prend soudain comme une tournure plus appuyée. Il ne faut pas refuser à ces connivences précieuses les moyens qu'elles exigent pour le déploiement de leur force. Là se situe la possibilité véritablement révolutionnaire de l'époque. Les échauffourées de plus en plus fréquentes ont ceci de redoutables qu'elles sont chaque fois l'occasion de complicités de ce genre, parfois éphémères, mais parfois aussi indéfectibles. Il y a là, assurément une sorte de processus cumulatif. Au moment où des milliers de jeunes gens prennent à coeur de désertir et de saboter ce monde, il faut être stupide comme un flic pour y chercher une cellule financière, un chef, ou une insouciance. * * * Deux siècles de capitalisme et de nihilisme marchand ont abouti aux plus extrêmes des étrangetés, à soi, aux autres, aux mondes. L'individu, cette fiction, se décomposait à la même vitesse qu'il devenait réel. Enfants de la métropole, nous faisons ce pari : que c'est à partir du plus profond dépouillement de l'existence que se déploie la possibilité, toujours tue, toujours conjurée, du communisme. En définitive, c'est avec toute une anthropologie que nous sommes en guerre. Avec l'idée même de l'homme. Le communisme donc, comme présupposé et comme expérimentation. Partage d'une sensibilité et élaboration du partage. Évidence du commun et construction d'une force. Le communisme comme matrice d'un assaut minutieux, audacieux, contre la domination. Comme appel et comme nom, de tous les mondes résistants à la pacification impériale, de toutes les solidarités irréductibles au règne de la marchandise, de toutes les amitiés assumant les nécessités de la guerre.

COMMUNISME. Non pour la raison que, le grand défilé des mots, il ne serait plus à la mode. Mais parce que nos pires ennemis l'ont usé, et qu'ils continuent. Nous insistons. Certains mots sont comme des champs de bataille, dont le sens est une victoire, révolutionnaire, nécessairement arrachée de haute lutte.

* Violence et sabotage : pendant les «affaires», le débat continue

La proposition de débattre de ces questions avait été faite à l'intérieur du comité de Paris de sabotage de l'antiterrorisme, réuni après les arrestations du 11 novembre 2008.

Le texte ci-dessous a été mis à disposition lors de la réunion publique tenue le 10 janvier 2009, à Montreuil, par ledit comité, sous le titre Pages arrachées à un carnet de notes... Ça n'est pas parce que les journalistes du Figaro magazine se donnent des frissons avec la question de la violence révolutionnaire (rendez-vous compte ma bonne dame : ils refusent le meurtre pour des raisons tactiques ! Et s'ils changeaient de tactique ?...) que nous devons nous priver de la reposer.

Ça n'est pas parce que des révolutionnaires sont en prison que nous devons geler les débats sur la révolution (on n'en parlerait jamais !). Ça n'est pas parce qu'Onfray-mieux-d'se-taire donne des leçons de sabotage entre deux crachats que nous pouvons faire l'économie de la question. Donc, symboliquement, quelques idées jetées sur le papier, pour alimenter les débats amorcés ou à venir.

... la violence

... La violence n'est pas d'abord une «catégorie morale», mais un rapport social. Violence, l'exploitation du travail– violence la domination d'une classe, d'un genre, d'une classe d'âge. Violence, la hiérarchie. Violence, les institutions : État, armée, école, famille, couple...

Non, ces institutions ne sont pas équivalentes dans leur fonctionnement. Le contraire d'une institution ? Une association, amoureuse ou/et insurrectionnelle, à deux ou à deux cent mille.

Pour ce qui me concerne, je suis venu à l'anarchisme par l'objection de conscience et la non-violence. Affaire de genre, de goût, et de rencontres (Louis Lecoin, May Picqueray). Mes goûts n'ont pas changé, mais je n'ai jamais exclu de me servir d'un fusil. À condition de choisir mes cibles.

Cela dit, lorsque j'entends des camarades féroceement radicaux promettre d'égorger tous les flics, je m'interroge. Non pas sur

l'avancement du projet (ils n'ont jamais égorgé personne, ça se saurait !), mais sur sa « faisabilité », comme on dit en novlangue.

À la louche, on compte 100 000 gendarmes et 145 000 policiers (les premiers seront bientôt rattachés à l'Intérieur— je vous fais grâce, pour cette fois, des 260 000 militaires d'active). Flics et gendarmes font 245 000 individus. Comptons, en moyenne, 5 litres de sang par individu. Cela donne un million deux cents vingt-cinq mille litres de sang. Sacré boudin, tout de même ! Qui peut envisager pareil bain de sang sans vomir son quatre heures ? Je ne vois que des végétariens machiavéliques pour y penser sérieusement.

Le plus simple serait de ne pas envisager, ou même de ne pas approuver abstraitement, même après cinq bières, quelque chose que l'on se sait incapable de faire, que l'on serait même incapable de regarder faire par quelqu'un d'autre. Ça commence dès la première tête à faire sauter, la première gorge à trancher.

(Je tiens ceux qui objecteront que certaines blessures pas balle saignent très peu, ou que l'on peut étrangler proprement, pour des pinailleurs jésuites.)

Le plus difficile sera de reconvertir les membres des forces de l'ordre survivants et qui n'auront pas fui à Monaco. Je ne plaisante pas. C'est, dès maintenant, un problème politique à envisager autrement que par des rodomontades de gamins. Accessoirement, le fait de promettre l'égorgement à l'ennemi n'est pas la perspective la plus à même d'encourager désertions et retournements de vestes, lesquels nous permettront d'épargner une énergie et un temps précieux...

... le sabotage

... Sabotage : ça n'est pas la cible qui doit être légitime, mais l'acte.

S'il suffisait que la cible présente les caractères d'une « légitimité » sociale, bâtiment officiel, véhicule de police, personnel d'État (ministre, flic, magistrat, huissier, concierge, chauffeur), banque, entreprises commerciales diverses, on pourrait, ou plutôt on devrait en tous lieux et en toute saison mitrailler les façades des mairies, incendier les supermarchés, et planter un couteau entre les omoplates de la contractuelle (voir plus haut). Même en Corse, région la plus avancée dans cette voie, de telles pratiques ne s'observent qu'à une fréquence réduite, quasi paresseuse, et sur un mode presque aimable.

La légitimité d'une action politique ne se comprend pas en soi, sans un calcul d'opportunité et de lisibilité (rappel : en français, opportunité ne signifie pas « occasion », mais caractère de ce qui est opportun). Autrement dit ici : est-ce le bon moment ?

Pour qu'un sabotage soit considéré comme réussi, il ne suffit pas que le train s'arrête (c'est un exemple), mais que le plus grand nombre de gens concernés (ceux auxquels on s'adresse— voir ci-dessous) puisse comprendre pourquoi on a voulu l'arrêter. Idéalement : sans communiqué développant une longue analyse politique qu'aucun média bourgeois ne reproduira.

Se garder de l'idée selon laquelle Alors là vraiment si y comprennent pas un truc pareil ! c'est qu'y sont vraiment trop cons pour qu'on leur cause, qui n'est pas un raisonnement mais une facilité.

On n'envoie pas de signaux à l'ennemi (l'État, la police), avec lesquels on ne mène pas un combat singulier, mais que l'on trouve sur notre route parce qu'ils sont les instruments de l'ennemi dans la lutte des classes. On ne se contente pas d'envoyer des signaux aux «ami(e)s», autres militants radicaux qui partagent plus ou moins nos positions et connaissent les codes de notre discours.

En effet, nous ne parlons pas la même langue et n'utilisons pas les mêmes mots que tout le monde— ça n'est pas «mal», il est juste bon de s'en souvenir si nous voulons être compris au-delà de notre aire linguistique/politique. Mais alors, à qui nous adressons-nous ? C'est une excellente question, qu'il faut toujours se poser au moment d'élaborer un discours et de préméditer un acte.

Non, ça ne veut pas dire que la réponse soit simple, ou toujours la même...

Claude Guillon

* Lettre ouverte aux camarades français A propos des arrestations de Tarnac et pas seulement

Nous savons combien il est douloureux d'être séparés de ses propres camarades, et nous n'avons ni recettes ni leçons à donner sur la manière de les faire sortir le plus rapidement de prison (les faire sortir tous, en laissant tomber toute distinction entre «innocents» et «coupables»). Les notes rapides qui suivent sont le fruit de quelques réflexions nées à partir de différentes expériences répressives vécues en Italie, en espérant qu'elles puissent être utiles aux camarades français. Les arrestations de Tarnac représentent un fait grave non seulement en tant qu'attaque contre tous ceux qui se battent déjà, en critique et en pratique, contre l'Etat et le capital, mais aussi en tant que tentative d'intimidation contre tous les complices potentiels d'une guerre sociale plus diffuse. En fait, la répression vise à frapper, au-delà d'actes particuliers, les «mauvaises intentions», jouant ainsi un rôle pédagogique fondamental destiné à vider de sa potentialité la disposition à la révolte de tout un chacun. L'invention de «cellules terroristes» ou de «mouvances» à l'identité quelconque sert à isoler toute hypothèse insurrectionnelle de l'ensemble des pratiques de conflictualité existantes, séparant en même temps tout révolté de soi-même et de ses propres potentialités.

La pédagogie de la répression est toujours une pédagogie de la peur. La tentative de transformer des affrontements dans la rue, des actions anonymes de sabotage, des textes théoriques, des rapports de solidarités en une «association terroriste» avec autant de cellules, de chefs et de suiveurs est malheureusement un film qu'on a déjà vu de nombreuses fois en Italie. Le problème de l'Etat est évident : pour tenter de liquider certaines pratiques subversives et les «mouvements» qui les défendent ouvertement, des accusations basées sur des délits spécifiques ne suffisent pas. Il s'agit alors d'inventer des «délits associatifs» pour pouvoir distribuer des années et des années de prison

sans avoir recours à cette formalité archaïque qui s'appelait preuve. Nombre d'entre nous ont ainsi subi des procès, des années de détention préventive et parfois aussi de lourdes condamnations. Même s'il ne réussit pas souvent à soutenir jusqu'au bout ses propres enquêtes, l'Etat se donne en même temps des objectifs parallèles : briser des rapports, interrompre le fil de l'activité subversive, tester la capacité de riposte des camarades, etc.

En France, les actions de sabotage et les affrontements avec la police ne datent certes pas d'hier. Ce qui a effrayé l'Etat ces dernières années a été, à notre avis, l'émergence d'une complicité possible – dans les mots et les actes – entre différentes formes de révolte sociale, ainsi que l'affinement et la diffusion de discours qui revendiquent publiquement les pratiques d'une insurrection possible.

Bien entendu, l'Etat ne craint ni le discours révolutionnaire tant qu'il se limite à jouir d'une liberté de parole abstraite, ni en fin de compte une attaque particulière : ce qu'il craint est l'imprévisibilité de l'attaque diffuse et le renforcement réciproque des paroles et des gestes. Ce qui a été pendant longtemps une position défendue par bien peu d'individus commence à ressembler à un «marécage» (pour reprendre l'expression efficace utilisée par l'unité «anti-terroriste» des carabinieri italiens il y a une douzaine d'années), difficilement identifiable et gouvernable. L'Etat veut assécher ce marécage pour en sortir des chefs, des «organisations», des prétendues «mouvances» avec autant de sigles, de porte-paroles, etc. Si le conseil que Victor Serge donnait aux révolutionnaires pris en otage par l'ennemi est toujours valable («tout nier même l'évidence»), il est nécessaire de savoir lire la répression afin de relancer et de renforcer notre perspective. Nous savons tous que la gauche (et sa gauche) a toujours été l'ennemi historique de toute lutte insurrectionnelle : partis et syndicats, récupérateurs, médiateurs, intellectuels conseillers des Princes modernes, alliés rusés de la répression, habiles à diviser en «bons» et «mauvais».

Dans des circonstances particulières et face à une «Justice injuste», ils peuvent même aller jusqu'à défendre les camarades qui les ont toujours attaqués. Permettre que ces charognes réacquièrent la moindre force à partir de nos incarcérés est une erreur qui n'est pas sans conséquences. Qu'il n'y ait pas que des camarades qui s'opposent aux crapuleries de l'«antiterrorisme» mais un milieu plus large comporte des aspects positifs (c'est le reflet du constat effrayé que la terreur d'Etat nous écrase chaque jour davantage). Mais notre perspective n'avance que dans la clarté avec les autres exploités et rebelles, c'est-à-dire dans une ferme inimitié envers la gauche et ses medias. Pour le dire autrement,

la manière de réagir à la répression fait aussi partie de cette guerre sociale qui n'admet pas de trêve. En n'assumant pas et en ne défendant pas certaines positions, on cède du terrain à l'ennemi.

La solidarité démocrate et l'espace dans les journaux ne s'offrent jamais gratuitement : aujourd'hui, ils servent non seulement à la gauche pour se réhabiliter aux yeux de tous ceux qui sont à couteaux tirés avec l'existant («Vous voyez ? au bout du compte nous sommes d'accord...»), mais aussi à neutraliser toute position de rupture radicale avec le présent (certains excès de jeunesse peuvent aussi être pardonnés...). Face à des enquêtes similaires (ou encore plus lourdes), la réponse que de nombreux camarades ont donné en Italie a été très simple : «

Nous ne savons pas qui a fait les choses dont vous nous accusez, messieurs— ce que nous savons, c'est que nous les défendons ouvertement, et que vos enquêtes n'éteindront pas les feux de cette révolte sociale qui n'a pas attendu nos textes pour se propager». Une telle réponse — liée aux pratiques qui en découlent — nous a permis de sortir de prison en reprenant le fil de notre activité. Une telle réponse ne trouvera certainement pas des alliés chez les médias et les intellectuels démocrates— et surtout, elle ne leur permettra pas de parler en notre nom. Certaines paroles claires trouvent toujours des oreilles disposées à les écouter. Emprisonnées, les paroles forcent parfois les chaînes, émergeant des parties les plus mystérieuses et communes de l'expérience et du cœur. La force qui découle du fait de s'insérer dans leur jeu et dans leur

discours, avec la prétention de l'exploiter ou de le détourner à ses propres fins, est illusoire. Nous n'avons même pas le sens des mots en commun avec notre ennemi — ni celui de bonheur, ni de temps, ni de possibilité, ni d'échec ou de réussite. Il y a des positions de rupture qui se sont révélées utiles, y compris au plan judiciaire, tout comme il y a des camarades qui ont passé un an en prison pour quelques tags sur les murs : il n'existe pas de science exacte en la matière. La tension vers la cohérence entre les moyens et les fins pose le problème de l'efficacité en d'autres termes, c'est-à-dire par rapport à la vie pour laquelle nous nous battons. «S'il y a des innocents qui méritent notre solidarité, il y a des coupables qui la méritent encore plus», disait Renzo Novatore. Les camarades solidaires ont souvent trouvé dans ces paroles un terrain plus favorable pour agir, pour continuer là où certains ont été provisoirement arrêtés, et pour découvrir de nouveaux complices... Nous avons bien une certitude : *L'insurrection qui vient* ne lit pas Libé.

Quelques anarchistes italiens
Février 2009

* Les cendres des légendes

Pour en finir

avec l'apologie illégaliste

Il était une fois le temps des héros. Un temps passé, dépassé, dans lequel la fantaisie populaire s'emparait des petits et des grands gestes de quelques individus rebelles pour inventer des fables et des légendes. Des histoires qui étaient l'exemple d'une vie faite d'abus de pouvoir et d'exploitation, dans lesquelles le petit David s'insurgeait solitaire contre le géant Goliath en le défiant avec une «humble» fronde.

Presque partout dans le monde, les aventures de bandits «seuls contre tout et tous» ont animé le cœur et les rêves de générations de déshérités : plus qu'un modèle, ils étaient le rêve secret – et un peu embarrassant – de ce que l'on est pas, l'affirmation – à travers l'image déformée et spectacularisée du héros – de sa propre lâcheté, de sa propre résignation.

Mais ce temps que nous narrons est un temps désormais lointain, un temps où le héros, peut-être pas si pur et immaculé que la fantaisie populaire ne le décrivait, était encore quelque chose de «compréhensible», un exemple de révolte qui, même s'il ne restait qu'un simple objet de contemplation pour beaucoup, deviendrait pour quelques uns un choix à imiter.

Ce qui liait l'imagination, la création du mythe à l'acte rebelle en soi n'était pas tant la transgression de la règle sociale ou de la loi de l'Etat, mais plutôt la compréhension d'un code de comportement basé sur des modèles partagés. La question de l'honneur et de la morale – imprégnés d'une bonne dose de christianisme – était l'anneau reliant jusqu'il y a quelques décennies à peine, le choix déterminé de l'illégalité au mythe chevaleresque.

Dans l'imaginaire commun, en particulier dans les classes pauvres, le bandit et l'acte de sang – soit la réalité – étaient souvent épurés par l'image romantique : la lance qui transperce et le sang qui gicle disparaissaient pour laisser place au cheval blanc et à l'armure dorée.

Dans cette vision, et même si cela tord les tripes à certains, il existe historiquement une complémentarité entre ce qu'a été le banditisme du passé, la relativement plus récente malavita [«mauvaise vie» : la délinquance sociale d'un haut niveau des quartiers populaires] et ce que sont les mafias. Bien que ces formes d'illégalismes aient connues

des destins bien différents liés à leur histoire et aux événements qui les ont traversés, ce qui les rapprochait était justement l'image de chevalier qu'elles suscitaient chez leurs spectateurs.

Ce n'est pas un hasard si les mafias historiques (mafia sicilienne, 'ndrangheta calabraise et camorra napolitaine) conservent dans leur serment d'affiliation l'image des trois cavaliers qui, débarqués dans le sud de l'Italie, iront former les trois organisations. Du mythe à la réalité, il y a un lien : bien que les trois cavaliers n'aient jamais existé, les associations mafieuses naissent de la noblesse catholique du sud. Ce que les nobles antiques tentèrent de créer en fondant ces sociétés secrètes n'est pas bien différent des pratiques des différentes loges maçonniques d'obédience catholique à travers l'Europe : l'idée était simplement de s'entraider et de s'agréger autour de valeurs communes basées sur la tradition – familiale et sociale –, et sur des concepts socialement diffus comme l'honneur, le serment et le «respect» des hiérarchies patriarcales. C'est en particulier lors de l'unification italienne, qui a voulu dire pour le sud une aggravation nette et dramatique des conditions de subsistance des paysans et une perte de pouvoir des nobles et des possédants locaux, que l'œuvre moralisatrice et régulatrice de «familles mafieuses» qui venaient en aide aux paysans en matière de charité et de règlement des conflits (liés à la propriété, aux limites territoriales, aux dettes, aux mariages) a déterminé la fondation du mythe chevaleresque, soit que de riches mafieux accouraient au secours des pauvres gens, et de tout ce qui a suivi.

Pour donner quelques exemples, les conceptions mêmes de l'omertà et de la faida, si en vogue dans les faits divers, avaient à l'époque un sens bien différent. La faida ne signifiait pas un «règlement de comptes» à coups de fusil entre familles mafieuses mais était une loi non écrite qui, sous l'auspice d'un ancien important, en général un notable de la communauté, aplanissait les conflits entre les membres d'un village : la grande partie des faida ne se finissait pas par un massacre mais en mariage ou en dédommagements contractuels. Le même discours vaut pour l'omertà, qui n'avait rien à voir avec la soumission ou la non-collaboration mais indiquait plutôt un modèle de comportement conforme aux principes moraux partagés : l'humilité et le respect. A partir de là, il est évident que ce qui a déterminé la consolidation des mafias en Italie n'a pas été un banal rapport de force mais un mélange continu de valeurs chrétiennes et des règles claniques qui se perdent dans la nuit des temps. Une tragique union dans laquelle, le temps passant et le sang coulant, le «respect» a fait place à la

révérence pour triompher ensuite, aujourd'hui, avant tout dans la terreur.

En synthèse, la mafia n'a jamais été uniquement la détermination du pouvoir de quelques uns sur beaucoup, mais plutôt un rapport social étendu (construit sur des bases politiques, économiques, morales) au sein duquel les communautés elles-mêmes, dans toutes leurs strates, étaient partie prenante. Ce que nous avons sous les yeux aujourd'hui en terme de complicité diffuse et de collaboration de larges franges de la population avec les «institutions» mafieuses est alors quelque chose de bien plus profond et terrible que l'idée du seul chantage auquel les médias voudraient nous faire croire.

Indubitablement, ce qui unissait les individus à travers ces «valeurs partagées» a changé au siècle dernier, ou pour mieux dire, les valeurs du passé ont été substituées par d'autres, plus conformes à la modernité économique et aux rapports de pouvoir actuels : le mythe antique du chevalier, de l'honneur, du «parrain» a évolué dans un mythe de la force, de l'idée du contrôle capillaire du territoire, dans le culte de l'accumulation des armes et de l'argent. Un nouveau modèle, non pas parce que les anciens mafieux en auraient été exempts, mais plutôt parce que prépondérant et totalement privé de justifications à caractère catholique. On pourrait dire de façon provocatrice, un modèle décidément plus américain. En somme, une jeune mafia qui substitue, en créant son propre mythe, l'exhibition de son omnipotence à l'armure dorée et au cheval blanc, à la «respectabilité» de la famille et à l'honneur : le jeune d'une paranza (1) n'aspire pas à être un «preux chevalier» ou un «propriétaire terrien puissant», il ne tient pas à être respecté, mais rêve plutôt d'être un chef de gang craint, couvert de dollars et armé, à bord d'une voiture clinquante en compagnie de jeunes filles dénudées. Tragiquement, les mythes du «jeune affilié» ne sont pas très différents de ceux de beaucoup de jeunes enrégés des périphéries des grandes métropoles : les uns comme les autres sont les fils de l'ère moderne. Cette conception culturelle a développé en peu de temps un «nihilisme diffus» dans lequel, aussi bien pour le mafieux que pour ses émules et admirateurs, la vie n'a plus aucune valeur : ni la sienne ni celle des autres. Ce qui compte est être craint, voir les autres baisser le regard à son passage, sentir leur envie pour la marchandise (humaine et matérielle) accumulée. Et peu importe quel en fut le prix.

Pour comprendre la situation actuelle – et contribuer dans la mesure du possible à démonter certains mythes passés et présents – , il convient de faire un pas en arrière. C'est dans leur naissance et surtout

dans l'évolution des mafias qu'apparaît clairement un parallèle avec ce qu'a été le banditisme. Ce qui ne veut pas dire qu'ils aient été la même chose, c'est évident rien qu'au niveau de la condition de classe (de départ) des mafieux par rapport à celle des bandits, ce qui fait qu'ils ne peuvent être que profondément différents dans leur stratégie et leur pratique. Ce qui les rapproche – ou les rapprochait – est justement la «complicité morale» diffuse des populations.

Pour le bandit, la fuite, le maquis, l'illégalisme était quasi toujours des choix obligés : il y a des centaines d'histoires d'hommes fuyant les soldats ou la police pour des délits d'honneur. Le bandit n'était pas protégé et admiré parce qu'il attaquait la propriété en soi mais pour sa valeur, pour l'acte partagé qui l'a contraint à la clandestinité. Avoir tué l'amant de la femme, avoir réparé un abus de pouvoir subit par un membre de sa famille, avoir réglé par le sang une offense ou une calomnie... n'en sont que quelques exemples.

Comme pour le vieux mafieux, ce fut le partage général, notamment parmi les paysans, de l'acte initial qui a réussi à transformer le bandit en héros, et ceci beaucoup plus que ce qu'il aurait pu faire par la suite.

Pour se rendre compte de ce qu'est une légende basée sur l'honneur et sur le courage, il suffit de voir combien encore aujourd'hui, soixante ans après, la figure du bandit sicilien Salvatore Giuliano reste forte en termes positifs. C'était un homme d'honneur, un chrétien, un individu courageux qui affrontait l'arme au poing l'Etat italien (vu comme usurpateur). Peu importe, dans la création et la transmission du mythe, si Giuliano a été compromis d'abord avec les services américains, puis avec la mafia, pour devenir enfin le bras armé de la réaction anti-socialiste, manœuvré de manière orchestrée et interchangeable par les familles latifundistes et par le ministère de l'Intérieur italien de Scelba.

Aujourd'hui encore, ce bandit est une légende dans l'imaginaire populaire. Au point que même certains compagnons – avec une emphase de politiciens – réussissent à le citer en faisant mine d'oublier le fond : Giuliano était un homme de la réaction, un homme asservi aux pouvoirs, un homme qui n'a pas hésité à tirer – peut-être avec l'aide de Valerio Junio Borghese (2) – à coups de mitraillette et de lance-grenades sur des paysans en lutte pour récupérer la terre lors d'une fête du Premier Mai. C'est justement la légende qui a toujours accompagné le bandit comme le mafieux et qui détermine beaucoup des rapports sociaux en vigueur qu'il urge, finalement, de remettre en question. Parce qu'aujourd'hui encore, même si le temps des bandits et des paysans a passé, nous payons le prix de cette mentalité, de cette

histoire et, pourquoi pas aussi, de cette politique. Il suffit de voir, sans chercher trop loin, comment pointe la même mentalité acritique et moraliste que celle des paysans du passé dans le monde de l'édition soi-disant antagoniste, dans les débats à l'intérieur de vastes courants plus ou moins subversifs, dans la perspective de nombreux compagnons.

Certes sur des bases différentes, certes avec des modèles différents. Ce n'est plus l'honneur, la culture patriarcale, la valeur chrétienne qui font que l'impuissance et la frustration éparses trouvent refuge dans le mythe de l'illégalisme, mais quelque chose qui est bien sûr plus récent et, on le verra, conforme au temps présent. Les nouveaux modèles, les nouveaux mythes sur lesquels se déchaîne le fantasme un peu voyeuriste des rebelles modernes sont les bandes armées de braqueurs des années 70, le banditisme sarde construit sur des meurtres et des séquestrations à cheval entre indépendantisme et rebellisme, c'est le « criminel solitaire » et le contrebandier endurci.

En somme, on jette dans un même chaudron les Mesrine, Vallanzasca (3) et Mesina (4) et tout le monde souterrain de la malavita organisée d'il y a quelques décennies.

Non pas qu'une telle mixture doive scandaliser plus que cela. Il est plutôt normal que dans une époque comme la nôtre où toute perspective révolutionnaire semble défunte en même temps que la capacité à rêver d'une société différente, on exhume de toute part les vieux fantasmes des héros solitaires, des rebelles sociaux. Rien d'étrange, c'est simplement le triomphe de la résignation : on ne peut plus faire la révolution, ou on n'y croit plus, à quoi servent donc les idées, les perspectives révolutionnaires ou les expériences des compagnons du passé ? A rien, mieux vaut donc – pour ceux qui font l'apologie de la malavita – se fier, admirer, contempler le rebellisme social : ça ne sert peut-être à rien non plus, mais ça donne au moins le soulagement de vivre par procuration une autre vie, un peu comme le faisaient les paysans du passé, de manière déformée.

Avec le triomphe de la résignation déguisée en révolte, toute expérience réelle est niée et, dans le meilleur des cas, plus banalement oubliée. L'image mentale des balles qui sifflent, des flics qui tombent et des banques dévalisées font oublier que les héros en question n'avaient pas d'aspirations révolutionnaires ni de désir de changement. Les héros attaquaient la propriété, mais par désir d'accumulation et dans certains cas par pure adrénaline. Beaucoup de ces « modèles » séquestraient les personnes, vivaient dans le culte de la virilité et de la force, croyaient dans les médias et adoraient la marchandise, dans certains cas trafiquaient de la drogue et ne dédaignaient pas les

prostituées. Certes, à regarder autour de soi, on pourrait presque les regretter : une étiquette était présente, le sens de l'honneur (pour autant qu'on l'accepte) était au moins compréhensible, le sens de l'inimitié envers l'autorité (la plus évidente du moins) était clair, et le refus du travail industriel et sa condamnation à une «vie de prolétaire» était pour certains une base de partance. Malgré les changements rapides qui ont bouleversé le siècle dernier, modifiant petit à petit les rapports et les choix des individus jusque dans le milieu de l'«extra-légalité», on retrouve à nouveau au cours des dernières décennies les mêmes valeurs partagées que par le passé, les mêmes raisons morales qui rapprochaient le malavitoso de sa communauté de provenance, cette base prolétaire qui admirait et comprenait ce type particulier de langage et cette rage. Une compréhension peut-être pas toujours très lucide, avec des appréciations variées et liées à des positions singulières, mais fondamentalement unifiées par un sentiment de provenance à une même condition de classe, à une même «insupportabilité».

Avec la disparition des vieux modèles productifs, le démantèlement de la grande industrie, en somme avec le dépassement du modèle fordiste, on peut dire que disparaît également la classe ouvrière européenne. Ce que le capitalisme avait créé en termes de communauté (bien que fictive) avec la révolution industrielle est, entre les années 70 et 80, liquidé. Entre le 18^e et le 19^e siècle, des millions de personnes avaient été arrachées aux communautés rurales pour être concentrées dans les périphéries des grands centres urbains, ce furent de nouveaux esclaves à exploiter pour le fonctionnement de la grande industrie naissante. Ces hommes et ces femmes, orphelins du vieux monde de l'agriculture, s'étaient tout d'un coup trouvés entassés parmi des milliers d'inconnus, fruits d'histoires et de lieux différents. Un nouvel «agglomérat humain» créé par les exigences de l'économie avec des caractéristiques communautaires nouvelles et précises. Chacun vivait à côté de l'autre : dans le même quartier d'origine, dans la même usine, dans les mêmes rues. En deux mots, tous vivaient la même misère, subissaient la même exploitation, avaient les mêmes patrons : l'ennemi était clair, commun et bien identifiable. C'est de cette condition, obligatoirement bien que paradoxalement créée par les patrons, que naissent les luttes prolétaires qui ont enflammé de nombreux pays européens il y a 30-40 ans. La rencontre des différences dans une même condition de classe avait déchaîné la guerre sociale, et cette guerre devait être arrêtée. La même raison économique et productive, minée par des années de grèves, de blocages et de sabotages devait trouver de quelque manière une solution, d'autant

plus que le «boom économique» laissait entrevoir le spectre de ce qui nous apparaît clair aujourd'hui : l'invasion de la marchandise et la saturation du marché. La technologie est venue en aide aux capitalistes. A travers le développement de nouveaux et innovants moyens, et en particulier l'informatique, l'industrie s'est développée et a évolué à des rythmes étonnants. La possibilité d'augmenter la vitesse des transports, des communications et de la production ont rendu possible l'éparpillement des usines aux quatre coins de la planète. On est plus face à la «grande industrie» avec son puissant patron, mais à des centaines d'usines coordonnées entre elles et gérées par des lobbies affairistes apparemment nébuleux.

Avec la restructuration industrielle disparaît inévitablement la possibilité de la «rencontre prolétaire», la communauté née de la concentration dans les grandes usines. Avec le prolétariat disparaît tout ce qui avait déterminé le sentiment diffus d'appartenance qui rendait compréhensible à tous l'illégalisme : qu'il ait eu des aspirations révolutionnaires ou qu'il soit lié au plus simple rebellisme social.

Ce qui a dominé les dernières décennies et qui a rendu possible la consolidation de la résignation est l'aliénation. Un sentiment diffus de solitude dans lequel chacun «cherche à joindre les deux bouts», sans rêves, sans entrevoir la possibilité d'un quelconque changement réel. Un monde où les hommes subissent chaque jour mais sont désormais hors de la réalité sociale parce qu'incapables de construire un nouveau langage, commun. On ne peut affirmer avec certitude que le progrès capitaliste soit arrivé à son propre accomplissement, mais que la dialectique entre les classes est morte même si l'antagonisme reste bien vivant. Ce qu'on voit s'agiter, avec sa violence démesurée, est un «navire au timon brisé» qui avance droit contre les rochers. L'équipage observe et s'agite mais ne comprend pas, ne sait pas réparer la barre, ne tente pas de modifier la route, n'a pas d'expectative. Autour du navire, sur le navire règne le vide. Le vide des esprits et celui des cœurs, le vide «des hypothèses et des espoirs».

C'est ce vide que nous devons prendre en compte. Et c'est de lui qu'il faudrait partir pour tenter de reconstruire une hypothèse révolutionnaire. Nous devons avoir la capacité d'admettre que nous – eh oui, nous aussi – sommes orphelins de tout. Et ce n'est certes pas en repêchant les légendes du passé que nous réussirons à inventer une possibilité nouvelle : l'impérieuse nécessité est celle de nous débarrasser de toute sorte d'obstacle qui tente de remplir ce qui n'est pas, non pas par amour de l'histoire mais plutôt pour construire une critique réelle contre et dans le présent. Parce que si le mythe est nocif dans la

représentation de la résignation moderne et devient le paravent pour ranger les armes révolutionnaires, il le devient encore plus lorsqu'on tente de l'appliquer à la condition sociale actuelle, à l'aliénation dévorante. Tenter de combler les lacunes présentes dans la critique, dans la pratique et dans la détermination révolutionnaire en empruntant les expériences de la malavita (ou pire de la maffia) du passé pour les appliquer au présent ne réussira pas à donner un aspect présentable à la condition répandue de rébellion sociale et à ses caractéristiques.

Ni ne pourra être utile pour avoir un instant l'illusion de n'être pas si seuls dans notre inimitié ouverte, de voir comme des complices tous les rétifs qui vivent en transgressant les lois. Désolé, mais la question n'est pas combien on est enragé, combien on est pauvre et malheureux, quels et combien de délits on accomplit, mais plutôt la qualité des actes et leur pourquoi. L'illégalisme, aussi bien comme mythe que comme pratique, n'a absolument rien de différent du légalisme. La rage d'un aliéné ne changera pas plus la société qu'un résigné. Cela semblera banal, mais ce qui détermine l'acte à accomplir devrait être une perspective, un choix, une évaluation, une contiguïté entre les moyens et les fins, qui devraient échapper – au moins pour ceux qui aspirent encore à la liberté – aux évaluations morales et juridiques. La question est le pourquoi on se révolte, pas la révolte en soi. La barbarie qui nous entoure n'a rien à voir avec l'hypothèse de la «descente des Cosaques» où le nouveau monde pourra naître d'une prise de conscience du conflit ou de la création déterministe d'une harmonie et d'une réciprocité nées du désordre. Ce qui nous entoure est la guerre civile, avec sa charge de haine, de violence, d'irrationalité. Le fantasme que la rage moderne nous laisse entrevoir est le massacre entre pauvres, l'abattoir ethnique et/ou idéologique (religieux et politique) : c'est la vieille merde réactionnaire revêtue et renforcée par le progrès, la modernité, l'aliénation rampante, le vide.

Il ne sert à rien de réexhumer Mesrine ou les «batterie» (5) des années 70 pour vouloir donner notre sens à l'affrontement social actuel. Il n'y avait rien de révolutionnaire dans le rébellion d'alors, il n'y a rien dans celui d'aujourd'hui, ni consciemment et encore moins (comme cela plairait à beaucoup de compagnons) inconsciemment. Bien plus intéressant serait en revanche de voir comment cette tentative de rapprochement est porteuse d'une pratique politique qui tente de mettre dans les bouches et les mains d'autrui ce qui ne lui appartient pas et qu'il n'a jamais demandé à se voir attribuer. Parce que les jeunes lascars qui lancent des pierres contre la police ou qui

brûlent voitures et écoles n'ont jamais demandé à personne de leur construire sur mesure une conscience critique qui les rende présentables. Pas plus que les bandes de jeunes braqueurs ou de dealers de rue n'en ont fait la demande. Du reste, malgré la floraison éditoriale, il ne me résulte pas que les vieux bandits aient jamais demandé à quelque gauchiste besogneux ou à quelque révolutionnaire déçu de devenir leur avocat ou biographe. Tout cela est, encore une fois, le fruit du cancer de la politique et du ver de l'impuissance. Dans un système où un tiers de l'économie est informelle et déterminée par les mafias, dans lequel un choix ou une condition extralégale peut difficilement se détacher du contrôle (plus ou moins fort) des grandes organisations criminelles, il serait décidément plus intéressant d'évaluer les aspects, la portée immense et la violence de l'exploitation liées à cette superstructure. Le pouvoir qu'ont les mafias dans les choix politiques, sociaux et économiques n'est pas un petit morceau de l'enfer de la société mais une colonne portante du capitalisme moderne. Attaquer la très grande majorité des mécanismes extra-légaux actuels (évidemment il y a des exceptions) devient aussi fondamental qu'attaquer les mécanismes productifs, politiques et répressifs, pour ainsi dire, légaux. Tous deux sont le produit du même monstre. Mieux, ils sont le monstre. Et c'est ce monstre qui foment la guerre civile, c'est lui qui règne sur les rapports de classe actuels. Se rappeler, toujours se rappeler qu'il existe une différence importante entre être rebelle, enragé, «délinquant» et être subversif, révolutionnaire. Les prémices du changement, de la conservation d'une étique comportementale, du rêve d'une société différente doivent revenir et émerger des actes et des paroles. Bien sûr qu'il faut alimenter la conflictualité sociale, mais en la remplissant de la nôtre. De nos hypothèses, de nos expérimentations, de nos désirs. La rage est contagieuse et les conditions sociales actuelles ne font que souffler sur le feu, dommage que l'aspiration à la liberté et le sens d'une étique individuelle ne soient pas aussi contagieuses. Il est alors fondamental que chaque acte et parole redeviennent indissolublement liés aux fins, que l'action (légale ou illégale) réussisse à transmettre son pourquoi, le rêve qu'elle porte en elle, son hypothèse. Parce que l'ennemi de mon ennemi ne sera jamais -a priori- mon ami, parce qu'aucune fin ne justifiera jamais les moyens. Parce qu'il est temps que les responsables de tant de violences et d'abus paient- parce qu'il est temps de redécouvrir le sens de paroles comme liberté et violence révolutionnaire.

Il Mugnaio Menocchio

(Ce texte est paru dans la revue anarchiste *À corps perdu* qui nous a gentiment autorisés à le reproduire.)

Notes

1. Paranza : groupe (souvent armé) d'affiliés à la mafia
2. Junio Valerio Borghese : responsable important du fascisme commandant de la Division * Mas. Après-guerre, il a tenté de reconstruire le parti fasciste, et inspirera plusieurs mouvements clandestins d'extrême droite tout en étant lié aux services italiens et américains. Il a tenté un coup d'Etat dans les années 70.
3. Renato Vallanzasca (1950-) : fameux bandit milanais et «mythe» de la malavita des années 70. Il a été jugé pour différents braquages, homicides, séquestrations, évasions. Réputé pour son aspect et des capacités de séduction (il a ainsi entrepris une relation avec une jeune fille séquestrée et plus tard avec son avocate... qui l'a aidé à s'évader). Il était connu dans les journaux comme le «Bel René». Il est toujours incarcéré (sa demande de grâce a été rejetée en 2007).
4. Graziano Mesina (1942-) : Fameux et imprenable bandit sarde, auteur de diverses séquestrations de personnes (commerçants, propriétaires terriens, industriels) et accusé de plusieurs assassinats. Il est libre depuis 2004 sur grâce présidentielle après de très nombreuses années d'incarcération ponctuées d'évasions.
5. Batterie : surnom donné par la malavita aux bandes.

* A propos des luttres actuelles dans l'Éducation nationale

17 mars 2009

INTERVENTIONS n° 6 MARS 2009

Les luttres actuelles dans l'école et autour de l'école sont le produit d'une double crise. Tout d'abord, crise de «l'instruction» des enfants par l'école. Cette école contemporaine achève de dissoudre l'institution de l'éducation dans des «dispositifs de formation» qui doivent se prolonger «tout au long de la vie». En tendance, la formation «professionnalise» les élèves en les adaptant à leur fonction de gestionnaires de leurs ressources humaines. L'État-nation n'est donc plus éducateur. Cette crise majeure de l'institution de l'éducation se combine avec une crise sur les finalités de l'école et sur les contenus des savoirs qu'elle est supposée transmettre. «Socle commun de connaissances» et «savoirs minimums garantis» s'entrechoquent comme des cruches vides...

Cette situation critique de l'école, instrumentalisée par le pouvoir d'État et ses «partenaires sociaux», n'est pas vraiment reconnue par les mouvements de lutte au sein de l'Éducation Nationale. Les problèmes de fond ne sont posés ni par les élèves ni par les professeurs. Il n'y a aucune contestation des dimensions normatives de l'institution ni même de reconnaissance qu'elle est en crise (comme toutes les autres

institutions d'ailleurs, il n'y a qu'à voir l'état actuel de la Justice !) L'État n'a donc aucun mal à faire courir le bruit que les enseignants sont des conservateurs, les élèves des agités et des mal informés, les parents des désinformés rendus inquiets par ce «problème de communication» comme dirait le ministère.

Énumérons quelques points qui nous paraissent importants pour la conscience de lutte, même si c'est difficile à faire passer sur le terrain.

1-Très souvent dans les arguments qui sont avancés pour défendre l'école publique, il y a une inversion de l'ordre logique. Alors que c'est parce que les conditions du service public se sont dégradées que l'idéologie du privé a trouvé progressivement une légitimité (gaspillage de l'argent public pour des résultats peu probants), il est proclamé par les enseignants que le service public fonctionne bien mis à part un manque de moyens et que c'est la Droite qui veut «la casse du service public».

A l'évidence il y a là, non pas simplement une confusion dans les relations de cause à effet, mais aussi un double langage qui est typique des fonctionnaires et particulièrement des enseignants. Un double langage qui est une des causes de la défaite des grandes luttes enseignantes depuis au moins 1995. Ce double langage est celui de la défense de ce qui existe par crainte de ce que ce soit pire après. Là il n'y a plus simplement double langage mais erreur politique. En effet, cela nous condamne à refuser tous les projets de réforme parce qu'ils constitueraient une menace au lieu de s'en emparer quand justement on est dans le rapport de force établi par la lutte afin de sortir de la simple résistance et de prendre des initiatives.

Cette faiblesse dans l'offensive et l'alternative est évidente en ce qui concerne la question de l'autonomie. Dès qu'ils entendent ce mot, les enseignants voient le diable et pensent privatisation, régionalisation et autres pouvoirs locaux arbitraires. Mais se posent-ils la question de ce que peut être l'autonomie entendue non pas comme stratégie de gestion autocratique, mais comme moyen d'ouvrir des brèches dans l'organisation du statu quo ? L'histoire ne se répète jamais mais il ne faudrait pas oublier que c'est à partir de son statut de Freie Universität que l'Université de Berlin allait voir se développer, à partir de 1966-67, le mouvement anti-autoritaire et extra-parlementaire allemand.

Il y en a assez de subir et de se mettre sur le recul. Cela amène tous les mouvements récents à n'être que des mouvements de résistance à la merci du moindre recul de l'État. Cela fausse alors complètement les perspectives. Le retrait d'un projet est pris comme une grande victoire alors que ce n'est que le retour à une situation

antérieure qui ne nous a jamais satisfait ! Les syndicats ne sont d'ailleurs pas les principaux responsables de cette situation. On a pu voir, ces dernières années, des actions se voulant les plus autonomes possibles, mettre toute la radicalité de leur action dans l'objectif du retour au statu quo.

On en revient à la question des rapports entre alternative et révolution. Le tout ou rien produit, dans les faits, une allégeance à l'État. Pour ne prendre qu'un exemple, il est vrai caricatural, tous les syndicats enseignants, sont pour le maintien d'une centralisation absolue du système éducatif. Or, cette centralisation est justement le paravent derrière lequel s'organise la restructuration du service public puisqu'elle constitue une structure qui n'a cessé de grossir et qui représente un facteur évident de paralysie. A cette centralisation, il ne s'agit pas d'opposer décentralisation et régionalisation sans privatisation, mais il est sûr que se pose la question de savoir si bloquer le système (c'est de toute façon de l'ordre du défensif et de la résistance) est plus efficace que de le débloquent en passant à l'offensive, y compris sur un terrain que l'État essaie d'impulser et de maîtriser. Ce n'est pas un hasard si les médias essaient d'associer libéral et libertaire à propos des «réformes». Ce faisant, ils nomment les forces qui s'attaquent à la forme qu'à pris l'État au cours du XXe siècle, mais l'enjeu politique de cette critique de l'État (en faire une critique libertaire et non pas libérale) est brouillé par le fait que dans les luttes concrètes la plupart des libertaires s'empresment de rejoindre le clan globalement pro-étatique des organisations traditionnelles de la Gauche.

Pour le moment, ce qu'on entend, c'est qu'il faut être pour le maintien des concours nationaux au nom de l'égalité. Fort bien, mais alors il faut lire les résultats des concours pour vérifier si ce principe démocratique est respecté. Or, en le faisant, il apparaît que la plupart des reçus, surtout à l'agrégation, viennent de quatre académies seulement et que la plupart des enfants de cadres supérieurs et professions libérales de province se font payer une chambre ou un studio à Paris par leurs parents pour préparer ce concours pendant que les étudiants des petites universités (style Bourg, St-Étienne, Perpignan, Mulhouse, Pau) sont réduits à la situation des étudiants grecs. Alors bien sûr, comme pour le maintien du bac national, on va nous dire qu'autrement ce serait pire... Les étudiants ne doivent pourtant pas se bercer d'illusion ou pratiquer la politique de l'autruche. Soit l'existence de leurs universités doit montrer clairement qu'elles participent de cette tendance vers l'égalité (du style un

étudiant de Perpignan doit avoir au moins autant de chance qu'un étudiant de Toulouse d'être fonctionnaire dans le Roussillon ou salarié qualifié à Paris) soit ce sont des universités-poubelles et dans ce cas là il faut que ça se sache et agir en conséquence, c'est-à-dire tendre à en faire des lieux pour autre chose, des lieux de déconstruction ou même de subversion.

Non seulement il n'y a aucune critique publique de l'Institution, mais, de fait, les enseignants en lutte se présentent encore comme les garants de l'existence de l'Institution face au marché. Ils se retrouvent donc dans la position de demander toujours plus d'État, ce qui concrètement veut dire : revenir à l'époque des années 60-70. C'est pourtant très difficile de se battre pour cela, puisque l'ancienne régulation de l'État-providence n'opère plus, ce qui, par exemple au niveau de l'école, nous conduit à dire que «l'État n'est plus éducateur». Le recrutement social des enseignants a aussi changé, il est devenu moins populaire et moins «missionnaire». Les nouveaux enseignants sont donc beaucoup plus enclins à se fondre dans un moule où l'institutionnel se fait moins impersonnel, moins abstrait et où les codes se rapprochent de ceux du secteur privé (le chef d'établissement-patron, les évaluations plus nombreuses et hiérarchisées des fonctionnaires). Cela pourrait à la limite les rendre plus combatifs, mais ce n'est que rarement le cas puisqu'ils ont tendance à intérioriser l'ensemble des codes du secteur privé jusqu'à se demander si on a le droit de faire grève. Cette différence de perception conduit souvent à des clivages générationnels peu propices au renforcement de la lutte.

2- Ce double langage des professeurs trouve malheureusement son écho dans le double langage des lycéens. Quand on est enseignant, on est pris d'un amer sourire quand on entend que les lycéens veulent plus d'heures de cours alors que tous les jours ils disent et surtout ils montrent qu'ils en ont trop ce qui les conduit à pratiquer le zapping permanent. Cette baisse du nombre d'heures de cours, c'est d'ailleurs ce que veut organiser le plan Darcos et pourtant ils se déclarent contre. Là aussi, il est alors facile pour le pouvoir, de les décrédibiliser en disant qu'ils font grève pour glander ou alors que la grève cacherait une mystérieuse entreprise de déstabilisation d'origine anarcho-autonome !

Ils pourraient pourtant, eux aussi, profiter du rapport de force pour dire qu'il y en a marre de l'échec scolaire mais aussi d'une «réussite» qui dépend de plus en plus d'un gavage répétitif avec des évaluations de plus en plus précoces. Ils ne le font pas... et ils se retrouvent devant les prétendus casseurs et encapuchonnés, lesquels sans forcément en

faire l'analyse, expriment concrètement leur «ras-le-bol» devant des processus de relégation et de disqualification qui progressent. Des jeunes qui expriment aussi et ainsi leur mépris devant des grèves et des manifestations qui leur paraissent relever d'un rituel propre à une communauté scolaire à laquelle ils ne veulent (et ne peuvent) plus participer.

Alors qu'en 1986, le refus de la sélection à l'entrée à l'université avait encore uni étudiants, lycéens et «lascars» des LEP (ceux-ci n'étant pourtant pas directement concernés par le projet), alors qu'en 1994, les luttes contre le CIP avaient montré une certaine unité de la communauté des scolarisés, cela n'est plus le cas aujourd'hui comme on a pu s'en rendre compte pendant les luttes contre le CPE. Il ne s'agit pas ici de faire l'apologie des petites bandes de racketteurs au sein des manifestations qui adoptent parfois un comportement fascistoïde. Il ne s'agit pas non plus d'y voir une nouvelle ligne de classe. En fait, la révolte des banlieues de 2005 illustre bien un refus de participer au jeu d'une contestation maintenant ritualisée dans ses formes, mais pauvre en alternative.

Nous avons donc bien à faire à un double langage généralisé qui est une des causes de notre défaite face aux médias comme dans «l'opinion publique». Ceux-ci sont en effet passés maîtres dans l'art d'exposer les contradictions des mouvements. Les médias ne cachent pas la lutte puisque c'est de l'événement et ça fait de l'info et de l'audimat. Mais quand ils font parler un manifestant, inmanquablement, ce sera un gréviste qui demandera «plus de moyens», pour en faire quoi on ne le saura jamais ou qui répétera avec dévotion la formule consacrée : «le gouvernement organise la casse du service public».

Dans les luttes actuelles on voit des enseignants prendre le risque de désobéir à leur hiérarchie et donc celui d'être sanctionnés pour manquement à la déontologie du fonctionnaire (servir, servir, toujours servir... l'État). C'est une bonne chose et déjà certains enseignants de Lettres, en juin 2008, avaient refusé de faire passer des oraux dans les conditions inacceptables imposées. Mais ce qui est original et porteur dans des formes de lutte qui échappent aussi bien à la logique du service de l'État qu'à la logique syndicale, doit aussi l'être au niveau des contenus. Or pour le moment il y a un décalage important entre ces formes de lutte, les risques encourus et un contenu qui se contente souvent du catalogue habituel (n'ayons pas peur des mots : le catalogue syndical) des revendications qu'on ajoute sur le même modèle que se calcule le PIB : toute revendication nouvelle ajoutée est un plus dans le

catalogue de la même façon que l'usine qui pollue est un plus de richesse puisqu'elle produit la nécessité d'une activité anti-pollution.

3- La formation : une commune fausse conscience ?

Dans ces catalogues de revendications on trouve des choses étonnantes. On apprend ainsi que les enseignants regrettent déjà les IUFM— alors qu'au moins dans le second degré, les plus nombreux s'étaient opposés à leur création y voyant une sorte de retour et d'extension des anciennes Écoles normales en lieu et place d'un enseignement universitaire plus théorique unifiant les différentes formations des maîtres.

Les enseignants disent vouloir maintenir leur mission d'éveil à l'esprit critique alors que les IUFM ont été baptisés, avec raison, du sobriquet «d'instituts de formatage des maîtres». Et ce ne sont pas seulement quelques élitistes nostalgiques à la Finkielkraut ou étatistes à la Bringuelli qui critiquent les IUFM mais ceux qui y sont ou qui en sortent aujourd'hui. La nouvelle défense des IUFM est alors justifiée par une politique du moindre mal. Mieux vaudrait l'IUFM que pas de formation du tout !

L'intégration récente des IUFM dans les universités et la mastérisation du recrutement des enseignants décrétée pour 2010 ont signé la fin de ces établissements créés par le pouvoir socialiste comme un compromis entre les anciennes Écoles normales et les universités. Ce compromis politico-syndicalo-administratif, déjà fragile et peu consistant en 1991, s'est vite délité. Moins de deux décennies plus tard, la liquidation n'était pas bien délicate à conduire.

Avec ou sans IUFM, c'est la professionnalisation de la formation des maîtres et de leurs activités qui sont à contester— aussi bien dans les critères de recrutement au concours que dans les méthodes d'apprentissage et les contenus d'enseignements. L'inculcation du «geste professionnel» et de la «bonne pratique pédagogique» dont les nouveaux masters «enseignement» font leur credo constituent une normalisation de l'éducation lourde de conséquences. Or cette dimension politique centrale est absente des débats et des luttes contre la politique actuelle de formation, de recrutement et d'évaluation des enseignants.

Ces catalogues de revendications partielles et juxtaposées empêchent de se centrer sur l'essentiel qui devient peu perceptible pour beaucoup. Qu'est-ce qui peut unir, de la maternelle à l'université, en passant par la recherche, les protagonistes de la lutte ? C'est cela qu'il faut faire ressortir collectivement dans des AG regroupant les différents niveaux, ce qui n'est d'ailleurs pas incompatible avec certaines revendications

par secteurs, mais elles-mêmes centrées et donc limitées (refus de la suppression des Rased, refus d'établir des base-élèves, de l'évaluation en CE2, statut des enseignants-chercheurs). Dans une perspective d'élargissement de l'action collective, il y a des voies à tracer du côté d'un refus d'une formation (et de formateurs) de plus en plus étriquée, fonctionnelle, qui recouvre tous les niveaux de l'enseignement et de l'éducation.

Ceux qui défendent aujourd'hui les IUFM oublient souvent que ce sont les formateurs de ces IUFM qui ont fait passer ou qui tentent de faire passer toutes les «réformes» que les actions de rue et de grève refusent. Ils oublient aussi que nombre d'enseignants-formateurs de terrain coopérant avec les IUFM (à l'inverse de bureaucrates carriéristes attachés à l'appareil) les ont désertés après seulement quelques années de pratique vu les couleuvres qu'ils devaient avaler.

Il en va de même pour la composante «parent d'élèves» dans les collectifs. Ils ne sont pas rares ceux qui s'orientent vers une conception professionnalisante de l'activité de «parents». S'il faut souligner l'apport positif de la «mixité» des protagonistes de la lutte, faut-il encore en faire quelque chose tout de suite sinon les mêmes parents qui participent à la lutte aujourd'hui seront éconduits demain par les enseignants qui leur fermeront leurs portes parce que chacun doit rester maître chez soi et que, par ailleurs, la majorité des parents vont adopter à nouveau une position d'usager et de consommateur du service public avec les traditionnelles attaques contre les profs et les fonctionnaires.

4 – L'absence de toute critique du devenu de l'université et du rôle prépondérant de la recherche dans les nouvelles formes de domination

Du côté enseignant nous avons une réaction de «corps» qui n'a que peu abordé la question des finalités de la recherche. C'est assez logique puisque le mouvement s'est présenté comme celui du respect des statuts et de l'institution qui inclut reconnaissance de la hiérarchisation et règles communément acceptées. A partir de là tout le discours scientifique et pro-technologie peut s'engouffrer dans la mesure où il déclare bien clairement qu'il veut se maintenir sous la tutelle de l'État. Ce n'est donc pas l'État et la dépendance réelle de l'université vis-à-vis de sa politique et de ses projets qui seront critiqués mais une «contre-réforme» néo-libérale qui s'attaquerait au service public pour marchandiser la recherche. Or, la notion de contre-réforme est complètement inappropriée pour caractériser les mesures Pécresse et la loi LRU puisqu'il s'agit d'une opération de rationalisation et d'optimisation de la gestion de l'enseignement supérieur et de la

recherche. Une contre-réforme présupposerait une action de réforme, or la réforme n'est plus possible puisqu'il n'y a plus de statu quo, de stabilité. L'État est aujourd'hui mouvement et réseau— il n'a d'autre but que de dissoudre tout ce qui gêne sa fuite en avant, même si les contradictions à l'œuvre donnent plutôt l'impression d'une course en rond : le tourniquet de la société capitalisée.

Le service public, en France du moins, n'est donc pas plus condamné en soi dans le secteur tertiaire que le capital fixe ne l'est dans le secteur secondaire. Simplement, en tant qu'ils constituent des immobilisations de capital, des stocks de fonctionnaires et de locaux, les services publics ralentissent les flux d'une société capitalisée qui tend à s'organiser principalement sous la forme réseau. Il y a finalement peu d'idéologie là-dedans, au moins au départ. L'idéologie vient après comme surajoutée par des lobbies électoraux qu'on ose même plus appeler des partis politiques. Sans des médias qui relaient leurs discours sans arrêt on en entendrait même pas parler.

5 - Sur la lutte en cours, quelques réflexions nées de l'action

Tout d'abord il faut voir que la lutte est complètement partie de la base au niveau des écoles primaires dans un lien enseignants-parents qui est une constante des luttes dans ce secteur depuis les grèves de 2000. Les syndicats y ont eu un rôle très secondaire car les moyens d'action mis en oeuvre ne leur permettent pas d'être comme des poissons dans l'eau. En effet, les collectifs de lutte développent de nouvelles formes d'action (refus d'effectuer l'aide personnalisée, refus de l'évaluation-fichage de la part des professeurs des écoles) qui se démarquent des contraintes legalistes de l'action syndicale. En refusant de s'en tenir à des actions strictement légales, ils mettaient en porte à faux des organisations qui ne pensent qu'en termes de devoirs et de droits des fonctionnaires et non pas en terme de devoir d'insoumission. Or, même s'il n'y a pas vraiment de mémoire des luttes, il semblerait que les luttes récentes autour des élèves et parents sans-papiers, aient réactivé cette dimension. Les lettres de désobéissance sont donc à prendre comme une prolongation de ces actions de résistance active.

Ces pratiques tranchent avec le consensus citoyeniste de ces vingt dernières années et mettent en pratique une critique qui était jusqu'à là restée très idéologique dans la mesure où elle se cantonnait d'un côté à une dénonciation un peu aristocratique de la «soumission volontaire» de presque tous à l'État ou de l'autre à la traditionnelle critique gauchiste du «Police partout/Justice nulle part».

Un autre élément a joué un grand rôle, c'est le fait de se trouver devant un gouvernement qui ne fait ni concertation préalables ni d'offre de négociation, même s'il doit reculer en fonction du rapport de force. Cela met les syndicats en porte à faux puisque leur légitimité si légitimité il leur reste n'est plus qu'une légitimité de négociation au sommet. C'est une chose que la CFDT a comprise depuis longtemps et qui lui donne un rôle disproportionné par rapport à son implantation réelle, dans la préparation des divers projets étatiques. La CGT de Thibault tend d'ailleurs progressivement à prendre le même chemin et à faire son aggiornamento devant la baisse tendancielle du taux de confiance en sa fonction de contestation de l'ordre établi.

Cette position décalée par rapport à la lutte à la base a permis qu'apparaissent à nouveau des coordinations de collectifs en lutte qui ont pu tracer, au moins dans un premier temps, leur propre démarche et perspective d'action. Certes, les contenus n'ont pas été suffisamment questionnés comme nous le faisons remarquer précédemment mais il n'y a pas eu non plus d'illusion sur les formes démocratiques des assemblées générales et autres réunions de collectifs. L'organisation est clairement pour l'action et uniquement pour l'action aux risques de l'immédiatisme et d'un certain activisme. La situation s'est aussi clarifiée en ce que les traditionnelles oppositions syndicales au sein des grands syndicats (particulièrement la tendance «Ecole émancipée») n'ont pu jouer leur rôle habituel de tampons gauchistes entre la base et le sommet, rôle qui devient difficile à jouer quand l'État ne négocie pas. Cela laisse alors de la marge aux coordinations mais les oppositionnels, ne pouvant plus exprimer leur petite différence avec la ligne majoritaire, se sont alors empressés de rejoindre les positions de leurs directions, les renforçant par-là même puisqu'ils représentent d'ordinaire leur aile la plus militante. Il n'y a là aucune «trahison», mais une logique syndicale fut-elle d'opposition. «On ne peut quand même pas laisser les gens partir à l'abattoir», disent-ils pour justifier leur volonté de ne pas rejoindre les actions de la coordination «École en danger!».

Quant aux étudiants, ils peinent à trouver un chemin dans la lutte actuelle. La mémoire des luttes récentes existe encore et elle ne pousse pas forcément à réaliser l'unité. Ainsi, une des raisons de la «froideur» relative des étudiants vis-à-vis du mouvement actuel des enseignants-chercheurs ne repose-t-elle pas sur les positions de ces derniers en grande majorité favorables ou alors indifférents à la loi LRU pendant que leurs étudiants manifestaient avec vigueur leur opposition à la réforme ? Hésitants ou prudents, ils ont tout d'abord semblé

accompagner le mouvement plus qu'ils n'y participaient, mais une certaine radicalisation est en train de se produire qui fait qu'aujourd'hui (au 14 mars) on compte 45 universités en grève dont plusieurs avec blocage.

Nous venons de parler de la méfiance des étudiants par rapport aux actions des enseignants-chercheurs, mais il s'agit aussi d'autre chose. Depuis la première révolte contre la loi LRU (2006) les étudiants semblent avoir perdu ce qui avait fait leur force, à savoir la capacité à trouver un bon moyen «technique» d'engendrer un rapport de force favorable (les blocages) et à entretenir un rapport entre minorité agissante et masse des étudiants permettant de transformer le refus de départ en un mouvement de contestation prolongé. Pour le moment, nous assistons à un éclatement des différentes composantes de ce qui aurait pu produire un nouveau mouvement étudiant :

- d'un côté des individus qui se concentrent sur des pratiques alternatives d'occupation mais dans une relation assez distendue avec les objectifs immédiats de la lutte–

- de l'autre, des «politiques» qui bureaucratisent les AG et orientent la dynamique vers les journées-nationales-d'action ... enlissement–

- enfin des étudiants bloqueurs qui semblent mimer de façon volontariste les pratiques antérieures (vote de blocages obtenus avec de faibles majorités dans beaucoup d'universités– festivisation de la vie collective comme «culture de la lutte»).

Les journées nationales de manifestations décidées par les syndicats sont autant de risques d'asphyxie pour un mouvement à la recherche de son second souffle. De la maternelle à l'université approfondir les actions particulières et unifier les actions collectives à portée universelle semble bien maintenant une épreuve de réalité pour le présent mouvement.

Les précédents numéros d'INTERVENTIONS sont disponibles sur le site de la revue Temps critiques [http ://membres. lycos. fr/tempscritiques](http://membres.lycos.fr/tempscritiques)

|

* **Sommets**
et
contre-
sommets

* Casser du flic ou devenir indicateur ?

7 avril 2009

Telle est l'alternative bizarre à laquelle les organisateurs des manifestations anti-sommets réduisent les militants ou sympathisants libertaires, de gauche, d'extrême gauche ou «radicaux».

«Casser du flic» me semble parfaitement inutile, même si c'est certainement marrant et excitant pour ceux qui se livrent à ce sport de plein air... tant qu'ils ne se font pas prendre.

Récolter des mois de prison pour quelques minutes d'adrénaline, c'est cher payé, mais s'il y a des casse-cous pour le tenter, après tout ce n'est pas plus stupide que de rouler à 200 à l'heure en moto et sans casque sur le périphérique. Ou de conduire en état d'ivresse après avoir descendu 2 litres de tord-boyaux achetés chez Ed.

C'est surtout politiquement inutile car ce type de violence ne sert qu'à fournir des images chocs aux journaux télévisés et aux merdias, et cela n'est accompagné d'aucune explication compréhensible aux yeux de la masse de la population.

Quant à devenir indicateur, ou à collaborer de façon plus ou moins ouverte avec les flics, ce serait la seule attitude cohérente pour les organisateurs de ces manifestations anti-sommets qui espèrent (naïvement ou cyniquement) que la police leur permettra de manifester pacifiquement, alors qu'ils savent parfaitement que plusieurs centaines de loulous (manipulés ou pas) vont venir déranger leurs plans foireux de protestation gentille contre la méchante OTAN.

On me permettra de ne pas choisir entre les deux termes de cette alternative, et de n'avoir en tout cas ni sympathie ni compréhension pour ceux qui demandent à l'Etat bourgeois français de les protéger contre les méchants «casseurs», que ces derniers soient des révoltés sincères ou des flics déguisés en «black blocs».

Plutôt que de participer à ces manifestations spectacles anti-sommets qui n'ont jamais dérangé le moins du monde la bourgeoisie française ou internationale, il faudrait commencer par s'interroger sur le contenu politique nationaliste de ces événements dans chaque pays, sur les convergences entre extrême droite et extrême gauche dans un anti-américanisme primaire (qui affleure sous la dénonciation hypocrite du récent tournant français favorable à l'OTAN, alors qu'on sait parfaitement que cette collaboration a toujours continué à

fonctionner) tout aussi ambigu et nocif que l'anticommunisme primaire d'antan.

Le jour où les anti-OTAN gaulois s'intéresseront vraiment aux interventions permanentes de l'armée française en Afrique ou en Afghanistan et se mobiliseront sérieusement dans la rue contre ces interventions, en s'en donnant tous les moyens matériels, je commencerai à prendre au sérieux leur «anti-impérialisme».

En attendant, les manifestations anti-sommets ne font qu'entretenir la confusion politique et contribuer à ce que quelques innocents se trouvent condamnés à de lourdes peines.

Y.C.

9/4/2009

* Judicieux commentaires

Il est vrai que la participation de la majorité des organisations politiques et syndicales françaises à ce contre-sommet est motivée par un certain nationalisme qui puise ses sources dans le gaullisme. Mais il ne faut pas pour autant éluder ces organisations -pour la plupart libertaires - sincèrement anticapitalistes, anti-impérialistes, telles que Dissent et qui donnent une autre grille de lecture quant aux raisons pour lesquelles nous devons nous opposer à l'OTAN.

De plus, ce serait oublier le formidable travail pédagogique qu'elles effectuent, non seulement pour promouvoir l'organisation d'un contre-sommet d'une manière non centralisée (le village autogéré), mais aussi par son contenu tout au long du 1er au 5 avril (ce n'était pas uniquement une manif à Baden-Baden le 3 et une à Strasbourg le 4 avril) avec des débats, des conférences, etc...

C'est un moyen incontournable pour le mouvement libertaire d'échanger et de se coordonner internationalement. On ne peut donc pas réduire l'organisation de ces contre sommets internationaux à de simples festivités où pacifistes traîneraient leurs savates dans des manifestations plan-plan et des ultra-radicaux recherchant la poussée d'adrénaline.

Certes, on peut critiquer le choix de certains de vouloir en découdre avec les flics et de détruire des biens capitalistes, d'un point de vue de l'utilité pour le mouvement social et de l'exploitation médiatique qui en est faite contre le mouvement social.

Mais ces actions ne résultent-elles pas de la détresse de militants qui tentent de s'organiser tant bien que mal car ils/elles ne se retrouvent plus dans les moyens traditionnels de luttes que sont les organisations syndicales ?

Aristide

L'important c'est que le pouvoir cherche l'affrontement. et ça lui a déjà réussi (en Italie aussi) : les mémés regardent TF1 et se disent que les opposants à Sarkozy sont des casseurs. Les vidéos qui circulent sur Dailymotion (1) sont donc utiles, même si elles ne circuleront probablement que sur l'internet militant déjà convaincu.

Pour le reste, je pratique peut-être l'amalgame mais tout ça m'évoque un certain bougisme, un ultra-bougisme minoritaire dans l'Education nationale qui ne saurait être un palliatif sérieux à l'immobilisme des centrales syndicales, car c'est malgré tout la masse qu'il faudrait convaincre et mettre en action.

Elle a d'ailleurs montré en janvier et mars qu'elle était prête, je n'ai jamais vu tant de gens du privé dans les manifs. La stratégie des actions à visée médiatique perdra probablement face à un pouvoir qui n'attend que l'affrontement pour marginaliser et criminaliser l'adversaire. Je ne suis absolument pas convaincu par la nature anticapitaliste des rassemblements anti-G20 ou anti-OTAN, mais quelque part je ne leur reproche pas vraiment, y a tellement peu de vrais anticapitalistes, tout ça est le reflet de l'époque.

1. http://www.dailymotion.com/user/feeld/video/x8vw7c_manif-des-crs-caillissent-des-anti_news

<http://www.dailymotion.com/smashthesystem/video/14950081>
Anatole

* Contestation du G20 : une manifestation ou une diversion ?

Nous ne sommes pas les témoins d'une simple dégringolade financière. Nous sommes au milieu d'une grave crise du système capitaliste et cette crise perdure depuis 1971. Nous subissons aujourd'hui les effets de l'éclatement de la bulle spéculative fondée sur le capital fictif. Et ceux et celles qui en seront les victimes sont les créateurs et les créatrices de toute véritable richesse— les travailleurs et les travailleuses du monde entier.

L'irrationalité du capitalisme est mise à nue. Pour ne donner qu'un exemple, quatre millions de domiciles ne sont pas occupés aux États-Unis, mais il y a des centaines de milliers de personnes qui vivent dans des «tent cities» ou dans des parcs de maisons mobiles.

Il n'est donc pas surprenant que la colère gronde. Il est encore moins surprenant que l'on veuille faire de la rencontre des 25 plus grands dirigeants de la planète au G20 de Londres un point central de l'expression de cette colère.

Pourtant, contrairement à la crise qu'ils ne peuvent résorber, les manifestations risquent d'être une diversion opportune pour Brown, Obama, Sarkozy, Harper et Cie. Plutôt que de représenter une menace réelle, les manifestations attireront l'attention du public loin des divergences entre les grandes puissances et leur incapacité de coopérer dans le but de prévenir que la crise s'approfondisse. Au mieux, les manifestations seront indicatives du niveau de «mécontentement social» auquel tous les leaders du monde seront confrontés à mesure que la situation économique se détériore. Mais alors que des partis sont chassés du pouvoir et que des gouvernements sont remplacés — de la Lituanie, la Hongrie et la République Tchèque jusqu'au Madagascar — comme conséquences directes de la crise économique, aucune alternative n'a jusqu'à maintenant été formulée au capitalisme en soi. Dans les plus importants centres du capitalisme, non seulement l'État reste intact, mais il est maintenant promu comme le sauveur de dernier recours. Le capitalisme ne peut être réformé

En fait, les mouvements organisateurs des activités de cette semaine s'imaginent que le capitalisme peut arriver à trouver une solution à la crise. Ils croient que l'occasion peut servir à mettre de la pression sur le

G20 pour qu'il allège la situation. Le bal commence le 28 mars avec les syndicats, diverses associations caritatives et des organisations qui militent contre la pauvreté et qui revendiquent que le G20 mette la priorité sur le «monde ordinaire», un mot d'ordre réformiste particulièrement doucereux qui révèle le manque total de compréhension de l'énormité de la crise et qui se déroulera sans doute sans autre participation de la masse des travailleurs et des travailleuses que celle d'en prendre connaissance à la télé.

Les groupes organisateurs des manifestations du 1er avril n'entendent pas pour leur part être doucereux. Lors de la journée qu'ils ont rebaptisé «Poisson d'avril financier», les soi-disant anarchos remaniés de l'anti-mondialisme (No Global, Reclaim the Streets, etc.) se joindront à des organisations environnementalistes, vraisemblablement pour protester contre le capitalisme lui-même. Sauf que comme toujours, ils n'ont qu'une vision très étriquée et vague de ce qu'est réellement le capitalisme. Si le site web G20 Meltdown n'explique pas clairement qu'il vise à se débarrasser des gros bonnets et des barons de la finance, ses vociférations à l'encontre «des fraudeurs fiscaux, des siffleurs de bonis et des voleurs des prestations de retraite de ce monde du marché libre non règlementé» qui est en «désintégration» en arrive au même. Mais derrière toutes ces affectations radicales, nous soupçonnons qu'il y a l'espoir qu'un capitalisme réglementé puisse se réformer en quelque chose de plus humain. Comment interpréter autrement un «anticapitalisme» qui ne se concentre pas sur la nécessité d'abolir le travail salarié, dont l'exploitation est la source de toute la richesse capitaliste ?

La fragmentation supplémentaire de l'opposition s'exprime aussi par le fait que la manifestation de la Coalition contre la guerre a lieu une autre journée encore. Comme si la guerre impérialiste peut être traitée séparément de la crise du capitalisme. Tout cela ne fait que confirmer la nature parcellisée du «mécontentement social» qui pour le moment ne pose aucune menace au capitalisme (même si le Parti Travailleuse de Gordon Brown craint pour sa peau électorale). Il y a pourtant une alternative

Le fait demeure cependant que cette crise de proportion gigantesque n'est pas que le produit de financiers cupides et d'un système bancaire sans contrôle (quoique ces parasites méritent de tout perdre et plus encore) et est loin d'avoir terminé son cours. Quelque soit le montant de «facilitations quantitatives» gouvernementales ou de rachats d'actifs en péril, ces mesures ne pourront résoudre la crise, car elle n'est pas le produit d'une absence de «liquidités» mais d'un ralentissement

paralysant de l'accumulation de capital résultant de la baisse du taux de profit. Ce n'est pas fortuitement que des parallèles sont établis avec la Grande Dépression des années 30. Le futur du capitalisme se présente très mal. La seule voie qui nous permette d'avancer vers un avenir meilleur est de se débarrasser du capitalisme une fois pour toute et pas seulement de ses abus les plus grossiers.

Cela ne peut être réalisé que par la classe ouvrière, la classe dont le travail est la seule source de valeur réelle et la base des profits des capitalistes. Une manifestation plus sérieuse que celles qui sont annoncées cette semaine serait accompagnée par des grèves le jour du début des travaux du G20 (et non pas une semaine à l'avance). Les 600 000 travailleurs et travailleuses qui viennent tout juste de perdre leurs emplois pourraient constituer une puissante armée dans cette mobilisation. Mais même cela ne serait qu'un premier pas. On ne peut abattre le capitalisme sans un programme anticapitaliste clair qui vise à abolir l'argent et le travail salarié de même que les capitalistes et leurs profits. Un mouvement organisé autour d'un tel programme international serait une vraie force. On est loin des manifestations du G20, mais c'est ce qu'il nous faudra si on veut bâtir un mouvement réellement efficace contre la crise historique à laquelle pas un seul politicien, pas une seule politicienne ne pourra jamais trouver de solution. C'est ce que nous efforçons de construire. Qu'en pensez-vous ?

Communist Workers' Organisation,
section britannique du Bureau International pour le Parti
Révolutionnaire, 26 mars 2009

* Manifester contre le G20 ?

Diverses organisations appellent à une «mobilisation internationale» ce samedi, le 28 mars, «contre le Sommet du G20» qui se tiendra à Londres le 1er avril (date qui s'avérera sûrement bien choisie !). Mais à quoi ça sert si elle ne s'accompagne pas d'une lutte pour l'instauration d'une société nouvelle et différente ? En effet, il est vain de s'agiter tous azimuts en tentant de traiter les effets sans s'attaquer aux causes profondes du mal.

Les partisans de la résistance pure et simple se divisent en deux groupes. Premièrement, les réformistes authentiques, qui n'ont aucun projet de société alternatif à proposer en lieu et place du capitalisme et qui se bornent à vouloir introduire quelques changements mineurs. Il s'agit des ONG, de groupes religieux et d'autres organisations comme le mouvement ATTAC. Pour se rendre compte de ce type de réformisme il suffit de lire ce que ATTAC-Québec propose que le gouvernement canadien devrait faire pour lutter contre la crise : établir un contrôle public des banques et du secteur financier– éliminer les retraites par capitalisation boursière– établir une fiscalité équitable– investir massivement dans les services publics et dans les infrastructures– etc. , etc.

La seconde catégorie est composée de gens qui conçoivent uniquement la résistance pure et simple comme une tactique. On les reconnaît aisément, dans les manifestations, aux drapeaux rouges et aux portraits de Lénine qu'ils arborent, aux côtés de ceux de Trotski, de Mao ou de Che. En tant que léninistes, ils pensent que le commun des mortels est incapable d'imaginer une alternative au capitalisme, qu'il peut tout au plus résister à la détérioration progressive de son niveau de vie et que, de ce fait, il a besoin d'être dirigé par une minorité consciente, à savoir... eux-mêmes. Leur stratégie consiste à faire de l'encouragement à la résistance pure et simple un instrument de conquête du pouvoir. C'est dans ce but qu'ils ont créé des organisations-écrans, dénommées par exemple «Résistance globale» ou «Résistance internationale», qui rivalisent avec les réformistes authentiques par le manque d'ambition de leurs revendications. En réalité, ils proposent bien une solution de rechange au capitalisme privé, mais, s'agissant d'une version idéalisée du capitalisme d'Etat qui a existé autrefois en Russie, ce projet est loin d'être attrayant. Rien d'étonnant dès lors à ce qu'ils éprouvent le besoin de le déguiser.

Mais alors, quelle est la véritable alternative au capitalisme ? Le socialisme ! mais dans sa conception originelle, celle d'une société bâtie à l'échelle mondiale, dépourvue de frontières, fondée sur la propriété collective des ressources de la Terre et sur l'application universelle du principe «De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins». Une telle société n'a jamais existé, et certainement pas en Russie ou en Chine ni sous aucun gouvernement «socialiste», social-démocrate ou de gauche. Cette société nouvelle reste à créer, et il est urgent d'oeuvrer en ce sens si l'on veut s'attaquer efficacement aux problèmes auxquels notre monde fait face aujourd'hui.

«Face à la crise, d'autres politiques s'imposent, au Canada comme ailleurs», dit ATTAC-Québec. Non, face à la crise, c'est une autre société mondiale qui s'impose.

Socialisme mondial

* De la nécessité de déserrer les contre-sommets illustrée par le siège de Strasbourg

23 mai 2009

Hé oui ! Quitte à jouer le rabat-joie, le donneur de leçons ou le vieux c... (à mon âge, c'est précoce, diront mes contradicteurs...) me voilà à affirmer bien fort : aller à Strasbourg, comme à tout autre contre-sommet, est une erreur ! Pourtant loin de vouloir jouer les moralistes ou les donneurs de leçons c'est une critique constructive que je voudrais apporter à tous ceux qui prendront la peine de se confronter à cet article et avec qui je partage la révolte légitime contre l'OTAN comme contre toutes les guerres. Je m'exprime ici en tant que révolutionnaire soucieux de l'avancée du mouvement et souhaitant apporter sa pierre à l'édifice.

Inutilité du rassemblement en soi

Dans la mesure où nous ne disposons pas d'un rapport de force suffisant pour empêcher la tenue de ce type de congrès, toute agitation autour ne sera que la manifestation de notre impuissance. Le constat doit être le suivant : le mouvement est trop faible pour affronter l'État sur son terrain (celui de la force), notre tâche première est donc de renforcer le mouvement.

A quoi bon se lancer dans un combat perdu d'avance ? Montrer que nous existons, "vivre des choses intenses" ne font en rien avancer la cause révolutionnaire. Nous nous faisons plaisir tout au plus, et encore pour ceux qui ne se font pas choper. Si nous organisons un contre-sommet que ce soit pour contrer le dit sommet, sinon autant rester chez soi. Empêcher les quelques tyrans de boire du champagne (pour une fois dans l'année le remarqueront-ils seulement ?) en bloquant les accès aux fournisseurs ne les empêchera pas d'organiser la militarisation voire la prochaine guerre venant au secours de leur capitalisme en banqueroute. Par contre s'ils se trouvent face à un mouvement de résistance populaire autonome, massif et a-nationaliste ces derniers pourront toujours organiser tous les sommets qu'ils voudront, ce sera à eux de constater leur impuissance et plus rien ne pourra freiner leur chute. C'est à cette tâche que les anarchistes

révolutionnaires doivent s'affairer et non pas servir d'entraînement à la police et d'alibi au pouvoir.

Ces contre-sommets ne servent donc à rien et cela de l'aveu même de certains participants aux Black Blocs

Des erreurs stratégiques

Rappelons un principe stratégique de base : frapper là où l'ennemi ne nous attend pas. Ne pas l'attaque de front là où il est en position de force mais là où il est faible. Les contre-sommets sont des pièges à loup dans lequel le pouvoir est trop content de nous voir tomber. A quoi bon s'amuser à la guérilla urbaine quand plus de 200 compagnies de CRS sont dépêchées et que l'armée occupe les rues ? Pourquoi aller à l'affrontement quand l'ennemi est plus fort que nous ?

Pourquoi aller se casser les dents à Strasbourg pour un résultat quasi nul alors que le climat social actuel réclame la présence des révolutionnaires dans les rangs des travailleurs en lutte (et sûrement pas en prison ou à l'hôpital) ?

Tant qu'à mener des actions ou à faire de la propagande antimilitariste/anti-guerre autant les mener ailleurs qu'à Strasbourg. La contestation aurait très bien pu être décentralisée. En agissant ainsi la liberté d'action aurait été bien plus grande, les forces de répression s'étant rendues massivement au sommet.

Aller à Strasbourg, c'est faire le jeu du pouvoir. C'est lui permettre de s'exercer, de tester dans la pratique sa méthode de contre-insurrection ainsi que de ficher les militants et de galvaniser les troupes en les mettant face à un ennemi réel (imaginez le moral des CRS dépêchés à Strasbourg s'ils s'étaient retrouvés seuls avec personne à affronter, à cogner... un KO psychologique en perspective).

Une autre erreur de stratégie est celle de ne pas discerner celle qu'applique la police, à savoir de déserteur un quartier populaire afin que le Black Bloc s'y déchaîne. Alors qu'il aurait fallu s'y faire des alliés, la tactique de destruction est restée la même. Résultat : une incompréhension totale de la part des habitants, ces derniers allant jusqu'à poser le classique "mais que fait la police ?". Voilà comment légitimer auprès de la population la plus exploitée l'occupation policière et la répression.

Le rituel

Ces moments sont des instants de contestation spectaculaire. Tout y est orchestré, préparé, ritualisé aussi bien du côté des manifestants et activistes que du côté du pouvoir. Comme s'il s'agissait d'un rendez-vous : "venez tel jour, tel lieu, vous connaissez le programme", flics et Black Blocs se retrouvent comme de vieilles relations. Chacun joue son

rôle et tout le monde rentre à la maison (sauf pour les malchanceux, mais la règle du jeu veut qu'il y en ait).

On ne peut guère douter de la sincérité de chacun dans son engagement. Mais il reste que cette sincérité n'amène qu'à une confrontation rituelle avec la symbolique de l'OTAN. Rituelle parce qu'elle obéit à des codes très établis, différents pour chaque groupe. Rituelle y compris dans les risques pris par les manifestants au cours des rencontres avec les forces de l'ordre. Rituelle parce qu'elle revient à intervalle régulier - quelle déception ce serait à la fin d'un sommet de ne pas se donner rendez-vous au prochain. Mais à reproduire les rassemblements nous ne construisons plus que ce rituel romantique et il n'y a rien à gagner ainsi contre des icônes.

Un traitement suspect dans la presse

Il est assez curieux de voir la presse d'ordinaire si vive contre les "casseurs" et autres "débordements" être aussi peu vindicative à l'égard du Black Bloc. On pourrait croire que c'est l'air du temps, que l'époque est à la contestation radicale et que cela se ressent jusque dans les lignes des journalistes qui capteraient que "d'autres formes de luttes sont possibles", en particulier l'affrontement activiste. C'est peut être en partie vraie, il faudrait vraiment être aveugle pour ne pas voir que les mentalités ont changé et que des pratiques de plus en plus dures se développent et se démocratisent comme l'attestent par exemple les séquestrations de patrons. Ce sera toute fois être bien naïf sur le rôle de nos chers médias et des intérêts qu'ils défendent. Et ces intérêts ne sont sûrement pas ceux de la révolution.

La mise en avant de telles pratiques n'est pas neutre. L'intérêt que j'y vois, le voici : flatter les activistes du Black Bloc, leur faire penser que ça y est, les voilà enfin reconnus et compris, les encourager dans cette voie. Pourquoi ? La réponse est simple, pour orienter les éléments les plus radicaux de la société vers l'impasse de l'activisme, de l'agitation. Tant que les révolutionnaires cassent des vitrines et incendient des poubelles, ils ne s'organisent pas à la base pour une nouvelle société, tant que tous leurs efforts sont tournés vers l'insurrection, ils ne préparent pas la révolution. Voilà l'endroit où le pouvoir veut nous acculer. Il cherche aujourd'hui à créer un ennemi intérieur afin de légitimer la répression et la société de contrôle et de contrainte qu'il développe. Cela peut aussi servir à les exciter un peu, à les encourager à aller un cran au-dessus en leur faisant penser qu'un cap est franchi.

La mise en avant d'un livre comme *L'insurrection qui vient* participe à la même démarche de création de points de fixation. En déclarant ce livre comme représentatif du mouvement en cour, en lui donnant la

médaille de l'oeuvre subversive du moment (ce qui reste dans la même logique consistant à flatter ceux qui s'en réclame), le pouvoir oriente les esprits les plus malléables vers ces types de courant et se protège ainsi d'un mouvement révolutionnaire et de lutte de classe.

Des points positifs tout de même

Cependant, on peut quand même trouver des points positifs dans ce genre de rassemblement et dans celui-ci en particulier. L'avantage indéniable de ce type de manifestation est de rassembler des gens venus du monde entier. Cela permet de créer des liens et des solidarités à une échelle a-nationale. Rencontrer des militants d'autres pays, partager leurs expériences, échanger des idées, prendre des informations sur les luttes en cours dans chaque pays Voilà le grand intérêt de ces moments. Mais ce genre de rassemblement peut être organisé en dehors des lieux assignés par l'Etat. C'est à nous de créer de nouveaux espaces où de telles rencontres soient possibles, en toute autonomie d'organisation.

Un autre événement positif est la jonction faite avec certains habitants des cités qui avaient rejoint le cortège, du moins au début. C'est certainement ce qu'il y a eu de meilleur à retenir de ces trois jours.

Solidarité avec les victimes de la répression

Il est inutile je pense de préciser que malgré toutes les critiques que j'ai pu faire, moi-aussi je me sens solidaire des victimes de la répression. Chacun peut exprimer sa solidarité en exigeant la levée des poursuites et la libération des détenus en écrivant ou appelant le tribunal de Strasbourg : Quai Finkmatt - BP 1030

- 67 070 Strasbourg Cedex (Fax : +33 ou 03. 88. 75. 27. 27- Tel : +33 ou 0 3. 88. 75. 29. 30). Chacun peut également se rapprocher du du Comité anti répression de cette ville : [www. antirepression. org](http://www.antirepression.org) ou en appelant le 06. 37. 98. 30. 87

Pour conclure, je conseillerai simplement à chacun d'abandonner le folklore pour participer à la constitution d'un mouvement révolutionnaire à la base. Diffusons nos idées et nos pratiques dans la population, ne soyons pas des professionnels de l'agitation, de la contestation radicale mais soyons des porteurs d'un autre futur. Ne jouons pas à l'insurrection, à la guérilla urbaine quelques jours à l'occasion de grands rassemblements mais préparons la révolution en profondeur dans les luttes jour après jour. Composons nos stratégies à partir de notre réalité et arrêtons de répondre aux rendez-vous fixés par l'ennemi.

Fred (Anarchosyndicalisme ! n°112 - Mai/juin 2009)

* Discussion

sur les contre-sommets

* Ce texte anonyme a circulé sur Internet et il répond, en quelque sorte, aux objections présentées dans les textes précédents. Adversaire résolu de graphies comme «illes», «tou-t-es» et autres «ceulles», je me suis permis de corriger cette orthographe élitiste pour obtenir une langue lisible et compréhensible.

Ce texte est fortement imprégné de l'idéologie de «l'altérité», très à la mode dans certains réseaux politiques (par exemple à RESF) comme dans le champ intellectuel (cela fut la tarte à la crème des penseurs de l'antiracisme dans les années 80). Cette vision très chrétienne des rapports entre les individus («s'ouvrir aux autres», «se transformer») considère que le mal (c'est-à-dire, selon le contexte, le violeur, le raciste, l'antisémite ou l'adversaire politique) est en moi, je dois donc le comprendre et l'entendre. Elle fait partie de la confusion politique actuelle, et il n'est pas très étonnant qu'elle s'ac-compagne généralement de la minimisation ou de la négation de l'existence des clas-ses sociales et de la lutte des classes, ainsi que du refus du débat politique au nom d'un «toutes les idées se valent», tout à fait dans l'air du temps médiatique.

Transposée dans le champ militant, cette idéologie aboutit à empêcher la confrontation politique, au nom de «l'unité», du respect de la «diversité»... des idées, du refus de la «division» et autres étouffoirs de la pensée critique. On est passé du sectarisme gauchiste stérile des années 60 et 70, à une dictature unanimiste, certes moins pénible à supporter sur le plan humain, mais qui fait le jeu des forces les plus modérées et conciliatrices vis-à-vis du pouvoir et des partis réformistes ou néostaliniens. (Y.C.)

A la suite des contre-sommets de Strasbourg et de Louvain, plusieurs participants ont voulu se rencontrer pour discuter de cette expérience et la mettre en perspective. Il ne s'agissait pas de savoir si les contre-sommets avaient ou non été «réussis», mais de contribuer à une éventuelle réussite a posteriori : une expérience réussie passe aussi par ce qu'on est capable ou non d'en tirer ensuite, pour avancer. Nous avons donc voulu essayer de mettre en commun nos réflexions, pour

constituer une petite mémoire collective, et pour se donner quelques outils pour penser les contre-sommets, avec en tête notamment la perspective du G8 en France en 2011. Nous nous sommes donc réunis à l'université Paris 8 - Saint-Denis, d'abord de façon informelle, puis au cours de trois séances de travail portant sur l'autogestion, le sens des contre-sommets et la répression. Ce texte a été ensuite élaboré collectivement— nous espérons qu'il sera de quelque utilité pour les personnes qui veulent penser les contre-sommets d'un point de vue militant.

La première question qui s'est posée à nous est toute simple : pourquoi, au fond, garder les contre-sommets ?

Après tout, cela définit notre combat négativement, tout en le centrant sur des événements (sommets du G8, de l'OMC, de l'OTAN etc.) qui ne sont peut-être pas si importants— cela permet au pouvoir de nous identifier et d'exercer sur nous sa répression— cela permet aux médias de ne pas s'intéresser au contenu politique de nos actions, au profit de belles images de manif ou de casse. Toutes ces raisons sont justes, et il serait possible de se débarrasser de cette forme de lutte, vieille de vingt ans, et qui a peut-être épuisé son potentiel de transformation sociale.

Mais il ne faudrait pas s'imaginer que nous ne perdrons rien à l'abandon de cette pratique : le contre-sommet permet en effet de combiner la confrontation et la rencontre internationale. L'abandon de la confrontation directe transformerait ces événements en forums sociaux, qui ne concernent que des acteurs déjà engagés, alors que les contre-sommets attirent beaucoup de personnes qui ne sont pas engagées dans des appareils militants. Echanger cette confrontation sur un lieu donné contre des confrontations décentralisées reviendrait à abandonner l'idée de faire de ces moments de lutte des moments de rencontre et d'échange larges. Garder la forme des contre-sommets permet de capter une partie de la « magie » qu'utilisent les puissants de ce monde pour la retourner contre eux : lorsqu'ils se réunissent, même si cela n'est pas le moment-clé du système capitaliste, ils se mettent en scène, ils représentent leur puissance— se rassembler contre eux, c'est détourner une partie de cette puissance pour la transformer en pouvoir d'attraction de militants du monde entier.

Garder les contre-sommets, continuer à investir cette pratique, n'empêche pas de penser des formes intermédiaires, bien au contraire : ces événements gagneraient à être préparés par des actions plus locales, décentralisées, mais coordonnées et explicitement liées au contre-sommets. De façon symétrique, au moment des contre-sommets, on

n'est pas forcé d'être obnubilé par le plus spectaculaire (entrer dans la zone rouge, faire une grosse manifestation, tout casser, etc.) : on peut utiliser ce moment pour travailler des thématiques plus précises et pour lier nos actions à des luttes locales.

I : Quel(s) sens aux contre-sommets ?

Mais le fait que les contre-sommets aient un large pouvoir d'attraction est un atout qui peut se retourner contre nous, dès lors que nous ne sommes pas préparés à reconnaître la pluralité de significations et d'objectifs qui se croisent au moment du contre-sommet. On peut en gros distinguer quatre types de modalités par lesquelles nous essayons d'intervenir dans l'espace public au moment des contre-sommets :

- Certains veulent avant tout dénoncer l'institution qui se réunit (G8, OTAN) et porter devant le public l'illégitimité de cette institution, sans pour autant essayer de l'empêcher directement. Il s'agit pour eux d'occuper l'espace médiatique et de faire naître une attention citoyenne autour de l'événement. Souvent porté par la gauche institutionnelle, cet objectif nécessite une utilisation des médias dominants et une image « responsable », capable de convaincre le plus grand nombre du bien-fondé de nos revendications, et parallèlement de l'illégitimité de l'institution. D'où une allergie marquée aux autres formes de contestation, notamment violentes, qui captent l'attention des médias tout en empêchant ces organisations de donner du crédit à leur discours politique.

- D'autres veulent, en utilisant l'effervescence du contre-sommet, exprimer leur opposition radicale au système capitalisme et étatique. Par le choix de la confrontation avec les forces de police et de la destruction des outils matériels de l'exploitation et de l'oppression (banques, stations essences, préfectures, etc.), ils tentent de donner un aspect concret à la lutte pour la transformation de la société. Du fait de leurs modes d'action, leur but politique est souvent relégué au second plan dans les médias au profit d'images de « casse », et parfois peu audible par les militants qui ne partagent pas ces pratiques.

- Entre les deux, un ensemble de personnes sont là pour empêcher physiquement le sommet de se dérouler : il ne s'agit pas seulement pour eux de le dénoncer, mais bien de le troubler suffisamment pour que les décisions ne puissent pas être prises. Ceci implique une focalisation sur des objectifs, comme l'entrée dans la zone rouge, qui apparaissent aujourd'hui peu réalisables, en tout cas sous la forme d'un mouvement social large et inclusif. Il n'en demeure pas moins que

l'objectif affiché demeure, et oriente l'action de ceux qui s'y retrouvent.

- Enfin d'autres personnes veulent utiliser le moment du contre-sommet pour expérimenter d'autres manières de vivre ensemble. Il s'agit d'une autre forme de propagande par le fait : montrer qu'un autre monde est possible, ici et maintenant. Si cet objectif fait passer au second plan la question du sommet, il permet de privilégier une attitude non confrontationnelle peut-être plus adaptée à la militarisation de la sécurité des sommets internationaux.

Il n'est pas question pour nous d'accorder des bons et des mauvais points, ni même d'encourager tout le monde à une hypothétique réconciliation. Il nous semble néanmoins important que les uns et les autres acceptent de reconnaître cette pluralité, inhérente aux contre-sommets, et apprennent à «faire avec» plutôt que «contre» ou «sans». Ne pas le faire, c'est déplacer les oppositions pertinentes, en remplaçant la lutte contre un ennemi commun par des petits affrontements entre adversaires politiques qui, d'une façon ou d'une autre, sont dans le même camp. C'est nous affaiblir et permettre aux gouvernements de nous diviser et de proposer de nous des définitions qui ne sont pas les nôtres : «radicaux» ou «casseurs» contre «modérés», «responsables», etc.

Cette prise en compte de notre diversité est d'autant plus importante que l'un des effets latents les plus précieux des contre-sommets est de créer des liens entre des personnes ayant des expériences différentes, de faire naître de nouvelles solidarités, et de permettre à chacun de s'ouvrir à d'autres conceptions de ce que peuvent être les possibilités et les formes de la contestation. Si l'on veut que se perpétue la possibilité lors de ces contre-sommets des transmissions et des formations d'expériences, qu'on peut ensuite utiliser dans nos contextes locaux de lutte, il faut accepter l'altérité (et faire reconnaître parallèlement sa spécificité).

Mais pour que ça marche, et pour que chacun puisse se servir des contre-sommets pour se transformer politiquement, il faut que les participants aient un accès complet à l'information sur les différents modes d'action et sur les choix des uns et des autres. Permettre à tous de faire un choix bien informé de ses activités pendant le contre-sommet, de se former à différents modes d'action, tout cela implique un gros travail de publicisation et d'explication de ses actions par les groupes d'affinité, les organisations ou les collectifs présents. Trop souvent, le spectre de l'infiltration policière est un moyen commode de ne pas s'ouvrir aux autres, ce qui fait qu'au final la majorité des

participants ne se trouvent réellement intégrés dans aucune action significative, gâchant par là notre puissance d'agir collective.

II. Autogestion.

Parmi toutes les significations politiques des contre-sommets, l'autogestion a un rôle particulier : même si certains peuvent considérer qu'il s'agit là de quelque chose d'annexe, le fait est qu'une grande partie des participants utilisent des structures (village, centre de convergence) pensées par leurs organisateurs/trices comme des lieux autogérés. La liaison entre contre-sommets et autogestion, surtout sur une échelle aussi grande qu'un village, est relativement récente. C'est à l'occasion du VAAAG, au moment du G8 de 2003, que la création d'un village autogéré a commencé à être associée à la pratique des contre-sommets (pratique qui date du milieu des années 1980), notamment sous l'impulsion de membres du réseau No Pasaran. La raison en est que parmi les initiateurs/trices du VAAAG, beaucoup avait en tête l'échec du contre-sommet de l'UE à Bruxelles en 2001, tellement plein de flics qu'il était impossible de faire quoique ce soit, et la réussite du camp No Border de Strasbourg en 2002. Dès lors, faire de l'autogestion un mode de lutte à part entière, c'était à la fois mettre en échec les stratégies policières et tenter de prouver qu'une autre organisation de la société était possible.

Cette conception de l'autogestion comme «propagande par le fait» n'est néanmoins pas le seul sens qui est donné aux villages autogérés : pour beaucoup, il s'agit avant tout d'un moyen de lutte, d'un lieu de rassemblement et de préparation des actions. Les deux manières de voir les villages ne sont pas incompatibles, mais elles sont en tension, car l'autogestion n'a rien d'évident. C'est une pratique qui rajoute des contraintes, qui double la temporalité activiste d'un autre rythme, celui de l'organisation collective des tâches quotidiennes, là où des solutions autoritaires d'organisation permettraient une «gestion» des personnes présentes plus efficaces. En tant qu'acte politique de contestation et d'expérimentation, faire un village autogéré est donc coûteux en temps, en énergie, en thunes, et s'il n'est pas investi par les participants, il peut s'avérer largement inutile. Car l'autogestion ne se résume pas au partage des tâches nécessaires (construire les infrastructures, faire la bouffe, nettoyer les parties communes, assurer la sécurité du village, accueillir les arrivants, etc.) : il s'agit aussi de faire du village un lieu politique, avec des ateliers de formation, des projections de films, des rencontres, des débats. Autant de choses qui n'ont de sens que si elles sont préparées par beaucoup de personnes différentes, et utilisées par la plupart des villageois-es.

Ce qui amène à la question cruciale du nombre, et d'abord du rapport entre organisateurs/trices et participants : on peut penser que plus il y a d'organiseurs/trices par rapport aux participants, plus l'organisation du village est collective et plus l'autogestion est réelle. Le problème est que, village après village, on se rend compte qu'il est très difficile de mobiliser des gens sur la préparation, la plupart des intéressés se réveillant bien trop tard. C'est pourquoi nous pensons que la question principale est la capacité des organisateurs/trices à créer les structures nécessaires pour que les participants qui le souhaitent puissent prendre part aux activités collectives, même sans avoir participé à la préparation. Car les participants ne forment pas un groupe unifié : on trouve parmi eux des gens-es de bonne volonté et informés qui, dès leur arrivée au village, vont s'inscrire sur les tâches collectives, se renseigner sur les moments et les lieux de décision collective etc. D'autres sont aussi de bonne volonté, mais n'ont pas l'information nécessaire pour s'investir autant qu'ils le voudraient, faute de lisibilité de l'organisation du village. D'autres enfin viennent en consommateurs/trices, généralement pour de bonnes raisons, comme la volonté de participer exclusivement aux actions. Evidemment les frontières sont floues, et chacun fait en fait partie de plusieurs catégories, selon les moments. Mais il est important de prendre en compte l'existence de ces catégories, et de permettre que le passage entre elles reste fluide, par la diffusion d'information, une volonté d'inclusion de la part des plus actifs/ves vers les autres, et surtout la non-stigmatisation des comportements des uns et des autres. Car si l'idée est de maintenir une proportion entre organisateurs/trices, participants et consommateurs/trices qui permette que les activités soient réellement collectives, l'autogestion n'a de sens que si elle compose avec les choix des personnes, en cherchant à ce que chacun développe son autonomie, mais sans contrainte directe ni indirecte.

A l'inverse, la participation peut être trop importante pour les structures qui ont été mises en place : si beaucoup de personnes veulent s'investir dans les moments de décision collective, par exemple, il faut mettre en place des dispositifs qui permettent de le faire sans pour autant compromettre la qualité des discussions et des choix. Plusieurs formes de coordination sont pour cela disponibles, du fonctionnement en AG/commissions ouvertes à tous jusqu'au fractionnement du village en petites unités (les quartiers, ou «barrios») mandatant des villageois-es pour prendre les décisions, en passant par la tenue de «spoke councils», AG ouvertes mais fonctionnant par la création ad hoc de petits groupes de discussion. Là encore, il ne s'agit

pas de définir les bonnes formes de coordination, mais de savoir ce que chaque forme permet ou empêche. De façon générale, plus la discussion est formalisée (ordre du jour, modérateurs/trices, limitation du temps de parole, liste d'inscrits, limitation du nombre de personnes qui peuvent assister/parler/voter) moins il y aura de spontanéité— et dans un contexte de lutte, notamment dans le temps très court d'un contre-sommet, la spontanéité est une arme à double tranchant... Quelle que soit la forme choisie, il est crucial que les décisions soient connues de l'ensemble des participants, quel que soit leur niveau d'investissement, car ce n'est qu'à cette condition que chacun pourra choisir ses activités en connaissance de cause. Tout doit pour cela être mis en œuvre : charte distribuée à tous, panneaux d'affichages clairement organisés, média de village, point info efficace etc. Trop souvent, dans le feu de l'action, on a tôt fait de se relâcher sur cette question, ce qui rend la gestion collective très hasardeuse.

Le fonctionnement par barrio, qui est utilisé le plus fréquemment dans les contre-sommets, semble être un bon compromis entre la volonté d'inclure tout le monde et la nécessité de ne pas être trop nombreux/ses dans les discussions. Le problème est que ce fonctionnement n'a de sens que si chacun sait que les barrios existent, si ceux-ci sont bien délimités et s'ils ont une visibilité politique réelle. Tout cela demande de la préparation en amont et un gros travail d'information sur place : accueil de chaque participant-e à l'entrée du village, accueil dans chaque barrio etc. De la même façon, cette organisation n'a de sens que si le barrio a des activités collectives : AG quotidienne, répartition des tâches, panneau d'affichage, si possible cuisine collective. Une solution qui pourrait être tentée serait de faire que chaque tâche concernant tout le village soient prises en charge par un barrio déterminé, avec une rotation quotidienne évidemment. Ce qui est important, c'est que le barrio soit un réel lieu d'échange, d'information, de réalisation de l'autogestion, et pas seulement un endroit où on vient poser sa tente parce qu'il y a de la place, mais sans avoir dans les jours suivants de contact avec ses «voisins».

III. Répression.

Malheureusement, si les contre-sommets sont des moments forts d'organisation, d'expérimentation et de lutte, ce sont aussi des moments où les Etats déploient sans retenue leurs forces répressives, faisant courir à tous les participants le risque d'être violentées, arrêtées, poursuivies. Face à ce risque, il faut reconnaître que nous sommes parfois démuni-e-s : le rapport de force est trop en notre défaveur pour qu'on puisse espérer gagner quelque chose dans une opposition

frontale avec les flics, mais on ne peut éviter que des oppositions aient lieu si l'on veut réaliser des actions, même les plus pacifiques. Plus grave : c'est aussi politiquement et psychologiquement que nous manquons d'armes, au sens où nous subissons de plein fouet la peur que fait naître l'omniprésence policière, et où nous avons souvent du mal à comprendre ce qui est en train de se jouer, c'est-à-dire ce qu'essaie de faire le pouvoir, le type de stratégies à adopter, etc.

Pour les Etats, la répression est un excellent outil pour maîtriser la contestation, car il est très économique : la seule activité répressive engendre en effet un ensemble de conséquences qui nous paralysent durablement, alors même que nous devrions profiter du temps court du contre-sommet pour être plus actifs/ves que jamais. Car la répression ne s'arrête pas à la seule confrontation avec les forces répressives : il suffit que les flics violentent et enferment un petit nombre de militants pour qu'un certain nombre d'effets aient lieu. D'abord, quelques arrestations permettent au pouvoir de prouver qu'il bien a affaire à des délinquants, et justifient l'utilisation massive de la répression contre l'expression de la contestation. Ensuite, elles lui permettent de focaliser l'attention médiatique sur les questions de violence et de répression, plutôt que sur le contenu politique de la contestation, empêchant par là nos idées de pénétrer dans l'espace public. Du côté militant, un autre effet est de provoquer chez nous la peur et la colère, nous empêchant de réfléchir sereinement à nos possibilités. Enfin, ces violences et ces arrestations nous conduisent à focaliser notre action sur l'antirépression, c'est-à-dire le soutien et la libération des prisonnier-e-s, ainsi que sur la «protection» des militants et du village, au détriment des autres activités. Or tout cela doit être pensé politiquement : réagir comme nous l'avons fait à Strasbourg, comme nous le faisons généralement face aux violences policières, c'est-à-dire par la peur, la paralysie et l'anti-répression irréfléchie, c'est rentrer dans le rôle que l'Etat veut nous faire jouer, celui de victimes et de coupables à la fois. Penser politiquement la répression, c'est se demander ce que fait l'Etat quand il réprime, ce qu'il attend comme effet sur le public et sur nous, pour ensuite réfléchir à des moyens de mettre en échec ses plans.

La première chose à faire pour politiser notre rapport à la répression, c'est de comprendre ce que l'Etat fait. Or ce qu'on a pu constater lors du contre-sommet de Strasbourg, c'est que l'Etat français a commencé à employer des techniques de maintien de l'ordre qui suivent une logique nouvelle. Il ne s'agit plus désormais d'exercer la répression sur les militants se livrant à des actions que le pouvoir juge illégales ou

dangereuses, mais d'empêcher toute action d'avoir lieu. Pour cela, il a été procédé à un maillage complet et systématique du territoire à contrôler, notamment avec de petites unités mobiles type BAC, le but étant non pas de réprimer des actions précises, mais d'éviter le moindre rassemblement. Cette technique «contre-insurrectionnelle» demande un déploiement de force obscène, qui n'est pas tenable sur le long terme sans faire appel à la complicité d'une partie de la population, mais qui s'avère très efficace sur le temps court du contre-sommet. Cette inflexion dans la pratique répressive est de bien mauvais augure, car les contre-sommets sont aujourd'hui des terrains d'expérimentation de nouvelles techniques de maintien de l'ordre, avec l'utilisation de nouvelles unités et de nouvelles armes. La réussite de cette technique de «prévention répressive» visant à empêcher tout rassemblement, sans distinction de «dangerosité», ne va certainement pas rester sans suite, et on peut craindre que la dissolution des rassemblements, avec arrestation des participants, ne devienne peu à peu la norme. Ce qui est important ici, c'est de reconnaître que ces nouvelles techniques de répression reposent sur l'arrestation arbitraire : il n'y a pas besoin d'avoir participé à des actions que le pouvoir juge illégales pour être contrôlé-e, violenté-e, arrêté-e. Dès lors, essayer à tout prix d'éviter les arrestations est un objectif largement incompatible avec la réalisation d'actions politiques significatives durant contre-sommets.

Au-delà des techniques de maintien de l'ordre/contrôle des foules proprement dites, les dirigeants de l'appareil d'Etat savent bien profiter politiquement de la répression : la focalisation sur la violence lui permet de diviser le mouvement, remplaçant la contestation par des embrouils stériles entre «violents» et «non-violents», tout en permettant aux médias de faire de belles images de casse, d'affrontement entre la police et les manifestants, et surtout de ne pas parler des choses importantes pour l'extension de la contestation (nos idées, nos modes d'action, etc.). Plus profondément, la répression permet à l'Etat d'imposer son rythme, là où justement le contre-sommet est censé instaurer une autre temporalité, dans laquelle nous reprenons collectivement l'initiative. Imposer son rythme, pour l'Etat, ça veut dire provoquer par la répression un ensemble d'effets qui rendent nos comportements extrêmement prévisibles. Ces effets sont d'abord psychologiques : la répression lui permet de nous maintenir dans un état de tension épuisant, et qui nous empêche de profiter du moment du contre-sommet pour débattre, échanger des pratiques, faire des rencontres, etc. L'impression dominante qu'on a retiré de Strasbourg, c'est cette tension, un village rempli de personnes habillées

tout en noir, voire masquées, une propagation de rumeurs sans fondement («la police va attaquer le village» étant la plus répandue comme la plus fantasmagorique), un hélico en permanence, des pseudo-barricades élevées sans raison valable, etc. On avait le sentiment d'être des criminels face à une machine répressive, de faire des choses illégales et dangereuses, alors que le village avait été négocié avec la préfecture et que nous étions en train d'exercer collectivement un droit fondamental. Toute cette tension, provoquée par le pouvoir mais entretenue par nous-mêmes, à travers les paranos, les rumeurs, les comportements virilistes, aboutit à une focalisation sur les flics, entre peur et fascination, plutôt que sur les significations politiques de nos actions.

Tout ceci trouve son couronnement dans un dernier effet, particulièrement pernicieux, de la répression : l'anti-répression irréfléchie. Il est clair qu'avoir des camarades violentés et arrêtés est inacceptable— mais utiliser toute notre puissance d'agir à essayer de les libérer est un piège dangereux. L'anti-répression irréfléchie, qui consiste à orienter tous nos efforts sur la libération des personnes arrêtées, aboutit à un cercle vicieux : on propage la peur d'autres arrestations, on se concentre sur la lutte contre la police, qui risque d'amener de nouvelles arrestations, bref on fait du cycle répression/solidarité/répression une fin en soi. Plus grave, la répétition de ce cycle aboutit au développement de dangereux mythes dans le mouvement : la répression serait le signe de notre «radicalité», elle prouverait que les actions réprimées sont les seules réellement dignes d'intérêt politique, donc les seules efficaces. Or cette idée repose sur une vision mécanique et dépolitisée de la répression, selon laquelle l'Etat réagit de façon automatique à ce qui est le plus dangereux pour lui. C'est simplement faux : l'Etat n'est pas une entité rationnelle et toute-puissante, le pouvoir est animé par des objectifs complexes, il entretient de nombreux fantasmes et mauvaises évaluations sur ce qui est dangereux et sur ce qui ne l'est pas et surtout il tape désormais largement au hasard. Dès lors, imaginer que c'est la même chose de lutter contre le système capitaliste et étatique, et de lutter contre son appareil répressif, c'est se tromper de cible, et perdre beaucoup d'énergie. Or c'est bien ce à quoi aboutit l'anti-répression mécanique, à une concentration sur ces forces qui nous violentent et nous enferment, plutôt que sur les buts politiques de notre présence et de nos actions.

A ce problème nous n'avons pas de solution : mais il apparaît certain que mettre en suspens nos débats, notre animation des structures

autogérées comme le village ou nos actions prévues, sous prétexte qu'une partie des militants a été arrêtées et placés en garde à vue, c'est se soumettre au rythme de l'Etat et rendre notre mobilisation inefficace. Il nous apparaît incomparablement plus adapté de remplacer cette anti-répression par une solidarité de long terme, à travers des réseaux de soutien aux militants poursuivi-e-s (et pas seulement arrêtés), et de profiter du temps court du contre-sommet pour faire ce pour quoi nous sommes là : non pas lutter contre les policier-e-s, mais réaliser des objectifs politiques et transformer la société.

Conclure ?

Nous ne désertons pas les contre-sommetts : cela reste à notre avis des moments importants et rares, des occasions uniques de rencontrer des militants de tous horizons et d'opposer au système capitaliste et étatique un refus global. Mais cette forme est à repenser constamment, à revivifier, en prenant en considération les modifications dans les attentes de chacun et dans l'attitude de l'appareil d'Etat. La voie de l'autogestion nous semble devoir être gardée, mais approfondie et repensée dans toutes ses exigences, au risque de la voir se transformer en vain mot. Mais pour que tout cela soit possible, il est indispensable que les militants, notamment les militants organisés, prennent leurs responsabilités : la démarche d'un contre-sommet ne peut commencer pour la plupart des participants le jour de leur arrivée sur place, et s'achever à leur départ. Car ces luttes ne sont pas des buts en soi : elles n'ont de sens que si elles s'ancrent dans le temps long, à la fois pour chaque participant-e et pour le mouvement anticapitaliste dans son ensemble. Il faut donc s'organiser dès maintenant, faire réseau, se former, réfléchir aux formes que nous voulons donner au contre-sommet de 2011 en France, et aux actions intermédiaires nous permettant de le préparer. Un réseau, Dissent ! (www.dissent.fr) a été créé dans ce but suite au contre-sommet de 2007– il ne tient qu'à chacun d'entre nous de le rejoindre, ou de créer d'autres espaces, dans les entreprises, les quartiers, les facs, pour penser collectivement la suite du mouvement.

* L'anti-impérialisme réactionnaire et ses conséquences néfastes

* Les deux textes ci-dessous ont été écrits en 2002 et 2009 par des militants de l'Alliance for Workers Liberty pour critiquer les positions du Socialist Workers Party, une organisation trotskyste britannique regroupant environ 3000 membres (7500 selon ses dires). Au-delà des polémiques et rivalités entre ces deux groupes qui ne nous intéressent pas ici, ces trois textes s'attaquent à une idéologie internationalement très répandue, et qui sévit y compris en France : ce que l'AWL appelle «l'anti-impérialisme réactionnaire». Comme peu de gens de gauche ou d'extrême gauche réfléchissent aux ambiguïtés de leurs propres positions «anti-impérialistes» et que les seules critiques viennent du camp réactionnaire, il nous a semblé utile de traduire ces textes, malgré nos désaccords avec telle ou telle formulation. Les positions récentes de Marianne ou de L'Humanité, ou le silence embarrassé de nombreux intellectuels de gauche et d'extrême gauche face aux manifestations de masse en Iran puis à la répression contre les étudiants et les ouvriers nous ont encore une fois montré les conséquences pratiques réactionnaires d'une certaine forme d'anti-impérialisme. (Ni patrie, ni frontières)

* La gauche et l'«anti-impérialisme réactionnaire» : la théorie de l'adaptation

(mars 2002)

Dans le roman de Manuel Puig *Le Baiser de la Femme Araignée*, deux hommes s'affrontent dans une cellule de prison, quelque part en Amérique du Sud. L'un est un homosexuel fasciné par les films d'amour, l'autre, un révolutionnaire, un guérillero.

Ce livre s'intéresse à la question de la nature de la libération—Valentin, le militant politique, apprend que Molina, son compagnon de cellule, pour lequel il n'a d'abord que du mépris, mérite la liberté et le respect. Valentin est un «terroriste», un membre d'une organisation de guérilla, ce qui n'est pas rare dans l'Amérique latine des années 1960 et 70, influencée par la révolution cubaine et Che Guevara.

Les méthodes de ces guérilleros, que ce soit en milieu urbain ou rural [ce que l'on appelait la théorie du «foco», popularisée en France dans un livre, *Révolution dans la révolution*, écrit par... Régis Debray, NdT), se sont révélées désastreuses, provoquant la répression et causant la mort de nombreux militants révolutionnaires. Mais leur «discours» défendait la liberté. Valentin mène la guerre contre cette dictature militaire, dans un pays anonyme, au nom de la liberté — c'est pourquoi il est capable d'apprendre, enfermé dans sa cellule, que sa conception de la liberté est trop limitée. Molina, au nom de l'amour, se sacrifie pour la cause de Valentin. Aussi éloignés qu'ils semblent être, Valentin et Molina parlent, en fin de compte, la même langue. Ils ont le même objectif.

Vous pouvez imaginer une nouvelle version du *Baiser de la femme araignée* dans une prison actuelle, peut-être en Egypte, où l'un des 52 homosexuels arrêtés récemment serait enfermé dans la même cellule qu'un membre du Djihad islamique. Peut-être, dans une fiction, à la fin du livre, l'islamiste — c'est-à-dire, par exemple, l'un des responsables du massacre des touristes à Louxor, en 1997 — finirait-il par aimer son compagnon de cellule, comme Valentin. Ou peut-être que notre Molina égyptien serait prêt à mourir pour la cause islamiste. Mais un tel épilogue conduirait à une conclusion bien différente de

celle suggérée par le roman de Puig. Dans ce cas, en effet, il n'y aurait pas de fusion, de langue commune. Soit «Molina» accepterait que sa sexualité est un crime contre Dieu, et que les touristes avec lesquels il a, sans aucun doute, eu des relations sexuelles sont des êtres «abominables» qui méritent la mort— soit «Valentin» se rendrait compte que le projet auquel il a consacré sa vie est mauvais. On ne pourrait assister à une nouvelle définition unique de la liberté, fécondée et renforcée par ces échanges mutuels, seulement à un mortel affrontement entre deux visions du monde dans lequel l'un ou l'autre doit l'emporter.

C'est ce caractère spécifique de l'islamisme contemporain que Chris Harman échoue totalement à saisir dans *Le Prophète et le Proletariat*. Au contraire, il affirme que l'islamisme ne diffère pas, en substance, d'autres mouvements «contradictaires», «petits bourgeois» à d'autres époques et dans d'autres lieux. Contre ceux qui pensent que l'islamisme est «automatiquement réactionnaire et "fasciste"» ou qu'il est «automatiquement anti-impérialiste», Harman affirme qu'il est le produit d'une «profonde crise sociale qu'il est impuissant à résoudre». Il conclut que, sur le plan politique, la position des révolutionnaires doit être «Avec l'Etat, jamais, avec les fondamentalistes, parfois».

Harman dit que «les islamistes ne sont pas nos alliés» et «les révolutionnaires ne peuvent les soutenir». Mais il affirme aussi : «nous ne pouvons nous contenter d'une attitude abstentionniste, méprisante face aux islamistes», parce que le «sentiment de révolte» de ceux qui souffrent sous le règne du capitalisme mondial et qui se sont tournés vers l'islamisme «pourrait être exploité à des fins progressistes».

Ce passage contient beaucoup d'ambiguïtés au niveau du langage : Harman déclare qu'il ne faut pas soutenir les islamistes, au lieu d'affirmer qu'il faut s'opposer à eux – il prétend que ce ne sont pas des alliés au lieu de dire clairement que ce sont nos ennemis politiques – quant à l'allusion à l'abstentionnisme, qui a envie de défendre une telle position ? Et de quel mépris ou manque de respect parle-t-il ?

Harman confond deux problèmes : d'un côté, les raisons pour lesquelles une partie des «classes qui souffrent» se tournent vers l'islamisme, et, de l'autre, l'analyse de la nature de ces mouvements. Ses positions ambiguës se cachent derrière une étude marxiste, apparemment rigoureuse, des classes sociales et des «contradictions» sociales.

Pour commencer, la dichotomie que présente Harman, entre deux points de vue sur l'islamisme, n'est pas équitable. Il est vrai que de nombreux militants de gauche au Moyen-Orient, qu'ils soient

staliniens ou nationalistes, et que des intellectuels occidentaux, soutiennent «les libéraux» ou l'Etat contre les islamistes. Il est vrai que certains commentateurs décrivent ces mouvements comme «fascistes», sans approfondir ce qualificatif.

Le fascisme est, essentiellement, un phénomène européen, dans son véritable sens : il vise (comme Harman le souligne) à briser de puissants mouvements de la classe ouvrière. L'islamisme est présent dans des pays où de tels mouvements ouvriers n'existent pas.

Mais on peut très bien envisager que l'islamisme soit analogue au fascisme sans ignorer les différences avec le fascisme classique, et sans non plus soutenir la répression étatique.

Plutôt que de discuter des similitudes importantes relevées entre les mouvements islamistes et le fascisme, Chris Harman essaie de discréditer ceux qui les soulignent en les associant avec une conclusion politique – le soutien à la répression étatique – qui serait selon lui inévitable, si l'on reconnaît de telles similitudes. Les mouvements islamistes, qui sont des forces politiques organisées, sont les ennemis – des ennemis violents, le plus souvent – des travailleurs, des syndicalistes, des révolutionnaires, des féministes, des femmes en général, des minorités non musulmanes, des nationalités opprimées, etc. C'est un fait.

Et c'est aussi un fait que, de plus en plus, ils expriment leur hostilité violente à travers la mobilisation d'un mouvement de masse. C'est, en effet, un mouvement de masse, avec ses contradictions propres – les révolutionnaires peuvent espérer, grâce à leurs compétences tactiques, détacher des individus de ces mouvements – et s'ils réussissent à construire de puissantes organisations de travailleurs, ils peuvent nourrir l'espoir d'influer la base de masse des groupes islamistes et les marginaliser .

Mais si des révolutionnaires occidentaux, s'imaginent pouvoir mener une bataille tactique aux côtés des islamistes contre un ennemi commun, ils nagent en plein fantasme. Notre première tâche est de «dire ce qui est».

Il est intéressant de nous pencher sur ce qu'entend Harman, quand il affirme que les islamistes ne sont pas «automatiquement anti-impérialistes». Il cite les exemples de l'Algérie, du Soudan, de l'Égypte et de l'Iran, et il souligne que, étant fondamentalement petits-bourgeois par nature, les mouvements islamistes sont entraînés dans deux directions opposées. Pour simplifier, une aile – représentant les classes conservatrices – est poussée à faire des compromis avec le capital, l'impérialisme, etc. L'autre aile du mouvement – représentant

d'autres couches de la petite bourgeoisie, les étudiants par exemple, et les pauvres – est mécontente de ces compromis. Jusque-là, sa description est exacte. Mais en tentant de faire entrer à toute force l'islamisme dans le moule de l'ancien nationalisme, Chris Harman passe complètement à côté du problème. Parce que même si les groupes islamistes prennent une position «radicale», sont des opposants violents aux régimes existantes, cela ne prouve pas que leur conception de l'anti-impérialisme ait quoi que ce soit de commun avec la nôtre (1).

Soucieux de soutenir certaines actions islamistes, comme les manifestations contre la guerre du Golfe en 1991, Harman écrit : «Mais même dans ce cas, nous divergeons des islamistes sur des questions fondamentales. Nous sommes pour le droit de critiquer la religion comme nous défendons le droit de la pratiquer. Nous défendons le droit de ne pas porter le foulard comme nous défendons le droit des jeunes filles dans les pays racistes comme la France de le porter si elles le désirent. Nous nous opposons aux discriminations que pratique le grand capital dans des pays comme l'Algérie à l'égard des arabophones - mais nous sommes aussi opposés aux discriminations dont sont victimes les berbérophones, certaines couches de travailleurs ou des couches inférieures de la petite bourgeoisie qui ont été élevées avec la langue française. Par-dessus tout, nous sommes opposés à toute action qui oppose, sur des bases religieuses ou ethniques, une fraction des exploités et des opprimés contre une autre. Cela signifie aussi bien défendre les islamistes contre l'Etat que défendre les femmes, les homosexuels, les Berbères ou les Coptes contre certains islamistes.»

«Nous nous opposons», «cela signifie aussi défendre»... Le langage employé est ici très révélateur, comme si d'hypothétiques membres du SWP en Algérie ou en Égypte étaient engagés dans une sorte de front unique avec des réformistes confus, ou avec une version locale de la Ligne antinazie [Créée en 1977, l'ANL a eu un grand succès parmi les jeunes en Grande-Bretagne jusqu'en 1981, notamment grâce à l'organisation de concerts de masse «Rock against Racism» – malheureusement, l'extrême droite, le British National Party, continue à sévir puisqu'elle a remporté 2 sièges aux dernières élections européennes, NdT]. Quand les femmes algériennes qui ne veulent pas porter le voile sont abattues par des islamistes qui circulent à moto, «divergeons-nous» simplement avec eux ? Lorsque les partisans du Parti de la République islamique d'Iran tabassent les opposants de gauche, «divergeons-nous» simplement ? Quand il a écrit ces lignes, Harman pensait peut-être aux jeunes, en Grande-Bretagne, qui sont

influencés par l'islamisme, et ce texte était destiné à engager un dialogue avec eux. La réussite de cette méthode me semble discutable.

Chris Harman a raison de vouloir comprendre comment les mécontentements sociaux nourrissent la croissance des mouvements islamistes. Mais il ne réussit ni à comprendre la réalité concrète de ces mouvements, ni à identifier les véritables forces progressistes actuelles, ni à critiquer ouvertement leur programme réactionnaire (autour d'un café turc, dans un soukh, bien sûr).

Chris Harman écrit : «Aujourd'hui, il y a des divergences au sein de l'organisation du Hamas parmi les Palestiniens sur l'acceptation ou le rejet d'un compromis avec l'administration croupion palestinienne de Arafat - et par conséquent indirectement avec Israël - en échange de l'introduction de lois islamiques. Les «compromis» avec Israël, pour Harman, symbolisent la capitulation— tant que le Hamas ne fait pas de compromis, il exprime des aspirations véritablement radicales. La nature et les conséquences de son programme politique sont moins importantes que son «militantisme» et son refus de tout «compromis».

En d'autres termes, lorsque Chris Harman affirme que les islamistes «ne sont pas automatiquement anti-impérialistes», il veut dire que, si certains (mauvais) islamistes ne sont pas anti-impérialistes, d'autres (de bons islamistes) le sont. La tâche des révolutionnaires, donc, est d'effectuer un tri entre les islamistes qui sont anti-impérialistes, et ceux qui ne le sont pas. La substance et la nature de leur anti-impérialisme est une question secondaire, pour Harman.

Il est incontestable que ces mouvements se font l'écho des revendications sociales des masses, des pauvres, des sans réserves, des étudiants, de certaines couches de la petite- bourgeoisie, etc. Mais ils ne se contentent pas de servir de porte-voix à des luttes «progressiste» dans le cadre d'un programme réactionnaire, comme le pense Harman. Ils ont canalisé et canalisent des luttes qui pourraient, dans certaines circonstances, être progressistes, dans un sens réactionnaire, ils les mobilisent dans un mouvement réactionnaire. L'anti-impérialisme, quand il ne s'accompagne d'un programme démocratique, de la défense de la liberté pour les femmes et les minorités nationales, quand il n'accorde aucun espace à la classe ouvrière pour qu'elle développe ses propres idées et des organisations, cet impérialisme-là n'est pas seulement incohérent et limité – dans le monde actuel, ce n'est tout simplement pas de l'anti-impérialisme.

Harman minimise énormément le rôle joué, dans la formation de la République islamique, par les anciens exploités, ceux qui ont souffert des réformes agraires entreprises par le Shah, les commerçants

du bazar (même s'il mentionne leur existence), et les mosquées qui étaient lourdement imposées par l'État. Il n'explique donc pas comment, la révolution [de 1979], dès le départ, rassemblait des forces sociales tout à fait contradictoires. Bien sûr, la République islamique ne se réduit pas seulement à cela : mais les forces sociales et politiques dominantes représentées par Khomeiny étaient les forces traditionnelles – elles se sont appuyées sur la mobilisation populaire, et bien sûr dans le monde contemporain elles n'avaient pas d'autre choix que d'être «capitalistes», une fois au pouvoir.

Harman minimise également les échecs pratiques, pas seulement stratégiques-abstraites, de la gauche iranienne. Khomeini a mobilisé un mouvement de masse pour détruire physiquement la gauche. Harman mentionne ce fait, mais il ne semble en tirer aucune conclusion autre que de nature descriptive. Le problème pour la gauche iranienne, c'est qu'elle n'a pas reconnu que ce mouvement de masse était son ennemi jusqu'à ce qu'il soit trop tard. Peut-être que même si elle s'en était rendu compte, elle aurait été trop faible pour vaincre. Mais la gauche n'avait pas seulement des illusions vis-à-vis du gouvernement. Les attaques violentes l'ont prise par surprise. Harman sous-estime le problème posé par les islamistes «dans la rue», en imaginant qu'il s'agit uniquement de savoir les convaincre, car ils partageraient avec gauche un objectif anti-impérialiste commun (même si, selon Harman, les islamistes seraient incohérents). La révolution iranienne montre que le problème était un peu plus sérieux que cela.

Harman décrit l'impasse dans laquelle se trouvent les sociétés du Moyen-Orient, les échecs des différentes formes nationalisme après la Seconde Guerre mondiale, comme le nassérisme. Selon lui, la montée de l'islamisme découle de la crise sociale dans laquelle s'intègre cette histoire politique. Mais il ne parvient pas à expliquer pourquoi l'islam radical (plutôt qu'une autre idéologie) offrirait une solution face à l'échec de telles idéologies et de tels mouvements. Si le poids de la religion dans ces cultures est aussi déterminant, comment expliquer que des mouvements nationalistes, fondamentalement laïques, aient vu le jour, avant de décliner aujourd'hui de plus en plus ?

Harman fait référence aux conséquences du capitalisme sur les sociétés traditionnelles, conséquences exacerbées par des tendances mondiales plus récentes. Mais il ne prend pas suffisamment en compte le fait que les mouvements populaires, en particulier en Iran, mais aussi ailleurs, ont été battus, et que cette défaite a joué un rôle essentiel.

STOP

Et ce qui est absent de Harman du compte de tout sentiment que la croissance des mouvements islamistes est une cause d'inquiétude. Au contraire, l'essentiel de son affaire, c'est que, depuis qu'ils sont "contradictoires", tantôt progressive, et d'exprimer un sentiment de révolte ", qui pourrait être mobilisé pour progressivement se termine, la montée des islamistes est une opportunité plutôt qu'une menace. Bien sûr, ils ont quelques idées déplaisantes nous "en désaccord avec" et "défendre" contre les différentes personnes, mais si le mouvement des travailleurs peuvent se déplacer dans la région, il seront tous bien. Ce point de vue, bien sûr, le SWP informe de la récente agitation sur la guerre en Afghanistan - que l'impérialisme est le seul ennemi, et non pas "fondamentalisme", et ainsi de suite. Cette brochure a été écrite en 1999, mais on suppose que s'il était écrit aujourd'hui, son principal argument est que la montée de l'islamisme a été provoquée par l'impérialisme ne peut être prévu, et encore pas grand-chose à craindre. Pour tout sain d'esprit révolutionnaire, d'autre part, la perspective, par exemple, de son arrivée au pouvoir des islamistes au Pakistan est intéressant de se préoccuper beaucoup.

La montée de l'islamisme est déprimant et dangereux, à partir d'un point de vue révolutionnaire. Toutefois, "contradictoire", il ne fait guère de doute que les islamistes sont une anti-classe ouvrière, force, où la classe ouvrière ne doit bouger. Nous n'avons pas à deviner à ce sujet. Il a été prouvé en Iran.

De la liberté du travailleur Vol2, n ° 2. Mars 2002

Clive Bradley

Notes

1. Harman piles sur la poursuite de la confusion en se référant à la moudjahidin du peuple iranien, qui en 1979 ont été influencés marxiste, comme si elles font partie du même phénomène que le régime plus tard, ils ont pris les armes contre. Ils ne le sont pas. S'il est juste de distinguer les différents types de l'islamisme (dont certains sont modérés, il ya un type de l'islamisme à travers le nationalisme arabe, depuis sa création, même si mutedly), il n'est pas utile de lancer dans le débat, des exemples qui ne peuvent occulter les question, et les mouvements, à portée de main.

* «L'islamisme et la nouvelle gauche arabe» : une critique du SWP (juillet 2009)

Le dernier jour de «Marxism 2009» [une semaine de débats politiques organisée par le SWP depuis plus de trente ans, NdT], des camarades de l'AWL ont assisté à une réunion sur «l'islamisme et la nouvelle gauche arabe». L'exposé était surtout centré sur l'Égypte et le mouvement des Frères musulmans dans ce pays. C'est Anne Alexander, l'une des spécialistes du SWP sur le Moyen-Orient, qui a pris la parole.

En l'écoutant, nous avons pu apprendre de nombreux faits intéressants. Mais le tableau général qu'elle nous a présenté était irrémédiablement déformé par les théories confuses du SWP sur l'islam politique. La conclusion politique suggérée par cet exposé – et résumée par l'expression «avec les islamistes, parfois» – n'est qu'une variante de celle défendue, il y a trois décennies, et qui a conduit à une catastrophe pour la gauche et la classe ouvrière en Iran.

Anne Alexander s'est inspirée assez explicitement des arguments avancés par Chris Harman dans son article *Le Prophète et le Proletariat* (<http://tintinrevolution.free.fr/fr/harmanprophete.html> écrit en 1994).

Selon ce point de vue, l'islamisme, en tant que mouvement interclassiste, dirigé par des petits-bourgeois, se caractériserait par sa nature double et «contradictoire» : d'un côté, il exprimerait une critique progressive ou partiellement progressive de la brutalité de la modernisation capitaliste et de la dislocation sociale qu'elle provoque dans la région (Anne Alexander nous a décrit l'islamisme comme un mouvement visant à rendre la civilisation moderne «à certains égards, plus humaine») – et, d'un autre côté, il est incapable d'affronter l'impérialisme et le capitalisme, car il ne peut jamais mobiliser la classe ouvrière et les pauvres pour «se battre jusqu'au bout». En ce sens, l'islamisme serait comparable à d'autres mouvements progressistes petits bourgeois, comme les mouvements de libération nationale par exemple. Tout en restant critiques et en ayant des positions indépendantes de tous les islamistes, Anne Alexander suggère que nous distinguions, chez les islamistes, entre les tendances réformistes et celles qui sont plus révolutionnaires, selon elle.

Mais qu'y a-t-il donc de si «progressiste» dans la critique islamiste de la modernité capitaliste? Les islamistes ne veulent-ils pas instaurer une société et un État qui, tout en restant capitalistes, seront, dans presque tous les domaines – la démocratie, la liberté d'expression et de pensée, l'émancipation des femmes, la libération sexuelle, la capacité des travailleurs à s'organiser – plus réactionnaires et moins «humains» que la société qu'ils souhaitent remplacer? (Cette question n'est pas anodine, si l'on considère que les islamistes ont lutté ou luttent souvent contre des régimes tels que celui du Shah d'Iran, ou le système autoritaire pseudo-démocratique de Moubarak en Égypte.)

En outre, même s'il existe en effet différents courants dans l'islam politique, les islamistes les plus radicaux, ceux qui sont prêts à affronter l'État existant, à mobiliser un mouvement de masse pour briser cet État, sont en fait pires – dans la mesure où leur «radicalisme» est au service d'objectifs réactionnaires, et que leurs mouvements de masse finissent toujours par écraser le mouvement ouvrier et la gauche. L'exemple de la contre-révolution iranienne de 1979 l'illustre parfaitement.

Il s'ensuit que nous ne pouvons pas adopter la même attitude face aux mouvements islamistes que face aux mouvements dont les objectifs fondamentaux sont progressistes (par exemple, les mouvements de libération nationale ou pour la libération des groupes sociaux opprimés), et encore moins face aux mouvements ouvriers sous direction réformiste. Nous devons plutôt les considérer comme une force réactionnaire cohérente qui représente une énorme menace pour la classe ouvrière et les opprimés.

La démonstration d'Anne Alexander reposait également sur deux points supplémentaires, qui étaient pour l'essentiel des arguments fallacieux.

Tout d'abord, elle a dépensé beaucoup d'énergie pour démontrer que l'islamisme n'était pas fasciste. D'un point de vue littéral, elle a bien sûr raison puisque le fascisme est né dans un contexte très spécifique. Cependant, Anne Alexander a prétendu que, si les islamistes étaient dans de nombreux cas, hostiles à la lutte de la classe ouvrière, leur objectif principal n'était «pas d'écraser la classe ouvrière».

Je ne comprends pas vraiment l'intérêt de cette distinction, puisque l'islamisme, lorsqu'il avance vers la prise du pouvoir ou qu'il est au pouvoir, détruit les organisations du mouvement ouvrier avec la même minutie que les fascistes. En outre, comme le fascisme, l'islamisme mobilise un mouvement de masse des pauvres et des déshérités (les chômeurs, les petites bourgeois ruinés et déclassés) pour arriver à ses

fins. C'est un mouvement fascisant – comme le soulignait déjà en 1946 Tony Cliff, fondateur du SWP, lorsqu'il décrivait les Frères musulmans égyptiens, principal sujet de l'exposé d'Alexander, comme un mouvement «clérical fasciste» en 1946 –] here), et c'est aussi pourquoi l'AWL utilise ce terme.

Mais, a ajouté Anne Alexander, nous devons convaincre la base sociale des islamistes : nous devons comprendre qu'ils croissent en raison des «contradictions» et de la brutalité du développement capitaliste. Ces arguments, toutefois, s'appliquent également au fascisme.

En deuxième lieu, elle a longuement souligné les erreurs de la gauche stalinienne, au Moyen-Orient, qui a abandonné toute politique de classe indépendante pour se fondre dans les mouvements nationalistes arabes – en Egypte, par exemple, après avoir justifié l'exécution, par le régime de Nasser, de dirigeants grévistes en invoquant «l'anti-impérialisme», les communistes se sont dissous dans le parti nassérien. Ils étaient donc disposés à soutenir également la répression contre les Frères musulmans, tradition poursuivie ensuite par la gauche stalinienne et nationaliste arabe pendant des décennies.

Il est clair que ces «erreurs» ont été plus que des erreurs, des crimes. Nous avons clairement besoin de refonder le marxisme, sur la base de l'indépendance de la classe ouvrière vis-à-vis de toutes les factions et régimes bourgeois, quels que soient leurs discours «progressistes» ou «anti-impérialistes». Mais si ce principe condamne les «gauchistes» qui se sont aplatis devant le nationalisme arabe, il condamne aussi les révolutionnaires socialistes qui cessent de critiquer durement l'opposition réactionnaire représentée par les islamistes.

La formule de Chris Harman «Avec l'Etat, jamais, avec les fondamentalistes, parfois», ne s'oppose pas véritablement à la capitulation des staliniens devant le nationalisme arabe, elle n'est que son image inversée.

Il est possible de conserver son indépendance politique vis-à-vis de régimes tels que celui Moubarak, de s'opposer à la répression qui actuellement vise surtout les islamistes et de rester radicalement hostile à l'islam politique. C'est difficile, cela nécessite des compétences, une sensibilité politiques et une flexibilité tactique - mais ce n'est en aucun cas impossible. Dans les années 1930, après tout, les trotskistes ont refusé d'entériner la répression bourgeoise contre les fascistes, sans imaginer pour autant que cela nécessitait d'atténuer leur hostilité révolutionnaire, face au fascisme.

Le SWP croit clairement que l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans en Egypte serait progressiste. Ses dirigeants n'ont pas abandonné tout esprit critique. C'est pourquoi Anne Alexander a évoqué la façon dont les Frères musulmans ont soutenu les propriétaires terriens dans leur combat contre la réforme agraire. En même temps, elle a fait remarquer qu'ils ont soutenu certaines grèves contre le régime et les patrons dont le pouvoir sert les intérêts. Mais encore une fois ce n'est pas le problème. Toutes sortes de forces réactionnaires sont capables de soutenir les mouvements des exploités contre leurs ennemis les plus immédiats. Thatcher et Reagan ont «soutenu» Solidarnosc afin de porter un coup au système stalinien – ou, exemple plus pertinent, les islamistes iraniens ont soutenu le soulèvement des travailleurs contre le Shah.

Une fois celui-ci arrivé au pouvoir, cependant, ils ont brisé le mouvement des travailleurs et imposé un régime encore plus hostile à la classe ouvrière. Cela s'est vérifié partout, que les islamistes aient pris le pouvoir ou qu'ils s'en soient seulement approchés. Que la majorité des travailleurs égyptiens s'en rendent compte ou pas, à l'heure actuelle, si les Frères musulmans remplacent Moubarak ce sera un désastre pour la classe ouvrière. Dans le contexte d'une montée des luttes ouvrières et de l'émergence d'un mouvement syndical indépendant en Egypte, il est vital d'avoir une position claire sur cette question. Nous ne voulons pas que l'Egypte devienne un nouvel Iran !

Le spectre de la crise en Iran planait sur la réunion – comme la tribune s'est débrouillée pour que nous ne puissions pas prendre la parole, nous ne pensions pas que notre position pourrait s'exprimer. Un camarade tunisien, membre d'aucune d'organisation, est cependant intervenu et a mis les points sur les i : quoi que nous disions aujourd'hui, les islamistes feront usage de slogans démocratiques pour arriver à leur objectif – écraser la démocratie. La gauche internationale a besoin de s'imprégner rapidement de cette vérité avant de l'apprendre en voyant couler le sang lors d'une autre victoire islamiste.

* Sacha Ismaïl

Après avoir publié, dans le numéro 23-24, la traduction de la brochure d'un militant libertaire vénézuélien (Humberto Decarli), nous publions dans ce numéro un article d'une universitaire vénézuélienne. Si nous ne partageons pas ses positions politiques sur tous les points, cet article nous a semblé intéressant car il est le fruit d'une enquête sur l'un des organes créés par le chavisme pour encadrer la population vénézuélienne : les conseils communaux. Nous reproduirons dans le numéro suivant un article de la même auteure sur

les Comités de terre urbaine, autre organe d'encadrement mis au point par le pouvoir.

Nous avons traduit systématiquement «clase media» par «classe moyenne» en respectant le vocabulaire de l'auteure. Cela dit, tout comme en France, ce terme recouvre ce que nous préférons appeler soit la petite bourgeoisie, soit la bourgeoisie. De plus, au Venezuela la polarisation sociale est telle que la «classe moyenne» d'une part est beaucoup réduite qu'en Europe et d'autre part bénéficie d'un niveau de vie sans comparaison avec celui de 80 % de la population : possibilité d'employer une bonne logée à domicile (les appartements sont automatiquement construits avec une chambre destinée à cet effet, dotée d'une petite douche) – résidence dans des quartiers dont le confort et les services sont à des kilomètres des ranchos de la capitale (bidonvilles en dur, construits illégalement) – possibilité d'envoyer ses enfants dans le système scolaire privé et de se faire soigner dans le secteur de santé privé, etc.

Ni patrie ni frontières

* Venezuela :

Les travailleurs du métro de Caracas ne se laisseront pas plumer !

[Voici le texte d'un tract distribué le 19 mars 2009 dans le principal système de transport urbain de la capitale vénézuélienne. Nous avons intégré entre parenthèses quelques notes pour mieux comprendre ce conflit et ses acteurs. El Libertario (Venezuela)]

Nous, travailleurs du métro, ne voulons pas renoncer au contrat homologué

Cela fait maintenant presque un mois que s'est tenue la plus importante assemblée impulsée et dirigée par les travailleurs super motivés du Métro de Caracas, afin de défendre de façon unitaire le contrat qui a satisfait à toutes les démarches légales pour être homologué par le ministère du Travail. Depuis cette date, le moral et la décision des travailleurs du métro n'ont pas varié : nous exigeons le respect du contrat homologué. Il y a quelques jours, le gouvernement a demandé au peuple de le soutenir pour faire passer son amendement constitutionnel (il s'agit de celui permettant à Chavez de se représenter encore plusieurs fois aux élections présidentielles, NdT), mais il a par contre dressé toute une série d'obstacles contre nous dans le seul but de briser notre moral et de nous imposer un contrat au rabais, un contrat de famine. En effet, le gouvernement pense que s'il réussit à imposer aux travailleurs du métro un tel contrat, il pourra alors l'imposer à d'autres secteurs qui sont également en lutte.

Il s'agit d'une politique désastreuse, néfaste. Tout d'abord, le président Hugo Chávez a commencé par nier que «la crise du capitalisme puisse toucher le Venezuela». Ensuite, il a déclaré que «si les prix du pétrole tombaient à zéro», cette crise ne nous toucherait pas non plus.

Enfin, le gouvernement s'est retrouvé coincé avec la patate chaude et le 15 Février, une fois que l'amendement constitutionnel a été adopté, il a fini par «admettre» que nous sommes en crise et par proposer de

nous serrer la ceinture. Puis nous avons entendu, à Ciudad Piar, la DISIP (la police politique) et la DIM (les services secrets de l'armée) lancer toutes sortes de menaces à l'encontre des travailleurs d'autres entreprises dans l'Etat de Guayana (une zone industrielle au sud-ouest du pays, berceau de grandes industries de base). Un tel déploiement de sincérité est accablant. Le gouvernement parle désormais, mais surtout agit, de façon claire et il prétend se décharger sur nos épaules, nos familles et celles du reste des travailleurs dans le pays, de tout le poids de la crise capitaliste dont souffre l'humanité, en nous imposant des contrats de misère.

Pour couronner le tout, il nous vante les bienfaits du programme Madres del Barrio (programme gouvernemental d'aide sociale), comme si nous voulions retirer du budget de ces missions les ressources financières nécessaires pour respecter le contrat signé et homologué. On nous attaque en prétendant que ce contrat coûterait trop cher au pays, alors que l'unique chose qui coûte trop cher au pays c'est cette prétendue «transition au socialisme» fondée sur les salaires et les conditions de vie privilégiés des députés, des ministres, des présidents de sociétés, et du ministre des Affaires étrangères qui prétend non seulement être un fonctionnaire de l'Etat mais aussi un dirigeant syndical.

Il s'agit d'une campagne de terreur dans le seul but de casser notre moral.

Et nous devons la dénoncer avec force. Cette campagne est menée par Claudio Farias (président du Metro de Caracas), le ministre Diosdado Cabello (haut fonctionnaire et l'un des chefs de file de la bolibourgeoisie), Nicolas Maduro (actuel ministre des Affaires étrangères et bolibourgeois notoire, qui a autrefois été syndicaliste du métro), et Francisco Torrealba (bureaucrate syndical super-chaviste) et avec l'assistance du Président Hugo Chávez, comme il l'a lui-même admis dans son discours à Ciudad Piar. Ils unissent donc leurs efforts et mettent le paquet afin de ruiner les aspirations des travailleurs du Metro, et créer un précédent pour les autres travailleurs de ce pays. Tout cela n'a rien de socialiste. Derrière ce discours, se cachent la barbarie de l'exploitation capitaliste et l'intention claire de nous faire payer la crise, à nous les travailleurs.

Nous avons déjà mis en garde contre le rôle que joue le syndicat lors de l'assemblée du 17 février, et nous demandons la démission de sa direction. Cette équipe syndicale n'a jamais été à la hauteur de nos exigences, elle n'a pas montré la solidité et la détermination nécessaires durant la période de discussion du contrat, et encore moins durant la

période conflictuelle qui s'est ouverte ensuite. Après avoir organisé cette assemblée, la direction du syndicat n'a plus jamais consulté les travailleurs et n'a fait aucun effort pour organiser la pression des travailleurs et les mobiliser. Elle fait courir le bruit que, dans quelques heures ou quelques jours, elle arrivera à conclure un accord «intermédiaire» avec la société du Métro de Caracas, et nous devons être vigilants, car il est très probable qu'elle va essayer d'imposer ce nouveau contrat au rabais sans consulter les travailleurs. Cela s'appelle une trahison, cela n'a pas d'autre nom, la trahison de nos revendications votées lors de l'assemblée du 17 février, pour défendre le contrat homologué.

Nous, travailleurs du métro, faisons appel à tous les travailleurs du pays. Nous lançons un avertissement solennel pour que tous soient vigilants et empêchent cette mesure que tente de nous imposer le gouvernement, qu'ils l'empêchent de briser la lutte et les aspirations des travailleurs. Ce gouvernement qui veut bloquer les droits des travailleurs, limiter voire de suspendre notre droit d'avoir une convention collective, restreindre le fonctionnement libre et autonome de nos syndicats et s'ingérer dans leur fonctionnement, menacer notre droit à la grève, en nous envoyant la Garde nationale (cette garde "bolivarienne" est une police militarisée traditionnellement chargée de réprimer les protestations sociales) et la DISIP pour qu'elles encerclent les installations du métro. Cela, ce n'est pas le chemin vers le socialisme. Sans la lutte autonome des travailleurs, jamais nous n'avancerons vers le socialisme.

Le paternalisme et l'intervention de l'Etat n'ont qu'un seul but : que nous, les travailleurs, payons la crise et nous, travailleurs du métro de Caracas, le refusons. Nous ne renonçons pas à notre contrat homologué, nous rejetons toute tentative du syndicat de le modifier dans notre dos, et appelons à la constitution d'un vaste réseau de soutien et de solidarité avec notre lutte.

* Le gouvernement bolivarien contre l'autonomie des syndicats

Orlando Chirino, un dirigeant ouvrier révolutionnaire vénézuélien, a récemment condamné le gouvernement vénézuélien comme «anti-ouvrier et anti-syndical». Il est difficile d'accuser Chirino d'être un «putschiste» ou un «allié de l'impérialisme». En 2002, il a condamné le coup d'Etat [qui renversa Chavez pendant 48 heures – *Y.C.*], et il s'est mobilisé pour défendre l'industrie pétrolière d'Etat contre la paralysie impulsée par la clique des dirigeants de l'entreprise. Chaque fois que l'occasion s'est présentée, il a soutenu et accompagné les tentatives de contrôle ouvrier des usines fermées par leurs patrons. Ses liens avec les travailleurs sont tels qu'il est devenu l'un des dirigeants de l'Union nationale des travailleurs (UNT), le syndicat promu par le président Chávez lui-même. Si Orlando faisait partie du «mouvement bolivarien» depuis plusieurs années, que s'est-il donc passé en 2009 pour que ce dirigeant syndical se livre à de telles déclarations à propos d'un gouvernement qu'il défendait jusqu'ici ?

Une grande partie de la réponse tient au fait que Chirino est un fervent défenseur de l'autonomie des syndicats. La tentative de contrôler par en haut le mouvement ouvrier a commencé dès que Hugo Chávez a été élu président du Venezuela. En 1999, il commença à s'attaquer à la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), une centrale syndicale traditionnelle créée en 1947 sous l'influence d'Action Démocratique [AD, fait partie de l'Internationale socialiste et on appelle ses membres les «adecos» – *Y.C.*], et qui s'est transformée, après 1959, en l'interlocuteur principal des «politiques sociales» développées par l'Etat. Toutefois, malgré leurs critiques contre les irrégularités et les tares de la CTV, et en l'absence d'un syndicat qui leur soit inféodé, les chavistes participèrent aux élections internes en octobre 2001. Le candidat «bolivarien» (chaviste) Aristobulo Isturiz fut battu par l'adeco (social démocrate) Carlos Ortega, pour le poste de président de la CTV.

Un an et demi plus tard, agissant comme les gouvernements antérieurs l'avaient fait avec la CTV, le gouvernement chaviste créa par décret ce qu'il appela alors «la véritable centrale des travailleurs»:

l'Union nationale des travailleurs (UNT), qui reproduisit en fait les tares qu'elle prétendait combattre. Une organisation marxiste qui a participé à la fondation de l'UNT, Opción Obrera, l'explique clairement : «L'UNT est née en vertu d'accords conclus entre des chefs, et on a monté un show pour les ouvriers de base – la nouvelle direction comptait bien peu de dirigeants authentiques ayant un passé syndical (...). L'UNT est née avec le soutien du gouvernement qui lui a fait la courte échelle. Les prébendes, autrefois critiquées quand elles étaient accordées à la CTV, sont maintenant distribuées aux dirigeants inconditionnels de l'UNT.» (Opción Obrera: La UNT, crisis desde su nacimiento, <http://www.opcionobrera.org/node/169>).

Paradoxalement, en raison de la popularité limitée de la nouvelle centrale syndicale parmi les masses, et aussi de la résistance de certains secteurs ouvriers à passer d'un syndicat à l'autre, le pouvoir bolivarien a poussé à la création de nouvelles organisations destinées à détrôner l'UNT, comme le Front socialiste bolivarien des travailleurs (FSBT).

Une deuxième étape importante, justifiée par l'argument qu'il fallait combattre la bureaucratie de la CTV a été la promotion gouvernementale du «parallélisme syndical» qui a abouti à créer artificiellement, à partir de l'extérieur, des syndicats dans les principales entreprises du pays. Les chavistes ont ainsi pu annoncer que, avec l'enregistrement de près de 700 syndicats, le «processus bolivarien» avait favorisé l'organisation des travailleurs plus que quiconque ne l'avait jamais fait auparavant.

Toutefois, cette augmentation du nombre d'organisations ne signifie pas qu'elles ont davantage d'impact sur les «politiques sociales», comme en témoigne le blocage de la discussion sur les conventions collectives dans les entreprises publiques. 243 conventions collectives sont désormais caduques dans un secteur qui, en mai 2009, employait 2 244 413 personnes, dont le quart travaillent pour le secteur privé. Les décisions sur les salaires, les conditions de travail et les lois qui régissent le monde du travail sont prises unilatéralement par les institutions de l'Etat, puis mécaniquement ratifiées par les porte-parole de l'UNT.

Non seulement ce «parallélisme syndical» a augmenté la fragmentation des travailleurs et affaibli leur capacité de pression et de négociation, mais il a exacerbé les conflits entre les syndicats, pour le contrôle des postes de travail, dans l'industrie du pétrole et le bâtiment, et les secteurs où peuvent se trouver 70 % des personnes qui dépendent d'une convention collective. Cette situation a augmenté le nombre d'assassinats de syndicalistes et de travailleurs par des tueurs à

gages, en raison des conflits entre organisations syndicales. De juin 2008 à septembre 2009, on a recensé 58 assassinats qui se sont déroulés dans la plus totale impunité.

Le troisième élément de la situation est la création du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV). Selon les paroles mêmes du premier mandataire, cette organisation partidaire vise à absorber toutes les initiatives organisationnelles qui soutiennent le processus bolivarien, y compris les syndicats. Fort peu de gens ont défendu l'indépendance des organisations ouvrières, mais, même comme cela, aucune contestation de la ligne officielle n'a été tolérée. En mars 2007, Chavez a déclaré dans un discours : « Les syndicats ne doivent pas être autonomes (...) il faut mettre fin à tout cela ». À la suite de quoi, une série de déclarations du même acabit ont été prononcées, culminant, en mars 2009, par la menace d'utiliser la police pour réprimer toute tentative de réaliser des manifestations ou des grèves dans les usines de l'État de Guayana, la ceinture industrielle la plus grande du pays, après que le pouvoir eut vainement tenté de ridiculiser les revendications de travailleurs de cette région.

Pour le militant révolutionnaire Orlando Chirino ces menaces étaient insupportables et «constituaient une déclaration de guerre contre la classe ouvrière», comme il l'a déclaré à l'époque.

Différentes initiatives sont en cours pour tenter d'augmenter le contrôle sur les travailleurs dans tout le pays. Dans certains cas, le gouvernement a eu recours à des articles de loi qui limitent et criminalisent l'organisation de manifestations, à la suite de quoi non seulement les travailleurs ou les militants visés sont obligés de se présenter périodiquement devant les tribunaux, mais en plus il leur est interdit de participer à des réunions et des manifestations, comme cela s'est produit en juillet 2009 pour 5 dirigeants syndicaux de la raffinerie de pétrole d'El Palito, à l'ouest du pays.

Selon les chiffres publiés par les porte-parole des collectifs frappés par ces mesures, près de 2 200 personnes seraient actuellement soumises à ce régime judiciaire. Il convient de souligner que, curieusement, plus de 80% des individus concernés font partie du mouvement de soutien à l'actuel gouvernement national. Ce détail est important dans la mesure où, depuis 2008, le malaise social augmente face à l'appauvrissement et à la baisse des conditions de vie matérielle des travailleurs ordinaires. Les manifestations en faveur des droits sociaux remplacent progressivement les mobilisations pour les droits politiques qui avaient occupé le devant de la scène pendant les années 2002-2006.

Le fait que les attentes suscitées par le discours bolivarien aient été déçues, l'affaiblissement des réseaux clientélistes nourris par des revenus pétroliers actuellement en diminution, ainsi que la stagnation et le déclin des «politiques sociales» spectaculaires connues sous le nom de «missions», tous ces facteurs ont catalysé le mécontentement accumulé à cause de l'absence de transformations profondes améliorant la qualité de vie de la majorité des Vénézuéliens.

Une autre initiative gouvernementale est en cours, à nouveau prise par en haut : il s'agit de remplacer les syndicats par des «conseils de travailleurs», pour discuter des conditions de travail au sein des entreprises. Cette proposition fait partie de la réforme de la Loi organique du travail (LOT), et a été discutée en secret à l'Assemblée nationale, dans le cadre d'un régime qui se présente dans tous les coins de la planète comme le champion de la «démocratie participative et protagoniste».

D'autres lois, qui peuvent sembler n'avoir aucun lien direct avec le monde du travail, ont en réalité restreint les droits des travailleurs et travailleuses. C'est le cas, par exemple, de la réforme de la Loi sur le transit terrestre dont l'article 74 interdit le blocage de rues, sous prétexte que cela gênerait la circulation des piétons et des véhicules – il faut signaler que ces blocages des rues ont été la pratique historique la plus répandue parmi les secteurs populaires, en particulier ceux qui luttaient pour les droits des travailleurs.

Le 15 août 2009 a été adoptée une Loi organique sur l'éducation, qui a suscité un tollé de la part de l'opposition à cause de son caractère laïc et parce qu'elle fixe des règles strictes pour les établissements de l'enseignement privé. Toutefois, ni le Centre droit ni la social-démocratie, ni bien sûr les chavistes, n'ont remis en cause les nouvelles limitations imposées au droit d'association, de syndicalisation et de négociation des conventions collectives, que cette loi ne garantit plus. Pour donner un échantillon de la nature réactionnaire de cette loi, il suffit de citer le paragraphe 5.f de la première disposition transitoire, qui stipule que les enseignants et les professeurs encourent le risque d'une sanction pour faute grave s'ils se livrent à une « agression physique, verbale ou à d'autres formes de violence» contre leurs supérieurs hiérarchiques. Pour aggraver encore les choses, la cinquième disposition transitoire prévoit l'utilisation de briseurs de grève «pour des raisons d'une nécessité avérée» afin de casser les grèves et les arrêts de travail, l'utilisation de jaunes étant devenu une pratique courante dans le «Venezuela bolivarien».

En outre, le mouvement chaviste a attaqué les médias qui ne sont pas complaisants avec le gouvernement. La motivation principale de cette attaque est la visibilité des conflits et des manifestations dans ces médias, contrairement aux médias d'Etat et para-étatiques, qui se prétendent «alternatifs et communautaires», mais n'ont aucune indépendance éditoriale et financière, et n'évoquent que très peu ces conflits et manifestations.

En ce moment de fracture de l'hégémonie bolivarienne, le rôle des anarchistes vénézuéliens est de participer aux conflits, de les accompagner et de les radicaliser, à partir de la base et aux côtés des gens, et de stimuler la récupération, par les mouvements sociaux, d'une autonomie combative.

Il nous faut aussi nous impliquer activement dans la construction d'une solution révolutionnaire et différente, face aux conflits entre les fractions de la bourgeoisie pour le contrôle des revenus du pétrole, conflits qui ont embrasé la scène politique ces dernières années. Nous devons lutter avec la même ardeur contre la bourgeoisie bolivarienne au pouvoir et contre les partis politiques qui ont été chassés des sommets de l'Etat et se réorganisent pour y reprendre place. Comme d'habitude, nous agissons en ne faisant aucune concession au pouvoir, et en demeurant toujours attachés à nos valeurs (notamment l'autogestion, l'action directe, l'anticapitalisme et le soutien mutuel) qui restent notre référence, notre horizon lumineux.

* Rafael Uzcategui

Cuba Libertaria, septembre 2009

(Traduit par *Ni patrie ni frontières*)

* Interviews d'El Libertario

Le texte suivant est une synthèse de l'action et des positions de ce journal anarchiste vénézuélien. Il reprend en les réorganisant les principales réponses données lors de deux récentes interviews : une première publiée dans le journal catalan Solidaridad Obrera en janvier 2009 – la seconde, réalisée en juin 2009 par le groupe anarchiste Star de Madrid.

- Qui êtes-vous ?

El Libertario est un journal que nous avons créé en 1995 (56 numéros à ce jour). Nous essayons de le concevoir comme une source d'information sur la théorie et la pratique anarchistes en Amérique latine et dans le monde, ainsi qu'un soutien pour tout ce que les mouvements sociaux locaux ont de libertaire. Nous ne recevons ni ne voulons recevoir aucune sorte de subvention de l'État ni d'aucune instance du pouvoir. Notre activité est à 200% autogérée. Le journal s'inspire de l'idéal anti-autoritaire de l'anarchisme et est soutenu par le Collectif d'Édition d'El Libertario, groupe affinitaire ouvert à la participation et la collaboration de personnes proches des idées et pratiques libertaires, dans une ambiance de respect mutuel et sans dogmatisme. Le critère central d'affinité implique que l'on partage l'idéal anarchiste, à savoir la volonté d'oeuvrer à la construction d'une société fondée sur la démocratie directe, la justice sociale, l'autogestion, l'entraide et la libre association sans que soient imposées la loi ni la force, entre autres valeurs. En parallèle de la diffusion de nos idées, nous essayons de participer au développement d'un mouvement libertaire dans notre pays, mais pour cela nous partons du principe que doivent préexister des mouvements sociaux de masse, autonomes et combatifs, comme condition nécessaire à l'expansion des idées et pratiques libertaires. Aussi avons-nous choisi de tisser des liens avec différentes organisations sociales de masse, de soutenir leurs luttes contre le pouvoir et l'autorité et pour les droits de la personne. De même, certain.es d'entre nous développent un travail d'investigation et de réflexion théorique. Nous nous efforçons aussi de promouvoir une culture autogestionnaire, à travers des expositions audiovisuelles et des débats par exemple, ou encore en organisant le premier Salon du Livre et de la Vidéo Libertaires, qui doit avoir lieu en novembre 2009 à Caracas. Enfin, et dans la mesure de nos possibilités et affinités, nous participons à des campagnes telles que celle lancée l'an dernier à l'occasion des 20 ans du massacre d'El Amparo (1). Pour plus de

détails sur nous, nos idées, nos actions, voir notre site web www.nodo50.org/ellibertario et/ou les éditions du journal.

- Quelle la position d'El Libertario par rapport à ce que l'on appelle la révolution bolivarienne ?

Nous pensons que ce qui arrive au Venezuela depuis 1999 résulte d'un pitoyable mélange de caudillisme éhonté et de capitalisme d'État, avec pour base l'abondance des revenus pétroliers. Notre analyse pointe le fait que le gouvernement bolivarien ne représente pas une rupture, mais au contraire la suite logique de la crise de la démocratie représentative au Venezuela et de son modèle économique fondé sur l'exploitation des ressources énergétiques. Il est vrai qu'on peut parler de «révolution» tant notre mode de vie s'est trouvé désarticulé à de nombreux niveaux, mais le système que nous voyons en train de se construire n'annonce rien de bon pour les exploité.es et les opprimé.es, et permettre sa pérennisation équivaut à rendre les choses plus difficiles à changer. Les transformations auxquelles nous aspirons en tant qu'anarchistes suivent un chemin bien différent de celui qu'a pris ce «processus», qui après plus de 10 ans à la barre se montre excessivement autoritaire, prompt aux alliances honteuses avec le capital transnational (en s'associant à des entreprises mixtes qui contrôlent les réserves pétrolières du pays), bureaucratiquement inefficace, structurellement infecté par la corruption, avec des orientations, des personnages et des actes que nous ne pouvons absolument pas cautionner.

Après avoir enquêté et réuni des preuves de ce que nous avançons, nous avons dénoncé le rôle joué dans la globalisation économique par le Venezuela, qui ne fait que fournir de manière sûre, économique et fiable les ressources énergétiques au marché mondial. Comme nul autre avant lui, ce gouvernement à la rhétorique nationaliste et gauchisante s'est montré des plus efficaces pour apprendre à la population à accepter sa soumission au commerce pétrolier mondial puis à remercier poliment pour les miettes reçues, alors que perdure une des répartitions des richesses les plus injustes du continent. C'est ainsi que les questions sociales et environnementales liées aux effets de l'exploitation des hydrocarbures et minéraux sont devenues des tabous politiquement incorrects. Le régime bolivarien a développé un appareil de propagande impressionnant pour vendre les soi-disant largesses de ses politiques sociales, mais les faits et la réalité concrète montrent bien que s'il y eu des progrès dans certains domaines et certains programmes gouvernementaux ponctuels - une bonne occasion pour

l'État de revendiquer une prétendue légitimité dans le monde entier - la situation globale n'a vu aucune avancée significative.

Pourtant, ces dix dernières années, le gouvernement a pu compter sur les revenus fiscaux et pétroliers les plus élevés de toute l'histoire du pays pour une période si courte, revenus qui sont allés engraisser la «bolibourgeoisie», i.e. la bourgeoisie bolivarienne élevée aux frais du pouvoir officiel. C'est tout cela que nous essayons de montrer dans notre publication, en nous efforçant de citer les sources et les données même du pouvoir officiel. Et pour illustrer l'aggravation de la crise chez celles et ceux «d'en bas» nous rappelons que le Venezuela détient un des plus forts taux d'homicides du continent, avec 14 000 victimes en 2008. Ceci en dit long sur l'extension du climat de violence qui reflète la désintégration de cette société, tendance qui se serait inversée, ou aurait du moins été contenue, si l'on avait expérimenté une forme de changement offrant de réels bénéfices pour la population.

- Le chavisme appelle à l'unité progressiste pour faire face au putschisme de l'oligarchie et à l'impérialisme. Que se passera-t-il s'il se crée, à cette occasion, une alliance stratégique et plus tard, une fois ces adversaires défaits, pourquoi ne pas tenter une révolution anarchiste ?

Pour ceux qui les intègrent, les alliances stratégiques servent à prendre le contrôle de l'État, alors que nous autres anarchistes cherchons plutôt à dissoudre l'État, avec la participation de toutes et tous. La défaite de ce que d'aucuns appellent la réaction et l'oligarchie (des termes qui sentent fort la propagande) ne servirait qu'à consolider le pouvoir des vainqueurs, lesquels formeraient une nouvelle oligarchie parce que ce c'est ainsi que le veut la logique du pouvoir d'État, comme cela s'est passé en URSS, en Chine ou à Cuba. Ceci rendrait difficile la révolution anarchiste et l'Espagne de 1936 en est d'ailleurs une illustration. De plus, il est inexact de définir le projet chaviste comme une opposition au putschisme, alors même que son ambition première a été de commettre un coup d'État militaire. Quant à la soi-disant bataille contre l'impérialisme, il suffit de jeter un oeil sur les politiques qu'ils envisagent et appliquent dans les domaines du pétrole, des mines, de l'agriculture, de l'industrie, ou dans le domaine du travail, etc., pour s'apercevoir qu'ils ne cherchent qu'à être les laquais de l'Empire et non ses ennemis (pour plus de détails sur les liens stratégiques entre le capital transnational et les intérêts impérialistes, voir les différents articles parus dans El Libertario).

- Le gouvernement vénézuélien déclare qu'il a rendu possible une explosion du pouvoir populaire, grâce à l'implantation massive et le transfert de pouvoir aux Conseils municipaux, aux organisations

communautaires et horizontales de participation populaire. Les anarchistes soutiennent-ils ces structures de base ?

Tout dans l'instauration et le mode de fonctionnement des Conseils municipaux montre que leur existence et leur capacité d'action dépendent de leur loyauté à l'appareil gouvernemental, lequel assure ses arrières en laissant au Président la faculté juridique de donner ou non son aval aux dites organisations, entre autres mécanismes qui garantissent le contrôle officiel et sont relayés dans la législation correspondante. Tout ceci n'est pas une nouveauté au Venezuela, où d'innombrables groupements de base (syndicats en tête) ont toujours ressemblé aux tramways, alimentés par le haut. Certes, des tentatives d'organisation «de bas en haut» existent dans les quartiers, les milieux ouvriers, paysans, indigènes, écologistes, étudiants, culturels, etc., et sont loin de s'attirer la sympathie de l'officialisme. Selon nous, la soumission légale, fonctionnelle et financière des Conseils communaux au pouvoir de l'État est un sérieux obstacle à l'impulsion d'un mouvement autonome en leur sein. Et ceci vaut pour les Conseils de Travailleurs dans les entreprises, qui constituent eux aussi un bon moyen de fermer la porte à toute velléité de syndicalisme indépendant.

- Pourquoi les anarchistes critiquent-ils les Forces armées vénézuéliennes - qui clament haut et fort leurs racines populaires et nationalistes - et leur capacité à faire vivre un projet révolutionnaire ?

N'importe quelle armée moderne recrute le gros de ses troupes dans les classes populaires. Ceci dit, malgré l'origine sociale de la majorité des recrues, la raison d'être de l'armée est la défense d'une structure de pouvoir et de ses détenteurs, c'est pourquoi elle ne pourra jamais soutenir une révolution en faveur des opprimés. Au mieux, elle peut remplacer un personnage par un autre et changer quelques-unes des règles de la structure de pouvoir, mais certainement pas éliminer cette structure, puisque par essence elle prône l'ordre et l'obéissance. Voilà pourquoi nous ne soutenons aucune armée, ni aucune police, ni aucun de ces privilégiés qui pour protéger leurs prérogatives n'hésitent pas à utiliser la force et les armes contre d'autres personnes. Quant au nationalisme, ce n'est pas une position que l'anarchisme approuve, parce qu'il implique que l'on s'en tienne aux intérêts de certaines personnes, enfermées artificiellement par un État dans un territoire-nation et présumées différentes et supérieures aux autres. Nous sommes ennemi.es de tout type de privilèges, qu'ils proviennent de la naissance, de la race, de la culture, de la religion ou de l'origine géographique. Et nous tenons à ajouter, avec toute l'expérience que nous confère la vie quotidienne au Venezuela, que de nombreux

exemples prouvent que la place énorme et privilégiée qu'occupent aujourd'hui les militaires dans le fonctionnement de la bureaucratie officielle n'a fait qu'accroître la corruption, l'inefficacité et l'ignorance qui étaient généralement déjà la norme dans l'appareil d'État vénézuélien.

- Le mouvement d'opposition à l'officialisme est-il aussi homogène que ses défenseurs le prétendent? Y a-t-il des tendances différentes en lutte contre le gouvernement? Quelle est la relation entre ces tendances ?

Incontestablement, en qualifiant en bloc l'opposition de «droite terroriste, laquais de l'impérialisme et contrôlée par la CIA», la propagande chaviste est fautive et calculatrice : bien qu'il y existe une frange de l'opposition proche de cette image, la situation est beaucoup plus hétérogène. L'opposition est fondée sur le modèle politique dominant avant 1999, avec des partis vieux et affaiblis comme AD (Acción Democrática, parti social-démocrate proche du PSOE espagnol) et le COPEI (Comité de Organización Política Electoral Independiente, parti démocrate-chrétien proche du PP), ainsi que d'autres formations idéologiques qui suivent la même ligne. On peut aussi y trouver des anciens partisans du gouvernement actuel - tels que les partis MAS (Movimiento al Socialismo) et PODEMOS (Por la Democracia Social) - dont la rupture avec le chavisme est liée à des ambitions bureaucratiques et de pouvoir insatisfaites plutôt qu'à de réels conflits politiques et idéologiques. Cette opposition socio-démocrate et de droite prétend se présenter - de même que le chavisme de son côté - comme la seule alternative possible, et circonscrire les problèmes du pays à la sphère politique électorale, car son seul intérêt est de s'emparer du pouvoir pour gérer à son gré les revenus pétroliers. Sa stratégie de propagande s'est avérée très efficace pour attirer les initiatives des citoyens de base sous son leadership : elle a su se vendre comme «le moindre mal» face à la menace autoritaire du gouvernement. En outre, il existe une partie de la population identifiée comme «ni-ni», car elle n'est d'accord ni avec le gouvernement, ni avec cette opposition. Ce groupe représente la minorité la plus importante du pays dans les sondages électoraux. Résultat : toutes les stratégies électorales visent à séduire les «ni-ni» au moyen d'une des offres concurrentes. Leur existence même prouve que malgré le choc annoncé entre bourgeois, le pays n'est pas divisé mécaniquement entre pro et anti-chavistes. Jamais El Libertario ne s'est défini comme une initiative «antichaviste». D'ailleurs, nous dénonçons depuis 2002 la construction d'une fausse polarisation dans le but de saper l'autonomie

des mouvements de base et de détourner leur dynamique de mobilisation à des fins électorales. El Libertario fait partie d'une constellation de groupes et d'organisations de la gauche anticapitaliste, encore dispersés et peu coordonnés, qui dénoncent avec la même intensité le gouvernement du président Chávez et ses concurrents de l'opposition médiatique. Mais, comme on s'en doute, l'existence de ces formes de contestation est dédaignée par ceux qui ont intérêt à ce que soit uniquement perçue l'existence de deux adversaires. Ces deux ou trois dernières années, on commence à reconnaître les signes de l'existence d'une autre alternative, qui lutte avec la base pour rompre avec l'électoratisme : petit à petit, l'expression des conflits sociaux fait entrevoir aux travailleuses/travailleurs, aux aborigènes, aux paysan.nes, aux étudiant.es, aux victimes de la violence institutionnelle et de la criminalité, aux sans-abri, etc. que la solution à leurs problèmes ne viendra pas de la bataille pour le pouvoir institutionnel, de même qu'elle n'est pas venue d'une décennie de soi-disant révolution, ni de 40 années de trompeuse démocratie représentative.

- Est-ce que les anarchistes vénézuéliens sont des «escuálidos» (des traîne-misère, surnom par lequel le chavisme fait allusion à ses opposants) et, par conséquent, soutiennent-ils l'opposition social-démocrate et de la droite ?

«Escuálido» est une dénomination purement médiatique, utilisée dans les milieux politiques officiels et si elle a des airs de slogan, elle ne sert qu'à exprimer le mépris. En tout cas, si le but est de désigner celles et ceux qui ne veulent pas renoncer à la liberté ni à l'autonomie pour se soumettre au diktat autoritaire d'une personne, d'un parti, d'une idéologie, alors oui, nous sommes des escuálidos. Par contre, si l'on entend par là que nous soutenons des courants identifiés au libéralisme économique, avec tout ce que ça implique - un mépris quasi-raciste de l'élite envers les masses, l'escroquerie de la démocratie représentative ou le retour à des formes d'organisation sociopolitiques dépassées par l'Histoire - alors non, nous ne le sommes pas. Nous condamnons le régime de Chávez et ses opposants électoraux. Il peut nous arriver d'être en accord avec certaines actions et déclarations des uns et des autres, mais fondamentalement, nous condamnons la plupart de leurs actes et de leurs discours. Nous rejetons la frustration des espoirs des gens qui ont soutenu Chavez, mais nous refusons aussi de valider les manoeuvres de la bande de politiciens opportunistes qui servent d'opposition institutionnelle. Et surtout, pour des raisons de principes, nous ne pouvons pas soutenir quiconque conditionne la recherche

d'une vie meilleure à la subordination des individu.es à la hiérarchie de l'État, tel que le prétendent les deux cliques.

-Quelles sont les initiatives et revendications portées par les libertaires vénézuélien.nes ?

Le mouvement anarchiste local est jeune, ses débuts correspondent pratiquement à ceux de la publication d'El Libertario. Par conséquent, au cours de ces années, nous avons dû faire face à l'autoritarisme du gouvernement et des partis d'opposition, puisque leurs projets sont à 1 000 lieues des nôtres. Nous avons été confrontés à d'énormes obstacles tant pour nous faire reconnaître comme alternative possible que pour nous implanter concrètement dans les luttes sociales, mais notre ténacité a fini par porter ses fruits. El Libertario en témoigne régulièrement, dans les plus récentes éditions notamment (beaucoup sont disponibles sur notre site internet), où l'on peut voir comment s'ouvrent de nouveaux espaces permettant de créer des liens prometteurs entre le militantisme anarchiste et les expressions les plus dynamiques de la mobilisation sociale actuelle au Venezuela. Nous cherchons à établir des ponts avec les conflits et revendications collectifs les plus sensibles, tout en encourageant l'autonomie des mouvements sociaux et en les accompagnant dans leur évolution. Aussi avons-nous développé des affinités et des projets avec différents mouvements et initiatives de masse et avec des groupes anticapitalistes, parmi lesquels le Comité des victimes contre l'impunité de Lara, la Maison de la femme «Juana la avanzadora», le groupe d'études «Peuple et conscience» de Maracay, l'Union Socialiste de Gauche et la tendance syndicale CCURA (Courant Classiste, Unitaire, Révolutionnaire et Autonome), le groupe Troisième voie de l'ex-guérillero Douglas Bravo, un certain nombre de syndicats du secteur public de la santé, des organisations de droits humains, des initiatives de jeunes et des groupes écologistes.

- Existe-t-il des tendances dans le mouvement libertaire vénézuélien ?

Le mouvement anarchiste au Venezuela est encore trop petit et trop jeune pour parler de tendances en termes qui puissent être compris en Europe. Ce qui est certain, c'est que les militant.es ont des objectifs d'action et des pensées variées, mais cela ne suffit pas à établir une différenciation pour séparer les un.es des autres. En outre, le fait même de développer une activité libertaire là où récemment il n'en existait pas et dans les circonstances que nous avons décrites a plutôt motivé le peu d'anarchistes que nous sommes à rester uni.es.

D'aucuns ont voulu présenter - en particulier pour l'extérieur- une division parmi les anarchistes locaux, à savoir d'un côté des «anarcho-

chavistes» ou «anarchistes boliviariens», qui considèrent que le processus révolutionnaire actuel est source d'avancées pour la cause libertaire, et de l'autre des «anarcho-libéraux» ou «anarcho-dogmatiques», c'est-à-dire nous, qui ne reconnaissons pas ces avancées, de sorte qu'en nous opposant au gouvernement progressiste, nous jouons le jeu de l'impérialisme et de la droite. Et voilà comment on déforme d'une façon grotesque et calculatrice ce que nous disons à El Libertario. De toute évidence, une telle imposture à propos du Venezuela et des anarchistes locaux ne peut se fonder que sur l'ignorance, l'aveuglement, la mauvaise foi et la provocation. Il y a des gens qui à un certain moment ont été ou se sont estimés anarchistes, mais qui à présent se cachent derrière la soi-disant exception historique du cas vénézuélien pour renier ou dénaturer les principes libertaires de base, l'anti-autoritarisme et l'autogestion de l'idéal anarchiste. De fait, même si ces gens-là continuent à se présenter comme des anarchistes, il est évident qu'ils ne le sont plus. D'un autre côté, comme par hasard, la plupart de ces personnes sont fonctionnaires de l'État ou touchent des subventions publiques pour leur activité, ce qui fait douter de la solidité de leurs convictions libertaires. Pour nous qui avons fait un bilan des expériences similaires sur le continent, il est évident que l'on répète, à quelques excentricités près, ce qui s'est passé dans le Cuba de Castro ou l'Argentine de Perón, où le Pouvoir a essayé d'acheter et de diviser le mouvement anarchiste.

En tout cas, n'importe quel anarchiste au monde, pour peu qu'il/elle réfléchisse un peu, en restant cohérent avec l'idéal que nous défendons et avec un minimum d'information sur le cas du Venezuela, se rendra compte de l'absolue incongruité qu'il y a à se déclarer anarcho-chaviste ou anarcho-bolivarien, car c'est une contradiction aussi évidente que celle de se proclamer «anarcho-étatiste». De plus, nous vous invitons à prendre connaissance non seulement des positions d'El Libertario, mais aussi de toutes les initiatives anticapitalistes qui dénoncent le chavisme pour son autoritarisme et son favoritisme envers les secteurs les plus agressifs de l'économie mondiale. Bien sûr, le mieux est encore de visiter le Venezuela pour découvrir la réalité qui se cache derrière le spectacle pseudo-révolutionnaire bolivarien.

- Ne risque-t-on pas, en décrivant ainsi ces défenseurs du régime chaviste, de tomber dans des accusations indignes de l'esprit antidogmatique de l'anarchisme ?

L'anarchisme n'est ni un état d'esprit ni une humeur. C'est une façon d'affronter les événements sociaux en cherchant le bien-être de

chacun.e au sein du bien-être de toutes et tous, au moyen de propositions faites par des personnes réelles et discutées, adoptées ou refusées par les autres dans des circonstances spatio-temporelles déterminées. N'importe qui peut s'autoproclamer anarchiste, mais c'est l'interaction mutuelle avec les autres anarchistes qui nous situe et détermine si oui ou non nous appartenons au mouvement anarchiste, d'après nos pratiques et nos idées. Comme nous ne sommes pas parfait.e.s, il peut nous arriver d'adopter des conduites ou défendre des idées que le groupe n'accepte pas. Cela ne nous rend ni meilleur.es ni pires, même si parfois la divergence est telle qu'elle devient insurmontable pour les autres et qu'ils/elles ne nous reconnaissent plus comme des leurs.

- Avez-vous des relations avec d'autres anarchistes en Amérique latine et dans le reste du monde ?

Nous avons toujours été attentifs à élargir au maximum le contact avec les anarchistes hors Venezuela, en particulier avec nos compagnes et compagnons ibéro-américain.es. D'abord parce que notre expérience est plus récente et que nous voulons nous nourrir des itinéraires anarchistes passés et présents dans d'autres contextes – mais aussi parce que nous aspirons à partager notre démarche, nos doutes et nos certitudes, nos succès et nos gaffes, et que pour cet échange, personne n'est mieux placé que les compagnes et compagnons ! Concrètement, on peut percevoir ce lien à travers la diffusion de notre publication, qui nous pousse vers l'avant et dont nous sommes fier.es de dire c'est le journal anarchiste latino-américain le plus largement distribué sur le continent : les 2 000 à 2 500 exemplaires de chaque édition ne touchent pas seulement le Venezuela mais sont régulièrement diffusés dans une douzaine d'autres pays au moins. Un autre fait significatif : notre site internet comptabilise plus de 160 000 visites, avec une moyenne journalière de 50 à 80 consultations. Si l'on ajoute enfin la multitude de liens personnels directs avec des libertaires de la planète entière, on voit que tout cela se traduit par un flux continu de relations et d'échanges avec le mouvement anarchiste international, ce qui est pour nous une source constante de défis et de satisfactions.

- Quelle est la réaction du gouvernement face à des groupes et individu.es anarchistes qu'il ne parvient pas à contrôler ?

Même s'il n'existe pas encore de répression spécifique contre l'anarchisme, l'État vénézuélien cherche à contrôler et soumettre tout signe de dissidence radicale susceptible de remettre en question et de combattre les bases de l'actuel système de domination politique et économique. Cette politique n'est en rien différente de celles que

peuvent mettre en place d'autres États dans le reste du monde, si ce n'est que le gouvernement vénézuélien avance masqué derrière une phraséologie de révolution, de socialisme et de pouvoir populaire. Par conséquent, dans la mesure où nous autres anarchistes sommes engagés dans les luttes sociales et encourageons leur développement autonome face au gouvernement autoritaire, nous sommes la cible de la même vague répressive qui s'abat aujourd'hui sur les mouvements populaires, parce que nous refusons d'accepter que seule la volonté du Commandant Chavez peut nous sauver. À ce propos, il est important de décrire la politique de criminalisation et de répression de la contestation sociale menée par le gouvernement actuel. En 2002 et 2004, fort de l'excuse du coup d'État, le gouvernement a modifié plusieurs lois comme le Code pénal et la Loi organique de Sûreté de la Nation, pour pénaliser le blocage de rues et l'organisation de grèves dans les entreprises dites de base. Ce qu'on nous a vendu comme une «répression des putschistes» se retourne maintenant contre les communautés qui se mobilisent pour leurs droits. Selon des chiffres révélés par les syndicats, le mouvement paysan et les organisations pour les droits humains, il y a actuellement environ 1 200 personnes soumises au contrôle judiciaire pour avoir participé à des manifestations. D'un autre côté, le gouvernement n'a pas besoin d'organiser, en première instance, une répression directe contre les manifestations, car il dispose d'organisations paragonnementales chargées, sous l'appellation de «pouvoir populaire», du harcèlement psychologique et de la rétention physique des contestataires au prétexte de «neutraliser le sabotage de la révolution», ce qui n'est pas sans rappeler les stratégies militaires utilisées dans d'autres pays. Si les manifestations continuent et se popularisent, alors l'État fait appel à la police et à l'armée, avec les résultats que l'on connaît dans le monde entier : une répression violente qui se solde tragiquement par des morts et des blessés. C'est ainsi par exemple que le 20 mars 2009 ils ont assassiné José Gregorio Hernández, un sans-abri, lors d'une expulsion dans l'état d'Anzoategui ou encore que le 30 avril 2009 ils ont abattu un étudiant, Yusban Ortega, à Mérida, pour ne citer que les cas les plus récents. Dans ce contexte, il s'agit pour le gouvernement de qualifier toute expression de la grogne sociale de «contre-révolutionnaire, soutenue par la CIA et l'impérialisme», stratégie qui, si elle s'est montrée très efficace par le passé, a désormais perdu de son efficacité : le citoyen ordinaire, surmontant sa peur, se décide à manifester pour améliorer ses conditions de vie.

- El Libertario a publié récemment plusieurs articles pour dénoncer la répression des syndicats par le gouvernement. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Le cas des ouvriers de Mitsubishi assassinés fin janvier 2009 par la police «socialiste et bolivarienne» du gouverneur chaviste dans l'état d'Anzoátegui, ou celui des trois syndicalistes massacrés dans l'état d'Aragua le 27 novembre 2008 dans des circonstances plutôt douteuses, sont présentés par la propagande gouvernementale - de même que d'autres exemples de répression - comme une exception indépendante de la volonté de l'État, ou comme la conséquence de provocations et/ou d'infiltrations visant à ternir l'image officielle. Mais, dans El Libertario, nous avons montré en détail qu'il s'agit en fait de l'application d'une politique dans laquelle s'est compromis l'actuel gouvernement vénézuélien - fidèle à ses origines putschistes et à l'orientation idéologique qu'il a été chercher dans la dictature des Castro à Cuba - politique qui, sous des allures de socialisme du XXIème siècle, cherche à imposer à la société un modèle de contrôle autoritaire, tant par le bâton que la carotte, ce qu'il fait en accord et avec la bénédiction de ses commanditaires du capital transnational. Aujourd'hui, avec la crise économique du capital global, les moyens de contrôle par la carotte se raréfient, même au Venezuela et malgré la richesse pétrolière, ce qui fait que rapidement tombe sur les opprimés «le bâton du peuple» que prédisait Bakounine comme inévitable recours de ces autoritaires qui se réclament de la gauche.

Quant à la question précédente, nous rappelons la situation des «14 de Sidor», un groupe de travailleurs qui, dans le cadre du contrôle judiciaire, sont jugés pour «appropriation indue qualifiée et atteinte à la liberté de travail» pour avoir protesté contre leurs conditions de travail, ce qui pourrait leur valoir une peine de 5 à 10 ans de prison. Pour plus d'informations, voir : http://www.nodo50.org/ellibertario/descargas/solidaridad_camila.doc. Sur ce point, il faut savoir que le gouvernement a essayé de construire artificiellement des centrales syndicales contrôlées par le parti au pouvoir, le PSUV (Partido Socialista Unido de Venezuela). Cette manoeuvre a aggravé la crise historique dans le secteur et renforcé la présence des «sindicaleros» (syndicalistes jaunes) qui vendent les droits des travailleurs aux patrons. Il y a de plus des bagarres entre syndicats pour la répartition des postes de travail, une «victoire» dans l'industrie pétrolière et le bâtiment, secteurs dans lesquels les syndicats contrôlent une grande partie des affectations des salariés. S'il est vrai que cette situation est antérieure au gouvernement Chávez, elle n'en est pas

moins devenue dramatique du fait de la dégradation actuelle du syndicalisme - applaudie par le pouvoir - et c'est ainsi qu'en 2007, pas moins de 48 personnes, en majorité des syndicalistes, ont été assassinées lors de conflits liés à l'obtention d'emplois, chiffre qui est de 29 pour 2008. D'autre part, les déclarations présidentielles attaquant les organisations syndicales sont de notoriété publique, de même que les pressions sur les fonctionnaires pour les faire adhérer au PSUV et participer «volontairement» à des manifestations progouvernementales. Il est incroyable que le licenciement de personnes qui n'adhéraient pas à la vision politique officielle trouve une justification auprès de gens qui se disent «révolutionnaires». Souvenez-vous de la publication du recensement des électeurs de l'opposition, la «Liste de Tascón» (en l'honneur du député qui l'a rendue publique), qui a servi à la discrimination systématique de quiconque se déclarait adversaire du gouvernement. La propagande officielle se vante d'offrir aux salariés vénézuéliens le salaire minimum le plus élevé du continent, mais elle oublie de dire que 18% de ces travailleurs gagnent moins du salaire minimum, et que 50% d'entre eux perçoivent entre un et moins de deux salaires minimums, dans un pays où l'inflation est la plus élevée du continent. Malgré cela, nous voyons aujourd'hui avec beaucoup d'espoir comment les travailleurs et travailleuses de différents secteurs se débarrassent de la peur d'être criminalisés et sortent dans la rue pour gagner leurs droits par la lutte.

- Selon certaines critiques, l'anarchisme donne des leçons mais n'apporte rien de constructif. Quelles sont les propositions d'El Libertario pour transformer positivement la réalité vénézuélienne ? Notre lutte n'est liée ni à la conjoncture ni aux circonstances. Elle va dans le sens d'un nouveau mode de vie collective et individuelle, dans lequel l'action directe et l'autogestion nous amèneront à nous réapproprier notre existence, avec sincérité et honnêteté, en nous élevant par l'étude et le contact des autres, en reconnaissant que la liberté d'autrui étend la nôtre, en respectant l'égalité car les différences ne créent pas la supériorité, en gardant toujours à l'esprit que ce sont les autres qui rendent notre vie possible et que nous devons servir leurs intérêts en priorité pour pouvoir ainsi atteindre nos propres buts, buts auxquels il ne faut jamais renoncer si l'on aspire à vivre pleinement. Chacun.e vit sa vie et en est responsable devant elle/lui-même et devant les autres, mais le salut ne peut venir que de nous-mêmes. Nous n'avons pas de recette miracle : les propositions et actions révolutionnaires doivent résulter d'un effort collectif conscient et

constant, auquel nous essayons d'apporter notre participation passionnée, en soutenant les mouvements sociaux dans leurs tentatives de réappropriation de l'autonomie, parce que cela créera l'espace nécessaire au développement et à l'influence des idées anarchistes de liberté et d'égalité dans la solidarité.

- Quelque chose à ajouter ?

Pour nous contacter, nous avons deux adresses : ellibertario@nodo50.org et ellibertario@hotmail.com. De plus, nous invitons à nouveau les intéressé.es à visiter notre site à l'adresse www.nodo50.org/ellibertario. Nous vous remercions de l'opportunité que vous nous donnez de propager nos idées, car si nous sommes impliqués dans l'action autonome des opprimés et exploités au Venezuela, nous voulons aussi faire connaître leurs luttes sans les conditionner aux intérêts de pouvoir de l'État et du Capital. Nous appelons enfin celles et ceux qui liront cette interview à collaborer, s'ils le souhaitent, à l'organisation du premier Salon du Livre et de la Vidéo Libertaires à Caracas : ils peuvent nous contacter à l'adresse feriaa.caracas2009@gmail.com. Salud y Anarquía à toutes et tous !

(1) El Amparo : nom du village vénézuélien, proche de la frontière colombienne, où a eu lieu en 1988 une énorme bavure militaire. Les forces de sécurité vénézuéliennes y assassinèrent 14 pêcheurs avant de se prétendre qu'il s'agissait de terroristes colombiens préparant des attentats sur le territoire vénézuélien.

Les livres de Chomsky sont ennuyeux, répétitifs, et enfoncent le plus souvent des portes ouvertes : l'impérialisme américain est sanguinaire, les médias sont au service du Capital, les grandes entreprises ont leurs pions au sein du pouvoir politique, etc. Il est quand même assez révélateur que sur ses 80 livres publiés en anglais un seul de ses livres (du moins son titre) soit consacré à la critique du stalinisme ! Comme si l'exploitation et l'oppression s'étaient arrêtées aux portes du rideau de fer ! Cette attitude rappelle les propos d'une brave conseillère municipale de Die Linke (le parti qui fait l'admiration de Jean-Luc Mélenchon et du Parti de Gauche en France) qui déclarait lors d'une récente émission consacrée à la «gauche» en Allemagne que le stalinisme n'avait, après tout, fait des misères qu'à un million d'Allemands de l'Est sur 16 millions... Avec cette logique comptable, beaucoup de crimes seraient pardonnés à Salazar, Pinochet ou aux dictateurs argentins ou brésiliens.

Les dernières embrassades de Chomsky avec le colonel Chavez ne pourront que renforcer sa popularité auprès de toute la «gauche» altermondialiste, mouvance qui, malgré sa dimension «globale», est en fait très nationaliste dans chaque pays, pour peu que l'on se mette à gratter un peu ce qu'il y a derrière ses proclamations pleines de bons sentiments. En France, Le Monde diplomatique est leur Bible, et ce n'est pas un hasard si ce mensuel ne critique jamais sérieusement l'impérialisme français et prône une «bonne coopération» internationale avec les pays du Sud dans le cadre d'un gentil capitalisme mondial. Mais c'est la même chose avec les altermondialistes aux Pays-Bas ou aux Etats-Unis comme l'ont montré les camarades de *De Fabel van de illegaal* dans leur livre traduit en français et édité par nos soins : La Fable de l'illégalité.

Nous ne partageons pas toutes les analyses de ce camarade de Cuba Libertaria, et avons placé en notes quelques remarques critiques, mais cet article pourra peut-être ouvrir une discussion utile, raison pour laquelle nous l'avons traduit.

Ni patrie ni frontières.

* Chomsky, le bouffon de Chavez

Contrairement à ce que pensent beaucoup de gens, la capacité de croire en des mensonges et d'accepter aveuglément une fiction, aussi ridicule et fausse soit-elle, n'est pas l'apanage des imbéciles et des ignorants. Le célèbre essayiste Noam Chomsky vient de nous montrer que les intellectuels, individus souvent cultivés, intelligents et perspicaces, peuvent, eux aussi, devenir crédules et accepter des comportements et des actes politiques clairement démagogiques, autoritaires et fallacieux. En tout cas, s'ils n'y croient pas, ils simulent bien.

Bien sûr, il n'y a rien de nouveau dans le fait qu'un intellectuel de grande qualité tombe dans une telle contradiction. Déjà avec l'Union soviétique et la Chine maoïste nous avons assisté au phénomène irrationnel (1) des «compagnons de route» ... Ces intellectuels, dont beaucoup d'entre eux croyaient de bonne foi (2) en l'instauration du «socialisme» et à la construction de «l'homme nouveau» dans ces pays, jusqu'à ce que les événements les forcent à comprendre la véritable nature de ces régimes.

Toutefois, même si de telles erreurs ne sont pas toujours motivées par la quête d'une récompense quelconque et semblent sincères, si elles ne sont que de simples fatalités anthropologiques, il est logique de se demander pourquoi de tels comportements existent et comment ils se manifestent. Et même s'il est plus facile de penser qu'il s'agit simplement d'un effet de la croyance, que nul être humain, même le plus rationnel, ne peut éviter en permanence, dans le cas de Chomsky il nous est impossible d'oublier qu'il a combattu les effets de la croyance dans le passé.

C'est pourquoi nous sommes obligés de nous demander: comment un homme apparemment capable de raisonner, d'analyser de façon critique ce qui se passe dans le monde d'aujourd'hui, peut-il se rendre au Venezuela afin de louer les vertus du «socialisme du XXI^e siècle» sans se rendre compte de la mentalité militaire de son inventeur, le Comandante Chavez, ni du grotesque populisme de sa prétendue «révolution bolivarienne»?

Comment Chomsky peut-il commettre la même erreur que celle commise au siècle passé par ces intellectuels célèbres qui ont fait l'éloge de Staline puis, plus tard, de Mao et de son «Petit Livre rouge»? Ceux-

ci ont cru qu'en Russie et en Chine se construisait le «véritable» communisme et celui-là croit aujourd'hui que le Venezuela serait en train de créer «un monde nouveau, un monde différent».

Comment a-t-il pu oublier que tous ces intellectuels ont été forcés de battre leur coulpe (3) pour cet aveuglement idéologique qui les empêchait de voir ce que dissimulait la rhétorique révolutionnaire stalinienne et maoïste? Ce totalitarisme responsable de la mort de millions de personnes, par la faim ou la persécution, qui a inspiré Castro et lui a permis d'imposer une dictature cinquantenaire dont Chavez est un admirateur fervent.

Mais ce qui frappe, ces dernières années, chez Chomsky ce n'est pas seulement cette apparente amnésie historique, mais le fait qu'il soit sensible aux louanges d'un histrion militaire. («Je t'accueille très chaleureusement (...) il était temps que tu nous rendes visite et que le peuple vénézuélien te voie et t'entende directement») et l'ait remercié pour ses «paroles aimables et généreuses». Le bouffon Chomsky a aussi déclaré qu'il était «ému» de «voir comment au Venezuela se construit cet autre monde possible et de rencontrer l'un des hommes qui a inspiré cette situation».

Le plus surprenant de cette conversion à la foi messianique, semblable à des conversions au catholicisme célèbres comme celles de Baudelaire, Péguy, ou Claudel, c'est que ce miracle se produise après l'effondrement du «socialisme réel» d'inspiration soviétique et l'introduction du capitalisme en Chine (4) par le Parti communiste que Mao laissa au pouvoir. Contrairement à ces jeunes intellectuels «idéalistes», qui ont tressé des louanges à Staline ou à Mao avant que se produisent ces événements historiques importants et significatifs, Chomsky a pu les observer tout au long de sa vie – c'est pourquoi il est plus difficile de penser qu'il les ait aujourd'hui oubliés. Surtout que les échecs du messianisme révolutionnaire ont confirmé de manière indiscutable ses prophéties.

Il est vrai que nous assistons déjà depuis plusieurs années à l'instrumentalisation de Chomsky dans plusieurs directions. Et cela malgré le fait que sa position éthique, ses références idéologiques et ses actes politiques soient à l'exact opposé des positions de beaucoup de ceux qui prétendent aujourd'hui l'apprécier et le prennent comme maître à penser. Et il est facile de le constater à la simple lecture de ses livres. A moins que le Chomsky d'aujourd'hui ne soit plus le même qui écrivait: «Nous sommes dans une période d'expansion du corporatisme, de consolidation, de centralisation du pouvoir . Certains soupçonnent que cela est bon si ces mesures sont prises par un

progressiste ou un marxiste-léniniste. Trois phénomènes importants ont les mêmes antécédents : le fascisme, le bolchevisme, et la tyrannie corporatiste. Tous trois ont en grande partie les mêmes racines hégéliennes». (Chomsky, *Class Warfare*).

Nous pouvons aussi citer ce que, plus tard, il a écrit sur le pays issu du coup d'État bolchevique d'Octobre 1917. Pour Chomsky, ce coup d'État avait éliminé les structures socialistes émergentes en Russie: «Ce sont les mêmes communistes imbéciles, les imbéciles staliniens qui étaient au pouvoir il y a encore deux ans, qui supervisent aujourd'hui les banques» et sont «les gestionnaires enthousiastes de l'économie de marché». Et de nous livrer une conclusion pessimiste: «Ceux qui tentent de s'associer à des organisations populaires et d'aider la population à s'organiser par elle-même, ceux qui appuient les mouvements populaires de cette manière, ne peuvent tout simplement pas survivre dans la période actuelle où le pouvoir atteint un tel degré de concentration.» (Chomsky, *To understand power*).

Comment Chomsky peut-il aujourd'hui commettre la même erreur faite autrefois par les «compagnons de route» pro-chinois, tout aussi aveugles politiquement que la génération qui les avait précédés, celle des vieux staliniens qui se sont livrés à une auto-critique tardive, alors qu'il a lui-même été le témoin critique d'un tel aveuglement ? Le pire, dans son cas, c'est que ces expériences ne lui ont servi à rien, bien qu'il les ait connues et dénoncées.

L'attitude actuelle de Chomsky nous incite aussi à nous poser des questions sur le «mystère» de l'étrange cohabitation entre l'intelligence la plus aiguë et la crédulité la plus obtuse dans l'esprit d'un même être humain. D'autant plus que, autrefois, il a été l'un de ceux qui ont le plus fortement critiqué la cécité de beaucoup de ses collègues intellectuels qui constituaient avec lui la crème (5) de l'intelligentsia occidentale – Sartre et bien d'autres grands philosophes, historiens, sociologues, des journalistes ou universitaires de premier plan.

Il s'agit vraiment d'un «mystère» car la plupart (6) des intellectuels ont dû admettre qu'ils s'étaient trompés et reconnaître que Chomsky avait eu raison de dénoncer l'aveuglement qui les avait amenés à commettre une aussi grave erreur d'appréciation dans le passé. Comment Chomsky a-t-il pu oublier tout cela? Il est vrai que la cécité des anciens staliniens, mille fois (7) avouée et analysée dans des articles, des interviews et des livres, n'a rien appris aux jeunes maoïstes occidentaux, puisque, vingt ans plus tard, ils ont reproduit le même type d'erreur. Et avec le même orgueil et la même fatuité que leurs prédécesseurs.

Mais il faut préciser que ces jeunes maoïstes adhéraient aveuglément à ce qui se présentait comme une révolution libératrice. Chomsky, lui, a suivi l'évolution inverse: il a commencé par la dénonciation, l'analyse objective, rationnelle, rigoureusement critique, puis finit aujourd'hui par l'aveuglement ...

Il est vrai que sa lutte contre l'impérialisme américain l'a amené à une relative discrétion au sujet de l'autoritarisme croissant des sandinistes au cours de leur passage au pouvoir dans les années 1980 au Nicaragua, et à propos de la dictature de Fidel Castro depuis des décennies. Cela malgré le fait que, parmi les victimes de ce dernier, certaines ont beaucoup de points communs avec les militants anti-impérialistes pro-cubains du reste de l'Amérique latine.

Est-ce cette lutte opiniâtre contre l'impérialisme américain, le fait que (pour lui) le plus important soit de dénoncer les injustices qui règnent aux Etats-Unis et celles créées par ce pays à l'échelle mondiale, est-ce cela qui le conduit à prendre des positions aussi déconcertantes à propos de ce qui se passe sur le continent américain ? En effet, même si Chomsky se considère toujours comme «anarcho-libertaire», il est clair que, pour lui, les considérations idéologiques doivent passer au second plan et qu'il faut établir une sorte de gradation entre les injustices, selon le degré de danger planétaire des cibles contre lesquelles la critique est dirigée.

Le problème est que ce relativisme politique permet à beaucoup de marxistes-léninistes, de populistes et de politiciens, dont la seule préoccupation est de conquérir le pouvoir, l'exercer et le conserver, de s'appuyer uniquement sur ses arguments anti-impérialistes au lieu de se préoccuper d'aider la population à s'organiser elle-même. Et c'est un vrai problème parce que Chomsky ne dit rien pour les décourager de le faire. Au contraire, en conservant, avec tant de persévérance, cette discrétion immorale et en se laissant photographier à côté de Castro et Chavez il se fait le complice des bouffonneries et des dérives autoritaires, dictatoriales, de ces nouveaux oligarques – même si ses éloges sont discrets et de circonstance.

Malheureusement, ce maintien persistant d'une discrétion aussi manichéenne (parce qu'il considère moins dangereuse l'accession de ces populistes au pouvoir que les ravages commis par l'impérialisme américain dans le monde), cette attitude est non seulement inefficace pour prévenir de tels ravages (en effet, ces populistes continuent à faire des affaires avec les multinationales de l'empire), mais elle contribue aussi à démobiliser les gens et à rendre la tâche encore plus difficile à

ceux qui luttent avec cohérence contre la domination mondiale du Capital et de l'Etat.

Peut-être que, vu son âge, Chomsky ne peut pas le reconnaître (8), mais il est impossible de penser qu'il n'est pas conscient de la distance qui le sépare de tous ceux qui récupèrent ses arguments contre l'impérialisme américain et qui, en même temps, se montrent très réticents, par intérêt ou par convenance, à dénoncer les formes de domination imposées par ces régimes populistes pseudo-révolutionnaires.

* **Octavio Alberola**, *Cuba Libertaria*, septembre 2009

Notes de *Ni patrie ni frontières*

1. Ce phénomène n'avait rien d'irrationnel. Un compagnon de route, surtout s'il débutait dans le domaine littéraire ou artistique, se voyait invité aux fêtes du Parti, ses œuvres étaient promues, vendues, mises en scène ou projetées dans les municipalités communistes, son travail était loué dans la presse du parti. Il pouvait faire des piges dans la presse communiste, être embauché dans une entreprise du PC, avoir un logement au loyer très économique, etc. Sans compter les invitations dans les pays «socialistes» ou amis du camp «socialiste» (Y.C.).

2. Quiconque se rendait, ne serait-ce qu'une journée dans un pays stalinien (ce fut mon cas à Berlin Est en 1966), ne pouvait que se rendre immédiatement compte de la distance entre la propagande et la réalité (Y.C.).

3. En fait, proportionnellement au nombre impressionnant de «compagnons de route», il y a eu peu de «*mea culpa*» et encore moins d'analyses de qualité de ce qu'était le stalinisme. En France on peut les compter sur les doigts d'une seule main (Y.C.).

4. Le capitalisme n'a jamais été chassé de Chine, aussi n'y eut-il nul besoin de l'introduire après la mort de Mao. L'auteur confond la forme (l'appropriation privée ou publique de la plus value ou du surtravail) avec le fond (la domination du Capital sur le Travail). Un comble pour un libertaire ! (Y.C.).

5. La «crème» en question est toute relative. Ce ne sont pas les philosophes, économistes ou historiens staliniens ou philo staliniens qui ont laissé les œuvres les plus utiles pour les générations révolutionnaires suivantes. Combien de jeunes «radicaux» lisent aujourd'hui Soboul, Bettelheim ou Althusser, voire Sartre ? (Y.C.)

6. L'auteur de l'article confond une poignée d'intellectuels qui ont fait leur carrière post-stalinienne dans la dénonciation du «communisme», avec un phénomène qui serait d'une ampleur

significative. Pour prendre un exemple en dehors de l'Hexagone, les excellents historiens marxistes britanniques qui ont quitté le PCGB après 1956 se sont bien gardé d'étudier... le stalinisme qu'ils avaient adoré. Ou les historiens ou économistes marxistes américains, ex compagnons de route du PC, n'ont rien produit d'intéressant sur leurs Partis-Etats préférés. En cela d'ailleurs Chomsky ne déroge pas à une tradition de la gauche intellectuelle anglosaxonne, traditionnellement discrète, pour ne pas dire muette, sur les crimes du stalinisme... (Y.C.)

7. Les militants d'extrême gauche ou libertaires ont en général une culture politique très fragmentaire et très orientée. Lors des beaux jours du stalinisme, la plupart des témoignages des repentis ex-staliniens étaient publiés dans des maisons de droite quand ce n'est pas d'extrême droite. Et tout comme aujourd'hui à propos du Venezuela ou de Cuba, la plupart des militants ne lisaient pas ces ouvrages... (Y.C.)

8. Ce n'est pas une question d'âge : lors de la polémique à propos de Faurisson, il y a trente ans, Chomsky fut tout autant incapable de reconnaître qu'il s'était fait manipuler par les négationnistes, comme l'explique d'ailleurs Serge Thion dans le film hagiographique sur Chomsky («Les médias ou les illusions nécessaires») où le distingué linguiste nous apprend par ailleurs que ce qui se rapprochait pour lui le plus du socialisme libertaire à une époque était le... «kibboutz»... Une absurdité (sympathique par ailleurs quand on connaît la réputation «antisémite» que lui taillent ses détracteurs ignorants) qu'aucun de ses admirateurs, anarchistes ou tiersmondistes «antisionistes», n'a jamais relevée ! (Y.C.)

* Un regard anarchiste sur les mouvements de protestation en Iran

L'interview suivante a été réalisée par ALB-Noticias, avec le soutien de José Antonio Gutierrez (collaborateur de Anarkismo. net). Payman Piedad, est un militant anarchiste exilé iranien qui a participé à de nombreuses initiatives libertaires aux États-Unis et au Pérou. Il a été rédacteur en chef de la revue anarchiste Nakhdar, publiée en anglais et en farsi. Dans cette interview, nous avons essayé d'élucider, au milieu des distorsions des médias occidentaux et de la censure des médias iraniens, les clés pour comprendre ce qui se passe réellement ces jours-ci en Iran. Si nous ne sommes pas devant un soulèvement révolutionnaire, on sait que dans la chaleur de l'agitation sociale se développent des possibilités de subversion populaire

Voir en ligne : Source : ALB-Noticias

1. Il semble que ce soient les manifestations les plus importantes depuis la Révolution de 1979... Voyez- vous une continuité entre celles- ci et celles qui ont eu lieu récemment ?

Oui c'est vrai que ces mobilisations ou manifestations sont les plus fortes et les plus importantes depuis la révolution de 1979. En fait, c'est même ainsi qu'a commencé la révolution de 1979.

Le Shah, dictateur et marionnette de l'impérialisme yankee, a commis l'erreur de n'accepter aucune critique de son pouvoir absolu et la population, déjà lassée de son règne de si longues années de répression, a fini par se soulever et l'a envoyé dans les poubelles de l'histoire.

Oui, il y a une continuité, car, en réalité, la révolution, ou plutôt, l'insurrection de 1979, car, en réalité, il n'y a pas eu de révolution sociale, mais une révolution politique, un changement du pouvoir politique d'un régime monarchique à un régime religieux-théocratique. Révolution qui a été récupérée et accaparée par les mollahs (prêtres), avec l'ayatollah Khomeiny comme chef suprême, et avec laquelle a commencé une nouvelle époque du régime dictatorial.

Donc, le peuple aspire à la liberté et meure pour elle comme pour le pain et l'eau. En particulier les jeunes, 65% de la société iranienne a moins de 30 ans, qui en ont assez d'être humiliés et opprimés. Plus encore, ce mouvement apparaît comme une autre révolution, laquelle

je l'espère, se poursuivra dans ce moment actuel, est la continuation de la révolution constitutionnelle de 1905 qui n'a jamais été achevée. Cette liberté, même si elle est de type bourgeois et limitée, est quelque chose que la société iranienne n'a pas connu jusqu'à maintenant. Et, important à savoir, le gouvernement démocratique de la bourgeoisie nationale du Dr Mosadegh n'a pas duré plus de 2 ans, de 1951 jusqu'en août 1953, car les yankees et la CIA ont fait là leur première expérience de renversement de gouvernement, avant même de renverser Arbenz au Guatemala en 1954.

2. Dans quelle mesure penses-tu que les mobilisations actuelles pourraient affaiblir l'actuel régime théocratique ?

La réponse à cette question n'est pas facile. Tout dépend jusqu'où pourront aller ces mobilisations. Heureusement, l'aura, la «dignité» des mollahs, en particulier celle de Khamenei, qui est le plus haut chef religieux, la continuité de Khomeiny, ont été fracturés. Nous avons entendu le slogan "mort à Khamenei" et hier ils ont brûlé son portrait dans la rue Zanzan à Téhéran. C'est un signe très important. Les gens n'ont plus peur de personne.

On est presque au moment révolutionnaire dans lequel «ceux d'en bas ne supportent plus» comme disait Lenine mais il manque encore un peu pour que «ceux d'en haut ne puissent plus gouverner». Aujourd'hui, j'ai entendu que des ruptures se sont fait jour au sein des hauts dirigeants mollahs de Qom, qui est un peu comme le Vatican des chiites. Une faction a donné l'ordre d'arrêter la fille de l'ayatollah Rafsandjani, l'un des ayatollahs les plus puissants, riches et corrompus, qui a été président pendant 8 ans, entre 1989-97, et le lendemain, c'est-à-dire aujourd'hui, elle a été laissée libre. Rafsandjani détient deux positions importantes dans la hiérarchie du pouvoir, l'une d'elles est celle de chef de l'«Assemblée des experts», qui sont environ 80, et qui a le pouvoir d'élire ou de destituer le chef religieux suprême, dans ce cas Khamenei. Ainsi, si les événements et les manifestations se poursuivent pendant quelques jours ou quelques semaines, il est possible que cette assemblée vote la destitution de Khamenei. Qui prendra la place ? Ils peuvent mettre un groupe de 8 (il y a déjà une rumeur à propos de cette possibilité) au lieu d'un dictateur unique. Ou, dans la meilleure des hypothèses, il est possible que le mouvement ne s'arrête pas jusqu'à la défaite totale du régime théocratique.

N'oubliez pas que nous sommes dans cette situation parce que Khamenei a commis l'erreur fatale d'approuver de l'élection frauduleuse lors de son sermon religieux vendredi dernier [19 juin]. Par conséquent, il est très difficile qu'il fasse machine arrière ou que le

peuple accepte ses excuses. Mais le dernier mot n'a pas encore été dit. La bourgeoisie et les chefs religieux peuvent aussi parvenir à un accord dans le dos du peuple et tenter de calmer la situation. Mais je vois difficilement cette possibilité.

3. Quel rôle ont joué les travailleurs jusqu'à présent dans ces manifestations ? Y a-t-il une possibilité que les mobilisations soient capitalisées en fonction des intérêts des classes populaires ?

Bien sûr qu'au sein de ces mouvements il y a des travailleurs de différents secteurs : commerce, services, indépendants, informels, précaires, marginalisés et sans emplois. Nous devons nous rappeler qu'il y a 25-35% de personnes sans emploi. Le secteur absent, pour le moment, qui est le plus important, est celui du pétrole et de la pétrochimie, majoritairement situé dans le sud du pays, près de la région du golfe Persique. Le jour où eux s'arrêtent et votent une grève générale, cela entraînera le succès de la révolution, ou plutôt, la défaite complète du régime théocratique. Pour tirer parti de ce mouvement dans l'intérêt des classes populaires, tout dépend de ce que ce secteur si important se joigne à cette mobilisation et y prenne des initiatives.

4. On insiste constamment sur la mobilisation de l'opposition, mais les partisans d'Ahmadinejad se sont mobilisés en grand nombre, peut-être même supérieur à l'opposition (ce qui est ignoré par la presse occidentale pour des raisons évidentes) – quel est le facteur qui mobilise les partisans du régime ?

Tout d'abord, les partisans du régime d'Ahmadinejad ne sont pas plus que ceux de l'opposition. En réalité, le vrai résultat de l'élection présidentielle a été le suivant : 19 millions et quelques pour Moussavi – 13 millions pour Karroubi un autre «réformiste», 3 millions et quelques pour Rezaï, du même bord qu' Ahmadinejad, un peu «modéré», 5 millions et quelques pour Ahmadinejad et les votes nuls ont été de 1 million et demi.

Les partisans d'Ahmadinejad viennent principalement des secteurs populaires, qui ont reçu un bonus de 50 \$ et des sacs de pommes de terre. Il y a également un secteur de retraités qui quelques jours avant le vote, ont reçu une forte augmentation de leur pension de retraite : avant ils recevaient 200 \$ et maintenant 600 \$. N'oublions pas que ce régime possède environ 3-5 millions de jeunes Basijis, une milice paramilitaire, comme les phalanges de Franco en Espagne, qui sont issus des secteurs populaires. Ainsi, leurs familles sont basiquement pro-régime, parce qu'elles reçoivent un salaire chaque mois. Mais il y a aussi un secteur minoritaire des étudiants qui ont aussi reçu le bonus de 50 \$ au cours de la campagne électorale.

Je crois qu'il y a aussi un secteur heureux dans la classe moyenne inférieure parce Ahmadinejad, au cours de sa campagne, a rendu public (ce que tout le monde savait) certains noms des corrompus qui ont leurs propres mafias économique-politiques, comme Rafsandjani lui-même. C'est pourquoi ce secteur le soutient également.

5. Existe-t-il une différence de classe entre les deux parties ? Nous demandons cela parce que, en l'absence d'une alternative révolutionnaire consolidée et claire, la classe ouvrière et les pauvres en général sont souvent mobilisés pour des causes conservatrices...

Il y a peu de différence entre les blocs du pouvoir. Tous font partie du pouvoir bourgeois en général. Aucune ne "représente" la classe moyenne en général, sa couche inférieures ou les classes populaires. Tous sont en faveur des politiques économiques néolibérales, les privatisations, en faveur de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), avec quelques différences mineures sur les subventions. Certains veulent donner un peu plus d'argent aux pauvres chaque mois, et d'autres veulent donner ces subsides en subventionnant le prix du pain, des transports publics et de l'assurance sociale

Politiquement, toutefois, l'opposition veut donner une image démocratique : en tolérant la liberté d'expression et en ne fermant ou ne censurant pas les journaux d'opposition, en n'appliquant pas la peine de mort pour les mineurs, en donnant plus de possibilités pour les femmes dans le secteur public. En ne distribuant pas des peines de prison pour les étudiants radicaux, en donnant "plus" de pouvoir aux femmes en matière de divorce, etc.

6. Ce qui est frappant sont les paroles mesurées d'Obama devant les manifestations, ce qui contraste avec soutiens bruyants et les vivats lancés par Bush et compagnie lors de manifestations de Kiev et de Beyrouth il y a quelques années... Pourquoi cette attitude de prudence ?

La position d'Obama est très diplomatique. L'impérialisme yankee est bien conscient que l'Iran n'est pas l'Irak, l'Afghanistan ou le Pakistan, ni Beyrouth ni Kiev. Il n'y a aucune possibilité qu'ils puissent envahir l'Iran, et même pendant l'administration Bush il n'y avait aucun plan pour agir comme cela a été fait en Irak. Encore moins maintenant que les choses ont bougés. Ils ne peuvent pas prendre de risques sur la situation interne en Iran.

Ils ne veulent pas que les choses empirent, car en fin de compte, il est mieux d'avoir quelqu'un qui ne coupe pas la production pétrolière dans la région... Il sait que les mollahs disent que «Les États-Unis, l'Angleterre, la France, l'Allemagne sont en train d'intervenir en

Iran...» pour non seulement détourner l'opinion publique iranienne, mais le monde entier. C'est la raison pour laquelle Obama a dit qu'il ne voulait pas qu'il soit interprété que les États-Unis se mêlaient des affaires intérieures de l'Iran. Mais hier, pour satisfaire les conservateurs, il a sorti la note suivante demandant : "que le gouvernement iranien ne réprime pas les opposants, qu'il ne soit pas si violent..."

De plus, les mollahs ont beaucoup aidé les yankees dans le travail de "stabiliser" la situation en Irak et en Afghanistan. En d'autres termes, les mollahs, subtilement, se sont placés en harmonie avec les intérêts géopolitiques des yankees. Mieux vaut ne pas prendre le risque d'aggraver cette situation très délicate. À ce niveau-là, pour les intérêts hégémoniques de l'impérialisme yankee, Obama est la meilleure carte dont ils disposent. Bush et sa politique sont déjà de l'histoire, du passé. Lors de son dernier voyage au Moyen-Orient, Obama a prononcé un discours à l'Université du Caire, la capitale de l'Égypte, en essayant de donner une image pro-islamique, pas comme l'ennemi du monde arabe. Il a également rendu visite au roi d'Arabie saoudite son éternel allié, les sionistes / fascistes israéliens. Tout indique qu'il essaie de donner une image consensuelle plutôt que la confrontation. Bien que cette politique de manière générale est une bonne tactique de sa part, stratégiquement elle ne va pas fonctionner dans la région à cause du conflit israélo-palestinien, parce que, comme toujours, rien n'est offert de tangible pour les Palestiniens.

7. Que pensez-vous sera l'issue probable de cette situation ? Les secteurs progressistes peuvent-ils avoir quelque illusion sur l'opposition ou doivent-ils construire une alternative propre ?

Les secteurs progressistes ne peuvent ni ne doivent s'illusionner sur l'opposition existante. Tout d'abord, l'opposition n'est pas laïque, elle est islamique et pro-constitution islamique. Ils ne sont pas contre la figure du "Velayat Faghie", c'est-à-dire le plus haut dictateur religieux. Ils veulent seulement pouvoir manœuvrer politiquement dans le cadre de la constitution de la République islamique, rien de plus.

Et comme le mouvement ouvrier est extrêmement faible, car nous n'avons pas de syndicats libres, tous sont contrôlés par l'État, tous sont jaunes, les progressistes ne peuvent que profiter de cette occasion pour créer une atmosphère moins répressive, un peu plus libre pour respirer, organiser et développer leurs objectifs anti-capitaliste et les plans de lutte à long terme.

Les travailleurs, les jeunes, les femmes, les marginalisés, les chômeurs doivent forger leur alliance progressivement, resserrer leurs liens, créer leurs organisations, leurs assemblées, leurs conseils et préparer leur

projet pour leur libération finale : en détruisant l'État, en éliminant le capital et en nettoyant leur esprit de toutes les religions et superstitions. Ce sera alors jour de fête.

21 juin 2009

Traduction : OCL

* Les superstitions, les lois et les coutumes religieuses sont la honte du XXI^e siècle

A la mémoire de Du'a Khalil Aswad et de la condamnation de la flagellation en public d'une gamine de 17 ans au Pakistan.

Par Houzan Mahmoud

07/04/2009

Du'a Khalil Aswad, une gentille gamine de 17 ans du Kurdistan irakien a été lapidée à mort en public dans la ville de Bashiqa devant 1000 hommes. Aucun d'eux n'a fait un geste pour arrêter la lapidation, au contraire, ils se sont réjouis du meurtre et ont pris des séquences du carnage sur leur téléphones mobiles.

Du'a n'était pas d'origine musulmane, elle était une Yazidi, mais elle est tombée amoureuse d'un jeune homme musulman. Le prix de cet amour a été d'être lapidée publiquement en pleine lumière du jour. Elle a été dépouillée de sa dignité et de sa fierté, on lui a pris la vie simplement pour être tombée amoureuse de quelqu'un d'extérieur à sa tribu Yazidi. Ses tueurs n'ont jamais été jugés et un an après le meurtre, on a donné 40 millions de dinars irakiens à sa famille pour qu'elle garde le silence. Le coût de l'amour a été une vie humaine. Le coût du silence, 40 millions de dinars.

Les meurtres de femmes continuent et beaucoup plus de femmes ont été victimes des soi-disant crimes d'honneur, de mutilations génitales féminines, de mariages forcés et arrangés. Toutes ces choses sont en augmentation. Dans ces sociétés, la religion a une priorité sur la vie et la liberté des femmes.

Le tribalisme, les traditions, les lois islamiques de la Charia et les coutumes religieuses conditionnent encore et toujours les vies de millions de femmes et d'hommes dans les pays dominés par l'Islam. Là où règne l'Islam, il n'y a pas de place pour la jouissance humaine de la vie. Des personnages religieux contrôlent le corps, le sexe et la sexualité des femmes. Ils interdisent la musique, la danse, l'art, les sorties en public, et n'importe quoi d'autre qui rend heureux des êtres humains ordinaires.

Dans les pays où la loi est basée sur la Charia islamique, il n'y a pas de place pour être libre et la vie humaine compte très peu. Il n'est pas possible de vivre sans la peur constante d'être tué pour avoir fait ou avoir ressenti, les choses les plus simples.

Chaque femme, même celles qui ont acquis un degré de liberté pour entrer dans l'éducation ou qui ont aménagé une sorte d'indépendance économique, vivent dans la peur de «faire quelque chose de mal». Elles doivent vivre leur vie en fonction du code de conduite de leur famille et de leur pays. Pourquoi des femmes devraient-elles vivre ainsi au 21e siècle ? Il y a à peine quelques jours nos écrans de télévision et d'ordinateur ont été inondés d'images de carnage, quand une gamine pakistanaise de 17 ans a été flagellée en public par des militants talibans dans la vallée de Swat.

Les séquences montraient une jeune fille vêtue de la burka clouée au sol par deux hommes tandis qu'un troisième lui fouettait le postérieur 34 fois. On voit la fille crier et implorer le pardon tandis qu'une foule silencieuse majoritairement masculine regarde en silence. Elle a été accusée d'avoir une relation sexuelle «illégal». Son frère se trouve parmi ceux qui la maintiennent. Quand on voit ces crimes prendre place jour après jour par des milices, des tribus et des gouvernements religieux qui se basent eux-mêmes sur les enseignements du Coran, on en vient à ne pas attendre mieux. Dans la plupart des sociétés dominées par l'Islam, les femmes n'ont pratiquement pas de droits. Elles n'ont pas le droit de vivre. Elles ne possèdent pas leur propre corps. * Si elles tombent amoureuses de la personne «qui ne convient pas», avec quelqu'un que leur famille n'approuve pas, elles sont mortes. * Si elles sont violées, elles seront plutôt punies que les violeurs – * Si elles ne suivent pas le code de conduite religieux, tribal et traditionnel, elles seront tuées – * Si elles perdent leur virginité – quelle qu'en soit la raison – elles seront tuées – * Les femmes ne peuvent pas porter ce qu'elles veulent ni se maquiller – * Les femmes ne peuvent pas se mêler aux hommes parce qu'elles les «excitent» – * Les femmes sont objectivées sexuellement et sont considérées à cause de cela comme " sales " – * Les femmes doivent être couvertes tout le temps – * Un corps de femme ne peut être vu que par son mari parce qu'elle est sa propriété – * Une épouse doit se réserver exclusivement à son mari –

* Les femmes doivent faire en sorte d'être disponibles pour leur mari, chaque fois qu'il a besoin d'elle – elles doivent se soumettre aux relations sexuelles en fonction du désir du mari. C'est un peu plus que

le viol. Des millions de femmes ont grandi en entendant ces mots et les enseignements tirés de l'islam et de sa loi, la Charia.

L'oppression des femmes et aussi des hommes découle de ces idées. Des petites filles d'à peine 4 ans sont forcées de couvrir leurs cheveux et subissent un lavage de cerveau par des enseignements religieux. D'après l'islam, quand une fille a 9 ans elle est prête pour le mariage. Là où cet enseignement est appliqué à la lettre, il n'y a rien d'autre qu'une maltraitance d'enfants et un viol «islamique légal» d'enfants.

La manière dont et Du'a et cette fille pakistanaise de 17 ans ont été punies en public est une méthode pour conditionner une société à de telles brutalités et à les socialiser en acceptant de telles scènes de carnage quotidiennement. Dans ce cas, il rend une société entière complaisante et intimidée de force à accepter cela comme mode de vie. C'est typique des islamistes et de l'islam en général. A cause de la violence et de la terreur qu'ils exercent contre les civils, ils créent l'ignorance et une vision de période sombre de la société. Malgré la terreur, ils n'arriveront jamais à empêcher des gens à s'exprimer eux-mêmes et à agir comme ils l'entendent. Les femmes sont particulièrement rebelles. Elles sont traitées durement car aucune religion, aucun Etat, aucune loi, le Coran ou tout autre livre sacré ne peut limiter ou empêcher des êtres humains d'exercer leur pulsion naturelle à avoir des relations sexuelles et du plaisir physique. L'islam est particulièrement patriarcal et a toujours essayé de garder les femmes assujetties et à s'en servir comme asservies aux hommes. Avoir quatre femmes pour le même homme est un autre aspect sombre de l'islam.

Lapider, flageller, décapiter, violer, la polygamie, le port d'un voile – ont tous été utilisés contre des femmes, pourtant des femmes continuent à lutter de toutes les manières possibles pour échapper à l'enfer que les islamistes veulent créer dans des endroits comme l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Arabie saoudite. Ils veulent même apporter la Charia au cœur de l'Europe. Ces formes de violence religieuse contre les femmes sont une honte déplorable pour l'humanité du 21e siècle et doivent prendre fin. Chaque gouvernement est responsable pour ce qui arrive aux femmes.

Houzan Mahmoud, représentante à l'étranger de l' Organisation de la liberté des femmes en Irak

www.equalityiniraq.com et <http://houzanmahmoud.blogspot.com/>

* Massacres de Gaza. Sionisme et antisionisme

La dernière agression israélienne massive contre la population de Gaza a de nouveau alimenté les discussions sur la nature du sionisme et les limites de l'antisionisme.

Nous publions un texte collectif signé par des groupes ou individus militant dans différents pays (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Irak et Portugal) et une contribution de «Socialisme mondial». Le texte intitulé « Questions-réponses » relate sous forme améliorée des échanges qui ont eu lieu sur Internet suite à la publication de « Pour l'arrêt immédiat de l'offensive israélienne contre Gaza ! »

Les camarades de «Démocratie révolutionnaire», membres du NPA, rappellent qu'il existe aussi des prolétaires en Israël, ce que l'extrême gauche oublie le plus souvent. Les «Luftmenschen» nous expliquent ce que sont, selon eux, les particularités de l'«antisionisme à la française». «Sinistre Spectacle» règle son compte à Alain Soral, qui s'est présenté aux élections européennes de mai 2009 sur une liste «antisioniste» aux côtés de Dieudonné, et sévit fréquemment sur les plateaux de télévision. Le Collectif RT0 nous décrit comment opèrent les nervis antisionistes sur le marché d'Argenteuil.

* Pour l'arrêt immédiat de l'offensive israélienne contre Gaza !

«Les guerres sont un phénomène barbare, profondément immoral, réactionnaire et contraire aux intérêts du peuple» (Rosa Luxemburg)

Une nouvelle fois, l'État israélien, avec le soutien de presque toute sa classe politique et d'une partie majoritaire de sa population, du moins si l'on en croit les sondages, vient de s'attaquer à la population palestinienne.

Répétant la même stratégie qu'au Liban en 2006, l'aviation israélienne s'en prend à des cibles dites «stratégiques», en sachant parfaitement qu'elles tueront une proportion importante de civils, le tout sous le fallacieux prétexte d'«éradiquer» un «mouvement terroriste».

L'aviation israélienne, détruit, tout comme au Liban, des installations collectives civiles qu'il faudra des années pour reconstruire, et qui ne pourront que rendre les conditions de vie des Palestiniens encore plus catastrophiques. Dès le premier soir de l'offensive terrestre, le 3 janvier, les infrastructures électriques ont été détruites, privant les habitants de courant, la nuit n'étant éclairée que par les bâtiments et dépôts de carburants en feu.

L'armée affame délibérément la population palestinienne, espérant ainsi que celle-ci se retourne contre le Hamas, un calcul cynique et stupide. Les rares convois humanitaires qui entrent à Gaza ne servent à rien, puisque la population ne peut pas sortir et se rendre aux points de ravitaillement. La distribution d'eau est pratiquement interrompue.

Beaucoup plus que d'une riposte «disproportionnée», il s'agit d'un nouveau crime de guerre prémédité de l'État israélien. C'est d'ailleurs ce qu'affirment les militants israéliens favorables à une négociation avec le Hamas et à l'arrêt immédiat de l'embargo contre Gaza, comme premières mesures.

Cette agression sanglante s'explique aussi par des calculs cyniques des élites politiques israéliennes: d'une part, elles veulent profiter de l'interrègne entre Bush et Obama pour mettre les États-Unis devant le fait accompli— et, d'autre part elles préparent les élections qui sont censées se tenir en février 2009. «On ne construit pas une campagne électorale sur des cadavres d'enfants! Tous les ministres du

gouvernement sont des criminels de guerre !» ont crié les manifestants à Tel Aviv le 3 janvier 2009. Ils ont dénoncé aussi dans leurs slogans la «guerre des 6 sièges» car les travaillistes, d'après les sondages, sont censés gagner 6 députés en raison de leur position favorable à l'opération «Plomb durci».

Aussi barbares que soient les bombardements israéliens, il ne peut être question pour nous de reprendre, à l'égard des militaires ou des gouvernements israéliens, des termes comme «sionazis» que l'on voit fleurir sur Internet et que l'on entend dans les manifestations. Notre émotion et notre colère justifiées contre cette guerre ne doivent en aucun cas nous amener sur le terrain de ceux qui tracent un trait d'égalité entre sionisme et nazisme. Quant à l'usage du mot génocide, on ne peut mettre sur le même plan le génocide des Juifs, le génocide arménien, le génocide des Tutsi, d'un côté, et, de l'autre, le massacre des Palestiniens lors des bombardements israéliens. Un tel usage vide ce mot de son sens très spécifique: extermination systématique d'un peuple et ne peut que créer la confusion politique. Rappelons à ce propos que la guerre d'Algérie a fait un million de morts parmi le peuple algérien, et qu'il n'est nul besoin d'invoquer le judéocide et de le retourner contre les gouvernements israéliens ou, pire, contre tout le peuple israélien, pour condamner la barbarie des troupes de Tsahal.

De notre point de vue, à nous socialistes, laïques et internationalistes, c'est aux travailleurs israéliens et palestiniens de choisir le système politique sous lequel ils veulent immédiatement vivre: un seul État laïque ou deux États laïques. C'est aussi aux travailleurs palestiniens et israéliens de choisir s'ils veulent aller plus loin: ne pas simplement lutter pour des droits démocratiques et sociaux égalitaires, mais aussi remettre en cause le système capitaliste qui les opprime en Israël comme en Palestine.

Pour notre part, nous ne croyons pas que le nationalisme israélien (le sionisme) et le nationalisme palestinien (celui de l'Autorité palestinienne ou celui, à tendance plus religieuse, du Hamas) offrent la moindre perspective commune aux deux peuples et aux exploités de la région. Par ses agressions et son expansion territoriale permanentes l'État israélien nourrit la haine non seulement contre ses propres citoyens mais aussi contre la religion juive dont il prétend défendre les valeurs. En mélangeant les conséquences absolument dramatiques du judéocide et de la barbarie nazie, la nécessité pour les Israéliens de se défendre contre les États voisins, et les références bibliques, le tout pour justifier sa politique colonialiste jusqu'à aujourd'hui, l'Etat israélien a fait le jeu du nationalisme de l'OLP hier, du Hamas

aujourd'hui, mouvement qui, tout comme la plupart des courants du sionisme, brouille les frontières entre questions politiques et questions religieuses.

Or, l'on sait que les guerres de religion se terminent toujours par un bain de sang (la France en a fait l'expérience avec les protestants) et par la partition et l'exil accompagnés de massacres (la séparation entre l'Inde et le Pakistan en étant le dernier grand exemple).

Il faut donc absolument si l'on souhaite arriver à des accords de paix, que l'on mette de côté la religion, ses symboles, ses «commandements divins» et ses principes réactionnaires-

Il n'y aura pas de paix:

– sans qu'Israël et le Hamas acceptent d'entamer ensemble des négociations (négociations qui ont d'ailleurs déjà eu lieu à plusieurs reprises)–

– sans la fin du blocus de Gaza–

– sans une redistribution radicale et égalitaire des territoires et des ressources entre Israéliens et Palestiniens–

– sans des droits démocratiques égaux pour tous dans les deux États ou dans la fédération israélo-palestinienne qui pourrait se créer–

– sans une séparation radicale entre les religions et l'État ou les États.

Dans l'immédiat, la solidarité internationale doit se manifester pour l'arrêt immédiat de cette escalade guerrière. De plus, il ne s'agit pas de céder à des logiques communautaires. Présenter la situation comme divisant d'un côté les soutiens du gouvernement israélien, et de l'autre des soutiens du Hamas, serait une caricature profondément mensongère. Sans soutenir aucun de ces deux belligérants, et même si nous pouvons avoir des appréciations divergentes sur ce que l'un et l'autre représentent, nous nous plaçons dans le camp de l'intérêt de l'immense majorité, le camp des travailleurs, quelle que soit l'étiquette nationale que le hasard a posé sur eux: c'est au mouvement ouvrier d'organiser la lutte contre la guerre.

C'est pourquoi nous luttons pour une paix juste au Proche-Orient, sans jamais mettre dans notre poche nos convictions démocratiques, anti-étatistes, égalitaires, libertaires, et socialistes.

Collective Reinventions (Etats-Unis), Yves Coleman (*Ni patrie ni frontières*), Quentin Dauphiné (militant syndical), Nicolas Dessaux (Solidarité Irak), João Pedro Freire (Tribuna socialista, Portugal), The Hobgoblin (Grande-Bretagne), Goldfax (militant anarchiste), Iraq Freedom Congress (IFC, Congrès pour la liberté d'Irak), Stéphane Julien (militant syndical), Patsy (émission Le Monde comme il va),

Pierre Loinod (Démocratie Communiste- Luxemburgiste), Vincent
Présumey, militant socialiste et syndicaliste

* Le

drame palestinien

L'affrontement religieux entre Musulmans et Juifs, ou l'affrontement nationaliste entre Israéliens et Palestiniens me semble sans issue positive possible. Les deux peuples pensent que leur salut ne peut venir que de l'écrasement de l'autre.

La catastrophe vient sans doute de ce que les prolétaires des deux camps se pensent en peuples et non pas en prolétaires, mais c'est en tant que prolétaires qu'ils pourraient penser un avenir commun, et voir que leurs intérêts de prolétaires ne sont pas si contradictoires.

Par contre les bourgeoisies constituées du côté israélien, en devenir pour la bourgeoisie palestinienne sont contradictoires puisqu'elles revendiquent le même territoire ! La catastrophe vient pour moi de la faiblesse du prolétariat dans le monde et au Proche-Orient en particulier. Les couches dirigeantes, en Israël comme en Palestine, ne semblent pas très intéressées à un règlement du conflit. La guerre de cents ans et le massacre des prolos de l'autre camp semblent la perspective des deux bourgeoisies. Les deux semblent se satisfaire d'un conflit sans fin, chaque bourgeoisie a l'air de bien jouer de la guerre pour maintenir son pouvoir sur son peuple. Les gauchistes soutiennent les Palestiniens sans critiquer les organisations palestiniennes, qu'elles soient corrompues ou religieuses et aux comportements fascistes. Cette absence de critiques, on l'avait connue lors des guerres coloniales où les ancêtres des gauchistes actuels soutenaient les staliniens indochinois, par exemple, qui tuaient les militants trotskystes indochinois en silence. On a eu la même complicité avec le MNA et le FLN algérien.

A chaque génération on retrouve le même genre de soutien aux nationalistes sans aucun principe et sans critique, et qui ne permettent pas de progresser dans la compréhension des différentes situations politiques dans les métropoles coloniales. Avec la Palestine les mêmes rejouent le même jeu.

* Michel

* À propos de «Pour l'arrêt immédiat de l'offensive israélienne contre Gaza»

Ce texte est une condamnation claire de la politique du gouvernement israélien, tout comme il se refuse à certaines outrances verbales aussi mensongères que contre-productives: les Palestiniens ne sont pas victimes d'un génocide, mais d'une politique meurtrière, abjecte, qui ne vise pas leur liquidation physique totale, mais leur soumission totale, politique, économique et sociale (les Palestiniens sont nécessaires à l'économie israélienne parce qu'ils lui procurent une main-d'œuvre corvéable et un marché pour ses productions)– le sionisme n'a rien à voir avec le nazisme: il est une forme singulière de nationalisme, née à la fin du XIX^e siècle comme solution à la «question juive», c'est-à-dire à l'antisémitisme et aux pogroms.

Ce texte est aussi une critique du nationalisme et de la religion. Car c'est sur l'autel de la nation, cette construction historique et idéologique, mortifère pour les classes subalternes (puisque ce sont elles qui sont appelées à mourir massivement sur le champ d'honneur), et de la religion, cet opium qui «[déplace] dans le ciel la fin de toutes les infamies [et] de ce fait [justifie] la perpétuation sur terre de ces infamies» (Marx, 1847), que le travailleur en oublie ses intérêts de classe. En d'autres termes, les travailleurs n'ont pas de patrie et n'ont que leurs chaînes à perdre, ici et maintenant. Il fallait poser ce principe essentiel– mais il est clair que la place du mouvement ouvrier juif organisé dans la formation et le développement de l'Etat israélien (le syndicat Histadrout, créé par David Ben Gourion, a toujours privilégié le nationalisme au socialisme) son rôle dans l'idéologie sioniste «socialisante» rend difficile aujourd'hui la création de liens, de convergences entre travailleurs israéliens et palestiniens. Seule la «stabilisation» des relations entre l'Etat israélien et l'Autorité palestinienne (celle en place, ou celle à venir), c'est-à-dire la «paix» capitaliste (c'est-à-dire l'établissement d'un modus vivendi permettant aux bourgeoisies des deux bords de faire du profit dans la «sérénité»), me semble de nature à ouvrir sur le moyen/long terme des «espaces» susceptibles de provoquer un rapprochement entre les deux prolétariats en les «dégageant» de l'influence du nationalisme, de la xénophobie et d'un syndicalisme phagocyté par les logiques partidaires et étatiques. La question coloniale et nationale, par sa brutale omniprésence, «occulte» la question sociale. Il nous revient de lever le masque et de mettre en avant ce que cache le discours national: les stratégies économiques des classes dominantes, les conflits de classe, les poids du

clanisme et du clientélisme et le poids de l'évergétisme religieux et de la philanthropie laïque dans la captation des suffrages populaires.

Patsy

* Questions-réponses sur le sionisme, Israël et le soutien au «peuple palestinien»

Le texte collectif présenté page 20 ayant provoqué quelques vifs débats sur Internet, il nous a semblé utile d'en rendre compte. Nous en avons profité pour élargir le débat à des thèmes qui n'ont pas pu être traités dans cette brève prise de position commune, d'autant plus que les signataires ne défendaient pas tous les mêmes positions. Les réponses ici présentées n'engagent donc que la revue *Ni patrie ni frontières* et non les autres signataires. Le lecteur constatera que les critiques ici reproduites proviennent de «positions» opposées, «sionistes» et «antisionistes», si tant est que ces termes aient un sens dans un débat aussi passionné et complexe ! (Y.C.)

1. Votre texte refuse de prendre en compte les tirs d'obus volontairement dirigés contre la population civile israélienne.

Nous ne prétendons pas broser un tableau complet et exhaustif. Mais il suffit de comparer les chiffres des victimes d'un côté et de l'autre, les conditions de vie inhumaines à Gaza et celles (nettement plus confortables et sécurisées) des citoyens d'Israël pour constater qu'il y a non seulement une «disproportion» totale entre les souffrances infligées par les deux «belligérants», mais qu'en plus elles n'ont tout simplement rien de comparable.

Le 17 janvier 2009, Judaïques FM a annoncé que sur 800 morts palestiniens, il y avait eu 550 «terroristes» de tués. Mettons de côté l'usage du mot «terroristes» par un Etat qui sème la terreur parmi des civils et contentons-nous de signaler que même une radio communautaire aussi peu suspecte de sympathie pour le Hamas que Judaïques FM reconnaissait qu'il y avait eu 350 victimes civiles avant la fin du conflit. Peut-on décemment comparer ce chiffre à la demi-douzaine de victimes civiles israéliennes (13 au final contre 1350 Palestiniennes) ?

Parler de «stress» en Israël est pour le moins indécent, quand on connaît les conséquences psychologiques effrayantes (pour ne pas parler des autres) des traitements infligés par Tsahal aux Palestiniens

depuis la création de l'Etat d'Israël: massacres, expulsions massives, destruction d'installations civiles et de maisons privées, expropriations de terres, etc.

2. Peut-on soutenir sérieusement que les dirigeants d'un Etat entreprendraient une guerre, dangereuse, coûteuse, meurtrière, qui ne manquera pas de leur mettre l'ONU à dos, et risque en prime d'enflammer le Moyen-Orient, juste pour faire une campagne électorale ?

Cette analyse est celle de beaucoup d'observateurs, y compris de journalistes israéliens et de militants comme ceux de Gush Shalom et les manifestants de Tel Aviv, avec leur slogan «Non à la guerre des 6 sièges!». Il ne s'agissait pas de prétendre que les considérations électorales seraient l'unique, ni même la principale, explication. Rappelons cependant que, en 2002, Sharon avait fait sa balade provocatrice sur l'Esplanade des mosquées, ce qui avait provoqué la deuxième Intifada, et ce juste avant les élections. Les Israéliens ont de la mémoire, chez les antiguerre comme chez les bellicistes.

La vie politique israélienne se caractérise depuis une dizaine d'années par une instabilité permanente, des scissions dans les deux grands partis (travailliste et droite conservatrice du Likoud), la création de nouveaux partis³, etc. Cela rend ce pays ingouvernable, oblige à faire

³ Signalons parmi les partis qui ont obtenu des députés au cours des dix dernières années.

1984: Shass («Gardiens de la Torah Séfarades») parti religieux, 11 sièges sur 120 en 2009.

1990: Yahadut Hatorah («Judaïsme unifié de la Torah»), coalition entre les ultra-orthodoxes hassidim et non hassidim, 5 sièges en 2009.

1999: Israël Beytenou («Israël notre maison»), parti de la droite nationaliste russophone dirigé par Avigdor Liberman, 15 sièges en 2009.

2002: Meretz (Energie), laïc et social-démocrate, 3 sièges en 2009.

2005: Kadima (En avant), 28 sièges en 2009.

Et il faudrait ajouter à ceux-là encore une dizaine d'autres formations fondés au cours des 10 dernières années: le parti de la communauté éthiopienne, les Verts, les néosionistes (ultra-nationalistes), le parti des retraités (Guil), le Front juif national, le parti des immigrants des ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, le parti libéral démocratique de l'immigration russe, etc. Sans compter les partis arabes (Liste arabe unie, 4 députés en 2009) ou arabo-israéliens (Hadash, Front démocratique pour la paix et l'égalité, 4 députés en 2009), coalitions de partis plus anciens mais n'ayant aucune incidence sur les coalitions gouvernementales judéo-israéliennes.

de fréquentes élections, des cabinets d'union nationale entre des formations qui n'ont souvent que peu de choses en commun, etc.

Ce n'est pas un hasard si Barak est remonté en flèche dans les sondages et si Tzipi Livni se présente comme une va-t-en-guerre après être passée pour une «colombe». Le parti Kadima (créé par Sharon) et les travaillistes ont peur que le Likoud et la droite «la plus dure» (quoi que vis-à-vis des Palestiniens tous soient impitoyables) profitent des attaques du Hamas. Et d'ailleurs, sentant le danger, le Likoud conteste les résultats de l'opération «Plomb durci».

Quant à «se mettre l'ONU à dos», Israël ne respecte pas les décisions de l'ONU depuis sa fondation, donc cet argument est pour le moins saugrenu !

3. Le texte évoque une «l'expansion territoriale permanente», on aimerait que l'analyse prenne en compte l'évacuation de Gaza.

Il suffit de regarder une carte d'Israël/Palestine et de suivre l'évolution des territoires «réservés» aux Palestiniens depuis 1947. À long terme, sur plus d'un demi-siècle désormais, la tendance n'est pas à une répartition équitable et juste des territoires et des ressources naturelles entre les deux peuples, mais à une lente asphyxie du peuple palestinien par les gouvernements israéliens. Sur le plan territorial, le Mur et les implantations rendent absolument impossible l'établissement d'un Etat palestinien «viable», même au sens le plus restreint de ce mot. Quant à «l'évacuation» de Gaza, elle est symbolique tant ce territoire est surveillé nuit et jour, soumis à des incursions régulières et totalement encerclé. De plus, toutes les voies de communication, par terre, par mer ou par les airs, sont soumises à un blocus impitoyable auquel participe l'Égypte.

4. Qu'est-ce qui peut autoriser les auteurs du texte à présupposer que le ou les systèmes politiques choisis seront laïques ?

Rien, effectivement, si l'on tient compte de la dimension religieuse dans la mythologie nationale israélienne, de toutes les concessions faites aux partis religieux et aux religieux en Israël– et rien non plus si on lit la Charte du Hamas et s'en tient à sa victoire électorale. Mais les signataires du texte devaient expliquer la solution qu'ils souhaitent. Exprimer un souhait, et avancer un élément de programme politique qui nous semble vital, et qui nous est commun ici comme là-bas, ne signifie pas ignorer toutes les difficultés de réalisation de ce souhait ou de ce qui serait un ensemble de revendications ou d'objectifs si nous militions sur place.

5. «Le Hamas, nationalisme palestinien, "à tendance plus religieuse" (que le Fatah), lit-on plus loin. C'est l'euphémisme du siècle. On peut

se demander si les auteurs ont tout simplement LU la charte du Hamas.»

Toutes les mesures (qui ont un côté apparemment utopique dans la situation actuelle) que nous avançons dans ce texte vont à l'encontre justement de la Charte du Hamas, de son antisémitisme délirant, etc. Elles sont de fait inacceptables pour ce mouvement, en tout cas tel qu'il est aujourd'hui. Si demain il éclate en plusieurs tendances, ou s'il évolue dans une autre direction, on verra. Ce qui est sûr, c'est que les agressions militaires israéliennes ne font que renforcer les jusqu'aboutistes au sein du Hamas. On ne dira jamais assez que, au départ, c'est Israël qui a favorisé les islamistes contre l'OLP, un peu comme les Américains ont joué la carte des talibans contre l'URSS, même si Tsahal n'a jamais armé les islamistes. Avec dans les deux cas, les résultats désastreux que ces calculs politiques criminels ont entraîné pour les peuples palestinien, d'un côté, afghan de l'autre.

6. Le sionisme peut-il se réduire seulement au «nationalisme israélien ?» N'est-ce pas surtout le colonialisme, l'apartheid, l'annexion ?

En fait, il n'y a pas un mais des sionismes, avec plusieurs nuances allant du sionisme socialiste athée au sionisme religieux. Des sionistes d'extrême droite racistes et fascistes à toutes les palettes des sionistes de gauche, d'extrême gauche ou libertaires.

Un certain nombre de gens se disant juifs, dans différents coins de la Terre, ont pensé qu'ils formaient, malgré leurs enracinements géographiques différents, un peuple et ont décidé de fonder un Etat-nation, de venir y habiter, de fusionner avec d'autres dans une entité imaginaire: la nation israélienne et sous un drapeau commun celui du sionisme, avec toutes sortes d'interprétations différentes.

Rappelons que, si les mots ont un sens, que de 1880 à 1948, le colonisateur a été l'empire ottoman puis la Grande-Bretagne. Signalons aussi qu'une partie des terres d'Israël actuel ont été rachetées aux propriétaires absentéistes, même si cela s'accompagna de toutes sortes de pressions (y compris violentes) sur les fellahs qui y travaillaient.

De plus, on peut se demander en quoi Israël est encore «sioniste». Entre les religieux, qui, tout en touchant les allocations et les subventions, vivent en dehors de l'Etat «hébreu», et les Druzes, Arabes musulmans qui font partie intégrante de l'armée israélienne y compris du corps des officiers supérieurs, il est difficile de cerner une continuité économique, politique, nationale et sociale dans le «sionisme». Entre le million de Juifs russes (dont une partie sont fortement soupçonnés d'être de simples émigrants économiques non juifs) et les Juifs

historiques dont les ancêtres vivent en Palestine depuis 20 siècles, on ne voit pas bien la continuité. Pas plus qu'entre les Falasha d'Ethiopie et les Juifs irakiens, marocains ou égyptiens.

Enfin, le modèle de «capitalisme d'Etat» appuyé sur l'Histadrout, syndicat unique qui contrôle les plus grands groupes industriels et possède la seconde banque du pays et les kibboutz (véritable gouffre financier, en dehors du fait qu'ils n'ont plus rien à voir avec les kibboutz des origines), n'est plus déterminant économiquement et politiquement aujourd'hui.

7. Si le sionisme n'était que le nationalisme, n'y aurait-il pas la paix depuis longtemps?

Une «nation» imaginaire qui de surcroît fonde un Etat dans un contexte régional en pleine fermentation nationale lui-même ne peut qu'être amenée à combattre les apprentis Etats-nations qui l'entourent.

Donc effectivement annexions, colonisations, nettoyage ethnique, discriminations, et pourquoi pas un jour l'apartheid (mais pourrait-on qualifier d'«apartheid» un Etat qui ne toucherait pas aux Druzes, qui sont des Arabes musulmans?), tout l'arsenal répressif et discriminatoire est possible tant que les frontières de l'Etat ne sont pas fixées à travers un rapport de forces accepté des deux côtés.

Et, dans le cas d'Israël-Palestine, on se trouve face à beaucoup plus que deux adversaires, ne serait-ce qu'au niveau régional. Il n'y a pas d'une part des nationalismes inoffensifs, et de l'autre des nationalismes mortifères. Ils sont tous mortifères, simplement certains sont beaucoup plus aidés que d'autres par les grandes puissances ou les sous-impérialismes régionaux.

8. La phrase dans laquelle il est question des deux nationalismes semble renvoyer dos à dos occupants et occupés.

Il est indéniable que Tsahal occupe toute une partie de la «Palestine historique» ou ce que les sionistes les plus fanatiques appellent «Eretz Israël», et Tsahal contrôle l'autre partie de cette région par toutes sortes de moyens électroniques et un réseau d'espionnage. Mais il faut aller plus loin. Qui sont les «occupants» à chasser de Palestine? tous les Israéliens? En Israël, il y a des classes sociales et des partis politiques. Les Anarchistes contre le Mur ou Michel Warshawski, ce n'est pas la même chose que Olmert, Netanyahou et Livni. Pourtant ils ont tous la même carte d'identité d'«occupant».

Et «occupants» de quoi? Il n'y avait ni Etat palestinien ni Etat israélien avant la Première Guerre mondiale. 70 000 Juifs vivaient en Palestine avant la première émigration (Alyah) des années 1881-1890.

Donc tous les Juifs non nés en Palestine avant 1881 seraient des «occupants» si l'on suit cette logique.

Il est peu probable que 70 000 personnes aient pu avoir une descendance très nombreuse en un siècle. Mais disons que un million de personnes (juives) aient le «droit» de vivre en Palestine puisque leurs ancêtres y vivaient depuis vingt siècles et que tous les autres Juifs (dont le million de Juifs Russes, les 800 000 Juifs émigrés ou chassés des pays arabo-musulmans depuis 1948, et tous leurs descendants) soient des «occupants». Donc tous les Malka, Sarfatty, Bronstein et Abramovitch doivent faire leurs valises et aller où ? Imagine-t-on qu'ils pourraient revenir tranquillement dans les pays arabes où leurs ascendants résidaient depuis des siècles, y compris pour certains d'entre eux avant les invasions arabes ?

Les tenants des discours sur la «destruction de l'Etat d'Israël» (dans une perspective uniquement nationaliste) ne se posent jamais de problèmes concrets. Qui va vivre où et comment ? Qui va partir et où ?

Quant aux «occupés», les descendants des Palestiniens historiques, combien sont-ils et où vivront-ils demain ? Pourraient-ils tous revenir en Palestine, même si les 6 millions de Juifs arrivés ou nés en Israël après la Seconde Guerre mondiale s'en allaient ? Devrait-on chasser de Palestine les Arabes qui ne sont pas de «purs» Palestiniens pour former une nation palestinienne «ethniquement homogène» ?

Mais surtout, il n'y a pas que des individus ou des «peuples» dans les sociétés humaines, mais des classes sociales aux intérêts antagonistes.

Donc quelles sont les classes sociales parmi ces «occupés» ? Comment s'organisent-elles ? Comment les prolétaires, les sans-réserves s'organisent-ils en Palestine et autour de quelles idées politiques ? Ces questions ne sont jamais abordées par la quasi totalité des «antisionistes».

Des deux côtés, il y a des exploités et des exploités. Pour le moment il semble que, du côté israélien, malgré tous les problèmes économiques et sociaux que rencontre ce petit Etat, la majorité des exploités juifs soient plutôt (passivement ou activement) du côté de leurs oppresseurs. En tout cas, ils votent pour des partis aux visées colonialistes et ils acceptent de porter l'uniforme un mois par an jusqu'à 45 ans et de faire le sale boulot que le gouvernement leur demande, même s'il y a tout de même une petite minorité de déserteurs et d'objecteurs de conscience.

Donc qu'est-ce qu'on fait dans une situation aussi défavorable ? On les assimile à leurs généraux, à leurs politiciens corrompus ou

criminels, ou on essaie de leur tendre la main en soulignant non pas qu'ils sont des «occupants» (ce qui les met dans le même sac que leur classe dirigeante) mais qu'ils sont surtout des exploités ?

Même problème de l'autre côté de la frontière nationale. Le Fatah (mouvement nationaliste fort peu critiqué par la gauche et l'extrême gauche pendant des décennies) s'est transformé en un groupe mafieux et corrompu. En réalité, le Fatah n'a jamais été un mouvement de masse organisant les déshérités, mais une organisation dépendant des subsides des Etats arabes et dont les membres les plus pauvres vivaient dans des camps, totalement en dehors de toute activité productive: difficile dans ces conditions matérielles qu'apparaisse un embryon de conscience de classe. Les plus riches étaient soit des hommes d'affaires, des membres classiques des classes moyennes dans l'exil, soit des apprentis fonctionnaires ou des bureaucrates. Et les tendances dites «de gauche» (FPLP, FDPLP) n'avaient pas non plus une implantation sociale significative, leur idéologie n'avait rien de socialiste et leur existence reposait sur le soutien et les subsides d'autres Etats.

Le Hamas, tout comme le Hezbollah, est un parti d'ordre, qui a une logique étatique et ne remet absolument pas en cause l'exploitation de l'homme par l'homme.

La société palestinienne est tout autant traversée par des contradictions politiques et sociales que la société israélienne. La «nation» palestinienne n'est pas plus homogène que la «nation» israélienne.

C'est une des raisons pour lesquelles les dirigeants des deux «peuples» ont intérêt à la guerre. Les conflits militaires permettent de souder les rangs, d'accuser les dissidents des deux côtés d'être des traîtres (il n'y a pas que les Anarchistes contre le mur – qui d'ailleurs n'ont pas grand-chose d'«anarchistes» – qui sont accusés d'être des traîtres, c'est le cas de tous les Palestiniens qui critiquent le Hamas ou l'Autorité palestinienne).

Le choix n'est pas entre deux maux, entre deux formes de nationalisme. Il faut confronter et critiquer tout de suite les nationalistes, fussent-ils de gauche, avant qu'ils prennent le pouvoir et fassent taire toute opposition. Il faut refuser l'union nationale contre l'envahisseur et montrer que si l'on est un exploité palestinien, on n'a pas les mêmes intérêts que les chefs de l'Autorité palestinienne, les dirigeants du Hamas, ou les présidents iranien et syrien qui financent le Hamas. Car une fois qu'ils seront au pouvoir, ces nationalistes se débrouilleront (comme tous les ceux des pays arabes jusqu'ici) pour établir une dictature qui durera des années.

9. Il n'existe qu'une seule position révolutionnaire: la destruction de l'Etat d'Israël. Tu pratiques l'amalgame entre le discours visant à vider la Palestine de quasiment tous ses Israéliens «occupants» avec la problématique de la destruction de l'Etat d'Israël qui n'est pas la même, ou en tout cas pas forcément la même: les partisans de la destruction de l'Etat d'Israël dans la perspective d'un Etat binational laïque ne méritent pas d'être assimilés aux partisans d'une Palestine sans juifs.

Essayons d'envisager concrètement à quoi ce que pourrait signifier un tel mot d'ordre. Il y a 5 possibilités:

a) Un «gouvernement ouvrier et paysan» s'appuyant sur des «milices ouvrières et paysannes», juives et palestiniennes (on serait alors dans une dynamique «transitoire» et pré-révolutionnaire, inspirée du Programme de transition de Trotsky).

b) Une révolution socialiste: il ne s'agit alors pas seulement de détruire l'Etat sioniste mais aussi les Etats libanais, jordanien et syrien, pour ne parler que des plus proches.

c) Un Etat laïc binational, respectant les droits des minorités, religieuses ou ethniques, quelles qu'elles soient. En clair: il s'agit de démocratiser Israël et de faire une sorte de Grande Palestine, mais avec les deux peuples. L'Etat sioniste actuel fusionnant avec l'Autorité palestinienne, au détriment des projets intégristes, juif-sioniste et musulman.

d) Une République palestinienne qui respecterait les droits démocratiques des Juifs en tant que minorité ethnique-religieuse. L'Autorité palestinienne prendrait alors la place de l'Etat sioniste. Pour cela, il faudrait que Mahmoud Abbas respecte déjà les droits de l'homme dans son propre territoire, coupe tous liens politiques avec les intégristes et tous liens financiers avec les États arabes qui ont financé l'OLP pendant des dizaines d'années.

e) Sinon, et c'est malheureusement le plus probable, la «destruction de l'Etat sioniste» signifie exiler tous les Juifs comme les Pieds noirs algériens, les colons portugais d'Afrique, etc.

C'est d'ailleurs ce qu'un trotskyste, lors d'une discussion, a fini par m'avouer: les Juifs, «s'ils ne sont pas prêts à perdre leurs privilèges» devront quitter Israël/Palestine. Cela avait le mérite de la clarté... Un militant d'une organisation concurrente m'a écrit ne «pas savoir si l'Autorité palestinienne respecterait totalement les droits démocratiques des Juifs». En clair, il leur propose de jouer à la roulette russe...

Les «antisionistes» précisent rarement dans quelle perspective ils

militent à court, à moyen et à long terme. Ils consacrent l'essentiel de leur propagande à parler de la première phase (la destruction de l'Etat d'Israël), ce qui leur permet, entre autres, d'espérer avoir l'oreille des jeunes immigrés, ou enfants d'immigrés du Magrheb, révoltés par les crimes de l'armée israélienne en Palestine. Mais la seconde phase, elle, reste dans le flou le plus total...

10. La solution des deux Etats gardera Israël ancré dans son sionisme et la Cisjordanie dans son retard économique, chaque victoire électorale des droites de chaque côté remettra en danger la paix. Si Israël se démocratise et se «laïcise», la logique même tend vers une Palestine laïque, unifiée ou fédérale, où la lutte de classe ne sera plus constamment déviée par le nationalisme.

Sur le papier cette solution semble en effet séduisante. En tout cas, ce projet nécessite l'accord des deux peuples, et pas simplement une «laïcisation» d'un seul côté. L'exemple de la Yougoslavie et de l'Irak, et les pesanteurs nationales et religieuses, israéliennes et «arabes», juives et musulmanes, ne m'incitent guère à l'optimisme.

11. Ce texte renvoie dos à dos opprimés et oppresseurs

«Il ne renvoie pas dos à dos "un peuple opprimé et l'oppresser colonialiste" mais veut dénoncer leurs dirigeants guerriers, dénoncer tout nationalisme et préserver l'indépendance de classe en toute circonstance, sans rester pour autant dans des limbes principielles. Ce n'est pas une pétition ou un la définition d'un "axe", c'est tout simplement l'expression d'un point de vue de militants qui s'efforcent d'alerter depuis plusieurs années sur des dérives de l'anti-impérialisme de gauche. C'est pour alimenter la réflexion et non pour orienter ou ré-orienter, en docteurs ès quoi que ce soit, sur un sujet moins simple que la nécessaire solidarité immédiate aux agressés. Se retrouver dans des manifs où seul le drapeau palestinien est autorisé pose problème. Se retrouver avec une focalisation sur l'exigence d'un Etat palestinien posée avant toute action de classe et toute revendication socialiste aussi. Il ne faudrait pas que dans notre dénonciation du colonialisme israélien nous jetions l'éponge devant des tendances hégémoniques du discours et des gros bras des hamasoïdes.» (réponse d'un des signataires du texte sur Internet).

Le texte commun indique un certain nombre de points concrets précis qui devraient et pourraient être pris en compte (nous aurions dû mentionner aussi des revendications élémentaires comme le paiement de réparations au peuple palestinien et la libération immédiate des 12 000 prisonniers palestiniens) car il nous a semblé utile de rester compréhensibles et de ne pas partir dans des grands discours abstraits.

Etre pour la paix n'est pas être «pacifiste». C'est expliquer que d'autres moyens de lutte sont possibles que les bombardements ou les attentats terroristes. La lutte de classe ne repose pas sur l'affrontement d'armées professionnelles.

12. C'est comme si on renvoyait dos à dos les Français et les Algériens pendant la guerre d'Algérie.

La guerre d'Algérie n'a pas opposé «les Français et les Algériens». Elle a opposé un mouvement de libération nationale qui s'est imposé par la force contre les autres forces politiques concurrentes (y compris en éliminant physiquement le MNA, quel que soit ce que l'on peut penser de ce dernier) à une armée de professionnels et de conscrits ayant ou pas une carte d'identité française (les harkis n'étaient pas «français»...).

Si l'on voulait sortir de l'opposition voulue par les dirigeants des deux côtés, une opposition purement nationale, voire ethnique, entre deux «peuples», il fallait introduire une division de classe des deux côtés. Expliquer que les Algériens n'étaient pas obligés de cotiser au FLN, ni de partager ses positions politiques, ni de prendre les armes aux côtés du FLN et de gagner le maquis, ni de poser des bombes—qu'il y avait d'autres façons d'être opposés au colonialisme français et à son armée que les méthodes du FLN— de même, du côté «français», il fallait non seulement montrer que nous n'étions pas solidaires du régime gaulliste et de son armée, mais que nous avions aussi d'autres perspectives que simplement stopper la guerre et laisser les «Algériens» se débrouiller entre eux.

Laisser chaque peuple décider de son destin a un côté positif (le fameux «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes») quand il s'agit de chasser des troupes coloniales ou de «demander» aux colons membres des classes exploiteuses de faire leurs valises. Mais cela aboutit fréquemment, pour les soutiens de la «juste lutte du peuple» * ou Y à se laver les mains et à se désintéresser de la situation catastrophique dans laquelle ils laissent les ex-colonisés, . Une attitude internationaliste suppose d'être solidaire sur le long terme, pas simplement jusqu'à la victoire militaire de tel ou tel mouvement de libération. Sinon on n'est qu'un «porteur de valises» des futurs bureaucrates, ministres, généraux ou patrons.

Aujourd'hui il est très à la mode de parler de «respect», de dénoncer «l'impérialisme» des valeurs occidentales, le «racisme» des Lumières, etc. Si ce «respect de l'Autre» aboutit simplement à laisser les forces les plus réactionnaires et obscurantistes imposer leurs lois à leurs compatriotes, dans leur pays ou dans l'immigration, alors il ne s'agit

plus de «respect», mais de lâcheté (le refus de combattre des idées et des pratiques qu'on juge réactionnaires) et de mépris (l'idée que, puisque certaines personnes ont une «autre culture» ou viennent d'un «autre pays», elles ne peuvent pas comprendre nos critiques), sous prétexte que ces «sociétés n'ont pas la même histoire que nous», «que les classes sociales ne sont pas les mêmes», «que le capitalisme est moins développé», «que la religion là-bas est très populaire», etc...

13. Ce texte passe sous silence la question sociale en Israël et en Palestine.

Il fait explicitement référence au rôle déterminant des travailleurs. Il met en avant les intérêts communs de la classe ouvrière des deux côtés du Mur, et pas ceux de toutes les classes. De plus, il n'y a pas d'opposition entre les revendications démocratiques (dont fait partie le droit à l'autodétermination) et la lutte des classes. Les deux sont liées.

14. Tu parles de revendications et de «droits démocratiques», mais ceux-ci sont des droits que s'accorde la bourgeoisie pour que son système de contre-pouvoir fonctionne au mieux.

Le mouvement ouvrier, dès ses origines, luttait pour des droits démocratiques que justement la bourgeoisie ne voulait pas lui accorder. Et cette lutte continue et continuera. Elle ne s'est pas magiquement arrêtée en 1848, en 1870, ou en 1914 à l'échelle mondiale.

Croire que l'hostilité entre les «nations» (aussi imaginaires soient-elles de notre point de vue) tombera du jour au lendemain, c'est de la propagande. Aujourd'hui, il est impossible de croire à la disparition miraculeuse et immédiate des antagonismes entre les «peuples», les «nations» et les Etats.

Nous devons donc défendre des valeurs internationalistes en sachant que nous allons à contre-courant de ce que pense et de ce que vit concrètement la majorité de l'humanité.

On ne peut être indifférent à l'oppression nationale que subissent les Palestiniens. Certes, un Etat indépendant ne leur apportera ni le socialisme, ni la prospérité, ni la joie et le bonheur. Mais nous ne nous foutons pas de la présence des troupes israéliennes dans la bande de Gaza, ou dans les Territoires occupés depuis 1967. Nous ne pouvons pas dire que cette question ne nous concerne pas, parce que nous aurions un plan B: la Révolution Sociale Mondiale.

Dans le combat commun que pourraient mener des révolutionnaires palestiniens et israéliens, il faudrait bien qu'ils affrontent la réalité de l'occupation israélienne, la réalité de la définition des frontières actuelles, etc. Ils ne pourraient se réfugier derrière des slogans

généraux, il faudrait qu'ils avancent des revendications concrètes dont certaines pourraient parfaitement être reprises par la bourgeoisie palestinienne, ou tel ou tel parti réactionnaire.

En Irak, par exemple, à moins d'être suicidaire, on ne peut qu'être partisan du départ des troupes américaines, même si cela fait le jeu de la bourgeoisie locale.

Il en est de même des troupes israéliennes, il faut bien qu'elles se retirent, dans un premier temps, d'un territoire dont on devra, dans l'état des rapports de force actuels, déterminer les limites territoriales concrètes. Il est peu probable que l'on arrive immédiatement au communisme intégral sur le territoire correspondant au Grand Israël ou à la Grande Palestine.

15. «Croire que l'hostilité des "nations" tombera du jour au lendemain serait de la propagande», selon toi. Il ne s'agit pas d'une croyance, mais d'une nécessité objective. Ce que tu prends pour une réalité («le droit d'un peuple à disposer d'un territoire») est un combat d'une autre époque, celle de la constitution de l'Etat-nation contre le féodalisme. La période des luttes de libération nationale était close, et, depuis la Commune, la révolution se doit d'être directement sociale. Tu places les «antagonismes entre les peuples, les nations et les Etats» (que la bourgeoisie capitaliste distille et entretient tous les jours) comme ayant une puissance telle, qu'ils surpassent l'antagonisme de classe. Si nous devons aujourd'hui manifester dans les rues, ce n'est pas en faveur d'une cause palestinienne ou israélienne, qui sont justement les facteurs de guerre en permanence, mais pour la cause ouvrière, notre cause. La lutte contre la guerre ne peut se faire que sous le drapeau de l'internationalisme. Il ne faut jamais perdre de vue, que dès que la question sociale émerge, les Etats en apparence ennemis se mettent d'accord pour écraser «humainement» la question sociale.

J'ignore ce qu'est une «nécessité objective» pour toi.

A mon avis tu confonds le registre de la volonté (ce que nous souhaitons en tant que révolutionnaires, ce que les travailleurs – quand ils luttent – peuvent vouloir et réaliser) et ce dont ont besoin les sociétés de classe. La «nécessité objective» pour les sociétés de classe, leurs dirigeants (qui ne se limitent pas à la «bourgeoisie capitaliste», sinon cela fait belle lurette que ces sociétés auraient disparu) et le bloc social qu'ils constituent avec une partie des classes dominées est de continuer à vivre et prospérer.

La «nécessité objective» dont tu parles n'est «que» le produit de notre révolte contre l'exploitation, de notre analyse du système capitaliste et

de notre hypothèse qu'un autre système fonctionnerait de façon plus juste. Croire qu'un autre système effacerait par magie toutes les contradictions sociales, y compris celles qui préexistaient au capitalisme, et qu'il suffirait de liquider physiquement tous les «méchants» (les bourgeois capitalistes, mais la liste des «suspects habituels» est beaucoup plus longue) correspond à une vision typiquement religieuse.

Répéter des mantras (du type «La lutte contre la guerre ne peut se faire que sous le drapeau de l'internationalisme») permet de ne pas réfléchir aux obstacles très concrets qui sont sur notre chemin. Affirmer que la période des luttes de libération nationale est close depuis 1870 ne correspond pas à la réalité. Les luttes de libération nationale se sont pleinement développées à partir du premier tiers du XX^e siècle, et surtout après la Seconde Guerre mondiale.

16. Vous prétendez que la religion a un rôle de premier plan au Proche et au Moyen-Orient. Pour quelle classe sociale, voilà la question ?

Mentionner l'existence de conflits à dimension religieuse (l'expression «guerre de religions» incluse dans le texte prête à confusion) n'est pas du tout un point de détail quand la plupart des courants sionistes, y compris athées, s'appuient, à un titre ou à un autre, sur la Bible et que la Charte du Hamas revendique la véracité des enseignements du Coran et de la Sunna. Quand le Conseil français du culte musulman et toutes sortes d'organisations musulmanes appellent à des manifestations tout comme le CRIF, du côté adverse. Quand on chante des chants religieux dans toutes les manifestations «propalestiniennes» en Europe. Ou quand (par «dérision», paraît-il), les Anarchistes contre le mur crient «Alla ouakbar» en Israël. On est en pleine confusion politique. En France, très concrètement la question de l'islam a commencé par se poser dans les usines dans les années 1980 quand les travailleurs musulmans ont réclamé des salles de prière (par exemple à Simca Poissy en 1982) et que la CGT leur a emboîté le pas et les a accompagnés dans leurs démarches.

Si l'on prend le cas de l'Amérique latine, on voit que l'Eglise catholique a joué un rôle fondamental dans le mouvement ouvrier, dans les syndicats, dans l'organisation des luttes dans les bidonvilles, dans le mouvement des sans-terre, etc. Que cela nous plaise ou non ! Idem dans la plupart des pays dits «arabo-musulmans» où des mouvements politico-religieux comme les Frères musulmans, le Hamas ou le Hezbollah, ont une base de masse.

Il faut donc se demander pourquoi les prolétaires s'intéressent tant à la religion ou à la défense de la nation— et ne pas se contenter de faire une référence intemporelle à la primauté des facteurs économique-sociaux ou de la lutte des classes.

17. Comme les socialistes du XIX^e et du XX^e siècle, les préconisaient, les travailleurs juifs et ex-juifs auraient dû s'intégrer dans le mouvement socialiste du pays où ils habitaient (et s'intégrer plus généralement dans ce pays, comme la plupart des gens d'origine juive l'ont toujours fait) et non pas chercher à établir un Etat juif.

Les travailleurs juifs en France, en Allemagne et surtout dans l'est de l'Europe ne se sont pas mobilisés en masse pour le sionisme. La plupart des militants ouvriers (y compris ceux du Bund en Russie d'abord puis en Pologne) ont fait le choix du socialisme pas du sionisme !!!

Quel a été le résultat ? Les sociaux-démocrates et les staliniens (qui en avaient les moyens organisationnels grâce à leurs partis et à l'URSS) n'ont pas jeté toutes leurs forces militantes contre l'extermination des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Les «communistes» (les staliniens), les anarchistes et les trotskystes n'ont pas compris l'importance historique du génocide juif ni pendant la Seconde Guerre mondiale ni surtout dans leurs analyses immédiatement après 1945. La création de l'Etat d'Israël a eu lieu plus de TROIS ans après ce génocide et ce n'est pas un hasard si une grande partie de ceux qui ont combattu en Palestine les armes à la main contre les armées arabes sortaient des camps de concentration. Et l'Etat d'Israël ne leur a fait aucun cadeau, ils n'ont bénéficié d'aucun traitement de faveur, bien au contraire. Jusqu'au procès Eichman (1963) les gouvernements israéliens (tous travaillistes jusqu'en 1977) ne mettaient pas particulièrement en avant le judéocide et n'avaient guère d'estime pour les Juifs d'Europe centrale qui s'étaient, selon eux, fait tuer «comme des moutons» à l'abattoir.

Reprocher aux Juifs de n'avoir pas voulu «s'intégrer» à cette Europe raciste, antisémite, colonialiste et capitaliste qui a précédé la Seconde Guerre mondiale, est absurde et contraire à la réalité historique.

De toute façon, ce n'était pas aux Juifs de «s'intégrer», c'était au mouvement ouvrier d'ouvrir ses bras aux travailleurs juifs et de les protéger contre les pogroms, les discriminations et l'antisémitisme. Ce qu'il n'a pas fait.... Pas plus d'ailleurs que les Etats bourgeois démocratiques européens, ni que les Etats-Unis durant la Seconde Guerre mondiale.

18. Les sionistes ont réussi à créer un Etat, mais qui ose dire qu'ils ont réussi à faire diminuer l'antisémitisme ? C'est tout le contraire: sans l'Etat d'Israël, il y aurait beaucoup moins d'antisémitisme.

Les Juifs ne sont pas responsables de l'antisémitisme. Pas plus que l'Etat d'Israël. Ce sont les antisémites qui sont responsables de leur haine, de leurs pensées et de leurs actes antisémites.

De plus, le but d'Israël n'a jamais été de faire «diminuer l'antisémitisme». Les courants sionistes majoritaires (si l'on écarte Ber Borochov et le Paole Zion qui souhaitaient une société et un Etat juif indépendant pour qu'enfin une lutte de classe claire éclate entre patrons et ouvriers juifs et que l'on arrive ainsi au socialisme) partaient d'un point de vue profondément pessimiste sur la permanence de l'antisémitisme, d'un bilan historique négatif de l'histoire du peuple ou plutôt des peuples juifs. Leur objectif affiché était et est encore de défendre militairement les Juifs, pas de convaincre les méchants antisémites.

Quant à affirmer que, sans l'Etat d'Israël, il y aurait «moins d'antisémitisme», c'est oublier que le génocide juif a eu lieu avant 1948. Quelque chose de pire que le judéocide et l'assassinat de 6 millions de personnes peut-il désormais arriver aux Juifs?

Les différentes formes de sionisme sont effectivement le produit d'une vue nationale-identitaire égoïste, étriquée, réactionnaire à tous les points de vue et qui nourrit la haine nationale et religieuse dans le monde arabo-musulman. Si la haine nationale est nouvelle, la haine religieuse est pluriséculaire.

Cette haine religieuse ne date pas de 1948. Le statut des dhimmi dans l'islam, les citations antijuives du Coran⁴ qui sont reprises dans la Charte du Hamas ont 13 siècles d'existence. Même si jamais les Juifs n'ont été persécutés dans le monde arabo-musulman comme ils l'ont été dans le monde chrétien, les Juifs étaient considérés comme des êtres juridiquement, socialement, religieusement et humainement inférieurs⁵.

L'antijudaïsme religieux musulman a préparé l'antisémitisme moderne qui s'est implanté dans le monde musulman à partir des années 30 et s'est bien sûr développé après 1948 avec la création d'Israël.

4

⁵ Cf. dans Islam, islamisme, «islamophobie», compil n° 2 de *Ni patrie ni frontières*.

A ce moment-là la haine religieuse pluriséculaire, la haine raciale (introduite par la propagande nazie dans le monde arabo-musulman) et la haine nationale contre Israël ont formé le cocktail explosif que nous connaissons désormais. Mais les deux premiers éléments de ce cocktail mortifère sont antérieurs à la création de l'Etat d'Israël.

Il est évident que la création d'Israël n'aide pas les antisémites à devenir plus tolérants vis-à-vis des Juifs, et n'aide pas non plus les musulmans à devenir plus tolérants vis-à-vis des juifs. Mais les uns comme les autres sont les premiers responsables de leurs préjugés, ou de leurs actes.

Un dernier exemple le montre bien, celui de la Pologne. L'antisémitisme y perdit alors que c'est le pays d'Europe où le plus de Juifs (en chiffres absolus et relatifs) ont été exterminés et que la communauté juive y est aujourd'hui totalement groupusculaire. Il n'y a donc aucun lien mécanique entre la présence de Juifs, la taille d'une communauté juive dans un pays et la virulence de l'antisémitisme⁶.

Si des militants socialistes commencent à penser que ce sont les Juifs (ou les sionistes ou Israël) les premiers responsables de l'antisémitisme, on comprend mieux pourquoi et comment le judéocide a pu avoir lieu. Avec de tels «amis» et de tels arguments («Vous êtes responsables de l'antisémitisme»), les Juifs et les juifs ont intérêt à ne compter que sur eux-mêmes et surtout pas sur de tels socialistes !

19. Ni patrie, ni frontières adopte une position totalement pro-sioniste, c'est-à-dire pour une «patrie» juive.

Comme le disait Lénine au sujet du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le droit au divorce n'équivaut pas à l'obligation de divorcer. Le droit démocratique de former un peuple avec des droits à l'autonomie culturelle et territoriale (comme le défendait le Bund dans le mouvement ouvrier russe puis polonais contre le sionisme) ou à l'indépendance nationale est un droit démocratique comme d'autres.

Il n'appartient ni à un individu, ni à un parti ni à un Etat, quel qu'il soit, de refuser ce droit. Par contre, nous devons en souligner les limites, les impasses, d'un point de vue socialiste, révolutionnaire. Et proposer une solution plus globale. Mais nous ne pouvons nous contenter d'anathèmes généraux contre le sionisme, tout en soutenant le nationalisme palestinien, arabe, ou autre.

20. Israël commet un génocide en Palestine et vous pinaillez sur les mots en parlant de massacres.

⁶ Cf. les articles d'August Grabski

Etablir des différences entre un massacre et un génocide est tout aussi important que de faire la différence entre une dictature militaire et un régime fasciste. Et ce n'est pas embellir Pétain ou Pinochet que de dire qu'ils ne dirigeaient pas des régimes fascistes. Bien sûr, cela ne change rien au sort, et souvent rien non plus au nombre, de leurs victimes.

Dans le cas du Rwanda, toute une discussion a eu lieu pour savoir s'il y avait eu un «double génocide», ou un génocide d'un côté et des massacres de masse de l'autre. Et ceux qui parlaient d'un «double génocide» avaient des intentions fort peu louables. Cette discussion n'est donc pas académique. Il s'agit de ne pas rester au niveau de l'indignation morale (le génocide – et en particulier celui des Juifs – étant considéré comme le Mal Absolu), mais de procéder à des analyses politiques différenciées pour définir ensuite une stratégie appropriée.

Si effectivement l'armée israélienne est en train de commettre un génocide à Gaza ou en Palestine, alors il faut être clair: les conscrits israéliens doivent non seulement désertier mais s'engager immédiatement dans les troupes du Hamas. C'est cela qu'impliquerait concrètement lutter contre un génocide en Palestine, certainement pas faire une gentille petite manif autorisée par l'Etat «génocidaire» à Tel Aviv. Les Anarchistes contre le Mur et Michel Warshawski parlent peut-être de «génocide» dans leurs textes, mais ils ne mènent pas une lutte armée contre les prétendus «génocideurs»– c'est donc bien qu'ils font la différence sur le terrain (même s'ils ne la font pas dans leurs écrits) entre une armée dans laquelle, ou face à laquelle, on peut encore espérer faire un travail politique et une armée menant un génocide.

Idem pendant la guerre d'Algérie pour les soldats français. Il était absurde de chercher à mener un travail politique dans l'armée si l'on pensait qu'il s'agissait d'une armée génocidaire. Il fallait rejoindre la lutte armée du FLN, tuer les génocideurs et... discuter ensuite.

Notre «pinailage» a donc des conséquences concrètes non négligeables.

21. L'expérience de la Seconde Guerre mondiale a gagné beaucoup d'adhérents à la cause sioniste.

Pour les Juifs et les juifs la Seconde Guerre mondiale n'est pas une simple «expérience». C'est un génocide qui a vu disparaître 6 millions de juifs (religieux) et de Juifs (appartenant aux peuples juifs). C'est une question de vie ou de mort, la question la plus importante pour un être humain.

C'est la guerre mondiale qui a sapé les bases économiques et sociales qui permettaient l'existence de Juifs non sionistes et qui les a, avec le nazisme et le stalinisme, éliminés physiquement.

22. La création d'Israël en tant que «patrie juive» n'était pas la solution aux problèmes des travailleurs d'origine juive.

Du point de vue du socialisme, sans aucun doute. Du point de vue de l'autodéfense dans le cadre du système capitaliste tel qu'il est, personne pour le moment n'a trouvé de meilleure solution que de disposer de milices armées, de soldats, voire d'un Etat, pour se défendre contre un génocide. Nous défendons un autre programme (le socialisme), nous prônons d'autres méthodes (la lutte des classes), mais nous devons tenir compte de notre isolement. La critique que tu exprimes ne peut être comprise que par une personne déjà convaincue qu'il faut une révolution sociale et qui serait prête à organiser des milices armées contre tous les Etats bourgeois et tous les mouvements nationalistes ou religieux.

23. L'intégration des Juifs se poursuit pourtant dans cette société. Ils n'ont donc nullement besoin d'un Etat spécifique.

De notre point de vue, communiste, les individus – juifs ou pas – n'ont nullement besoin d'Etats. Mais, sous le capitalisme, dans la situation actuelle, qui mène «l'intégration» ? L'Etat bourgeois. En France, il s'agit d'ailleurs beaucoup plus d'un processus d'assimilation que d'une intégration. En clair, l'Etat demande à une personne dont les parents et les grands-parents ne sont pas nés en France de rompre tout lien avec la culture, la religion, etc. , de sa famille et d'adopter la religion républicaine. D'oublier sa couleur de peau (ce qu'aucun Français «blanc» n'oublie pourtant de lui faire remarquer), son nom (idem) et la religion de ses parents ou grands-parents (idem).

Pour ce qui concerne spécifiquement les Juifs européens, religieux ou pas, entre la fin du XIX^e siècle et la Seconde Guerre mondiale, leur tendance a toujours été plus à l'assimilation qu'à la constitution d'une communauté fermée gardant ses particularités culturelles ou religieuses. Et même depuis 1945, les Juifs religieux (une minorité) font de plus en plus de mariages «mixtes».

Les grands bourgeois et petits bourgeois français juifs, bien intégrés ou assimilés, étaient hostiles à l'arrivée des réfugiés juifs prolétaires qui fuyaient la misère, le fascisme, le nazisme ou les dictatures d'Europe centrale avant-guerre. De même, chaque génération d'immigrés en France a tendance à rejeter les vagues plus récentes ou au minimum à s'en démarquer vigoureusement pour être «acceptée» par les Franco-

Gaulois. Les Portugais rejettent les «Arabes», les «Arabes» les Africains d'Afrique subsaharienne, les Africains les Asiatiques, etc.

Il faut surtout souligner que le mouvement ouvrier français ne s'est jamais massivement battu contre l'interdiction du travail de la fonction publique aux étrangers, l'interdiction du vote aux étrangers, l'interdiction ou l'établissement de quotas dans certaines professions, etc. Pas plus qu'il ne se bat aujourd'hui pour l'attribution d'une carte de séjour de 10 ans à tous les sans-papiers. Quant aux groupes d'extrême gauche ou libertaires, ils n'ont jamais prouvé aux prolétaires des pays coloniaux hier et ex-coloniaux aujourd'hui qu'ils s'intéressaient vraiment à eux. Ou s'ils l'ont tenté, ils ont jusqu'ici lamentablement échoué, comme en témoignent leurs effectifs, leurs cadres politiques et leurs dirigeants.

24. La plupart des juifs (et désormais un nombre croissant de musulmans) s'intègrent dans les sociétés et l'ont toujours fait.

On peut changer de religion, changer de nom, mais on n'est jamais à l'abri des persécutions religieuses, «raciales» ou «ethniques», comme en témoigne tout l'arsenal des lois antisémites en France sous l'Occupation, qui étaient même plus sévères qu'en Allemagne.

Cette épée de Damoclès oscille sans cesse au-dessus de ta tête si tu n'es pas un «autochtone» en Europe. Si tu es juif, issu d'une famille vivant depuis quelques siècles en Occident. Si tu es musulman depuis quelques décennies en Europe. Si tu viens d'Asie, d'Amérique latine ou d'Afrique. L'«intégration» dont tu parles (ou l'assimilation que souhaitent les Etats bourgeois) risque d'être remise en cause à tout moment dans ce monde capitaliste. Cette situation toujours fragile pour les «allochtones» est une des raisons objectives qui permet aux mouvements identitaires de perdurer, voire de prospérer, dans les communautés minoritaires. Les bonnes intentions et les proclamations anationalistes ne suffisent pas.

25. On trouve des juifs et des ex-juifs dans tous les partis politiques.

Un «ex-juif» (avec une minuscule) est quelqu'un qui rejette sa religion, ce qui est parfaitement possible. Par contre, il est difficile pour quelqu'un d'être un ex-Juif (avec une majuscule), si l'on admet qu'il existe un ou plutôt des peuples juifs. Il se trouvera toujours un bureaucrate raciste pour remonter dans sa généalogie. En tout cas, c'est l'expérience qu'ont eue les Juifs dans le monde capitaliste occidental et dans les pays arabo-musulmans. On peut comprendre leur méfiance et leur inquiétude, sentiments bien sûr manipulés par les médias communautaires juifs et par les courants politiques sionistes ou pro-

israéliens. Comprendre ces sentiments suppose de leur opposer des propositions concrètes.

26. Mieux vaut suivre et défendre le choix de ceux qui ont choisi l'intégration.

Obama peut dire qu'il est un Américain «post-racial». N'empêche que 98% des Noirs américains (toutes classes confondues) ont voté pour lui contre seulement 25 % des ouvriers blancs américains.

Nier sa couleur de peau, nier ses origines géographiques, nier la religion ou la culture de ses parents ou grands-parents, n'a guère de sens dans un monde ou une société qui valorise la couleur de peau, les origines nationales, ethniques, religieuses, etc. Il n'y a aucune raison d'avoir honte de sa couleur de peau, de l'origine nationale de ses parents ou de la religion ou de la culture de ses grands-parents. Un être humain a plusieurs identités: de classe, sexuelle, familiale, nationale, religieuse ou athée, culturelle, etc.

Si l'on veut taire ses origines, les autres, eux, avec leurs préjugés et leurs actes hostiles te les rappellent toujours très bruyamment !

Donc si notre idéal reste un monde sans patrie ni frontières, nous militons aussi dans le monde réel et devons tenir compte des préjugés, des passions et des haines des personnes que nous côtoyons tous les jours. Il nous est impossible d'ignorer les origines d'autrui. Nul ne peut prétendre être seulement un «être humain» sans langue spécifique, ni couleur de peau, ni sexe, ni nationalité, ni... toutes sortes d'autres déterminations culturelles et sociales. Les êtres humains «purs» n'existent que dans le royaume de la fiction ou de la propagande.

27. Israël n'est qu'un pion des Etats-Unis.

Le Hamas est lui aussi un pion dans le Grand Jeu qui se déroule au Moyen-Orient, et pas seulement un mouvement de libération nationale qui aurait une base populaire. Ce n'est pas un hasard si Khaled Mechal vit et dirige le mouvement à partir de la Syrie. Ce n'est pas un hasard si l'Iran finance ce mouvement: c'est parce qu'il veut jouer un rôle dans la région.

Il faut aussi rappeler qu'Israël a été béni au départ par les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'URSS. Et que les armées arabes auraient écrasé les troupes «sionistes» en 1948 sans l'aide militaire décisive de l'URSS. Signalons que la guerre d'octobre 1956 a été menée par Israël contre l'avis des Etats-Unis (à l'époque ces derniers soutenaient Nasser), mais avec le soutien militaire de la France de Guy Mollet et la Grande-Bretagne d'Anthony Eden. Les Etats-Unis ne deviendront véritablement «pro-israéliens» que sous Kennedy.

28. Il faut soutenir le Hamas comme il fallait soutenir le FLN pendant la guerre d'Algérie.

Le Hamas au départ a été soutenu en sous-main par Israël contre l'OLP... Il est donc assez cocasse de la présenter comme un mouvement indépendantiste pur et dur. Puis il est devenu le bras armé de la Syrie et de l'Iran. La comparaison avec le FLN est critiquable, car à l'époque les liens financiers et géopolitiques du FLN avec d'autres Etats étaient sans commune mesure avec ceux du Hamas aujourd'hui et avec le rôle géopolitique de ce mouvement (d'ailleurs il semble lui-même divisé en plusieurs tendances).

Refuser de tenir le langage de la lutte des classes, refuser de mentionner qu'il existe une classe ouvrière israélienne, qu'il existe des classes ouvrières dans tous les pays arabo-musulmans c'est mettre son drapeau dans sa poche. C'est ce que font tous ceux qui n'ont que le mot «peuple» à la bouche.

Il suffit de lire les textes des femmes palestiniennes reproduits dans la compil' de notre revue: Islam, islamisme, islamophobie. Ecrits dans les années 90, ils décrivent précisément comment le Hamas a progressivement contrôlé le quotidien des Palestiniens et surtout des Palestiniennes. Et à l'époque le Parti de la Résistance islamique n'avait pas encore le pouvoir à Gaza !

Seuls les «gauchistes» occidentaux croient que le Hamas va «libérer» la Palestine. Il n'est bien sûr pas question de soutenir les actions de l'armée israélienne, il faut évidemment les dénoncer, mais nous ne pouvons pas nous payer de mots: prétendre que l'on soutient le peuple palestinien quand on soutient le Hamas est une fumisterie.

Souhaiter le départ des troupes israéliennes de la bande de Gaza et des Territoires occupés, c'est une chose. Soutenir le Hamas c'en est une autre.

Ni patrie ni frontières

* Sur l'article

«Israel/Palestine : guerre et génocide»

« Dans la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe–
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe–
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle–
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe–
- e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.»

Tel est le contenu de l'article II de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide adoptée par l'assemblée générale des Nations unies le 9 décembre 1948. Le texte de Will Barnes débusque bien l'origine de la confusion politique orchestrée par les gauchistes, certains libertaires et d'innombrables internautes «progressistes» quand ils utilisent l'expression de «sionazis» ou qu'ils comparent l'encerclement de Jenine avec celui du ghetto de Varsovie pendant la Seconde Guerre mondiale.

Deux dimensions manquent, selon nous, dans cet article :

a) l'exposé des motivations pour lesquelles des militants «révolutionnaires» opèrent cette confusion à propos d'un Etat qui regroupe une bonne partie des Juifs et des juifs vivant sur cette planète. En clair, le démontage des mécanismes de l'antisémitisme de gauche, ou du moins des mécanismes qui renforcent, volontairement ou pas, cette idéologie –

b) une mise en parallèle entre l'usage abusif du terme génocide et celui de violence. On sait que dans le discours «féministe» ou «antiraciste», relayé maintenant par toutes les institutions internationales et les médias, il n'existe plus de limite entre les formes de violence, symbolique et réelle : une réflexion sexiste, une plaisanterie raciste sont rangées sous la même catégorie générale de «violence» qu'un viol ou qu'un meurtre raciste. Cette confusion théorique, caractéristique du gauchisme postmoderne, des ONG

luttant pour les droits de l'homme et de...l'ONU aurait gagné à être soulignée, ne serait-ce que de façon brève.

Ni patrie ni frontières

* Israël-Palestine:

Guerre et génocide

Pour adopter une position internationaliste sur la phase actuelle du conflit israélo-palestinien il faut commencer par clarifier trois questions essentielles.

* Tout d'abord, le sens et la signification du terme «génocide».

Il existe une définition étroite, classique, et une définition bourgeoise-humanitaire de ce terme. Au sens étroit, traditionnel, qui est extrêmement répandu, les pratiques génocidaires coïncident avec l'assassinat organisé, et pas seulement avec l'assassinat de masse. Il s'agit de «l'extermination», de la «liquidation» ou de l'«anéantissement» d'un groupe ethnique, d'une nationalité ou d'un peuple en tant que tel.

Au sens large, le génocide est un concept développé par Raphaël Lemkin (auteur du livre *Axis Rule in Occupied Europe: Laws of Occupation - Analysis of Government - Proposals for Redress*, publié par la Fondation Carnegie pour la paix internationale en 1944, et traduit en France sous le titre *Qu'est-ce qu'un génocide ?*, 63 ans plus tard, aux Éditions du Rocher, NdT), comme une réponse à la crise générale du Capital et, plus spécifiquement, en réaction à la guerre barbare d'agression et de domination menée par les nazis en particulier dans l'Est de l'Europe.

En ce sens, le terme de génocide concerne l'intégrité et l'identité des groupes en tant que groupes (peuples, nationalités, ethnies): les pratiques génocidaires visent à l'extinction des institutions productives, socio-culturelles et politiques (lorsque ces dernières existent) qui sont des formes d'expression tacites de l'irréductible subjectivité, de l'Esprit* (Geist) populaire. Les pratiques génocidaires prennent essentiellement pour cible (même si ce n'est pas toujours consciemment) cet Esprit lui-même, à savoir, l'irréductible subjectivité sociale constituée par les sensibilités émotionnelles et morales, les loyautés, les tabous et les interdits communs qui donnent naissance à un ensemble cohérent de mœurs et de coutumes, fournissant ainsi à ces peuples et ces groupes sociaux une identité et une cohésion sociales.

En ce sens, les pratiques génocidaires (refus de l'utilisation de la langue, expropriation des terres des groupes dont l'activité est essentiellement agricole, destruction totale de l'infrastructure et des installations médicales, etc.) qui visent à la destruction d'un groupe en

tant que groupe, en particulier ethnique ou national, peuvent en principe être déployées sans la perte immédiate d'une seule vie, même si, pour mener ce processus à son terme, elles impliquent nécessairement la destruction, le meurtre des membres de ces groupes.

Le second sens, plus large, du terme génocide est celui qui figure dans un document tout à fait inapplicable de l'ONU : la Convention sur le génocide, plus précisément son article II. (Richard Lemkin a été personnellement impliqué dans sa rédaction.) La Convention sur le génocide, tout comme l'ONU, est le produit de l'évolution de la société bourgeoise, et ce dans un sens qui n'a rien de banal. D'une part parce que sans l'humanisme des Lumières, l'existence de ce document serait inconcevable, et, d'autre part, parce que les deux principaux organes de l'ONU sont des cadres institutionnels permettant de régler les problèmes de la classe dirigeante. L'Assemblée générale de l'ONU est une assemblée de voleurs, de voyous et d'assassins – quant au Conseil de sécurité, il s'agit d'un organisme plus sélectif dont les membres permanents représentent les grandes puissances impérialistes, et donc lui aussi des voleurs, des voyous et des assassins.

En d'autres termes, même si nous trouvons répugnantes les pratiques génocidaires, nous, marxistes, ne nous réclamons pas de la Convention de l'ONU sur le génocide, car ce document ne joue pas un rôle fondamental dans notre critique de la société capitaliste.

Sur le plan historique, ce texte est mystificateur et sème la confusion. D'une part, il permet à certaines sociétés parlementaires (qui en général sont aussi les grandes puissances impérialistes) de se faire passer pour «démocratiques» dans un sens anhistorique et privé de toute perspective de classe – et, d'autre part, ce document présente comme fondamentaux et cherche à fortifier des groupes (ethnies, peuples, nations) socio-historiquement constitués, mais qui sont, sous leur forme actuelle, des éléments démographiques de l'ordre mondial du Capital que nous souhaitons dépasser.

Les deux sens, étroit et large, du terme génocide, sont régulièrement confondus, mélangés.

Au sens étroit-classique du terme, l'État d'Israël (c'est-à-dire, ses forces armées bien organisées et très structurées) n'est pas engagé dans un génocide. Au sens large du terme, employé par les humanitaires bourgeois de tous bords, oui, bien sûr, les forces armées de l'État israélien sont engagées dans un génocide. Personne ne doute de l'absence totale d'équivalence morale entre une poignée de roquettes et un assaut aérien et terrestre mené par une puissante force militaire.

Mais ce n'est pas ce qui est en cause dans la discussion sur le génocide...

Au sens large, la destruction des terres et des cultures, des usines et de tous les équipements (moyens de production, infrastructures), et même, dans une certaine mesure, de l'environnement bâti, c'est-à-dire des paysages urbains quand ils peuvent être distingués des sites industriels, une telle destruction de la substance objective de l'ennemi caractérise la doctrine militaire des armées nationales (c'est-à-dire bourgeoises) au moins depuis que les stratèges militaires américains ont codifié la pratique des deux ailes de l'armée de Sherman**, en Géorgie, en Caroline du Nord et en Caroline du Sud à la fin (1864 - 1865) de la guerre de Sécession.

En fait, toutes les guerres «asymétriques», durant lesquelles une armée traditionnelle a affronté une force de guérilla irrégulière, à toutes les époques de l'histoire, depuis les origines de l'agriculture, de la stratification de la société et de l'Etat, toutes ces guerres, donc, ont été caractérisées par la destruction de la substance objective de l'ennemi sous diverses formes historiques spécifiques.

Si je ne tiens nullement à escamoter la dimension criminelle des actions de l'Etat d'Israël, il convient de garder à l'esprit que, en tout temps, le génocide (au sens large) a été pratiqué par les États ...

Qu'est-ce que l'Etat sinon une structure fondée sur un territoire, qui cherche à s'agrandir, a des pratiques génocidaires, dispose d'une strate de fonctionnaires attachés à un pouvoir central (qu'il s'agisse d'un individu ou d'une institution), concentre et monopolise pratiquement l'usage de la force armée ? À l'époque bourgeoise, cet Etat se caractérise comme une force institutionnelle «publique» séparée qui se dissimule sous un masque d'objectivité tout en se distinguant de la société, c'est aussi une structure où les capitalistes antagonistes forgent leur unité.

* Mais ce qui est aussi en question dans la discussion sur le génocide, c'est la «qualification» de la criminalité des actions de l'État israélien.

Cette discussion repose sur une assez grave équivoque. Les Israéliens ne sont absolument pas des nazis. Au sens bourgeois-humanitaire, les actions qui constituent un génocide ont été clairement définies: selon la définition large de la Convention de l'ONU, la confiscation des terres, la destruction au bulldozer de vignobles et de vergers, l'empoisonnement des puits d'eau, la destruction des infrastructures des centrales électriques, des installations médicales et le blocus contre l'importation de nourriture et de fournitures médicales sont tous des actes de génocide.

Pour nous, marxistes, ces actions sont des moments d'une stratégie globale qui vise à réduire les terres formant une «nation palestinienne» à une série d'enclaves composées des terres les plus indésirables, politique subordonnée à l'objectif de l'État d'Israël d'augmenter les dimensions de son territoire. S'il est vrai que les Israéliens engagés dans cette quête territoriale, en particulier ceux qui appartiennent à l'armée, ont recours à des notions faisant référence à la sous-humanité de leurs adversaires (par exemple quand ils affirment que les Palestiniens sont des «fourmis»), phénomène qui apparaît chaque fois qu'un peuple organisé en nation affronte un autre peuple sur les questions de la terre, ces pratiques et ces discours ne sont pas du même ordre que ceux des nazis.

Les objectifs des nazis étaient beaucoup plus larges : l'expansion territoriale, y compris la création d'une *Grossdeutschwirtschaft* (d'une «économie de la Grande Allemagne») en incorporant la production agricole de l'arrière-pays du «Proche-Orient» allemand, cette expansion territoriale était secondaire par rapport à la création de mondes mortifères.

Ce n'était pas seulement une question de déportations, de déplacements de populations ou même de marches forcées et d'assassinats de masse.

En un sens, tout cela va bien au-delà de la Convention sur le génocide. La totalité de ces meurtres de masse souligne la spécificité des crimes nazis. Elle révèle, d'abord, au moins implicitement, que les nazis cherchaient de façon systématique, en s'appuyant sur toute la puissance de l'Etat (et même après que leur défaite apparut clairement inévitable), non seulement à exterminer des groupes sociaux et des peuples vulnérables et sans défense parce qu'ils ne disposaient pas d'un Etat (les Juifs, les Roms et les Sinti), mais à effacer totalement la mémoire des groupes nationaux (les Polonais, Yougoslaves, etc.), en tant que peuples, groupes culturellement identifiés.

Le caractère spécifique des crimes nazis réside aussi dans le fait qu'ils ne limitaient pas la notion barbare de «sous-humanité» aux peuples, aux communautés ethniques. Ces crimes étaient certes axés sur l'impitoyable extermination des Juifs d'Europe (ainsi que la déportation et l'esclavage des éléments les plus «sains» des peuples de Pologne et de Russie, les autres millions d'éléments «superflus» étant assassinés en masse). Mais les crimes nazis sont allés bien au-delà : la définition de la «sous-humanité» s'appuyait non seulement sur les origines ethniques mais aussi sur les préférences sexuelles (les homosexuels), l'âge (les vieux) et l'état de santé (les malades incurables,

les malades mentaux, et les enfants handicapés). Par ailleurs, ce furent des meurtres de masse aux motivations strictement politiques, visant les ouvriers, les socialistes et les communistes, qui ont rendu possible la réalisation des ambitions génocidaires plus vastes des nazis.

Enfin, on ne peut saisir la spécificité des crimes nazis si l'on ignore la méthode employée: ces crimes ont été systématiquement, froidement, et bureaucratiquement réalisés sur la base de la rationalité scientifique occidentale et de sa contrepartie technologique, le meurtre accompli sur une échelle de masse grâce à son industrialisation. Ces deux dimensions (échelle de masse, industrialisation) sont inséparables du capitalisme, dans lequel les camps de la mort comme univers mortifères ont pris forme. Il est crucial de comprendre que, au-delà des apparences, ce système a été au centre du génocide nazi. Le terme de «système», dans le cas des nazis, se réfère à une pratique intentionnelle, systématique, méthodique et méticuleuse qui a tenté d'identifier et de détruire la culture, puis d'«extirper», «exterminer», c'est-à-dire assassiner des êtres humains qui, selon des critères théoriques grossiers (c'est-à-dire, fondés sur une base biologique-naturelle, et, donc prétendument permanente et immuable, qui impliquait des caractéristiques comportementales, morales, et culturelles) étaient ahumains, «sous-humains», présumés inaptes, «indignes de vivre».

Aucun de ces éléments qui caractérisent l'histoire réelle des pratiques du régime nazi ne se retrouve dans le comportement de l'État d'Israël

...

* Troisième et dernier point, la question du nationalisme.

En tant qu'internationalistes, ce qui est décisif pour des marxistes (au moins ceux qui se reconnaissent dans les traditions de la gauche communiste), c'est un axe prolétarien: nous ne choisissons pas entre deux groupes nationaux qui sont en compétition. Nous ne soutenons pas, d'un point de vue militaire, politique ou autre, des formations nationalistes petites bourgeoises (ici le Hamas). Et nous ne soutenons évidemment pas les Etats, donc ici la puissance impérialiste régionale, Israël.

Si cet axe prolétarien ne peut pas être formé, il n'existe pas de solution au conflit. Il se poursuivra sans fin (et parfois de façon ouverte comme dans la dernière guerre). D'un autre côté, ceux qui appellent à la destruction du Hamas et du Hezbollah apportent, en réalité, leur soutien à la position nationaliste la plus extrémiste à l'intérieur d'Israël, position que, officiellement, même l'Etat d'Israël ne défend pas. Cette position n'est pas une position internationaliste, mais en fait, tacitement, une position nationaliste qui tient un raisonnement

similaire à celui du milieu radical, anti-raciste qui, lui, soutient les mouvements réactionnaires, parce que nationalistes anti-impérialistes, comme le Hamas.

Nous ne voyons pas de solution pour mettre fin à ce conflit, à moins que les travailleurs eux-mêmes, dans leur lutte contre le Capital, soient obligés de se retourner contre «leurs» États respectifs, à moins que des organes de double pouvoir émergent, que les États commencent à s'écrouler, et que, au cours de ce processus, se forge une unité par-dessus les frontières nationales, véritablement internationale ... Nous soutenons toute action, aussi minime soit-elle, qui avance dans cette direction. De tels événements se produisent rarement, le plus souvent quand un État subit lui-même une très forte pression, par exemple, lors de défaites militaires «catastrophiques» qui discréditent totalement les forces nationalistes et délégitiment entièrement un État.

Nous ne voyons aucune raison de devenir «réalistes» au sens où l'entendent les anti-impérialistes qui soutiennent les revendications de groupes comme Hamas. Nous ne soutenons pas les nationalistes, parce que l'expérience historique cumulée des classes ouvrières du monde entier pendant près d'un siècle nous a précisément appris comment les travailleurs ont assimilé les normes du chauvinisme, comment des révolutions ont été perdues ou dévoyées à cause du nationalisme.

À l'ère de la décadence capitaliste, les États nationaux, qui ont pris forme et se sont développés en grande partie pendant l'époque bourgeoise, sont la forme politique de sociétés divisées en classes sous l'hégémonie des strates dirigeantes capitalistes. Le rapport social fondamental qui caractérise la société est le rapport salarial, entre les prolétaires qui forment un pôle de cette relation, et les capitalistes, qui en tant que couche dirigeante de l'État national, conservent cette position dominante, au moins en partie grâce à leur hégémonie sur les travailleurs ... En soutenant des nations et des États, les nationalistes soutiennent des classes dominantes, ou ceux qui aspirent à ce statut – ils ne soutiennent les travailleurs que si ceux-ci acceptent de passer sous le joug des nations et des États, en d'autres termes, s'ils participent à leur propre répression et subordination aux intérêts de la classe dirigeante capitaliste...

Dans les conditions de la production capitaliste, c'est l'exploitation qui fonde la domination, c'est-à-dire toutes les formes et manifestations de l'oppression, de l'injustice sociale (racisme, intolérance, xénophobie, nationalisme), ainsi que le pillage rapace de la nature. Nous sommes partisans d'une émancipation humaine universelle par le biais de la révolution prolétarienne, parce que nous

considérons le prolétariat comme la première classe dans l'histoire qui ait la capacité consciente de réorganiser la société d'une manière qui renforce la liberté de l'homme en abolissant l'exploitation de classe et tout ce qu'elle entraîne ...

On peut contester la capacité historique de la classe ouvrière (du *Gesamtarbeiter*, le travailleur collectif) au niveau mondial d'assumer cette charge. C'est une autre discussion. Mais même si la classe ouvrière ne pouvait accomplir cette tâche, cela ne nous pousserait pas pour autant à soutenir les nationalistes, c'est-à-dire à abandonner notre opposition résolue au Capital.

* Will Barnes

* Notes de l'auteur

* Geist et Esprit populaire

Chez Hegel, l'«Esprit» caractérise l'être conscient de soi. Dans ce texte, j'utilise ce concept dans une dimension plus profonde, pour désigner les sentiments précognitifs et tacites, les sensibilités et les attitudes qui, en nous orientant dans ce monde, se forment dans notre pratique de la vie quotidienne. L'adjectif «populaire» se réfère ici uniquement aux groupes sociaux de base, et non à un «peuple» au sens d'une population nationale ou encadrée par un Etat. Tous ces groupes sont historiquement constitués: ils apparaissent et disparaissent au cours de l'histoire.

Quel que soit leur niveau de technicité dans l'appropriation de la nature ou des ressources naturelles, à travers l'histoire, des groupes d'individus se rassemblent et entament des activités productives. Au cours de ces interactions, des groupes sociaux, dont la position objective dans la communauté ou dans la société est similaire, développent une subjectivité partagée. Ce ne sont pas des visions du monde, des idéologies élaborées, des perspectives sur la nature, l'humanité, la société et l'État qui sont au cœur de cette subjectivité – il s'agit plutôt de loyautés communes, de sensibilités morales partagées qui englobent à la fois des comportements que l'on approuve ou que l'on sanctionne, et un sentiment commun de la justice sociale, du bien et du mal, qui ne sont généralement pas bien articulés ni définis, mais qui gîtent au cœur de cette subjectivité sociale. Les mœurs et les coutumes d'une communauté ou d'un groupe social spécifique ne représentent guère plus que ces sentiments et ces sensibilités partagés: ils sont fondamentaux, ou comme nous l'avons dit, irréductibles (en clair, rien d'autre ne les sous-tend), mais ils forment la base de l'identité sociale et de la cohésion du groupe. C'est sur cette base que

se forment des allégeances idéologiques plus élaborées, telles que le nationalisme, ou des allégeances émotionnelles envers l'Etat.

** Sherman

Il y a eu deux théâtres d'opération principaux durant la Guerre de Sécession : l'Est (principalement la Virginie, mais aussi l'ouest du Maryland et le centre de la Pennsylvanie) et l'Ouest (le Kentucky, le Tennessee et le Mississippi, et, après 1863, la Géorgie et les deux Caroline). De novembre 1862 à mars 1864, les armées de l'Union (celles du Nord) furent privées d'un commandement militaire général: les généraux menant les armées séparées dans l'Est rendaient directement compte à Edwin Stanton, le secrétaire de la Guerre de Lincoln, tandis que les armées situées sur le théâtre d'opération occidental avaient un seul commandant en la personne d'Ulysses Grant qui, à son tour, rendait compte à Stanton. En mars 1864, Lincoln nomma Grant général de toutes les armées de l'Union.

Grant nomma William Sherman commandant de toutes les forces du théâtre d'opération occidental. Il conçut une stratégie fondée sur trois théâtres d'opération visant à vaincre les armées des confédérés (les «Sudistes») sur le terrain. Ce point est important pour deux raisons. Tout d'abord, toutes les précédentes campagnes avaient été menées séparément l'une de l'autre, à la fois dans le temps et l'espace. Sans coordination, les généraux confédérés avaient pu avec succès faire passer leurs troupes d'un champ de bataille à l'autre, d'un théâtre d'opération à l'autre afin d'endiguer les progrès de l'Union. Deuxièmement, dans les précédentes batailles, les armées de l'Union cherchaient à occuper un territoire, mais pas à détruire effectivement les Etats confédérés en écrasant leurs forces armées. Généralement, les deux parties se livraient à ce qu'on appelait une guerre «molle» : après un combat sanglant entre les deux parties, l'un des protagonistes se retirait du champ de bataille et venait se réfugier dans un endroit sûr où il pouvait regrouper ses forces. Les pertes étaient souvent très élevées, mais les combats se limitaient aux affrontements entre les soldats – les moyens et outils de production privés étaient peu affectés par le conflit, quant aux biens personnels et aux civils ils étaient encore moins touchés.

En mars 1864, à partir de Chattanooga, dans le Tennessee, Grant ordonna à Sherman de poursuivre l'une des deux grandes armées confédérées jusqu'au cœur du Sud, afin de la détruire. Sherman reçut le feu vert pour mener une guerre «dure», et reprendre une pratique que les soldats des armées de l'Ouest avaient eux-mêmes initiée l'année précédente: les forces de l'Union devaient (et allaient) opérer dans le

sud du territoire, sans bénéficier de lignes de ravitaillement ou de communication. Après avoir fait le siège d'Atlanta puis incendié tout ce qui avait une valeur militaire dans cette agglomération en septembre 1864, Sherman entama une marche vers la ville côtière de Savannah. Séparant ses forces en deux ailes, son armée obligea la population du Sud à l'entretenir en expropriant son bétail, ses récoltes et ses semences. Suivant la direction principale de la marche, des trains lourdement armés écumaient la campagne et se saisissaient de toute la nourriture qu'ils pouvaient accaparer – en même temps, ils détruisaient les clôtures, incendiaient les granges et répandaient du sel dans les champs cultivés. Cette politique était intentionnellement conçue pour rendre toute aide matérielle impossible aux armées confédérées, tout en brisant la volonté des petits propriétaires terriens et des petits paysans du Sud de résister à l'avancée de l'Union.

* Qui a eu raison, les sionistes ou les socialistes ?

Encore une fois Israël se révèle être un État militariste et impérialiste. Ce n'était pas de cela que les pionniers sionistes avaient rêvé, mais c'était bien là que devait mener leur projet de création d'un État juif. Car tout État est potentiellement militariste et expansionniste, «les raisons d'État» l'emportant en fin de compte sur toute autre considération.

Les premiers sionistes voulaient établir une patrie pour les Juifs. Ils partageaient donc le mythe accepté par tous les nationalismes selon lequel l'humanité serait composée de divers «peuples», chacun d'entre eux constituant une communauté «naturelle» ayant droit à son propre territoire et à son propre État. Nous ne sommes pas parmi ceux qui pensent que tout le monde, sauf les Juifs, a ce prétendu «droit à l'autodétermination». Nous contestons dans sa totalité cette façon de voir l'humanité. Le peuple, tout peuple, est un mythe. L'autodétermination, ça ne veut rien dire.

Pour nous les hommes sont simplement... des êtres humains. La seule communauté «naturelle», c'est la race humaine, c'est l'humanité. Nous sommes tous des Terriens, des citoyens du monde. La division de l'humanité en peuples (et même en races), loin d'être un fait naturel, est éminemment politique, donc factice. Ce ne sont pas des peuples préexistants qui ont créé des États mais bien des États qui ont fabriqué des «peuples» par la propagande, par l'endoctrinement et par la répression de ceux qui refusaient de se conformer.

Ce qu'on appelle un peuple n'est en fin de compte qu'un groupe d'hommes soumis à l'autorité et aux lois d'un même État. Ce sont les sujets d'un État, ou plutôt de la classe qui contrôle cet État. Car le nationalisme, tout nationalisme, est une idéologie qui sert toujours l'intérêt, soit d'une classe qui est déjà dirigeante dans un État, soit d'une classe qui aspire à le devenir. Un peuple ne constitue donc pas une communauté, mais au contraire tout prétendu peuple est divisé en classes ayant des intérêts opposés.

Dans le cas des sionistes, il est vrai, c'était un peu plus complexe que cela. Pour établir leur État, ils avaient deux choses à faire. D'abord, convaincre les Juifs de se considérer comme un peuple, et non comme

une simple minorité religieuse. Puis convaincre un Etat impérialiste de leur accorder une terre à coloniser.

Dans leur propagande parmi les Juifs, les sionistes se sont heurtés à deux oppositions: celle de ceux qui disaient que les Juifs n'étaient que des Français, des Allemands, des Autrichiens, selon le cas, de religion israélite et devaient donc s'identifier à l'Etat où ils se trouvaient (ce que la plupart des Juifs ont toujours fait)– et celle des socialistes qui disaient (et qui disent toujours) que les travailleurs d'origine juive faisaient partie de la classe travailleuse mondiale et n'avaient aucun intérêt à l'établissement d'une prétendue «patrie juive». Avant la dernière guerre mondiale les sionistes étaient très minoritaires parmi les Juifs. Ils restent minoritaires aujourd'hui (il y a beaucoup plus de Juifs aux Etats-Unis qu'en Israël) mais les expériences terribles des Juifs européens pendant cette guerre leur apportèrent assez de recrues pour procéder à l'étape finale du projet sioniste.

Quant à la terre sur laquelle ils devaient bâtir leur Etat, pendant la Première Guerre mondiale les sionistes réussirent à convaincre le gouvernement britannique. Dans sa fameuse déclaration de novembre 1917 le ministre anglais des Affaires étrangères de l'époque, Arthur Balfour, acceptait le principe d'un «foyer national juif»... en Palestine qui allait passer sous contrôle britannique après la chute de l'Empire ottoman. Avec l'exploitation des gisements pétrolifères du Moyen-Orient l'Angleterre eut sans doute l'occasion de regretter la «Déclaration Balfour» mais les sionistes en firent plein usage. Ils amenaient de plus en plus d'immigrés juifs en Palestine provoquant, souvent délibérément, des frictions avec la population locale dont la présence gênait la réalisation de leur projet.

Après la dernière guerre mondiale les sionistes se sentirent assez forts pour forcer les choses et ils lancèrent une campagne de terreur – avec bombes, assassinats, etc – contre l'«occupant», c'est-à-dire contre les autorités britanniques qui gouvernaient toujours la Palestine sous mandat de la Société des Nations. Finalement tous les Etats impérialistes tombèrent d'accord, y compris la Russie, pour établir un Etat juif en Palestine, ou plutôt y établir deux Etats, l'un juif, l'autre arabe. C'est ainsi que le 1^{er} mai 1948 naquit l'Etat d'Israël.

Ce fut tout de suite la guerre avec les Etats de la Ligue arabe qui refusaient d'accepter ce nouvel Etat... et avec la guerre les massacres, les intimidations, les réfugiés et toutes les autres horreurs qui accompagnent toujours ces conflits entre nationalistes rivaux qui se sont arrogé le droit de parler – et de combattre, d'assassiner, de bombarder – au nom des «peuples», qui ne sont en fin de compte que

les victimes innocentes de conflits qui ne les concernent pas. L'Etat d'Israël a gagné en ce sens qu'il a survécu comme il allait gagner dans toutes les autres guerres auxquelles il a participé, en 1956, en 1967, en 1973, en 1982... Puisqu'aucun petit Etat ne peut survivre sans se lier dans une certaine mesure à l'un ou l'autre des deux blocs impérialistes qui rivalisent pour dominer le monde, Israël a dû choisir son camp. Dès le début il a choisi le camp américain et ce sont les Etats-Unis qui l'ont toujours financé et armé. Il est vrai que récemment en cherchant des «frontières sûres» Israël a été amené à s'établir comme sous-impérialisme à son propre compte mais il reste le seul allié stable qu'ont les Etats-Unis dans la région, l'Arabie Saoudite et l'Egypte pouvant facilement basculer dans le chaos comme l'Iran.

Qui donc a eu raison, les sionistes ou les socialistes ?

Les sionistes ont eu leur Etat, mais qui peut dire que les Juifs qui y habitent sont plus en sécurité que s'ils étaient restés en Europe, comme la propagande sioniste prétendait qu'ils le seraient ? L'établissement même de l'Etat d'Israël a rendu impossible la situation des Juifs qui habitaient des pays arabes, les obligeant à fuir... en Israël où ils forment aujourd'hui la majorité de la population, victimes non pas de l'antisémitisme européen mais du projet sioniste. Et les attentats antisémites en Europe n'auraient pas eu lieu si l'Etat d'Israël n'existait pas. Le seul «avantage» que les sionistes peuvent montrer, c'est le droit des Juifs israéliens d'agiter leur propre petit drapeau en entretenant les mêmes préjugés stupides et le même sentiment de supériorité envers leurs voisins que certains Etats européens d'avant-guerre encourageaient leurs sujets à montrer envers les Juifs. En même temps, les travailleurs salariés en Israël, qu'ils soient «juifs» ou «arabes», subissent les mêmes problèmes (chômage, inflation, crise du logement, etc.) que leurs frères de classe partout dans le monde, problèmes attribuables à la seule existence du capitalisme.

Ce sont donc nous, les socialistes, les antinationalistes, qui avons eu raison. L'établissement d'un «foyer national juif» n'a résolu en rien ce qu'on appelait la question juive. Il a même créé un nouveau problème tout à fait identique, «la question palestinienne». Ceux qu'on appelle «les Palestiniens» (prétendu peuple, non juif – et non bédouin ? – de l'ancienne division administrative de l'Empire ottoman de ce nom) sont, eux aussi, des Terriens ayant le même droit de vivre en paix et en sécurité que ces autres Terriens qu'on appelle «les Juifs» (prétendu peuple, constitué facticement d'une secte religieuse). Mais ils risquent fort de déchanter s'ils suivent les «sionistes» palestiniens du Fatah et du

Hamas qui prêchent pour l'établissement d'«un Etat palestinien» comme solution à leurs problèmes.

Le Fatah et le Hamas n'ont rien à offrir aux travailleurs palestiniens sauf un nouvel Etat où les dirigeants de ces organisations régneraient sur eux en nouveaux maîtres. S'ils ont des doutes à ce sujet, ils n'ont qu'à regarder vers les autres pays arabes.

Ni l'établissement d'un Etat palestinien, ni la destruction d'Israël, ni même une confédération israélo-palestinienne ou israélo-jordanienne ne résoudrait les problèmes des gens de cette région. Aussi longtemps que le capitalisme existera, le Moyen-Orient sera condamné à rester un panier de crabes à cause des rivalités impérialistes à propos du pétrole et des points stratégiques pour contrôler et protéger la route de pétrole.

La seule solution reste l'établissement d'un monde socialiste où tous les êtres humains, quelles que soient leurs origines ou leurs traditions, seront membres égaux d'une communauté humaine vivant en paix, en sécurité et dans l'abondance sur la base de la possession commune des ressources de la Terre. C'est vraiment la seule façon d'éviter d'autres Gaza, à Beyrouth, à Damas, à Bagdad... à Jérusalem.

Mouvement socialiste mondial

* Un problème fort mal posé

Dans le texte précédent, Socialisme mondial a tout à fait raison de critiquer des notions comme celles de «peuple», «nation», «race», etc. On peut d'ailleurs également ajouter (même si personne ne lit plus ce type de texte d'aujourd'hui) que ce genre de position (le «soutien inconditionnel aux luttes du peuple» * ou Y) découle directement des thèses de la Troisième Internationale au sujet de la question nationale et coloniale. Elle est étroitement liée à la façon dont l'Etat soviétique (sous la direction de Lénine et Trotsky) a essayé de se défendre et de se maintenir en vie, en concluant des alliances avec des mouvements de libération nationale et des mouvements religieux (notamment islamiques), afin de bloquer ou de lutter contre l'intervention impérialiste contre l'URSS, quitte à laisser massacrer les communistes locaux comme en Turquie puis (après la mort de Lénine) en Chine. On peut retrouver aussi cette idée chez Marx ou Bakounine au XIX^e siècle, mais le monde d'aujourd'hui est davantage vu avec les lunettes d'un Lénine mal digéré que celles d'un Marx bien digéré, du moins par la plupart des militants, quelle que soit leur tendance... De toute évidence, aujourd'hui, le monde est différent, l'URSS n'existe plus mais les trotskistes et les néo-trotskistes répètent les mêmes formules, sans se demander quand et pourquoi ces formules ont été inventées.

Néanmoins, il y a un petit élément de «vérité» ou du moins de réflexion utile dans l'idée de «soutenir le peuple palestinien». Tout dépend si nous voulons utiliser un vocabulaire purement marxiste et rigoureux dans notre propagande quotidienne, ou si nous sommes prêts à faire des concessions à des mots utilisés par la plupart des personnes non militantes ou peu politisées. Dans le second cas, il n'y a pas de différence de sens fondamentale entre le «peuple», les «exploités», les «travailleurs», les «opprimés», les «prolétaires», etc. Et beaucoup de gens auront l'impression que nous sommes des coupeurs de cheveux en quatre et des pinailleurs si nous refusons d'utiliser le mot «peuple». Donc, je ne serai pas si dur envers des militants (et encore moins des gens non militantes) qui utilisent le mot «peuple», s'ils le font uniquement pour des raisons pédagogiques.

Mais si (comme certains trotskystes) ils soutiennent les talibans contre l'intervention des armées impérialistes, il faut souligner la contradiction flagrante qui existe entre prétendre soutenir «le peuple afghan» et soutenir concrètement une organisation qui opprime ce même «peuple afghan». Idem pour ceux qui soutiennent le Hamas, le

Hezbollah ou la «Résistance irakienne» en prétendant soutenir «le peuple» palestinien, libanais ou irakien.

Pour revenir à la question «Qui a eu raison les sionistes ou les socialistes ?», la question me semble très mal formulée. «Avoir eu raison», en ce qui concerne la prétendue «question juive», qu'est-ce que cela aurait bien pu signifier pour des socialistes ?

Pour les sionistes, leur objectif était clair et ils ont réussi: ils ont créé une langue et un Etat avec une armée, un territoire où les Juifs peuvent venir se réfugier s'ils se sentent menacés (en France c'est ce que les radios qui prétendent représenter la «communauté juive» répètent à chaque heure et même plusieurs fois par heure. Elles vont jusqu'à proposer des promotions pour les billets d'avion en pleine guerre avec le soutien de leurs journalistes !!!) et même une bombe atomique ! Qu'est-ce que les sionistes auraient pu créer d'autre pour protéger les Juifs dans ce monde capitaliste que ce qu'ils ont déjà créé ? En ce qui concerne les socialistes, quels pourraient être les critères pour mesurer notre «succès» jusqu'à présent ? Avons-nous éradiqué l'antisémitisme ? Avons-nous créé un havre de paix pour les Juifs quelque part sur cette planète ? Avons-nous créé un monde socialiste idéal dans lequel nous pouvons garantir qu'il n'y aura plus jamais de haine ou de discrimination ? NON. La réponse est malheureusement négative à ces trois questions.

On peut penser que nous saurons un jour, dans un monde socialiste futur, réduire les causes les plus flagrantes des préjugés raciaux et des discriminations fondée sur la «race», le «genre» ou l'«ethnie», mais croire que le socialisme sera un monde sans contradictions (y compris violentes) ne me semble pas juste. Pire, cela me semble une utopie dangereuse que de vouloir un monde sans contradictions. Je ne vois pas en quoi les socialistes ont eu «raison» contre les sionistes, du moins dans le sens où les socialistes n'ont jamais montré leur capacité dans le monde réel, tangible, à protéger les Juifs contre le génocide, les persécutions, les pogroms, etc. De plus, les socialistes sont souvent ceux qui ont nié et nient encore l'existence de l'antisémitisme (de l'affaire Dreyfus jusqu'à aujourd'hui, sans oublier les mouvements de résistance en Europe durant la Seconde Guerre mondiale) ou affirmé que c'était un problème «mineur» par rapport aux autres.

En ce qui concerne Israël, le fait même qu'il existe dans ce pays des antisionistes qui mènent une lutte prouve que cet Etat n'est pas pour eux le Mal absolu, sinon ils en seraient tous partis, non ? Donc, pour résumer mon propos, je ne vois pas bien la finalité de ce texte, qui me semble plutôt de prêcher les convaincus (comme moi) que de montrer

comment les socialistes auraient été plus efficaces que les sionistes pour protéger les Juifs dans le monde réel où nous vivons. Parler de socialisme mondial est en effet indispensable, mais je doute que cette étape soit pour demain matin. Et malheureusement, la plupart des gens (y compris les Juifs) ont à résoudre des problèmes pratiques de survie qui ne peuvent pas attendre 50 ans ou même 10 ans, voire un an.

Y.C. 12/01/2009

PS. À la relecture du texte précédent, il me semble qu'il est traversé par une détestable hypothèse: celle qui consiste à imputer la responsabilité de tous les malheurs des Juifs aux «sionistes». Ainsi, il n'est nulle part fait mention du pogrom de 1936 en Palestine, seulement de «frictions» provoquées par... les sionistes. Idem pour l'exil forcé de 800 000 Juifs des pays arabes. Ces régimes sont, de fait, blanchis de leur attitude discriminatoire par le seul fait de l'existence d'Israël depuis 1948. (10/07/2009)

* Cet article est extrait du site <http://www.npa-debatrevolutionnaire.org/> et a été publié dans "Débat révolutionnaire" n° 9 du 10 juillet 2009. Il est rarissime que l'extrême gauche (française ou internationale) se souvienne qu'il y a des prolétaires israéliens et soit capable de tenir un raisonnement internationaliste. Nous ne pouvons donc que nous réjouir d'une telle position, même si elle ne reflète que l'opinion d'une toute petite minorité des militants du NPA. (*Ni patrie ni frontières*).

* Israël-Palestine: une politique internationaliste pour la classe ouvrière est-elle encore possible ?

Immédiatement après l'opération «Plomb durci» qui a fait 1 300 morts et plus de 4 000 blessés à Gaza, les élections législatives en Israël se sont traduites par une nouvelle poussée de la droite et de l'extrême droite qui ont obtenu 93 sièges sur 120, aux dépens des travaillistes qui sont passés de 19 à 13 sièges.

Ce nouveau recul de la gauche est d'autant plus significatif qu'il n'y a guère de différence entre le conservateur Nétanyahou, la centriste Livni ou le travailliste Barak. Même un petit parti comme le Meretz, censé être pacifiste et plus à gauche que le parti travailliste, ne s'est guère distingué durant la campagne législative. A la limite, le seul parti qui tient encore à marquer une différence se situe clairement à l'extrême droite: le fascisant Avigdor Lieberman et son parti Israël Beitanou ne cessent de répéter sur tous les tons que la seule solution passe par l'expulsion définitive de tous les Arabes vivant en Israël et dans les territoires occupés ! C'est le parti qui a le plus progressé aux élections...

La situation pourrait donc paraître totalement bloquée. D'autant que, du côté palestinien, l'alternative n'est guère brillante, entre une Autorité palestinienne totalement corrompue et en grande partie décrédibilisée, et le Hamas dont la stratégie fondée notamment sur les attentats suicides a achevé de convaincre les Juifs d'Israël qu'on ne peut

pas discuter de paix avec des gens qui tuent aveuglément civils et militaires, sans faire la différence non plus entre les partisans et les adversaires des gouvernements responsables de l'occupation. «Oslo est mort», avait claironné Sharon en 2001, peu après le début de la deuxième Intifada. Au-delà de ce constat dont Sharon est en grande partie responsable, il y a incontestablement une vraie difficulté à imaginer aujourd'hui une alternative réelle.

Evidemment, personne ne regrettera les accords d'Oslo. Ce prétendu plan de paix ne visait qu'à neutraliser toute résistance palestinienne en confiant le soin à Arafat d'assurer la police à la place de Tsahal, tout en poursuivant sans relâche une politique de colonisation des territoires occupés, ce qui est évidemment contradictoire avec leur indépendance, même à long terme. Il n'y a donc pas à regretter Oslo, pas plus qu'il y a à imaginer un processus du même type mais qui se ferait avec des personnes de bonne volonté, comme l'ont tenté les négociateurs des «accords de Genève» soutenus par les anciens pacifistes de «La paix maintenant». C'est tout un système colonial qu'il faut faire disparaître et non simplement aménager dans le cadre de deux Etats vivant côte à côte, mais dont l'existence de l'un resterait subordonnée à la bonne volonté de l'autre.

Le problème, c'est que l'alternative à Oslo ou à tout processus semblable revient le plus souvent au sein de la gauche en France à s'aligner derrière le nationalisme palestinien, que son discours soit plus ou moins gauchi par une phraséologie marxiste comme dans le cas du FPLP et du FDLP, ou carrément religieuse avec le Hamas, sous prétexte que ce sont les seuls aujourd'hui à vouloir se battre et à être encore en capacité de le faire.

Au nom du «réalisme», ce choix revient de fait à écarter à priori la possibilité de mener une politique indépendante pour les opprimés, tout en sous-estimant le danger que représente l'islamisme dans le monde arabe, et les contradictions qui peuvent miner profondément la société israélienne malgré son apparente homogénéité sur le plan électoral.

* Les Palestiniens pris au piège de l'islamisme

La victoire du Hamas aux élections de 2006 est d'abord la conséquence des prétendus «accords de paix» d'Oslo. Non seulement le processus de colonisation s'est poursuivi, mais les conditions de vie de la population se sont terriblement dégradées au quotidien. L'occupation israélienne s'est faite plus dure que jamais, sur un territoire désormais totalement morcelé et déstructuré [1].

C'est aussi la conséquence de la soumission de l'Autorité palestinienne dirigée par le Fatah, incapable de proposer la moindre solution alternative à sa politique de collaboration, même lorsqu'il est devenu de plus en plus évident que les autorités israéliennes ne «jouaient pas le jeu». Cette soumission a des racines sociales: à l'ombre d'une pseudo-indépendance, c'est toute une bourgeoisie palestinienne qui a commencé à se servir de «son» Etat pour prospérer sur fond de misère générale. Il n'était pas question pour elle d'y renoncer !

Le Hamas a su exploiter ce mécontentement tout en s'adaptant et en faisant des compromis. Ayant rejeté les accords d'Oslo, il avait boycotté les premières élections palestiniennes issues de ces accords en 1996. Ce n'est plus le cas désormais. Allant plus loin, le Hamas a même été jusqu'à proposer d'intégrer l'OLP «représentante légitime» de tous les Palestiniens, aux côtés du Fatah ou du FPLP, sans remettre en cause sa charte laïque, ni le fait que l'OLP ait reconnu l'Etat d'Israël depuis 1988.

C'est Mahmoud Abbas, le dirigeant de l'Autorité palestinienne, et avec lui le Fatah, qui ont choisi l'affrontement. Ils ont d'abord refusé l'offre de constituer un gouvernement d'union nationale, puis ont tout fait pour saboter l'action de gouvernement dirigé par Ismaïl Haniyeh, avant de se résigner à gouverner avec le Hamas après les accords de La Mecque en février 2007. Un accord qui s'est révélé sans lendemain: trois mois après, ce sont cette fois les forces de sécurité du Hamas qui ont pris le contrôle total de la bande de Gaza, après avoir accusé le Fatah de préparer un coup d'Etat, avec l'appui de l'Egypte et probablement l'accord d'Israël.

La question de savoir ce que veut réellement le Hamas reste entièrement posée [2]. Parti intégriste ou parti évoluant vers des positions nationalistes plus classiques ? Ce qui est sûr, c'est que ce parti ne représente nullement les intérêts des exploités et des opprimés qu'il prétend parfois défendre !

A l'origine, le Hamas était d'abord un parti religieux, issu des Frères musulmans palestiniens, et, pendant longtemps, ce courant lui-même originaire d'Egypte a exclusivement cherché à propager le «véritable» islam sans se mêler aux luttes de libération de la Palestine. Il fallait, disait-il, «préparer les générations à la bataille» car seuls de vrais musulmans pouvaient espérer un jour l'emporter face à Israël et l'Occident.

La première Intifada l'a obligé à réviser profondément sa stratégie, en fondant le «Mouvement de la résistance islamique» (Hamas) en décembre 1987. L'objectif est désormais de libérer la Palestine avant de

créer un Etat islamique. Le modèle de l'Etat-nation s'impose face au vieux rêve de la communauté musulmane réunifié (l'Oumma). Mais la divergence avec l'OLP reste malgré tout bien significative, comme le spécifie sa Charte rédigée en 1988: «Malgré toute notre estime pour l'OLP et pour tout ce qui pourrait s'y développer, et sans vouloir minimiser son rôle dans le conflit arabo-israélien, il nous est impossible de troquer l'islamité actuelle et future de la Palestine pour l'adoption de l'idée laïque.»

Il est sans doute difficile de prévoir précisément la trajectoire de ce mouvement dans la période à venir. Elle s'inscrit pour une part dans un contexte plus général, après les échecs et les déceptions engendrés par les régimes arabes, laïcs et progressistes qui prétendaient développer leur pays, en partie en confrontation avec l'impérialisme mais sans jamais chercher à le renverser, encore moins à proposer une politique indépendante pour le prolétariat. Au nom du «progressisme» dans l'Egypte de Nasser, parfois même au nom du «socialisme» comme dans l'Algérie de Ben Bella et de Boumediene, c'est une nouvelle bourgeoisie ayant l'ambition de moderniser son pays qui avait pris le pouvoir pour elle-même à cette époque, avant de sombrer rapidement dans la corruption et l'absence de tout projet de développement. C'est cette évolution qu'a connue également l'Autorité palestinienne, mais en raccourci et en plus caricatural encore, à la tête d'un micro-territoire et d'un Etat croupion. C'est aussi cette évolution que dénoncent les islamistes, mais au nom de «valeurs» islamiques opposées aux «valeurs» occidentales, sans réel projet alternatif, parfois même en défendant un programme économique finalement très proche de ceux que tente de promouvoir le FMI.

Le mouvement islamique a connu lui aussi des évolutions importantes et divergentes. En Algérie, cela s'est traduit par une fuite en avant dans la lutte armée sans maîtriser le processus jusqu'au bout, le FIS étant rapidement concurrencé dans les années 1990 par de nombreux groupuscules sanguinaires œuvrant au nom du GIA.

En Turquie, c'est au contraire un parti de notables qui est arrivé au pouvoir, guère différent des autres. De ce point de vue, l'évolution du Hamas, comme d'ailleurs celle du Hezbollah au Liban, n'est pas écrite d'avance. Son programme électoral en 2006, et plus encore son programme de gouvernement, sont particulièrement modérés, affirmant tout à la fois que la Charia islamique «devrait être la source principale de la législation en Palestine» et que son gouvernement «est le résultat d'élections justes et libres: il s'engage à souscrire au choix démocratique, à protéger la démocratie palestinienne et l'alternance

pacifique au pouvoir». En juin 2007, le coup de force à Gaza a quand même permis de constater que les exécutions, les tortures et les emprisonnements sans jugement pouvaient rapidement balayer toutes les déclarations de bonne volonté concernant le respect d'un minimum de droits démocratiques...

Et puis surtout, comme tous les autres partis nationalistes, le Hamas n'a nullement l'intention de donner le pouvoir au peuple, avec ou sans les apparences de la démocratie bourgeoise. C'est d'ailleurs ce qu'il y a de profondément commun entre ce mouvement et l'OLP dans toutes ses composantes: la mise en place d'un appareil politico-militaire qui se construit au cours de la lutte, au nom du peuple, mais clairement au-dessus de lui dès qu'il s'agit de prendre puis d'exercer le pouvoir.

* L'opportunité existe de défendre une politique différente

Après deux années au gouvernement, le crédit du Hamas est probablement, et selon toute apparence, bien entamé, sans que personne non plus n'ait envie de revenir dans les bras du Fatah. C'est, semble-t-il, le scepticisme, voire tout simplement le désespoir et le repli sur soi, qui semblent l'emporter chaque jour un peu plus au sein de la population. Il existe pourtant quelques raisons d'espérer. En particulier, il semblerait que bien des débats sur les possibilités de reconstruire une résistance soient en train de s'ouvrir à nouveau après toutes ces défaites, ce qui nous interroge inévitablement sur la manière dont ces discussions pourraient nous concerner en France. Nous pourrions bien sûr nous contenter de quelques gestes de solidarité comme le boycott d'Israël – à l'efficacité douteuse – tout en nous réjouissant, faute de mieux, qu'il y ait quand même là-bas quelques initiatives visant à reconstruire des syndicats indépendants de l'Autorité palestinienne ou des comités de village un peu moins liés aux structures bureaucratiques

... Mais la question reste posée: pour quelle politique ? Le fait d'être extérieurs et relativement impuissants ne devrait pas nous dispenser de défendre nos propres conceptions, un projet d'émancipation nationale et sociale, clairement anticapitaliste, plutôt que d'avoir la tentation de nous aligner sur des politiques nationalistes, même de gauche, qui ne sont pas les nôtres, sous prétexte qu'en agissant ainsi on a un peu plus l'impression d'être dans le coup et qu'il n'y en a pas d'autre sur place.

D'autant que la situation actuelle est peut être propice à ce que nous nous fassions un peu mieux comprendre. En votant pour le Hamas, la majorité des Palestiniens n'a pas voté pour un projet islamique mais contre l'Autorité palestinienne dirigée par Mahmoud Abbas [3]. Elle

reste disponible, malgré toutes les difficultés, pour que le débat s'engage sur des bases nouvelles.

C'est pourquoi, la question devrait davantage se poser de défendre à chaque fois que l'occasion se présente des conceptions clairement alternatives aux politiques que mènent tous les partis nationalistes, qu'ils soient laïcs, religieux, ou prétendument marxistes: un programme de lutte de classe et un programme internationaliste, y compris en lien avec les travailleurs vivant en Israël, un programme qui réfléchisse davantage sur les méthodes de lutte, de telle sorte qu'elles restent compatibles avec un projet d'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, afin que les références au socialisme, lorsqu'elles existent, ne soient pas une nouvelle fois une tromperie pour les exploités.

* Une société israélienne définitivement bloquée ?

En 1967, le Matzpen (la boussole en hébreu) publiait son manifeste. Un programme qui cherchait à inscrire la lutte des travailleurs vivant en Israël dans la perspective plus large d'une fédération socialiste du Moyen-Orient:

«L'Organisation socialiste israélienne, dans les rangs de laquelle se trouvent des Arabes comme des Juifs, estime que le problème palestinien et le conflit israélo-arabe peuvent et doivent être résolus dans une direction socialiste et internationaliste, prenant en considération les aspects spécifiques de ce problème complexe. Ce n'est pas un conflit ordinaire entre deux nations. Par conséquent il ne suffit pas d'en appeler à une coexistence basée sur la reconnaissance mutuelle des droits nationaux des deux peuples. L'Etat d'Israël est la conséquence de la colonisation jusqu'aboutiste de la Palestine par le mouvement sioniste, aux dépens du peuple arabe et sous les auspices de l'impérialisme (...). Nous estimons, par conséquent, qu'une solution du problème requiert la désionisation d'Israël. L'Etat d'Israël doit subir une profonde transformation révolutionnaire, de sorte que cet Etat sioniste (c'est-à-dire Etat des Juifs du monde entier) devienne un Etat socialiste représentant les intérêts des masses qui y vivent. (...) Les masses israéliennes ne seront délivrées de l'influence du sionisme et ne lutteront contre lui qu'à la condition que les forces progressistes du monde arabe leur présentent une perspective de coexistence sans oppression nationale. L'Organisation socialiste israélienne estime par conséquent qu'une solution véritable du problème palestinien requiert la reconnaissance du droit de la nation hébraïque à l'autodétermination. Autodétermination ne signifie pas nécessairement séparation. Au contraire, nous sommes d'avis qu'un petit pays pauvre en ressources naturelles, tel qu'Israël, ne peut exister en tant qu'entité

séparée. Une seule alternative s'offre à lui: ou bien continuer à dépendre des puissances étrangères, ou bien s'intégrer dans une union régionale.»

Le projet peut paraître aujourd'hui lointain, pour ne pas dire utopique, et bien des initiateurs ont changé d'opinion depuis [4]. Quant aux mouvements de contestation, après avoir connu un réel succès lors de l'invasion du Liban en 1982 puis au moment de la première Intifada, ils ont largement reflué, et seules quelques poignées d'individus continuent à défendre courageusement une politique alternative au sionisme [5]. Pourtant, il y a un fait essentiel qui mériterait de retenir notre attention: la société israélienne est une société profondément en crise, même si cela ne s'exprime pas comme nous pourrions le souhaiter sur le plan politique.

Cette crise a d'abord un caractère social. Le poids du militarisme pèse à tous les niveaux, dans une société particulièrement inégalitaire qui subit, comme partout, de plein fouet les dégâts du libéralisme. Et même si les Arabes constituent la grande majorité des 1,6 millions d'Israéliens (sur 7 millions d'habitants) vivant sous le seuil de pauvreté, cela ne doit pas masquer le fait que beaucoup de Juifs en Israël sont d'autant plus pauvres que la priorité en matière de dépense publique est pour l'armée afin de lutter contre le «terrorisme». Mais plus largement, c'est la vie quotidienne dans toutes ses dimensions qui est pourrie par cette atmosphère de citadelle assiégée. Le fait qu'un quart des jeunes Israéliens ayant accompli leurs années de service militaire actif vit aujourd'hui en dehors de ses frontières est un indice, parmi d'autres, du mal qui ronge profondément la société israélienne.

Le projet sioniste est en crise, peut-être davantage qu'à l'époque des massacres de Sabra et Chatila. Il ne s'agit pas cette fois d'un crime de guerre qui éclabousserait violemment mais ponctuellement la société israélienne. Il s'agit plutôt d'une absence de projet collectif que décrit fort bien Michel Warschawski dans l'un de ses ouvrages récents [6]: la contradiction entre un projet national, républicain, laïc, qui était celui de Ben Gourion, et le poids persistant de la religion non seulement dans la société mais dans la définition même d'Israël comme Etat juif—sa prétention à être un régime démocratique tout en foulant aux pieds les droits élémentaires des Arabes israéliens sous prétexte qu'ils ne sont pas Juifs— le mépris persistant pour les Juifs orientaux et le fait que, parmi le million de Juifs originaires de l'ex-URSS, plus de la moitié ne se définissent pas comme juifs ou ne sont pas considérés comme tels— le fait qu'au total la population non juive atteint près de 40 % de l'ensemble... Autant d'éléments qui soulignent une contradiction de

plus de plus manifeste entre la définition d'Israël comme Etat juif et sa prétention à être un Etat démocratique faisant une place égale pour tous, quels que soient son origine et ses croyances.

Une contradiction qui touche profondément à l'identité d'Israël et du peuple juif, qui la mine de l'intérieur et redonne paradoxalement une nouvelle actualité au projet d'une société binationale mêlant Juifs et Arabes, tout en nous interrogeant sur les moyens de la lutte à mener pour mettre à terme à la situation coloniale engendrée par le projet sioniste. Car le paradoxe est là: face à l'ennemi qui se présente sous la figure du terroriste actionnant sa ceinture d'explosifs, c'est la peur commune d'être jetés à la mer par les Arabes qui l'emporte encore, et unit malgré tout les Juifs d'Israël.

Mais de l'intérieur de la société elle-même, ce sont avant tout des problèmes sociaux et sociétaux qui traversent les membres épars d'une société fragmentée de manière multiple, une société dans laquelle la fracture séparant les Juifs des Arabes israéliens n'est pas la seule, ni toujours la plus déterminante. C'est pourquoi l'autodétermination du peuple palestinien passera sans doute encore par une résistance quotidienne à l'occupation imposée par Tsahal, mais elle passera peut être plus fondamentalement par une politique internationaliste, une politique de classe, visant de l'intérieur à approfondir les contradictions qui minent la société israélienne, afin de poser les jalons d'une alternative au sionisme, lequel a conduit le peuple juif dans l'impasse d'une société militarisée à outrance et sans aucune perspective, même à long terme. Cette politique de classe n'ignore pas la question nationale. Mais elle ne postule pas non plus une évolution en deux étapes distinctes: d'abord la Palestine libre et ensuite on verra plus tard pour le socialisme et ce qu'on fera avec les voisins israéliens.

Elle cherche au contraire à imbriquer les deux dans une perspective commune pour tous les peuples de la région, parce que la question nationale ne pourra trouver de véritable solution qu'en étant prise en charge par les opprimés et les exploités eux-mêmes qui n'aspirent pas seulement à un bout de terre mais à une terre viable, qui mérite qu'on se batte pour elle, débarrassée non seulement de l'exploitation capitaliste et de la domination impérialiste, mais aussi à terme inévitablement de ses frontières, car sans cela aucun des problèmes fondamentaux de la région ne pourra être résolu, à commencer par celui de l'eau. C'est donc un combat qui ne se mènera pas contre les Israéliens mais avec eux, en tant qu'exploités que l'on cherchera à unir autour d'un projet d'émancipation commun. C'est du moins ce que l'on peut essayer d'explorer à nouveau, et c'est indispensable car

malgré les difficultés, on peut aussi affirmer qu'il y a peu de chances – compte tenu des rapports de force actuels- qu'une victoire quelconque puisse être envisagée autrement.

* Jean-François CABRAL

[1] Il y avait 115 000 colons en 1993 et près de 500 000 aujourd'hui dans les territoires occupés. A Gaza près de 80 % de la population vit sous le seuil de pauvreté.

[2] On peut lire à ce sujet, avec intérêt mais non sans critique, le livre que vient de publier récemment Khaled Hroub chez Démopolis: Le Hamas.

[3] Un sondage réalisé cinq jours après le scrutin en janvier 2006 sur l'ensemble du territoire est assez intéressant de ce point de vue (il est cité par Khaled Hroub dans son ouvrage page 236): interrogés sur les priorités que le Hamas devrait se donner, 40% ont répondu la lutte contre la corruption, 17% l'action contre le chômage et la pauvreté, 17% l'effort pour améliorer la sécurité, 3% l'application de la Charia.

[4] C'est le cas notamment de Nathan Weinstock, auteur d'un livre publié en 1971 chez Maspero, aujourd'hui épuisé: Le sionisme contre Israël.

[5] Voir en particulier le site du Centre d'information alternatif animé par Michel Warshawski: <http://aic.netgate.net>

[6] Michel Warschawski: Israël-Palestine le défi binational, Textuel. En particulier le chapitre 8: «L'Etat juif à bout de souffle».

* Limites de l'antisionisme (11)

Commencée en 2002, cette onzième chronique des dérapages de l'antisionisme (qui ne rime pas forcément avec antisémitisme) se poursuit ici tristement. (Pour les 10 premières chroniques on se rapportera au livre-compil «Question juive, sionisme et antisionisme» publié par nos soins. *Ni patrie ni frontières.*)

* RFI et le complot juif mondial

Entendu sur RFI (Radio France Internationale) lors d'un radio-trottoir effectué à Gaza le 20 janvier: «Obama ne pourra rien faire pour la Palestine car il est entre les mains du lobby juif qui a toujours contrôlé les présidents des Etats-Unis.»

Commentaire du journaliste ? Un grand silence...

* Sources douteuses

Lu le 21 janvier, sur une liste de discussion d'anarchistes latino-américains, à propos de la fermeture d'une radio militante en Argentine par ses patrons, un communiqué d'un certain Abudara Bini dénonçant «le lobby qui possède le plus de moyens de communication en Argentine et dans d'autres pays du continent et du monde». On dirait un extrait du «Protocoles des Sages de Sion»...

Et une semaine plus tôt un article sur les bénéfices financiers (par ailleurs très vraisemblables mais malheureusement non authentifiés par plusieurs sources) réalisés par les entreprises israéliennes en raison du blocus de Gaza, article extrait d'un site négationniste (rafapal), qui croit en l'existence des extraterrestres, aux meurtres rituels d'enfants effectués par les Juifs dès le Moyen Age et au complot des Illuminati !

Dans les deux cas, un manque élémentaire de prudence quant à la reproduction de sources d'«informations», reproduction typique des usagers d'Internet qu'il s'agisse de sites, de blogs ou de listes de discussion.

Signalons quand même qu'à la suite de ce communiqué une discussion salubre s'est engagée. Il ne faut jamais désespérer.

* L'extension du domaine du concept...

À chaque crime de guerre de l'armée israélienne, la notion criminelle de «nazisionisme» se répand davantage sur Internet, non seulement dans des communiqués de groupuscules insignifiants comme Drapeau Rouge (ex-Parti Communiste Maoïste de France), le Parti Communiste Maoïste d'Italie ou le Parti communiste d'Espagne marxiste-léniniste, mais aussi sur des sites comme Les Ogres (les potes de Dieudonné), Alterinfo ou La banlieue s'exprime qui passent de

nombreux textes de gens réputés «de gauche» ou «d'extrême gauche», ainsi que sur des sites communautaires comme Bladi. net («première communauté virtuelle du Maroc»), Agora Vox («l'une des premières initiatives européennes de journalisme citoyen à grande échelle complètement gratuite»), Mejliss el kalam («espace d'échange d'idées, de débat et de partage sur l'Islam dans le respect des différents courants de pensée, des références spirituelles, et écoles théologiques») mais aussi sur les forums de discussion de Beurs FM, France2. fr, Le Nouvel Obs. fr, etc.

Le tout sans susciter aucune réaction ou alors des réactions sans commune mesure avec l'énormité des propos. Comme s'il s'agissait déjà d'une évidence acceptée par tous.

Sans parler des nombreuses vidéos sur Youtube et Daily Motion où les termes de «sionazis» et «nazisionisme» sont repris allégrement.

Et c'est dans toutes les langues la même chose: voir par exemple des sites como «Otro mundo es posible" (Un autre monde est possible !), CMI Brasil (l'Indymedia local) ou à titre de curiosité The Radical Mormon... qui soutient l'écologiste Ralph Nader.

En fait, on peut dire que les négationnistes de La Vieille Taupe, les «rouges-bruns» de toutes tendances et tous ceux qui veulent diviser encore davantage les prolétaires israéliens et palestiniens, juifs et arabes, juifs et musulmans, ont réussi pour le moment à imposer ce concept ignoble pas seulement en France mais à l'échelle internationale. Pas seulement à droite, mais aussi à gauche, à l'extrême gauche et chez une partie des anarchistes.

Y a du boulot en perspective...

* Haz-âneries

L'éditeur Eric Hazan a tenu à profiter de l'augmentation de sa renommée médiatique (1) pour apporter sa petite pierre à la comparaison entre les massacres israéliens et le judéocide, lors de la dernière agression israélienne barbare contre les habitants de Gaza et à nous infliger ses considérations sur ce mystérieux «quelque chose» qui unirait éternellement tous les Juifs et les juifs et qui ne serait ni l'appartenance à un ou des peuples juifs, ni l'appartenance à la nation israélienne, ni la fidélité à une religion.

Quoi donc ? Il ne nous le dit pas, mais cela doit être maousse costaud comme concept car son texte s'intitule «La deuxième mort du judaïsme».

Au nom de ce mystérieux «quelque chose», le directeur des éditions la Fabrique renouvelle le registre de la responsabilité-culpabilité collective d'un mystérieux «judaïsme» intemporel, en accusant les

«juifs» (groupe dont il se réclame tout en ne lui donnant aucune définition.... Serait-ce l'influence du Comité «invisible» qui l'incite à se réclamer lui aussi d'un groupe flou et confus ?) de ne pas se mobiliser dans les manifs «pour la Palestine». «Il est temps que les juifs viennent en masse manifester avec les «arabo-musulmans»».

Dire que ce sont les mêmes zozos qui n'arrêtent pas (avec raison) de critiquer la notion de «conflit des civilisations» ... pour mieux régresser vers des définitions identitaires conservatrices !

Pour plus de détails on lira le texte de Hazan et les deux premiers excellents commentaires qui le suivent sur

<http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article470#forum240>

1. Reconnaissons-lui quand même une certaine cohérence dans ses positions, cohérence qui n'a rien à voir avec l'actualité immédiate, puisque cela fait plusieurs années qu'il publie des livres sur le sionisme, Israël, le judéocide, etc. Nous ne pouvons que recommander la lecture d'excellents bouquins comme La révolution sioniste est morte, textes choisis et présentés par Michel Warschawski– L'héritage de Sharon de Tanya Reinhart– Correspondante à Ramallah, d'Amira Hass– À tombeau ouvert de Michel Warschawski– ou La guerre de 1948 en Palestine. Aux origines du conflit israélo-arabe d'Ilan Pappé et sans doute d'autres. Par contre c'est aussi cet éditeur qui a publié le très mauvais ouvrage de Norman Finkelstein qui s'appelle L'industrie de l'Holocauste.

Nul n'est parfait

* Quand des «antisionistes» cognent sur... d'autres «antisionistes»

La création récente d'un Parti Anti Sioniste a donné des ailes à un petit contingent (une cinquantaine) de ses adhérents qui se sont rendus à la manifestation place Denfert-Rochereau, le 24 janvier 2009. Ils portaient tous une pancarte représentant la France avec en surimposition un drapeau israélien barré d'une croix rouge. Tout un symbole !

Leur pancarte exprimait de façon imagée et cynique ce que beaucoup d'antisionistes d'extrême droite comme d'extrême gauche veulent signifier quand ils parlent des «médias sionistes» ou du «lobby sioniste» en France.

Peu malins, les membres du PAS se sont présentés très en avance à la manif et se sont fait déchirer leurs pancartes par un service d'ordre dont j'ignore la tendance politique, mais que je suppose lui aussi «antisioniste».

Les CRS présents devant la gare du RER, goguenards, regardèrent cet affrontement qui ne dura pas plus de deux minutes, mais l'un

d'eux ne put se retenir de frapper dans les jambes un des porteurs de pancartes dudit Parti Anti Sioniste. Et ces «antisionistes»-là de crier aux autres «antisionistes": «Israël assassin !», slogan que leurs ennemis «antisionistes» auraient pu tout aussi bien crier....

Cela fait quelques années que nous disons que «l'antisionisme» est une cause trouble, qui attire toutes sortes d'éléments d'extrême droite, antisémites, etc. , comme en témoignent d'ailleurs les appels de plusieurs sites d'extrême droite à la manif d'aujourd'hui. Et que nous affirmons que se dire «antisioniste» ne suffit pas à se situer dans le champ politique, quand on sait que ce qualificatif est fièrement revendiqué par le président iranien, la plupart des partis d'extrême droite, les partisans de l'islam politique (des djihadistes terroristes jusqu'à la Charte antisémite du Hamas), les négationnistes de tous bords, etc.

Nous ne pouvons que nous réjouir que des racistes et des réacs se fassent botter les fesses dans une manif de «soutien à la Palestine», mais est-ce suffisant ? Ne serait-ce pas trop tard quand on voit fleurir toutes ces croix gammées face au drapeau israélien ou surimposées au drapeau israélien dans les manifestations ? Quand tant de gens, justement indignés par les récents massacres de Tsahal en Palestine, se livrent à des comparaisons ignobles entre la barbarie nazie et la barbarie de Tsahal ?

Ne serait-il pas temps de parler de soutien aux PROLETAIRES israéliens comme palestiniens, plutôt que de brandir des drapeaux ou des banderoles du Hamas, de l'OLP ou de la Palestine ?

* Norman Finkelstein
ou le droit à l'ignorance

Norman Finkelstein, auteur du calamiteux ouvrage intitulé L'Industrie de l'Holocauste, s'est rendu au Liban pour rencontrer le Hezbollah le 20 janvier 2009.

Voilà ce qu'on peut lire à ce propos sur son site: «J'ai été content de rencontrer les gens du Hezbollah parce que l'on entend rarement leur point de vue aux Etats-Unis. Je n'ai pas de problème à dire que je veux exprimer ma solidarité avec eux, et je ne vais être ni un lâche ni un hypocrite à ce propos. Je ne m'intéresse pas au Hezbollah en tant qu'organisation politique. Je ne connais pas grand-chose à leur politique, et de toute façon ce n'est pas le problème. Je ne vis pas au Liban. C'est un choix que les Libanais doivent faire: qui veulent-ils avoir comme dirigeants, comme représentants. Mais c'est un principe fondamental. Les gens ont le droit de défendre leurs pays contre des

envahisseurs étrangers, et ils ont le droit de défendre leur pays contre des envahisseurs qui détruisent leur pays.»

Etablissant ensuite une comparaison entre la résistance «communiste» (stalinienne, en fait) durant la Seconde Guerre mondiale et le Hamas il poursuit: «Si je dois honorer [les résistants communistes] je dois aussi honorer le Hezbollah. Ils font preuve de courage et de discipline. Je respecte cela.»

Finkelstein résume parfaitement ce que pensent la plupart des «antisionistes»: ils ne s'intéressent pas aux organisations politiques qu'ils soutiennent, ils ne s'intéressent pas aux positions que ces organisations défendent. Allons plus loin: ils ne s'intéressent pas non plus aux conséquences concrètes de ces positions ni aux actions que mènent ces organisations. Chacun doit s'occuper des problèmes de son pays et tout ira bien. Au nom de ce principe, M. Finkelstein aurait-il soutenu le gouvernement américain et les gouvernements européens qui justement laissèrent Hitler tranquille parce qu'il avait été choisi par le peuple allemand?... Evidemment non !

De nombreux «antisionistes» soutiennent le Hezbollah ou le Hamas religieusement au nom d'un principe: tout peuple doit résister à une armée qui envahit son territoire. On se demande ce qu'aurait pensé M. Finkelstein des soldats allemands qui luttaient contre les troupes américaines qui «envahissaient» et «détruisaient» leur pays en 1944. Les aurait-il soutenus au nom de ce droit imprescriptible ? Evidemment non !

Quant au «courage» des combattants du Hezbollah ou du Hamas il est indéniable quand ils font face aux chars de l'armée israélienne, mais comment peut-on séparer mécaniquement le courage et la discipline de l'objectif politique que l'on poursuit et de l'idéologie que l'on défend ? (Rappelons que la Charte du Hamas est un texte antisémite qui rend «les Juifs» responsables des différents conflits mondiaux, du communisme, du matérialisme, de l'athéisme, etc.⁷)

⁷ 1. Sur son site Finkelstein reproduit une déclaration d'un certain Mousa Abu Marzook, membre du bureau politique du Hamas. Sous le titre «une déclaration raisonnable» («a reasonable statement») ce sont les mots de Finkelstein, Marzook déclare: «En ce qui concerne la Charte de 1988, si tout Etat ou mouvement devait être jugé seulement sur ses documents de fondation, ses proclamations révolutionnaires, ou les idées de ses fondateurs, il y aurait bien des critiques à faire de tous les côtés.»

C'est ce qui s'appelle botter en touche, ce qui est normal pour le Hamas. Mais ce qui l'est moins, c'est que des antisionistes cautionnent

De plus, cet argument ne peut que l'amener sur un terrain glissant: Finkelstein loue-t-il le «courage» de ceux qui pratiquent les attentats suicides visant les civils israéliens et les «respecte»-t-il ?

Néanmoins, avec les justifications absurdes et les raisonnements bricolés qu'il avance, on comprend mieux pourquoi ce distingué «antisioniste» qui cultive le droit à l'ignorance reproduit des montages photographiques sur son site comparant systématiquement la barbarie nazie et la barbarie de Tsahal.

Il ne s'intéresse ni aux faits, ni au contexte, ni aux différences entre les situations et les programmes politiques, il mène une campagne qui repose uniquement sur l'indignation et la colère contre les crimes de guerre d'un seul camp.

Une telle attitude ne peut aboutir qu'à souder les Israéliens à «leur» gouvernement et empêcher toute solidarité au-delà des frontières, puisque, si les Israéliens devaient suivre le «principe» de Finkelstein, ils devraient eux aussi se sentir agressés chaque fois qu'ils reçoivent des roquettes sur leurs maisons ou que les partisans du Hamas ou du Djihad islamique se font sauter au milieu d'une foule...

Où l'on voit que «l'antisionisme» ne fait le plus souvent que fournir des arguments aux nationalismes mortifères qui s'affrontent au Proche et au Moyen-Orient.

Mr J. O. (Jean Oblin) ou le «parler vrai» d'un certain «antisionisme» radical

À la manifestation du samedi 24 janvier 2009, un groupe de personnes diffusait un tract de 6 pages comprenant 3 communiqués intitulés n° 4, n° 5 et n° 6. En dehors de sa forme mythomane (Mr J. O. nous présente son parcours professionnel et son palmarès militant de la création d'une obscure «association prolétarienne FNL vaincre» en 1967, à sa participation à la lutte de Saint-Bernard pour la

ce type de pirouette, surtout venant d'un mouvement qui se réclame de Allah, de Mahomet et considère toute la Palestine comme une terre sainte. Comparer un mouvement qui se réclame du Coran (dicté en principe par Dieu) avec les gouvernements américains qui se réclament d'une Constitution du XVIII^e siècle, comme le fait Abu Marzook, est presque un... blasphème !!!

D'ailleurs, la branche armée du Hamas (les Brigades Ezzdine al Qassam, créées en 1991) le sait bien puisqu'elle considère que son objectif est de «contribuer à l'effort de libérer la Palestine et de restaurer les droits du peuple palestinien en s'inspirant des enseignements islamiques sacrés du Saint Coran, de la Sunna (des traditions) du Prophète Mohammed (que la paix et la bénédiction d'Allah soient sur lui) et les traditions des dirigeants et des savants musulmans connus pour leur piété et leur dévouement».

régularisation des sans-papiers, en passant par la marche des étudiants de la Sorbonne jusqu'aux usines Renault Billancourt dont il se présente comme l'initiateur en 1968 !), ce dernier avait au moins un énorme avantage par rapport à toute la propagande «antisioniste» que l'on peut habituellement lire sur Internet ou ailleurs. Il répondait clairement et franchement à la question: que ferait-on des Israéliens si on détruisait «l'entité sioniste» selon la terminologie du Hamas, de M. Oblin et de nombreux antisionistes ?

Pour Mr J. O. , «il n'y a qu'une seule solution: que les Juifs qui n'étaient pas en Palestine avant 1933 prennent dès maintenant leurs dispositions pour quitter la Palestine et rejoindre les pays dont ils sont issus, à savoir la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, etc.» On remarquera que Mr J. O. ne mentionne pas les pays arabes et les 800 000 Juifs qui en ont été chassés ou en sont partis «volontairement» après 1948. Un oubli ? Pas plus qu'il ne mentionne le million de Juifs russes arrivés depuis la fondation de l'Etat d'Israël. En bon «anti-impérialiste» il ne mentionne que les grandes puissances occidentales. Un lapsus révélateur des lunettes politiques qu'il partage avec la plupart des groupes d'extrême gauche.

Mais continuons notre lecture édifiante: «Quant aux Juifs qui étaient en Palestine avant 1933, ils devront signer une déclaration antisioniste reconnaissant la Palestine arabe.»Et porter un pin's représentant le drapeau palestinien ou celui du Hamas à la boutonnière ? Non, Mr J. O. ne va pas jusqu'à là, même s'il souhaite «le renforcement continu du Hamas» et sa «victoire éclatante». Mais il est amusant que ce grand défenseur des immigrés en France prône exactement le genre de mesures qu'a toujours défendues l'extrême droite gauloise en ce qui concerne les étrangers qui souhaitaient être naturalisés. La peur de la «cinquième colonne» est la même chez tous les défenseurs du nationalisme et du chauvinisme. Il n'y a que le bouc émissaire local qui change à travers l'histoire. Pour les antidreyfusards c'étaient les Juifs, «agents allemands». Pour l'extrême droite des années 20 et 30, ce furent les Italiens puis les Espagnols. Pour Israël aujourd'hui ce sont les Arabes israéliens, «agents du terrorisme». Pour les défenseurs d'une «Palestine arabe» (comme Mr J. O.) ce serait les Juifs, agents de «l'impérialisme».

Rien de nouveau sous le soleil du chauvinisme obscurantiste.

Juifs ivres du sang des innocents ?

Dans la mythologie antisémite, on trouve un thème récurrent celui du Juif buveur de sang. Les «antisionistes» d'À contre-courant syndical et politique expriment leur juste colère devant le «massacre de masse

perpétré par l'Etat d'Israël». Ils ont parfaitement raison, même si nous ne partageons pas tous les détails de leur analyse. Mais qu'est-ce qui a donc pu leur passer par la tête quand ils ont écrit, dans leur bulletin n° 201 de janvier-février 2009, que la soldatesque israélienne était «ivre du sang des innocents» ? que «Livni, Olmert, Barak se nourrissent du sang palestinien» ? que les «dirigeants israéliens engagés dans une campagne électorale plongent leurs mains dans le sang palestinien» ? Cette obsession pour le thème du sang et même du vampirisme (les soldats seraient «ivres» de sang, leurs dirigeants se «nourriraient» de sang), exprimée trois fois de suite en deux pages dans ce petit bulletin, est extrêmement malsaine et politiquement nuisible. Ces mêmes camarades dénoncent justement, à propos de Tarnac, les effets de la «démocratie émotionnelle» et la façon dont les médias tentent de manipuler nos émotions. Il semblerait qu'ils titillent eux aussi les mécanismes du sentiment (et du ressentiment) quand ils «analysent» les méthodes barbares de Tsahal et les motivations des gouvernants israéliens.

On ne voit pas ce que cette obsession (inconsciente ?) pour le «sang palestinien» versé par des Juifs ajoute à la compréhension des problèmes du Proche et du Moyen-Orient, mais on perçoit, par contre, très bien quel genre de passions souterraines cela peut entretenir ou réveiller.

En se plaçant sur ce terrain, les rédacteurs d'À contre-courant syndical et politique font appel, à leur petite échelle, aux mêmes mécanismes que les médias qui exploitèrent le lynchage de deux soldats israéliens à Ramallah ou les images des attentats-suicides palestiniens en Israël, pour renforcer, dans ce cas, le sinistre cliché opposé: celui de «l'Arabe sanguinaire».

Y.C.

* Sur l'antisionisme à la française

<http://luftmenschen.over-blog.com/>

* Il sera très peu question ici de la Palestine et de l'Israël réel. Mais de la vision fantasmée et politiquement orientée qu'a recréée une partie de l'extrême droite française et, bien au delà, d'un imaginaire plus répandu qu'on ne le croit, un bestiaire allégorique où le «jeune lanceur de pierres», comme l'infâme «sioniste» ne sont évoqués que pour masquer la pensée réelle de ceux qui ne parlent jamais aussi clairement des Arabes et des Juifs d'ici que lorsqu'ils font mine d'évoquer le Moyen-Orient.

A l'extrême gauche, dans les médias même, des centaines et des centaines de textes, des polémiques sans fin ont eu lieu ces dernières années à propos d'un humoriste devenu politicien, Dieudonné.

Dieudonné était-il antisémite ou antisioniste ?

Dieudonné était-il un raciste ou une victime du racisme ?

Ses propos précis ont très vite été perdus de vue: ce qui importait, c'était le prétendu boycott, le lynchage médiatique et judiciaire contre un «Noir» qui avait attaqué (peut-être «maladroitement») la politique de l'Etat d'Israël, boycott et lynchage qui auraient témoigné non seulement d'un soutien du pouvoir à Israël, mais au-delà de la présence de «sionistes» dans tous les cercles du pouvoir.

Dans le discours des manifestants, et du public de l'humoriste, il y avait deux thèmes qui revenaient principalement.

«Dieudonné n'aurait pas eu autant de problèmes s'il n'avait pas été Noir», «Dieudonné a osé rire avec les Juifs et on n'a pas le droit de rire avec les Juifs.»

Déjà la question palestinienne n'était plus qu'un arrière-plan, servant à tenir un discours sur une prétendue réalité française, une réalité qui aurait intimement lié deux communautés: l'une protégée par le pouvoir et l'autre criminalisée injustement.

Très vite, aussi, l'Histoire ou plutôt la Mémoire a été évoquée: Dieudonné, mais aussi ses soutiens ont mis en parallèle le traitement de l'extermination des Juifs d'Europe et son aspect français, et celui de l'esclavage.

La théorie du «Deux poids, deux mesures» est devenue un lieu commun: les victimes juives de l'antisémitisme objet de la

reconnaissance et du respect, les victimes du colonialisme méprisées et oubliées.

Ces dernières années, sur les sites «alter», s'est répétée mille fois une rhétorique similaire: chaque acte antisémite et son traitement judiciaire et médiatique donnaient lieu à une comparaison avec les actes racistes envers des personnes issues de l'immigration.

Il s'agissait à chaque fois, non plus de montrer une parenté entre le racisme et l'antisémitisme, mais au contraire de séparer les deux: l'un banalisé, admis, pratiqué par le pouvoir, l'autre réprimé impitoyablement et même inventé pour criminaliser un peu plus les populations déjà victimes du racisme. Comme si une réalité effective, la sensibilité médiatique et judiciaire à l'antisémitisme et l'indifférence voire l'encouragement au racisme de ces mêmes institutions, relevait non pas de leur responsabilité, mais de celle des Juifs. Comme si certaines victimes devenaient coupables d'être moins mal traitées que d'autres.

Et la Palestine presque constamment était appelée à la rescousse. Pour démontrer quoi ?

Que l'antisémitisme était un phénomène du passé, et que l'extermination des Juifs d'Europe n'était plus significative qu'en tant qu'objet de récupération politique pour légitimer les crimes commis par les Juifs d'aujourd'hui en Israël... et ailleurs.

Car pour Dieudonné, comme pour toute une partie de l'extrême gauche, communautariste ou pas, le capitalisme n'est plus l'ennemi ultime, n'est plus la grille d'analyse qui permet de désigner les responsables de l'exploitation et du colonialisme. Le «sionisme» l'a remplacé dans les discours.

Et le «sionisme» ce n'est plus le nationalisme israélien, ce n'est plus le principe et les conséquences pratiques d'un Etat juif, ce n'est même plus l'idéologie qui permettrait le maintien d'un régime raciste et oppresseur parmi tant d'autres, le «sionisme» et les «sionistes» sont devenus une puissance internationale, un corps étranger présent partout et qui cherche à imposer aux gouvernements nationaux de toute la planète des intérêts qui lui sont propres.

Israël est bien loin. D'ailleurs, il suffit de taper le mot «sioniste» dans Google version française. L'on tombera, bien avant des textes traitant des politiciens israéliens, sur des occurrences, où ce sont en vrac Sarkozy, Kouchner, Obama, Philippe Val, qui sont cités.

En terme d'évènements, si l'on en croit le net «français», le sionisme, avant de faire des ravages à Gaza, a frappé dans le 19^e arrondissement, au sein de Charlie Hebdo, voire à la Nouvelle Star.

De quoi pouvait accoucher cette matrice idéologique, commune à tant de discours indignés sur la Palestine et à tant de défenses «critiques» de Dieudonné et de Kémi Séba, parmi lesquelles les plus claires furent certainement celles de Pierre Tévanian, idéologue des Indigènes de la République qui nous disait qu'il fallait défendre les deux hommes, malgré leur antisémitisme, parce que victimes prétendues du racisme et du sionisme ?

Sa conséquence la plus visible c'est une extrême droite bien française et revigorée par la reprise, même partielle, de certaines de ses thématiques par une partie de l'extrême gauche.

C'est Faurisson en pleine lumière sur la scène du Zénith: le discours antisémite le plus ignoble qui ait jamais été tenu, celui des négationnistes, les délires sur les chambres à gaz, mystification ultime des Juifs, extermination fabulée par le Bourreau juif qui assoit sa domination en se faisant passer pour victime intouchable. Et des centaines d'antisémites bien français qui peuvent enfin l'applaudir, sans pour autant que le tout soit qualifié de meeting d'extrême droite, sans que quiconque manifeste devant la salle. Pourquoi ? Parce que tout un chacun éprouve désormais un profond malaise à parler d'«extrême droite» quand cette extrême droite acclame un négationniste non pas aux cris d'«A mort les Juifs», mais de «Vive la Palestine», ce qui fut le cas au Zénith.

La boucle est bouclée: défendre les enfants massacrés de Gaza, c'est cracher sur les enfants gazés d'Auschwitz. Lutter contre le racisme c'est être antisémite. Et être antisémite c'est en soi être antiraciste. A tel point que d'aucuns présentèrent comme une provocation antiraciste le parrainage de la pauvre gosse de Dieudonné par Le Pen, l'ex-para, l'homme dont les manifs se terminèrent parfois par le jet d'un Arabe à la Seine.

Bien évidemment, à l'extrême gauche, les soutiens de Dieudonné ne sont plus légion, et quiconque viendra leur rappeler quelques épisodes peu glorieux, tels les tribunes de la liste Europalestine partagées avec Alain Soral et ce même Dieudonné, se verra immédiatement accuser de pratiquer l'«amalgame».

Il n'y aurait donc aucune leçon à tirer, aucune analyse à faire de cette cohabitation qui a quand même duré quelques années entre ces hommes, Dieudonné ou Soral qui ont rejoint fort rapidement l'extrême droite, et cette foule de militants qui sont restés à l'extrême gauche, rien à dire sur cette alliance objective prétendument motivée par une solidarité commune avec la Palestine ?

Qu'il soit clair aujourd'hui que la Palestine était le dernier souci de Dieudonné ou de Soral, que ceux-ci n'ont fait que s'inspirer de leurs Grands Anciens, à commencer par Goebbels, qui ordonnait à la presse allemande de publier des diatribes sur les crimes du sionisme à chaque grande vague de persécutions anti-juives, n'autoriserait pour autant personne à s'interroger ? La Palestine est elle vraiment la préoccupation de tous ceux, qui, à l'extrême gauche, prétendent la défendre en traquant le «sionisme» partout ?

Pourquoi le militant français est-il spécifiquement indigné, parmi tous les massacres commis sur la planète, par ceux qui se déroulent en Palestine ?

Cette question n'aurait évidemment pas de sens, si l'intérêt pour les questions internationales était également répandu, quel que soit le pays, dans les réseaux de l'extrême gauche française traditionnelle.

Mais un bref tour d'horizon montre qu'il n'en est rien: ainsi, il est toujours un peu étrange de voir les «antisionistes» français stigmatiser la passivité et la collaboration des Israéliens face à la politique de leur gouvernement, alors qu'il y a peu de pays où les exactions impérialistes de l'armée et des politiciens suscitent autant d'indifférence qu'en France.

La guerre en Algérie qui a duré, dans sa phase la plus intensive, une bonne dizaine d'années a laissé la majeure partie de la population et de la gauche apathiques voire complices, à comparer avec la lutte menée par les Américains eux-mêmes contre la guerre au Vietnam.

Si la rue est descendue massivement (avec la bénédiction de Chirac) contre l'intervention américaine en Irak, il n'y a aucun pays engagé dans la guerre en Afghanistan où la mobilisation anti-guerre ait été aussi faible.

Et quant à la politique coloniale en Côte-d'Ivoire, au Tchad, à Mayotte ou ailleurs dans les ex-colonies françaises, elle n'est combattue que par les ressortissants immigrés de ces pays, qui sont bien heureux si quelques vagues communiqués de soutien sont pondus (en cas d'émeute massive ou de morts particulièrement nombreux et scandaleux) par l'extrême gauche, la même qui suit jour après jour, pour s'en indigner vertueusement, les bombardements au Liban ou à Gaza..

Il faut bien remarquer cette disproportion verbale, ce «deux poids deux mesures» justement qui fait que la Palestine fasse partie des poncifs de l'imaginaire gauchiste, quand tant d'autres guerres figurent le plus souvent à la rubrique «brèves». Que le Français militant soit tellement indigné contre l'impérialisme des autres et si peu sensible au

sien laisse songeur. Qu'un Palestinien ou un Israélien fasse de l'antisionisme son principal cheval de bataille semble évident, mais un Français ?

Mais si l'on creuse un peu plus le discours «antisioniste», l'on s'aperçoit qu'il n'est pas seulement dans l'indifférence et l'ignorance de l'impérialisme français, mais aussi dans la négation de celui-ci.

Comme on l'a dit plus haut, dans l'imaginaire commun à un Alain Soral ou à un Jacques Richaud, le sionisme ne sévit pas qu'à Gaza, le sionisme est un impérialisme mondial. Et dans cette analyse, la France est victime et pas coupable: l'impérialisme américano-israélien domine le monde entier, notre gouvernement lui est vendu, l'Union européenne n'est qu'un de ses instruments, mais la France, la vraie, est une victime pas un bourreau.

Et ceux qui licencient à Gandrange sont ceux qui bombardent à Gaza.

Les capitalistes ? Non, camarade, les sionistes.

Le sioniste, comme toutes les constructions idéologiques du type bouc émissaire est d'abord voué à absoudre celui qui le désigne de ses propres méfaits.

Pour nombre de gauchistes français, l'Etat d'Israël est une bénédiction, l'objet d'une haine qui serait le commun que l'on proposerait en partage à ceux qu'on a souvent trahis ou ignorés, les colonisés et leurs descendants.

Il y a peu d'espaces de lutte où ne se posent pas, en fin de compte, de douloureuses questions qu'il faudra bien résoudre un jour, sur les rapports entre la gauche et l'extrême gauche française et les minorités immigrées ou issues de l'immigration depuis des dizaines d'années.

Le passif est lourd: du silence après le 17 octobre 1961, aux grèves boudées voire réprimées par les centrales syndicales dans les usines des années 80, de ces foyers immigrés détruits par des bulldozers communistes, au discours sécuritaire contre les «casseurs », tenu du PCF à la LCR.

La Palestine c'est ce terrain, où tout ceci pourrait être tu, où la douloureuse histoire française pourrait ne pas être abordée au nom de la désignation d'un ennemi commun, le sioniste.

Où le militant communiste qui balance les jeunes immigrés à la police pendant les manifs du CPE peut l'oublier en défendant d'autres jeunes armés également de pierres, également arabes, mais à l'autre bout du monde.

Et pas étonnant, que le sioniste devienne dans le discours gauchiste, bien plus que le nationaliste israélien. Immense est la tentation d'aller

plus loin, de ne pas seulement parler d'Israël pour ne pas parler d'autre chose, mais de faire d'Israël le responsable de ce qui s'est passé ici, de la colonisation française et de ses conséquences toujours vivantes.

Et c'est là ou forcément l'«antisionisme» français ne peut être qu'antisémite: là ou l'Israël dont on parle n'est plus cette terre du Moyen-Orient et les hommes et les femmes qui l'habitent, mais l'Israël de l'extrême droite, cette entité occulte, cette conspiration qui contamine un corps sain.

L'«antisionisme» à l'extrême gauche s'est répandu comme une traînée de poudre après l'élection de Nicolas Sarkozy. L'élection avait indéniablement été gagnée sur un programme raciste, ouvertement anti-étrangers, et depuis longtemps la violence des termes employés contre les jeunes issus de l'immigration n'avait été aussi franche et aussi claire. Et la participation massive de la population au vote ne donnait aucune échappatoire à l'analyse: une bonne partie du «peuple» français, une bonne partie même de ceux qui avaient voté «non» à l'Europe, et qui incarnaient l'espoir pour l'extrême gauche s'était clairement positionnée pour une droite réactionnaire et anti-immigrés.

Reconnaître cette réalité, et l'effondrement de la gauche de la gauche c'était trop difficile, notamment pour les communistes, à qui le «non» de 2005 avait fait rêver d'un soutien populaire massif. La désignation de Nicolas Sarkozy, comme un sioniste, les délire visant à expliquer sa victoire comme le résultat de manœuvres impérialistes ou même à plonger dans son arbre généalogique, ont procuré un immense soulagement: le coupable c'est encore l'autre et toujours l'étranger, et bien souvent le Juif, et surtout pas le «peuple» toujours trompé et toujours victime.

L'analyse permettait aussi de faire l'économie d'une autocritique, d'un questionnement profond sur ce qui fait que le prolétariat français soit aussi divisé, que les (quelques) émeutes de 2005 n'aient déclenché que la peur et la haine chez beaucoup de prolos de souche.

L'«antisionisme» est toujours le moyen commode de dissimuler cette terrible fracture. Si Sarkozy est un sioniste, alors il n'y a plus de questions à poser.

Et c'est là où l'on comprend mieux cette obsession mémorielle typiquement française, ce délire comparatif: dans d'autres pays, personne ou presque n'a besoin d'en revenir sans cesse à Auschwitz pour qualifier ce qui se passe à Gaza. Nul besoin, pour dire l'horreur des camps de réfugiés, de les comparer à des camps d'extermination. Nul besoin de répéter cette phrase symbolique «Les victimes d'hier sont les bourreaux d'aujourd'hui», devenue elle aussi un lieu commun

des discours «antisionistes» français sur la Palestine, qu'ils émanent de l'extrême gauche ou de la droite.

A qui s'applique cette phrase absurde ? Que dit-elle au fond, prononcée dans un pays qui a envoyé tranquillement une partie de sa population dans les chambres à gaz, et qui a de plus gardé les mêmes préfets, qui, habitués aux meurtres massifs et à la passivité nationale, n'ont pas hésité vingt ans plus tard à exécuter des centaines d'Algériens en plein Paris, en une seule soirée ?

Si les victimes d'hier sont les bourreaux d'aujourd'hui, alors finalement valaient-elles la peine d'être défendues hier ? Ceux qui se sont tus, ou ont applaudi en ces petits matins de 1941 où l'on raffait en toute publicité sont-ils finalement si coupables que ça, puisque les victimes se sont finalement avérées être des bourreaux ?

Si Israël, c'est «Isra-heil» comme le disait Dieudonné dans ce sketch que tant ont défendu, où le costume dont il s'affuble n'est pas seulement celui du colon israélien, mais celui du Juif du Ghetto, alors qui étaient les nazis ?

Et c'est là où le poncif considéré comme banal et allant de soi se révèle pour ce qu'il est, la légitimation du négationnisme: car après tout si les victimes étaient les futurs bourreaux, ont-elles jamais été des victimes ? Si Gaza c'est Auschwitz, alors Auschwitz était-il vraiment Auschwitz ? Les nazis ont-ils châtié des victimes ou des bourreaux, qui s'ils le sont aujourd'hui devaient bien l'être un peu hier.

Voilà pourquoi les comparaisons entre Gaza et Auschwitz, entre les meurtres de Tsahal et les pogroms sont essentielles à la rhétorique d'extrême droite, voilà pourquoi elles devraient être évitées comme la peste par tous les autres: parce qu'elles sont une légitimation voilée de l'antisémitisme, parce qu'elles disent que les pogroms n'étaient pas si injustes que cela, puisqu'elles visaient une population qui aujourd'hui exterminerait en masse.

L'«antisioniste» français balaiera bien sûr toute cette réflexion d'un trait de plume: comment, mais comment peut-on être à ce point préoccupé par l'antisémitisme, alors qu'il n'y a plus de pogroms, alors que «c'est bien le sionisme qui tue les enfants de Gaza» ?

Est-ce vraiment le «sionisme» qui tue à Gaza ? L'Etat d'Israël est-il, dans sa réalité, l'enfant du sionisme ?

L'Etat libérien, dont l'élite était composée d'anciens esclaves afro-américains alors que la masse de ses habitants quasi réduite en esclavage était née sur le sol africain, était-il l'enfant du nationalisme noir américain ?

Bien sûr que non, et personne aujourd'hui n'irait dire que les descendants des Afro-Américains qui vivent au Liberia sont tous des colons qui doivent quitter le pays. Et le mouvement de libération afro-américain, et son rêve du retour à l'Afrique ne peuvent être tenus pour responsables de ce qui s'est passé au Liberia: les responsables, ceux qui ont utilisé le rêve de liberté de millions d'hommes et de femmes qui voulaient fuir la discrimination raciale et sociale, sont ceux-là mêmes qui ont créé cette discrimination, qui ont persécuté et esclavagisé pour leur intérêt économique: la bourgeoisie colonialiste, la même qui ensuite a permis la création d'un Etat fantôme, le Libéria, pour voler une seconde fois l'Afrique en se servant des descendants des premiers esclaves.

L'Etat d'Israël et sa création relèvent bien de la même démarche, de cette persécution doublement profitable: l'Etat d'Israël est bien l'enfant de l'antisémitisme et du colonialisme européen. Les victimes d'hier, juives ou arabes, ou les deux, sont bien les victimes d'aujourd'hui que le capitalisme colonial jette les unes contre les autres pour son plus grand profit.

L'Etat d'Israël n'est pas plus au service de la nation juive, comprise comme l'ensemble des membres supposés de cette communauté, que le Liberia n'était au service de la nation noire dans son ensemble.

Dire cela ce n'est pas légitimer le sionisme ou le panafricanisme: ne serait-ce que parce que cela démontre que les rêves nationaux des minorités opprimées, sans conscience de l'ennemi réel, le capitalisme, finissent bien souvent dans le cauchemar d'Etats réactionnaires, guerriers et oppresseurs.

Lutter contre l'antisémitisme aujourd'hui et maintenant, en France, ce n'est donc pas faire preuve d'une horrible indifférence envers ce qui se passe à Gaza. C'est bien au contraire s'attaquer à la source du problème, au cœur de l'idéologie du capitalisme néocolonial qui, au cours de sa maintenant très longue histoire a toujours été raciste ET antisémite, au moins pour une partie de ses élites.

La question, c'est bien qui jette les victimes les unes contre les autres depuis le XIX^e siècle ? Qui fait mine alternativement de soutenir les uns pour mieux persécuter les autres ? Et les «antisionistes» qui refusent d'aborder ces problèmes et tentent le jeu pervers de la culpabilisation au nom des enfants morts n'en sauvent aucun, bien au contraire, et ne font que cracher sur leur mémoire: car c'est bien à cause de leur confusionnisme volontaire ou pas, que dans une grande salle de spectacle parisienne, un tortionnaire de l'Algérie française, un raciste même pas caché dont la base a derrière elle des dizaines

d'années de ratonnades plus ou moins assumées, un défenseur indéfectible de la colonisation, Jean Marie Le Pen, a pu en toute sérénité crier un «Vive la Palestine».

Luftmenshen

* «Antisionistes», encore un effort ?

<http://luftmenschen.over-blog.com/>

* A l'extrême gauche, dans les mouvements auto-proclamés «anti-néo-colonialistes», l'heure est à la condamnation publique et verbeuse de Dieudonné. Communiqué des Indigènes de la République, de l'UJFP, d'EuroPalestine, brusquement empressés, à l'occasion de l'initiative électorale de Dieudonné, de proclamer haut et fort, leur rejet de son alliance avec l'extrême droite.

Tous ces communiqués reposent sur deux énoncés:

Dieudonné ne serait pas un «véritable antisioniste», il ne ferait qu'utiliser une noble cause pour masquer son antisémitisme et celui de ses amis.

Jusqu'ici, les auteurs de ces communiqués avaient choisi de garder le silence sur les précédentes initiatives dudit Dieudonné, car elles ne méritaient pas qu'on en parle, et le faire aurait «fait le jeu» à la fois du «sionisme» et le sien.

Le problème de ces deux argumentations, qui reposent sur l'idée qu'il y aurait en France deux «antisionismes» revendiqués, l'un qui serait une usurpation néofasciste, et l'autre un combat pour la justice et la liberté, ne tient pas à l'épreuve des faits et de l'histoire des idéologies de ces dernières années.

Les faits: on ne peut reprocher à Dieudonné son inconstance dans ses propos.

Dès 2002, celui-ci se dit convaincu de l'existence d'un «lobby juif», et dès ces années-là, il explique bien le sionisme, comme étant non seulement l'idéologie et la pratique de l'Etat israélien en Israël, mais comme un réseau d'influence mondial qui tient les médias, et les politiques de bien d'autres pays. Dès ces années, il met en œuvre la thèse qui soutendra tout son engagement, celle selon laquelle le racisme néocolonial serait en premier lieu l'œuvre des maîtres du monde «sionistes», qui auraient organisé la traite négrière, et aujourd'hui organiseraient, grâce à la «pornographie mémorielle» sur la Shoah, la légitimation des discriminations sociales et ethniques qui touchent les descendants des anciens colonisés.

Cette expression extrêmement claire de ses idées n'empêchera pas qu'il bénéficiera (à l'occasion de ses premiers déboires avec le monde

médiatique et la télé, dont il était jusque-là un membre à part entière) du soutien de la plupart des «antisionistes» d'extrême gauche.

En 2004, Dieudonné est un membre phare, avec Alain Soral de la liste EuroPalestine, dont les héritiers officiels déclarent encore aujourd'hui qu'à l'époque son propos était légitime.

Le gros problème, c'est qu'aucun de ces communiqués n'explique en quoi le propos de Dieudonné a changé depuis cette époque, et encore moins, depuis la constitution de sa liste aux élections européennes, qui motive cette «sortie du silence» de ses anciens camarades.

Anciens camarades qui ont gardé pour beaucoup ce silence, lorsque Dieudonné a fait acclamer sur scène, il y a quelques mois, le négationniste Robert Faurisson aux cris de «Vive la Palestine», en pleine offensive sur Gaza.

Objectivement, pour qui se proclame «antisioniste» parce que solidaire des Palestinien(n)es, s'il y avait un moment, où la nécessité d'exprimer publiquement sa différence avec les antisémites s'imposait, c'était bien celui-là, celui d'une mobilisation de masse contre la guerre, dont il était nécessaire qu'elle ne soit pas amalgamée et salie par des ordures antisémites. Pourtant, on cherchera en vain une avalanche de communiqués similaires à celle qui a lieu aujourd'hui.

Par conséquent, celle-ci ne peut s'expliquer par la «découverte» d'une alliance de Dieudonné avec l'extrême droite, alliance qui date de quelques années déjà, et que Dieudonné n'a jamais cherché à cacher, lui donnant au contraire et constamment toute la publicité possible.

Dieudonné n'a donc pas changé: son «antisionisme» d'aujourd'hui est celui d'hier.

En quoi se distingue-t-il donc objectivement de celui de ses anciens compagnons ?

Pour l'observateur extérieur, en effet, les arguments des uns et des autres pour se prévaloir d'un «antisionisme véritable» sont un jeu de miroirs sans fin.

Les uns et les autres s'accusent mutuellement de faire le jeu du «sionisme» réel.

Les uns et les autres dénoncent les manipulations des «médias sionistes»: les Indigènes de la République comme Europalestine ont appelé à une manifestation sur ce thème pendant l'offensive israélienne sur Gaza ! Depuis chacun se présente comme la victime de ces médias et présente ses frères ennemis «antisionistes» comme des favorisés.

De même, dès lors qu'un homme politique de l'UMP s'en prend à l'un ou l'autre camp «antisioniste», les réactions sont les mêmes mais inversées.

Ainsi, lorsque Brice Hortefeux s'en prend aux Indigènes de la République, l'an dernier, ceux-ci y voient la marque de l'acharnement dont ils sont victimes et la preuve que leur discours antisioniste fait d'eux les véritables ennemis de la classe dominante. A l'époque, Alain Soral, colistier de Dieudonné, et ex-colistier d'Europalestine, y voit au contraire la preuve que les Indigènes sont les «idiots utiles» de l'«Umps» et des sionistes, dont ils font le jeu, et qu'il ne s'agit rien d'autre que d'une publicité déguisée.

Mais lorsque Henri Guaino s'en prend, lui, avec la même verbosité et la même absence d'actes, à la liste antisioniste, les arguments sont les mêmes, mais ils changent mutuellement de bouche. Cette fois, les «antisionistes» de gauche dénoncent la publicité faite à Dieudonné, tandis que celui-ci se prétend le véritable ennemi du système.

Bref, s'il y a finalement un point commun qui émerge, dans les analyses des deux camps «antisionistes», c'est que l'«antisionisme» est manifestement tout à fait utilisable par la classe dominante....

Autre point commun, et pas des moindres, un discours commun sur l'Europe et sur ce qu'elle pourrait être. Avant le «schisme» provoqué par le dépôt de la liste de Dieudonné, les «antisionistes», quels qu'ils soient, ont soutenu, chacun de leur côté de multiples pétitions demandant à l'Europe institutionnelle de rompre ses relations avec Israël, de faire pression par tous les moyens possibles sur cet Etat, de reconnaître le Hamas comme interlocuteur politique....

C'est là un bien étrange paradoxe commun à tous les courants «antisionistes» en France, excepté bien entendu les anarchistes et les anationalistes qui n'éprouvent aucun besoin particulier de se déclarer spécifiquement antisionistes, et de faire une hiérarchie entre les nationalismes. Tous les autres «antisionistes», qui se déclarent aussi anticolonialistes, semblent pourtant persuadés que l'Europe a un rôle à jouer et doit jouer ce rôle dans le destin du monde et notamment dans les ex-colonies. L'institution politico-militaire européenne ne serait donc pas un ennemi en soi, elle pourrait au contraire être un vecteur de paix et de liberté, pour peu que le «peuple» y envoie les «bons» représentants, qui pratiqueraient un «bon» interventionnisme.

D'ailleurs, si Dieudonné est le seul à être finalement allé jusqu'au bout de ses ambitions électorales, les autres «antisionistes» avaient manifestement le même objectif, celui de créer un parti dont l'«antisionisme» serait le credo principal sinon unique, avec donc le même présumé idéologique, le sionisme serait l'ennemi principal à combattre en France aujourd'hui. Pendant la mobilisation contre les bombardements israéliens, si Dieudonné s'agite et cogite déjà avec le

Centre Zahra , les Indigènes de la République envoient un appel pressant à créer «le Parti antisioniste».

Cet appel ne comporte aucune exclusive, aucune mention n'y est faite de ceux, qui éventuellement n'y seraient pas les bienvenus, pour cause d'antisémitisme...Mais il ne sera visiblement pas entendu, et c'est donc finalement Dieudonné et ses camarades qui seront en mesure de présenter une liste «antisioniste», pas les «antisionistes d'extrême gauche».

La rivalité entre les «antisionistes» ne relève donc guère de questions de fond, mais bien plus d'une concurrence dans la course aux élections.

Les deux courants ont la même analyse: la France subirait l'influence extérieure des «sionistes» qui contrôlèrent les médias, le monde politique, et la majorité des institutions pour leurs intérêts propres.

Le nationalisme juif serait le seul à être vraiment illégitime, le seul en tout cas aujourd'hui qui étende son influence de manière mondiale: ainsi les deux courants estiment que ce sont les «sionistes» qui tirent les ficelles du gouvernement américain. Les deux courants défendent par ailleurs, becs et ongles d'autres nationalismes, et pas seulement celui de minorités opprimées et sans Etats. Dieudonné comme les Indigènes se retrouvent ainsi dans la défense du régime iranien, auquel on ne concède quelques défauts mineurs que pour mieux exalter son rôle d'opposant au sionisme....

Il suffit aussi de faire l'inventaire des thèmes et des cibles des deux courants, ces dernières années, pour voir que ce sont les mêmes: notamment l'importance démesurée accordée aux mêmes personnalités publiques, de Bernard Henri-Levy à Finkelkraut, de Philippe Val à Bernard Kouchner, s'est construit le mythe d'une puissance intellectuelle «sioniste» , d'une influence redoutable et supérieure à celle de la myriade d'intellectuels médiatiques et de politiciens, dont il n'est jamais démontré en quoi ceux-ci spécifiquement seraient plus puissants ou plus écoutés que les autres.

Sans compter, naturellement, l'obsession incessante du comparatif des exactions de l'armée israélienne avec le génocide nazi, comparaison qui n'est jamais faite, par les deux courants à propos d'aucune autre guerre, d'aucun autre massacre contemporain, quand bien même il s'accompagne exactement des mêmes massacres de civils, du même acharnement contre une population définie par des critères ethniques, culturels ou religieux.

Il est donc bien difficile de distinguer deux «antisionismes» distincts chez ces courants nationalistes, qui ont été alliés, il y a à peine quelques

années. Et force est de constater, que si guerre il y a aujourd'hui entre eux, ce n'est pas le camp des «antisionistes» de l'extrême gauche qui l'a déclaré. Si Alain Soral s'en prend aux Indigènes de la République dès leur création, ces mêmes Indigènes reconnaissent, eux, avoir volontairement gardé le silence sur les actes et les propos de Dieudonné, pendant toutes ces années.

Les communiqués actuels résonnent donc comme ceux d'ex-actionnaires dépités, qui se sont fait voler les bénéfices éventuels d'un fonds de commerce nauséabond. Comme la longue plainte de soutiens indéfectibles de Dieudonné, qui ne leur a pas renvoyé l'ascenseur et a finalement choisi de mettre sa notoriété au services d'autres «camarades».

Le discours «antisioniste» de gauche ne change donc pas d'un iota. L'ennemi principal des antiracistes serait donc toujours le «sioniste» et pas l'antisémite, et à aucun moment, les organisations citées plus haut ne présentent comme une erreur le fait d'avoir refusé d'attaquer les antisémites de front, au prétexte que cette stratégie aurait fait le jeu du pouvoir en place.

Ce n'est malheureusement pas la première fois qu'une partie de l'extrême gauche française a ce discours et cette stratégie. Et les représentants de l'UJFP, ou ceux des Indigènes de la République, peuvent bien mettre en avant leurs origines pour se démarquer, il n'en reste pas moins que leurs positions et leurs choix stratégiques sont exactement les mêmes que ceux qui ont conduit une partie des socialistes et des communistes français à creuser leur propre tombe et surtout à donner un formidable tremplin à la droite antisémite à la fin du XIX^e siècle.

Bien avant que Drumont, l'auteur de *La France juive*, fasse l'objet d'élogieuses critiques dans certains journaux d'extrême gauche, au moment où le mouvement du général Boulanger et sa composante antisémite prennent leur essor, la plupart des socialistes, des guesdistes et des blanquistes choisissent dans un premier temps l'alliance, dans la rue et dans les urnes. Et quand ils se rendent compte que celle-ci ne leur est pas avantageuse, la plupart se contentent du «silence» équivoque: aux élections de 1888, certains candidats comme Lafargue choisissent de se retirer plutôt que d'affronter ouvertement les candidats boulangistes, par peur de s'aliéner une partie des ouvriers. D'autres textes, de groupes guesdistes ou blanquistes, justifient à la même époque le refus d'attaquer les boulangistes antisémites par les propos suivants

«Considérant que , malgré les indignes moyens employés, les suffrages réunis sur le Général Boulanger sont une expression menaçante du mécontentement général contre une République qui n'a été que la République des capitalistes, nous refusons de cautionner l'agitation anti-boulangiste menée par les radicaux et les opportunistes.»

«Le danger ferryste étant aussi redoutable que le péril boulangiste, les révolutionnaires ne devraient favoriser ni l'un ni l'autre, et n'avaient pas à faire le jeu de la bourgeoisie en l'aidant à combattre celui qui était à présent son plus redoutable adversaire.»

A leur propos, Engels, évoquera, non sans raison, le tort immense porté par les socialistes français à la cause du socialisme international et leur reprochera de «n'avoir jamais eu le courage de combattre cette absurdité» et d'avoir ainsi creusé leur propre tombe, et celle du mouvement ouvrier, pour de longues années. L'essor quasi constant de la droite nationaliste révolutionnaire dans les décennies qui suivront ne lui donnera pas tort. A chacune de ses poussées, ceux qui à l'extrême gauche choisiront de reprendre une partie de ses thèmes, ou de ne pas s'y opposer de front, feront à la fois le jeu du pouvoir en place et de la gauche parlementaire, qui aura beau jeu de diaboliser le mouvement ouvrier en se servant de leurs dérives, et celui de l'extrême droite en route vers le fascisme qui utilisera les ambiguïtés de certains discours pour semer la confusion et récupérer une partie des votes ouvriers

Les «antisionistes» de gauche ont adopté la même stratégie, pendant des années , avec Dieudonné ou Kemi Seba. Ainsi, en 2007, les Indigènes de la République éprouvent-ils le besoin de s'élever contre la condamnation de l'antisémite de la tribu K au prétexte que celui-ci aurait été condamné en tant que Noir et appellent à la solidarisation, car à travers lui «c'est nous tous, Noirs, Arabes et musulmans, qui avons été condamnés»(1). En 2006 ,bien après la prétendue rupture, dans un communiqué, Europealentine dénonce le sort de Dieudonné «privé d'accès aux médias , attaqué par «les officines sionistes» (2).

Il arrive aujourd'hui à ces grands stratèges la même chose qu'à leurs ancêtres politiques, et le fait qu'ils soient ou se revendiquent les descendants de minorités opprimées, qu'ils soient incapables de remettre en cause les collusions idéologiques qui les ont amenés à nourrir l'extrême droite raciste ET antisémite, ne fait que rendre plus grave leurs errements.

Peu importe, à vrai dire, de savoir si la démarche procède réellement d'un antisémitisme partagé ou de stratégies politiciennes, reste que leur «antisionisme» qui a essentiellement constitué à opposer la lutte contre

l'antiracisme à celle contre l'antisémitisme, à défendre, ou au mieux à épargner des antisémites convaincus, a conduit à la création du Parti antisioniste dont ils avaient rêvé et qui s'avère être un second Front national.

Leurs vagissements indignés contre l'OPA de l'extrême droite sur leur «antisionisme», ne fait que démontrer leur incapacité à être autre chose que le dindon de la farce des fachos de tous bords et n'enlève rien à leur responsabilité écrasante dans la propagation de la haine raciste ET antisémite.

Et, en Europe l'histoire des siècles précédents, démontre sans discussion possible, que cette haine a toujours été l'arme des capitalistes dans leur ensemble pour diviser le mouvement ouvrier, et détourner la colère et la lutte contre les classes dominantes dans des impasses meurtrières.

(1) Communiqué des Indigènes de la République , 3 décembre 2007

(2) Communiqué Europalestine, mars 2006 <http://www.europalestine.com/spip.php?article2024>

Note des Luftmenschen: Les citations de ce texte proviennent de deux manifestes publics de L'Agglomération parisienne, du mois de mai 1888 et sont cités dans l'excellent bouquin La Droite révolutionnaire, les origines françaises du fascisme 1885-1914, de Zeev Sternell, Seuil, collection Points Histoire.

* À propos d'Alain Soral

* Analyser la pensée d'Alain Bonnet de Soral, plus connu sous le nom d'Alain Soral, est important dans ce contexte de crise économique propice à la propagation de discours fascistes. Ce genre de discours a d'autant plus de risques de gagner en influence que ladite crise a révélé la lâcheté, la veulerie, la trahison des partis de gauche et d'extrême gauche. En outre, Soral est suffisamment habile pour saupoudrer ses diatribes de réflexions apparemment progressistes et de critiques relativement pertinentes de divers groupements politiques (le NPA, Bertrand Delanoë et son équipe municipale) ou phénomènes de société (le communautarisme, le «féminisme» de la bourgeoisie). Ce faisant, il espère endormir la vigilance de son auditoire et, ainsi, faire passer «en fraude» sa camelote d'extrême-droite.

Nous avons divisé notre analyse visant à démont(r)er l'imposture soraliennne en 7 thèmes:

- 1°) Doubles discours et contradictions–
- 2°) Récupération au profit de l'extrême droite d'auteurs, de pratiques et de combats qui ne sont pas les siens–
- 3°) Fascisme et poujadisme–
- 4°) Antisémitisme–
- 5°) Stalinisme–
- 6°) Apologie de régimes répressifs–
- 7°) Arrivisme et haine de classe.

Cette division est en partie arbitraire puisque certaines déclarations d'Alain Soral peuvent avoir leur place dans plusieurs des thèmes ci-dessous développés.

- 1°) Doubles discours et contradictions

Soral a compris que, s'il veut «ratisser large», il doit avoir un discours flou et changeant, et savoir «s'adapter à son public». Cette faculté d'adaptation lui permet, certes, d'espérer rencontrer du succès au-delà des seuls nostalgiques du III^e Reich... mais c'est au prix de ridicules pirouettes théoriques et pratiques.

Soral, qui n'hésite pas à se dire «marxiste», considère pourtant qu'il existe un «intérêt général des citoyens du monde»... Une négation en paroles de l'existence de la lutte des classes... Mais aussi et surtout un propos bien dans l'air du temps qui, n'en doutons pas, plaira aussi bien aux citoyennistes d'ATTAC qu'aux fachos partisans de l'association Capital/Travail !

C'est sans doute en qualité de «marxiste» que Soral qualifie le FN de «mouvement qui évolue vers la vraie gauche, la gauche sérieuse, la

gauche économique». Dans la foulée de cette affirmation hasardeuse, Soral conseille de lire «le programme économique» du Front national. Merci du conseil, Alain ! Une petite visite sur le site du FN peut toujours servir, effectivement !

Même si – crise économique oblige – le FN passe désormais sous silence ses propositions les plus ouvertement pro-patronales (sur la Sécurité sociale, notamment), il reste encore largement assez de «matière» sur son site pour voir que ce parti est à 100% au service de la bourgeoisie. En vrac: «libérer au maximum l'entreprise des contraintes de toute nature qu'elle subit», «libérer le travail et l'entreprise de l'étatisme, du fiscalisme et du réglementarisme», «renégociation de la durée hebdomadaire du temps de travail par branches d'activité. Permettre en particulier de 'gagner plus à ceux qui travaillent plus», «simplification du Code du travail», «créer un cadre favorable à l'entreprise, notamment aux PME», «baisser la pression fiscale» et notamment l'impôt sur la fortune et l'impôt sur les sociétés, développer les «régimes de retraite complémentaire par capitalisation», «assurer un service minimum dans les services publics», «obtenir des économies budgétaires en réorganisant la Fonction publique, par l'introduction du principe de mobilité et le non-remplacement d'une partie des départs en retraite».

Ah ! c'est donc ça la «vraie gauche» ! fallait y penser... Avec une telle conception de la «gauche économique», il n'est pas étonnant que Soral puisse dénoncer la «société d'assistanat» tout en continuant à se prétendre «marxiste»...

Soral affirme, à propos de la police et de l'armée: «il y a très longtemps que ces gens-là n'ont plus aucun pouvoir en France, on peut leur cracher à la gueule tant qu'on veut» et qualifie les flics de «pauvres fonctionnaires qu'ont le plus haut taux de suicide de France». Mais il affirme par ailleurs «nous sommes dans un régime totalement policier et totalitaire [...] on est dans une société intégralement policière et dégueulasse». La France, «régime totalement policier et totalitaire»... où les flics «n'ont plus aucun pouvoir» depuis «très longtemps» ? La contradiction est évidente, mais Soral espère probablement séduire les jeunes de banlieue et une partie de l'extrême gauche avec sa rhétorique pseudo-libertaire et anti-keufs, tout en rassurant ses soutiens (et souteneurs) d'extrême droite avec un discours plus traditionnel sur le thème de l'autorité qui n'est plus respectée. (Au passage, nous ne saurions trop conseiller aux partisans d'Alain Soral de tester la validité des assertions de leur Grand Chef en «crachant à la gueule» de tous les flics qu'ils croisent. Avec un peu de chance, à force

de coups de tonfa et de gardes à vue, ils deviendront d'authentiques révolutionnaires.)

Il y a quelques années, Soral évoquait «l'inculte – et désormais pas drôle – Dieudonné» (Alain Soral, *Abécédaire de la bêtise ambiante, Jusqu'où va-t-on descendre ?*, Pocket, Paris, 2003, p. 112). Il lui reprochait notamment de ne pas oser montrer du doigt cette «communauté invisible» certes surreprésentée dans le show-biz en termes de quotas, mais à laquelle il doit aussi son doux statut de rigolo» (Ibid. , p. 114). «Communauté invisible», comprendre: les Juifs. Soral fait désormais liste commune avec «l'inculte» Dieudonné aux élections européennes de 2009... L'humoriste (?) est pourtant au moins aussi con aujourd'hui qu'en 2002, lorsque Soral écrivait ces lignes... en revanche, il est vrai qu'en matière d'antisémitisme, Dieudonné a accompli d'immenses «progrès» ces derniers temps !

Même type de revirement concernant les Arabes et/ou musulmans. Soral affirmait l'année dernière: «Aujourd'hui, on voit très bien que le Système diabolise les Maghrébins. [...] Vous Français arabo-musulmans et nous Français du Front national sommes diabolisés par le même système [...]. Toutes les saloperies qu'on raconte aujourd'hui sur les Maghrébins de banlieue, sur les 'kärchérisables', c'est les mêmes qu'on a racontées sur Le Pen et les gens du Front national... et elles sont aussi fausses!» ...

Soral souffre sans doute d'amnésie, il nous faut donc lui rappeler ses positions antérieures sur le sujet: «Leur seul espoir [aux Algériens], c'est qu'on y retourne [en Algérie].» (Ibid. , p. 15) ou «celui qui se comporte en colon, de plus en plus c'est le Beur» (Ibid. , p. 99) ou: la France devient «un pays d'Anglo-Saxons névrosés envahis de Maghrébins hostiles» (Ibid. , p. 124) ou encore, à propos de la situation en banlieue populaire dans les années 60: «Les seuls qui posaient problème, déjà, c'étaient les Algériens qui se tenaient à l'écart dans la solitude, la peur, l'islam et la Sonacotra, et dont les jeunes, peu nombreux encore, foutaient déjà la merde» (Ibid. , p. 40).

Soral est démasqué par ses propres écrits: il fait partie de ce Système qui «diabolise les maghrébins», qui «raconte des saloperies sur eux» ! ...Il est vrai qu'il a, depuis, changé radicalement de stratégie à leur égard: il espère même les incorporer à l'«avant-garde» des bataillons d'extrême droite: «Les premiers qui devraient se battre pour la préférence nationale, ça devrait être les Français d'origine immigrée, parce que c'est eux que [l'immigration] met le plus en danger.»

Soral se plaît à répéter que le Système «divise pour mieux régner»: c'est indéniable... Tout aussi indéniable que le fait que lui-même

divise pour mieux régner ! Après avoir fait des Maghrébins des boucs-émissaires, il leur conseille de se retourner contre les nouveaux arrivants en France et, au passage, il se dédouane de ses propres responsabilités en accusant un «Système» (impersonnel) d'être à l'origine de leur stigmatisation.

Dans cette même optique, lors d'une conférence à Fréjus en 2008, Soral a affirmé à propos des exactions commises aux Invalides lors d'une manifestation le 23 mars 2006: «Moi j'étais très content de voir, effectivement, le 'bolossage' des petits cons du CPE... Tout ça est quelque part bon signe.» Le plus amusant est que les fafs présents dans la salle ont applaudi ces propos d'Alain Soral ! Les mêmes qui, en d'autres circonstances, mettent en avant l'existence d'un racisme anti-Blancs pour convaincre les électeurs d'accorder leurs suffrages à l'extrême droite... Bonjour l'hypocrisie...

Ultime contradiction, à propos de ses opposants, Soral affirme: «ces gens-là ne vous sortent que des références des années 30»... Or, lui-même ne se gêne pas pour «sortir des références des années 30», en se réclamant notamment des pacifistes de cette période qui, se plaint-il, ont eu de gros problèmes après la guerre.

De deux choses l'une. Ou bien les connaissances historiques de Soral sont très limitées (ce qui, après tout, n'est pas à exclure)... Ou bien il n'ose pas se réclamer trop explicitement de Jacques Doriot, Marcel Déat, Fernand de Brinon et autres «pacifistes des années 30» qui ont été inquiétés à la Libération, non pas pour pacifisme mais... pour collaboration avec les nazis ! Soral fait parfois preuve d'un peu plus de discrétion et brouille les cartes en se faisant passer pour un «homme de progrès»...

2°) Récupération au profit de l'extrême droite d'auteurs, de pratiques et de combats qui ne sont pas les siens

Les diatribes de Soral sont truffées de références, parfois explicites, à des auteurs qui ne sont pas d'extrême droite. C'est bien connu: la culture, c'est comme la confiture, moins on en a, plus on l'étale.

Soral tient donc à nous faire savoir qu'il a lu Guy Debord (tout en affirmant par ailleurs qu'il est «la partie de l'œuvre de Marx accessible aux publicitaires», Ibid. , p. 96), Jean-Claude Michéa, Michel Clouscard (référence à «l'idéologie du désir» ou dénonciation de la récupération de Nietzsche par des intellectuels de gauche), Pier Paolo Pasolini («codes intégralement fascistes de la mode»), Pierre Clastres...

De là où ils sont, Debord, Pasolini et Clastres ne risquent pas de protester... Concernant Michéa: les thèses qu'il développe dans ses essais sont contestables, mais il n'en reste pas moins évident que c'est

de manière abusive que Soral se sert d'elles comme caution à sa prose d'extrême droite. Nous ne pouvons que vous inviter à vous faire votre propre opinion en lisant L'enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes, Impasse Adam Smith, L'empire du moindre mal, etc.

Quant à Michel Clouscard (dont les thèses sont, là aussi, contestables – mais, présentement, là n'est pas la question), dans une tribune libre dans L'Humanité (30 mars 2007), il a tenu à préciser qu'«associer [...] d'une manière quelconque nos deux noms [le sien et celui de Soral] s'apparente à un détournement de fonds. Il s'avère qu'Alain Soral croit bon de dériver vers l'extrême droite (campagne pour le FN). Il veut y associer ma personne, y compris en utilisant mes photos à ma totale stupéfaction. Je n'ai en aucun cas autorisé Alain Soral à se prévaloir de mon soutien dans ses menées prolepenistes. Le Pen est aux antipodes de ma pensée.» Clouscard étant décédé le 21 février 2009, gageons que le fossoyeur Soral va pouvoir reprendre tranquillement son «détournement de fonds»...

Soral se plaît également à affirmer que «Marx voterait aujourd'hui Le Pen.» Sans doute conscient que cet «argument» est trop visiblement spécieux, il prétend aussi que votent pour le FN «des branchés, des marginaux, [...] des anciens d'Action directe»... A défaut de correspondre à une quelconque réalité, cette façon de présenter l'électorat FN est bien plus sympatoche que celle qui dépeindrait les partisans de Le Pen sous les traits de bourgeois de la région PACA, de vieilles rentières, de boneheads alcooliques (ah ouais mais nan... eux, faudrait déjà qu'ils trouvent le bureau de veaute) ou encore de petits patrons/commerçants/artisans (qui ont eu l'occasion de montrer, tout au long du XX^e siècle, qu'ils constituaient le terreau de toutes les réactions).

Dans la même veine, Soral reprend à son compte le concept de décroissance, se dit «assez proche de certains écologistes». Il évoque aussi «un processus de domination par l'intégration du flic». Ce qui est juste, seulement voilà: ça sonne très «Mai 68» (cf. les slogans du style «Tue le flic qui est dans ta tête.») dont Soral est, comme chacun sait, un contempteur ! Plus fort encore, il s'imagine même rejoindre un jour «les anti-système radicaux qui vivent uniquement de récup' dans les poubelles, et dans des endroits squattés» et il n'hésite pas à prendre la défense de Julien Coupat. Et puis quoi, ensuite ? Une apologie des black blocks ? A un tel stade d'opportunisme et de démagogie, tout est possible...

Démagogie toujours, lorsque Soral justifie son soutien aux PME en disant que des «économistes marxistes» prônaient un tel soutien dès les années 90. «Economistes marxistes» que, bien sûr, il ne cite pas... Et pour cause puisque soit ils n'existent pas, soit ils ne sont pas marxistes !

Alain Soral se réclame abusivement de la «dialectique.» En fait, il ne s'agit que d'un artifice rhétorique bien commode dont il use à chaque fois que son arrivisme ou sa médiocrité intellectuelle menacent d'éclater au grand jour. Ainsi, à ceux qui s'étonnent de sa trajectoire politique, Soral répond qu'elle est «dialectique». Et sa fâcheuse tendance à faire de Karl Marx un apôtre de l'extrême droite est – devinez quoi ? – «dialectique» !

Notons que cette tendance à la récupération de tout et n'importe quoi va au-delà du seul Alain Soral: c'est une véritable mode à l'extrême droite depuis quelques temps. Presque tous se disent maintenant «révolutionnaires» (en période de crise économique, ça passe mieux que «contre-révolutionnaires» ou «royalistes»... mais il s'agit de «révolutionnaires» bien particuliers: des «révolutionnaires» qui sont anticommunistes primaires, qui soutiennent les contre-réformes du gouvernement et qui agressent les grévistes). Et pendant que certains fachos se réclament de Che Guevara, d'autres découvrent les situationnistes... Des identitaires se prétendent même «enfants de la Commune et du 6 février 1934». Comme s'il était possible d'établir une filiation entre le premier gouvernement prolétarien de l'Histoire et une tentative de coup d'Etat fasciste ! Cela étant dit, le 6 février 34, on leur le laisse et on confirme: ils en sont bien les héritiers !

3°) Fascisme et poujadisme

Dans sa préface à *Jusqu'où va-t-on descendre ?*, Soral supposait que le «libéral libertaire bourgeois bohème» trouverait ses écrits «poujadistes» ou encore «fascistes» (Ibid. , p. 12). Eh bien, si tel a vraiment été le cas en 2002 lorsque cet essai est sorti, force est de constater que le «li-li bo-bo» – que pourtant nous n'apprécions pas – aura cette fois-là eu raison. Puisque, quelques années plus tard, Soral se vantera d'avoir écrit certains discours de Jean-Marie Le Pen. Rien d'étonnant quand on voit à quel point les thématiques fascistes et poujadistes sont au cœur de la «pensée» soraliennne.

Dans une conférence de mars 2009, entre une référence à la propagandiste du III^e Reich Leni Riefenstahl et une dénonciation de l'«idéologie maçonnique», Soral trouve quand même le temps de se montrer choqué par le tribunal de Nuremberg («On tue tous les nazis, parce que c'était le Mal donc on les raye de la planète terre.») et par l'épuration à la Libération... Cette conférence se déroulait pourtant à

l'initiative du Parti populiste (extrême droite), dont le programme mentionne le rétablissement de la peine de mort pour les auteurs de «crimes de guerre, [...] assassinats, actes de barbarie, tortures d'innocents», donc on ne voit pas trop pourquoi Soral s'indigne des exécutions de nazis et de collabos (à moins qu'il ne considère pas les Juifs, les Tsiganes et autres communistes qui ont été massacrés comme de «vrais» innocents ?). Soral estime aussi que «de toute façon, le métissage c'est la violence» ... Assertion guère compatible avec celle-ci, également de son «cru»: «On [le peuple français ?] est un métissage réussi puisque cohérent, lent, accepté, etc.» Alors, le métissage c'est la violence, oui ou non ? Comme nous l'avons vu précédemment, Soral se fiche pas mal de s'empêtrer dans ses contradictions puisqu'elles sont «dialectiques».

Soral nous offre encore un magnifique exemple de «dialectique» quand il déclare: «quand on est marxiste, on doit fonctionner sur des concepts marxistes, quand on abandonne tous ces concepts pour se fonder sur des concepts petits-bourgeois, on se casse la gueule», avant d'affirmer que «pour faire quoi que ce soit de subversif en politique», il a plus confiance dans les «patrons de bistrot, les chauffeurs de taxi et ce qu'on appelle la petite bourgeoisie» que dans les profs et les étudiants. Karl Marx voyait-il dans ces catégories de population une force révolutionnaire ? A-t-il prôné la dictature des patrons de bistrot ? Ou bien écrit «petits bourgeois de tous les pays, unissez-vous» ? Soit Alain Soral a accès à des textes cachés de Marx, soit – c'est plus probable – il se sert, pour appuyer ses théories bancales, de ces mêmes «concepts petits bourgeois» qu'il reproche à d'autres d'utiliser.

Typiquement poujadiste est la défense soraliennne du «petit patron», prétendue victime de la «persécution fiscale» et de la «méchanceté des prudhommes». Soral se livre à cet exercice en se réclamant notamment de «Michéa»... On le comprend: pour réussir la prouesse de défendre ouvertement une fraction du patronat tout en restant «marxiste-compatible», il fallait au moins la caution d'un intellectuel qui se réclame du Socialisme (et pas de la «gauche»: dans l'esprit de Michéa, ce n'est pas la même chose... c'est même antinomique)... Au passage, Soral se livre à des reproches (malheureusement !!) infondés concernant Arlette Laguiller: selon lui, dans ses discours, elle ne ferait pas de différence entre petit patronat et grand patronat... En réalité, dans ses interventions, cette réformiste patentée de Laguiller flétrit presque uniquement le «grand patronat»... comme si les autres patrons étaient plus respectables !

Soral ressort également une ruse habituelle du fascisme pour servir de «paratonnerre» à la bourgeoisie en temps de crise économique: il dénonce régulièrement et avec insistance le «capitalisme financier spéculatif» et la «finance mondiale spéculative», espérant que les exploités ne s'apercevront pas que le problème est plus global et que c'est toute la société de classe (Alain Soral compris) dont ils doivent se débarrasser. Dans «Qu'est-ce que le national-socialisme ?», texte daté de juin 1933, Trotsky remarquait déjà que «tout en se prosternant devant le capitalisme dans son entier, le petit bourgeois déclare la guerre à l'esprit mauvais de lucre».

Cette autre sentence soraliennne participe de la même logique du «paratonnerre»: «Ce monde [du marché] est porté par les élites blanches occidentales judéo-protestantes». Il s'agit ici, en réduisant le capitalisme à ses seuls partisans juifs ou protestants, d'épargner le catholicisme (dont Soral se réclame – entre mille autres «étiquettes», il est vrai !) ainsi que les Arabes et/ou musulmans dont Soral veut se faire de nouveaux alliés, convaincu qu'il est que «dans l'imaginaire politique africain ou maghrébin, c'est un type de gauche Le Pen, hein... et même d'extrême gauche parce que c'est pas des régimes très cool là-bas.»

Au cas où vous en auriez douté, Soral manie fort bien la théorie du complot et a des talents certains en matière de réécriture de l'Histoire: «[Les Noirs] étaient issus de l'empire colonial qu'ils ne détestaient pas particulièrement d'ailleurs, en dehors de certaines élites financées souvent on sait pas trop par qui...» Comme dirait un chanteur sarkozyste: «Ah ! Le temps béni des colonies...» Eh oui, Soral, c'est bien connu: les colonisés ne détestaient pas particulièrement la puissance coloniale, cette dernière a décidé d'elle-même, spontanément et sans pression d'aucune sorte, de quitter le continent africain et, d'ailleurs, depuis la décolonisation, la France a totalement cessé de s'immiscer dans les affaires intérieures du Gabon, de la Côte d'Ivoire, du Tchad ou du Togo...

Enfin, dans la rubrique «comment, par la calomnie, l'extrême droite assassine Jaurès une seconde fois», cette citation: «La position de Le Pen est très respectable et très cohérente, même sur le plan de l'immigration, du racisme, etc., elle est très saine, c'est une position de patriote français de gauche du début du siècle, c'est la position... il serait même à la gauche de Jaurès aujourd'hui !» ... Sûrement, oui !! Le Pen est à peu près autant à la gauche de Jaurès que l'était l'homme qui l'a abattu, Raoul Villain, qui fut membre du mouvement catholique

du Sillon et du groupe d'étudiants «nationalistes» de la «Ligue des jeunes amis de l'Alsace-Lorraine»...

4°) Antisémitisme

L'antisémitisme, ce socialisme des imbéciles, est très apprécié d'Alain Soral. Il s'agit, là encore, de détourner la colère populaire vers des boucs-émissaires. Mais ce brave Soral, décidément très prévoyant, n'a pas attendu la crise économique pour distiller son poison. En 2004, déjà, il déclarait: «Quand avec un Français, Juif sioniste, tu commences à dire 'y a peut être des problèmes qui viennent de chez vous. Vous avez peut-être fait quelques erreurs. Ce n'est pas systématiquement la faute de l'autre, totalement, si personne ne peut vous blâmer partout où vous mettez les pieds. ' Parce qu'en gros c'est à peu près ça leur histoire, tu vois. Ça fait quand même 2500 ans, où chaque fois où ils mettent les pieds quelque part, au bout de cinquante ans ils se font dérouiller. Il faut se dire, c'est bizarre ! C'est que tout le monde a toujours tort, sauf eux. Le mec, il se met à aboyer, à hurler, à devenir dingue, tu vois. Tu ne peux pas dialoguer. C'est à dire, je pense, c'est qu'il y a une psychopathologie, tu vois, du judaïsme sionisme (sic !) qui confine à la maladie mentale.» ...Puis, cette année: «Il y a quand même un milliard de chrétiens qui s'excusent face à 15 millions de Juifs... C'est quand même bizarre, il a dû se passer quelque chose pour qu'on soit obligés de s'humilier à ce point-là, que notre pape soit obligé de demander pardon parce qu'il y a un évêque ultra-marginal qui a dit trois conneries». Les «conneries» de Richard Williamson étant «juste», pour rappel, ses déclarations selon lesquelles «200 000 à 300 000 Juifs ont péri dans les camps de concentration, mais pas un seul dans les chambres à gaz».

Intéressante également, cette déclaration de Soral qui reprend le stéréotype, popularisé par le Protocole des Sages de Sion, du Juif fauteur de guerre: «M. Finkelkraut était pro-croate, M. Bernard Kouchner... euh... M. Cohn-Bendit... euh nan pas Cohn-Bendit... C'était Bernard-Henri Lévy, il était pro-bosniaque, ils ont chacun choisi leur camp afin d'attiser la haine et la violence. On ne sait pas trop pourquoi, ils ont dû tirer ça à pile ou face...» Au risque de décevoir Soral et ses groupies, il est important de souligner que l'anéantissement de la République fédérale socialiste de Yougoslavie a des causes multiples et complexes, n'ayant rien à voir ni avec Finkelkraut ni avec BHL. Pire encore: Finkelkraut et BHL n'auraient jamais existé que cela n'aurait strictement rien changé au sort des peuples des Balkans.

Courageux mais pas téméraire, Soral, peut-être lassé des agressions physiques et des décisions de justice défavorables, se replie la plupart du temps sur des propos plus allusifs visant «l'autre d'une telle communauté que je ne nommerai pas», stigmatisant Daniel Cohn-Bendit en tant que «parasite de la société française... qu'il insulte !» ou affirmant: «La France [que les mecs de banlieue] n'aiment pas, je ne l'aime pas non plus... C'est la France de Bernard-Henri Lévy, je ne l'aime pas non plus.»

Que l'on soit bien clairs: les personnalités auxquelles Soral s'en prend sont souvent méprisables. Seulement, bien d'autres le sont tout autant et dont Soral ne pipe pourtant pas un mot. Et il n'est pas compliqué de comprendre quel est sans doute le but – et quel sera assurément le résultat – des envolées soraliennes visant Bernard Kouchner, Alexandre Adler, BHL, Jacques Attali, Laurent Fabius, Alain Finkielkraut, Élisabeth Lévy, etcetera. Ces diatribes permettent à Soral de passer pour un type qui ose s'en prendre aux «puissants» alors qu'elles ont pour fonction objective, en ne visant que des personnalités à l'origine ethnico-religieuse (supposée !) commune, d'épargner la bourgeoisie dans son ensemble en détournant le prolétariat des approches strictement classistes.

5°) Stalinisme

Soral a gardé de graves séquelles de son passage par le Parti dit «communiste». Il n'hésite pas à qualifier la CGT de «réseau de résistance ou d'opposition traditionnelle» alors que cela fait au moins sept bonnes décennies que la Confédération Générale de la Trahison est un obstacle aux tentatives d'émancipation des prolétaires. Pour Soral, «tout ce qui est de l'ordre de la violence [...] et de la guerre civile, c'est forcément un truc qui affaiblit la France». Ce Soral qui s'oppose à la violence et à la guerre civile au nom du salut de la France n'a, contrairement à ses prétentions, rien d'un marxiste... mais c'est un parfait stalinien ! C'est avec ce même type d'arguments, avec cette même dévotion envers l'unité nationale que le P «C» F a, à trois reprises, saboté des situations révolutionnaires: en 1936 (Maurice Thorez, secrétaire général du P «C» F: «il faut savoir terminer une grève»), à la Libération (Thorez, toujours: «produire, produire, encore produire, faire du charbon c'est aujourd'hui la forme la plus élevée de votre devoir de classe, de votre devoir de Français» et «La grève, c'est l'arme des trusts.»), en Mai 68 (Georges Séguy, secrétaire général de la CGT: «...ce mouvement lancé à grand renfort de publicité qui, à nos yeux, n'a pas d'autre objectif que d'entraîner la classe ouvrière dans des aventures en s'appuyant sur le mouvement des étudiants»).

Il arrive aussi à Soral de s'attaquer au «Capital apatride» et au «Capital nomade». C'est cette même idée qu'il développe lorsqu'il affirme dans une interview que «tous les internationalistes aujourd'hui sont des gens de droite, par essence, tu vois...» Notons en passant que, trois minutes plus tôt, dans cette même interview, il affirmait: «Je ne crois pas à l'essentialisme, les gauchistes essentialistes m'emmerdent, ce sont des crétins et des petits cons.» Pour en venir à ce que révèle, sur le fond, cette citation, Soral – ce «crétin» et ce «petit con» d'essentialiste (ce sont ses termes) – reprend à son compte la vieille antienne stalinienne qui affirme que, par opposition au Capital qui n'a pas de frontières, qui est «cosmopolite», les travailleurs se doivent d'être nationalistes. C'est ballot: Soral le stal' a oublié que le Manifeste du parti communiste se termine par un appel à l'union des prolétaires de tous les pays...

6°) Apologie de régimes répressifs

Il n'y a pas besoin de creuser bien longtemps pour s'apercevoir que Soral est contre-révolutionnaire: il suffit de regarder quels régimes et quels chefs d'Etat il admire ! Saddam Hussein (entre autres) est rangé par ses soins dans la catégorie des «chefs d'Etat locaux de puissances alternatives». Alternatives à quoi ? Sûrement pas au capitalisme, en tout cas ! Le premier fait d'armes de Saddam Hussein est la participation à une tentative d'assassinat, en 1959, du général et Premier ministre marxisant Abdul Karim Qasim qui, l'année précédente, avec d'autres militaires, avait renversé la monarchie irakienne. Une fois arrivé au pouvoir (avec le soutien des Etats-Unis), à la tête du parti Baas, Saddam Hussein a réprimé férocement ses opposants, notamment les membres du Parti communiste irakien (ce qui n'a pas empêché Moscou de continuer à soutenir le régime baasiste... ça en dit long sur la teneur en socialisme de la bureaucratie stalinienne).

Soral fait également l'apologie de Poutine, ex-membre du KGB et bourreau du peuple tchéchène qui, en fait d'«alternative», a surtout parachévé le rétablissement du capitalisme privé en Russie (ouverture à la concurrence du fret ferroviaire, baisse du taux d'imposition sur les sociétés) et restreint les déjà peu nombreuses libertés démocratiques dont bénéficiaient les Russes (journalistes assassinés, opposants emprisonnés, désignation par le Président et non plus élection des gouverneurs des sujets de la Fédération de Russie, grande impunité accordée aux membres des groupes fascistes/néonazis qui commettent de nombreuses exactions).

Autre objet d'admiration de Soral: la République islamique d'Iran, régime théocratique où les militants des organisations de gauche ont été exécutés par milliers suite à la contre-révolution islamique et où les minorités (kurdes, arabes) sont soumises à de multiples brimades. Ce régime qui tente de fédérer sa population autour de discours hostiles à l'Occident, aux Etats-Unis, à Israël, sait pourtant miser sur plusieurs lièvres à la fois: dans les années 80, il n'a pas hésité à acheter des armes aux Etats-Unis (qui se sont servis de l'argent récolté grâce à ces ventes pour financer une guérilla d'extrême droite au Nicaragua: c'est la fameuse affaire Iran-Contra) et à Israël. (...)

7°) Arrivisme et haine de classe

Soral qui reproche à BHL, Finkielkraut, Cohn-Bendit, etc. (voir 4°) leur capacité à retourner leur veste n'a peut-être pas tort sur le fond... Mais il est très mal placé pour parler, sa propre trajectoire politique étant marquée par de nombreux retournements de veste. Après avoir adhéré au mouvement punk, il rejoint le P «C» F. Il finit par quitter ce parti dans les années 90, une fois que l'Union Soviétique s'est cassée la gueule et qu'il s'est rendu compte – soixante ans après tout le monde, mais mieux vaut tard que jamais – que le P «C» F n'est pas révolutionnaire. Il qualifie son Abécédaire de la bêtise ambiante, paru en 2002, de «national-républicain» et paraît alors proche de Jean-Pierre Chevènement. Passade de courte durée puisqu'il se rapproche ensuite à grandes enjambées de l'extrême droite, jusqu'à rejoindre l'équipe de campagne de Jean-Marie Le Pen en vue des présidentielles de 2007. Mais il est vrai que, dans l'interview où il annonçait son rapprochement avec le FN, Soral affirmait que, faisant cela, il rejoignait un parti «qui pèsera demain 25% minimum» (forcément, puisque «Le Pen, c'est le plus grand résistant au Système de France» !!). Quelle déception au soir du premier tour des présidentielles quand Le Pen, doublé sur sa droite (extrême) par un Sarkozy vraiment très décomplexé, n'obtient «que» 10,44% des voix.

Pas grave, Soral a l'explication: «Le Pen mérite la France, mais je ne suis pas sûr que la France et les Français tels qu'ils sont aujourd'hui méritent Le Pen.» Dit plus clairement: les Français sont des cons. Venant de quelqu'un qui passe son temps à glorifier démagogiquement le «Peuple» et la «Nation», c'est plutôt cocasse... A l'échec du FN aux présidentielles vient s'ajouter l'échec, plus net encore, des municipales en 2008, ce qui fait que Soral doit commencer à se demander s'il a misé sur le bon cheval (blanc).

Soral annonce finalement son départ du FN le 1^{er} février 2009, le parti n'ayant daigné lui proposer, en vue des élections européennes,

qu'une place d'honneur sur la liste en Ile-de-France. Une simple place d'honneur à lui, Alain Soral, lui qui est «rebelle depuis l'âge de seize ans», vous vous rendez compte ?? Comme l'aurait dit une de ses défuntes icônes staliniennes: c'est un scandâââle ! Mais puisqu'il ne veut surtout pas sombrer dans l'oubli et qu'il tient à faire parler de lui à tout prix, Soral se contente finalement d'une place de numéro 5 sur la liste antisém... pardon... «antisioniste» de Dieudonné. On ne sait jamais, dès fois que... Après tout, «les gens sont tellement cons, ils en redemandent...» et puis «un salarié, c'est comme un enfant». Alors, qui sait ? Ces ânes-là iront peut-être voter...

Le grandissime Soral qui, lui, n'est ni un con ni un salarié, chie sur la Star Academy, les émissions d'Arthur, celles de Stéphane Bern... Le hic c'est que Soral n'a jamais hésité à aller faire la promo de ses bouquins de merde chez Thierry Ardisson ou Evelyne Thomas ! Faites ce que je dis, mais pas ce que je fais... Soral semble paniqué à l'idée de retomber dans l'anonymat: «Si vous ne faites pas ce qui faut, vous êtes progressivement marginalisés, c'est-à-dire vous ne passez plus dans les grands médias, vous êtes un peu mal vus [...] On voit bien ceux qui peuvent se maintenir et ceux qui sont marginalisés, et pourquoi [...] Et cette marginalisation elle est bon... au niveau des médias évidemment, c'est-à-dire on est disqualifiés, on n'est plus invités, etc... Moi on voit très bien que j'passais beaucoup dans les émissions mais à un moment donné on n'm'a plus vu [...] d'ailleurs les gens ne se posent même pas la question 'Tiens, on ne vous voit plus !'»

C'est qu'il doit également se demander comment il va faire pour écouler ses daubes fascistoïdes si, par malheur, il se voit privé de l'accès aux principaux médias et de la notoriété qui va de pair... Aiguillé par son ambition sans scrupules, Soral saura, s'il le faut, changer une énième fois son fusil d'épaule, trouver de nouveaux compagnons de route et de nouvelles tribunes d'où il pourra dégueuler sa prose pseudo-contestataire qui, en fait, nuit exclusivement au prolétariat. A moins que ce dernier ne lui en laisse pas l'occasion...

Sources:

- Alain Soral, Abécédaire de la bêtise ambiante, Jusqu'où va-t-on descendre ?, Pocket, Paris, 2003

- interview d'Alain Soral après qu'il eut annoncé qu'il rejoignait l'équipe de campagne de Jean-Marie Le Pen, fin 2006 (http://www.dailymotion.com/search/alain%2Bsoral/video/xtjwl_alain-soral-interview-fn)

- interview d'Alain Soral suite au premier tour des dernières présidentielles, 22 avril 2007 (<http://www.dailymotion.com>)

com/related/xtjwl/video/x1td0v_soral-echec-de-le-
pen_news?hmz=74616272656c61746564)

- Alain Soral, conférence à Fréjus, 23 mai 2008 (http://www.dailymotion.com/relevance/search/soral+fr%C3%A9jus/video/x5snqq_alain-soral-frejus-partie-1_news

et http://www.dailymotion.com/relevance/search/soral+fr%C3%A9jus/video/x5snuj_alain-soral-frejus-partie-2_news)

- Alain Soral, conférence «Vers la gouvernance globale» à l'invitation du Parti Populiste, 9 mars 2009 (http://www.dailymotion.com/relevance/search/conf%C3%A9rence+gouvernance/video/x8vz58_alain-soral-conference-090309-parti_news)

* Argenteuil , RSA : la machine à précariser s'accélère, l'extrême droite de Dieudonné tente de faire diverSion

Premier vendredi du mois CAF d'Argenteuil, juste en face du marché du boulevard Héloïse. C'est, comme d'habitude, la permanence du Réseau Solidaire d'Allocataires. Enfin pas exactement comme d'habitude, puisque c'est la première semaine du Revenu de Solidarité Active.

Depuis plus d'un an, l'expérimentation de la fameuse réforme a donné lieu à un chaos sans nom et bien organisé à Argenteuil : retards de plusieurs mois dans les dossiers, fermetures jusqu'à deux semaines par mois, fausses erreurs et vraies surprises quand il s'avère qu'on aura finalement droit à cinquante euros de complément par mois, après des semaines sans rien et cinq visites pour faire et refaire des calculs hyper compliqués. Bref, à Argenteuil, le RSA expérimental, non seulement n'a pas rempli les frigos des salariés allocataires, il les a vidés. Une fois que c'est fait, c'est fait ? Et bien non.

Car, le RSA qui vient d'entrer en vigueur n'est pas le même que celui de l'expérimentation ! Les modes de calcul ne sont pas les mêmes, le pourcentage change...

En résumé, dans le Val d'Oise, les salariéEs de la CAF vont donc devoir simultanément

appliquer les règles pré RSA expérimental à certains salariés, par exemple ceux en contrat aidé qui ont commencé leur emploi avant les expérimentations

appliquer le RSA expérimental pour ceux qui en «bénéficiaient» avant le 1er juin

appliquer le RSA version finale, mais provisoire car ajustable par le président du Conseil Général, pour tous ceux qui arrivent à partir de maintenant.

Mais, cerise sur le gâteau, si le RSA version finale s'avère plus avantageux pour tel ou tel salarié, alors il devra s'appliquer.... Autant dire, que l'allocataire, dans ce labyrinthe de prétendus droits, se retrouve surtout avec celui de ne pas pouvoir les faire valoir.

Donc, on bosse dur en attendant son tour, entre allocataires. On compare ce qu'on a compris ou pas : on fait le compte de ce qui a

disparu à coup sûr, le cumul intégral de l'allocation avec le salaire pour les contrats de moins de trois mois, la prime de retour à l'emploi de mille euros, la CMU qui allait automatiquement avec le statut de Rmiste et qui sera conditionnée désormais à un plafonds de ressources.

On fait le compte des emmerdes supplémentaires, aussi : les contrôles de plus en plus intrusifs, par exemple. Un allocataire nous raconte comment il s'est réveillé , un matin, sur le canapé de l'amie chez qui il était hébergé, avec un type très guindé en face de lui, et sa liste de pièces justificatives à fournir. C'était un contrôleur CAF, il a décidé qu'il y avait vie commune et a coupé le RMI.

Une salariée voit rouge : courrier de convocation dans les services de l'insertion du Conseil Général. Mère de deux enfants, elle bosse à temps partiel, un boulot qu'elle a trouvé seule mais perçoit la somme mirobolante de cent euros de RSA. Le Conseil Général a décidé de lui imposer un suivi mensuel, «tant qu'elle ne serait pas autonome». On parle de choses concrètes, terre à terre, comme les problèmes de dents : un monsieur a trouvé un dentiste génial, qui prend la CMU, peut le recevoir très fréquemment, et réduire l'étalement des soins dans le temps. Mais la Sécu lui a imposé plusieurs devis et considère qu'il doit en choisir un autre, plus près de son domicile mais surchargé. Malgré la queue bien longue, debout, dehors, les gens ne s'embrouillent pas, bien au contraire, mais chacun se demande, jusqu'à quand tout cela va continuer, la dégradation perpétuelle de la survie, le «reste à vivre» , comme ils disent qui s'amenuise toujours un peu plus.

De tout cela, les journaux ne parlent pas, ou presque jamais. Pas de journalistes, pas d'avalanches d'articles pour évoquer les conséquences concrètes, sur le terrain, d'une réforme de plus et de son cortège de suppressions de droits.

Mais ce vendredi là n'est pas un vendredi comme les autres, pour une fois, il se pourrait qu'on parle d'Argenteuil. Pas du RSA, non, mais des stars médiatiques du moment, les membres de la «liste antisioniste», puisque le "Dieudobus" est annoncé sur le marché. La haine a bonne presse, bien plus que la solidarité, on en sait quelque chose. Nous sommes inquiets et écœurés d'avance.

Inquiets, parce que nous savons bien que la cible de l'extrême droite, c'est nous, depuis toujours.

Cible au sens large, au sens électoral, car le désespoir, la pauvreté, attirent ces gens là comme des mouches, eux qui s'imaginent toujours que les précaires sont de pauvres hères déboussolés, qu'on peut flatter dans le sens du poil en leur jetant l'os de la haine contre telle ou telle communauté construite de toutes pièces. Eux qui nous prennent

tellement pour de pauvres cons, qu'ils n'ont même pas fait l'effort de construire un nouveau bouc émissaire, puisqu'ils ont pris le même que celui utilisé par leurs prédécesseurs pendant la grande crise capitaliste des années 30 en Europe, ben oui le Juif tiens, les pauvres ça ne sait rien, ça ne se rappelle rien, on va pas se faire chier...

Cible au sens restreint, on est habitués avec les fachos de base qu'on croise parfois sur nos diffusions de tracts : les collectifs de précaires qui défendent l'égalité des droits pour tous, qui mélangent allègrement, les soi disant communautés qui doivent rester entre elles, ça les énerve.

On a pas tort de s'inquiéter, manifestement : dès le début du Café de la Colère, nous avons le droit à des observateurs inhabituels, qui ne nous approchent pas de trop près, mais restent postés au bas des escaliers de la CAF et nous suivent ostensiblement dès qu'on part en balade sur le marché diffuser nos tracts.

On tombe alors sur le NPA, le Nouveau Parti Anticapitaliste. On ne les avait jamais vu avant, mais ils paraît qu'ils nous cherchaient depuis longtemps, justement. «C'est vraiment super-ultra – génial qu'on soit là», nous dit la tête de liste Ile de France en nous serrant la main comme un forcené. C'est quand même un peu bizarre qu'ils ne nous aient pas trouvés, depuis le temps qu'on fait les Cafés à la CAF d'Argenteuil et qu'on l'annonce sur le site et sur les tracts. Mais bon, c'est la règle du jeu, les partis politiques ont brusquement des poussées de perspicacité, pendant les campagnes électorales. On leur demande s'ils ont des infos sur l'arrivée de la «liste antisioniste» et ce qui est prévu. Alors, justement c'est super ultra génial qu'on soit là, parce que toute la gauche est prévenue, et il y a la sénatrice des Verts qui doit venir, Alima Boumediene Thierry et le Front de Gauche, et Lutte Ouvrière, et tout et tout.

Pour l'instant personne, que le NPA en campagne («Si vous en avez marre, votez NPA, le parti d'Olivier Besancenot» hurle la sono).

Nous, on en a marre, mais sur le bout de papier à mettre dans la boîte, on n'a pas d'idée précise, et en tout cas, tous ceux qui ont été mis et de toutes les couleurs n'ont pas fait avancer le schmilblick à notre connaissance.

Donc, on s'éloigne un peu, et on continue à diffuser nos tracts, de plus en plus inquiets quand même, parce que les individus en poste ici et là sont de plus en plus nombreux.

Une dame prend le journal. « Ah oui le RSA, j'ai pas compris ce que c'était exactement, encore un coup du LOBBY SIONISTE ». Les majuscules, c'est parce qu'elle braille brusquement en prononçant les deux derniers mots. Ah bon. C'est pratique, cette vision de la vie, plus

besoin de faire marcher son cerveau, tu comprends rien, va pas chercher, va pas lutter, c'est la faute du lobby sioniste. Et elle a des preuves, des noms. Bernard Kouchner, Sarkozy, Bernard Henry Levy..., mais pas Martin Hirsch, tiens... Elle n'en démord pas, les responsables, ce ne sont pas tous les gouvernements, et pas tous les politiques au pouvoir, mais seulement ceux qui sont "sionistes".

On lui demande alors, si le président «antisioniste» de l'Iran garantit aux chômeurs et aux ouvriers des boulots bien payés, et de quoi vivre bien si on n'en a pas, et si au Pôle Emploi iranien, les radiations sont interdites par la loi. Alors là d'un coup c'est l'explosion. Elle s'éloigne de nous d'un bon mètre et commence à hurler que nous avons le cerveau acheté par les médias sionistes, que la liberté d'expression est interdite en France, le président iranien est un pauvre homme, puis une avalanche de bénédictions rituelles, en arabe, histoire d'en appeler au public du marché, dont de nombreuses femmes voilées, ... Hé, les filles qui se ressemblent s'assemblent, non ?

Ben non. Contrairement à ce que croient les fachos de tous bords, le voile ne fait pas le moine. Les gens ignorent cette dame, et continuent à prendre le journal, l'opération «Pestiférés» a échoué. Comme des naïfs, on croit encore avoir eu affaire à quelqu'un qui passait par là, en rentrant, on verra qu'il s'agit d'une fidèle militante du parti antisioniste, présente sur toutes les vidéos.

Et dix minutes après, c'est le grand débarquement. Ils sont plusieurs dizaines, et pour des gens qui répètent que «La banlieue est avec eux», manifestement pas très convaincus, parce qu'ils se déplacent en groupe, protégé par des types au blouson bien gonflé, lunettes noires, talkies, et tout le tralala.

Et nous ? Ben nous, on est en infériorité numérique manifeste, mais alors vraiment manifeste, exactement comme à chaque fois qu'on se met à parler fort dans la CAF d'Argenteuil, et que la sécurité et la police déboulent. Donc on fait pareil. «Antisémites, racistes, allez vendre vos salades ailleurs». Et eux se révèlent l'exacte copie des agents ordinaires de la répression.

Immédiatement, une partie d'entre eux se poste devant et autour de nous, dans la position classique du Robocop anti pauvres en colère, jambes écartées pour qu'on voie bien qu'ils ont une très grosse quenelle, posture ambiguë et rapprochée «Je te tape pas encore, mais ça pourrait venir». Deux autres nous mitraillent brusquement de photos. Fichage et affichage de leur supériorité physique donc, décidément les candidats «anti système» ressemblent comme deux gouttes d'eau à ceux qui font tourner la machine à précariser. Manifestement, ces Résistants

autoproclamés doivent avoir des revenus qui les mettent à l'abri des discriminations, de la pression et de l'intimidation quotidienne que doivent affronter tous les pauvres qui se mettent en lutte, car ils ont l'impression de nous faire subir quelque chose de nouveau

Nous faire taire avec ça ? Mais des fichiers on en a déjà mille, et on n'est pas totalement inconscients, on le sait bien qu'on n'est pas des Rambo et qu'à chaque fois, qu'on se fait évacuer d'une CAF, à chaque fois qu'on intervient collectivement pour faire annuler une radiation ou un contrôle, on peut en ressortir avec des bleus. Bien sûr qu'on a peur, tout le temps, en fait, on n'est pas des héros, on préférerait ne pas, mais on n'a pas le choix. Mais si on s'en sort, sans bleus ni arrestations à chaque fois que le directeur de la Caf d'Argenteuil fait appel à la police et à la sécurité, ce n'est pas parce qu'on fait de la boxe française, mais parce qu'Argenteuil est une ville où les pauvres cherchent à résister, et se mobilisent ensemble, quelles que soient leurs origines, leur religion, à chaque fois qu'ils en ont l'occasion.

Et manifestement, les «antisionistes» le savent aussi bien que leurs collègues de répression, parce qu'aucun ne se risque à faire usage de sa supériorité physique, parce que les gens autour regardent et ne prennent pas les tracts qu'ils leur tendent, dès lors qu'ils comprennent de quoi il s'agit. Ils tentent bien la diversion, en nous ramenant la Palestine sur le tapis. On regarde avec un étonnement consterné, certains des militants du NPA entrer dans leur jeu nauséabond, et répondre qu'ils ont le soutien d'EuroPalestine, qui a le soutien du Hezbollah et du Hamas.

Nous sommes obligés de le reconnaître, c'est officiel, le Réseau Solidaire d'Allocataires n'a pas le soutien du Hamas et du Hezbollah, ni du pape, ni du Dalai Lama. Le gouvernement israélien ne s'est pas manifesté non plus. Mais les militants «antisionistes» sont formels, nous sommes des «sionistes», membres du grand complot des puissances d'argent.

Lesquelles ne sont manifestement pas au courant, forts de cette info, nous sommes allés vérifier ce matin, nous n'avons pas eu plus que les 400 euros mensuels du RSA, si quelqu'un a les coordonnées du Comité des Sages de Sion, pour avoir une attestation de droits, à la Poste, ils n'ont pas voulu nous croire.

Voilà. C'était un vendredi pas comme les autres, à la permanence d'Argenteuil du Réseau Solidaires d'Allocataires.

L'entrée en vigueur du RSA, accélère la précarisation et le contrôle à une vitesse inédite, et la solidarité active va effectivement être

nécessaire, plus que jamais, pour accéder ne serait ce qu'à la possibilité de survivre. Les médias n'en parleront pas.

Comme ils ne parleront pas de l'accueil glacial réservé à la liste de Dieudonné, ce jour là au marché. Ils préféreront sans doute, parler du «soutien de certaines banlieues» à leurs idées de haine, en exhibant des images de gens qui prennent les tracts et discutent deux minutes, sans savoir au départ de quoi il s'agit, ou tout simplement parce que les gros malabars alentour ne donnent pas trop envie de leur rentrer dans le lard. Ou alors, des interviews d'«habitants lambdas» qui passaient par là, accessoirement militants de la «Liste antisioniste» arrivés en avance. Mais les médias ont aussi accepté de montrer les «Rsastes heureux» soigneusement sélectionnés par les services d'insertion comme la preuve que les pauvres étaient des fans de Martin Hirsch, alors.... La stratégie est toujours la même, répéter mille fois les mêmes mensonges pour qu'ils deviennent réalité, pour que chacun se conforme à l'image de lui même qu'on veut lui imposer.

Nous, on vous donne rendez-vous comme tous les premier vendredis du mois, le 4 juillet devant la CAF d'Argenteuil, de 10h à midi. Ce sera un vendredi ordinaire, venez avec vos avis de radiation, vos trop perçus, votre dossier en retard, et comme d'habitude, on affrontera ça ensemble, on échangera les infos, on se battra collectivement pour permettre à chacun de maintenir la tête hors de l'eau. On ne passera pas à la télé, les pauvres, les médias les aiment en guerre les uns contre les autres, mais on continuera à construire les réseaux de lutte et de solidarité qui nous permettront, à tous, de nous en sortir ensemble.

* Anarchisme

et

insurrectionnisme

Les textes qui suivent ont été traduits par nos soins de l'anglais et de l'italien. Alfredo Maria Bonanno, militant anarchiste, a été condamné à 18 mois de prison pour sa brochure «La Joie armée» et à 6 ans de prison en 2004 pour une prétendue participation à bande armée.

Joe Black et José Antonio Gutiérrez D. sont membres du Workers Socialist Movement irlandais, groupe communiste libertaire.

Peter Gelderloos est un anarchiste américain, qui attend actuellement d'être jugé en Espagne pour son rôle supposé dans une manifestation de squatters à Barcelone.

Do or die est une publication qui défend les positions de l'insurrectionnisme.

Le terme d'«insurrectionnisme» existe depuis au moins un siècle puisqu'il figurait déjà dans le titre d'un article de Malatesta «Insurrectionnisme ou évolutionisme» publié dans le journal L'Anarchie le 15 novembre 1913. Il a été repris, de façon positive, par des anarchistes américains, anglais et surtout italiens, notamment dans les écrits d'Alfredo Maria Bonanno à partir des années 1970. Et il a été utilisé aussi, de façon négative, par les policiers italiens, un peu comme récemment le terme de «mouvance anarcho-autonome» en France, pour criminaliser des dizaines d'anarchistes dans la Péninsule.

N'étant pas de fins connaisseurs de l'anarchisme, nous ne nous prononcerons pas sur le fait de savoir si l'insurrectionnisme incarne le Véritable, l'Authentique anarchisme, ou s'il n'en constitue qu'une «maladie infantile» – tout comme le «gauchisme» des années 20 stigmatisé par Lénine et l'Internationale communiste. Quoique, à lire la critique qu'en font les communistes libertaires irlandais, on ne soit (parfois) pas très loin de ce registre paternaliste qu'adoptait Lénine vis-à-vis de ses opposants de gauche.

Quoi qu'il en soit, nous nous sentons, pour l'essentiel, plus proches des critiques exprimées par Black et Gutierrez que des positions des insurrectionnistes.

Ce qui nous a semblé intéressant dans ces textes, au-delà de leur culte de la violence qui nous est totalement étranger, c'est l'interprétation du monde actuel qui la sous-tend, les idées et les pratiques qu'elle défend et qu'on retrouve, sous des formes parfois similaires, dans d'autres composantes dites radicales, ultragauches ou autonomes, voire au sein du mouvement altermondialiste. Quand on lit ces articles, on saisit mieux comment certaines idées circulent (pour le meilleur et pour le pire...) au-delà des frontières et des barrières linguistiques, et même au-delà du fossé qui sépare historiquement les courants marxistes et anarchistes.

Il est significatif de constater que, même si Bonanno n'emploie pas ce terme, le fonctionnement qu'il propose ressemble curieusement à celui des réseaux, pratiqués par toutes sortes de tendances politiques. Ou que son aversion pour les organisations «formelles» correspond bien aux sentiments de nombreux jeunes aujourd'hui, y compris ceux qui rejoignent le NPA, presque à reculons, du moins si l'on en croit leurs témoignages publiés dans les livres consacrés au NPA ou les derniers numéros de la revue Critique communiste (revue de l'ex-LCR, aujourd'hui disparue).

Ces textes tentent de répondre à beaucoup d'interrogations partagées aujourd'hui par des militants d'orientations très différentes voire opposées: à quoi sert une organisation? comment éviter la bureaucratisation? peut-on toujours parler de classe ouvrière? quel contenu aura la révolution que nous souhaitons? quel lien peut-il y avoir entre notre pratique quotidienne et le «Grand Soir» dont nous rêvons? Y aura-t-il un Grand Soir? que signifie le communisme après la disparition du stalinisme?

Les réponses qu'apportent ici ceux qui se qualifient eux-mêmes d'insurrectionnistes ne sont pas les nôtres sur de nombreux points, mais leurs contributions ont le mérite d'exprimer une authentique sensibilité antibureaucratique, une profonde révolte contre l'exploitation et la domination, et de trancher avec les discours insipides, larmoyants, misérabilistes ou simplement électoralistes ou syndicalistes produits par l'extrême gauche, française comme européenne.

À ce titre, ces textes ont toute leur place dans une compilation d'articles consacrés à la violence politique aujourd'hui. Rappelons enfin que Bonanno, pour qui le terme d'«insurrection» ne se réduit pas à une posture ou à un gadget esthétique ou littéraire comme chez certains radicaux chics français, a payé très cher son intransigeance théorique et pratique face à la justice et à l'Etat italiens.

À ce titre, aussi, et malgré nos divergences profondes, sa pensée mérite d'être mieux connue et discutée.

* *Ni patrie ni frontières*

* Notes

sur l'anarchisme insurrectionniste

(Killing King Abacus n° 2, été 2001)

L'anarchisme insurrectionnel n'est pas une solution idéologique à tous les problèmes sociaux, une marchandise sur le marché capitaliste des idéologies et des opinions, mais une pratique en cours visant à mettre fin à la domination de l'État et à la perpétuation du capitalisme, pratique qui exige des analyses et des discussions pour progresser. Nous ne recherchons pas une société idéale et ne souhaitons pas offrir une image de l'utopie destinée à la consommation publique.

À travers l'histoire, à l'exception de ceux qui pensaient que la société allait évoluer jusqu'au moment où elle se débarrasserait elle-même de l'État, la plupart des anarchistes ont été des anarchistes insurrectionnels.

Plus simplement, cela signifie que l'État ne s'éteindra pas tout seul, que les anarchistes doivent donc attaquer, car attendre conduit à la défaite— ce dont nous avons besoin, c'est d'une mutinerie ouverte et de l'extension de la subversion parmi les exploités et les exclus. Dans ce texte, nous exposons quelques conséquences de notre réflexion (la nôtre et celle de quelques autres anarchistes insurrectionnistes) sur ce problème vital: si l'État ne disparaît pas de lui-même, comment mettre fin à son existence?

L'anarchisme insurrectionniste est donc essentiellement une pratique, et il se concentre sur l'organisation de l'attaque. Ces notes ne sont absolument pas une réflexion close ou un produit fini— nous espérons alimenter une discussion en cours, et nous serons heureux de connaître vos réactions (les réponses les plus intéressantes seront publiées dans le prochain numéro de Hot Tide).

Une grande partie des réflexions qui suivent proviennent des numéros précédents d'Insurrection et de brochures parues chez Elephant Editions.

1. L'Etat ne disparaîtra pas tout seul. Il faut l'attaquer

L'État du Capital ne «disparaîtra» pas, comme semblent le croire de nombreux anarchistes, qui non seulement se retranchent dans une position abstraite d'«attente», mais dont certains ont même ouvertement condamné les actes de ceux pour qui la création d'un monde nouveau dépend de la destruction de l'ancien. L'attaque est le refus de la médiation, de la pacification, du sacrifice, des accommodements et des compromis.

C'est en agissant et en apprenant à agir, et non par la propagande, que nous allons ouvrir la voie à l'insurrection, même si la propagande peut servir à clarifier notre façon d'agir. Attendre ne nous enseigne qu'à attendre davantage— en agissant, nous apprenons à agir.

La force d'une insurrection est sociale, et non militaire. La mesure dont nous nous servons pour évaluer l'importance d'une révolte généralisée n'est pas l'affrontement armé, mais, au contraire, l'amplitude de la paralysie de l'économie, de la normalité.

2. Auto-activité contre gestion de la révolte: de l'insurrection à la révolution

En tant qu'anarchistes, la révolution est notre point de référence constant, peu importe l'activité ou le problème qui nous préoccupe. Mais la révolution n'est pas un mythe qui nous servirait simplement de point de référence. Précisément parce qu'il s'agit d'un événement concret, elle doit être construite quotidiennement par des tentatives plus modestes qui n'ont pas toutes les caractéristiques libératrices de la révolution sociale dans le vrai sens du terme. Ces tentatives plus modestes constituent elles aussi des insurrections. En leur sein, le soulèvement des individus les plus exploités et les plus exclus de la société et le soulèvement de la minorité la plus sensible politiquement ouvrent la voie à la possible implication de couches exploitées de plus en plus vastes au cours d'un flux de révolte qui pourrait conduire à la révolution.

Nous devons développer nos luttes, à moyen et à long terme, en même temps. Il nous faut adopter des stratégies claires afin de pouvoir utiliser des méthodes différentes d'une façon coordonnée et féconde.

Autonomie de l'action: l'autogestion de la lutte signifie que ceux qui se bagarrent sont autonomes dans leurs décisions et leurs actions— une telle démarche s'oppose à une organisation de synthèse qui essaiera toujours de prendre le contrôle de la lutte. Les luttes synthétisées au sein d'une seule organisation qui exerce le contrôle sont facilement intégrées dans la structure du pouvoir de la société actuelle. Les luttes

auto-organisées sont, par nature, incontrôlables à condition qu'elles se diffusent sur l'ensemble du terrain social.

3. Incontrôlabilité contre gestion de la révolte: l'extension de l'attaque

Il n'est jamais possible de prévoir l'issue d'une lutte. Même une lutte limitée peut avoir les conséquences les plus inattendues. Aucune méthode ne peut garantir à l'avance le passage des diverses insurrections – limitées et circonscrites – à la révolution.

Ce que craint le système, ce ne sont pas ces actes de sabotage en eux-mêmes, mais leur propagation à toute la société. Tout individu prolétarisé qui dispose même des plus modestes moyens peut se fixer des objectifs, seul ou avec d'autres. Il est matériellement impossible à l'État et au Capital de contrôler, de façon policière, l'ensemble du territoire social. Toute personne qui veut vraiment contester le réseau de contrôle social peut apporter sa propre contribution théorique et pratique à cette contestation. L'apparition des premiers liens et des premières chaînes brisés coïncide avec la diffusion des actes de sabotage. La pratique anonyme de l'auto-libération sociale pourrait s'étendre à tous les domaines, et ainsi briser les codes mis préventivement en place par le pouvoir.

De par leur simplicité et leur spontanéité, les petites actions, facilement reproductibles, qui reposent sur des moyens simples et à la disposition de tous, sont incontrôlables. Elles se gaussent des développements technologiques les plus avancés de la contre-insurrection.

4. Conflictualité permanente contre médiation avec les forces institutionnelles

La conflictualité doit être considérée comme un élément permanent dans le combat contre les détenteurs du pouvoir. Quand cet élément est absent d'une lutte, nous sommes poussés à la médiation avec les institutions, nous nous habituons à la délégation de pouvoir et nous mettons à croire en une émancipation illusoire qui se réaliserait grâce à un décret parlementaire, au point de participer activement nous-mêmes à notre propre exploitation.

Il existe peut-être des raisons individuelles de douter lorsque l'on tente d'atteindre ses objectifs avec des moyens violents. Mais lorsque la non-violence est élevée au niveau d'un principe inviolable, et que la réalité se ramène à une distinction entre ce qui est «bon» et ce qui est «mauvais», alors les arguments perdent toute valeur, et nous nous mettons à tout analyser en termes de soumission et d'obéissance. Les responsables du mouvement altermondialiste, en prenant leurs

distances avec certaines actions et en dénonçant d'autres, ont clarifié au moins un point: leurs principes – qu'ils se sentent tenus de respecter – les amènent à revendiquer un pouvoir sur l'ensemble du mouvement.

5. L'illégalité: l'insurrection ce n'est pas seulement dévaliser les banques

L'anarchisme insurrectionnel n'est pas une morale de survie: nous avons tous des façons différentes de survivre, souvent en faisant des compromis avec le Capital, selon notre position sociale, nos talents et nos goûts. Nous ne sommes certes pas opposés, pour des raisons morales, à l'utilisation de moyens illégaux pour nous libérer des chaînes de l'esclavage salarié afin de vivre et de mener à bien nos projets, mais nous ne fétichisons pas l'illégalisme, pas plus que nous ne le transformons en une sorte de religion avec ses martyrs– pour nous, il représente simplement un moyen, et souvent un bon moyen.

6. Organisation informelle: ni révolutionnaires professionnels, ni militants, ni organisations permanentes

Du parti (ou du syndicat) à l'auto-organisation:

De profondes divergences existent au sein du mouvement révolutionnaire: le courant anarchiste privilégie la qualité de la lutte et son auto-organisation– le courant autoritaire privilégie la quantité et la centralisation.

L'organisation sert à des tâches concrètes: ainsi, nous sommes contre les partis, les syndicats et les formes d'organisation permanente, qui ont pour fonction de synthétiser la lutte et deviennent des éléments d'intégration pour le Capital et l'État. Leur but devient d'assurer leur propre existence– dans le pire des cas, ils construisent d'abord l'organisation pour ensuite trouver ou créer la lutte. Notre tâche est d'agir, l'organisation n'est pour nous qu'un moyen. Nous sommes donc opposés au fait de déléguer une action ou une pratique à une organisation: nous avons besoin d'une action généralisée qui conduise à l'insurrection, pas de gestionnaires des luttes. L'organisation ne devrait pas servir à défendre certains intérêts, mais à attaquer certains intérêts.

L'organisation informelle repose sur un certain nombre de camarades liés par une affinité commune– son élément moteur est toujours l'action. Plus l'étendue des problèmes auxquels ces camarades doivent faire face est importante, plus grande sera leur affinité. La véritable organisation, la capacité effective d'agir ensemble, c'est-à-dire de savoir où se trouver les uns les autres, l'étude et l'analyse collectives des problèmes, et le passage à l'action, tout cela dépend du degré d'affinité

atteint et n'a rien à voir avec des programmes, des plates-formes, des drapeaux et des partis plus ou moins camouflés. L'organisation anarchiste informelle est donc une organisation particulière qui rassemble des individus autour d'une affinité commune.

La minorité anarchiste, les exploités et les exclus

Nous faisons partie des exploités et des exclus, et notre tâche est donc d'agir. Pourtant, certains critiquent toute action qui ne s'intègre pas dans un grand mouvement social visible et ils nous reprochent d'«agir en lieu et place du prolétariat». Ils conseillent d'analyser et d'attendre, au lieu d'agir. D'après eux, nous ne serions pas des exploités aux côtés des exploités, nos désirs, notre rage et nos faiblesses ne feraient pas partie de la lutte de classe. Ce discours n'est rien d'autre que la justification d'une séparation idéologique entre les exploités et les partisans de la subversion.

La minorité active anarchiste n'est pas esclave des majorités, elle continue à agir contre le pouvoir, même lorsque l'affrontement de classe descend à un niveau très bas au sein des exploités. L'action anarchiste ne devrait donc pas viser à organiser et à défendre l'ensemble de la classe des exploités dans une seule grande organisation pour que celle-ci puisse surveiller le combat du début à la fin. Elle doit déterminer plutôt certains aspects spécifiques de la lutte et les mener jusqu'à la conclusion de l'attaque. Nous devons également abandonner les images stéréotypées des grandes luttes de masse, ainsi que le concept de la croissance infinie d'un mouvement qui un jour dominera et contrôlera tout.

La relation avec la multitude des exploités et des exclus ne peut être conçue comme quelque chose qui doit supporter le passage du temps, c'est-à-dire être fondée sur une croissance à l'infini et sur la résistance contre l'attaque des exploités. Elle doit avoir une dimension plus réduite, plus spécifique, qui est précisément celle de l'attaque et non pas une relation d'arrière-garde.

Nous pouvons commencer à construire notre lutte de façon à ce qu'émergent les conditions de la révolte latente et que des conflits latents puissent se développer et être mis en avant. De cette façon, un contact s'établit entre la minorité anarchiste et la situation spécifique où la lutte peut être développée.

7. L'individu et le social. Individualisme ou communisme, un faux dilemme

Nous nous saisissons de ce qu'il y a de meilleur dans l'individualisme et de meilleur dans le communisme.

L'insurrection commence avec le désir des individus de sortir de situations limitées et contrôlées, le désir de se réapproprier la capacité de créer sa propre vie, comme chacun le souhaite. Cela suppose qu'ils surmontent la séparation entre eux et leurs conditions d'existence. Lorsqu'une minorité, les privilégiés, contrôlent les conditions d'existence, il n'est pas possible, pour la plupart des individus, de déterminer vraiment leur existence selon leurs critères. L'individualité ne peut s'épanouir que lorsque l'égalité d'accès à des conditions d'existence est la réalité sociale. Cette égalité d'accès est le communisme, ce que les individus en font dépend seulement d'eux et de ceux qui les entourent. Les individus impliqués dans le véritable communisme ne sont pas tous identiques et n'ont pas tous la même identité. Ce sont les rôles sociaux imposés par le système actuel qui nous enferment dans une identité ou une façon d'être identique. Il n'y a pas de contradiction entre l'individualité et le communisme.

8. Nous sommes les exploités, nous sommes la contradiction: nous n'avons pas le temps d'attendre

Le capitalisme est certes soumis à des contradictions profondes qui le poussent à adopter des procédures d'adaptation et d'évolution visant à éviter les crises périodiques qui le frappent— mais nous ne pouvons pas nous réfugier dans le berceau de l'attente jusqu'à ce que ces crises surviennent. Quand elles arriveront, elles seront les bienvenues si elles contribuent à accélérer les éléments du processus insurrectionnel. En tant qu'exploités, cependant, nous sommes la contradiction fondamentale du capitalisme. Ainsi, la situation est toujours mûre pour l'insurrection, de même que nous pouvons constater que l'humanité aurait pu mettre fin à l'existence de l'Etat à n'importe quel moment de son histoire⁸. Une rupture dans la reproduction continue de ce système d'exploitation et d'oppression a toujours été possible.

Annexe:

* Choisir de servir

⁸ Marx se retournerait dans sa tombe, s'il pouvait lire une telle affirmation. Mais elle a le mérite de faire ressortir l'une des caractéristiques les plus évidentes du discours insurrectionniste: son apologie de l'action violente immédiate, menée sans s'intéresser le moins du monde aux rapports de force, afin de réaliser, ici et maintenant, sans attendre, la société idéale (d'autres, ultragauches, diraient le communisme intégral). On comprend qu'un tel discours attirant soit particulièrement aux yeux des jeunes radicaux qui veulent montrer aux vieux militants «révolutionnaires» qu'ils sont devenus conservateurs ou, au minimum, ont perdu tout espoir dans la révolution (*NI PATRIE NI FRONTIÈRES*).

Plus un système social pratique la participation, plus total est le contrôle qu'il exerce de sorte que chaque individu s'identifie à son rôle à l'intérieur du système. En d'autres termes, une structure démocratique se révèle la plus efficace lorsqu'elle se développe au point d'intégrer les individus au sein d'un système social, afin qu'ils aient l'impression d'être un rouage essentiel de la machine sociale.

Les révoltes partielles, qui se donnent des objectifs «radicaux», qui utilisent des méthodes démocratiques ou qui exigent davantage de justice, d'égalité ou de participation aux processus démocratiques, lubrifient les engrenages du contrôle social.

Ceux qui se révoltent contre le contexte social dans sa totalité, tel qu'ils l'affrontent dans leur vie quotidienne, sont traités de «hooligans», de «délinquants», d'ennemis du «peuple». Le système démocratique ne peut pas les tolérer, mais ils sont aussi rejetés par les processus de décisions fondés sur le consensus, processus prônés par des groupes soi-disant radicaux et anarchistes. En effet, leurs actions minent la base idéologique de tels systèmes car ils montrent que la liberté individuelle émerge de l'activité auto-déterminée, et non d'un quelconque processus de prise de décisions.

Les groupes révolutionnaires se contentent d'exclure de leurs rangs de tels fauteurs de troubles, mais dans le contexte social général, ces derniers doivent être punis, réhabilités ou détruits si le système les attrape.

La démocratie n'est jamais anarchiste, quel que soit son degré de démocratie directe. Les décisions démocratiques ne sont ni des décisions ni des actions prises par des individus libres. Ce sont simplement des choix entre des options offertes par le contexte social, choix séparés des actions des individus et utilisées pour les contrôler, les soumettre à la volonté du groupe, de la société. Choisir, dans le cadre d'un processus démocratique, c'est choisir de servir, choisir d'être l'esclave d'une volonté extérieure à soi-même. Aucun esprit libre n'acceptera la volonté issue d'une majorité ou du consensus d'un groupe comme une façon de déterminer comment vivre, pas plus qu'il n'acceptera la volonté d'un dictateur ou d'un Comité central. Je ne veux pas simplement avoir mon mot à dire sur la façon dont la société crée ma vie, je veux que ma vie m'appartienne afin de créer comme je le désire.

* Venemous Butterfly (Papillon Vénéneux)

(Traduit par *Ni patrie ni frontières*)

* À propos des

noyaux autonomes de base

Les structures de base, les noyaux autonomes de base sont l'élément liant l'organisation anarchiste informelle spécifique aux luttes sociales.

Le noyau autonome de base n'est pas une forme de lutte entièrement nouvelle. Des tentatives ont été faites pour développer ces structures, en Italie au cours des dix dernières années. La plus notable d'entre elles a été le Mouvement autonome des cheminots de Turin (1), et les ligues autogérées contre la construction de la base de missiles de croisière à Comiso (2).

Nous croyons que la lutte révolutionnaire ne peut être qu'une lutte de masse. Il nous faut donc construire des structures capables d'organiser le plus grand nombre de groupes d'exploités possible.

Nous avons toujours considéré, de façon critique, la perspective syndicaliste, à la fois en raison de ses limites en tant qu'un instrument, et en raison de sa tragique involution historique qu'aucune nouvelle couche de peinture anarchiste ne pourra dissimuler. Donc, nous sommes parvenus à l'hypothèse de la construction de ces noyaux autonomes de base qui n'ont pas les caractéristiques de mini-structures syndicalistes, car ils ont d'autres objectifs et d'autres relations organisationnelles.

* Un mur de réticence et d'incompréhension

Grâce à ces structures, une tentative a été faite de lier le mouvement anarchiste spécifique aux luttes sociales. Un mur de réticence et d'incompréhension est apparu entre les camarades et a constitué un obstacle pour mettre en place cette méthode d'organisation. C'est dans les moments d'action que les différences apparaissent entre les individus qui sont tous d'accord en principe avec la propagande anarchiste, la lutte contre l'État, l'autogestion et l'action directe. Lorsque nous passons à la phase d'organisation, cependant, il nous faut développer un projet en contact avec le niveau actuel de l'affrontement entre les classes.

Nous pensons que, en raison des transformations sociales profondes que nous vivons, il est impensable pour une seule structure d'essayer de contenir toutes les luttes sociales et économiques en son sein. En

tout cas, pourquoi les exploités devraient-ils faire partie d'une organisation anarchiste spécifique afin de mener à bien leur lutte?

Nous ne pourrions changer radicalement la société que par une révolution. C'est pourquoi nous essayons d'intervenir avec un projet insurrectionnel. Les combats de demain ne pourront avoir une issue positive que si la relation entre la structure anarchiste informelle spécifique et la structure de masse des noyaux autonomes de base est clarifiée et mise en œuvre.

L'objectif principal du noyau autonome de base n'est pas d'abolir l'État ou le Capital, qui sont pratiquement inattaquables tant qu'ils restent un concept général. L'objectif de ce noyau est de lutter et d'attaquer l'État et le Capital dans leurs structures les plus petites et les plus accessibles, en ayant recours à une méthode insurrectionnelle.

Les groupes autonomes de base sont des structures de masse et constituent le point de rencontre entre l'organisation anarchiste informelle et les luttes sociales.

L'organisation à l'intérieur du noyau se distingue par les caractéristiques suivantes:

1. l'autonomie par rapport à toute force politique ou syndicale existante–

2. la conflictualité permanente (une lutte constante et efficace pour les objectifs qui sont décidés, et non pas des interventions sporadiques et occasionnelles)–

3. l'attaque (le refus du compromis, de la médiation ou des accommodements qui mettent en question l'attaque sur l'objectif choisi).

En ce qui concerne les objectifs, ceux-ci sont décidés et réalisés par des attaques contre les structures répressives, militaires et productives, etc. Il est fondamental que la conflictualité et l'attaque soient permanentes.

L'objectif du noyau autonome de base est de lutter contre l'État et le Capital dans les structures les plus petites et les plus accessibles possible

Ces attaques sont organisées par les noyaux en collaboration avec les structures anarchistes spécifiques qui offrent le soutien théorique et pratique, recherchent les moyens nécessaires pour l'action en identifiant les structures et les personnes responsables de la répression, et en offrant un minimum de défense contre les tentatives de récupération politique ou idéologique par le pouvoir, ou contre la répression pure et simple.

À première vue, la relation entre l'organisation anarchiste spécifique et le noyau autonome de base pourrait sembler contradictoire. La

structure anarchiste spécifique résulte d'une perspective insurrectionnelle, alors que le noyau autonome de base semble se situer dans une tout autre dimension, celle des luttes intermédiaires. Mais cette lutte ne se déroule de cette façon qu'à ses débuts. Si l'analyse sur laquelle est fondé le projet coïncide avec les intérêts des exploités dans la situation où ils se trouvent, alors une issue insurrectionnelle de la lutte est possible. Bien entendu, ce résultat n'est pas certain. Il ne peut être garanti par quiconque.

Cette méthode a été accusée d'être incomplète et de ne pas prendre en compte le fait que l'attaque contre une ou plusieurs structures finit toujours par être réprimée. Les camarades peuvent réfléchir à ces accusations. Nous pensons qu'il n'est jamais possible de prévoir le résultat d'une lutte. Même un petit combat peut avoir les conséquences les plus inattendues. En tout cas, aucune procédure ne peut garantir à l'avance le passage des différentes insurrections, limitées et circonscrites, à la révolution. Nous avançons en faisant des tentatives et des erreurs, et disons à celui qui a une meilleure méthode de continuer, lui aussi, son chemin.

o. v.

(Traduit par *Ni patrie ni frontières*)

(1) Cf. la brochure *Workers' Autonomy* publiée notamment par Bratach Dubh.

(2) Cf. la revue *Insurrection* n° 0 1.

*

* Ecrit en juillet 2006 et publié dans le n° 11 de la revue Red and Black, organe du Workers Socialist Movement, organisation communiste libertaire, ce texte (et aussi les remarques de José Antonio Gutiérrez D. qui le suivent) situe la question de «l'insurrection» – dont certains se gargarisent en France – dans une continuité historique pour le mouvement ouvrier et anarchiste. Les deux auteurs abordent directement certaines idées, pratiques et illusions qui circulent dans les milieux spontanéistes radicaux, ou gauchistes post-modernes. Ils évoquent des cas concrets et actuels dans plusieurs pays, et se prononcent sur la délicate question de savoir si l'on peut critiquer des camarades sans faire le jeu de l'adversaire de classe et de l'Etat. Pour ces raisons, et parce qu'ils présentent un éclairage qui dépasse le cadre franco-français ils nous ont semblé offrir un prolongement utile à la discussion sur l'introuvable «mouvance anarcho-autonome». Un seul bémol: le ton parfois pompeux de ces deux textes donne de temps en temps (pas toujours heureusement) l'impression que leurs auteurs possèdent un savoir-faire insurrectionnel et une pensée stratégique exceptionnellement lucide et efficace. Nous avons intercalé dans des encadrés et en gras des critiques formulées par un «insurrectionniste» Peter Gelderloos. Ce sont des extraits de textes pris sur le site. Nous n'avons traduit que les passages où l'auteur avançait des arguments et supprimé toutes les attaques sectaires ou méprisantes qui ne nous semblaient avoir aucun intérêt politique. (*Ni patrie ni frontières*)

* Anarchisme, insurrections et insurrectionnisme

L'insurrection – le soulèvement armé du peuple – a toujours été proche du cœur de l'anarchisme. Les premiers documents programmatiques du mouvement anarchiste ont été rédigés par Bakounine et un groupe d'insurrectionnistes républicains de gauche européens lorsqu'ils se rapprochèrent de l'anarchisme en Italie dans les années 1860. Cette démarche ne marqua pas une rupture avec l'insurrectionnisme mais avec le républicanisme de gauche, peu après que Bakounine eut participé à une insurrection à Lyon, en 1870.

La politique révolutionnaire européenne des cent années précédentes avait été dominée par des insurrections depuis que le succès de la révolution française en 1789 avait déclenché le processus qui aboutit au renversement de l'ordre féodal dans tous les pays. La prise de la Bastille, le 14 juillet 1789, avait montré le pouvoir du peuple en armes, et ce moment insurrectionnel a changé l'histoire de l'Europe alors qu'il mobilisa sans doute seulement quelques milliers de personnes.

* Insurrection et politique de classe

1789 a aussi inauguré un modèle politique selon lequel, même si les travailleurs représentaient la masse des insurgés, c'était la bourgeoisie qui en recueillait les fruits et réprimait ensuite les masses lorsqu'elle mettait en place sa domination de classe. Cette leçon ne fut pas perdue pour ceux qui considéraient que la libération devait entraîner la libération économique et sociale de tous, et ne pouvait être réduite au droit d'une nouvelle classe à exploiter «démocratiquement» les masses.

Au cours des insurrections républicaines qui éclatèrent en Europe durant le siècle qui suivit, et en particulier en 1848, le conflit entre les capitalistes républicains et la petite et moyenne bourgeoisie, d'un côté, les masses républicaines de l'autre, devint de plus en plus aigu. Vers les années 1860, ce conflit aboutit à l'émergence d'un mouvement spécifiquement socialiste– celui-ci comprit que la bourgeoisie républicaine n'allait plus combattre pour la liberté en faveur de tous, mais contre elle, y compris aux côtés des partisans de l'ordre ancien, si

nécessaire. C'est l'expérience de l'insurrection polonaise de 1863, à la suite de laquelle il devint clair que les bourgeois républicains craignaient davantage une insurrection paysanne que la domination tsariste, c'est cette expérience donc qui convainquit Bakounine. Désormais le combat pour la liberté allait devoir être mené sous un nouveau drapeau – un drapeau qui chercherait à organiser les masses travailleuses uniquement pour leurs intérêts propres.

Les premiers anarchistes adoptèrent les nouvelles formes d'organisation ouvrière qui étaient en train de naître, et en particulier l'Association internationale des travailleurs, autrement dit la Première Internationale. Mais même s'ils reconnaissaient le pouvoir de la classe ouvrière organisée en syndicats, contrairement à la majorité des marxistes ils ne considéraient pas que cela signifiait que le capitalisme pouvait être réformé. Les anarchistes insistaient sur le fait qu'il faudrait encore des insurrections pour renverser la vieille classe dominante.

* Les premières insurrections anarchistes

Les tentatives anarchistes de déclencher des insurrections s'étendirent en même temps que le mouvement grandissait. En fait, avant même l'insurrection lyonnaise, un anarchiste (Chávez López) fut impliqué dans un mouvement insurrectionnel indigène au Mexique. En avril 1869, il publia un manifeste appelant «le principe révérend des gouvernements autonomes de village à remplacer la souveraineté d'un gouvernement national qui n'est que le collaborateur corrompu des grands propriétaires fonciers (1)». En Espagne, dans les années 1870, durant lesquelles les tentatives des ouvriers de former des syndicats furent violemment réprimées, les anarchistes participèrent à de nombreuses insurrections, et dans le cas des petites villes industrielles, ces soulèvements réussirent à l'échelle locale durant la grande révolte de 1873.

À Alcoy, par exemple, après que les ouvriers des usines de papier eurent été réprimés parce qu'ils luttaient pour la journée de 8 heures, ils «s'emparèrent des usines et y mirent le feu, ils tuèrent le maire et défilèrent dans les rues en brandissant les têtes des policiers qu'ils avaient tués (2)». En Espagne, on assista à de nombreuses insurrections dirigées par des anarchistes avant celle qui remporta le plus grand succès, répondit au coup d'Etat de juillet 1936 et faillit écraser les fascistes.

En Italie, en 1877, Malatesta, Costa et Cafiero se dirigèrent avec un groupe d'hommes armés vers deux villages de Campanie. Une fois arrivés, ils mirent le feu aux registres des impôts et proclamèrent la fin du règne du roi Victor Emmanuel – malheureusement leur espoir de

déclencher une insurrection s'écroula et l'armée intervint rapidement. Bakounine avait déjà été impliqué dans une tentative de déclencher une insurrection à Bologne en 1874.

* Les limites des insurrections

Parmi ces premières tentatives d'insurrection beaucoup subirent une sévère répression étatique. En Espagne, le mouvement anarchiste fut obligé de plonger dans la clandestinité vers le milieu des années 1870. Cela conduisit au développement de la «propagande par le fait»: certains anarchistes réagirent à cette répression en assassinant des membres de la classe dirigeante, y compris plusieurs rois et présidents. À son tour, l'Etat intensifia sa répression. Après qu'un attentat à la bombe eut été commis, 400 personnes furent arrêtés et conduites dans une tour à Barcelone en 1892 où elles furent torturées. On leur arracha les ongles— on pendit les hommes par les pieds— on leur écrasa et brûla les testicules. Plusieurs décédèrent à la suite de ces tortures avant d'être jugés, et cinq furent exécutés au terme du procès.

Sur le plan théorique, l'erreur commise par les anarchistes durant cette période fut de croire que les travailleurs voulaient partout se soulever et que tout ce que les groupes anarchistes avaient à faire, c'était d'allumer la mèche qui allait déclencher l'insurrection. Cette faiblesse ne caractérisait pas seulement l'anarchisme — comme nous l'avons vu, elle touchait aussi le républicanisme radical. Ce qui explique pourquoi, parfois, comme en Espagne et à Cuba, les anarchistes et les républicains combattirent ensemble contre les forces de l'Etat. Dans d'autres pays, la gauche adopta aussi cette attitude — ainsi, durant l'Insurrection de Pâques 1916, en Irlande, les syndicalistes révolutionnaires et les nationalistes conclurent une alliance.

Cependant l'approche organisationnelle originelle des anarchistes rassemblés autour de Bakounine ne se limitait pas à tenter d'organiser des insurrections, elle impliquait aussi leur participation aux luttes de masse des travailleurs. Si certains anarchistes réagirent, dans ces circonstances, en développant l'idéologie de l'«illégalisme», la majorité d'entre eux commencèrent à se tourner vers ces luttes de masse. En particulier, ils entrèrent dans des syndicats de masse ou contribuèrent à les construire sur une position syndicaliste révolutionnaire. Au début du XX^e siècle, les anarchistes participèrent à la construction — quand ils ne les construisirent pas eux-mêmes — de la plupart des organisations syndicalistes révolutionnaires qui allaient dominer la politique révolutionnaire jusqu'à Octobre 1917. Très souvent, ces syndicats furent eux-mêmes impliqués dans des insurrections, comme en 1919,

en Argentine et au Chili. Dans ce dernier pays, les ouvriers chiliens «s'emparèrent de la ville de Puerto Natales, en Patagonie, et la dirigèrent sous le drapeau rouge et selon les principes anarchosindicalistes (3)». Un peu plus tôt, en 1911, les anarchistes mexicains du Partido Liberal Magonista, avec l'aide de militants américains des Industrial Workers of the World «organisèrent des bataillons (...) en Basse-Californie, et s'emparèrent de la ville de Mexicali et des environs».

* Les insurrections et les anarchistes communistes

La tradition organisationnelle anarcho-communiste remonte à Bakounine et aux premiers documents programmatiques rédigés par le mouvement anarchiste à ses débuts dans les années 1860. Mais ces idées en matière d'organisation ne furent pas développées de façon collective avant les années 1920. Encore à cette époque, il y avait des individus et des groupes qui défendaient les principes de base de l'anarcho-communisme – l'engagement dans la lutte de masse des travailleurs et le besoin d'une organisation et d'une propagande anarchistes spécifiques.

En 1926, l'anarchisme communiste clarifia ses positions quand un groupe d'exilés révolutionnaires analysèrent pourquoi leurs efforts avaient échoué jusqu'ici. Cela aboutit à la rédaction de la «Plateforme organisationnelle des communistes libertaires» que nous avons déjà analysée dans d'autres articles.

Il convient de noter ici que, comme leurs prédécesseurs des années 1860, ce groupes d'anarchistes communistes essayèrent de tirer les leçons de la participation anarchiste à différentes insurrections ainsi qu'à la révolution durant la période 1917-1921. Parmi eux figuraient Nestor Makhno, figure clé d'une insurrection de masse dirigée par les anarchistes en Ukraine occidentale. L'Armée révolutionnaire insurrectionnelle d'Ukraine combattit les Austro-Hongrois, les pogromistes antisémites, différentes armées blanches et l'Armée rouge contrôlée par les bolcheviks, durant ces années.

Ces «platformistes» (comme on allait les appeler plus tard) écrivirent: «Le principe d'asservissement des masses par la violence constitue la base de la société moderne. Toutes les manifestations de son existence – l'économie, la politique, les relations sociales – reposent sur la violence de classe dont les organes de service sont, l'autorité, la police, l'armée, le tribunal. Tout dans cette société, chaque entreprise prise isolément, de même que tout le système d'Etat, n'est que le rempart du capitalisme où l'on a constamment l'œil sur les travailleurs, où l'on tient toujours prêtes les forces destinées à réprimer

les travailleurs menaçant les fondements ou même la tranquillité de la société actuelle. En même temps, le système de cette société maintient délibérément les masses laborieuses dans un état d'ignorance et de stagnation mentale: il empêche par la force le relèvement de leur niveau moral et intellectuel, afin d'en avoir plus facilement raison. Les progrès de la société moderne, l'évolution technique du capital et le perfectionnement de son système politique fortifient la puissance des classes dominantes et rendent de plus en plus difficile la lutte contre elles, faisant, ainsi, reculer le moment décisif de l'émancipation du travail. L'analyse de la société moderne nous amène à la conclusion qu'il n'y a que la voie de la révolution sociale violente pour transformer la société capitaliste en une société de travailleurs libres (4).»

* L'expérience espagnole

Le prochain développement de l'anarchisme communiste concerna une fois de plus ceux qui se trouvaient au centre de l'insurrection, cette fois le groupe des Amis de Durruti, actif à Barcelone durant l'insurrection de Mai 1937. Les «membres et les sympathisants des Amis de Durruti étaient des camarades éminents du front de Gelsa (5)».

Les Amis de Durruti comprenaient des membres de la CNT mais étaient très critiques par rapport au rôle joué par ce syndicat en 1936. «La CNT ne savait pas comment gérer ce rôle. Elle ne voulait pas pousser plus avant la révolution, avec toutes les conséquences que cela supposait. Elle avait peur [de l'intervention] des flottes étrangères (...) Est-ce qu'une révolution a pu triompher sans vaincre d'innombrables difficultés ? Est-ce qu'une seule révolution au monde, d'une certaine dimension, a pu éviter une intervention étrangère ? (...) On ne réussit jamais rien si l'on utilise la peur comme un tremplin et qu'on se laisse envahir par la timidité. Seuls des hommes courageux, résolus, peuvent obtenir de grandes victoires. Les timides n'ont aucun droit à diriger les masses (...). La CNT aurait dû s'emparer du siège du conducteur, dans le pays, infliger un brutal coup de grâce à tout ce qui était dépassé et archaïque. Nous aurions ainsi gagné la guerre et sauvé la révolution. (...) Mais elle fit le contraire (...). Elle insuffla une bouffée d'oxygène à une bourgeoisie terrifiée et anémique (6).»

Dans plusieurs pays à travers le monde, l'anarchisme fut écrasé avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Des anarchistes participèrent à des mouvements de résistance durant la guerre mais, après 1945, ils furent réprimés par le «communisme» oriental ou la «démocratie» occidentale. En Uruguay, l'un des rares pays où un

mouvement communiste anarchiste important avait survécu, la FAU mena une lutte armée clandestine contre la dictature militaire à partir des années 1950. Les anarchosindicalistes cubains, en particulier les ouvriers des usines de tabac, jouèrent un rôle significatif dans la révolution cubaine, mais ils furent réprimés par le nouveau régime [castriste].

* L'idéologie de l'insurrectionnisme

Il existe une longue tradition au sein de l'anarchisme qui consiste à construire des idéologies à partir d'une tactique. L'implication longue et profonde des anarchistes dans des insurrections a donné naissance, et cela n'a rien de surprenant, à l'idéologie anarchiste de l'insurrectionnisme.

On trouve une autodéfinition de l'insurrectionnisme dans un texte italien de 1993: «Nous considérons que la forme de lutte plus adaptée à l'état du conflit de classe actuel dans pratiquement toutes les situations est la forme insurrectionnelle, et c'est particulièrement le cas dans la zone méditerranéenne. Par pratique insurrectionnelle nous entendons l'activité révolutionnaire qui entend prendre l'initiative dans la lutte et ne se limite pas à attendre ou à définir des réponses défensives aux attaques par les structures du pouvoir. Les insurrectionnistes ne soutiennent pas les pratiques quantitatives typiques qui consistent à attendre, par exemple, des projets numériquement significatifs avant d'intervenir dans les luttes, et qui durant cette période d'attente se limitent au prosélytisme et à la propagande, ou à une contre-information stérile car elle ne sert à rien (7)».

En tant qu'idéologie, l'insurrectionnisme a pris naissance dans les conditions particulières de l'après-guerre en Italie et en Grèce. Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, il existait de véritables possibilités révolutionnaires dans ces deux pays. Dans beaucoup d'endroits, les fascistes furent chassés par des partisans de gauche avant l'arrivée des armées alliées. Mais, en raison des accords de Yalta, Staline ordonna à la gauche officielle révolutionnaire du Parti communiste de contenir la lutte. Résultat, la Grèce allait subir des décennies de dictature militaire tandis qu'en Italie le Parti communiste continua à limiter les luttes. L'insurrectionnisme fut l'une des nombreuses idéologies socialistes nouvelles qui apparurent pour faire face à ces conditions particulières. Cependant, le développement de l'insurrectionnisme dans ces pays dépasse le cadre de cet article. Nous nous intéresserons ici au développement d'une idéologie insurrectionniste dans le monde anglophone.

* L'insurrectionnisme et le monde anglophone

Un insurrectionniste a décrit la façon ces idées se sont répandues à partir de l'Italie: «L'anarchisme insurrectionniste s'est développé dans le mouvement anarchiste anglophone à partir des années 1980, grâce aux traductions et aux écrits de Jean Weir dans sa maison d'éditions Elephant Editions et sa revue *Insurrection*. (...) À Vancouver, au Canada, des camarades locaux engagés dans la Croix Noire anarchiste, le centre social local et dans les revues *No Picnic* et *Endless Struggle* ont été influencés par les projets de Jean, et cela a contribué à développer constamment la pratique des anarchistes insurrectionnistes dans cette région (...). La publication anarchiste *Demolition Derby* à Montréal a aussi donné des informations sur le mouvement anarchiste insurrectionniste jusqu'à aujourd'hui (8)».

Cet insurrectionnisme allait apparaître comme une tendance spécifique dans l'anarchisme anglophone à un moment précis, et ce n'est pas une surprise pour nous. Les contre-sommets internationaux ont donné une impulsion massive à l'anarchisme en partie grâce à la forte visibilité de la tactique des Black Blocs et assimilés. Après le contre-sommet de Prague en 2000, l'Etat a appris à réduire considérablement l'efficacité de ce type de tactique. Peu après la désastreuse expérience de Gênes et le contrôle réussi d'un certain nombre de blocs aux Etats-Unis, une discussion s'est engagée: certains prônaient un militantisme plus grand et une organisation plus clandestine, tandis que d'autres préconisaient de se détourner du spectacle des contre-sommets.

En même temps, de nombreux jeunes qui découvraient l'anarchisme pour la première fois ont souvent cru, à tort, que l'image militante qui avait tout d'abord attiré leur attention dans les journaux télévisés étaient le produit des activités des insurrectionnistes. En fait, toutes sortes d'anarchistes prônant la lutte des classes, y compris des anarchistes communistes et des syndicalistes, avaient participé à des activités du type black blocs lors des contre-sommets. Comme ces militants pensent que de véritables insurrections joueront un rôle dans l'avènement d'une société anarchiste, il n'est pas étonnant qu'ils s'impliquent dans de petits combats de rues, quand cette tactique leur semble avoir un sens. Lors du contre-sommet de Gênes, il est apparu que l'Etat avait considérablement haussé le niveau de la répression. Les anarchistes-communistes se mirent donc à discuter pour savoir si une tactique avait un avenir, et ce débat se déroula dans les colonnes de cette revue et d'autres publications.

* Les idées de base de l'insurrectionnisme

Commençons par écarter quelques mythes à propos de l'insurrectionnisme. L'insurrectionnisme ne se limite pas à la lutte armée, même s'il peut inclure la lutte armée— en effet, la plupart des insurrectionnistes critiquent l'élitisme des avant-gardes qui pratiquent la lutte armée. Leur étiquette ne signifie pas non plus qu'ils passent leur temps à préparer de véritables insurrections: la plupart des insurrectionnistes sont assez intelligents pour comprendre que ce programme maximum n'est pas toujours possible, même s'ils n'hésitent pas à condamner les autres anarchistes parce qu'ils attendent [le Grand Soir].

* Qu'est-ce donc que l'insurrectionnisme ?

Le groupe «Do or Die 10» a publié une introduction (9) utile sous le titre: «L'anarchie insurrectionnelle: s'organiser pour l'attaque» (10). Je citerai plusieurs fois cet article dans les paragraphes qui suivent.

Le concept d' «attaque» se trouve au cœur de l'idéologie insurrectionniste: «L'attaque est le refus de la médiation, de la pacification, du sacrifice, des accommodements et des compromis dans la lutte. C'est en agissant et en apprenant à agir, pas en faisant de la propagande, que nous ouvrirons la voie à l'insurrection, même si bien sûr l'analyse et la discussion ont un rôle à jouer et servent à clarifier les façons d'agir. Attendre apprend uniquement à attendre: agir apprend à agir.»

Cet essai s'inspire d'un certain nombre de textes insurrectionnistes antérieurs comme «At Daggers Drawn» (À couteaux tirés) pour qui: «La force d'une insurrection est sociale, et non militaire. La révolte généralisée ne se mesure pas par l'affrontement armée mais par l'étendue de la paralysie de l'économie, la prise en main des lieux de production et de distribution, la distribution gratuite de biens qui détruit tous les calculs (...). Aucun groupe de guérilla, quel que soit son efficacité, ne peut prendre la place de ce mouvement grandiose de destruction et de transformation (11).»

La notion insurrectionniste d'attaque ne se fonde pas sur une avant-garde qui assume la libération de la classe ouvrière. Les insurrectionnistes savent «que le système ne craint pas les actes de sabotage en eux-mêmes, mais leur extension sociale (12)». Autrement dit, les actions directes d'un petit groupe ne peuvent avoir du succès que si elles sont reprises par la classe ouvrière. C'est une façon beaucoup plus utile de discuter de l'action directe. Habituellement le débat oppose les partisans des «commandos d'action directe» les plus spectaculaires, qui analysent leurs actions en elles-mêmes, aux organisations qui refusent d'aller au-delà de la propagande pour

l'action de masse – et qui trop fréquemment se contentent de dénoncer le caractère «élitiste» des actions des petits groupes.

* Emeutes et lutte de classe

Les insurrectionnistes reconnaissent souvent la lutte de classe alors que la gauche réformiste refuse de le faire. C'est ainsi qu'au début des années 1980, Jean Weir observait que «Les luttes qui se déclenchent dans les ghettos des centres villes sont souvent interprétées à tort comme des violences absurdes. Les jeunes qui luttent contre l'exclusion et l'ennui sont des éléments avancés de l'affrontement de classe. Les murs du ghetto doivent être détruits, et non entourés de nouvelles clôtures (13).»

L'idée que de telles actions doivent être reprises par la classe ouvrière est aussi considérée par les insurrectionnistes comme une réponse importante à l'argument selon lequel l'Etat peut simplement réprimer de petits groupes. «Il est matériellement impossible à l'Etat et au Capital de policer tout le terrain social (14).»

Comme on peut l'imaginer, les désirs individuels sont centraux pour l'insurrectionnisme, mais ils n'ont rien à voir avec l'individualisme grossier de la «droite libertaire». «Le désir d'une autodétermination et d'une autoréalisation individuelle conduit à la nécessité d'une analyse de classe et de la lutte de classe (15).»

La théorie insurrectionniste, telle que nous l'avons exposée jusqu'ici, ne pose pas de problèmes graves aux anarchistes communistes. Au niveau théorique, les problèmes surgissent à propos de l'idéologie organisationnelle que les insurrectionnistes ont construite en même temps que leurs autres propositions. Une grande partie a été construite comme une critique idéologique dirigée contre le reste du mouvement anarchiste.

* L'«organisateur»

La critique insurrectionniste de l'«organisateur» constitue certes une mise en garde utile contre les dangers d'une telle fonction. Mais elle s'est transformée en une position idéologique qui présente de tels dangers comme inévitables. «La fonction de l'«organisateur» est de transformer la multitude en une masse contrôlable et de représenter cette masse devant les médias ou les institutions étatiques»– «Pour l'organisateur (...) l'action réelle passe loin derrière l'entretien de l'image médiatique».

La plupart d'entre nous connaissent des campagnes de la gauche, menées par tel ou tel parti, au cours desquelles cette analyse s'est vérifiée. Mais notre expérience nous enseigne que cela n'a rien d'inévitable. Il est tout à fait possible que des individus aident à

l'organisation d'une lutte sans que cela se produise. Un camarade a plus de temps disponible que tous les autres, il se charge donc d'un certain nombre de tâches qui doivent être faites – devient-il un «organisateur» ?

Le problème avec cette interdiction apparente des «organiseurs» c'est qu'il empêche d'analyser pourquoi ces problèmes se posent et donc comment on pourrait les empêcher de survenir.

En ce qui concerne les relations avec les médias, ce n'est pas compliqué. Toute personne qui a un contact avec les médias, au cours d'une lutte controversée, sera bombardée de questions sur la possibilité d'actions violentes – pour les médias ce genre d'infos sont très «chaudes». S'ils obtiennent ce type d'infos jour après jour, semaine après semaine, alors les journalistes finiront par essayer de façonner la lutte de façon à ce qu'elle suive l'agenda des médias.

La solution est simple. Ce problème surgit parce que la gauche tend à se doter d'un «dirigeant» qui s'occupe à la fois de l'organisation d'une manifestation, par exemple, et des contacts avec les médias pour cet événement. Notre expérience nous a appris que si l'on sépare les deux rôles, et que les «organiseurs» de l'action en question ne sont pas les mêmes que ceux qui parlent aux médias, le problème peut être réduit voire éliminé. Les véritables «organiseurs» sont isolés des médias mais informent régulièrement celui ou celle qui sert de porte-parole vis-à-vis des médias. Et le porte-parole n'a pas son mot à dire sur l'organisation de la manifestation.

* Les médias et l'opinion publique

Voilà comment les insurrectionnistes décrivent les médias: «Un avis particulier n'est pas quelque chose que l'on recueille d'abord parmi des personnes interviewées, et qui est ensuite diffusé dans les médias, comme la simple expression de l'opinion publique. Cet avis existe d'abord dans les médias. Ensuite, les médias le reproduisent un million de fois jusqu'à le rattacher à un certain de personnes (les conservateurs pensent *, les libéraux pensent Y). L'opinion publique est produite comme une série de choix ou de solutions simples (“Je suis favorable à la mondialisation et au libre échange” ou “Je suis pour davantage de protectionnisme et de contrôle des frontières”). Nous sommes tous censés choisir, comme nous choisissons nos dirigeants ou nos hamburgers – au lieu de penser par nous-mêmes.»

Ce raisonnement semble solide, et il contient une bonne dose de vérité. Mais cette analyse globale obscurcit de nouveau un débat sur la façon dont ces problèmes peuvent être surmontés. Tant que nous ne disposons pas de nos propres médias alternatifs – et, dans ce cas,

certains des problèmes ci-dessus décrits se manifesteront aussi – nous serions fous de ne pas utiliser les médias à travers lesquels nous pourrions toucher les millions de personnes dont nous sommes coupés par notre manque de ressources.

Et s'il est vrai que les médias aiment à simplifier l'histoire en la réduisant à des choix binaires, cela ne signifie pas que tout personne qui reçoit des informations des médias accepte cette division. Beaucoup de gens, sinon la quasi-totalité, comprennent que les médias déforment la réalité et ils ont tendance à ne pas accepter ces divisions binaires.

W En attendant la révolution?

Les insurrectionnistes nous disent que la gauche en général et le reste du mouvement anarchiste en particulier prônent «une critique de la séparation et de la représentation qui justifie d'attendre et accepte le rôle du critique. Sous prétexte de ne pas se séparer du "mouvement social", on finit par dénoncer toute pratique de l'attaque comme une "fuite en avant" ou une simple "propagande parlée". Une fois de plus, les révolutionnaires sont appelés à "démasquer" les conditions réelles des exploités, cette fois, par leur inaction même. Aucune révolte n'est donc possible en dehors d'un mouvement social visible. Donc, celui qui agit doit nécessairement vouloir prendre la place du prolétariat. Le seul patrimoine à défendre devient la "critique radicale", la "lucidité révolutionnaire". La vie est misérable, donc on ne peut rien faire d'autre que de théoriser la misère (16).»

Nous décelons ici la principale faiblesse de l'insurrectionnisme – son manque de débat sérieux avec d'autres tendances anarchistes. Les insurrectionnistes veulent nous faire croire que tous les autres courants révolutionnaires, y compris les autres tendances anarchistes, seraient partisans d'attendre et de prêcher à propos des méfaits du capitalisme plutôt que d'agir. Il existe quelques groupes auxquels s'applique cette critique, mais en réalité, même parmi les organisations non anarchistes du mouvement révolutionnaire, la plupart des militants s'engagent également dans des formes d'action directe quand ils pensent que cela a un sens du point de vue tactique. En réalité, c'est aussi ce que pensent les insurrectionnistes eux-mêmes – comme tout le monde, ils reconnaissent la nécessité d'attendre jusqu'à ce qu'ils pensent que le moment est venu. Ils reconnaissent que ce n'est pas demain que l'on prendra d'assaut la Maison Blanche.

* La critique de l'organisation

L'idéologie de l'insurrectionnisme est aussi bancal en ce qui concerne la question de l'organisation. Elle se déclare opposée à

l'«organisation formelle» et à l'«organisation informelle». Souvent, leurs explications ne sont pas claires, car il semble que l'expression «organisation formelle» désigne tout ce qui marche mal dans une organisation.

Les insurrectionnistes tentent de définir l'organisation formelle comme «des organisations permanentes [qui] font la synthèse de toutes les luttes au sein d'une seule organisation, et qui servent de médiateurs des luttes avec les institutions de la domination. Les organisations permanentes tendent à se transformer en institutions qui se dressent au-dessus de la multitude. Elles tendent à créer une hiérarchie, formelle ou informelle, et à priver de pouvoir la multitude (...). La constitution hiérarchique de relations de pouvoir supprime la possibilité de décider au moment où c'est nécessaire et attribué à un comité quelconque au sein de l'organisation (...). Les organisations permanentes ont tendance à prendre des décisions qui ne sont pas fondés sur une action ou un but précis, mais sur les besoins de cette organisation, en particulier sa préservation. L'organisation devient une fin en soi.»

Bien que ce soit une assez bonne critique des formes d'organisation léninistes ou social-démocrates, cela ne s'applique pas vraiment aux formes d'organisation anarchistes – en particulier aux organisations anarcho-communistes. Ces dernières ne cherchent pas, par exemple, à «établir une synthèse de toutes les luttes au sein d'une seule organisation». Au contraire nous pensons que l'organisation spécifique anarchiste doit intervenir dans les luttes de la classe ouvrière, et que ces luttes doivent être autogérées par la classe – et non gérées par une organisation, qu'elle soit anarchiste ou pas.

* Solutions aux problèmes de l'organisation

Loin de développer une hiérarchie, non seulement nos règles internes interdisent la hiérarchie formelle, mais elles contiennent des dispositions visant également à empêcher le développement d'une hiérarchie informelle. Par exemple, un pouvoir informel considérable peut échoir à quelqu'un qui est le seul capable d'effectuer une tâche particulière et qui parvient à tenir ce rôle depuis de nombreuses années. Ainsi, le règlement interne du Workers Socialist Movement affirme qu'aucun membre ne peut occuper un poste, quel qu'il soit, plus de trois ans. Passé ce délai, il doit démissionner.

Ces types de mécanismes formels pour prévenir le développement d'une hiérarchie informelle sont fréquents dans les organisations anarchistes-communistes. En fait, il s'agit d'un exemple où l'organisation formelle offre une plus grande protection contre la

hiérarchie – notre méthode formelle d'organisation nous permet également d'accepter des règles pour prévenir le développement d'une hiérarchie informelle. L'insurrectionnisme n'a pas su élaborer une critique sérieuse de la hiérarchie informelle, mais, comme toute personne active dans le mouvement anarchiste dans le monde anglosaxon le sait, puisqu'il n'existe pas d'organisation formelle de taille importante, les problèmes de hiérarchie au sein du mouvement sont le plus souvent des problèmes de hiérarchie informelle.

Si vous écarterez tout ce qui peut mal fonctionner dans une organisation, alors le concept d'organisation «formelle» se résume à la présence continue d'un groupe qui perdure entre les luttes et se nourrit des luttes. Bien que, ici aussi, la distinction soit brouillée parce que les insurrectionnistes considèrent que, parfois, une organisation informelle peut être impliquée dans plus d'une lutte ou passer d'une lutte à l'autre.

D'un point de vue anarchiste communiste, la principale fonction d'une organisation est d'aider à créer une communication, un objectif commun et une unité à travers et entre les luttes. Cela ne signifie pas que toutes les luttes doivent être formellement enfermées dans le cadre d'un seul programme et mises sous la coupe d'un groupe de dirigeants. Mais, dans un sens informel, l'organisation anarchiste communiste agit comme un canal de communication, de circulation et de débat entre les luttes, canal qui permet d'accroître la communication et augmente les chances de victoire.

* La proposition insurrectionniste – l'organisation informelle

Le mode d'organisation défendu par les insurrectionnistes est guidé par le principe selon «L'organisation la plus minimale possible nécessaire pour atteindre nos buts est toujours la meilleure solution pour maximiser nos efforts.» Ce qui signifie créer des petits groupes de camarades qui se connaissent bien et disposent de beaucoup de temps à passer les uns avec les autres afin de discuter des problèmes et décider d'actions – en clair, des groupes d'affinités.

On nous dit que «avoir une affinité avec des camarades signifie les connaître, avoir approfondi la connaissance que l'on a d'eux. Au fur et à mesure que cette connaissance se développe, l'affinité peut augmenter au point de rendre possible une action de commune (17)».

Bien sûr, les insurrectionnistes savent que les petits groupes sont souvent trop petits pour atteindre un objectif tout seuls, dans ce cas, ils affirment que ces groupes peuvent se fédérer temporairement pour cet objectif spécifique.

Il y a même eu des tentatives d'étendre cette approche à l'échelle internationale.

«L'Internationale insurrectionniste anti-autoritaire est destinée à être une organisation informelle (...). [Elle] est donc fondée sur un approfondissement progressif de la connaissance réciproque entre tous ses adhérents (...). À cette fin, tous ceux qui y adhèrent doivent lui faire parvenir la documentation qu'ils estiment nécessaires pour faire connaître leur activité... au groupe à l'origine de cette initiative (18)».

* Les noyaux autonomes de base

Il est évident que le succès d'une révolution libertaire exige que la masse de la population soit organisée. Les insurrectionnistes le reconnaissent et ils ont tenté de construire des modèles d'organisation de masse en harmonie avec leurs principes idéologiques. Les noyaux autonomes de base, comme ils les appellent, s'inspiraient à l'origine du Mouvement autonome des cheminots de Turin et des ligues autogérées qui luttaient contre l'installation d'une base de missiles de croisière à Comiso.

Dans *La Tension anarchiste* Alfredo Bonanno décrit ainsi l'expérience de Comiso : «Un modèle théorique de ce type a été utilisé dans une tentative d'empêcher la construction d'une base de missiles américains à Comiso au début des années 80. Les anarchistes qui sont intervenus pendant deux ans ont construit des "ligues auto-gérées" (19)». «Ces groupes ne doivent pas être composés seulement d'anarchistes. Toute personne qui entend se battre pour des objectifs donnés, même limités, peut participer pour autant qu'elle tient compte d'un certain nombre de conditions essentielles. Tout d'abord qu'un «conflit permanent» caractérise les groupes qui s'attaquent à la réalité dans laquelle ils se trouvent, sans attendre les ordres de qui que ce soit. Ensuite, ils sont «autonomes», c'est-à-dire qu'il ne dépendent pas des partis politiques ou des organisations syndicales, et n'entretiennent pas de relations avec eux. Enfin, ils affrontent les problèmes un par un et ne proposent pas de plates-formes globales de revendications qui inévitablement aboutissent à la création d'une administration qu'il s'agisse d'un mini-parti ou d'un petit syndicat alternatif (20)».

Bien qu'elles se disent «autogérées» ces ligues ressemblent fort aux organisations de façade utilisées par de nombreuses organisations léninistes pour relier et contrôler les luttes sociales. Pourquoi ? Eh bien, parce que la définition ci-dessus correspond à celle d'une organisation qui, tout en cherchant à organiser les masses, le fait selon une ligne définie par les groupes informels d'anarchistes. Si elles

étaient vraiment autogérées, ces ligues ne définiraiient-elles pas elles-mêmes leur mode de fonctionnement et les questions sur lesquelles elles veulent lutter ? Et, comment se fait-il que, dès le début, ces ligues autogérées excluent non seulement toutes les autres organisations concurrentes, mais se refusent même à entretenir des relations avec les partis politiques ou les organisations syndicales ? Encore une fois, toute véritable lutte autogérée doit décider elle-même avec qui elle doit avoir, ou ne pas avoir, des relations et pas simplement suivre le diktat d'une minorité idéologique organisée.

Un autre insurrectionniste, O.V., a défini les ligues comme «l'élément reliant l'organisation anarchiste informelle spécifique aux luttes sociales» et considère que «Ces attaques sont organisées par les noyaux en collaboration avec des structures anarchistes spécifiques qui fournissent un soutien théorique et pratique, recherchent des moyens nécessaires pour l'action en identifiant les structures et les personnes responsables de la répression, et en offrant un minimum de défense contre les tentatives de récupération politique ou idéologique par le pouvoir ou contre la répression pure et simple (21).»

Cette position est encore pire – les structures anarchistes spécifiques se voient ici accorder le rôle de prendre presque chaque décision importante à la place la ligue. Toute prétention à l'autogestion devient alors absurde et une telle «ligue autogérée» ne peut que se transformer en une créature manipulée par des cadres révolutionnaires auto-sélectionnés censés être capable comprendre des problèmes que les autres membres ne peuvent pas maîtriser. Cela semble tellement contradictoire avec ce qu'écrivent par ailleurs les insurrectionnistes que nous allons arrêter là notre polémique et prendre le temps de nous demander pourquoi ils se retrouvent avec une telle position.

* La question de l'accord

La raison tient dans le fait qu'une action commune exige évidemment un certain niveau d'accord commun. L'approche de cette insurrectionniste de ce problème est assez difficile à saisir et c'est la raison pour laquelle ces étranges contradictions se manifestent dans les ligues autogérées qu'ils préconisent. Le problème est que la conclusion d'un accord requiert la prise de décisions et que si ces décisions sont l'objet d'une discussion il est possible qu'une décision prise par la majorité soit considérée comme erronée par le groupe informel.

L'article de Do or Die tente d'écarter ce problème évident de la façon suivante: «L'autonomie permet de prendre des décisions quand elles sont nécessaires, au lieu qu'elles pré-déterminées ou retardé par la décision d'un comité ou d'une réunion. Cela ne veut pas dire toutefois

que nous ne devrions pas réfléchir à l'avenir de manière stratégique et de conclure des accords ou élaborer des plans. Au contraire, les plans et les accords sont utiles et importants. Mais il faut souligner l'importance de la souplesse qui permet aux gens de rejeter les plans lorsqu'ils deviennent inutiles. Les plans devraient être s'adapter aux événements au cours de leur déroulement.»

Ce raisonnement pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses – comment peut-on élaborer un plan, sans prédéterminer quelque chose? Si un groupe de personnes «pense à l'avenir de manière stratégique» ce groupe n'est-il pas de fait un «comité ou une réunion», même s'il choisit de ne pas utiliser ce nom? Et qui défend des plans qui ne peuvent pas «s'adapter aux événements au cours de leur déroulement»?

D'un point de vue anarchiste-communiste, la réflexion stratégique sur l'avenir consiste à utiliser cette réflexion pour dresser des plans pour l'avenir. Elaborer des plans suppose de prendre des décisions à l'avance – de les prédéterminer au moins en partie. Et les plans devraient être faits et adoptés suite à une discussion formelle, ce qui suppose des réunions voire la constitution d'un comité qui se réunira. Pourquoi nier tout cela?

Négociation

À l'instar des anarcho-syndicalistes les plus idéologiques, les insurrectionnistes défendent une position idéologique hostile aux négociations. «Les compromis ne font que renforcer l'État et le Capital», nous dit-on. Mais ceci est un slogan qui ne fonctionne que si vous êtes un petit groupe sans influence sur la lutte. En dehors d'une révolution, il est rare de gagner un combat sur toute la ligne – si nos idées sont entendues, nous serons sans cesse confrontés à un choix : négocier une victoire limitée ou subir une défaite sévère parce que nous aurons conseillé de lutter pour un objectif dont nous savons qu'il ne peut être gagné. Notre objectif est quand même de gagner tout ce qui est possible, pas de lutter jusqu'à une défaite glorieuse, non?

Apparemment ce n'est pas le cas de certains insurrectionnistes puisque l'un d'eux décrit de façon favorable la situation suivante : «Les travailleurs qui, au cours d'une grève sauvage, brandissaient une bannière disant: " Nous ne demandons rien » comprenaient que la défaite est dans la revendication elle-même» (22). Une telle réflexion n'a de sens que lorsque les travailleurs concernés sont déjà révolutionnaires. S'il s'agit d'une lutte sociale pour, disons, une réduction de loyer ou une augmentation des salaires, une telle banderole est une insulte pour les besoins de ceux qui luttent.

En dehors d'une révolution, la question ne devrait pas être de savoir s'il faut ou non négocier, mais plutôt qui négocie, avec quel mandat et quelles sont les procédures nécessaires avant qu'un accord puisse être conclu. Mais bien sûr, si l'on évite d'aborder ces questions, alors le vide sera rempli par des autoritaires qui seront contents de négocier selon leur conception et d'une manière qui minimise leurs responsabilités.

La répression et le débat

Sans entrer dans les détails de chaque controverse, l'un des problèmes majeurs qui se posent dans les pays où les insurrectionnistes mettent leurs paroles en pratique est souvent que leurs actions n'ont que peu de résultats, à part de fournir une excuse pour la répression étatique et d'isoler du mouvement social tous les anarchistes, et pas seulement ceux qui ont participé à ces actions.

Les insurrectionnistes affirment être prêts à débattre de questions tactiques, mais la réalité de la répression étatique, en pratique, signifie que toute critique de leurs actions est présentée comme prenant le parti de l'État. Il y a 30 ans, Bonanno affirmait déjà que tous ceux qui pensaient que de telles actions étaient prématurées ou contre-productives prenaient le parti de l'État. Ainsi il écrit dans *La Joie armée* : «Lorsque certains disent que le moment n'est pas mûr pour une attaque armée contre l'État, ils ouvrent les portes de l'asile psychiatrique pour les camarades qui mènent ces attaques – quand ils affirment que le temps de la révolution n'est pas encore venu, ils serrent les cordons de camisole de force – lorsqu'ils prétendent que ces actions sont objectivement une provocation, ils endossent la blouse blanche des tortionnaires (23).»

En réalité, de nombreuses actions revendiquées par insurrectionnistes sont critiquables – et si les travailleurs ne sont pas autorisés à critiquer ces actions, ne sont-ils pas simplement réduits à un rôle de spectateurs dans une lutte entre l'État et la minorité révolutionnaire? Si, comme semble l'impliquer Bonanno, il est impossible de critiquer même les actions les plus folles, alors aucune véritable discussion tactique n'est possible.

* Vers une théorie communiste anarchiste

Les anarchistes communistes ont adopté un critère différent de celui de la raison quand il s'agit de l'action militante. Si vous prétendez agir au nom d'un groupe particulier, alors vous devez d'abord démontrer que le groupe est d'accord avec le genre de tactique que vous proposez d'utiliser. Cette question est bien plus importante pour la pratique

anarchiste que la question de savoir quelle tactique pourrait adopter tel ou tel groupe d'anarchistes.

Comme nous l'avons vu, les anarchistes communistes n'ont pas d'objection de principe contre les insurrections, notre mouvement a été construit sur la tradition de la participation des anarchistes à des insurrections et nous nous inspirons de nombreuses personnes impliquées dans ces insurrections. À l'époque actuelle, nous continuons, chaque fois que cela peut faire avancer la lutte, à défier les limites que l'État cherche à imposer aux manifestations de protestation. Là encore, il ne s'agit pas seulement pour nous d'émettre un jugement – dans les cas où nous affirmons agir en solidarité avec un groupe (par exemple, des travailleurs en grève), alors c'est le groupe concerné qui détermine les limites de la tactique qui peut être utilisé dans sa lutte.

L'insurrectionnisme nous présente une critique utile de beaucoup de pratiques répandues la gauche. Mais il tente d'étendre à tort cette critique à toutes les formes d'organisation anarchiste. Et dans certains cas, les solutions qu'il préconise pour résoudre les problèmes réels de l'organisation sont pires que les problèmes qu'il veut résoudre. Les anarchistes communistes peuvent certainement apprendre des écrits insurrectionnistes, mais ils n'y trouveront pas de solutions aux problèmes de l'organisation révolutionnaire.

Joe Black

(Traduit par *Ni patrie ni frontières*)

1. John M. Hart, «Anarchism and the Mexican Working Class». – 2. James Joll, *The Anarchists*, p. 229. – 3. Merci à Pepe pour ses informations sur l'Argentine et le Chili. – 4. Plateforme d'organisation des communistes libertaires, en ligne: http://www.nestormakhno.info/french/platform/org_plat.htm – 5 Jaime Balius (secrétaire des Amis de Durruti), “Towards a Fresh Revolution”, cf. <http://struggle.ws/fod/towardsintro.Htm...> – 6 “Towards a Fresh Revolution”.

7 “For an Anti-authoritarian Insurrectionist International-Proposal for a Debate, Anti-authoritarian Insurrectioniste International, (Promoting Group)”, Elephant Editions 1993 en ligne sur le site <http://www.geocities.com/cordobakaf/inter.html>

8 “Réponse d'Andy à une version antérieure de cet article”, cf. <http://www.anti-politics.net/forum/viewtopic.php?t=1052>

9 Il contient cependant au moins une erreur élémentaire, puisque, bizarrement, il décrit la Fédération anarchiste italienne (qui pratique la synthèse) comme une organisation platformiste, ce qui suggère que

les auteurs n'ont guère essayé de comprendre ce qu'est le platformisme avant de le rejeter.

10 Do or Die n° 10, 2003, en ligne sur <http://www.eco-action.org/dod/no10/anarchy.htm>

11 Anonyme, "At Daggers Drawn with the Existent, its Defenders and its False Critics", Elephant Editions en ligne: http://www.geocities.com/kk_abacus/ioaa/dagger.html

12 Do or Die n° 10, "Insurrectionary Anarchism and the Organization of Attack".

13 Jean Weir, «Insurrection», en ligne: http://www.geocities.com/kk_abacus/insurr5.html

14 Do or Die n° 10, "Insurrectionary Anarchism and the Organization of Attack".

15 Do or Die n° 10, "Insurrectionary Anarchism and the Organization of Attack".

16 Anonyme, "At Daggers Drawn with the Existent, its Defenders and its False Critics", Elephant Editions. En ligne: http://www.geocities.com/kk_abacus/ioaa/dagger.html

17 O. V., "Insurrection", en ligne: http://www.geocities.com/kk_abacus/insurr3.html

18 "For An Anti-authoritarian Insurrectionalist" International, Elephant Editions 1993 online at http://www.geocities.com/kk_abacus/ioaa/insurint.html

19 Alfredo Bonanno, The Anarchist Tension, titre original en italien: La Tensione anarchica, traduit en anglais par Jean Weir, 1996, en ligne: http://www.geocities.com/kk_abacus/ioaa/tension.html

20 Alfredo Bonanno, The Anarchist Tension, *ibid.*

21 O. V., "Insurrection", online at http://www.geocities.com/kk_abacus/insurr2.html

22 Anonyme, "At Daggers Drawn with the Existent, its Defenders and its False Critics", Elephant Editions. En ligne: http://www.geocities.com/kk_abacus/ioaa/dagger.html

23 Alfredo Bonanno, Armed Joy, traduit en anglais par Jean Weir, titre original, La gioia armata, 1977 Edizioni Anarchismo, Catania, 1998 Elephant Editions, Londres. En ligne: http://www.geocities.com/kk_abacus/ioaa/a_joy.html

Cet article est extrait de Red and Black Revolution n° 11, octobre 2006

* Quelques remarques

27 décembre 2006

José Antonio Gutiérrez D.

(...)

Je crois que les critiques du camarade Black, fondamentalement exactes sur un certain nombre de points, ont néanmoins un caractère purement formel. Son article s'attaque au "livre de recettes" des insurrectionnistes, mais pas à leur "catéchisme". Black dirige ses critiques contre certaines pratiques que les insurrectionnistes pourraient très bien faire défendre - ou renier. Mais il ne s'attaque pas aux conceptions politiques qui sous-tendent et façonnent leurs positions et le schéma organisationnel auquel ils ont recours - contrairement au camarade Black, je ne pense pas que nos différences résident seulement dans la question de l'organisation. En fait, ces questions d'organisation reflètent des divergences politiques fondamentales. Il faut donc entreprendre une critique interne et pas seulement une critique formelle de l'insurrectionnisme.

Pour comprendre la racine des conceptions politiques de l'insurrectionnisme - conceptions fondamentalement erronées, à mon avis - nous devons tenir compte du fait qu'elles sont le produit d'un certain moment historique, ce qui ne peut être considéré comme une simple coïncidence. Toute idée politique est la fille de son époque.

Deuxièmement, bon nombre de ces conceptions politiques sont partagées par une grande partie de la gauche, au-delà de l'anarchisme. L'insurrectionnisme est une réponse particulière à certains problèmes qui ne sont nullement le seul héritage de l'anarchisme, mais qui s'expriment dans une vaste gamme de courants politiques.

Je pense que cette perspective est primordiale, en particulier au Chili, où une génération s'est mise à parler le langage de l'insurrectionnisme après s'être éloignée du "lautarismo" pour se rapprocher de l'anarchisme. Bien que ses idées politiques aient en partie changé, c'est cette quintessence "insurrectionniste" qui a fourni une continuité à cette génération qui a modifié, dans une certaine mesure, son esthétique, mais pas son discours.

* Le contexte politique de la naissance de l'insurrectionnisme

Au cours des vingt dernières années, l'insurrectionnisme a souvent été présenté comme un nouveau courant anarchiste. Or, il faut souligner que, à différentes périodes historiques (et sous divers drapeaux - marxiste, républicain et anarchiste), sont déjà apparus des

mouvements qui partageaient certaines caractéristiques fondamentales avec l'insurrectionnisme:

Le rejet, dans la pratique, de tout type d'organisation qui se projette dans le temps (ce que les insurrectionnistes appellent les «organisations formelles»),

le rejet de tout travail politique systématique et méthodique,

le mépris pour la lutte des exploités en faveur de réformes et de la création d'organisations de masse.

Cette attitude a généralement pour contrepartie le volontarisme, le maximalisme, une approche essentiellement affective de la politique, un certain sentiment d'urgence, l'impatience et l'immédiatisme. [1]

Pour que ce type de tendances apparaissent dans le milieu anarchiste il a fallu des conditions historiques très particulières, c'est-à-dire la combinaison entre un niveau élevé de répression étatique et un faible niveau des luttes populaires. Cette combinaison de facteurs a toujours été historiquement un terrain fertile pour les tendances insurrectionnistes au sein de l'anarchisme.

Sa première manifestation a été la «propagande par le fait», née à la suite de la répression de la Commune de Paris. Ensuite, nous avons eu le terrorisme en Russie au cours de la répression qui a suivi la révolution de 1905, et aussi l'illégalisme en France, juste avant la Première Guerre mondiale. En Argentine, ces tendances ont fleuri à la fin des années 20 et durant les années 30, années marquées par une répression féroce et l'affaiblissement du puissant mouvement ouvrier local – cela a été une phase désespérée, bien que héroïque, d'un mouvement en décadence. Ensuite, nous avons eu l'Italie et la Grèce au début des années 60, décennie de l'après-guerre durant laquelle le mouvement populaire fut probablement à son niveau le plus bas et où la défaite de la gauche anti-fasciste, écrasée par le stalinisme, a été ressentie avec tout son poids. En Espagne, l'expérience du MIL s'est développée au cours des années 1970, quand il était clair pour tous que le régime de Franco allait mourir de «mort naturelle» et que la transition, fondée sur l'exclusion des éléments révolutionnaires, était en marche.

Même lorsque le camarade Black évoque l'émergence de l'insurrectionnisme dans le monde anglophone, le fait que ce courant soit apparu précisément dans les années 1980 n'est pas un point de détail: ce sont les années durant lesquelles la lutte de classe dans son ensemble atteint un niveau très faible et qui voient l'essor des néo-conservateurs, grâce à Thatcher en Angleterre et à la «Reaganomics» aux États-Unis.

Au Chili, l'expérience de la MJL (Lautaro) est le référent direct qui donne un certain sens de la tradition aux groupes locaux ayant certaines caractéristiques insurrectionnistes. Dans ce pays d'Amérique latine, le «lutarismo» date de la fin des années 80, lorsque le sort du mouvement populaire qui avait grandi dans la lutte contre la dictature avait déjà été décidé. Ce même mouvement populaire qui avait eu recours sans rougir à «tous les moyens de lutte», et qui était, à ce stade, épuisé, sur son déclin, et qui, en fin de compte, se trouva et se trouve encore bloqué par les institutions démocratiques, incapable jusqu'ici de lutter avec la force dont il avait fait preuve sous la tyrannie de Pinochet.

Lorsque le niveau de lutte du mouvement populaire est très bas, il y a habituellement un sentiment croissant d'isolement du mouvement révolutionnaire par rapport aux masses, ce qui conduit souvent à une perte de la confiance dans les organisations de masse de la population et, en fait, dans les exploités eux-mêmes. Ce manque de confiance se dissimule souvent sous un jargon extrêmement abstrait à propos d'un prolétariat dont l'existence ne se matérialiserait pas, à l'exception de quelques actes spontanés de révolte. Ce manque de confiance ne s'exprime pas seulement sous la forme d'une dénonciation de certaines tendances bureaucratiques, réformistes ou favorables aux compromis, tendances hégémoniques dans les organisations populaires. Si nous partageons cette critique avec ces militants, nous n'avons pas du tout la même vision de la nature et de la raison d'être de ces organisations.

De plus, les moments où la lutte populaire atteint un niveau particulièrement bas succèdent généralement à des périodes où l'affrontement de classe a atteint un niveau élevé, de sorte que les militants ont toujours en tête les souvenirs des «journées des barricades». Ces moments sont congelés dans l'esprit des militants et ils tentent souvent de les faire revivre en déployant beaucoup d'efforts, par le seul exercice de la volonté, en lançant des actions censées «réveiller les masses»... La plupart du temps, ces actions ont l'effet inverse de celui qu'ils attendent et se terminent, contre la volonté de leurs auteurs, par l'accroissement de la répression.

Ces courants se caractérisent par deux positions fondamentales : la condamnation des organisations populaires et un sentiment d'urgence de l'action. (Ce sentiment incite à ne pas réfléchir à l'impact de l'action sur la conscience des exploités et, généralement, aboutit à des formes extrêmes d'action d'avant-garde, même si en théorie ces partisans rejettent le concept d'avant-garde.) Ces deux caractéristiques tendent accentuer encore davantage l'isolement initial, ce qui facilite

finalement la tâche des organes de répression et l'anéantissement de toute opposition au système.

* La transformation de circonstances exceptionnelles en règles générales

Lorsque la lutte des classes atteint un niveau élevé, ce sont les moments les plus pertinents de celle-ci. Toutefois, ce sont des moments exceptionnels dans l'histoire, des moments charnières qui débouchent sur de nouvelles solutions révolutionnaires et radicales pour sortir de la crise du vieux monde. Par nature, la lutte des classes connaît des moments de confrontation ouverte et brazen/violente et d'autres où les affrontements sont rares – c'est pourquoi une organisation révolutionnaire se doit d'avoir une vision stratégique.

Il est fréquent que des militants de gauche transforment des moments éphémères (par définition) de la lutte des classes en des règles générales: par exemple, c'est ainsi que la social-démocratie s'est consolidée au moment de la faiblesse des luttes après la Commune de Paris, en renonçant à la révolution et mettant en avant une stratégie de réforme par étapes. Pour les sociaux-démocrates, les périodes de faibles confrontations constituaient la règle historique – telle est la principale raison de leur opportunisme.

Mais il existe aussi ceux qui adoptent l'attitude inverse, et ont fait des moments de pointe de la lutte des classes une règle générale: les groupes partisans du communisme des conseils en sont un bon exemple. Leur stratégie de formation des conseils ouvriers est fondée sur l'expérience des révolutions européennes dans les années 1920 – elles ne laissent aucune place à la lutte pour les réformes seulement à un programme du tout ou rien.

Cela conduit au pôle opposé de l'opportunisme, le maximalisme, qui ne pose pas de problème en période révolutionnaire, mais qui, dans les moments de faible intensité de la lutte des classes, conduit à l'isolement et limite le mouvement révolutionnaire à n'être qu'une secte, sans doute pleine de dévotion, mais qui ne joue aucun rôle décisif dans les organisations populaires. Les versions les plus dogmatiques de ce courant sont incapables d'apprécier le potentiel révolutionnaire des expériences qui ne s'adaptent pas à leur schéma.

Comme nous l'avons déjà dit, l'insurrectionnisme a également tendance à faire de certains moments intenses de la lutte des classes une règle générale. La pratique exclusive, hors de leur contexte, de formes d'action plus appropriées à des moments de confrontation ouverte, au détriment d'autres formes de lutte, illustre, selon nous,

cette tendance à congeler des moments historiques. Et cette attitude peut avoir des conséquences néfastes.

Les mouvements révolutionnaires doivent apprendre à être flexibles, à s'adapter aux circonstances nouvelles, sans perdre de vue leurs positions et leurs principes fondamentaux. Nous devons rejeter le dogmatisme, non seulement en théorie, mais aussi sur le plan tactique.

[2]

(...)

[Nous n'avons pas traduit un long passage (à peu près un tiers) de cet article car il contenait uniquement des considérations générales sur le «dogmatisme tactique» dans le mouvement anarchiste, «la défense, l'attaque et la victoire» dans les luttes, les rapports entre théorie et pratique révolutionnaire, etc. Notre objectif, en traduisant ce texte, était de rester au cœur du sujet qui nous intéresse aujourd'hui: les théories et pratiques insurrectionnalistes, et non d'analyser tous les problèmes internes au mouvement anarchiste – thème qui pourrait être abordé dans un autre numéro (*Ni patrie ni frontières*).]

Le camarade Black exprime correctement son désaccord avec le chantage pratiqué par les insurrectionnistes: en effet, pour ces derniers, toute critique de leurs actions équivaut à soutenir l'État et la répression qui les frappe. Personne n'est à l'abri de la critique révolutionnaire, et encore moins les révolutionnaires eux-mêmes. Il n'est ni légitime ni honnête d'affirmer que celui qui critique une action stupide «resserre la camisole de force», justifie la répression, se place aux côtés de l'État, ou est un lâche.

Mais il est aussi important de préciser qu'une ligne claire, sans équivoque, sépare la critique de gauche de la critique de droite. Si nous ne sommes pas obligés d'accepter tout ce que font les autres organisations, ni de rester silencieux face à des actions que considérons stupides et erronées, nous devons également être conscients que nos critiques peuvent être utilisées par l'ennemi de classe si elles ne sont pas clairement formulées, et surtout si nous ne faisons pas de distinction, entre, d'un côté, ceux que nous combattons (l'État, le Capital) et, de l'autre, des camarades avec qui nous pouvons avoir des divergences politiques, peu importe leur importance, mais qui ne sont pas pour autant nos ennemis.

Le problème n'est donc pas la critique, mais la façon dont cette critique est formulée. Nous ne voulons pas que notre critique devienne un argument pour justifier la répression de l'ennemi et qui lui soit favorable. N'oublions pas que ce système recherche toujours des germes de division et la moindre occasion pour attaquer les dissidents.

Mais il n'y a pas que les critiques contre l'insurrectionnisme qui peuvent être utilisées par l'État et ses forces répressives – en fait, la critique formulée par les insurrectionnistes peut représenter une manne pour l'État et justifier la répression. Un exemple pathétique l'illustre : la déclaration publiée par la Coordination anarchiste informelle du Mexique face aux événements de Oaxaca («Solidarité directe avec les opprimés et les exploités de Oaxaca», 16 novembre). La majeure partie de cette déclaration publique est dirigée contre l'APPO, le CIPO-RFM et d'autres organisations populaires qui étaient en lutte directe contre l'État et Capital. Il ne s'agissait pas vraiment d'une question de théorie, mais de la quintessence de la lutte des classes. Mais ces militants ont préféré dépenser leur salive et d'encre pour critiquer le mouvement de Oaxaca, de façon malhonnête et, pire encore, en recourant partiellement aux mêmes arguments que les médias d'Etat. Cette critique est non seulement réactionnaire, mais aussi inopportune, car elle est apparue au moment même où les camarades avaient le plus besoin de notre solidarité et quand la répression avait atteint son point le plus haut.

Cette attitude contrastait remarquablement avec celle du Commando de libération magoniste (Tendance révolutionnaire démocratique -Armée du peuple). Ce groupe a su à quel moment il fallait garder un profil bas, comment respecter les différentes alternatives de lutte tactiquement décidées par les manifestants à Oaxaca – il était parfaitement conscient que non seulement nos critiques mais aussi nos actions irresponsables peuvent être utiles au système. Dans une déclaration publique le 27 novembre XXX ils ont ainsi déclaré : "Jusqu'à présent, nous sommes restés en alerte et futurs afin d'éviter la répression à être déclenchée au cours du mouvement populaire autour de l'APPO en vertu de l'excuse de la lutte révolutionnaire armée, mais la brutalité de le gouvernement fédéral et national néo-libérale du gouvernement nous force à faire entendre notre voix et de faire usage de nos armes, afin de contenir et de dissuader l'offensive néolibérale qui ne devrait pas et ne peuvent pas être tolérés par aucune organisation révolutionnaire "

À la fin de la journée, le danger pour nos actions à être utilisés dans le système de faveur (tout comme nos différences, peut être) doit être sérieusement envisagée, mais semble être quelque chose d'absolument sous-estimé, ou pire, ignorés par insurrectionnistes. Il s'agit d'une omission grave, car nous savons, grâce à l'expérience historique de la façon dont il a été important pour le système le rôle de l'agent provocateur des actions stupides et de chercher des moyens pour

justifier une répression excessive et d'isoler le mouvement révolutionnaire des masses. L'histoire est pleine d'exemples, comme ceux illustrés par Victor Serge dans "Qu'est-ce que tout le monde devrait savoir sur la répression" (1925) sur les provocateurs au tsar de services en Russie après 1905 (remarquable que ce document est, il n'a été possible que grâce à des documents saisi après la révolution de 1917 des dossiers de l'okhrana, la police politique du tsar), Alexander Skirda dans son livre "Facing the Enemy" nous donne aussi de la vaste documentation des fichiers de la police française le rôle des provocateurs parmi les anarchiste des groupes terroristes, de 1880 jusqu'à la fin de ce siècle. Histoires de provocateurs et des actions insensées peste les dossiers de la gauche et l'anarchisme. Mais encore plus dangereux que les actions des provocateurs eux-mêmes est l'attitude irresponsable de l'action ou inopportune sincère camarades, mais trop de mal dans l'action ou dépourvu de tout sens de l'orientation de but.

Par conséquent, nous ne pouvons pas taire notre critique de la même manière que ceux qui sont en désaccord avec nous ont le même droit de critiquer. Je dis un devoir, pour les frères et les critiques constructives, mais pas pour ce moins énergique, est nécessaire afin de développer une bonne circulation et de chercher des moyens d'améliorer notre pratique dans la recherche de la route vers la liberté. Tout cela est nécessaire est de savoir quand, comment et où seront formulées des critiques, il devient un facteur de force de ce mouvement au lieu d'un facteur de faiblesse. Il en va de même la vérité de l'action elle-même.

Pour conclure...

Je pense que insurrectionnisme est utile pour le débat d'aujourd'hui pas autant que pour la critique, il dirige vers des organisations ou autoritaires vers la gauche, et pas même pour le mouvement anarchiste. Il en est ainsi, parce qu'il apporte à notre attention un certain nombre des plus grandes faiblesses du mouvement libertaire. Il est le miroir de notre histoire et de nos vices insuffisances. Beaucoup de nos camarades qui prennent une distance prudente de insurrectionnisme serais surpris que, peu importe qu'ils pourraient en désaccord avec les résultats finaux, ils peuvent être néanmoins partager un certain nombre de ses fondements politiques, ainsi que certaines de ses faiblesses. Il me semble que insurrectionnisme ne s'agit pas, comme beaucoup de camarades qui veulent nous faire croire, un étrange produit de la confusion idéologique des dernières décennies. Il a été, en revanche, l'expression de tendances émergentes à différents

moments dans l'histoire, face à certaines circonstances d'une nature très particulière, et son expression a été possible en raison de l'existence de graves failles de notre politique et, de ce que nous croient être, les idées fausses. Ces idées fausses ne sont pas nouvelles et ne sont pas limités à insurrectionnisme, ils sont beaucoup plus répandue dans les rangs de notre mouvement que ce que nous pensons.

Pour résumer, je conclus que insurrectionnisme a été incubé, nourris, élevés et mis au point sous l'ombre de la très erreurs du mouvement anarchiste (quelque chose de tout aussi valable pour d'autres versions de gauche d'un certain "insurrectionnisme"), et conscients de leur expression, une tendance dans son propre droit sur le dernier temps, nous donne l'occasion de traiter de sa politique et, par conséquent, aller de l'avant.

José Antonio Gutiérrez D.

10 Décembre, 2006

(Traduit par *Ni patrie ni frontières*)

[1] Ni enthusiastical la participation à des insurrections, ni la lutte armée sont des éléments distinctifs de insurrectionnisme concernant d'autres courants politiques, y compris les anarchistes.

[2] Récemment, un article de Wayne Price, de NEFAC, appelé "La fermeté dans les principes, souplesse dans la tactique» a été faire la lumière sur cette question http://www.anarkismo.net/newswire.php?story_id=4281

textNew canadienne organisation anarchiste 25 novembre 07

* Réponse de Peter Gelderloos

Argument 1

L'historique de la règle de l'auteur à l'intention de construire est que l'insurrectionnisme est un étrange produit de périodes historiques, avec un niveau élevé de la répression et de faibles niveaux de lutte populaire. Cette affirmation ne résiste pas à la réalité. Le premier exemple donné, "la propagande par l'acte", mai ou mai de ne pas avoir posé de la répression de la Commune de Paris comme il le dit, mais il a été réalisé en Europe et en Amérique du Nord et du Sud au cours des prochaines décennies, à la fois basse ou haute de la répression, la basse ou haute lutte populaire. Aux États-Unis par exemple, le Galleanists effectué leurs campagnes de bombardements au cours d'une période de forte répression, mais ils ont commencé alors que les attentats à la bombe ces luttes populaires étaient encore à un niveau élevé. Le terrorisme en Russie n'a pas suivi la révolution de 1905 (l'auteur du deuxième exemple), il a été une grande partie de cette révolution, et il a été bien mis au point avant que la répression a commencé, quand il y avait un haut niveau de lutte populaire. Cette activité insurrectionnelle a fait partie de la lutte, essentiellement menées par les travailleurs. Les travailleurs de l'industrie, des paysans, des pauvres, et de nombreux juifs ont formé Byeznachalie et Chernoznamets des groupes qui a volé les riches, bombardé de police et bourgeois des points de rencontre, et ainsi de suite (et la quasi-totalité d'entre eux étaient anarchistes-communistes, se sont opposés principalement par le Kropotkinist anarchistes-communistes en exil ou de l'anarcho-syndicalists). José l'insurrectionnisme feuilles en Espagne dans les années 1930, à la hauteur de la lutte populaire et se produisant dans les périodes de haute et basse de répression en Espagne le plus clairement, les insurgés se sont révélés être plus perspicaces que les bureaucrates de la CNT qui a toujours conseillé d'attente et négociation. Et il mentionne l'insurrectionnisme en Grèce dans les années 60, mais ne tient pas ses incarnations beaucoup plus important aujourd'hui, où il est tout à fait à la maison en haute lutte populaire du mouvement étudiant, et contre une répression qui ne peut pas être qualifiée de particulièrement élevé.

Gutiérrez fournit une bonne critique d'une dépendance accrue sur les tactiques insurrectionnel peut venir comme une réponse à l'isolement. Cela est très vrai, mais d'essayer de faire un historique de

la règle, il est sophomoric. (...) Dire actions clandestines servir à la répression des sons comme le pacifisme et elle méconnaît complètement la nature de l'État, qui fabriquera des excuses pour la répression que nécessaire (par exemple, le chien soldat télétypes contre AIM). La seule chose qui justifie la répression d'autres radicaux, qui sournoise ceux qui utilisent des tactiques différentes, plutôt que d'aider à expliquer ces tactiques pour les masses avec lesquelles ils sont supposés en contact. Si une population est suffisamment pacifié, suffisamment endoctrinés par la propagande d'État, la grève ou même de se joindre à un syndicat peut être considéré populairement comme justification de la répression. Les anarchistes doivent reconnaître naturel il n'y a pas de seuil d'action au-delà de laquelle les gens verront automatiquement répression comme justifiée.

Gutiérrez a également fait un point sur les insurgés faire le travail de provocateurs, mais ce point est surestimé et, en définitive, la pacification. Encourager les actions stupides provocateurs faire mal à un mouvement ou de leur permettre de neutraliser certains des principaux organisateurs, mais ils n'ont jamais eu d'attente pour ces excuses (pour exemple, ils ont assassiné Black Panther Fred Hampton, même s'il n'a jamais eu l'appât proposé par le infiltrator). Et le plus souvent, le gouvernement encourage la passivité, l'attente, la délivrance de la demande, la négociation, en forme, au-dessus du sol des organisations qui sont pour l'essentiel comme un snatch squad's goody-sac lourd si la répression est toujours nécessaire (...) (Mais insurgés dans les petits groupes d'affinité sont mieux préparés à discuter, d'évaluer et de planifier clandestine et agressive des actions directes de manière intelligente (c'est-à-dire celui qui n'a pas à servir tous les intérêts de l'Etat) que les organizationalists, parce que l'ancien a tendance à prendre de meilleures mesures de sécurité et leurs structures sont beaucoup plus intelligemment pour ce qui est conçu pour survivre à la répression.. (...) L'idée que vous avez besoin d'un "programme" "pour mesurer l'efficacité des actions" vient de champ gauche, sans aucune justification (similaire à l'hypothèse que vous avez besoin d'identifier avec votre classe afin de comprendre votre oppression), et je suis à gauche avec l'image d'un dogmatique en particulier (...)

Il ya quelques points de Joe Black's original article qui doivent aussi faire face, et la plus pertinente est la défense de son organisation formelle. "(...) Cependant, les constitutions ne sont pas le pouvoir. Le paradoxe est que ce qui est écrit sur le papier en fait ne signifie rien pour le fonctionnement des organisations bureaucratiques, (...) La

CNT a rejoint le gouvernement en Espagne en 1936 dans une procédure qui viole sa constitution, de renvoyer à nouveau pour que la police de l'histoire sacrée anarchiste exemples. Structure n'est qu'une partie de l'équation, et les structures de partage du pouvoir peut facilement être renversé si le groupe de la culture n'est pas aussi fermement anti-hiérarchique. Une critique par des insurgés qui est valable au moins dans certains cas, est que les organisations formelles et constitutions élus, des postes spécialisés tendent vers une rigidité et la stagnation qui invite à la mise en place de la hiérarchie. (...) Ceci est trompeur, la plupart des anarchistes-communistes opposés à la plate-forme. Franchement, je n'ai pas une absolue problème avec des gens qui veulent une plate-forme afin de clarifier leurs efforts et leurs croyances fondamentales, même si je ne pense pas que je pourrais jamais me limiter à quelques points sur le papier, mais cette suppression de désaccord évident de Joe Black historique picorage certainement des miroirs de la conformité qui accompagne une plate-forme, sauf si ses auteurs sont prudents, consciente, et de sens.

Comme on dirait que le temps de patauger ainsi une sorte de conclusion, je vais dire que je suppose que je ne crois pas que les structures ou des formes d'organisation bénévole nous adoptons acte déterministe de contrôler nos résultats (si elles ont une forte influence, en tant que tous les outils, sur la wielder), mais toutes les structures et les stratégies développées par les anarchistes, jusqu'à présent, ont de graves lacunes, et ces défauts sera fatale si nous ne sommes pas plus honnête, souples, réceptifs à la critique, et d'énergie que nous avons été à ce jour

(Traduit par *Ni patrie ni frontières*)

*** International**

Grande-Bretagne

Italie

Pays-Bas

Brésil

* Grève de la raffinerie de Lindsey : une lutte empêtrée dans le nationalisme

Présentation

Une fois n'est pas coutume, une grève a fait la une des journaux britanniques et, qui plus est, a été accueillie favorablement. Pourquoi ce tapage médiatique à propos de la grève «sauvage» qui a démarré le 28 janvier à la raffinerie de pétrole Total de Lindsey dans la petite ville de North Killingholme (North Lincolnshire) ? Quelle en était la cause ? L'obtention d'un contrat de construction d'une unité de désulfurisation sur le site de cette raffinerie par une société d'ingénierie italienne (IREM), pour un montant de 200 millions de livres sterling qui se proposait d'intervenir avec ses propres salariés italiens et portugais, dont une centaine déjà sur place et 300 autres devant les rejoindre (les ouvriers d'IREM ne sont pas syndiqués selon le Morning Star du 5 février 2009). IREM a remporté l'appel d'offres face à cinq firmes britanniques et deux autres européennes.

Ceci a déclenché la colère des ouvriers de maintenance travaillant sur le site appartenant à des dizaines de sociétés différentes mais qui respectent toutes la convention collective de la branche, le Blue Book. En effet, ils réclamaient l'embauche de travailleurs locaux et craignaient que ce précédent ouvre une brèche dans la convention collective nationale, IREM n'étant pas lié par cette convention.

Ce qui a plu aux journaux, ce n'est pas la défense de la convention collective mais que des ouvriers, en défendant l'emploi «britannique», fassent preuve d'un certain nationalisme – d'autant que les premiers jours, on a vu fleurir dans les piquets et dans les manifestations de grévistes, des drapeaux britanniques avec, imprimé dessus, le slogan du Premier ministre, Gordon Brown, «British jobs for British workers»

Mais qu'en a-t-il réellement été ?

* Si vous avez manqué le début...

La raffinerie de Lindsey

Mise en service en mai 1968, cette raffinerie, située à North Killingholme, dans la zone industrielle de Grimsby, est la troisième du

Royaume-Uni avec une capacité de production annuelle de 10 millions de tonnes (223 000 barils/jour). Elle emploie 500 salariés et plusieurs centaines de sous-traitants qui peuvent aller jusqu'à plusieurs milliers lors des grandes opérations de maintenance ou de développement des sites.

L'ingénierie de construction

Les entreprises de ce secteur fournissent des installations industrielles ou mettent à niveau des installations existantes. Dans les deux cas, leurs contrats sont assujettis à des pénalités en cas de retard à la mise en production de l'installation ou à des primes en cas de fourniture en avance. On comprend que ces entreprises doivent être efficaces et donc utiliser des méthodes éprouvées et des travailleurs qualifiés et compétents, rodés aux processus de montage. Il n'y a donc rien de surprenant qu'une entreprise «étrangère» apporte avec elle ses salariés (ou ceux de ces sous-traitants) lorsqu'elle opère sur le sol britannique.

IREM

C'est une entreprise italienne, fondée en 1979, basée à Syracuse (Sicile) d'ingénierie de construction de raffineries de pétrole et d'installations chimiques et pétrochimiques. Elle réalise la conception, la fabrication et le montage d'installations industrielles clés en main. Elle emploie 1 500 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 120 millions d'euros.

* Chronique des faits

Mercredi 28 janvier 2009

Début de la grève à la raffinerie pétrolière de Lindsey. Pas de menaces sur les emplois existants mais les travailleurs craignent qu'ils puissent y en avoir à l'expiration, mi-février, de la clause de «non-licenciements» entre les syndicats et les patrons.

De 800 à 1 000 ouvriers se rassemblent et votent immédiatement pour la grève. Le comité des shop stewards insiste pour que les ouvriers suivent la procédure nationale relative aux conflits du travail. Les ouvriers veulent de toute façon se mettre en grève. Le comité des shop stewards démissionne en bloc pour signifier que le syndicat se distancie de la grève illégale.

Jeudi 29 janvier

Manifestation et piquet à la porte de la raffinerie, 800 à 1 000 personnes. Un mode d'action qui se renouvellera pendant les autres jours de la grève.

Grèves de solidarité (illégales au Royaume-Uni) par :

– Des centaines de travailleurs temporaires de la raffinerie voisine de Conoco-Phillips,

- Des salariés du terminal gazier de BP à Dimlington (East Yorkshire) et de l'usine chimique de Saltend à Kingston upon Hull (North Lincolnshire),
- Des travailleurs de la centrale thermique de Longannet, gérée par Scottish Power (Fife) en Ecosse,
- Des travailleurs du site en construction de la centrale thermique de Staythorpe (Nottinghamshire),
- Les ouvriers du terminal de gaz naturel à Easington (East Yorkshire).

Vendredi 30 janvier

Grèves de solidarité :

- 700 travailleurs de la raffinerie de Grangemouth (Falkirk) en Ecosse,
- 60 grévistes sur le piquet de la centrale thermique d'Aberthaw, près de Barry (Vale of Glamorgan), au pays de Galles,
- 400 grévistes à la raffinerie Petroplus, de Wilton, près de Middlesborough (Teesside),
- Centrale thermique de Kilroot à Carrickfergus, en Irlande du Nord,
- Terminal gazier de South Hook LNG à Milford Haven (West Wales) au pays de Galles,
- Centrale thermique de Fiddlers Ferry, près de Warrington (Cheshire),
- 400 à la centrale thermique de Longannet (Fife), gérée par Scottish Power, en Ecosse,
- D'autres petits sites...

Selon le Guardian, 3 000 travailleurs sont en grève dans tout le pays.

Le gouvernement organise une réunion de Cobra (Cabinet Office briefing room A), son cabinet intérieur de temps de crise comprenant des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, de l'Industrie, de l'Energie, de la Défense et des contingents d'experts.

Samedi 31 janvier

Beaucoup de bla-bla des politiciens sur le caractère correct et légal du contrat signé par Total. Le ministre du Travail demande à l'ACAS (Advisory, Conciliation and Arbitration Service), organisme spécialisé dans la médiation sociale, d'étudier la question de l'illégalité de l'exclusion des travailleurs britanniques des projets d'ingénierie et de construction.

Dimanche 1^{er} février

Apparemment pas de grève, c'est dimanche...

Lundi 2 février

Grèves de solidarité :

– Centrale nucléaire de Sellafield, (Cumbria). Grève des travailleurs intérimaires qui construisent de nouvelles capacités de stockage sur le site,

– Centrale nucléaire de Heysham, (Lancashire),

– Centrale thermique de Staythorpe (Nottinghamshire),

– Raffinerie de Grangemouth (Falkirk) en Ecosse, où 700 ouvriers sont en grève,

– Centrale thermique de Longannet, gérée par Scottish Power, (Fife en Ecosse),

– Centrale thermique de Fiddlers Ferry, près de Warrington (Cheshire) où 200 ouvriers sont en grève,

– Terminal gazier de LNG à South Hook (500 ont débrayé),

– Centrale thermique de Aberthaw au pays de Galles,

– Raffinerie Petroplus de Coryton (Essex),

– Un site gazier de Shell dans le Fife en Ecosse,

– Raffinerie Chevron, à Pembroke (Pembrokeshire) au pays de Galles,

– Centrale thermique de Langage, Plymouth (Devon), on dénombre 600 grévistes dont 35 Polonais !

– Manifestation d'un petit groupe d'ouvriers à Scunthorpe (North Lincolnshire), où l'ACAS négocie avec Total et les syndicats Unite et GMB.

A Lindsey, élaboration de la plate-forme de revendications.

Mardi 3 février

Plus de grèves de solidarité selon nos informations...mais il y a toujours des rassemblements aux portes de la raffinerie de Lindsey.

Mercredi 4 février

Les syndicats demandent aux grévistes de terminer leur action après avoir reçu l'engagement que 50 % des emplois seraient attribués à des travailleurs du Royaume-Uni, c'est-à-dire que de nouveaux emplois seraient créés. Ce fut suffisant pour terminer la grève.

Tom Ryan, du comité de grève, déclara à des centaines de manifestants sur le site de Lindsey qu'ils avaient obtenu 102 nouveaux emplois pour au minimum 9 semaines. «On nous a offert ce que nous réclamions, en réalité, 50/50». «Les délégués vont recommander demain aux gars de retourner au travail»

La négociation finale incluait un accord par lequel les shop stewards pourraient vérifier que les emplois occupés par des ouvriers italiens et portugais bénéficieraient des mêmes conditions que les travailleurs du

cru couverts par un accord national et que des ouvriers syndiqués travailleraient à côté des ouvriers d'IREM.

* Shop stewards et syndicats

Les shop stewards, délégués de base dans l'industrie britannique
Cadre général

Le droit en général, et le droit du travail, en particulier, sont très peu codifiés au Royaume-Uni. Ce dernier repose le plus souvent sur l'usage, il est donc très difficile de décrire précisément la réalité complexe et mouvante des shop stewards ou de tenter des comparaisons avec ce qui existe en France ou dans d'autres pays européens. De même pour les syndicats dans leur ensemble dont les prérogatives peuvent varier d'une branche d'industrie à l'autre. On voit (souvent auparavant, moins aujourd'hui) deux syndicats différents, appartenant à la même confédération, les TUC (Trade Union Congress), «se battre», dans la même industrie ou entreprise pour syndiquer les salariés. Toutefois, à partir du gouvernement Blair, plusieurs lois ont été passées pour mieux encadrer la représentation sociale.

Les rôles principaux des shop stewards (qui soulignons le continuent de travailler aux côtés de leurs collègues et ne sont pas salariés par le syndicat) sont :

- La négociation sur les lieux de travail (atelier, département),
- La représentation des travailleurs, syndiqués ou pas,
- La gestion au quotidien de la structure syndicale,
- Le recrutement pour le syndicat et le relevé des cotisations,
- Les questions d'hygiène et de sécurité.

Dès l'origine les shop stewards ont une relation ambivalente avec les syndicats à la fois en dehors et en dedans – à la fois en faisant partie (mais pas tout le temps) et le faisant tourner mais en s'y opposant tant au niveau de l'entreprise que de la branche. Vis-à-vis de leurs collègues, ils sont les représentants d'une démocratie directe d'atelier, mais qui, en dehors des grandes saisons de luttes, se limite à la lutte économique la plus plate. Ils sont, par ailleurs, «protégés» par l'accord d'entreprise. Les shop stewards peuvent négocier à tout moment avec la direction à condition de respecter les limites de l'accord d'entreprise. Les shop stewards d'une même entreprise se regroupent au sein du conseil des shop stewards qui est habilité à négocier les accords au côté du syndicat.

Conscients du danger qu'ils représentaient pour les syndicats, ceux-ci ont tenté à partir de 1970 de les réintégrer systématiquement dans la structure syndicale d'entreprise.

La question de l'appartenance aux syndicats ne se posait traditionnellement pas car les shop stewards étaient avant tout présents dans les industries où était établi un closed-shop, c'est-à-dire dans des entreprises qui n'embauchaient que des travailleurs syndiqués. Le closed-shop avait été imposé par les travailleurs comme mode de lutte défensive. Mais, en se focalisant sur la défense de ceux qui appartenaient au syndicat responsable de l'embauche ils se sont plus battus contre les exclus de l'accord d'entreprise que contre leurs propres patrons : les exemples sont nombreux, depuis les syndicats de la presse qui excluent les femmes en France jusqu'aux syndicats de l'automobile longtemps fermés aux travailleurs noirs aux Etats-Unis. Il existe quelques exceptions comme les dockers de Liverpool, traditionnellement prêts à boycotter les marchandises des boîtes en grève qui transitent par leur port, voire celles provenant des pays exerçant une répression anti-ouvrière particulièrement odieuse.

Dans les moments hauts de la lutte de classes, les shop stewards ont excédé leur tâches initiales et sont devenus les agents d'un contre-pouvoir ouvrier contestant l'organisation du travail, en particulier l'affectation des ouvriers à certaines tâches, la nature même de ces tâches, les moyens de les réaliser, le contrôle sur les rythmes de travail et les pauses ou l'obtention de primes spécifiques. L'ensemble de ces pratiques repose sur une des relations complexes entre commandement d'entreprise et ouvriers, celui du «custom and practice» (habitude et usages) qui fait l'objet de négociations continues sur le lieu de travail même.

Un peu d'histoire

Initialement assignés (fin du XIX^e siècle) à des tâches telles que la collecte des cotisations syndicales, les shop stewards, délégués qui continuent d'exercer leur travail, se sont progressivement organisés parallèlement aux syndicats. Contrairement aux délégués du personnel en France, les shop stewards sont directement élus par leurs collègues (d'atelier ou de métier) et censés représenter leurs intérêts directs, tant lors des négociations avec les employeurs qu'au quotidien. Indépendants des structures syndicales, les shop stewards se sont principalement développés dans les industries où les syndicats étaient très présents et auxquels, par ailleurs, ils appartenaient dans leur majorité.

Leur «irruption» en tant que force d'organisation des ouvriers a eu lieu pendant la Première Guerre mondiale, lorsque l'ensemble des appareils syndicaux (et le parti travailliste) participaient à l'effort de guerre au nom de l'union nationale et, bien sûr, s'opposaient à toute

revendication des ouvriers alors que leurs conditions d'exploitation se durcissaient. Les ouvriers se sont donc servis «naturellement» de la seule organisation dont ils disposaient au niveau de l'atelier, les shop stewards en leur donnant un rôle offensif de délégués de lutte, à partir de 1916. Les premières grèves organisées par les shop stewards eurent lieu dans les chantiers navals de la Clyde à Glasgow. Compte tenu de la taille des chantiers navals qui fonctionnaient à plein du fait de l'effort de guerre, les shop stewards se sont dotés d'une organisation centralisée à l'échelle des chantiers. Nés donc dans les chantiers navals, le mouvement des shop stewards se propagea à d'autres secteurs industriels et dans certaines régions (la Clyde notamment) se centralisèrent entre différentes entreprises, comme dans le cas du Clyde Worker's Committee. Les plus radicaux d'entre eux soutenaient explicitement la révolution d'Octobre et donnaient une dimension politique supplémentaire à leur action. Toutefois, après le recul de la vague révolutionnaire, à partir de 1921, l'influence des shop stewards au niveau national diminua fortement pour deux raisons : le recul du niveau des luttes et donc le rétrécissement du rôle des shop stewards à l'entreprise voir aux ateliers et l'intégration d'un nombre important au sein du parti communiste en voie de stalinisation (William Gallacher, le principal animateur du Clyde worker's committee devenant secrétaire général du PC).

A partir de 1936, un nouveau cycle de luttes démarre qui revitalise les shop stewards. Outre les luttes pour les salaires et les conditions de travail, ils sont à l'origine de grèves politiques en soutien aux républicains espagnols ou pour empêcher, comme chez Vickers, la fourniture d'avions fabriqués pour l'aviation de Franco. Au début de la Seconde Guerre mondiale, le PC soutenant la stratégie de l'URSS (pacte germano-soviétique) appuie les grèves menées à l'initiative des shop stewards contre les restrictions dues à l'effort de guerre (Campagne «No fascism, No war») et contribue à organiser des conférences nationales de shop stewards pour coordonner les luttes comme à Birmingham en décembre 1940. Evidemment, l'invasion de l'URSS en juin 1941, fait basculer les shop stewards fidèles au PC dans le soutien à l'effort de guerre et l'opposition déterminée aux grèves. Le mouvement des shop stewards est ainsi cassé mais une minorité résolue continuera d'organiser des grèves comme, par exemple, celle des mineurs du Kent, en janvier 1942 ou celle des chantiers Vickers-Armstrong à Barrow-in-Furness en décembre 1943.

Dans les années 1950-1970 ils ont organisé la résistance à la modernisation et à l'accroissement de la productivité dans l'industrie,

en particulier dans l'automobile, sur les ports, dans la construction navale, dans la presse et dans les postes. Le rapport de force en faveur de la classe ouvrière organisée avec ses délégués de base sera tel qu'il va contribuer au déclin de l'industrie britannique, incapable de faire face à la concurrence internationale.

Incapable de se moderniser le capital va laisser périlcliter puis fermer des pans entiers de son industrie. Après le «Winter of Discontent» de 1979-1980 puis la défaite des mineurs en 1985 le rapport de force va massivement s'inverser et les délégués vont perdre une grande partie de leur influence.

Les syndicats ont adopté des positions fort diverses par rapport aux shop stewards. Appartenant à différents syndicats ceux-ci peuvent s'organiser en comités de shop stewards.

La plupart des grèves au Royaume-Uni ont été organisées par les shop stewards. Plus que de grèves sauvages, il s'agit plutôt de grèves dites non officielles, c'est-à-dire non organisées par la structure syndicale – toutefois beaucoup de grèves démarrées par les shop stewards sont ensuite reconnues par la structure syndicale et deviennent ainsi officielles.

En 1967, environ 5 000 shop stewards représentaient les 200 000 travailleurs manuels de l'industrie automobile. Ils étaient traditionnellement élus à main levée, une pratique qui a été progressivement remplacée par une élection plus formelle.

Les syndicats du secteur

Pour résister à l'érosion du nombre de leurs adhérents, les syndicats ont fait taire leurs désaccords pour mener des fusions importantes.

Unite est ainsi devenu le plus important syndicat britannique avec un peu moins de 2 millions de membres. En 2001, Amicus a été formé par la fusion du syndicat MSF (lui-même fondé en 1988 par la fusion de plusieurs syndicats), – orienté à gauche et rassemblant des travailleurs qualifiés et des techniciens de différentes industries, certaines de ses branches remontant à 1834 – et du grand syndicat des mécaniciens et des électriciens, l'AEEU (Amalgated Engineering and Electrician Union), fondé en 1992 mais dont les origines remontent aux années 1850. Corporatistes, les syndicats qui avaient formé l'AEEU ont parfois joué les jaunes, en particulier celui des électriciens, dans les années 1960-1970. En 2004, le syndicat GPMU (Graphical, Paper and Media Union), héritier d'une tradition deux fois centenaire et représentant les travailleurs de la presse et des arts graphiques a rejoint Amicus.

Ce dernier est devenu «Unite the Union» en intégrant le T & G (Transport and General Workers' Union), le grand syndicat des transports et de l'industrie automobile. Fondé en 1922 il syndiquait les travailleurs des ports, des transports et les ouvriers non qualifiés de l'industrie. Il participa activement à la grève générale de 1926. Ce sont souvent des délégués du T & G qui ont mené les grandes luttes dans l'industrie lors des années 1960-1970.

GMB (General Municipal and Boilermakers union) appelé plus communément le Britain's General Union, est un syndicat généraliste, c'est-à-dire qu'il syndique tout travailleur quel que soit son secteur d'activité, et qui regroupe 600 000 membres. Il a son origine, en 1899, comme syndicat des gaziers (Gas Workers and General Union) puis après fusion en 1924 avec les syndicats des employés municipaux (entre autres) donnèrent naissance au National Union of General and Municipal Workers. Et par fusions successives (notamment les ouvriers du textile et de la confection) a donné naissance, en 1993, au GMB tel qu'il est.

* Principales caractéristiques des grèves

Extension

La principale caractéristique de ces grèves est le rapide développement des actions de solidarité dans différents lieux de travail appartenant au même «secteur industriel». De telles actions sont illégales au Royaume-Uni depuis la grève des mineurs de 1984-1985 et donc ne peuvent être officiellement soutenues par les syndicats. Pour cette raison, les grèves dans le secteur de l'énergie ont été qualifiées en grande partie à tort de «non-officielles». Mais cela ne signifie pas que c'était une grève asyndicale ou antisyndicale parce que les shop stewards ont indubitablement joué un rôle moteur en organisant une grève que les ouvriers considéraient syndicale. Une fois de plus, la nature «illégale» des grèves démontre la stupidité de ceux qui pensent que les ouvriers ont besoin d'amis au Parlement pour leur donner la permission de faire grève.

Était-ce une grève nationaliste ?

Oui, jusqu'à un certain point...

Les travailleurs ont réellement porté des pancartes où était écrit «des emplois britanniques pour les travailleurs britanniques», et elles n'étaient pas toutes fournies par les syndicats ! Il y a eu également des drapeaux britanniques aux piquets de grève, fait rare. Certains travailleurs ont exprimé des opinions nationalistes – «les étrangers veulent prendre nos emplois» – devant les médias et sur le site Bearfacts (www.bearfacts.co.uk). Ce site a agi comme un centre de

coordination et les premières affiches «des emplois britanniques pour les travailleurs britanniques» y ont été téléchargées.

Non, jusqu'à un certain point...

En de nombreuses occasions, travailleurs et responsables syndicaux ont souligné qu'ils défendaient les accords existants et combattaient la discrimination contre les travailleurs locaux et n'avaient rien contre les travailleurs étrangers (qui étaient dans la même position qu'eux, voulant juste nourrir leurs familles...). Derek Simpson, le codirigeant national du syndicat Unite, affirmait même que la grève «n'est pas menée pour des raisons de race ou d'immigration, mais de classe». A aucun moment n'a été mise en avant la revendication de virer ou rapatrier les travailleurs étrangers.

Le slogan «Des emplois britanniques pour les travailleurs britanniques» était une référence à un discours prononcé par Gordon Brown, le Premier Ministre, lors d'une conférence du parti travailliste en 2007. C'était donc, jusqu'à un certain point, ironique... Au fur et à mesure de la grève, ce slogan fut contesté par les grévistes et le site Bearfacts produisit une nouvelle affiche «Accès égal au travail pour les ouvriers locaux !»

Les revendications du comité de grève, présentées le 2 février, étaient tout à fait syndicalistes mais en aucun cas, nationalistes. Les voici :

- Pas de représailles contre les travailleurs qui ont participé aux grèves de solidarité,
 - Tous ceux qui travaillent au Royaume-Uni doivent être couverts par l'accord NAECI qui couvre le secteur,
 - Inscription, sous contrôle syndical, des travailleurs syndiqués qualifiés au chômage, avec liste d'attente dès que les emplois sont disponibles,
 - Financement par le gouvernement et les entreprises de la formation et de l'apprentissage pour la prochaine génération de travailleurs de la construction afin d'assurer un futur aux jeunes,
 - Syndicalisation de tous les travailleurs immigrés,
 - Aide des syndicats aux travailleurs immigrés – dont des interprètes
- afin de permettre leur intégration aux structures syndicales,
- Élaboration de liens avec les syndicats de la construction en Europe.

Est-ce que l'extrême droite a été effectivement présente dans le mouvement de grève ? Non ! Quelques membres du parti d'extrême-droite BNP (British Nationalist Party) se sont bien pointés au piquet de Lindsey mais les syndicalistes les ont envoyés se «faire foutre» et ils se sont tirés. Le BNP a bien un syndicat Solidarity (dont l'emblème

reprend celui de Solidarnosc mais avec un drapeau anglais) mais ce dernier n'a que quelques centaines de membres dans toute la Grande-Bretagne.

Il est important de comprendre que la presse de droite au Royaume-Uni (Sun, Daily Mail, Telegraph...), qui normalement n'a jamais une parole favorable pour les grévistes, s'est montrée particulièrement «solidaire» et a fait tout ce qui était en son pouvoir, comme les médias britanniques en général, pour amplifier le côté nationaliste des grèves.

Le 6 février, la BBC a même dû s'excuser publiquement pour avoir déformé les propos d'un travailleur. Ce dernier avait déclaré : «ces Portugais et ces Ritals, nous ne pouvons pas travailler à leur côté, nous sommes séparés d'eux». La BBC avait supprimé la seconde partie de la phrase.

De quelle catégorie de travailleurs s'agit-il ?

Il s'agit de travailleurs de la construction hautement qualifiés. Ce ne sont pas des travailleurs du bâtiment «ordinaires», ils ne construisent pas d'immeubles d'habitation ou de bureaux. Ils travaillent dans le génie industriel (engineering construction) : ils construisent des centrales thermiques, des usines chimiques, des raffineries de pétrole... Ils érigent des échafaudages, ils sont soudeurs, tuyauteurs, électriciens, métalliers... Mais ils ne sont pas très bien payés. Un salaire typique est de 14 livres sterling de l'heure, soit 2,5 fois le salaire minimum qui est très bas au Royaume-Uni. En général, ils travaillent avec des contrats à durée déterminée (liés à la durée du chantier). Un fait marquant de ce conflit est que des ouvriers au chômage se sont joints aux assemblées et aux manifestations – il n'y a pas, dans cette industrie où dominent les contrats à durée déterminée, la classique division entre travailleurs et chômeurs.

Ils travaillent pour un groupe d'entreprises de construction spécialisée. La raffinerie de Lindsey emploie des ouvriers appartenant à 267 entreprises différentes ! Cela va du petit sous-traitant local aux grands groupes comme Shaw Group qui emploie plus de 26 000 ouvriers de par le monde.

Ils représentent un groupe d'environ 15 000 travailleurs qui se déplace dans tout le Royaume-Uni, et accessoirement en Europe ou plus loin, pour travailler sur de grands projets.

Ils tablent sur l'augmentation des emplois dans l'avenir proche. L'énergie est l'un des rares secteurs à se développer en Grande-Bretagne. Staythorpe (Nottinghamshire) est parmi les centrales à gaz en projet. De nouvelles centrales nucléaires et à charbon sont également programmées ainsi que des lieux de stockage pour le gaz

naturel, des terminaux portuaires pour le GNL (gaz naturel liquéfié), de nouveaux pipelines et l'expansion du réseau électrique destiné à intégrer le développement des énergies renouvelables.

Il semble qu'il y ait de nombreux liens informels entre ces travailleurs, mais que ces liens sont également gérés par les shop stewards. Un message sur le site (<http://libcom.org>) posté par un électricien de Lindsey en grève est particulièrement parlant :

«Je suis un électricien de la raffinerie de Lindsey où la grève a démarré. J'étais au meeting où nous avons voté la grève illégale. Notre principal grief était l'utilisation de la directive sur l'ouvrier posté pour contourner notre accord national (le «blue book»). Nous pensons que cela prendrait plus de temps que la durée du chantier si nous respectons la procédure légale syndicat-employeurs (ce dont les patrons et le foutu syndicat sont parfaitement conscients et pleinement satisfaits). Puisque les patrons avaient «légalement» cassé l'accord national avec une protestation minimale de la part d'Unite, nous ne voyions pas pourquoi, nous aussi, nous aurions dû respecter la procédure légale. Le délégué régional d'Unite est venu nous rencontrer pour nous dire que nous perdrons tous les conflits sur ce sujet (à cause du caractère «illégal» de la grève. NdT) et que nous devrions remballer nos piquets car nous n'allions nulle part. En ce qui concerne les manifestations de solidarité à travers le pays que voulait organiser pacifiquement et merdeusement le syndicat, je dois dire qu'elles ont été organisées à la base par les ouvriers de Lindsey en téléphonant à leurs collègues liés au Blue book, à travers le pays.»

La convention collective signée par les patrons et les syndicats («National Agreement for the Engineering Construction Industry», NAECI) est particulièrement importante pour déterminer le salaire et les conditions de travail, jusqu'à la pause thé, les primes de déplacement et les jours payés pour participer à l'enterrement d'un collègue. Il est intéressant de noter que le NAECI interdit explicitement les «débrayages de solidarité» pour la mort d'un collègue. Quasiment toutes les entreprises de ce secteur intervenant au Royaume-Uni sont membres de la «Engineering Construction Industry Association» (Association de l'industrie de l'ingénierie de la construction) et ainsi acceptent d'être liées par le Blue book. IREM a obtenu le titre de membre provisoire. Cet accord national a vu le jour en 1981 avec pour but explicite d'empêcher les grèves.

«Oui, ces travailleurs bénéficient encore de la pause thé...mais le NAECI ne permet qu'une pause thé par jour, le matin, et pas le vendredi.» «Les employeurs se plaignent en privé que la pause payée de

10 minutes peut souvent se transformer en une absence du lieu de travail d'une durée largement supérieure.» Financial Times 06/02/09. Pour qui connaît l'histoire, ceci est un recul. En effet, les anciens n'ont pas oublié l'époque où l'économie morale de la classe ouvrière britannique exigeait deux pauses thé quotidiennes sur tous les lieux de travail.

Toutes sortes de rumeurs ont circulé sur le type de contrat qui liait les travailleurs étrangers, mais la société qui les emploie affirme que leur paie et leurs conditions de travail sont, à travail similaire, les mêmes que celles des travailleurs britanniques. Nous ne pouvons le confirmer...mais il semble probable que parce qu'ils avaient des qualifications similaires, leur traitement était en ligne avec ce qui se pratique dans ce secteur très internationalisé.

Selon les mots du rapport de l'ACAS sur la grève : «IREM était parfaitement au courant, en répondant à l'appel d'offres, qu'elle acceptait implicitement que tous ses salariés employés sur le site le seraient sur la base de l'accord national pour la NAECL, y compris pour leurs payes», mais ce rapport n'explique pas si réellement les patrons respectent l'accord.

La motivation des patrons n'était probablement pas de revoir grossièrement les salaires à la baisse mais plutôt d'utiliser des travailleurs ayant moins de contacts avec les autres, dans un environnement donné. La péniche qui leur servait d'habitation possédait un bar et un cinéma...mais l'alcool n'était pas autorisé à bord.

Quel fut le rôle des syndicats ?

Comme il est mentionné ci-dessus, les directions des syndicats (Unite et GMB) ne pouvaient se permettre de soutenir ou d'organiser ouvertement les grèves car elles étaient illégales. Si elles l'avaient fait les amendes auraient été conséquentes (en 1985, les syndicats de mineurs ont eu leurs fonds séquestrés). Comme déjà signalé, l'ensemble des shop stewards a démissionné le premier jour de la grève sur le conseil des bureaucrates centraux du syndicat.

Cependant, les syndicats ont joué un rôle significatif dans les mouvements qui ont conduit à la grève de Lindsey. Le comité national des shop stewards s'était réuni en janvier pour aborder le cas de la centrale thermique de Staythorpe où Alstom refusait d'embaucher de la main d'œuvre locale et y importait à la place des ouvriers polonais et espagnols. au cours de cette réunion, il fut décidé que tous les sites liés au Blue book devaient envoyer des délégations à Staythorpe pour faire

pression sur Alstom. De plus, Unite avait déjà organisé des manifestations à Staythorpe pour le même motif depuis octobre 2008.

Les patrons, de façon intelligente, ne menacèrent ni les syndicats de poursuites (injonctions ou amendes), ni même les ouvriers individuellement. Ils laissèrent le conflit se dérouler dans le cadre habituel des négociations où les syndicats représentent une grève à laquelle ils n'apportent officiellement aucun soutien.

Il y a eu certainement des tensions entre grévistes (et shop stewards) et syndicats mais pas plus que d'habitude. Les syndicats ont appelé les grévistes des autres sites à reprendre le travail après deux jours mais ceci fut repoussé par les grévistes parce que les ouvriers de Staythorpe étaient toujours en grève. Lors de la première rencontre entre Total et le comité de grève, les patrons regardaient leurs montres. Quand on leur demanda pourquoi la rencontre était écourtée, ils dirent qu'ils avaient une autre réunion avec les dirigeants d'Unite et l'ACAS dans un hôtel à Scunthorpe. Le comité de grève réagit immédiatement en organisant un déplacement avec des grévistes à l'hôtel pour «participer» aux négociations.

Le comité de grève de Lindsey semble avoir été essentiellement composé de shop stewards, certains étant des militants gauchistes. L'un d'eux, Keith Gibson, est membre du Socialist Party (à ne pas confondre avec le Labour, c'est un petit parti populiste trotskyste, issu d'une scission de Militant qui était une fraction de gauche du Labour dans les années 1980-1990. Aujourd'hui, le Socialist Party semble le parti le plus actif dans les grèves).

D'après un article du Guardian, la grève avait été en partie organisée préalablement par les shop stewards :

«Le travail de fond a été mis en place par 40 shop stewards qui se sont rencontrés plusieurs fois pour discuter du fait que les entreprises du site refusaient d'embaucher des ouvriers anglais. Ce groupe comprenait McGuigan et Phil Willis, un monteur d'éléments en acier, de Maidstone dans le Kent. Les bureaucrates syndicaux ne furent pas informés des plans incluant des actions légales et illégales. S'ils l'avaient été, le syndicat aurait pu être frappé par des amendes.

Alors que la pression sur la direction du syndicat Unite augmentait pour qu'elle adopte une ligne dure, les shop stewards se réunirent à Londres, le 7 janvier. «Ils décidèrent de lancer une campagne sur ce qui se passait et d'aller à Staythorpe qui était le problème principal du moment» déclara Willis. Indépendamment de la direction du syndicat, plusieurs bus chargés de syndicalistes partirent du Yorkshire et du sud du Pays de Galles pour rejoindre les manifestations.»

Cependant, dans le même article, on peut lire de Billy Corrigan, 60 ans, monteur d'échafaudages et shop steward de la raffinerie de Stanlow, dans le Cheshire : «Les gars parlaient depuis Staythorpe de faire quelque chose. Les actions ne venaient pas des shop stewards mais des gars.»

Pourquoi ces grèves ?

Il y a eu deux revendications principales avancées par les grévistes :

- Ils avaient l'impression d'être discriminés. Il semblait inacceptable que des travailleurs locaux soient exclus du contrat. Beaucoup de travailleurs ont exprimé l'opinion qu'il était normal de recruter un certain nombre de travailleurs locaux pour des projets similaires en Europe.

- Le contrat était perçu comme affaiblissant paie et conditions de travail en contournant la convention du NAECI.

Selon des «acteurs bien informés» interrogés par le Financial Times, c'est le militantisme traditionnel des travailleurs de ce secteur au Royaume-Uni qui a conduit à recruter des travailleurs ailleurs.

«L'ingénierie industrielle, secteur auquel appartient la raffinerie de Lindsey où s'est déroulé un conflit la semaine dernière, a perdu 22 400 jours de grèves non officielles lors des onze premiers mois de 2008. Soit un jour par salarié dans un secteur qui en compte environ 25 000. C'est 32 fois plus que la moyenne des grèves au Royaume-Uni.» Financial Times du 06/02/09.

Il y a eu beaucoup de bla-bla de la part des leaders syndicaux et des politiciens pour dénoncer les faiblesses des lois sociales de l'UE, mais en réalité ces lois stipulent que les travailleurs de l'UE qui travaillent dans un autre pays de l'UE doivent être soumis aux mêmes lois (salaires minimums, etc.) mais elles ne prévoient rien en ce qui concerne les conventions s'appliquant à des branches d'industrie.

Allons-nous encore entendre parler des travailleurs de ce secteur ?

Probablement. Le 12 février, de brefs blocages à Lindsey et à Staythorpe et une manifestation contre un centre pour l'emploi avaient déjà eu lieu.

Des points fermes

Façonnée par les rapports de production capitaliste, la classe ouvrière n'est jamais un tout homogène, tant en période de basse intensité de la lutte de classes qu'au début des périodes révolutionnaires ou même pendant. Elle est traversée par des contradictions et des oppositions issues de sa place dans les rapports de production. Qualification, âge, sexe, religion, race, attachement à l'entreprise, à la région ou à l'État sont des expressions, produites par la concurrence entre prolétaires, par

lesquelles elle émerge parfois et dont elle doit se débarrasser toujours. Une de ces contradictions s'est exprimée lors de la grève de Lindsey.

L'apparition lors des manifestations et des piquets, de drapeaux britanniques ornés du slogan «travail britannique pour les ouvriers britanniques» est un de ces symptômes, même en l'interprétant à l'aune du «british sense of humour». Malgré les intentions des organisateurs du mouvement, la population et les participants les moins assidus ou les moins conscients ont pu prendre ce message au premier degré. D'autant plus que de nombreux organes du capital en ont délibérément joué. Au Royaume-Uni comme en Italie. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons en aucune manière cautionner ou même justifier la «boutade» présumée du slogan «travail britannique pour les ouvriers britanniques». Il ne faut pas oublier que ceux qui, au début du conflit, brandissaient des drapeaux britanniques – certes une minorité – n'en ont pas été empêchés par les autres.

Est-ce pour autant une expression définitive de la lutte ? Non, comme nous l'avons montré. Même dans une grève de courte durée comme celle-ci, les choses évoluent et vite ! Rapidement, le slogan nationaliste a été abandonné et dans leur plate-forme revendicative, les grévistes ont demandé que les ouvriers de l'entreprise IREM bénéficient des mêmes avantages qu'eux. Preuve qu'une grève se développe de façon contradictoire et que cette fois-ci, elle a trouvé les ressources pour se dépasser partiellement.

Si le nationalisme n'a donc pas pris le dessus chez les grévistes, en revanche, il a servi de point de cristallisation pour ceux (chômeurs ou pas) qui ont participé aux manifestations de solidarité tant par les slogans que les drapeaux. Dans une période de crise qui se traduit, pour les patrons, par un ajustement des capacités de production aux possibilités du marché (d'aujourd'hui ou de demain) et donc un retour d'usines de «l'étranger» vers le «pays» et l'abri bienveillant de l'Etat et pour les ouvriers par une augmentation du chômage, qui «naturellement» augmente le poids du nationalisme, du rejet de l'autre surtout s'il est considéré comme un concurrent potentiel, réel ou imaginaire, pour l'obtention de postes de travail se raréfiant.

Dans ce cadre, le désespoir ouvrier face à la dégradation des conditions d'existence, surtout s'il ne peut se traduire en réaction collective contre le capital, se manifeste par l'hostilité aux immigrés, les réactions racistes plus ou moins violentes, le vote pour les diverses extrême-droites et plus généralement l'adhésion au nationalisme. Le cas du soutien, de la part de ces prolétaires à la grève de Lindsey est donc paradoxal à plus d'un titre. Mais il ne se serait pas exprimé si, dès

le début, les ouvriers de Lindsey avaient clairement empêché toute manifestation de nationalisme en leur sein.

Un autre point pose problème, celui indiqué dans les revendications du 2 février («Inscription, sous contrôle syndical, des travailleurs syndiqués qualifiés au chômage, avec liste d'attente dès que les emplois sont disponibles.») En effet, il ne s'agit là, ni plus ni moins, que de la demande du contrôle de l'embauche par le syndicat (et ce uniquement pour les travailleurs «syndiqués» et «qualifiés»). Outre la demande explicite de cogestion de la force de travail qui s'exprime ici, il s'agit de rappeler que ce type de pratique dont la forme extrême est le closed-shop ou le monopole d'embauche aux mains des syndicats (qu'il s'agisse des dockers américains aux Imprimeries de la Presse en France, en passant par de multiples exemples dans de nombreux pays) est un puissant moyen, donné par l'État et les patrons aux syndicats, pour contrôler et pacifier la force de travail. Cela encourage également corruption, affairisme au sein des mêmes syndicats.

Les ouvriers du secteur de l'ingénierie de construction ont fait le constat de leur faiblesse face aux patrons, malgré leur qualification, à cause de l'émiettement de leur force du fait, premièrement, de la multiplication des entreprises auxquelles ils appartiennent et, deuxièmement, de leur délocalisation à cause de la nature même de leur activité, faiblesse qui est palliée en partie par la convention collective (le Blue Book)

Dans ces conditions, il ne peut être question de soutenir une politique (la cogestion et le contrôle de l'embauche) qui ne favoriserait que le syndicat et qui constituerait un frein encore plus puissant que l'émiettement contre les luttes à venir.

Il y a heureusement un autre point qui mérite la plus grande attention : c'est la persistance de réseaux horizontaux informels entre salariés d'un même secteur, avec ou en dehors des syndicats, peu importe, qui leur permettent de réagir rapidement et efficacement. C'est un gage pour l'avenir.

Bruxelles, Londres, Paris, le 12 juin 2009

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.

Consulter le site Internet de Mouvement Communiste :

www.mouvement-communiste.com

* Emilio Mentasti : La «Garde Rouge» raconte – Histoire du Comité ouvrier de la Magneti Marelli (Milan, 1975-78), Les nuits rouges

* Préface à l'édition française

Chaque assaut du prolétariat diffère profondément de ceux qui l'ont précédé. Les révolutionnaires affrontent à chaque fois une situation nouvelle. Mais le souvenir des défaites du passé pèse évidemment de tout son poids dans la mentalité de ceux qui le mènent et joue un rôle non négligeable dans la conduite des opérations. C'est pour cela que l'étude des tentatives d'hier est indispensable à ceux qui se préparent aux convulsions de demain. Parmi ces tentatives, la dernière en date est constituée par le cycle de luttes ouvrières autonomes qui ont secoué l'Italie entre 1968 et 1979. Ce cycle est remarquable :

– par sa durée (près de douze ans) : il débute avec la fondation du Comité unitaire de base à la Pirelli de Milan, en février 1968, et s'achève à Turin, le 14 octobre 1980, lors de la «manifestation des 40 000» cadres et employés de la FIAT venus soutenir leur employeur face à la grève en cours contre les licenciements –

— par les formes d'organisation que se sont données les ouvriers radicaux et qui leur ont permis d'impulser et de diriger les grèves et, pendant longtemps, d'être aussi influents que le PCI –

— par sa «composition de classe». Le mouvement a touché toutes les industries (et d'abord les grandes usines de la péninsule), de la chimie à l'électronique, en passant par la métallurgie, la mécanique, et bien sûr l'automobile. Il a mis en branle toutes les catégories ouvrières, des moins qualifiées aux plus qualifiées, des techniciens (Montedison à Porto Marghera ou Sit Siemens à Milan) aux ingénieurs (IBM à Vimercate, près de Milan) –

— par la réaffirmation de la centralité de l'usine. En partant de la réalité concrète de l'exploitation, le mouvement s'est opposé au despotisme d'usine, remettant en cause la hiérarchie des salaires, les différences de traitement entre ouvriers et employés, et imposant le contrôle des rythmes de travail, jusqu'à remettre en cause le travail salarié lui-même –

— par une centralisation politique bâtie à partir des ateliers, fondée sur le refus de la délégation et la participation active du plus grand nombre –

— par sa propagation à l'extérieur de l'usine. Très rapidement, il s'est emparé des questions du logement, des transports, de l'énergie et des biens de subsistance en organisant les auto-réductions de prix et la réquisition des logements. Les groupes ouvriers se coordonnent et se centralisent par zone puis à l'échelle régionale, comme à Milan en 1977.

Le mouvement italien a connu plusieurs périodes. La première, en 1968-1969, commence par les grèves à Pirelli et Borletti (Milan) et s'épanouit dans «l'automne chaud» de 1969. Elle est traversée par un vent d'optimisme, à la mesure de la consternation que provoque chez les patrons, les syndicats et les partis, le surgissement de l'initiative ouvrière autonome. Cette phase se termine le 12 décembre 1969, jour de l'attentat à la Banque de l'Agriculture de la Piazza Fontana, à Milan, qui fit 12 morts. Attentat par lequel l'Etat, ou tout au moins une fraction de son appareil, a voulu montrer sa détermination à user de tous les moyens possibles pour arrêter le mouvement.

Le mouvement en Italie présente aussi cette originalité, pour l'époque, que les noyaux ouvriers se sont formés suite à l'intervention de jeunes militants extérieurs (cas de Montedison à Porto Marghera, par exemple) ou/et suite à des scissions intervenues dans les partis traditionnels : le PCI, le PSI et le PSIUP (comme à la Pirelli de Milan, par exemple). Remettant en cause les méthodes de luttes et d'organisation traditionnelles des partis et des syndicats institutionnels, les noyaux ouvriers aidés par les «extérieurs» se sont donné des outils théoriques propres. Une fois apparus au grand jour à l'occasion des luttes qu'ils ont souvent impulsées, les groupes d'usine ont en retour poussé à la création de groupes politiques nationaux *, premières tentatives de centralisation à l'échelle du pays, organisées autour de journaux d'agitation **.

La deuxième période (1971-1973) se termine par l'échec de l'occupation de l'usine FIAT de Mirafiori.

La troisième (1975-1977) est marquée par la fin des groupes politiques ***, le regain des comités ouvriers et l'entrée en lutte des travailleurs de plusieurs petites et moyennes entreprises des aires industrielles les plus importantes du Nord de l'Italie. C'est dans cette période que se déploie l'activité du comité ouvrier de la Magneti Marelli. Mais le contexte a changé. Il est devenu nettement moins favorable aux travailleurs. Le patronat a repris l'offensive et, progressivement, le contrôle de ses usines. La crise de 1973 l'y a aidé et lui a permis de se restructurer par les licenciements de masse, les fermetures d'usine, et le gel des salaires. A ce moment, les groupes

politiques sont devenus des freins à l'autonomie ouvrière. Incapables d'incarner et d'organiser la centralisation politique du mouvement, ils se dissolvent ou changent de nature. C'est donc une nouvelle fois à partir du terrain et des organismes de base que la gauche ouvrière reprend le fil rouge de ses combats. Le centre de gravité en sera la région milanaise, la capitale industrielle italienne où existe déjà l'Assemblée autonome de l'Alfa Roméo, le CUB Pirelli, le comité de la Sit-Siemens, parmi bien d'autres organes ouvriers autonomes. Pourtant c'est le comité ouvrier de Magneti Marelli de l'usine de Crescenzago qui sera le fer de lance des comités de la région milanaise et, par-là, du pays tout entier. La vigueur et la durée du mouvement révolutionnaire italien font qu'il surpasse d'assez loin le Mai-68 français ****, même s'il est aujourd'hui calomnié, et au fond largement méconnu, y compris en Italie. Toutefois, quelques rares chercheurs et historiens tentent de le réhabiliter, et avec lui toutes les expériences d'autonomie ouvrière de l'époque. C'est dans ce cadre que s'inscrit le travail d'Emilio Mentasti. Travail difficile par son sujet même et par les sources constituées quasi exclusivement par les tracts, les brochures, les affiches de l'époque, au style souvent répétitif et hermétique, et qui, malgré les efforts des traducteurs, risque fort de rendre le texte français assez compact.

Néanmoins, les grands moments de la vie du comité y sont (très) précisément narrés : les grèves pour les salaires et contre les cadences, appuyées par des cortèges qui traversent l'usine – celles destinées à soutenir les ouvriers de la cantine ou du nettoyage – les batailles de rue lors des chaudes journées d'avril 1975 – l'acharnement mis à faire rentrer dans l'usine, à partir du 10 septembre 1975, tous les jours, et pendant dix mois, les membres du comité licenciés – les affrontements autour du tribunal de Milan – les «rondes ouvrières» organisées pour soutenir les travailleurs des petites entreprises – les auto-réductions dans les magasins – et enfin la manifestation du 18 mars 1977 appelée par la Coordination des comités ouvriers et qui réunit à Milan 20 000 prolétaires, soit autant que la manifestation syndicale officielle du même jour.

Le comité s'est dissout progressivement en 1979, sous les coups de la répression. L'usine qui l'a vu naître, vivre et se battre a été rasée. Mais le récit de cette expérience et la réflexion à son propos seront probablement utiles et profitables à tous ceux qui savent l'inéluctabilité des combats à venir. Peut-être proches...

Antoine Hasard

* Les trois groupes sont Avanguardia Operaia, fondé, en décembre 1968, autour de l'expérience des CUB milanais – Potere Operaio, fondé, en août 1969, principalement autour de l'expérience de l'assemblée ouvrière de Porto Marghera – Lotta Continua, fondé, en octobre 1969, autour de l'assemblée étudiants-ouvriers de la FIAT à Turin.

** Tout ceci est relaté en détail dans *La Fiat aux mains des ouvriers. L'automne chaud de 1969 à Turin*, de D. Giachetti et M. Scavino. Les Nuits Rouges, 2005.

*** Potere Operaio s'est dissout à l'été 1973 – Lotta Continua se disloque à l'été 1976 mais sa mort avait été annoncée au congrès de Rome de janvier 1975 par le départ des groupes ouvriers – Avanguardia Operaia connut une involution syndicaliste et électoraliste.

**** On comprend alors l'ineptie que constitue le concept de «Mai rampant» pour qualifier le mouvement italien.

*

Colectivo Passa Palavra (Portugal/Brésil)

* Points de départ

1

Les victoires que les travailleurs ont réussi à remporter en deux siècles de lutte se sont toujours révélées, en fin de compte, partielles et temporaires. Lorsqu'on en dresse le bilan, la conquête la plus importante des travailleurs est l'accumulation d'une expérience propre, indispensable au développement d'un projet de classe. C'est pourquoi aujourd'hui les travailleurs sont davantage en mesure de savoir ce qu'ils ne veulent pas, plutôt que ce qu'ils veulent.

Nous ne savons qu'une chose : il faut combattre le capitalisme et le remplacer par une nouvelle société dans laquelle les moyens de production seront propriété collective, les travailleurs organiseront eux-mêmes le procès de travail et les communautés auront le droit de conserver leurs cultures, langues et modes de vie, sans pourtant détruire les conquêtes sociales gagnées dans d'autres luttes et à d'autres époques.

2

Nous sommes anticapitalistes parce que l'exploitation de la force de travail continue à être la principale relation sociale sur laquelle sont fondées toutes les autres et qui définit la position de chaque individu dans la société. Cette situation n'a pas été modifiée par la disparition des grandes usines, la fragmentation de la force de travail et la précarisation des relations de travail, ni par la croissance des services et de la production des biens immatériels. Au contraire, les nouvelles formes d'organisation des processus de production ont intensifié l'exploitation et intégré dans le prolétariat des couches sociales et professionnelles qui auparavant lui étaient extérieures.

3

Non seulement les travailleurs et les peuples autochtones et dominés sont fragmentés par le remodelage des processus de production, mais ils sont aujourd'hui soumis à toutes sortes de divisions idéologiques, nourries par les organes d'information et l'industrie culturelle. Les travailleurs ne se sentiront à nouveau une classe qu'à travers leur lutte contre les capitalistes. Ce sont les luttes sociales qui transforment une classe économique en classe politique, une masse d'êtres humains victimes de l'exploitation en une classe soudée qui affronte l'exploitation.

En ce sens, les mouvements syndicaux continuent à être une forme de résistance et peuvent servir comme une école de lutte et de prise de conscience politique, malgré les élites bureaucratiques qui dominent actuellement la quasi-totalité de ces organisations.

De même, les mouvements populaires constituent un terrain fertile pour la maturation des solutions alternatives concrètes face au capitalisme.

4

Comme la plupart des travailleurs ne reconnaissent pas aujourd'hui qu'ils font partie d'une classe sociale, leur conscience de classe, quand elle existe, est trop diffuse pour se cristalliser en une conscience politique. Néanmoins, pour l'écrasante majorité des individus, discuter des problèmes de leur vie quotidienne est une préoccupation majeure et d'autant plus nécessaire que cette vie devient plus difficile. Ces questions ne sont pas dépolitisées, on refuse simplement de reconnaître leur caractère politique.

Pour nous, politiser ces questions ne signifie pas les remplacer par d'autres, mais insérer les problèmes particuliers dans un contexte général. La conscience de classe résulte de la compréhension que les problèmes rencontrés par chaque individu sont liés d'une manière ou d'une autre, à des problèmes plus généraux. Pour les classes dominantes, parler de politique c'est discuter des jeux de pouvoir et des rivalités des puissants. Pour nous, les anticapitalistes, parler de politique, c'est intégrer le particulier dans le général, l'individuel dans le social.

5

Nous sommes anti-impérialistes parce que l'impérialisme représente l'internationalisation de l'exploitation capitaliste, qui a commencé avec les empires coloniaux du XIXe siècle. Cette internationalisation s'est poursuivie avec la mondialisation et s'exprime par le biais de la concurrence entre les grands blocs d'intérêts qui dominent les peuples, sur les plans économique, politique, culturel et militaire. Mais l'anti-impérialisme ne doit pas être utilisé pour promouvoir les nationalismes subalternes – en effet, même un peuple opprimé est composé d'individus qui travaillent et d'autres qui leur ordonnent de travailler – et aussi parce que, partout où existe un Etat servant de centre d'accumulation du capital, il y aura toujours la possibilité que se forme, ou se développe, un nouvel impérialisme. L'anti-impérialisme ne doit pas se mettre au service des États qui veulent s'imposer au détriment de ceux qui se sont déjà taillé une place.

Nous ne nous intéressons pas aux conflits géopolitiques mais à la mondialisation de la lutte des classes – et si l’une des priorités des travailleurs est de lutter contre l’impérialisme de leurs propres gouvernants, ils doivent le faire pour se lier aux travailleurs d’autres pays et non à leurs gouvernements.

Le nationalisme politique repose sur les institutions de l’État – c’est une création de la bourgeoisie, et celle-ci tire toujours profit des factions régionalistes au sein d’un même pays : une chose est de défendre le droit des peuples à l’autonomie sociale, culturelle et linguistique, une autre est de défendre leur indépendance politique sur la base d’une alliance nationale entre des classes sociales antagonistes. Pour les travailleurs, l’anti-impérialisme est l’internationalisme, parce que le Capital aujourd’hui n’a déjà plus de frontières.

6

Le Capital a toujours eu tendance à s’internationaliser. Mais, au cours des dernières décennies, il a fait plus que cela, il a adopté des structures transnationales. Nous n’avons plus seulement affaire à quelques pays qui exportent des capitaux vers d’autres, mais à une circulation permanente de capitaux qui franchissent toutes les frontières. Et si aujourd’hui le Capital ne connaît plus de frontières, les luttes des travailleurs ne peuvent plus se soumettre à ce cadre. Profiter des enseignements des formes pratiques de lutte qui se déroulent dans d’autres pays, les soutenir et nous lier à elles a toujours été une nécessité, mais cela devient désormais encore plus crucial.

L’un des principaux fronts de l’internationalisation des luttes est celui des travailleurs migrants, soumis à une exploitation aggravée et dont les luttes servent à établir ce que nous devons considérer comme le seuil minimum des droits fondamentaux de la personne humaine.

7

Dans les démocraties parlementaires où nous vivons, le peuple est censé être le dépositaire de la souveraineté, à condition qu’il ne l’utilise pas, sauf pour la remettre périodiquement entre les mains de candidats qui, une fois élus, ne sont ni contrôlés ni révoqués s’ils ne respectent pas leurs promesses.

Il s’agit donc pour nous de créer des outils de participation populaire directe, afin de reprendre le contrôle des décisions sur notre propre vie. Ces outils ne peuvent venir que de la pratique des mouvements populaires, dans la mesure où ceux-ci ne se laissent pas enrôler par une «gestion participative» qui les intégrerait dans les organes officiels du pouvoir et servirait à légitimer les orientations de la technocratie

gouvernementale, comme c'est le cas avec les «conseils de gestion des politiques publiques (1)» au Brésil.

8

La généralisation du suffrage universel a abouti à ce que, dans toutes les démocraties parlementaires, le pouvoir se déplace progressivement des organes élus vers des instances non élues, afin que l'hégémonie des classes dominantes ne soit pas remise en cause par des majorités populaires.

Si cette méthode discrète ne suffit pas, il en existe d'autres – les rares fois où le pouvoir d'Etat est passé, grâce aux élections, des mains des capitalistes à celles des travailleurs, les généraux ont pris des mesures pour empêcher ce changement.

Mais pour que les élections ne chassent pas le pouvoir en place, il suffit généralement que les décisions des commissions parlementaires spécialisées prévalent sur celles des assemblées plénières et que l'action discrète des conseillers soit plus importante que les discours des députés. En même temps, au sein des différents gouvernements, les canaux de décision occultes et informels sont devenus plus importants que les structures officielles. Nous sommes arrivés à un point où, quel que soit le régime, démocratique ou autoritaire, les groupes de technocrates qui se cooptent entre eux l'emportent sur les hommes politiques élus.

9

Les entreprises ont toujours exercé un grand pouvoir dans l'organisation de la force de travail, et même du temps libre des travailleurs. Mais aujourd'hui, alors que le capital est devenu transnational et que les loisirs ne dépendent plus de petites entreprises familiales, mais directement du marché mondial, ce pouvoir a énormément augmenté. La plus grande partie de la vie d'un travailleur, au boulot comme à l'extérieur, est soumise à des règles non démocratiques établies par les entreprises. Dans ces conditions, il est illusoire de prétendre que le contrôle du pouvoir politique puisse garantir le contrôle du pouvoir économique.

10

Ceux qui préconisent des réformes successives pour lutter contre les aspects les plus inhumains de l'exploitation omettent de mentionner que les réformes sont autorisées et utilisées par le capitalisme pour augmenter la productivité.

Les patrons et les gestionnaires savent que, au sein du système capitaliste, les réformes qui améliorent la vie des travailleurs les amènent à travailler davantage et mieux, donc de façon plus rentable.

Le problème des réformes dépend de la manière dont elles sont obtenues : elles peuvent être concédées de haut en bas, anticipées pour éviter les luttes, ou encore vidées de leur sens – mais elles peuvent aussi être conquises au terme d'un processus au cours duquel les travailleurs impliqués deviennent conscients de leur force et acquièrent ainsi une conscience politique.

Nous critiquons la solution réformiste parce qu'elle est fondée sur une croyance démobilisatrice : la démocratie représentative serait capable d'exproprier les maîtres du Capital. Les patrons et les gestionnaires peuvent accepter toutes les réformes, sauf une : ils ne céderont jamais pacifiquement leur contrôle sur les processus de travail, contrôle qui leur garantit les bénéfices de l'exploitation.

11

Combattre le capitalisme avec des structures et des formes d'organisation qui reproduisent son modèle autoritaire ne peut avoir qu'un seul résultat : l'introduction de nouvelles formes d'exploitation – et non l'abolition de l'exploitation. Le résultat d'une lutte est inscrit dans le mode d'organisation adopté par ceux qui se battent.

C'est pourquoi la critique de la démocratie bourgeoise ne doit pas être utilisée pour louer, en contrebande, la dictature d'une bureaucratie partidulaire ou d'un gouvernement qui prône un développement accéléré. Les régimes de type soviétique, où la propriété semblait être publique, mais où les travailleurs n'organisaient absolument pas la production, n'administraient pas les entreprises et n'exerçaient pas la moindre direction politique, se sont révélés être une solution aussi nocive que le capitalisme privé.

12

À une époque où se développent les différentes formes de surveillance et de répression – la surveillance de nos paroles et de nos gestes par le biais d'Internet et de caméras installées à tous les coins de rue – l'utilisation des données personnelles par les entreprises – la criminalisation des mouvements sociaux et de toutes les idées anticapitalistes – il est urgent de créer un réseau qui relie les diverses formes de contestation – un espace de communication qui encourage les contacts entre les différents courants anticapitalistes, indépendant du pouvoir économique comme des différentes tutelles idéologiques et politiques.

Nous soutenons et sommes disposés à coopérer avec d'autres projets ayant la même perspective. Nous cherchons avant tout à contribuer à l'unification pratique des luttes qui éclatent et se développent à tout

moment – nous essayerons donc de promouvoir par le biais de notre site :

- ▶ la circulation d'informations qui encouragent la solidarité entre les lecteurs, contributeurs, militants et groupes de travailleurs –

- ▶ la dénonciation publique des différents cas d'oppression que subissent les mouvements sociaux et aussi toutes sortes d'individus qui ne sont pas organisés –

- ▶ la production d'écrits théoriques,

- ▶ et le débat politique.

Nous ne sommes pas, et ne voulons pas être, une organisation de type partidaire. Nos règles de fonctionnement interne doivent préfigurer le modèle de démocratie pour lequel nous luttons. C'est pourquoi nous privilégions l'organisation horizontale et les décisions collectives, fondées sur des choix en commun, la rotation des tâches et le contrôle permanent de ceux qui exercent telle ou telle fonction. Et nous ne concluons d'accords avec d'autres organisations que dans le cadre de plates-formes d'action concrète destinées à soutenir et développer les luttes sociales.

2 février 2009

(Traduit par *Ni patrie ni frontières*, ce texte doit en principe être lu avec deux autres fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du journal et du site : http://passapalavra.info/?page_id=39)

1. Selon Olivier Dabène (*Exclusion et politique à Sao Paulo : les outsiders de la démocratie au Brésil*, éd. Karthala, 2006), les membres de ces conseils sont plus nombreux que les conseillers municipaux. Nés à la suite des mobilisations sociales de 1988, ce sont soit des organismes de cogestion paritaire soit des structures au rôle purement consultatif – ils regroupent surtout des personnes ayant effectué des études universitaires, donc ne sont pas représentatifs des ouvriers, employés, paysans et sans-réserves qui constituent la majorité de la population. Quand ces conseils ont une structure paritaire, ils permettent de faire endosser aux militants qui y sont présents toutes les mesures impopulaires que veulent imposer les municipalités. (Note de *Ni patrie ni frontières*).

* Discriminations contre les jeunes Antillais aux Pays-Bas

De Fabel van de illegaal n° 44/45, printemps 2001

Ellen de Waard

Les jeunes Antillais pauvres sont la cible du gouvernement

Bientôt, les jeunes Antillais pauvres ne pourront émigrer aux Pays-Bas qu'après avoir suivi un programme d'intégration. Rappelons que les Antillais des îles : Bonaire, Curaçao, Saba, Saint-Eustache et de la partie sud de Saint-Martin ont la nationalité néerlandaise et que ces îles deviendront en décembre 2008 des « Etats autonomes » ou des « communes à statut particulier », dépendant tous du Royaume des Pays-Bas, NPNF.] Le gouvernement régional antillais n'était pas favorable à cette mesure mais il a fini par capituler devant les menaces du gouvernement central néerlandais de lui couper les vivres. Une menace tout à fait représentative des relations entre la « mère patrie » et sa colonie.

Au cours des trois dernières années, près de 25 000 Antillais ont émigré aux Pays-Bas, ce qui représente plus de 10% du total de la population des Antilles néerlandaises. La majorité viennent de Curaçao, la plus grande des îles et le cœur du gouvernement régional. Les jeunes de Curaçao, entre 16 et 25 ans, viennent en métropole à la recherche de meilleures conditions. Ils espèrent trouver un emploi et une formation aux Pays-Bas. Ce ne sont pas seulement les Antillais peu formés, ou pas formés du tout, qui quittent les îles pour trouver une vie meilleure. Beaucoup de jeunes qui ont suivi leur scolarité sur le continent ou aux Etats-Unis veulent émigrer vers d'autres pays.

La situation s'est détériorée considérablement dans les Antilles néerlandaises. Le taux de chômage et le coût de la vie sont élevés, les prestations sociales et les salaires sont bas. Le FMI prône la « rigueur » économique, donc la réduction des salaires et des retraites des professeurs, du personnel hospitalier et des autres fonctionnaires. Les institutions gouvernementales licencient une bonne partie de leur personnel. L'essence et les médicaments sont hors de prix.

Et, pour couronner le tout, 70% des Antillais vivent en dessous du seuil de pauvreté. Beaucoup d'adolescents ne terminent pas leurs études secondaires. Le système éducatif est encore fondé sur le néerlandais, langue que ne maîtrisent pas les trois-quarts de la population. À Saint-Martin, par exemple, 500 enfants en âge scolaire ne peuvent aller à l'école faute de moyens. Leurs chances de trouver un travail sont infimes. Beaucoup d'enfants traînent, désœuvrés, dans les rues.

Des mesures drastiques.

Jusqu'au début des années 1990, les Antillais étaient les bienvenus aux Pays-Bas. Ils venaient surtout pour étudier. Habituellement, les étudiants faisaient partie de l'élite de la société antillaise et parlaient très bien le néerlandais. Au cours des dernières années, les autorités néerlandaises de la métropole ont commencé à se plaindre que c'étaient surtout des jeunes Antillais très pauvres qui émigraient aux Pays-Bas. Selon elles, ces émigrés causaient beaucoup de problèmes qui rendaient la situation locale « incontrôlable ». Les médias évoquent souvent le cas de jeunes qui essaient de survivre en se livrant à des activités criminelles. L'administration râle contre les Antillais qui ne sauraient pas s'exprimer d'une façon « compréhensible », et se plaint que le système bureaucratique n'arrive pas à les attraper dans ses filets.

Les jeunes Antillais sont souvent accueillis par leur famille, dans leur propre communauté. Ces familles envoient les enfants à l'école, essaient ensuite de leur trouver du travail et un logement indépendant, mais elles ne signalent pas leur présence aux autorités municipales. En effet, si elles déclarent ces jeunes, les familles d'accueil rencontrent alors des problèmes, par exemple en ce qui concerne leurs allocations chômage ou d'autres prestations sociales. Comme de nombreux Antillais récemment arrivés n'ont pas d'adresse officielle sur le continent, ils ne peuvent recevoir d'allocations chômage ou d'aides sociales en leur propre nom. Leur faible niveau scolaire et leur manque d'expérience professionnelle sont des facteurs qui peuvent causer de graves problèmes. Les familles s'endettent de plus en plus pour les aider, et les jeunes essaient de trouver de l'argent en se mettant à vendre de la drogue. Les mères célibataires parfois sont obligées de se prostituer.

Face à cette situation, les autorités locales exigent l'adoption de mesures radicales. Elles ont suggéré de faire payer des amendes aux

Antillais qui ne sont pas recensés dans les mairies. Certains fonctionnaires souhaitent même priver les Antillais de leurs droits à la Sécurité sociale et à l'éducation. D'autres considèrent que les jeunes Antillais devraient être enfermés dans des internats, à titre de mesure préventive.

Certains veulent appliquer aux jeunes Antillais la « loi sur le couplage de toutes les données informatiques publiques » (cette loi discriminatoire vise les travailleurs étrangers et sans-papiers, NPNF), ou alors imposer un système de visa entre les Antilles néerlandaises et le continent. « Les Pays-Bas ne sont pas un pays de cocagne », a déclaré le secrétaire d'Etat aux relations extérieures du royaume, De Vries. Chaque année, les autorités antillaises sont accusées d'exporter les jeunes délinquants ou les jeunes à problèmes vers la métropole.

Certains ont élaboré des mesures « imaginatives », comme des programmes de formation dans les prisons, ou l'enrôlement de force des jeunes Antillais dans la marine pour les discipliner et les éloigner de la rue.

Vêtements de saison

Van Boxtel, le ministre de la Politique urbaine et de l'Intégration, s'est rendu aux Antilles en décembre 2000. Le Parlement néerlandais l'y avait envoyé en mission pour qu'il restreigne l'émigration des Antilles vers les Pays-Bas. Le gouvernement antillais n'a pas voulu coopérer avec un plan qui restreindrait le droit de voyager au sein des différentes parties du royaume. Après tout, les Antillais ont la nationalité néerlandaise.

Ces autorités ont donc dénoncé l'attitude coloniale et condescendante du gouvernement central. Quand ce dernier a menacé de lui couper les vivres, les autorités antillaises lui ont rapidement obéi. Selon l'accord finalement conclu, les jeunes Antillais âgés de moins de 26 ans, qui ont un niveau d'éducation insuffisant (inférieur à l'équivalent du brevet ou du bac français, NPNF), doivent suivre un programme d'intégration pour bénéficier du droit d'émigrer aux Pays-Bas. Le gouvernement antillais préfère qualifier ces programmes d'« éducatifs ». Ce « programme d'intégration » durera 10 semaines et offrira des cours de langue, d'informatique et d'éducation civique pour comprendre le fonctionnement de la bureaucratie néerlandaise, mais aussi des conseils sur le fonctionnement des transports en commun et les vêtements qu'il

faut porter en fonction des différentes saisons. Ces cours devraient commencer à partir du 1er avril 2001. Les jeunes Antillais qui n'auront pas suivi cette formation seront obligés de payer une amende. Les deux gouvernements (antillais et néerlandais) ne sont pas tombés d'accord sur la possibilité de leur interdire d'émigrer sur le continent. Mais, depuis longtemps, toutes sortes de mesures ont été prises pour dissuader les Antillais de venir aux Pays-Bas, par exemple en diminuant la délivrance des passeports aux mineurs. D'un autre côté, en juin 2000, le Parlement antillais a dû accepter que soit considérablement facilité l'accès aux Antilles des citoyens néerlandais qui veulent s'y installer.

Propagande

Les Antilles sont des colonies néerlandaises depuis 1634. Les Antillais font partie du royaume des Pays-Bas depuis cette date. Jusqu'au début du XXe siècle les Antillais travaillaient dans le cadre d'une économie fondée sur l'agriculture. Les propriétaires terriens étaient surtout des Néerlandais et les ouvriers agricoles souvent les descendants des esclaves amenés aux Antilles. L'esclavage fut aboli aux Pays-Bas en 1863, mais de nombreux anciens esclaves restèrent dans les îles pour travailler dans les champs, faute d'une solution meilleure. L'installation de la Shell aux Antilles a créé un grand changement.

En 1915, la Bataafsche Petroleum Maatschappij, qui devint ensuite la Shell, s'installa à Curaçao et acheta une plantation (Asiento) avec la péninsule voisine. Elle y stockait du pétrole brut et y construisit une grande raffinerie. En 1924, la Shell avait tellement grandi qu'elle devint le plus gros employeur local. Des gens venaient de toute la Caraïbe pour travailler chez Shell. Cette migration provoqua une augmentation de la population et du pouvoir d'achat des ouvriers. Les salaires de la Shell étaient plus élevés que ceux des autres entreprises de la région. En même temps, la Shell maintint une relation hiérarchique très stricte entre les Blancs et les Noirs, et entre la « mère patrie » et les colonies. Sur les ferries qu'utilisait la Shell pour transporter son personnel, les Blancs et les Noirs étaient séparés. Ses bus spéciaux ne transportaient pas les Noirs. Ceux-ci n'avaient pas le droit de se promener librement dans les quartiers blancs.

La Shell essaya, par tous les moyens, de transformer les ouvriers agricoles et les anciens esclaves en des ouvriers industriels disciplinés. Pour accomplir cette tâche, les travailleurs n'avaient pas besoin

d'acquérir de nouvelles qualifications. La multinationale pensait qu'il fallait changer les attitudes de ses salariés, en ce qui concerne leur vie privée. C'est seulement quand leur reproduction (leur vie domestique) serait bien organisée, que l'entreprise pourrait utiliser au mieux ses ouvriers. Le mari devait être le soutien de famille, et la femme s'occuper des enfants, du foyer et des besoins sexuels de son mari. Cette famille nucléaire idéale devait améliorer la discipline, le respect et l'épargne. Shell défendait l'institution du mariage et l'obéissance des enfants à leurs parents, et elle récompensait ses vertus familiales en construisant des logements pour le personnel, des centres de santé, en distribuant des bourses d'études et en créant un système de retraites.

Le paradis du profit

L'histoire de Curaçao est celle d'un capitalisme sans entraves. Même au XXe siècle les îles antillaises sont restées un paradis du profit pour les entreprises privées et le gouvernement néerlandais. La Shell constituait un Etat dans l'Etat, elle avait fait main basse sur les terres, la distribution d'eau et avait créé ses propres installations. Les îles dépendaient beaucoup de ses services et de l'emploi qu'elle assurait. Les automobilistes avaient besoin de son essence, et les ménagères de son gaz pour cuisiner leurs aliments. En fait, la Shell a assuré la direction de Curaçao pendant des décennies.

Le gouverneur était le « caniche du président de la société », confessa le ministre des Affaires coloniales dans les années 1930 quand on lui demanda d'expliquer pourquoi le pouvoir politique acceptait les exigences de la Shell. Elle se moquait des conséquences sociales, écologiques et économiques de ses activités sur la population antillaise. La raffinerie provoqua une baisse considérable du niveau des nappes phréatiques, parce qu'elle consommait énormément d'eau. Ce qui finit par tuer l'industrie agricole. La pollution de l'air causée par Shell provoqua aussi un grave problème : la suie dans l'air créa de nombreux problèmes de santé chez les Antillais qui vivaient à proximité de la raffinerie, et en respiraient les fumées. Mais la Shell put poursuivre ses activités sans la moindre contrainte. Les bateaux sous pavillon des Pays-Bas et d'autres colonies n'étaient pas obligés de payer des impôts pour déverser leurs déchets dans les îles. Les entreprises étaient exonérées d'impôts pendant les dix premières années d'installation. Quant à la Shell, elle ne payait aucun impôt parce qu'elle dissimulait ses profits, comme s'il s'agissait de secrets d'Etat. Les riches Néerlandais payaient un impôt très faible sur leurs capitaux. La

compagnie aérienne KLM obtint le monopole du trafic aérien sur les Antilles, alors que les compagnies antillaises n'avaient pas le droit d'atterrir à l'aéroport de Schiphol, aux Pays-Bas.

Une économie qui repose sur des sables mouvants

Quand la Shell commença à automatiser sa production, le nombre de personnes travaillant dans l'industrie pétrolière diminua de 75% dans un court espace de temps. Cela provoqua de nombreux conflits du travail, qui à leur tour provoquèrent une véritable révolte le 30 mai 1969.

La population était fortement opposée à la domination coloniale. Les Antillais critiquaient particulièrement la discrimination dont était victime la population noire. Le gouvernement néerlandais décida d'envoyer ses marines pour écraser la révolte. Certains des dirigeants de la rébellion se virent offrir des postes dans l'administration locale. D'autres Antillais noirs obtinrent des emplois dans la fonction publique. Certains d'entre eux finirent par devenir complètement corrompus et la population pauvre fut laissée à l'abandon. Mais une conscience noire vit le jour, qui donna lieu à une meilleure appréciation de l'art, de la langue et de la culture de la population non blanche.

L'étendue du chômage reflétait la grande dépendance de l'économie antillaise vis-à-vis de la Shell. Selon des statistiques officielles, de nombreuses entreprises néerlandaises avaient leur siège social aux Antilles. Mais il ne s'agissait que de sociétés fantômes, ce que l'on appelle des domiciliations de complaisance. Cette situation leur permettait de bénéficier d'avantages fiscaux, mais elles ne produisaient rien et ne créaient aucun emploi sur place. Leurs profits ne revenaient pas aux Antillais. Quant aux sociétés qui créaient des usines dans les îles, elles étaient exemptées d'impôts pendant 10 ans. Par exemple, Texas Instruments profita de ces avantages pendant 10 ans, puis s'en alla dans un autre paradis fiscal. Cette entreprise ne permettait aucune activité syndicale dans ses usines.

Sous prétexte d'aider au développement des îles, le gouvernement néerlandais a également promu le tourisme aux Antilles. En pratique, cela a entraîné surtout un accroissement de l'aide déguisée aux entreprises néerlandaises. Les hôtels ont été construits par des sociétés néerlandaises et exploités généralement par des sociétés américaines.

Les injections de capitaux pour le tourisme ont créé peu d'emplois ; de plus, les Antillais n'avaient pas accès aux boulots les mieux payés. L'industrie touristique attirera beaucoup de sociétés d'investissement et d'entreprises fictives dans les îles. Mais elles n'investirent pas dans l'agriculture, ce qui aurait profité à la population locale. Les îles devaient donc importer leur nourriture, ce qui en renchérisait le coût.

Elimination de la démocratie ?

Le gouvernement néerlandais ne défend que les intérêts des entreprises néerlandaises et ne veut pas affronter les conséquences de ce choix unilatéral : la croissance de la pauvreté chez les jeunes. Il ne s'intéresse qu'aux profits, pas aux dégâts provoqués par sa politique. Certains Antillais en ont assez de dépendre des Pays-Bas. Les habitants d'Aruba ont choisi de se séparer du royaume. On trouve aussi beaucoup de partisans de cette forme d'autonomie à Saint-Martin. Mais les Etats-Unis, le Venezuela et la France s'opposent à une indépendance complète, pour des raisons économiques et militaires. Les entreprises néerlandaises ne veulent pas que disparaisse ce paradis fiscal et elles craignent que des Antilles indépendantes, bénéficiant de leur propre Etat et pouvant prendre des décisions souveraines, restreignent la liberté de circulation des marchandises, des services et des capitaux. Dans les années à venir, la misère augmentera probablement dans les îles des Caraïbes.

Capriles, P-DG de la plus grosse banque des Antilles, a récemment proposé d'abolir la démocratie pendant deux ans. Le gouverneur aurait les pleins pouvoirs, et les services publics seraient privatisés. On supprimerait la liberté d'expression et on limiterait le droit de grève. Les patrons sont bien sûr favorables à cette proposition. Beaucoup d'Antillais approuvent Capriles parce qu'il a accusé le gouvernement antillais de corruption et d'être le responsable de tous les problèmes sociaux et économiques. « Le gouvernement antillais ne peut agir librement en ce moment : ses actions sont dictées par le FMI et les Pays-Bas », a très sérieusement déclaré Capriles.

Ellen de Waard

(2001)

* Trafic de drogue aux Pays-Bas : un prétexte pour diffamer les Antillais néerlandais

(Cet article a été publié en néerlandais dans De Fabel van de illegal n° 52/53, en été 2002. Il fait partie d'une série de 6 articles qui seront progressivement traduits.)

Ces derniers mois, il y a eu toute une agitation dans les médias autour de prétendues hordes d'Antillais qui se livreraient au trafic de drogue aux Pays-Bas en avalant des paquets de poudre de cocaïne emballés dans des préservatifs. On les appelle aussi des bolletjesslikken (« avaleurs de boulettes » – en français des « mules », NPNF). Au nom de la lutte contre la drogue, une nouvelle loi est entrée en vigueur et des mesures sévères vont être prises. Celles-ci semblent être dirigées davantage contre les Antillais que contre la drogue. Aux yeux des Néerlandais, les Antilles sont surtout connues pour être un lieu de villégiature et de raffineries de pétrole. Personne [dans les médias] ne parle de la pauvreté parmi la population antillaise.

L'économie des Antilles néerlandaises est en mauvais état. Le Fonds monétaire international (FMI) a imposé des restrictions draconiennes en matière de financement. Ce sont en particulier les pauvres qui souffrent de ces mesures. Le taux de chômage est très élevé et ceux qui travaillent ne gagnent, en général, pas plus de 150 euros par mois. Ce facteur pousse certains Antillais à prendre le risque de s'engager dans le trafic de drogue. En transportant 50 à 100 « boulettes » de drogue dans votre estomac, vous pouvez gagner de 2 500 à 5 000 euros.

Une réaction exagérée.

Il y a quelque temps, les autorités ont avoué que beaucoup de passeurs de drogue arrêtés à l'aéroport de Schiphol étaient libérés en raison du manque de places en prison. Le ministre de la Justice, Korthals, a été

sévèrement critiqué pour cette décision. Selon un sondage, « un tiers de la population néerlandaise aurait moins confiance dans le système judiciaire » après avoir pris connaissance de cette information. Cette réaction est tout à fait exagérée, ne serait-ce que parce que seulement 0,3 % des importations de cocaïne pénètrent dans le pays grâce à des « mules » (1). Cette réaction est probablement davantage due à des conceptions racistes qu'à cette « révélation ». Le renforcement de la lutte contre ce genre de trafic de drogue est bien en harmonie avec le climat anti-Antillais qui sévit aux Pays-Bas. Cette politique est surtout applicable aux jeunes Antillais néerlandais qui, selon l'opinion publique, passent leurs journées à voler, dealer de la drogue, se prostituer et participer à des fusillades. Beaucoup de mesures ont été prises contre les jeunes Antillais néerlandais, dont l'interdiction pour les jeunes Antillais de venir habiter aux Pays-Bas, et le renvoi d'Antillais dans leur île natale alors qu'ils y vivent déjà (2). La lutte contre les « mules » sert de prétexte et d'alibi pour prendre toutes sortes de mesures à l'encontre des Antillais. Les médias diffusent tout à coup des reportages effrayants sur ces trafiquants de drogue. Des histoires de gangs qui enseignent aux enfants de Curaçao comment devenir des « mules » en leur faisant avaler des carottes. Ou des chiffres impressionnants sur le nombre de trafiquants de drogue qui seraient responsables du manque de places dans les prisons bataves. La compagnie aérienne KLM est également tout à fait disposée à participer [à cette campagne de diabolisation des Antillais], parce que la publicité faite autour de ces trafiquants de drogue est mauvaise pour son image et ses revenus. « Lors de chaque vol, notre personnel et les passagers peuvent se trouver dans le même avion qu'environ 60 trafiquants dont l'estomac est rempli de sachets de cocaïne, qui peuvent devenir fous à n'importe quel moment, vomir sur leurs voisins ou, dans le pire des cas, mourir dans leurs sièges », a déclaré M. Baas, porte-parole de KLM.

Loi d'urgence.

Peu après le commencement du débat, une loi d'urgence est entrée en vigueur pour la durée d'un an afin de faciliter l'enfermement des suspects dans les affaires de trafic de drogue. Elle viole une autre loi et, selon certains avocats, la Constitution néerlandaise elle-même. En raison de cette nouvelle réglementation, on peut désormais enfermer plus d'une personne par cellule. Les suspects ont le droit de « prendre l'air » une heure par jour, mais ils ne sont pas autorisés à travailler. Les

mineurs et les adultes, les condamnés et les suspects peuvent être enfermés ensemble. Enfin, les prisonniers ont moins de possibilités de se plaindre d'éventuels mauvais traitements.

Autre conséquence de cette loi d'urgence : les contrôles des passagers se rendant aux Antilles ou en revenant sont désormais accrus. La police militaire enquête sur les données personnelles de tous ceux qui réservent un vol. Entre autres, ses membres vérifient les casiers judiciaires, si les passagers ont déjà été condamnés et à quelle fréquence ils voyagent entre les Pays-Bas et les îles antillaises. Ils vérifient également si les clients répondent aux profils des trafiquants de drogue créés par la police militaire. Bien sûr, ces profils ne sont pas accessibles au grand public et tenus secrets. Les passagers dépendent donc des convictions racistes du ministère de la Justice.

Les barrières spéciales de la police militaire.

Après cette première enquête, les clients sont également contrôlés quand ils arrivent à l'aéroport. Les passagers sont attendus par « des barrières installées par la police militaire et qui mènent à des comptoirs d'enregistrement différenciés » (3). La police militaire leur pose des questions du type : « Qui vous a amené à l'aéroport ? » et : « Combien d'argent transportez-vous ? » Si la police militaire pense que vous avez un comportement suspect, ils déconseillent à la compagnie aérienne de vous laisser monter dans l'avion. En s'appuyant cet avis négatif, la compagnie aérienne peut refuser d'embarquer un voyageur. Elle n'est pas obligée de suivre cet avis, mais bien sûr elle ne s'y oppose jamais. « Si nous ne suivons pas leur avis, KLM pourrait être considéré comme étant plus ou moins complice du trafic de drogue. Bien sûr, nous voulons empêcher que cela arrive. »

Quand un client est soupçonné de trafic de drogue, et que la compagnie aérienne refuse de l'embarquer, cette information est ajoutée à son dossier personnel. La prochaine fois que cette personne voudra se rendre aux Antilles, elle sera automatiquement suspectée et à nouveau refoulée. Les Antillais néerlandais sont traités comme des citoyens inférieurs, et peuvent être contrôlés à tout moment par les autorités. Comme un jeune Antillais l'a déclaré à Schiphol : « Tout le monde, à l'aéroport, peut voir comment les Noirs sont obligés de se diriger vers certains comptoirs d'enregistrement comme s'ils étaient du bétail (4). »

Vomitifs policiers à Hambourg.

La « guerre contre la drogue » n'est pas seulement utilisée aux Pays-Bas pour isoler les Noirs des autres membres de la population. Dans la ville allemande de Hambourg, les autorités ont fait adopter une loi qui leur donne le pouvoir d'arrêter les trafiquants de drogue dans la rue. Ces derniers avalent parfois les drogues emballées dans de petits sachets en plastique afin de les cacher quand les policiers les fouillent. La nouvelle loi accorde à la police le droit de contraindre les suspects à prendre un vomitif, afin de vérifier s'ils ont ingurgité un sachet de drogue. En pratique, cette méthode est utilisée pour intimider les jeunes Noirs dans la rue. Cette méthode de détection des trafiquants de drogue a déjà fait un mort, ce qui ne semble inquiéter personne. Personne ne s'interroge non plus sur les méthodes brutales utilisées par le gouvernement néerlandais pour intimider les Antillais aux Pays-Bas.

Jan Tas

Notes

1. « De narconomie van Curaçao », De Groene Amsterdammer, 9.2.2002. –
2. « Probleem zit in Nederland », De Volkskrant, 8.4.2002.
3. « Nederlandse regering wil arme Antilliaanse jongeren weren », Ellen de Waard, Fabel Archief.
4. « Lege rijen op vlucht naar Antillen », Leidsch Dagblad, 16.4.2002.

* PUBLICATIONS

* *Demain la révolution* de Loren Goldner

Loren Goldner n'est pas un marxiste «académique», et ce dans les deux sens du terme. Il ne détient pas une chaire dans une université anglo-saxonne, et ne perd pas non plus son temps et son énergie à participer ces interminables querelles marxologiques que chérissent tant les intellectuels de gauche, toujours en quête de respectabilité universitaire ou d'une aura de «maître à penser» (d'Althusser à Bourdieu en passant par Badiou, Amin, Hobsbawm et Negri, ce ne sont pas les exemples qui manquent – le plus souvent stalinophiles).

Loren Goldner essaie d'appliquer sa vision très personnelle du marxisme aux réalités des luttes de classes contemporaines. En dehors de ses lectures abondantes et variées en différentes langues, il profite de ses voyages ou de ses longs séjours dans d'autres pays pour rencontrer d'autres militants et tenter de saisir l'essentiel de leur combat contre le Capital.

En lisant les deux volumes de traductions qui présentent une bonne partie de ses écrits depuis vingt ans, le lecteur saisira tout de suite que l'auteur n'est pas un marxiste dont l'horizon se borne aux frontières intellectuelles ou matérielles de son pays d'origine, les Etats-Unis. Il tente de nous présenter une vision du monde, en partant d'emblée d'un point de vue international et même anational.

On peut – je dirais même on doit – ne pas être toujours d'accord avec Loren Goldner, mais il faut lui reconnaître trois qualités essentielles. La première : il cherche toujours à débusquer les marxistes étatistes, à démonter leurs raisonnements et leur démagogie pseudo-radical. Qu'il s'agisse des dirigeants guérilleros de l'ancien tiers-monde ou des présidents populistes du Sud actuel, des «nouveaux philosophes», des baudruches postmodernes, ou des théoriciens de la «déconstruction», il critique tous ceux qui manipulent les concepts marxistes pour les mettre au service d'un pouvoir, quel qu'il soit. «Le «meilleur de la social-démocratie allemande et du bolchevisme russe, écrit-il, est inextricablement imbriqué dans une pensée et un culte de l'État. Une perspective révolutionnaire renaissante ne peut plus y voir de lointains ancêtres, mais une impasse où le marxisme s'est perdu en discours étatistes qui lui étaient étrangers.» Sa critique de l'étatisme de la gauche et de l'extrême gauche est une constante, qui le différencie de bien des «marxistes» et de bien des «penseurs» dits «révolutionnaires» ou altermondialistes.

Deuxième qualité, l'auteur prend fait et cause pour les luttes des travailleurs, ici et maintenant, tout en gardant une conscience

antibureaucratique sans concessions.

Troisième qualité, Loren Goldner s'intéresse aux transformations économiques du monde capitaliste, dont il essaie de nous présenter les grandes lignes de façon simple (enfin, quand c'est possible...) et compréhensible. On peut être en désaccord avec son idée d'un retour au vrai Marx des origines (pourquoi les révolutionnaires devraient-ils penser le monde aujourd'hui, dans toute sa complexité, principalement à partir des écrits d'un penseur du XIXe siècle, aussi génial et brillant soit-il ?), mais on doit reconnaître une certaine force à son plaidoyer pour un usage renouvelé des catégories et concepts marxistes.

Dans ce premier recueil d'articles, à part un texte central de plus de cent pages qui pourrait donc constituer un livre à lui tout seul, le lecteur découvrira des textes plus courts abordant des sujets très divers : en dehors de trois critiques de livres, huit articles concernent des questions dites «économiques» et présentent la vision particulière de l'auteur concernant l'évolution du capitalisme et le soubassement de la crise économique mondiale actuelle– ce premier tome contient aussi des textes sur les luttes ouvrières aux États-Unis, en Corée, et en Espagne– Loren Goldner évoque également les origines du racisme aux États-Unis et de l'antisémitisme en Europe– il se livre à une critique radicale du multiculturalisme et présente l'apport d'un auteur marxiste peu connu : Amadeo Bordiga à propos de la révolution russe et de la question paysanne.

Le second recueil d'articles abordera des questions aussi variées que la situation sociale en Argentine, en Inde, en Chine, au Mexique et en Pologne– l'héritage des Lumières– l'articulation des questions de race et de classe aux États-Unis– l'altermondialisme– la désindustrialisation et l'absence d'un Parti ouvrier en Amérique, etc.

* Anarchisme, nation, identité, culture - Régionalisme, nationalisme et anarcho-indépendantisme

de Karim Landais est paru en octobre 2008 chez Orphéo Editions, 184 pages, au prix de 8 €, frais de port compris.

Ce texte a déjà été publié en 2006, un an après la disparition de Karim Landais en juin 2005. Il était alors inclus dans deux gros volumes rassemblant presque tous les écrits de Karim. Cette anthologie (Passions militantes et rigueur historique) étant désormais presque épuisée, nous avons choisi de republier, dans un ouvrage au format plus maniable, ce texte qui n'a pas pris une ride.

En effet, les questions liées à la «culture», à «l'identité», à la «nation», au multiculturalisme, à l'«Europe des régions» (ou des «nations») sont

plus que jamais au cœur des débats politiques en France, comme en témoignent, à des niveaux différents, la création du mouvement des Indigènes de la République et du CRAN en 2005– les «émeutes» de Novembre 2005– les discours patriotards de Royale et Sarkozy lors de la campagne présidentielle de 2007– les multiples façons dont la droite et la gauche françaises instrumentalisent l'histoire de la France– la désignation d'un ministre de «l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire» (ou «de la Rafle, de la Honte et du Drapeau», comme le dit justement le Réseau Education sans frontières)– les contraintes de plus en plus fortes qui pèsent sur les travailleurs migrants, qu'ils soient ou non en «situation régulière»– les débats sur le hijab et la place de l'islam dans un pays aux «racines chrétiennes»– la nomination de personnalités «issues de la diversité» (en clair de personnes d'origine africaine et nord-africaine) à des responsabilités gouvernementales, sans compter l'incapacité de la gauche et de l'extrême gauche à mobiliser, ne serait-ce que leurs électeurs, sur une base internationaliste, ou mieux anationale, lors des élections et référendums européens, et à mobiliser dans la rue contre la présence et les interventions des troupes françaises en dehors de l'Hexagone.

On peut ne pas être d'accord avec telle ou telle formulation, hypothèse ou idée de l'auteur (je ne crois pas, par exemple, que l'Union européenne puisse être assimilée à une structure «d'inspiration néo-totalitaire» ou «corporatiste» comme l'affirmait Karim), mais on doit lui reconnaître un souci de rigueur, une clarté d'exposition, un sens de la nuance, qualités rares chez un auteur «révolutionnaire» et surtout une incitation à réfléchir par soi-même. Que demander d'autre à un bon livre ?

Pour toute commande écrire à Guy Landais La Bastide des capucins
84 240 Cabrières d'Aigues

* Islam, islamisme,
«islamophobie»

L'ouvrage est divisé en cinq parties correspondant à cinq thèmes principaux.

La première partie restitue quelques brèves données de base sur Mahomet, la naissance de l'islam et le statut des dhimmi, puis présente le point de vue de militants et militantes algériens, pakistanais, palestiniens et irakiens sur la façon dont ils perçoivent la réalité religieuse et politique de l'islam dans leurs pays respectifs aujourd'hui.

La seconde partie traite de la «question musulmane» en France, des raisons pour lesquelles l'islam est devenu un enjeu social et politique et des conséquences négatives que l'essor de cette religion a eues sur le mouvement ouvrier et féministe en France. Elle évoque les débats sur le hijab et la laïcité dans l'Hexagone, la confusion politique qui règne à gauche et à l'extrême gauche sur les questions religieuses en général et l'islam en particulier, et pointe aussi l'apparition d'un citoyennisme musulman dont Tariq Ramadan est le représentant intellectuel le plus emblématique et le plus sophistiqué.

La troisième partie tente d'établir quelques distinctions élémentaires entre racisme anti-Arabs, xénophobie et «islamophobie». Elle souligne aussi les dangers de certaines alliances ou convergences politiques au nom de la défense de la laïcité ou des droits des femmes, en France et en Grande-Bretagne.

La quatrième partie rassemble une douzaine de traductions de textes ou de débats impliquant des militantes des Partis communistes-ouvriers d'Irak et d'Iran qui s'expriment à la fois sur l'islam politique, mais aussi sur des questions comme l'«islamophobie», la laïcité, le relativisme culturel et le multiculturalisme.

Quant à la cinquième et dernière partie, elle critique de façon virulente l'opportunisme de la gauche et de l'extrême gauche théocompatibles, voire de certains libertaires, en France comme en Grande-Bretagne.

Compil n°2 (2002-2008), mars 2008, 336 pages, 10

* La Fable de l'illégalité : Sans-papiers, immigration et intégration forcée aux Pays-Bas

Les Pays-Bas sont un petit pays rarement mentionné dans les médias. La «paix sociale» y est rarement troublée par des grèves, ou des luttes, «exemplaires» susceptibles d'enflammer l'imagination des militants. Pourtant, beaucoup de questions politiques débattues en France – de la «flexsécurité» à «l'identité nationale» en passant par le «multiculturalisme», les séquelles du colonialisme, l'immigration ou la place de la religion dans la société – y sont l'objet de vifs débats... et aussi de mesures réactionnaires que la droite française rêve d'imposer dans l'Hexagone. *De Fabel van de illegaal* (La Fable de l'illégalité) est un groupe atypique, par ses origines, comme par ses activités et son journal qui s'intéresse à trois questions principales : le racisme et l'antisémitisme aux Pays-Bas, l'extrême droite, et les luttes des sans-papiers. Presque tous les articles tournent autour de ces trois axes d'intervention, ou de thèmes très proches, dans une perspective

militante bien sûr, mais aussi dans le cadre d'une réflexion théorique sur toutes les questions posées par les politiques migratoires et démographiques : nationalisme, place des «cultures» et des traditions, multiculturalisme, liberté de conscience, fonction des religions, répression étatique, oppression des femmes, rôle de la famille, etc.

Il faut souligner aussi une autre originalité de *De Fabel van de illegaal* : sa façon de préparer ses campagnes politiques, seul ou avec d'autres. Dans la plupart des pays, les groupes d'extrême gauche ou libertaires ont généralement une attitude purement réactive : ils réagissent à une mesure gouvernementale, à l'invasion d'un pays étranger, à une décision d'un organisme international ou d'une multinationale. Pour sa part, De Fabel fonctionne de façon originale : quand le groupe décide de mener une campagne politique sur un thème (et, comme on l'a vu, ces thèmes sont volontairement limités, De Fabel ne veut pas disperser son énergie entre vingt causes différentes et sans lien entre elles), ses membres commencent par bien étudier les arguments de l'adversaire (Etat, partis politiques, patrons, institutions internationales) pour à la fois pouvoir répondre aux réactionnaires ou aux réformistes, mais aussi pour trouver des arguments simples et faciles à comprendre qu'ils puissent employer à la fois dans leur journal, leurs tracts et dans les discussions individuelles, les meetings, les manifestations, etc.

Compil n°3 (2002-2008), mai 2008, 360 pages, 10

* «Question juive»et antisémitisme

Sionisme

et antisionisme

Cet ouvrage évoque surtout l'attitude des marxistes et des anarchistes face à la prétendue «question juive», au sionisme et à l'antisémitisme. Les auteurs sont de tendances très diverses. Les textes ont été choisis, selon l'orientation de la revue, non pas parce qu'ils apporteraient la Vérité, mais parce qu'ils contiennent un certain nombre d'informations historiques et théoriques indispensables pour entamer un débat sérieux.

La prétendue «question juive» dévoile en fait les limites de toutes les idéologies révolutionnaires depuis cent cinquante ans, idéologies généralement fondées sur une vision assimilationniste de toutes les ethnies et de tous les peuples– sur l'illusion que les religions et les nationalismes n'auraient aucun avenir dans un monde capitaliste moderne et développé– sur une croyance aveugle dans les vertus du progrès technique et scientifique– sur une foi démesurée dans les effets magiques de la Révolution sociale (qu'elle soit d'inspiration marxiste

ou anarchiste) et d'une nouvelle organisation de l'économie par les producteurs eux-mêmes. Et, disons-le clairement, sur une sous-estimation radicale de l'antisémitisme et de ses effets meurtriers au profit d'une surestimation et d'une dénonciation démagogiques de la présence des Juifs au sein des structures du capital financier ou commercial.

L'intérêt d'évoquer la «question juive» est de pouvoir revisiter pratiquement toutes les questions importantes des théories révolutionnaire : les classes sociales, la nation, le rôle de la classe ouvrière, la religion, l'État, l'histoire du capitalisme, etc. , comme en témoignent les différents articles rassemblés dans ce livre.

Compil n°1 (2002-2008), mars 2008, 344 pages, 10

Depuis septembre 2002

Ni patrie ni frontières a publié

N° 1 : Sur l'URSS - Elections 2002 - Nouveau parti «anticapitaliste»
- Lutte ouvrière (2002), 7, 5

N° 2 : Famille, mariage et morale sexuelle (2002), 7, 5

N° 3 : Que faire contre les guerres ? (2003), 7, 5

N°4/5 : États, nations et guerre – Grèves de mai-juin (2003), 10

N° 6-7 : Les syndicats contre les luttes ? – Athéisme et religion
(2003)

N° 8-9 : Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme
et à Israël (2004), 10

N° 10 : Religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme,
«islamophobie» et laïcité (2004), 7, 5

N° 11-12 : Terrorismes et violences politiques (2004), 10

N° 13-14 : Europe ? Référendum ? Démocratie ? (2005), 10

N° 15 : «Quand les jeunes dansent avec les loups» – Tracts –
Analyses - Témoignages (2005), 7, 5

N° 16-17 : «Rêve général» – Tracts, interviews et analyses du
mouvement contre le CPE (2006), 10

N° 18-19-20 : Dieu, race, nation : mythes mortifères (2007), 10

N° 21-22 : Offensives réactionnaires : Sarkozy – Blairisme –
Banlieues et guérilla urbaine – Trotskyistes et obsessions électorales –
Questions noires en France (2007), 10

N° 23-24 : Justice sociale contre démocratie occidentale (2008), 10

N° 25-26 : Sans-papiers (2008), 10

Brochures

Emma Goldman et la révolution russe (2002, 48 p. , 4), Débat sur
la révolution russe : Loren Goldner, Chris Harman, Mike Martin
(2002, 58 p. , 4)

Voltairine de Cleyre, militante anarchiste-féministe (2002, 48 p. , 4
)

Nationalisme, antisémitisme, altermondialisme. Textes du groupe
De Fabel van de illegaal (70 p. , 4) Femmes en Irak, Egalité des droits,
laïcité, Droits de l'enfant et hijab, «islamophobie», textes du PCOI, 45
p. 3 (2^e édition)

Livres

Compil' 1 : «Question juive», sionisme et antisionisme, 2008, 336 p.
, 10

Compil' 2 : Islam, islamisme, «islamophobie», 2008, 344 p. , 10

Compil' 3 : La Fable de l'illégalité, textes du groupes néerlandais *De Fabel van de illegaal*, sur les sans-papiers, les limites de l'altermondialisme et de l'écologie, 2008, 360 p. , 10

Loren Goldner, Demain la Révolution, tome 1, 12

* Abonnements et commandes de livres ou de revues

Tous les prix des revues ou livres incluent les frais de port. Certaines revues sont épuisées mais nous pouvons les envoyer gratuitement en format PDF sur Internet ou encore les photocopier et les relier à la demande. L'abonnement coûte 23 euros pour 3 numéros (simples ou doubles) et 45 euros pour 6 numéros simples ou doubles. À l'unité les numéros simples coûtent 7,5 euros et 10 euros les numéros doubles. Le sommaire des revues et les articles se trouvent sur le site mondialisme.org

Pour tout contact écrire à

Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris
ou bien yvescoleman@wanadoo.fr

Livres imprimés sur des papiers labellisés
FSC
Certification garantissant une gestion durable de la forêt
Dépôt légal 3^e trimestre 2009
Achévé d'imprimer sur les presses du
Centre Littéraire d'Impression Provençal
Artizanord n° 203
42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille
[www. imprimerie-clip. com](http://www.imprimerie-clip.com)
N° d'impression 07100227